TIPHAINE ROBERT

DES MIGRANTS ET DES REVENANTS

Une histoire des réfugiées et réfugiés hongrois en Suisse (1956-1963)

HISTOIRE

Éditions Alphil
Presses universitaires suisses

Des migrants et des revenants

Une histoire des réfugiées et réfugiés hongrois en Suisse (1956-1963)

Tiphaine Robert

Des migrants et des revenants

Une histoire des réfugiées et réfugiés hongrois en Suisse (1956-1963)

Éditions Alphil-Presses universitaires suisses

© Éditions Alphil-Presses universitaires suisses, 2021
Case postale 5
2002 Neuchâtel 2
Suisse

www.alphil.ch

Alphil Diffusion
Commande@alphil.ch

DOI : 10.33055/ALPHIL.03164

ISBN papier 978-2-88930-381-6
ISBN PDF 978-2-88930-382-3
ISBN EPUB 978-2-88930-383-0

Les Éditions Alphil bénéficient d'un soutien structurel de l'Office fédéral de la culture pour les années 2021-2024.

Publié avec le soutien du Fonds national suisse de la recherche scientifique.

Illustration de couverture : Rob Gnant, Ungarn verlassen die Schweiz, Buchs, 1957. Photo (non publiée) issue d'un reportage portant sur des réfugiées et réfugiés en passe d'être rapatriés vers la Hongrie : « Auszug aus dem falsch verstandenen Paradies », *Die Woche*, 11 février 1957 © Rob Gnant / Fotostiftung Schweiz.

Ce livre est sous licence :

Ce texte est sous licence Creative Commons : elle vous oblige, si vous utilisez cet écrit, à en citer l'auteur, la source et l'éditeur original, sans modifications du texte ou de l'extrait et sans utilisation commerciale.

Responsable d'édition : Rachel Maeder

Note sur l'édition

Ce livre est issu d'une thèse de doctorat soutenue en histoire contemporaine à l'Université de Fribourg en septembre 2019. Il en conserve la forme et le style académiques avec quelques aménagements pour en améliorer la lisibilité : allégements du texte et des notes en bas de page, traduction de citations, réduction de la partie quantitative et des annexes. Cet ouvrage demeure néanmoins dense. Les réfractaires aux longues introductions seront pardonnés s'ils et elles ne font que la survoler. Les incollables en histoire de la Hongrie pourront sans problème sauter la première partie. Le lectorat très averti qui ne s'intéresse qu'à une histoire inédite basée sur des sources originales passera directement à la deuxième, voire à la troisième partie portant sur le phénomène du rapatriement. Nous ne pouvions évoquer le retour de migration sans aborder l'émigration de 1956 et l'immigration en Suisse, pays que nous avons choisi comme cas d'étude. Nous avons pensé notre texte comme le fil d'une histoire en trois volets (émigration ; immigration ; retour) qui suivrait le parcours de personnes qui migrent dans un contexte donné tout en montrant à quel point les trajectoires n'ont rien d'un simple voyage d'un point A à un point B. Notre texte reflète cette complexité.

Remerciements

En premier lieu, je remercie chaleureusement les vingt et une personnes qui ont bien voulu partager leur histoire avec moi. Certaines de ces personnes sont entre-temps décédées. J'aimerais ainsi dédier ce livre à Mária M., József Böröcz et László Sasvári. Le témoignage – essentiel – de toutes et tous, et aussi le simple souvenir de nos rencontres m'ont permis de mener à bien cette recherche.

Mes remerciements vont à mon directeur de thèse, le Professeur Alain Clavien, pour son suivi attentif, ses conseils avisés et pour sa confiance. Si j'ai pu mener ce travail à son terme, c'est que j'ai bénéficié de conditions de travail optimales en tant que doctorante et assistante. J'aimerais témoigner ma profonde gratitude aux autres personnes qui font vivre avec beaucoup de passion et de travail l'histoire contemporaine à l'Université de Fribourg et que j'ai eu la chance de côtoyer : Jean-François Fayet, Matthieu Gillabert, Claude Hauser, Pauline Milani, Anne-Françoise Praz, Francis Python, Stéphanie Roulin.

Je remercie également toutes les personnes qui ont expertisé mon travail et contribué à son amélioration : Nancy Green, membre de mon jury, qui m'a accueillie dans son séminaire sur l'histoire de la migration à l'EHESS et qui m'a donné une nouvelle fois son expertise à l'Université de Neuchâtel ; Nóra Szekér qui m'a également reçue dans son séminaire sur l'émigration hongroise à l'Université Pázmány à Budapest. Leur savoir et leur appui ont sensiblement fait avancer ma recherche. Je remercie aussi János Rainer et Katalin Somlai qui m'ont accueillie à l'Institut 1956 à Budapest. Les réflexions de Clara Royer et de Kristina Schulz, membres de mon jury, ainsi

que les apports de Claire Lemercier, Claire Zalc, Pauline Milani, Julie Doyon, Étienne Piguet, Francesco Garufo, Silvia Arlettaz, Damir Skenderovic m'ont été très profitables.

Je suis très reconnaissante à Anne-Françoise Praz et à Matthieu Gillabert qui m'ont beaucoup aidée pendant le long parcours de thèse. Gusztáv Kecskés a également grandement contribué à l'avancée de mes recherches. J'aimerais remercier les historiennes et historiens et archivistes Sarolta Benezra, Annamari Kőrös, András Kiss, Judit Topits, Michael Schaer, Jonas Arnold, Jacques Oberson, Kerstin Lau, Mathieu Rappaz, Aline Angoustures, ainsi que des personnes qui ont participé au développement de mes réflexions : Phil Casoar, Corentin Léotard, Ludovic Lepeltier, Zsuzsa Szabó.

Je remercie Alain Cortat, Rachel Maeder et les Éditions Alphil pour leur précieux travail.

Mes remerciements vont à mes collègues, amies et amis Sarah Baumann, Barbara Blum, Alexandre Elsig, Irma Gadient, Eva Locher, Joséphine Métraux et Niels Rebetez. Un immense merci à Mathieu Musy, Audrey Bonvin, Julia Taramarcaz, Danièle Moulin, Marie Robert, Caroline Rusterholz pour leur précieuse relecture, ainsi qu'à Morgane Bianco. J'aimerais remercier Magali Michelet (avec qui nous avons cumulé au moins quatre dernières lignes droites et près de quarante traversées du Rideau de fer) pour ses relectures, ses retours experts et son amitié.

Je n'ai pas vraiment de mots pour exprimer l'ampleur de ma reconnaissance à Pauline et Caroline pour leur inconditionnel et infatigable soutien technique, académique et moral, mes amis et ma famille pour leur appui, particulièrement Gabrielle, Jean-Daniel, Aline, Anne-Laurie et Marie.

Toute ma gratitude va à Tibor Söregi. Ni archiviste ni historien, il est devenu, avec le temps, expert et interlocuteur critique. Son aide à Budapest et ailleurs, son engagement aussi bénévole qu'indéfectible m'ont été indispensables.

Enfin, je remercie Laslo qui, à sa manière, a contribué à l'achèvement de la thèse.

Liste des abréviations et remarques

ÁVO	*Államvédelmi Osztály* [Agence de sécurité d'État] (1946-1948)
ÁVH	*Államvédelmi Hatóság* [Autorité de protection de l'État] (1948-1956)
CIA	*Central Intelligence Agency*
CIMADE	Comité intermouvements auprès des évacués
CIME/ICEM	Comité intergouvernemental pour les migrations européennes/ *Intergovernmental Committee for European Migration*
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CRS	Croix-Rouge suisse
DFJP	Département fédéral de justice et police
DPF	Département politique fédéral (de 1848 à 1978. Aujourd'hui : Département fédéral des affaires étrangères).
DPs	*Displaced persons*/personnes déplacées
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
KGB	*Komitet gossoudarstvennoï bezopasnosti* [Comité pour la sécurité de l'État] (URSS)
LFSEE	Loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers
MKP	*Magyar Kommunista Párt* [Parti communiste hongrois] (1944-1948)
MDP	*Magyar Dolgozók Pártja* [Parti des travailleurs hongrois] (1948-1956)

MSZMP	*Magyar Szocialista Munkáspárt* [Parti socialiste ouvrier hongrois] (1956-1989)
MVSz	*Magyarok Világszövetsége* [Fédération mondiale des Hongrois]
MTI	*Magyar Távirati Iroda* [Bureau télégraphique hongrois]
NZZ	*Neue Zürcher Zeitung*
OCSAR	Office central suisse d'aide aux réfugiés/*Schweizerische Zentralstelle für Flüchtlingshilfe (SZF)*. Aujourd'hui : Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)/*Schweizerische Flüchtlingshilfe (SFH)*
ONG	Organisation non gouvernementale
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PdT	Parti du Travail (Suisse)
PTT	Postes, téléphones, télégraphes (Suisse)
RDA	République démocratique allemande
RFA	République fédérale d'Allemagne
RFE	*Radio Free Europe*
TSR	Télévision suisse romande
UFHS	*Union of Free Hungarian Students*
UNREF	*United Nations Refugee Fund*/Fonds des Nations unies pour les réfugiés
UNRRA	*United Nations Relief and Rehabilitation Administration*/ Administration des Nations unies pour le secours et la reconstruction
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques
USEP	*United States Escape Program*

• *Pour les abréviations d'archives, on se rapportera aux sources consultées.*

• *Les citations en allemand, hongrois, anglais ont été traduites en français par l'autrice (sauf indication contraire) et les citations originales n'ont pas été conservées pour la présente publication. Si elles ne sont pas originellement en français, les citations des témoins sont traduites en français par l'autrice et ne sont pas reproduites en langue originale. Les lecteurs et lectrices germanophones pourront retrouver les citations en langue originale allemande dans le manuscrit de la thèse, disponible sur la bibliothèque numérique réro doc.*

• *Nous utiliserons dans la mesure du possible un langage épicène (la population réfugiée) et les doublets placés par ordre alphabétique (les réfugiées et les réfugiés)*

car il nous est important de visibiliser la présence de femmes parmi les protagonistes des différents groupes évoqués. Nous utiliserons l'accord de proximité qui consiste à accorder l'adjectif ou le participe passé avec le terme le plus proche. Le masculin pluriel est en revanche délibérément employé quand les termes proviennent directement ou indirectement de sources historiques utilisant exclusivement le masculin ou quand ils englobent seulement des hommes. Quand les noms communs en hongrois (comme « menekültek » / « réfugiées et réfugiés ») ne comportent pas de masculin ou de féminin, ils peuvent être traduits en français avec une écriture inclusive (« réfugiées et réfugiés ») car ils n'induisaient pas le masculin comme en français.

• *Les portraits des témoins et des biographies des personnes citées sont présentées en annexe (Annexes D et E).*

Introduction

« *Je vais de plus en plus souvent au bistrot. J'y vais presque tous les soirs. Je fais connaissance avec mes compatriotes.* […] *je fais la connaissance de Jean, un ouvrier agricole sans qualification, qui me suit partout. Il n'a pas encore trouvé de travail et, à mon avis, il n'en trouvera jamais. Il est sale, mal habillé, il habite encore au centre des réfugiés.*

***

Jean est heureux :

– C'est la première fois que j'ai pu envoyer de l'argent à ma femme. L'argent que tu m'as donné […].

– Pauvre Jean, ce n'était pas beaucoup.

– Chez nous, ça vaut dix fois plus qu'ici. Ma femme a pu acheter aux enfants des chaussures et des vêtements pour l'automne. Il faut qu'ils soient habillés convenablement à l'école.

Je demande :

– Et maintenant, comment vas-tu faire, sans travail du tout ?

– Je ne sais pas, Sandor.

– Rentre chez toi, cela vaudra mieux.

– Je ne peux pas. Tout le village se moquerait de moi. J'ai promis la fortune à tous. […]

Il vient chez moi presque tous les soirs, il m'empêche d'écrire, il m'empêche de dormir. Il me lit les lettres de sa femme, de ses enfants. Il me parle de son mal du pays, de l'ennui qu'il ressent de ne pouvoir vivre avec les siens. […]

Le ventre plein, il va dormir au centre des réfugiés, dans un dortoir aux lits superposés où il a pris ses habitudes, où l'ancienneté l'a imposé comme chef.

***

Je rentre chez moi. Je trouve Jean couché sur le sol de la cuisine. Le croyant ivre, je le secoue […]

– Je ne suis pas mort ?

– Pourquoi serais-tu mort ?

– J'ai pourtant ouvert le gaz.

– Le gaz est coupé depuis une semaine. Je ne le paie plus. L'électricité non plus. Elle va être coupée bientôt. J'ai dépensé trop d'argent en linge, vélo, lampe de poche, jumelles […]. *Pourquoi voulais-tu mourir ?*

– J'ai reçu une lettre. Une lettre anonyme. On me dit que je ne dois plus jamais revenir parce que ma femme a trouvé un autre homme et que, moi, je suis juste bon à lui envoyer de l'argent. Ma femme est déjà enceinte de l'autre. Qu'est-ce que je vais faire ?

– Ou bien tu rentres et tu reprends ta femme. Ou bien tu restes ici et tu n'y penses plus.

– Mais j'aime ma femme ! J'aime mes enfants !

– Alors, continue à leur envoyer de l'argent.

– En sachant que l'autre en profitera ? Qu'est-ce que tu ferais à ma place ?

– Je n'en sais rien. Je ne sais même pas quoi faire à ma place à moi. »[1]

Ces lignes proviennent du roman *Hier* d'Agota Kristof. À travers les personnages fictifs de Sandor – le narrateur – et de Jean, on peut aisément reconnaître deux réfugiés hongrois de 1956. L'écrivaine Agota Kristof était l'une des 200 000 personnes qui ont fui la Hongrie à la suite de l'Insurrection d'octobre 1956 et de sa répression par les Soviétiques[2]. Ce sont probablement ses propres expériences qui sont décrites à travers le vécu de Sandor, une sorte

[1] Kristof Agota, *Hier*, Paris : Éditions du Seuil, 1995, p. 56, 73-74, 127-128.

[2] Pour qualifier le soulèvement de 1956, le terme d'« insurrection » sera majoritairement utilisé. Ponctuellement, le mot « révolution » sera employé, et lorsque nous nous plaçons depuis la Hongrie communiste, nous parlerons parfois de « contre-révolution ».

d'alter ego masculin. Quant à Jean, un autre de ces réfugiés, il peine à se construire une existence en Suisse. La Suisse : pays que Kristof ne nomme pas mais qui constitue le décor de ses livres. En 1956, ses frontières – si souvent hermétiques – se sont ouvertes à plus de 10 000 exilées et exilés hongrois. Ce passage esquisse un quotidien difficile à saisir dans les sources habituellement mobilisées par les historiennes et historiens, le quotidien de l'exil. Un exil aucunement romantique ou épique, tel qu'il est parfois décrit dans la littérature, mais révélateur d'un horizon morne, jalonné de déceptions et d'hésitations : une sorte d'antichambre de la société d'abondance.

Cet extrait déconstruit le mythe « du » réfugié hongrois de 1956[3]. Jean et Sandor ne sont assurément pas des « exilés modèles »[4] comme les commémorations tendent à décrire les Hongroises et les Hongrois de 1956. En Suisse, cette image résulte d'un discours élaboré dans les années 1980-1990 selon lequel ces réfugiés auraient été des modèles d'intégration ; leur assimilation aurait été facilitée, parce que leur culture était « *proche de la nôtre* » et parce qu'ils étaient « *bien formés* » ou désireux de le devenir. Jean et Sandor ne correspondent pas à cette image et sont au contraire tiraillés entre le rester et le rentrer.

Cet exil s'inscrit dans un contexte particulier. Jean et Sandor sont des réfugiés de la guerre froide, que d'aucuns qualifient de « *temps des bons sentiments* »[5] en matière de politique d'asile. La Convention de Genève de 1951 – qui fixait pour la première fois le statut de réfugié dans le droit international – venait d'être ratifiée par de nombreux pays. Elle traduisait une politique d'asile libérale, bienveillante, surtout envers les transfuges fuyant le bloc communiste. Les actions des organisations internationales brillent alors par leur efficacité. En Occident, on ne compte pas les initiatives pour que ces arrivantes et arrivants passés « *d'un monde d'esclavage à un monde de libertés* »[6] s'y sentent bien et puissent bâtir leur nouvelle vie.

---

[3] Nous utilisons ici délibérément le masculin car c'est précisément souvent la figure masculine qui est restée dans l'imaginaire collectif.

[4] L'expression est de Michelet Magali, *Rêve et Réalité d'un exil. Parcours de Tchécoslovaques en Suisse [1968-2018]*, Fribourg : Aux sources du Temps présent, 2018, p. 119.

[5] Maillard Alain, Tafelmacher Christophe, *Faux réfugiés ? la politique suisse de dissuasion d'asile : 1979-1999*, Lausanne : Éditions d'En bas, 1999, p. 16. L'historien Gerard Cohen parle, lui, d'âge d'or des réfugiés européens (de 1945 à 1960) : Cohen Gerard Daniel, *In War's Wake : Europe's Displaced Persons in the Postwar Order*, Oxford, New York : Oxford University Press, 2011.

[6] Lasky Melvin J., Bondy François, *La révolution hongroise : histoire du soulèvement d'Octobre*, avec préface de Raymond Aron, « une révolution antitotalitaire », Paris : Plon, 1957, p. 321.

Pour autant, même si ces réfugiées et réfugiés peuvent être considérés comme privilégiés par rapport à d'autres vagues anciennes ou contemporaines, leur parcours n'est pas un long fleuve tranquille. Il peut être douloureux et forgé de drames personnels. Les recherches se sont généralement focalisées sur les politiques d'asile qui dictent cet accueil, leur intégration ou alors sur le destin particulier d'une frange des exilées et exilés, des figures de l'opposition anticommuniste ou antisoviétique. Dans ce contexte, ces migrations sont volontiers perçues dans l'imaginaire collectif comme unidirectionnelles. Les « fugitifs », comme on les nomme souvent dans les sources et la littérature secondaire, quittent un régime totalitaire pour rejoindre le « Monde libre ». Vu de l'Occident, ce flux migratoire dominant et inéluctable ne traduit-il pas la supériorité d'un régime sur l'autre ? Après un tel voyage, les transfuges n'ont, selon la vision occidentale, aucune raison de retourner dans leur pays tant que le régime qu'ils fuient est encore en place. Il faut ici souligner l'importance du contexte géopolitique. Ce dernier guide non seulement les politiques des pays d'accueil, celles des pays quittés envers leurs dissidentes et dissidents, leur vécu, mais aussi leur perception dans les sociétés, qui peut varier de l'indifférence à la curiosité, de l'opinion favorable à l'hostilité.

Cette thèse propose un portrait « *dépassionné* »[7] de cette vague. Elle vise à reconstituer l'histoire sociale des fugitifs et fugitives hongroises de 1956 qui ont séjourné provisoirement ou durablement en Suisse. Elle prend en compte non seulement leur immigration – c'est-à-dire leur arrivée en Suisse – mais aussi, en amont, leur émigration dans le sillage de l'Insurrection de 1956 et, en aval, le retour d'une partie d'entre eux vers la Hongrie de János Kádár[8] jusqu'en 1963. Cette démarche englobante vise à réinterroger l'histoire du refuge de ces personnes qui ont, en très peu de temps, décidé de traverser le Rideau de fer… quitte à le retraverser ensuite. Il s'agit d'éclairer un phénomène jusque-là ignoré par la recherche : le rapatriement volontaire d'une partie d'entre elles. Arrivées dans le « paradis » que pouvait représenter le « Monde libre » des Trente Glorieuses, pourquoi certaines personnes ont-elles choisi de retourner vers l'« enfer » communiste ?

[7] L'expression est de Aprile Sylvie, *Le siècle des exilés : bannis et proscrits de 1789 à la Commune*, Paris : CNRS Éditions, 2010, p. 20.

[8] Des biographies de la plupart des personnes citées sont présentées *infra*, Annexe E.

I. Le refuge de 1956 : une histoire plurielle

On peut classer les études portant sur les réfugiées et réfugiés de 1956 en trois tendances plus ou moins chronologiques : les études contemporaines portant sur leur accueil et leur intégration ; les études d'historiennes et historiens qui traitent les raisons de cet accueil et de cette intégration souvent jugée positive ; et enfin, les recherches récentes imprégnées des nouveaux concepts de l'étude des migrations. Bien que d'apparence relativement bien étudié, ce thème renferme encore des zones d'ombre.

« Un village aide les Hongrois »

Avant d'être analysée dans des études historiennes, la question des réfugiées et réfugiés de 1956 a préoccupé les sciences sociales. Expertes et experts auprès d'organisations d'aide aux réfugiés locales ou internationales, sociologues, psychiatres, ou encore étudiantes et étudiants en travail social, les chercheurs et chercheuses ont été nombreuses à s'intéresser à la population réfugiée de 1956. L'intérêt était double. D'une part, on s'y intéressait pour le témoignage qu'elle était à même de donner sur la société communiste[9]. Pendant la guerre froide, la mobilisation des savoirs exilés est une pratique courante et sert généralement la cause de l'anticommunisme. Les enquêtes sur les réfugiées et réfugiés de 1956 témoignent de ces pratiques ; elles s'inscrivent dans l'immense production scientifique qu'a suscitée l'Insurrection dans le « Monde libre ». D'autre part, les Hongroises et Hongrois font figure de cobayes de la Convention de Genève de 1951 dans un contexte généralement favorable à l'accueil de transfuges d'Europe de l'Est[10]. Dans tous les pays qui accueillent des fugitifs et fugitives, des enquêtes sont menées pour sonder

[9] Notamment : International Research associates, *Hungary and the 1956 Uprising: Personal Interviews with 1 000 Hungarian Refugees*, New York, 1957. En France : Baudy Nicolas, *Jeunesse d'octobre : témoins et combattants de la révolution hongroise*, Paris : La Table ronde, 1957. Concernant la mobilisation des savoirs, on se rapportera aux travaux de Justine Faure. Et sur les biais de ces enquêtes : Lénárt András, « Emigration from Hungary in 1956 and the Emigrants as Tourists to Hungary », *Hungarian Historical Review*, 1, n° 3-4, 2012.

[10] Sous l'expression Europe de l'Est ou Bloc de l'Est, nous nous référons à une situation géopolitique (et non géographique) propre à la guerre froide. Cette « Europe de l'Est » regroupe les démocraties populaires aux régimes communistes dominés par l'URSS à différents degrés selon le pays et le moment : l'Albanie, l'Allemagne de l'Est (RDA), la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie. Nous excluons ici la Yougoslavie qui rompt avec

leur assimilation dans la société[11]. Ces entreprises témoignent de la grande attention accordée à la population réfugiée de 1956. Elle n'a rien à voir avec celle accordée aux déplacées et déplacés (DPs) de la Seconde Guerre mondiale. Bien qu'encore nombreux à être hébergés dans des lieux provisoires et en proie à d'innombrables difficultés, ils sont loin de cristalliser le même intérêt, plutôt focalisé sur les transfuges de l'Est. En ce début de guerre froide, on observe l'avènement des *Refugee studies* dans le sillage de la création du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) en 1949 et, souvent, avec son support financier[12]. Ces *Refugee studies* contribuent à forger une image d'Épinal d'exilés qui fuient les régimes totalitaires du XX^e^ siècle tout en pathologisant l'état d'exil, opposé à la norme de sédentarité[13].

En Suisse, bon nombre d'études portent sur les réfugiées et réfugiés de 1956. Il s'agit souvent de mémoires de diplôme en travail social. Le titre de l'un d'eux *Un village aide les Hongrois*[14], résume bien cette première phase d'intérêt qui met surtout en avant l'efficacité des mesures prises en 1956 pour les accueillir. Ce type de recherche décrit avec empathie des

---

l'URSS dès 1948. Pour désigner la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, nous parlerons souvent d'Europe centrale.

[11] Par exemple Bayer Anton, « Die ungarischen Flüchtlingslager in Österreich », *Integration. Bulletin international*, 5/2, 1957, p. 105-110 ; Koch Lise, *De ungarske Flygtninge i Danmark*, Copenhague: Dansk Flygtningehjaelp, 1964 ; Sebode Gerhard, *Ungarische Flüchtlinge in der Bundesrepublik Deutschland: eine Untersuchung an 150 männlichen, 18-30 Jahre alten ungarischen Flüchtlingen des Jahres 1956 über ihr Denken und Fühlen und ihre soziale Einordnung* [Dissertation, Freiburg in Br.], 1964 ; Soskis Philip, « The Adjustment of Hungarian Refugees in New York », *The International Migration Review*, 2(1), 1967, p. 40-46 ; Weinstock S. Alexander, *Acculturation and Occupation: a Study of the 1956 Hungarian refugees in the United States*, La Haye : M. Nijhoff, 1970 ; Gleitman Henry, Greenbaum Joseph J., « Attitudes and Personality Patterns of Hungarian Refugees », *The Public Opinion Quarterly*, 25(3), 1961, p. 351-365.

[12] Fischer Nicolas, Hamidi Camille, *Les politiques migratoires*, Paris : La Découverte, 2016, p. 46.

[13] Malkki Liisa H., « Refugees and Exile: From "Refugee Studies" to the National Order of Things », *Annual Review of Anthropology*, 24(1), 1995, p. 495-523.

[14] Kohler Elisabeth, *Ein Dorf hilft den Ungarn* [diplôme en travail social], Zurich, 1958 ; Ott Elisabeth, *Die Eingliederung der alleinstehenden jugendlichen ungarischen Flüchtlinge in Winterthur* [diplôme en travail social], Zurich, 1958 ; Zimmermann Esther, *Eingliederungsprobleme ungarischer intellektueller Flüchtlinge in Basel* [diplôme en travail social], Bâle, 1958 ; Zürni Heidi, *Ungarische Flüchtlingsmütter in der Schweiz : eine Abklärung zur Frage « Wie weit ist die Eingliederung von 30 befragten ungarischen Familienmüttern in der Schweiz fortgeschritten ? »* [diplôme en travail social], Lucerne, 1960 ; Ruffieux Monique, *L'adaptation des réfugiés hongrois de 1956, étudiants à Genève* [diplôme en études sociales], Genève, 1965.

personnes déracinées et isolées fuyant l'« enfer » communiste[15]. Outre la définition de ce profil, ces études auscultent l'accueil dispensé par la Suisse d'une part, mais aussi et surtout ce qu'elles nomment « l'incorporation » de la population réfugiée hongroise dans la société, incorporation considérée comme réussie, voire exemplaire. L'un de ces travaux s'écarte de cette démarche, il est l'œuvre d'Anita Buss, une exilée hongroise employée au Département fédéral de justice et police (DFJP)[16]. Son regard se veut celui d'une « témoin » de l'activité déployée par la Division chargée de l'accueil des réfugiés. Davantage informée, elle ne vise pas à montrer le succès de l'intégration des Hongroises et Hongrois mais relève les « problèmes » passés et à venir ainsi que les « solutions » préconisées par les autorités. Des phénomènes tus ou ignorés par d'autres études sont détaillés par Buss, comme par exemple l'internement de certaines réfugiées et réfugiés « *en vertu des prescriptions sur la police des étrangers* ». Tous ces manuscrits sont devenus de précieuses sources historiques.

La fabrique des « vrais » et des « faux » réfugiés

Les historiennes et historiens se sont intéressés au refuge avant de s'intéresser aux réfugiés[17]. Jusqu'aux années 1980, faire l'histoire du refuge s'apparente, d'une part, à faire l'histoire d'un statut juridique qui s'est progressivement clarifié dans le droit international au cours du XX^e^ siècle, et d'autre part, à reconstituer l'évolution de politiques qui favorisent ou non l'accueil de personnes contraintes de fuir leur région d'origine. Dans ce contexte, les études historiques ont en premier lieu porté sur les organisations internationales gérant le refuge[18]. Quant aux transfuges Est-Ouest, ce n'est que récemment

[15] L'Office central suisse d'aide aux réfugiés (OCSAR) n'est pas étranger à l'éclosion de ces enquêtes. L'une de ses collaboratrices – par ailleurs épouse d'un membre éminent de l'émigration hongroise – est souvent mentionnée comme « moteur » de la démarche des étudiantes.

[16] Son portrait figure dans les notices biographiques, *infra*, Annexe E. Buss Anita, *Aufnahme und Eingliederung der ungarischen Flüchtlinge der Revolution 1956 unter besonderer Berücksichtigung der Arbeit der Eidgenössischen Polizeiabteilung* [diplôme en travail social], Berne, 1968.

[17] Sur l'absence des réfugiés dans l'historiographie, voir Elie Jerôme, « Histories of Refugee and Forced Migration Studies », in Fiddian-Qasmiyeh Elena, Loescher Gil, Long Katy *et al.*, *The Oxford Handbook of Refugee and Forced Migration Studies*, Oxford : Oxford University Press, 2014, p. 30.

[18] Elie Jerôme, « Histories of Refugee… », p. 24.

qu'ils sont devenus l'objet d'études purement historiques. En 1968, à la suite de la répression du Printemps de Prague, une nouvelle vague soudaine et relativement massive rejoint l'Occident, comme celle des réfugiées et réfugiés de 1956. Dans les années 1980, les historiens de la migration tels que Michael Marrus dans son livre innovant *The Unwanted*, voient en eux l'archétype du réfugié dit de la guerre froide[19]. Ces personnes – qui parviennent à fuir soit individuellement, soit collectivement au gré des secousses qui ébranlent les régimes d'Europe de l'Est – sont alors considérées dans l'historiographie comme privilégiées par le contexte géopolitique.

Un autre champ d'étude s'attache à la notion d'exil. Traditionnellement liée aux trajectoires des individus appartenant à l'élite, la notion d'exil sert avant tout à souligner l'abandon forcé de son lieu de vie pour des raisons politiques. Les études se sont souvent cantonnées aux personnalités éminentes de l'exil[20]. Dès les années 1980, des mémoires de licence en histoire et des articles thématisent l'accueil des réfugiées et réfugiés hongrois propres à chaque pays du monde occidental. Mais dans les monographies, cette question est traitée en tant que simple corollaire des événements de 1956 ou comme simple chapitre de l'histoire de la diaspora hongroise dans le monde[21].

Parallèlement à l'apparition dans les études historiennes des exilées et exilés de la guerre froide, il n'est pas rare que le monde politique s'empare de leur image. C'est particulièrement le cas en Suisse dans les années 1980. Face à l'arrivée de personnes originaires de pays plus lointains, notamment africains, fuyant d'autres types de conflits que ceux qui découlent exclusivement de la guerre froide, des politiciennes et politiciens artisans de restrictions en matière d'asile ont recours à l'histoire pour mettre en évidence les « différences » entre les « vrais » réfugiés de la guerre froide et les réfugiés des années 1980, dont la demande d'asile est présentée comme un moyen d'immigrer vers les

[19] Marrus Michael, *The Unwanted: European refugees in the twentieth century*, New York & Oxford : Oxford University Press, 1985, p. 362-368. À notre connaissance, Marrus est le premier à utiliser cette expression.

[20] Pour la Suisse on citera par exemple Matt Peter von (éd.), *Prominente Flüchtlinge im Schweizer Exil = L'exil en Suisse de réfugiés célèbres = Rifugiati illustri nell'esilio svizzero*, Bern & Vertrieb: Bundesamt für Flüchtlinge, Medien & Kommunikation & BBL, Verkauf Bundespublikationen, 2003.

[21] Le terme de diaspora dans le cas de la Hongrie représente deux réalités. D'une part, il est utilisé pour désigner les populations d'origine hongroise en dehors des frontières actuelles à la suite de la reconfiguration des frontières issue du Traité de Trianon. D'autre part, la diaspora hongroise désigne les personnes issues de l'émigration hongroise dans le monde. Par exemple, Várdy Steven Béla, *The Hungarian-Americans*, Boston : Twayne, 1985.

pays du Nord[22]. En tête de ce mouvement, la conseillère fédérale en charge du DFJP de 1984 à 1989, Elisabeth Kopp. La politicienne n'aura de cesse jusqu'à récemment, lors de la commémoration du soixantième anniversaire de la Révolution en 2016, d'insister sur la « *proximité culturelle* » des Hongrois avec les Suisses, la légitimité de leur fuite vers l'Ouest et leur comportement exemplaire, facteurs qui expliqueraient aussi bien la chaleur de l'accueil suisse que leur intégration jugée réussie[23]. Le poids de cette vision plus politique qu'historienne a complètement occulté les débats très vifs qu'a occasionnés la présence soudaine de quelque 10 000 Hongroises et Hongrois en Suisse.

À côté de ces discours qui brandissent les réfugiés hongrois comme « exilés modèles » se développe une vision extrêmement critique de la politique d'asile suisse passée et présente. Dès les années 1980, des chercheurs et chercheuses telles que Marie-Claire Caloz-Tschopp, puis Alain Maillard et Christophe Tafelmacher mettent en évidence le pourquoi de l'accueil favorable des réfugiées et réfugiés de la guerre froide : « *Peu importe ce qu'ils fuient réellement : blancs et bien formés, les réfugiés de cette époque peuvent s'intégrer facilement et l'opinion leur est favorable.* »[24] Un travail de master a montré comment s'est forgée cette image : elle résulte d'une volonté politique de transmettre une image idéalisée des réfugiés hongrois[25]. Quant à leur intégration, les géographes Étienne Piguet et André Pancza montrent, sans la contester, qu'elle n'avait rien à voir avec la « *proximité culturelle* » qui n'a d'une part que peu de fondement anthropologique et, d'autre part, reflète une lecture très contemporaine de l'arrivée des transfuges de l'Est. Cette intégration résulterait plutôt de l'ouverture de la Suisse à leur égard, de l'accès à des permis de séjour durables, de la jeunesse des exilées et exilés et de la stabilité économique des années 1950[26].

---

[22] Voir Gfeller Urs, Chevallaz Georges-André, Hocké Jean-Pierre, Kopp Elisabeth (éd.), *Le temps des réfugiés*, Lausanne : Éditions de l'Aire, 1987.

[23] Discours donnés dans le cadre de commémorations des soixante ans de 1956 en octobre 2016. Voir aussi le livre de Zabratzky George préfacé par Christoph Blocher, *Flucht in die Schweiz: ungarische Flüchtlinge in der Schweiz*, Zurich : Orell Füssli, 2006.

[24] Maillard Alain, Tafelmacher Christophe, *Faux réfugiés ?*…, p. 19 ; Caloz-Tschopp Marie-Claire, *Le tamis helvétique : des réfugiés politiques aux « nouveaux réfugiés »*, Lausanne : Éditions d'En bas, 1982.

[25] Ismelli Claudia, *Die Erinnerung an die Ungarnflüchtlinge in der Schweiz zwischen Selbst- und Fremdwahrnehmung: 1956-2006* [mémoire de licence en histoire], Bâle, 2011.

[26] Pancza André, Piguet Étienne, « Les réfugiés hongrois dans le canton de Neuchâtel », *Géo-Regards : Migrations contemporaines*, n° 2, Neuchâtel : Éditions Alphil-Presses universitaires suisses, 2009, p. 57-73.

De manière générale, la recherche s'est focalisée sur les motifs de l'accueil positif et libéral observé en 1956, ainsi que, dans une moindre mesure, sur le devenir des fugitifs et fugitives de 1956[27]. Une synthèse des conclusions avancées par la recherche est nécessaire.

Si la plupart des historiennes et historiens font référence à la tradition humanitaire de la Suisse pour expliquer le grand élan de générosité de l'automne 1956, ils montrent également que la (ré)activation de cette tradition en 1956 est très fortement liée au passé récent de la Seconde Guerre mondiale[28]. À la sortie du conflit, la Suisse souffre d'un déficit d'image. Isolée au niveau diplomatique et perçue par les Alliés comme profiteuse de guerre, elle n'a pas d'autres choix que de repenser sa politique étrangère. Cette idée, portée par le conseiller fédéral Max Petitpierre, implique la diffusion d'une image positive, y compris dans le domaine de l'asile[29]. L'un des jalons de ce rattrapage humanitaire est l'arrêté fédéral du 7 mars 1947 dans lequel – grande nouveauté – il est stipulé que les « *réfugiés peuvent être autorisés à séjourner durablement en Suisse* »[30]. La ratification de la Convention de Genève en 1954 par la Suisse est un autre de ces jalons. À la même période, les critiques envers la politique d'asile suisse pendant la Seconde Guerre mondiale, bien qu'encore peu audibles dans l'opinion publique, deviennent menaçantes. C'est dans ce contexte que la Confédération amorce un premier travail de mémoire en chargeant en 1954 le juriste Carl Ludwig de rédiger un rapport sur l'orientation passée et présente de la Suisse en matière d'asile[31]. Au sujet

---

[27] On pense ici à Zimmer David, *Ungarn vererben?: intergenerationelle Tradierung von Zugehörigkeit am Beispiel ungarischer Immigranten in der Schweiz*, Berne : P. Lang, 2011 ; Stäheli Urban, *« Zu Hause, aber nicht daheim » : Akkulturationsverläufe bei Immigranten aus Ungarn in der Schweiz*, Zurich : Volkskundliches Seminar der Universität Zürich, 2006 ; Kanyo Tamás, *Emigration und Identität Aspekte der Integration 1956er Ungarnflüchtlinge in der Schweiz* [mémoire de licence en histoire], Bâle, 1998.

[28] Vuilleumier Marc, *Immigrés et réfugiés en Suisse : aperçu historique*, Zurich : Pro Helvetia, 1992 ; Ludi Regula, « More and Less Deserving Refugees : Shifting Priorities in Swiss Asylum Policy from the Interwar Era to the Hungarian Refugee Crisis of 1956 », *Journal of Contemporary History*, 49(3), 2014, p. 577-598.

[29] Ludi Regula, « More and Less Deserving Refugees… ». La recherche doctorale actuellement menée par Ramon Wiederkehr (La Suisse et le régime international pour la protection des réfugiés de l'immédiat après-guerre, 1943-1952) devrait compléter ce pan de l'historiographie.

[30] Ludwig Carl, *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés de 1933 à nos jours*, Berne, 1957, p. 326.

[31] Pour plus de détails, voir *infra*, Annexe E (Ludwig, Carl). Peu d'études ont été menées sur ce rapport de quelque 400 pages à l'exception de : Hubáček Aleš, « Der Bericht Ludwig (1957) in der Retrospektive », in Goehrke Carsten, Zimmermann Werner G. (éd.), *Zuflucht Schweiz:*

de la Seconde Guerre mondiale, le rapport conclut : « *Il est hors de doute qu'une politique* [de la Suisse] *plus libérale en matière d'admission aurait eu pour effet de mettre d'innombrables persécutés à l'abri de l'extermination.* »[32] À la fin 1956, les conclusions peu flatteuses du rapport sont déjà connues des dirigeants[33]. Son annexe rédigée par le Département fédéral de justice et police et intitulée *La pratique suisse de l'asile à l'époque récente* montre à quel point l'accueil des réfugiées et réfugiés hongrois participe à ce processus de rattrapage humanitaire : pour tempérer la critique et montrer que la Suisse a bel et bien changé de cap en matière de politique d'asile, six pages détaillent la réussite de l'accueil des 10 000 réfugiés hongrois en quelques mois[34]. Il semble même que la publication du rapport Ludwig ait été retardée pour y intégrer les preuves de ce revirement, comme le laisse entendre l'introduction au rapport rédigée en septembre 1957 :

> « *Les événements survenus en Hongrie* […] *ayant démontré combien la question des réfugiés est actuelle, le Conseil fédéral s'est déterminé à compléter le rapport par un exposé succinct relatif à l'œuvre de secours la plus récente* […]. *La préparation de ces exposés supplémentaires et d'autres circonstances imprévues ont retardé la publication du rapport du professeur Ludwig.* »[35]

Si le poids de la Seconde Guerre mondiale sur la Suisse officielle a souvent été mis en avant dans l'historiographie, on le relève moins pour expliquer l'élan de générosité de la société civile. Or, selon nous, la générosité de 1956 est aussi en partie à mettre en lien avec ce passé récent. Si tout le monde ne remet pas en question l'attitude de la Suisse face aux réfugiées et réfugiés juifs, la population a bien conscience de sa chance d'avoir été épargnée par le conflit mondial. L'énorme compassion montrée en 1956 et la solidarité qui l'a suivie s'apparentent à une forme de rattrapage humanitaire déculpabilisant.

Mais cette générosité s'ancre aussi dans la réalité des années 1950. Malgré sa neutralité, la Confédération helvétique se range par son économie ainsi

---

der Umgang mit Asylproblemen im 19. und 20. Jahrhundert, Zurich : Verlag Hans Rohr, 1994, p. 345-367.

[32] Ludwig Carl, *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés…*, p. 355.

[33] Feldmann l'évoque déjà le 1er janvier 1957 : Sidler Roger, Moser Peter (éd.), *Markus Feldmann Tagebuch 1923-1958*, Bâle : Schweizerische Gesellschaft für Geschichte, Kommissionsverlag Krebs, 2001, p. 258. Dans la presse suisse, au moment d'accueillir les Hongrois, quelques articles font déjà ce lien et relèvent que l'accueil des Hongrois est en partie motivé par « *la politique d'asile ratée de Rothmund* » (*Die Tat*, 4 février 1957).

[34] Voir Annexe A. La pratique suisse de l'asile à l'époque récente (rapport du DFJP ajouté au Rapport Ludwig).

[35] Ludwig Carl, *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés…*, p. 5.

que par son régime politique du côté des forces occidentales et se positionne idéologiquement contre le communisme. C'est aussi le cas d'une majeure partie de sa population. Nous pouvons parler de compassion *conditionnée* par l'aversion du communisme. Accueillir en nombre celles et ceux qui le fuient représente donc un geste politico-symbolique, et cela bien que « *la politique de l'État à l'égard des réfugiés* [doit] *être conçue en totale indépendance de considérations* […] *stratégiques, politiques (intérieure ou extérieure)* »[36]. Depuis les années 1980, certaines études mettent en avant *l'aubaine* que représente l'accueil des transfuges d'Europe de l'Est pour la Suisse. Une aubaine à deux volets : celui du passé donc – Marie-Claire Caloz-Tschopp va jusqu'à dire que cet accueil bienveillant de fugitifs de l'Est permet l'« effacement » des manquements de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale[37] –; celui du présent ensuite : « *les événements de Hongrie sont aussitôt exploités politiquement pour renforcer la position anti-soviétique dans l'opinion publique*. »[38] Veillant à la préservation de la réputation des exilées et exilés, les autorités dénoncent ceux qui n'entrent pas dans le consensus et attaquent ainsi indirectement l'antenne communiste suisse : le Parti du Travail (PdT) pour le décrédibiliser[39].

Il s'agit aussi d'une aubaine économique. Non pas, comme le laissent souvent entendre les analyses, parce que la majorité des personnes qui fuient la Hongrie en 1956 seraient bien formées. Nous aurons l'occasion de montrer que ce n'est pas le cas. Mais plutôt parce que l'arrivée soudaine de cette main-d'œuvre, qu'on pense anticommuniste et peu portée sur les revendications syndicales, tombe à point nommé. En 1956, la Suisse se trouve en période de haute conjoncture[40]. Dès 1945, elle participe à la reconstruction de l'Europe et bénéficie du fait que son système de production n'a pas été détruit pendant la guerre. Elle a alors massivement recours aux travailleurs et travailleuses

---

[36] Parini Lorena, Gianni Matteo, « Enjeux de la politique d'asile en Suisse de 1956 à nos jours », in Mahnig Hans (éd.), *Histoire de la politique de migration, d'asile et d'intégration en Suisse depuis 1948*, Zurich : Seismo, 2005, p. 189-190. La Suisse ne prend aucun risque et cela lui permet de se faire bien voir par les puissances de l'OTAN : Kecskés Gusztáv, « Die Aufnahme der 1956er Flüchtlinge aus Ungarn in der Schweiz in internationaler Perspektive », in Gillabert Matthieu, Robert Tiphaine (éd.), *Chercher refuge. Les phases d'exil d'Europe centrale pendant la guerre froide/ Zuflucht suchen. Phasen des Exils aus Osteuropa im Kalten Krieg*, *Itinera*, 42, 2017, p. 69-96.

[37] Caloz-Tschopp Marie-Claire, *Le tamis helvétique*…, p. 36.

[38] Parini Lorena, Gianni Matteo, « Enjeux de la politique d'asile en Suisse… », p. 199.

[39] L'historienne Rita Lanz met en évidence cette instrumentalisation : Lanz Rita, *Flüchtlingshilfe zwischen Vergangenheitsbewältigung und nationaler Selbstdarstellung : die Schweiz und die Aufnahme ungarischer Flüchtlinge 1956* [mémoire de licence en histoire], Zurich, 1996.

[40] Rein Werner R., Baltensperger Ernst (éd.), *Die schweizer Wirtschaft, 1946-1986: Daten, Fakten, Analysen*, Zurich : Schweizerische Bankgesellschaft, 1987, p. 16.

d'Europe, principalement originaires d'Italie, pour faire face au besoin de main-d'œuvre qu'engendre cette nouvelle croissance[41]. En parcourant les pages « emplois » des journaux de 1956, on est impressionné par le nombre d'offres qu'elles contiennent. C'est l'une des variables contextuelles mises en avant par la recherche : même si « *la politique d'asile ne devrait pas être gérée à l'aune des conjonctures économiques* », force est de constater que « *l'accueil généreux* […] *ne peut vraisemblablement être dissocié de la conjoncture économique favorable* »[42]. L'historien Gusztáv Kecskés relativise néanmoins le poids de cet argument dans la décision du Conseil fédéral d'accueillir plus de 10 000 réfugiées et réfugiés. Il se base sur certaines remarques des autorités quant aux qualifications des Hongrois qui ne correspondent pas aux besoins réels de l'économie[43]. En revanche, il est vrai que le recrutement de quelques personnes hautement qualifiées ou la formation d'étudiants prometteurs représente une aubaine pour certaines entreprises. Des artistes et des sportifs font également les beaux jours de certaines institutions comme les jeunes joueurs recrutés au FC Servette ou des musiciens tels que Tibor Varga. Au niveau de sa politique migratoire, la Suisse privilégie alors un système de rotation, c'est-à-dire basé sur l'octroi de permis de séjour provisoires renouvelables ou non, selon la conjoncture[44]. L'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers du travail (OFIAMT) préconise une forme de sélection. Il recommande de ne pas renouveler le permis de « *personnes qui ne donnent pas satisfaction du point de vue professionnel ou du caractère* »[45].

La recherche mentionne régulièrement « *l'état des flux* » pour expliquer le bon accueil des réfugiées et réfugiés de la guerre froide, ceux-ci étant « *peu nombreux* » et issus de « *régions proches* »[46]. Dans cet ordre d'idées, la population réfugiée de 1956 représenterait un profil idéal du point de vue des autorités. En réalité, ce double argument (petit nombre et proximité culturelle) nous semble avoir été construit *a posteriori* et directement issu du débat des années 1980 autour de l'asile.

---

[41] Gilg Peter, Hablützel Peter, « Une course accélérée vers l'avenir 1945-… », in *La nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, Lausanne : Éditions Payot, 2004, p. 771-776.

[42] Parini Lorena, Gianni Matteo, « Enjeux de la politique d'asile en Suisse… », p. 194.

[43] Kecskés Gusztáv, « Die Aufnahme der 1956er Flüchtlinge aus Ungarn in der Schweiz… », p. 92.

[44] Vuilleumier Marc, *Immigrés et réfugiés en Suisse : aperçu historique*, Zurich : Pro Helvetia, 1992, p. 90-91 ; Piguet Étienne, *L'immigration en Suisse : soixante ans d'entrouverture*, Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes, 2013, p. 18-20.

[45] Communication de son directeur M. Kauffmann le 16 avril 1953 : Cerutti Mauro, « La politique migratoire de la Suisse 1940-1970 », in Mahnig Hans (éd.), *Histoire de la politique de migration…*, p. 89-134.

[46] Parini Lorena, Gianni Matteo, « Enjeux de la politique d'asile en Suisse… », p. 192.

Des recherches au carrefour de la migration et de l'asile

Les années 1990 amorcent un virage dans l'étude de la vague de 1956. D'une part, il s'inscrit dans un nouveau round de la recherche historique sur le refuge qui favorise une histoire des institutions souvent plus critique que par le passé[47]. L'historiographie met en évidence les contradictions de la Convention de Genève qui a inauguré la « *guerre-froidisation* » de la définition du réfugié en insistant sur la notion très subjective de persécution[48]. Les historiennes et historiens en démontrent alors le caractère européocentré et mettent en évidence sa dimension idéologique, la Convention étant pensée avant tout pour des réfugiées et réfugiés qui fuient l'Europe de l'Est passée sous domination soviétique[49].

D'autre part, les auteurs et autrices hongroises peuvent enfin se pencher précisément sur cette vague d'émigration grâce à l'ouverture progressive des archives et au tournant démocratique de 1989. En 1991, la revue *Regio* publie pour la première fois les statistiques réalisées en 1957 par les autorités hongroises, demeurées secrètes jusque-là[50]. Elles permettent de se faire une idée assez précise de la composition de ce groupe. Et de faire tomber au moins deux mythes : premièrement, la majorité des réfugiées et réfugiés exerçaient des métiers dits « physiques ». Deuxièmement, on y découvre que beaucoup étaient originaires des régions proches de la frontière autrichienne, ce à quoi les chercheurs occidentaux n'avaient pas forcément prêté attention. Cette prédominance fait dire à l'historien Stéphane Dufoix :

> « *Ces chiffres tendent à accréditer l'hypothèse d'une migration favorisée par la proximité de la frontière autrichienne, exceptionnellement ouverte après*

---

[47] Elie Jerôme, « Histories of Refugee… », p. 24-25.

[48] Cohen Gerard Daniel, *In War's Wake…* ; Akoka Karen, « Crise des réfugiés, ou des politiques d'asile ? », *La Vie des idées*, 31 mai 2016. En ligne : https://laviedesidees.fr/Crise-des-refugies-ou-des-politiques-d-asile.html (1er février 2019). Aussi : Fischer Nicolas, Hamidi Camille, *Les politiques migratoires…*, p. 48-49.

[49] Marrus Michael, *The Unwanted…* ; Noiriel Gérard, *La tyrannie du national : le droit d'asile en Europe, 1793-1993*, Paris : Calmann-Lévy, 1991. Son protocole, signé à New York en 1967 étendra la protection au monde entier et la Convention perdra du même coup son caractère limité dans le temps (elle était d'abord seulement applicable aux personnes devenues réfugiées avant le 1er janvier 1951).

[50] « KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról. Az illegálisan külföldre távozott személyek főbb adatai, 1956. Október 23–1957. április 30 [Rapport de l'Office central statistique hongrois sur l'émigration clandestine de 1956. Principaux chiffres des personnes ayant illégalement quitté la Hongrie du 23 octobre 1956 au 30 avril 1957] », *Regio*, 4, 1991, p. 174-211.

l'insurrection. Elle ne remet pas en cause le départ de ceux qui craignaient pour leur vie mais relativise grandement, à notre avis, celle des raisons globalement politiques du départ pour privilégier en revanche celle de l'opportunisme des Hongrois profitant de l'ouverture des frontières pendant l'insurrection pour quitter le pays après l'écrasement des espoirs d'indépendance. »[51]

La recherche s'emploie progressivement à reconstituer les raisons de cet exil, dans un contexte en partie dépolitisé du fait de la fin de la guerre froide. En Hongrie, on étudie évidemment différemment cette vague, sous l'angle de l'émigration, mais elle est souvent cantonnée à une histoire exclusivement politique et non sociale. L'Institut 1956, par exemple, s'intéresse principalement aux exilées et exilés politiques et à leur combat à distance contre le régime. En 2006, le cinquantenaire de 1956 occasionne de nombreuses recherches qui participent à la déconstruction du « mythe » des réfugiées et réfugiés hongrois[52].

En Suisse, la chute du mur fait naître un intérêt pour l'Europe centrale. D'après les chiffres de la Société suisse d'histoire portant sur les mémoires et les thèses ayant un sujet lié à l'Europe centrale, la période 1996-2000 constitue une forme d'apogée[53]. Simultanément, des études d'envergure retracent les enjeux de l'asile en Suisse dans une perspective historienne[54].

---

[51] Dufoix Stéphane, « La réfraction : 1956 en exil », in Collectif, *Communisme*, n° 88-89 – *La Révolution hongroise de 1956. Nouvelles Approches*, Paris : L'Âge d'Homme, 2006-2007, p. 110. Même constat chez Ther Philipp, *Die Aussenseiter : Flucht, Flüchtlinge und Integration im modernen Europa*, Berlin : Suhrkamp Verlag, 2017, p. 239.

[52] Casoar Phil, Balázs Eszter, *Les héros de Budapest*, Paris : Éditions Les Arènes, 2006 ; Murber Ibolya, Fónagy Zoltán (éd.), *Die ungarische Revolution und Österreich 1956*, Vienne : Czernin, 2006 ; Pető Andrea, « Memories of the 1956 Hungarian Revolution : Narrating Gender and Migration », in Isaacs Ann Katherine (éd.), *Immigration and Emigration in Historical Perspective*, Pise : Pisa University Press, 2007, p. 153-163 ; Cseresnyés Ferenc, « A nemzetközi menekültjog alkalmazása : Ausztria és az 56'-os menekültek » [Le droit international des réfugiés et son application en Autriche pour les réfugiés hongrois de 1956], *Múltunk*, (1), 2007, p. 172-173.

[53] Base de données Infoclio : http://www.infoclio.ch/fr/theses (19 août 2020).

[54] Goehrke Carsten, Zimmermann Werner G. (éd.), *Zuflucht Schweiz: der Umgang mit Asylproblemen im 19. und 20. Jahrhundert*, Zurich : Verlag Hans Rohr, 1994 ; Bankowski Monika, Urech Hans, Brang Peter (éd.), *Asyl und Aufenthalt: die Schweiz als Zuflucht und Wirkungsstätte von Slaven im 19. und 20. Jahrhundert*, Bâle & Francfort-sur-le-Main : Helbing & Lichtenhahn, 1994 ; Vuilleumier Marc, *Immigrés et réfugiés en Suisse : aperçu historique*, Zurich : Pro Helvetia, 1987.

Pour autant, ce pic des nouvelles recherches a lieu avant le grand renouvellement de l'historiographie de l'immigration (principalement italienne) en Suisse. Dès les années 2000 et 2010, cette question interpelle les historiennes et historiens de manière nouvelle[55]. Une synthèse historiographique de Damir Skenderovic met en avant un tournant qui va se confirmer : l'intérêt croissant pour les migrantes et migrants en tant qu'acteurs et actrices non seulement de leur destin mais aussi dans le domaine social, politique, culturel[56]. Cet intérêt s'inscrit dans la continuité de l'histoire d'en bas. Il s'appuie sur le concept d'*agency* qui désigne la faculté d'action et la mobilisation de ressources d'un individu et qui a trouvé un écho particulièrement fort dans le champ des études sur la migration[57]. Considérée comme marginale et il est vrai numériquement minoritaire par rapport à l'immigration italienne, l'immigration issue des pays du Bloc de l'Est n'a pas fait l'objet du même renouvellement[58]. La synthèse historiographique que nous avons publiée en 2017 appelait, dans le sillage de l'histoire des migrations, à un renouvellement des recherches sur l'exil en Suisse. Celles-ci avaient le désavantage de constituer une seconde historiographie, souvent séparée de celle des migrations. Récemment, le livre de Holenstein, Kury et Schulz – en proposant la notion de « Wanderungsystem » – a pris en compte l'histoire de la migration et de l'exil de manière moins clivée et apporte ainsi une vision globale salutaire[59].

Si l'histoire de la politique d'asile helvétique au XX^e^ siècle n'est plus vraiment à faire, il est grand temps de s'intéresser à la population réfugiée de la guerre froide non pas dans l'état de passivité souvent associé à l'exil

---

[55] On citera parmi cette riche production : La Barba Morena, Stohr Christian, Oris Michel *et al.* (éd.), *La migration italienne dans la Suisse d'après-guerre*, Lausanne : Antipodes, 2013.

[56] Skenderovic Damir, « L'immigration en Suisse, une histoire en lente construction », in Hauser Claude, Milani Pauline, Pâquet Martin, Skenderovic Damir (éd.), *Les sociétés face aux défis de la migration*, Porrentruy & Laval : SJE-Presses de l'Université de Laval, 2014, p. 25-40.

[57] Dans notre texte, nous préférerons le terme de « marge de manœuvre » à son pendant anglophone, parfois traduit par « agentivité » dans le monde francophone. On considère généralement Albert Bandura comme l'un des pionniers : Bandura Albert, *Social Foundations of Thought and Action : A Social Cognitive Theory*, 1st edition, Englewood Cliffs : Prentice Hall, 1986.

[58] De nouvelles recherches infléchissent la tendance : Michelet Magali, *Rêve et Réalité d'un exil. Parcours de Tchécoslovaques en Suisse [1968-2018]*, Fribourg : Aux sources du Temps présent, 2018 ; citons aussi Tomislava A. Kosić qui réalise actuellement une thèse sur l'immigration yougoslave.

[59] Holenstein André, Kury Patrick, Schulz Kristina, *Schweizer Migrationsgeschichte: Von den Anfängen bis zur Gegenwart*, Baden : Hier und Jetzt, 2018, ici, p. 14.

mais comme des acteurs et actrices à part entière[60]. Placer les personnes au centre des études, c'est ce que plaidaient Knox et Kushner dans une synthèse historique en 2001[61]. Dans leur sillage, une histoire sociale des réfugiées et réfugiés de la guerre froide reste à écrire.

Autre grand renouvellement de l'historiographie spécifique aux années 2000 : l'avènement de la notion de transnationalisme. Ce concept permet de considérer la migration et l'exil non comme l'arrivée à un point B définitif et inéluctable mais plutôt comme un état provisoire qui n'exclut pas les circulations – voire le retour dans le pays d'origine – de personnes, de connaissances et de biens. Des historiennes comme Nancy Green ont démontré l'apport de ce concept pour l'histoire des migrations qui assimile désormais le plaidoyer du sociologue Abdelmalek Sayad : ne plus uniquement se concentrer sur l'*arrivée* des migrants, mais aussi prendre en compte leur *départ* ainsi que les liens entre l'État quitté et les émigrantes et émigrants[62].

Pour terminer ce panorama des acquis de la recherche portant sur l'exode de 1956, nous souhaitons brièvement aborder le contexte dans lequel notre recherche a été réalisée (entre 2015 et 2018). La situation politique en Hongrie cristallise aujourd'hui un certain intérêt et quelques inquiétudes. En 2015, elle se mettait à dos une partie de l'Europe par sa politique extrêmement hostile aux personnes fuyant le Moyen-Orient et la guerre civile en Syrie. La Hongrie, qui avait vu plus de 200 000 de ses citoyennes et citoyens fuir le chaos de l'Insurrection en 1956, aurait, selon moult commentaires occidentaux, « la mémoire courte » et ferait bien de se souvenir de l'accueil exemplaire qu'avaient reçu les réfugiées et réfugiés hongrois à l'époque[63]. Dans ce contexte,

---

[60] Gillabert Matthieu, Robert Tiphaine, « Écrire l'histoire de l'exil d'Europe centrale en Suisse pendant la guerre froide », in Gillabert Matthieu, Robert Tiphaine (éd.), *Chercher refuge…*

[61] Kushner Antony Robin Jeremy, Knox Katharine, *Refugees in an Age of Genocide : Global, National and Local Perspectives during the Twentieth Century*, Londres [etc.] : F. Cass, 2001, p. 1.

[62] Green Nancy, Weil François (éd.), *Citoyenneté et émigration : les politiques du départ*, Paris : École des hautes études en sciences sociales, 2006 ; Green Nancy, Waldinger Roger (éd.), *A Century of Transnationalism : Immigrants and Their Homeland Connections*, Urbana : University of Illinois Press, 2016 ; Sayad Abdelmalek, *La double absence : Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris : Éditions du Seuil, 1999. Sur le lien entre l'avènement du transnationalisme et l'étude du refuge et des rapatriements : Long Katy, *The Point of No Return : Refugees, Rights, and Repatriation*, New York : Oxford University Press, 2013, p. 6-7.

[63] En témoigne par exemple la campagne d'Amnesty International Autriche qui utilise une image de réfugiés de 1956 pour dénoncer la politique restrictive de Viktor Orbán : http://gemeinwohl.at/2015/10/petition-gegen-das-vergessen-der-ungarn/ (5 janvier 2018) ; Petite Simon, « Ne parlez plus des réfugiés de 1956 à la Hongrie », *Le Temps*, 26 octobre 2016.

les commémorations du soixantième anniversaire de 1956 en Hongrie verrouillaient l'analyse de l'événement. La simplification de l'histoire du soulèvement et la glorification des « héros » exclusivement présentés dans l'espace public comme de jeunes révolutionnaires anticommunistes rendait le travail des chercheurs et chercheuses inaudible. Pour ce qui est de l'histoire de l'exil de 1956, nous observions également un fort contraste entre les commémorations officielles bannissant ou biaisant le phénomène d'émigration et des études académiques très critiques qui opposaient notamment la frilosité de la Hongrie contemporaine à la générosité de l'Occident naguère[64]. L'histoire des réfugiées et réfugiés hongrois est complexe. Elle se trouve régulièrement escamotée. Le discours – occidental – des années 1980 sur la prétendue « proximité culturelle » des Hongrois de 1956 est même adapté au contexte actuel par le gouvernement magyar qui se présente en rempart de chrétienté face aux « hordes » de migrantes et migrants de confession musulmane. En Hongrie, faire des recherches sur les réfugiées et réfugiés du passé et du présent relève aujourd'hui de la subversion[65].

Refuge et retour

Même si l'histoire de l'exode de 1956 a été déjà bien défrichée, il reste des zones d'ombre dans l'historiographie aussi bien au niveau international que suisse. Notre recherche propose de combler certaines des lacunes mentionnées ci-après.

---

[64] Deux numéros des revues y sont consacrés : Egry Gábor, Takács Róbert (éd.), *Migráció, Emigráció, 1956*, *Múltunk*, (3), 2016 ; Bottoni Stefano (éd.), *1956 mint menekültválság. Új olvasatok egy ismert történethez* [1956 comme crise des réfugié·e·s. Nouvelles lectures d'une histoire connue], *Világtörténet*, (3), 2016. Voir aussi Niessen James, « Hungarian Refugees of 1956: From the Border to Austria, Camp Kilmer, and Elsewhere », *Hungarian Cultural Studies*, 9, 2016, p. 122-136 ; Kecskés Gusztáv, « Les composantes d'une action humanitaire hors du commun : l'accueil en Occident des réfugiés hongrois de 1956 », *Relations internationales*, (172), 2017, p. 127-142 ; Haslinger Peter, « Flüchtlingskrise 1956 », in Kochanowski Jerzy, Puttkamer Joachim von, *1956: (Nieco) inne spojrzenie = eine (etwas) andere Perspektive*, Varsovie : Wydawnictwo « Neriton », 2016, p. 125-156 ; Mitteleuropazentrum an der Andrássy Universität Budapest (éd.), *Jahrbuch für Mitteleuropäische Studien 2015/2016*: *1956 und die Folgen*, Vienne : New Academic Press, 2017.

[65] Le problème qui se pose quant à la liberté de la recherche en Hongrie et en Europe centrale concerne surtout les chercheuses et chercheurs originaires de ces pays. Ceux qui travaillent sur des thèmes jugés subversifs comme le genre, la pauvreté, les minorités, la migration, peinent désormais à trouver du travail et des soutiens.

Il n'existe aucune monographie générale sur le refuge de 1956 à l'échelle mondiale. L'historien Gusztáv Kecskés devrait pallier ce manque par un livre à paraître prochainement en anglais. Ses recherches sont basées sur une approche institutionnelle et se focalisent sur l'accueil au niveau international. D'autres aspects restent donc à étudier. Nous avons déjà évoqué la nécessité, alors que les dernières survivantes et survivants de cette époque disparaissent, de retracer les parcours des réfugiées et réfugiés et de les replacer dans une histoire *sociale* de la guerre froide. Au niveau suisse, la focalisation des recherches sur leur accueil et leur intégration fait oublier les polémiques qu'a suscitées l'arrivée des Hongroises et Hongrois. Un autre enjeu occulté – sous l'emprise mémorielle de la figure de l'« exilé modèle » – regroupe les difficultés rencontrées par les personnes réfugiées : obstacles administratifs dans la réalisation des projets personnels et professionnels et solutions pour y remédier ; injonctions leur dictant le comportement qu'elles devraient avoir ; sanctions – allant jusqu'à l'internement administratif – lorsqu'elles s'écartent des normes liées aux mœurs et au travail ; diverses discriminations qu'elles subissent en tant que personnes étrangères et, plus souvent, en tant que femmes ou minorités. Sur un plan plus émotif, les déceptions rencontrées en Suisse ainsi que le mal du pays. Ce dernier élément ne saurait désormais être négligé. Il a récemment été appréhendé comme objet d'étude à part entière dans le sillage de l'histoire des émotions. L'historienne Susan Matt remarque que, dans le contexte américain, faire l'histoire du mal du pays – passé dans l'imaginaire collectif de maladie prise très au sérieux à la fin du XIX^e^ siècle à une difficulté bagatellisée à la fin du XX^e^ siècle – remet en question le « mythe de l'attractivité magnétique » des États-Unis[66]. Tout comme le mal-être ressenti par les transfuges ayant rejoint le monde capitaliste dérègle l'image selon laquelle celles et ceux qui fuient le communisme trouveraient forcément un foyer à leur convenance dans un Occident considéré comme plus attractif.

Un groupe social a été particulièrement ignoré par la recherche : les réfugiées et réfugiés qui ont choisi le rapatriement en Hongrie. Ils et elles représentent justement des contre-modèles de l'image d'Épinal décrite plus haut. Nous avons questionné dans des études intermédiaires cette absence dans l'historiographie aussi bien hongroise qu'internationale[67]. D'un point

[66] « The history of homesickness also challenges the myth of America's magnetic allure ». Matt Susan J., *Homesickness : an American history*, New York : Oxford University Press, 2011, ici, p. 9.

[67] Robert Tiphaine, « Mindennek ellenére. 1956-os menekültek hazatelepülése » [Envers et contre tout. Le rapatriement de réfugiées et réfugiés hongrois de 1956], in Egry Gábor, Takács Róbert

de vue suisse, nous avons interprété cette absence par le fait que ce groupe s'écarte de ce modèle par leur « *non-intégration* »[68]. Comme l'explique l'historien András Lénart : « *ceux qui ont réussi sont demeurés intéressants pour la recherche.* »[69] À l'inverse, l'exil de celles et ceux qui, du point de vue des vainqueurs de la guerre froide, n'ont pas « réussi » a été effacé de l'histoire.

Ainsi, le rapatriement d'une frange de la population exilée de 1956 n'a suscité que quelques études isolées. Ce constat s'étend plus généralement aux réfugiées et réfugiés de la guerre froide qui ont choisi de rentrer en URSS ou dans les démocraties populaires avant 1989. Le peu d'études sur le sujet se cantonne généralement aux politiques d'encouragement au retour mises en place par le Bloc de l'Est[70]. Leurs conclusions portent principalement sur le succès mitigé de ces entreprises de propagande. Si les chercheurs et

(éd.), *Migráció…*, p. 91-122 ; « Le retour des exilé·e·s hongrois·es de Suisse après 1956 : raisons invoquées, raisons instrumentalisées », in Gillabert Matthieu, Robert Tiphaine (éd.), *Chercher refuge…*, p. 147-168 ; « Magyar menekültek hazatérése Svájcból 1956 után » [Le retour de réfugiées et réfugiés hongrois depuis la Suisse après 1956], in Bottoni Stefano (éd.), *1956 mint menekültválság…*, p. 413-431.

[68] Robert Tiphaine, « Le retour d'exil comme résultat d'une non-intégration ? Discours sur le rapatriement volontaire de réfugié·e·s hongrois·es vers la Hongrie communiste (1956-1961) », in Horváth Krisztina, Szabó Dávid, Tóth Réka, Goudaillier Jean-Pierre (éd.), *Migrations et intégrations*, numéro thématique et pluridisciplinaire de la *Revue d'études françaises*, (21), 2016, p. 27-33.

[69] Lénárt András, « Fluchtgeschichten von 1956er Jugendlichen », in Murber Ibolya, Fónagy Zoltán (éd.), *Die ungarische Revolution und Österreich 1956…*, p. 470, traduction de l'allemand.

[70] Pour la Hongrie : Szabó Juliet, « "…s várja eltévedt fiait is". Az MSZMP repatriálási és hazalátogatási politikája 1956 és 1963 között » [« en attente des fils égarés ». Politique de rapatriement et de visites au pays par le MSZMP entre 1956 et 1963], *Múltunk*, (1), 2007, p. 187-213 ; Baráth Magdolna, « Attemps to win and break up the hungarian emigration after 1956 », in Mazurkiewicz Anna (éd.), *East Central Europe in exile*, Newcastle upon Tyne : Cambridge Scholars Publishing, 2013, p. 293-310. Pour l'URSS : Roberts Glenna, Cipko Serge, *One-way Ticket: The Soviet Return-to-the-homeland Campaign, 1955-1960*, Manotick : Penumbra Press, 2008 ; Mikkonen Simo, « Mass Communications as a Vehicle to Lure Russian Émigrés Homeward », *Journal of International and Global Studies*, 2(2), 2011 ; Zalkalns Lilita, *Back to the motherland: repatriation and Latvian emigres 1955-1958* [thèse de doctorat à l'Université de Stockholm (Department of Baltic Languages, Finnish and German)], Stockholm, 2014 ; Galvan Valeria, « The Impact of the Soviet Repatriation Campaign on the Eastern European Émigré Community in Argentina (1955-1963) », *Litteráa Scripta*, 1, 2017, p. 22-34. Une étude portant sur le retour des Arméniennes et Arméniens est l'une des rares à se baser sur la voix des personnes rapatriées : Lehmann Maike, « A Different Kind of Brothers : Exclusion and Partial Integration After Repatriation to a Soviet "Homeland" », *Ab Imperio*, 2012, p. 171-211. Pour la RDA : Stoll, Ulrich, *Einmal Freiheit und zurück - Die Geschichte der DDR-Rückkehrer*, Berlin : Ch. Links Verlag, 2009.

chercheuses ont interprété l'absence d'études sur les rapatriements entre les années 1950 et 1980 par l'absence de rapatriements tout court, il nous semble plutôt que ce manque d'intérêt s'explique par le fait que les rapatriements n'étaient – pendant la guerre froide et contrairement à aujourd'hui – pas encouragés par les pays occidentaux qui dans le cas des réfugiées et réfugiés hongrois jugent leur rapatriement «*politiquement impensable*»[71]. Souvent minimisés, les rapatriements volontaires vers l'Est pendant la guerre froide ne faisaient pas vraiment l'objet de débat. Les auteurs et autrices ne s'attardent généralement pas sur ces parcours. Ils thématisent plutôt les enjeux géopolitiques des rapatriements, les politiques de lien menées par les pays du Bloc de l'Est envers leurs dissidentes et dissidents ou encore le rapatriement d'agents communistes après leur infiltration dans les cercles dissidents à l'étranger[72]. Ces aspects n'étant d'ailleurs pas ignorés dans les milieux exilés, ils ont été jusque-là, dénoncés plutôt qu'étudiés. Une exception : les campagnes soviétiques entre 1945 et 1950 en faveur du rapatriement des personnes déplacées (DPs) ont fait l'objet de quelques recherches historiennes. Il faut dire qu'elles touchaient des millions de personnes[73]. Outre les décrets d'amnistie, cet appel au retour se concrétise notamment par la projection de films dans les camps de DPs mettant en scène des rapatriées et rapatriés qui racontent leur bonheur d'être rentrés. Il est adapté à chaque public cible, qu'il soit balte, ukrainien ou encore arménien[74]. La seconde campagne lancée par l'URSS en 1955 a été nettement moins étudiée. Adaptée par les démocraties populaires et particulièrement par la Hongrie après la défection généralisée de 1956, elle mérite pourtant qu'on s'y arrête. Nous postulons que les méthodes soviétiques n'ont pas été simplement réutilisées par les démocraties populaires mais ajustées selon un contexte propre à chacune.

Quant aux motifs des personnes rapatriées, ils n'ont jamais été étudiés à part entière. En 2017, l'historien Philipp Ther constatait au sujet de la vague de 1956 que la question du rapatriement a été «*à peine effleurée par*

---

[71] Long Katy, *The Point of No Return…*, p. 79.

[72] Long Katy, *The Point of No Return…*, p. 4-7 ; Holborn Louise, *Refugees - A Problem of Our Time : The Work of the United Nations High Commissioner for Refugees, 1951-1972*, Metuchen : Scarecrow Press, 1975, p. 395-397 ; Loescher Gilburt Damian, *The UNHCR and World Politics: A Perilous Path*, Oxford [etc.] : Oxford University Press, 2001, p. 87-88.

[73] Lehmann Maike, «A Different Kind of Brothers… », p. 171-211 ; Werth Nicolas, « Le Grand retour, URSS 1945-1946 », *Histoire@Politique*, 3(3), 2007.

[74] Denis Juliette, « "Ils sont rentrés dans leur patrie". L'URSS face aux personnes déplacées et aux rapatriés lettons, 1946-1950 », in Defrance Corine, Denis Juliette, Maspero Julia *et al.* (éd.), *Personnes déplacées et guerre froide en Allemagne occupée*, Bruxelles : Lang, 2015, p. 135-154.

la recherche»[75]. Le fait que cette histoire soit tombée dans les oubliettes est aussi probablement dû à une forme de téléologie : la construction du mur de Berlin en 1961, les échecs économiques et la victoire du modèle capitaliste influencent les analyses et ont sans doute participé à l'occultation de l'histoire des migrations Ouest-Est. Pendant un temps, jusqu'à 1989, l'histoire de « *ceux qui revenaient* » a été valorisée par les régimes communistes. Cette valorisation a été officialisée dès 1955 via les consignes du chef du KGB Ivan Serov, conscient de leur potentiel en termes de propagande : ces personnes avaient fait l'expérience de la vie à l'Ouest, du capitalisme et, pourtant, elles revenaient vers leur patrie. Leur parcours représentait une petite victoire idéologique sur l'Occident. Il ne fallait plus, officiellement du moins, les traiter comme des parias[76]. Puis, dès 1989, ces « perdants » de l'histoire, n'ont plus intéressé personne, ni en Occident vu qu'ils n'étaient *pas* restés, ni dans les ex-pays communistes vus qu'ils étaient considérés comme des partisans du régime. Ni bourreaux ni victimes, ils étaient devenus des fantômes oscillant entre deux mondes. Leur histoire n'existait plus. À titre d'exemple, on peut comparer ce destin historiographique à celui des nombreuses Françaises et Français qui fuient l'arrivée des Allemands en 1940 vers la zone libre. Au sortir de la guerre, ni collaborationnistes ni résistants, les « fuyards » ne sont pas entrés dans la mémoire collective et leur histoire a été de ce fait éludée[77].

Les commentaires sur les rapatriements dans les études historiques sur 1956 se condensent généralement en quelques phrases et sont basés sur des impressions plutôt que des analyses. Le seul motif qui rallie tous les historiennes et historiens sans équivoque est le mal du pays qui aurait poussé les réfugiées et réfugiés à prendre le chemin de la Hongrie de Kádár. Une autre explication avancée est le regret d'avoir quitté le pays, après un départ de Hongrie trop précipité ainsi que la difficulté de recommencer à zéro[78]. Pour la Suisse, il n'est pas rare que les auteurs et autrices reprennent l'expertise d'un psychiatre, Emil Pintér, qui présente des biais considérables[79]. Généralement,

---

[75] Ther Philipp, *Die Aussenseiter : Flucht…*, p. 240.

[76] Zalkalns Lilita, *Back to the motherland…*, p. 74.

[77] Interview de Denis Peschanski, *Télérama*, 7 novembre 2016.

[78] Ther Philipp, *Die Aussenseiter: Flucht…*, p. 240 ; Gémes András, « Political migration in the Cold War : The case of Austria and the Hungarian refugees of 1956-57 », in Isaacs Ann Katherine (éd.), *Immigration and Emigration…*, p. 175 ; Szépfalus István, « A legújabb felismerések az 1956/57-es magyar menekülthullámról » [les plus récentes découvertes sur la vague des réfugiés hongrois de 1956-1957], *Limes*, 1, 1998, p. 113-121.

[79] Nous expliquerons pourquoi dans *infra*, Chapitre 6. Pintér Emil, W*ohlstandsflüchtlinge. Eine sozialpsychiatrische Studie an ungarischen Flüchtlingen in der Schweiz*, Bâle & New York,

ce ne sont pas les motifs de retour qui sont évoqués dans la littérature mais plutôt les politiques d'encouragement au retour du régime Kádár, ainsi que les tensions diplomatiques entre Est et Ouest que la négociation autour des rapatriements révèle[80].

II. Des migrants et des revenants

Le champ d'étude du rapatriement des réfugiées et réfugiés de la guerre froide mérite d'être créé car il est un formidable révélateur des dynamiques sociales propres à cette période et des discours qui en résultent. Il montre comment la guerre froide a imprégné le quotidien des personnes qu'elles soient réfugiées et ex-réfugiées, mais aussi comment ces personnes ont réagi face à ce contexte. Il révèle enfin la complexité des sociétés des démocraties populaires d'Europe centrale après 1945.

Les facteurs d'une migration sont, la plupart du temps, multiples. Ces motifs sont traqués par les sociologues, historiennes et historiens, mais aussi par les gouvernements, lorsqu'ils déterminent les régimes de migration. Pour expliquer les motifs de migrations quelles qu'elles soient, le concept de *push and pull* élaboré dans les années 1960 par le démographe Everett Lee a longtemps dominé les études[81]. Les migrantes et migrants seraient *poussés* loin de leur pays par différents facteurs, et/ou *attirés* par de meilleures perspectives dans le pays visé.

1969, p. 116-120 ; Birkás Judit, *Die Ungarnflüchtlinge von 1956 in der Schweiz ihre Aufnahme und Eingliederung* [mémoire de licence en histoire], Bâle, 1983, p. 38-43 ; Stäheli Urban, *« Zu Hause, aber nicht daheim… »*, p. 70-71 ; Zimmer David, *Ungarn vererben ?…*, p. 97-102 ; Ismelli Claudia, *Die Erinnerung an die Ungarnflüchtlinge…*, p. 43.

[80] Notamment : Haslinger Peter, « Flüchtlingskrise 1956 »…, p. 150-151 ; Engelke Edda, « *Einem besseren Leben entgegen?* » *: ungarische Flüchtlinge 1956 in der Steiermark*, Innsbruck : StudienVerlag, 2006, p. 99-101. Pour la Suisse : Keresztesy Peter, *Les réfugiés hongrois comme facteur de tension dans les relations hungaro-suisses. Les conséquences diplomatiques d'un acte humanitaire* [mémoire de licence en histoire contemporaine], Fribourg, 2001. Pour l'Autriche : Gémes Andreas, *Wie zwei geschiedene Eheleute: österreichisch-ungarische Beziehungen in den 1950er Jahren*, Graz : UPG, Unipress Graz, 2010, p. 144-157. Pour la Yougoslavie : Kovačević Katarina, « The Refugee Problem in Yugoslavia », in Rainer M. János, *The 1956 Hungarian Revolution and the soviet bloc countries : reactions and repercussions*, Budapest : The Institute for the History of the 1956 Hungarian Revolution, 2007, p. 111-129.

[81] Lee Everett S., « A theory of migration », *Demography*, 3(1), 1966, p. 47-57 ; Richmond Anthony, « Sociological Theories of International Migration : The Case of Refugees », *Current Sociology*, 36(2), 1988, p. 7-25.

Ce concept ne fait aujourd'hui guère l'unanimité. On peut en effet y voir une manière réductrice d'expliquer les parcours des personnes migrantes, vus comme des « aimants » passifs attirés ou repoussés selon la conjoncture[82]. Cette tendance existe également dans les études sur les réfugiées et réfugiés, souvent unilatéralement considérés comme des victimes passives plutôt que des personnes avec des aspirations concrètes et une certaine marge de manœuvre[83].

Modèles explicatifs des migrations de retour

Le concept de *push and pull* imprègne également les théories des migrations de retour. La plupart des chercheurs et chercheuses qui traitent du phénomène du retour de migration ou d'exil commencent leur contribution par un constat : la marginalité de ce thème dans le champ – immense – des études sur les migrations. Ce phénomène touche pourtant un grand nombre de personnes migrantes[84]. Selon les spécialistes de la question, si les études sur le retour sont beaucoup moins nombreuses, c'est en raison du caractère souvent limité des données[85] et parce que ce flux s'inscrit rarement dans l'agenda politique au contraire de l'immigration[86].

Dans le recueil *Key Concepts in Migration*, Bartram, Poros et Monforte traitent la question du rapatriement de manière différenciée selon le profil des personnes : migrantes ou réfugiées[87]. Sans le préciser explicitement, les sociologues considèrent le retour des réfugiées et réfugiés possible après une guerre, ou après un changement de régime. Dans ce contexte, nos rapatriées et rapatriés hongrois sont un peu entre deux (ni des personnes migrantes

---

[82] Haas Hein de, « The determinants of international migration Conceptualizing policy, origin and destination effects », University of Oxford, working paper, n° 32, avril 2011 ; Krattiger Eva, « Les migrant-e-s, incapables de prendre des décisions ? », *Des faits plutôt que des mythes*, 105, octobre 2017.

[83] Elie Jerôme, « Histories of Refugee… », p. 30.

[84] L'un des spécialistes, George Gmelch, explique que leur nombre est généralement sous-évalué. Par exemple, environ un quart des 16 millions d'immigrés européens aux USA au début du XX^e^ siècle seraient rentrés dans leur pays : Gmelch George, « Return Migration », *Annual Review of Anthropology*, 9(1) 1980, p. 135-159, ici p. 135.

[85] Les retours ne sont pas toujours enregistrés depuis les pays d'immigration et parfois pas non plus par les pays d'origine car il ne s'agit pas à proprement parler d'immigration.

[86] Ghosh Bimal (éd.), *Return Migration : Journey of Hope or Despair ?*, Genève, International Organization for Migration : United Nations, 2000, p. 9-13.

[87] Bartram David, Poros Maritsa, Monforte Pierre, *Key Concepts in Migration*, Los Angeles [etc.] : SAGE, 2014, p. 121-124 (« Return Migration »).

« normales » car réfugiées, ni des personnes réfugiées « normales » qui rentreraient après la fin du régime qui les a poussés à fuir, après 1989). Quoi qu'il en soit, la littérature portant sur les retours de migration peut éclairer les retours d'exil, même si la question de l'évolution notamment politique du pays d'origine (amnisties, libéralisation ou changement de régime) représente évidemment une différence de taille entre ces deux types de rapatriement.

En 1974, dans un article portant sur la migration de retour des Italiens depuis les États-Unis, Francesco Cerase proposait, à notre connaissance pour la première fois, une typologie des retours, dès lors souvent citée. Sur la base de 243 interviews de rapatriés, il distinguait quatre types de retours correspondant à quatre moments : le retour d'échec (*failure*) qui aurait lieu peu après l'émigration, le retour de conservatisme (*conservatism*) qui désigne les retours légèrement plus tardifs et après avoir économisé un pécule, le retour d'innovation comprenant un projet entrepreneurial (*innovation*), le retour de retraite (*retirement*). De manière générale, Cerase voit le retour au mieux comme la reconquête d'un vieux rêve (*recaptured dream*), au pire comme la solution désespérée à une souffrance (*misery*)[88].

Bien qu'intéressante, cette vision ne nous semble pas satisfaisante. Ce qui frappe, c'est le jugement intrinsèque à ces catégorisations. Le titre de cet article met le lecteur au parfum : « Expectations and Reality ». Il révèle un canevas un peu manichéen qui imprègne souvent les interprétations du retour de migration basé sur l'échec *ou* le succès. Dans ce schéma, le but à atteindre à tout prix serait l'intégration dans la société d'accueil ou faute de mieux, un retour qui soit profitable à l'économie du pays d'origine.

Or, certaines décisions nous semblent hors catégorie. Par exemple, dans quel groupe se placerait une personne rentrée au pays, non pas parce qu'elle-même vieillissait mais parce que ses parents sont âgés ou malades… Est-ce là un retour de « conservatisme » ?

En 2000, le géographe Russel King propose un nouveau canevas qui prend en compte quatre types de causes de retour : économiques ; sociaux ; personnels, familiaux et liés au cycle de vie ; politiques. L'auteur introduit d'emblée une nuance pertinente : le migrant ou la migrante décide de rentrer non pour un motif mais sur la base d'un ensemble de raisons[89]. King souligne

[88] Cerase Francesco P., « Expectations and Reality: A Case Study of Return Migration From the United States to Southern Italy », *International Migration Review*, vol. VIII, n° 2, 1974, p. 245-261.

[89] Son modèle est reproduit dans l'Annexe B. King Russell, « Generalizations from the History of Return Migration », in Ghosh Bimal (éd.), *Return Migration*: *Journey…*, p. 14.

que parmi toutes les raisons de rentrer, les *motifs sociaux et personnels* ont le plus de poids dans les décisions. Les dimensions politique et économique seraient rarement décisives, même si, concède l'auteur, on a vu dans l'histoire que des conditions économiques défavorables (crises, chômage) peuvent favoriser des vagues de retour[90].

Le schéma de King a le mérite d'offrir une vision plus ouverte du *pourquoi* des retours, mais il ne nous permet pas non plus d'intégrer la complexité des retours de réfugiées et réfugiés de la guerre froide. Nous pensons à des causes comme la question de la *déception* et les décalages par rapport aux attentes initiales. Un autre facteur ne se retrouve pas dans les typologies : le phénomène de *l'attente*, dans les camps ou ailleurs, qui pousse les exilées et exilés à réviser leur projet migratoire[91].

Comment catégoriser ce type de motifs ? Et, faut-il même les catégoriser ?

Plutôt que des catégories, nous nous fions aux principes inhérents aux migrations de retour définis par King. Outre la marge de manœuvre individuelle, les contraintes ou les opportunités dictées par les pays d'origine et d'accueil jouent aussi un rôle[92].

Des études historiques ont mis en évidence la multiplicité des attitudes – entre sollicitation et rejet – des États d'origine envers leurs expatriées et expatriés[93]. La société d'accueil est également à prendre en considération. Il arrive aussi qu'elle offre des opportunités aux personnes immigrantes pour qu'elles restent ou au contraire pour qu'elles rentrent. Les facteurs micro et méso (individuels et familiaux) entrent alors en interaction avec des facteurs macrosociologiques et économiques[94].

---

[90] King Russell, « Generalizations from the History… », p. 17. L'historien de l'économie Martin Klinthäll fait un constat similaire : Klinthäll Martin, « Refugee Return Migration: Return Migration from Sweden to Chile, Iran and Poland 1973-1996 », *Journal of Refugee Studies*, 20(4), 2007, p. 579-598.

[91] Musset Alain, Vidal Laurent (éd.), *Les territoires de l'attente : Migrations et mobilités dans les Amériques (XIXe-XXIe siècle)*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2015.

[92] Ces quatorze points (que nous avons traduits en français) sont reportés dans l'Annexe B.

[93] Voir notamment différentes contributions dans : Green Nancy, Weil François (éd.), *Citoyenneté et émigration…*, et aussi chez Dufoix Stéphane, Tinguy Anne de, Guerassimoff-Pina Carine (éd.), *Loin des yeux, près du cœur : les États et leurs expatriés*, Paris : Presses de Science Po, 2010.

[94] Petit Véronique (éd.), *Migrations internationales de retour et pays d'origine*, Paris : Collection du CEPED, 2007, p. 14. Récemment, plusieurs ouvrages ont été publiés sur le retour de migration/refuge (imaginé, provisoire, définitif) mais rarement avec une perspective historique :

Les chercheurs et chercheuses qui travaillent sur le retour doivent donc constamment composer avec ces niveaux. Dans notre cas d'étude, cela se traduit par la prise en compte de trois échelles d'analyse dont les paramètres évoluent avec le temps : pays d'origine, pays d'accueil, individus. Bien sûr, si nous entendons par pays d'origine et pays d'accueil avant tout leurs autorités, qui jouent un rôle central dans le destin des réfugiées et réfugiés, nous souhaitons également prêter attention au cadre économique et sociétal de ces espaces[95]. Dans le cas de la Hongrie, un retour fin 1957, pendant que le pays est sous une chape de plomb, n'a pas grand-chose à voir avec un rapatriement en 1963, alors que le régime se dirige vers ce qu'on a appelé le communisme « goulasch » : une dictature « molle ». Le contexte de guerre froide ne saurait être oublié. Certaines personnes très engagées dans l'anticommunisme se sont décidées bien avant 1989 et contre toute attente à rentrer dans le pays qui les avait chassées, faisant de leur retour un acte politique[96]. Mais qu'en est-il des autres réfugiées et réfugiés « anonymes » ? Leur rapatriement – s'il n'est pas toujours purement politique – demeure un acte instrumentalisable.

Ainsi, ces retours nous semblent échapper en partie aux cadres théoriques.

Le schéma ci-dessous représente un guide d'analyse du retour plutôt qu'un véritable modèle théorique. Nous avons repris les différents types de raisons données par King. Celles-ci se retrouvent dans les trois échelles d'analyse que nous proposons, présentées sous forme de flèches car évoluant dans le temps.

Le retour relève en outre d'un domaine longtemps négligé dans l'historiographie de la guerre froide, celui des « *espaces perméables entre les deux blocs* »[97]. Si cette notion est appliquée au domaine culturel (diplomatie culturelle, tourisme, etc.), nous envisageons ces espaces perméables avec un angle social : le ou la réfugiée qui pense au retour va tergiverser puis

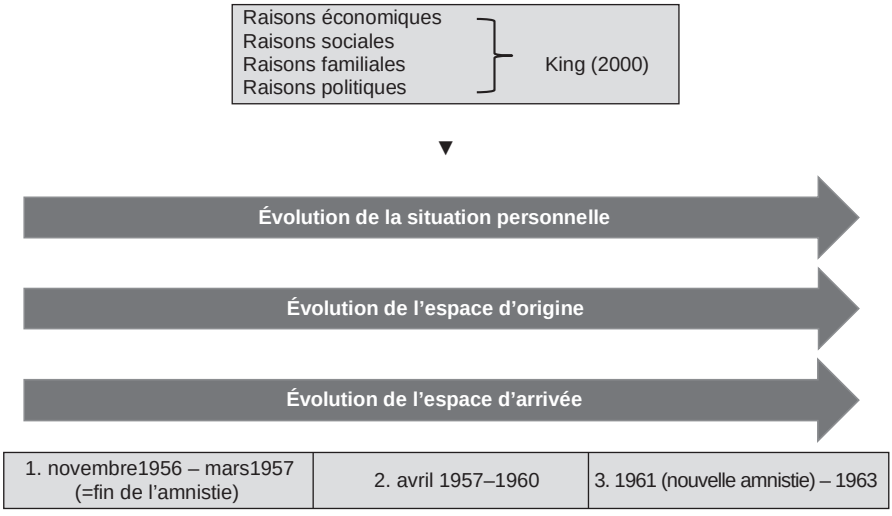
---

Long Lynellyn D., Oxfeld Ellen (éd.), *Coming home?: Refugees, Migrants, and Those Who Stayed Behind*, Philadelphia : University of Pennsylvania Press, 2004 ; Markowitz Fran, Stefansson Anders H., *Homecomings : Unsettling Paths of Return*, s.l. : Lexington Books, 2004 ; Zieck Marjoleine, *UNHCR and Voluntary Repatriation of Refugees : a Legal Analysis*, La Haye [etc.] : M. Nijhoff, 1997.

[95] Ces réflexions ont été élaborées dans le cadre du séminaire de recherche « L'histoire comparée et les migrations contemporaines » de Nancy Green à l'EHESS au printemps 2016.

[96] Dufoix Stéphane, « Le retour des exilés », *Hommes et migrations*, hors dossier, 216, 1998, p. 79.

[97] Mikkonen Simo, Koivunen Pia (éd.), *Beyond the Divide: Entangled Histories of Cold War Europe*, New York : Berghahn Books, 2015.



Guide d'analyse. La phase 1 correspond à une amnistie adressée aux réfugiées et réfugiés de 1956 dans l'immédiat de leur exode. La phase 2 correspond à une période exempte d'amnistie. La troisième phase correspond au début d'une nouvelle ère lors de laquelle les personnes réfugiées bénéficient théoriquement de l'amnistie (l'une est décrétée en 1961, l'autre en 1963). Après 1963, celles-ci peuvent demander leur rapatriement normalement sans subir de rétorsion. Les conséquences qu'elles subissent après leur rapatriement seront traitées *infra*, chapitres 5 et 6.

peut-être entrer en contact avec la légation du pays quitté. Même s'il ou elle se rétracte, ce contact avec son pays s'apparente à l'un de ces espaces perméables.

Les individus agissent dans un ensemble de contraintes et d'opportunités dont ils ne connaissent pas toujours les enjeux. Ils reçoivent des informations fragmentaires, contradictoires parfois, sur les environnements qu'ils pensent rejoindre. Dans un sens (l'émigration vers l'Ouest) comme dans l'autre (le retour vers l'Est). Par exemple, les informations de Radio Free Europe (RFE), qui dépeint un monde occidental exclusivement positif, contrastent avec la propagande hongroise que les individus entendent depuis de nombreuses années. L'historien Giovanni Levi, en posant les bases de la *microstoria*, a relevé le caractère incertain des actions humaines, quelles qu'elles soient : « *L'incertitude ne provient pas seulement de la difficulté à prévoir le futur mais aussi de la conscience permanente de*

disposer d'informations limitées sur les forces à l'œuvre dans le milieu social dans lequel on doit agir.»[98] Pour un individu, il s'agit, d'une manière ou d'une autre, de réduire ces incertitudes. Cette recherche se propose d'ausculter les facteurs de prises de décision individuelles menant à un rapatriement. Nous regrouperons ces facteurs en trois groupes : les raisons liées au pays d'origine, au pays d'accueil, à la situation personnelle des réfugiées et réfugiés enfin. Nous tiendrons compte de leur marge de manœuvre face aux structures : le cadre administratif, voire géopolitique de leur exil et de leur retour.

Termes employés

Comment nommer ces migrantes et migrants de retour ? Il n'est pas inutile, pour cerner les enjeux de la terminologie, de faire un détour par les manières de nommer les réfugiées et réfugiés dans le contexte de 1956. Les *réfugiés hongrois* sont généralement nommés comme tels en Occident. Ce terme correspond à leur statut officiel. Dans la Hongrie kadariste, lorsqu'on les nomme *réfugiés*, c'est soit pour faire bonne figure par exemple dans une communication destinée à l'Occident (HCR, etc.), soit dans les décrets d'amnistie. Lorsque le terme apparaît entre guillemets, cela veut dire qu'on ne les considère pas comme tels, mais comme des imposteurs. La plupart du temps, ils sont plutôt nommés *dissidents* ou *émigrants.*

Pour ce qui est des réfugiées et réfugiés qui ont opté pour le retour avant le changement de régime, les termes sont variés et chaque occurrence est à remettre dans son contexte. Dans les sources, des tendances se dessinent. Nous avons constaté une certaine variété en allemand et une pauvreté de vocabulaire en français et en anglais. Ensuite, les termes sont politisés… dans des sources politisées. Les rapports secrets de RFE ou de la CIA qui s'interrogent sur le profil de ces personnes rapatriées utilisent le terme de *redefectors* (en opposition aux *defectors*, transfuges). Dans les sources contemporaines hongroises, si le terme *disszidens* (dissident) est présent – le verbe « dissider » existe même –, les termes *hazatérők* (celles et ceux qui rentrent à la maison, c'est-à-dire au pays) ou *hazatértek* (celles et ceux qui sont rentrés) sont privilégiés. On trouve aussi de nombreuses nuances en allemand et la possibilité de mettre l'accent sur un processus : *heimkehrwillig* (qui veut rentrer) ou *Heimkehrer* (celui qui rentre).

[98] Levi Giovanni, *Le pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVIII^e siècle*, Paris : Gallimard, 1989, p. 71.

En français, c'est le terme de « rapatriés volontaires » qui domine. Les formules telles que *Ceux qui reviennent*[99] qui renvoie à un ouvrage de propagande hongroise traduit en français sont souvent lourdes et ne permettent pas de mettre l'accent sur le processus comme en allemand ou en hongrois.

Nous proposons d'utiliser le terme de « revenant ». Il suppose précisément le *processus* que nous souhaitons décrire dans cette recherche. Ce terme nous semble en outre particulièrement pertinent car même une fois rentrées, ces personnes ne sont pas débarrassées de cette étiquette de dissident. Rapatriées, elles restent en quelque sorte des fantômes dans la société qu'elles ont quittée… Récemment, ce terme de « revenant » a été utilisé pour désigner les djihadistes partis pour la Syrie rejoindre l'État islamique et revenus en France, repentis ou non[100]. Pour les journalistes et les personnes chargées de la prévention du terrorisme, ces hommes et ces femmes sont autant de sources d'information. Même si leur cas n'est pas si extrême, nos revenantes et revenants de l'Ouest sont également utilisés comme sources d'information sur les régimes capitalistes ou sur les milieux exilés. Le soupçon d'espionnage et de trahison plane dans les deux cas. Lors de notre recherche de témoins – rentrés en Hongrie entre 1956 et 1963 –, nous avons pu ressentir le tabou qui entoure l'histoire de ces personnes rapatriées, qui une fois le glas du régime sonné, sont passées de dissidentes repenties à traîtres. La guerre froide a imprégné leur quotidien, avant, pendant, après leur exil. Pour ces personnes, évoquer ce passé peut être difficile, honteux[101]. Les revenantes et revenants sont absents de la mémoire officielle de 1956, dont les 60 ans ont été célébrés tambour battant en 2016. Ces commémorations mettent en avant un certain profil : les « héros », de préférence des jeunes combattantes et combattants des classes populaires, patriotes et anticommunistes, dont les effigies ont été retouchées puis placardées dans toute la Hongrie par le comité mémoriel officiel, sur des

[99] Szabó Miklós, *Ceux qui reviennent*…, Budapest : Pannonia, 1961.

[100] Thomson David, *Les revenants : ils étaient partis faire le jihad, ils sont de retour en France*, Paris : Éditions du Seuil, 2016. Il faut également relever l'emploi de ce terme pour désigner les survivantes et les survivants de la Shoah, une terminologie à ne pas confondre avec la notion de « revenant » dans un contexte migratoire.

[101] Certains d'entre eux nous ont expliqué n'avoir rien à voir avec 1956 ou ont décliné notre demande d'interview. Lors de notre séjour de recherche en Hongrie, nous avons demandé de l'aide à l'Institut 1956 pour retrouver les personnes rapatriées. L'une des historiennes a d'abord cru que nous nous intéressions aux exilées et exilés rentrés *après* 1989 et s'est dite prête à nous aider. Puis, comprenant que nous recherchions des personnes rentrées *avant* 1989, elle nous a expliqué que l'Institut ne s'y intéressait pas. Et pour cause, ce dernier, fondé par des opposants et émigrés politiques s'intéressait en premier lieu à l'opposition au régime.

façades d'immeubles et ailleurs. Dans cette mémoire, il n'y a pas de place pour les antihéros.

L'expression « revenant » a l'avantage de se présenter comme une notion qui englobe une succession de moments, qui ne sont pas juste celui du retour : la décision, les démarches administratives, le retour en soi, l'après-retour. Ce terme s'approprie bien à leur situation dans la société hongroise : ces personnes restent bien souvent stigmatisées. Le statut des dissidentes et dissidents en exil est, juridiquement parlant, proche de celui d'un mort. Dans ce contexte, celles et ceux qui reviennent s'apparentent à des « revenants » non seulement d'un point de vue juridique mais aussi et surtout, d'un point de vue symbolique.

III. Méthodes et sources

Les motifs concrets qui poussent une personne à émigrer et à rentrer sont propres à chacun et pluriels. On peut légitimement s'interroger sur la faisabilité, pour l'historienne et l'historien, de traquer et de comprendre les raisons du retour. Toute raison donnée tant par des réfugiées et réfugiés que des observateurs et observatrices procède toujours de discours. Dans le contexte de guerre froide, ces discours ont la spécificité d'être mêlés à des enjeux idéologiques. Les sources historiques transmettent à la fois ces discours et des réalités plus brutes de l'exil. Aux côtés de fonds d'archives et de publications contemporaines sur lesquelles notre analyse est fondée, nous avons jugé nécessaire de compléter ces matériaux par des témoignages oraux.

Concernant les rapatriements, une attention particulière a été portée à différentes expertises glanées dans les archives du Département fédéral de justice et police (DFJP), du Département politique fédéral (DPF) ainsi que dans des archives d'œuvres d'entraide comme la Croix-Rouge suisse[102] et le Comité intermouvements auprès des évacués (CIMADE) à Paris[103], mais aussi dans les archives d'observateurs tels que Radio Free Europe[104]. Ses employées

[102] CH-BAR : Archives fédérales/Bundesarchiv, Berne.

[103] ACIMADE-BDIC : Archives du Comité intermouvements auprès des évacués, conservées à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, Nanterre.

[104] HU OSA : Open Society Archives, Budapest. Des expertises ont également été produites par la CIA, auxquelles nous avons eu accès en ligne et par l'intermédiaire de l'historien Gusztáv Kecskés que je remercie. NARA : The National Archives and Records Administration, Washington.

et employés collectaient une riche documentation non seulement pour réaliser leurs émissions mais aussi pour comprendre, voire parer à des phénomènes comme celui des rapatriements.

Dans un registre différent, nous avons eu la chance de pouvoir consulter les dossiers de personnes rentrées en Hongrie peu après 1956. Ces dossiers sont conservés aux Archives de la Sécurité d'État à Budapest[105]. À leur retour, les personnes rapatriées font l'objet d'une attention particulière. La Division politique du Commissariat général de police de Budapest ouvre un dossier à leur nom et les interroge. Nous avons basé une partie de notre analyse sur les protocoles de ces interrogatoires. Les questions alors posées par les fonctionnaires visent à ce que les ex-réfugiées et ex-réfugiés livrent le plus d'informations possible sur leur parcours en exil[106]. Nous n'ignorons pas les problèmes inhérents à l'utilisation de telles sources : dans les interrogatoires qui composent ce fond, les personnes s'efforcent de dire ce que les fonctionnaires de la police hongroise attendent qu'elles disent. Néanmoins, les protocoles nous permettront tout de même de reconstituer des motifs, ainsi que des stratégies élaborées par les rapatriées et rapatriés pour améliorer leur sort une fois de retour dans la démocratie populaire. Ces sources témoignent également de la surveillance dont ils sont victimes, souvent pendant des années après leur retour.

Certains fonds ont été utiles pour comprendre les enjeux humanitaires et politiques aussi bien de l'exil que du retour, tels que ceux issus des Archives du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR)[107], de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM)[108], de l'antenne onusienne de Genève[109] ou de l'Office français de protection des réfugiés et

[105] ÁBTL : *Állambiztonsági Szolgálatok Történeti Levéltára*/Archives historiques de la Sécurité d'État, Budapest.

[106] Ces questions portent sur leurs activités pendant la « contre-révolution », leur fuite à l'Ouest, le traitement qui leur a été réservé, les associations ou œuvres d'entraide qui les ont aidés, les papiers qu'ils et elles ont dû signer, les personnes rencontrées en Occident, les personnes impliquées dans la « propagande contre la République populaire hongroise », les écoles fréquentées, les éventuels contacts avec des armées étrangères, leurs éventuelles connaissances déjà rentrées au pays, leur situation professionnelle, les traducteurs employés dans les camps de réfugiés, les raisons de leur retour en Hongrie. Parfois, il s'agissait de questionnaires remplis à la main par le ou la réfugiée rendant la lecture ardue.

[107] AUNHCR : Archives of the United Nations High Commissioner of Refugees, Genève.

[108] AOIM : Archives de l'Organisation internationale pour les migrations, Genève.

[109] UNAG : United Nations Archives Geneva, Genève.

apatrides (OFPRA)[110]. De manière plus sporadique, les archives nationales hongroises ont également été visitées, surtout en quête de chiffres et de rapports des diplomates hongrois en place en Suisse[111]. L'historien Gatrell a mis en évidence le problème des sources de ce type d'institutions : elles reflètent la tendance des fonctionnaires à parler *de* ou *aux* réfugiés plutôt qu'*avec* eux[112]. D'autres archives, régionales (comme celles de Genève et du Valais) se sont avérées utiles car très proches du quotidien des réfugiées et réfugiés et de leur suivi[113]. Pour retracer les discours qui résultent de l'arrivée des Hongroises et Hongrois en 1956, nous avons eu recours à un vaste corpus de journaux et de publications contemporaines. Dans le choix des journaux, nous avons veillé à un certain équilibre entre les régions en fonction des langues et des confessions, entre les colorations politiques et le type de presse « populaire » ou plus « élitaire ». Sur la base de ces critères, nous avons dépouillé systématiquement les journaux suisses suivants (entre 1956 et 1958) : *La Liberté*, *La Gruyère*, la *Feuille d'avis de Neuchâtel*, *L'Impartial*, *Neue Zürcher Zeitung*, *Die Tat*, *Ostschweiz*, *Schweizer Wochen Zeitung*, le *Journal de Genève*, *L'Illustré*, *La Suisse*, la *Feuille d'avis de Lausanne*. Ce premier groupe de titres est assez unanime dans ses analyses. La consultation systématique des journaux du PdT la *Voix ouvrière* et le *Vorwärts* nous a permis de les contrebalancer. Nous avons eu également recours à des coupures d'autres journaux conservés comme documentation dans différents fonds d'archives. Des journaux hongrois, principalement le *Népszabadság*, organe du Parti socialiste ouvrier, ou parfois des articles d'autres pays ont pu être consultés dans différents fonds d'archives et en ligne[114]. Nous avons également

[110] AOFPRA : Archives de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, Paris & Fontenay-sous-Bois.

[111] MNL OL : Magyar Nemzeti Levéltár Országos Levéltára [Archives nationales hongroises], Budapest.

[112] Gatrell Peter, « Population displacement in the baltic region in the twentieth century : from "refugee studies" to refugee history », *Journal of Baltic Studies*, 38(1), mars 2007, p. 54. En France un récent renouveau historiographique a néanmoins démontré la pertinence de l'utilisation des sources institutionnelles pour traiter l'histoire des pratiques administratives dans un questionnement plus large : Angoustures Aline, Kévonian Dzovinar, Mouradian Claire (éd.), *Réfugiés et apatrides : administrer l'asile en France (1920-1960)*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2017, p. 11-45.

[113] AEG : Archives de l'État de Genève, Genève et AEV : Archives de l'État du Valais, Sion.

[114] Particulièrement sur le site de l'Open society archives, OSA, Digital 1956 Archives : http://w3.osaarchivum.org/digitalarchive/ (24 octobre 2018) et à la *Schweizerische Osteuropabibliothek* à Berne. Tous les autres journaux ont été consultés sur les différentes plateformes de presse numérisée et à la Bibliothèque nationale. Voir détails en bibliographie.

eu recours à des fictions, particulièrement lorsque les sources traditionnelles étaient silencieuses ou lacunaires sur un sujet précis. Même s'il fallait les appréhender avec prudence, ces films ou romans avaient l'avantage d'offrir un regard décalé sur les événements ou sur les protagonistes de l'histoire que nous voulons raconter.

Le traitement de ces archives a été complété par une analyse quantitative réalisée sur un fichier central créé par l'Office central suisse d'aide aux réfugiés (OCSAR)[115] : il s'agit d'un meuble contenant près de 13 700 fiches individuelles. Aux cartes des Hongroises et Hongrois s'ajoutent celles d'autres groupes exilés de 1956 aux années 1970 : Juifs et Juives égyptiennes, Tchécoslovaques, Chiliennes et Chiliens ainsi que les *boat-people*.

Le fichier central a été créé spécialement pour les Hongrois de 1956 dans plusieurs buts : faciliter le placement de chaque personne dans le domaine professionnel qui lui correspond, produire des données statistiques, contrôler chaque réfugié et ainsi éviter qu'il ne bénéficie de l'aide de plusieurs œuvres d'entraide. En outre, grâce à la mise à jour des adresses, l'OCSAR pourra envoyer à la plupart des réfugiées et réfugiés un journal suisse rédigé en hongrois le *Svájci Magyar Híradó* puis le *Uj Híradó*[116].

Ces fiches recensent des informations précises sur chacune des personnes[117]. Au dos de la carte figurent aussi l'adresse de l'individu et son lieu de travail[118]. Ces deux dernières informations sont consignées surtout pour les hommes « chefs de famille ». Elles sont également mentionnées

[115] AfZ-SFH : Archiv für Zeitgeschichte der ETH (Eidgenössische Technische Hochschule/École polytechnique fédérale), Zurich, SFH (Schweizerische Flüchtlingshilfe/Organisation suisse d'aide aux réfugiés) - Archives, Zurich. En allemand « Kartei » ; « Kartothek » ou « Flüchtlingskartei ». Certaines personnes ont plusieurs fiches, d'autres non affiliées à une œuvre d'entraide n'en ont pas.

[116] Nous avons pu établir ces motifs sur la base de documents liés à la mise en place de la cartothèque et grâce à un entretien avec l'historien Jonas Arnold, 20 août 2014.

[117] Nom, prénom, date de naissance, lieu de naissance, état civil, nationalité, nom du mari/de la femme, confession, profession apprise, profession exercée, connaissances linguistiques, date d'arrivée, enfants accompagnants de moins de 18 ans, autres parents accompagnants. Il s'agit là des catégories présentes dans un type de fiches utilisées. Un deuxième type de fiches apparaît aussi ; il semble qu'il est issu de la Division de police fédérale. Il comprend les catégories supplémentaires suivantes : race (généralement non rempli), papiers d'identité, lieu d'arrivée, pays d'origine, catégorie, remarques, décision, date.

[118] La mise à jour des adresses et des places de travail a donné beaucoup de fil à retordre au personnel de l'OCSAR qui la qualifie de « combat pour les adresses ». En 1958, la directrice de l'OCSAR Hedy Hotz se plaint que les Hongrois négligent de signaler les changements.

pour les femmes célibataires. Les départs vers d'autres pays sont notifiés, ainsi que les retours en Hongrie et les décès. Ces données sont mises à jour théoriquement jusqu'au moment où la personne obtient le permis d'établissement, cinq ans après l'arrivée en Suisse dans la majorité des cas[119]. Dès sa création, le fichier est régulièrement consulté par les offices d'aide, les hôpitaux et les fonctionnaires de la Division de police[120]. Il nous renseigne non seulement sur les réfugiés eux-mêmes mais sur l'histoire de la pratique de l'asile en Suisse après 1945. Il témoigne également de mesures parfois arbitraires des autorités, prises en fonction du comportement des individus : certaines remarques sur les fiches témoignent de cette forme de contrôle et de ses conséquences, ainsi que de la très étroite collaboration du DFJP et de l'OCSAR. Des biais nous empêchaient néanmoins d'en tirer toutes les informations que nous aurions espéré trouver. Outre le déséquilibre hommes-femmes mentionné – les renseignements concernant la population féminine sont extrêmement maigres –, d'autres problèmes entravent l'utilisation de ces sources. Les informations sont souvent fragmentaires. Pour les personnes rapatriées dans l'immédiat de 1956, il n'y a la plupart du temps aucune mention d'entreprise, non pas parce qu'ils et elles n'ont pas travaillé mais parce que l'information n'a pas eu le temps d'être consignée. Pour celles et ceux dont les lieux de travail sont notés, on ne sait la plupart du temps pas en qualité de quoi. Autre exemple de problème lié à l'utilisation de ces fiches : il arrive que des cartes soient détruites, particulièrement celles des femmes qui se marient. Même si on leur refait une nouvelle carte au nom du mari, on perd la trace de leur parcours avant leur mariage. Mais les fiches nous ont tout de même été très utiles, d'une part pour mesurer la composition précise de ce groupe social des revenantes et revenants, et d'autre part pour définir des facteurs risques du retour, c'est-à-dire les critères par lesquels le groupe des personnes rapatriées se différencie de celles qui restent en Suisse. Pour ce faire, nous avons effectué un échantillon aléatoire de 1 000 fiches. Les informations qu'elles contenaient ont été saisies dans une base de données que nous avons ensuite soumise à différents codages[121].

---

[119] 68. Plenarsammlung der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, 20 juin 1962, AfZ-SFH : 39 (A).

[120] 66. Plenarsammlung der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, 10 juin 1960, AfZ-SFH : 39 (A).

[121] Claire Lemercier et Claire Zalc – que nous remercions – nous ont accueillie dans leur atelier en 2016. Sur leur conseil, nous avons opté pour un échantillonnage de type aléatoire à l'aide d'un générateur de chiffres aléatoires qui nous a permis de sélectionner mille fiches,

Enfin, cette étude est aussi basée sur un recueil de 21 témoignages de réfugiées et réfugiés de 1956 mais aussi d'émigrantes et émigrants pré et post-1956, ainsi que de personnes engagées dans leur accueil[122]. Le choix des témoins s'est fait de manière aléatoire et en suivant une méthode « *boule de neige* »[123]. Un premier groupe a été contacté par le biais des associations hongroises ou de connaissances qui ont eu vent de notre recherche et nous ont orientée vers des personnes arrivées en 1956. Nous avons également, avec un certain succès, cherché dans le bottin les noms de famille issus des listes de personnes réfugiées. Cette démarche nous a permis de rencontrer des témoins en dehors des cercles des Hongrois et Hongroises engagées dans les cercles associatifs. Notre intention n'était pas de revendiquer une quelconque représentativité, de toute façon impossible. Nous voulions simplement éviter de recruter les témoins dans un seul groupe (par exemple, à travers une association) et d'une seule région en ne privilégiant pas un réseau spécifique ou une origine sociale. Les portraits de ces personnes – dont les noms ont généralement été anonymisés – et des détails sur notre méthode d'entretien sont présentés en annexe[124].

Parmi les réfugiées et réfugiés que nous avons rencontrés en Suisse, certains étaient déjà passés par l'exercice de l'interview, parce qu'ils étaient en vue dans les milieux associatifs. Leur point de vue sur 1956 était parfois

---

le minimum recommandé par les deux historiennes pour prétendre à une certaine représentativité (Lemercier Claire, Zalc Claire, *Méthodes quantitatives pour l'historien*, Paris : La Découverte, 2008). Dans le fichier, les cartes étaient réparties en catégories par les employés de l'Office d'aide aux réfugiés : 1) les cas « lambdas » – c'est-à-dire ni naturalisés, ni partis, ni décédés pendant le temps où ils étaient suivis ; 2) les naturalisés et naturalisées ; 3) les cas de départ vers un pays tiers ou décès. Il fallait que l'échantillon soit respectueux de ces proportions, ce qui a nécessité de compter le nombre de fiches par tiroir pour établir le nombre de cartes à sélectionner.

[122] Parmi ces réfugiées et réfugiés, un seul d'entre eux est rentré avant 1963 (István Borsodi) ; nous l'avons retrouvé grâce à une recherche de témoins menée lors de notre séjour. Cette entreprise ardue a en partie échoué. Sur la base de noms de 160 anciennes et anciens réfugiés collectés en Suisse, nous avons épluché le Bottin de téléphone à la recherche des personnes rapatriées. Les noms hongrois étant très peu variés, souvent, les occurrences étaient trop nombreuses pour que nous puissions entamer les appels. Dans l'obligation de confier la délicate tâche des appels téléphoniques à une personne parlant parfaitement le hongrois, Tibor Söregi a réalisé près de 200 appels. Ce n'était souvent pas les bonnes personnes, les personnes rapatriées étant pour la plupart décédées.

[123] Cette méthode a notamment été utilisée par Pető Andrea, « Memories of the 1956 Hungarian Revolution : Narrating Gender and Migration », in Isaacs Ann Katherine (éd.), *Immigration and Emigration…*, p. 154.

[124] Annexe D. Portraits des témoins.

très aiguisé et ils livraient un récit codifié aussi bien sur les événements que sur l'émigration. Ce récit produisait parfois une sorte de filtre insurmontable inhérent aux récits trop bien rodés. D'autres n'avaient pour ainsi dire jamais été interrogés par des personnes extérieures à leur cercle familial et social. Un autre obstacle que nous avons rencontré cette fois chez presque tout le monde est un phénomène qu'on pourrait qualifier de syndrome des « Faiseurs de Suisses », du nom d'une comédie retraçant les péripéties de policiers donnant la nationalité suisse (ou non) aux candidates et candidats étrangers[125]. Certaines personnes voulaient, lors de l'entretien, démontrer le succès de leur intégration. Parfois, nous avons rencontré les personnes deux, voire trois fois, justement dans le but de dépasser les discours préformatés. Autre problème inhérent à tout recueil de témoignages : les récits reconstitués. Une personne nous a raconté avec emphase sa participation aux manifestations de Budapest alors qu'elle n'était très probablement pas dans la capitale au moment des événements. D'ailleurs, des auteurs hongrois ont commenté avec cynisme la prolifération d'autobiographies de « cinquante-sixards » : certains d'entre eux seraient devenus « combattants de la liberté » une fois en exil. Ces témoignages sont néanmoins intéressants car ils mettent en évidence la construction de la mémoire de 1956 par les réfugiées et réfugiés. Une autre personne rencontrée nous a dit être arrivée en 1956 alors que les archives montrent qu'elle a en réalité rejoint la Suisse à la fin des années 1940. Cette personne ne bénéficiait pas du statut de réfugiée et était venue en Suisse pour se faire soigner et du même coup quitter définitivement la Hongrie. Avant 1956, on ne considère pas d'emblée les immigrantes et immigrants originaires d'Europe centrale comme des martyrs – comme ce sera le cas après 1956. Les premières et premiers arrivants de 1947-1949 n'avaient pas reçu un accueil bienveillant des autorités, beaucoup d'entre eux n'obtenaient même pas le statut de réfugié. Vu la vague de sympathie que les réfugiés de 1956 ont suscitée, on peut comprendre que cette personne a voulu se faire passer pour l'une d'entre eux.

Quant aux récits mythifiés, ils témoignent du poids de l'histoire des « héros » de 1956. L'écrasante majorité de la population n'a pas participé au soulèvement. En arrivant dans le « Monde libre », les réfugiées et réfugiés ont constaté une sorte de discrépance : la population occidentale était souvent persuadée que la plupart des réfugiés *étaient* « des combattants de la liberté ». Dès lors, le fait que certaines personnes aient adapté leur récit aux attentes des Occidentaux est compréhensible. Lors de nos entretiens, certaines et certains s'attendaient à devoir raconter le soulèvement de 1956.

[125] Lyssy Rolf, *Les Faiseurs de Suisse* [*Die Schweizermacher*], Suisse, 1978.

Nous nous efforcions de leur dire que les historiennes et historiens ont déjà tout dit sur la Révolution, c'est leur parcours à eux, quel qu'il soit, qui nous intéressait. Il fallait en outre dépasser les récits orientés sur leur gratitude pour la Suisse, récits qu'ils avaient assimilés des années durant. Celles et ceux interrogés pour la première fois s'excusaient presque de ne pas avoir pris part au soulèvement. Pourtant, leur discours était d'autant plus intéressant qu'il était plus libre que celui des réfugiées et réfugiés habitués à livrer un récit. Cela a été encore plus frappant pour deux personnes que nous avons rencontrées en Hongrie, un réfugié rapatrié (István Borsodi) et une Suissesse qui a accompagné son mari lors de son retour au pays (Josette Szabó). Rentrés de Suisse en Hongrie respectivement en 1959 et 1975, leur vision était comme exempte de la construction de l'image de « l'exilé modèle » à l'œuvre en Suisse.

Ces témoignages ont été collectés dans une démarche analogue à celle de l'histoire orale. Nous avons réalisé des entretiens semi-directifs avec des questions préparées et le but était d'intégrer le récit des témoins au texte, de rapporter et expliquer leur expérience vécue. Mais notre démarche s'éloigne de certains objectifs décrits notamment par l'historien américain Ronald J. Grele, l'un des défenseurs de cette méthode. En répondant aux critiques relevant l'embarras méthodologique que représente la subjectivité de la mémoire, Grele explique qu'il s'agit justement de faire la part belle à la manière dont les personnes ont vécu *dans* l'histoire et comment ils ont, en quelque sorte, (re)créé leur passé. La subjectivité en soi devient intéressante[126]. Selon cette tendance, les reconstructions, les contradictions, les hésitations, les impressions doivent être observées et prises en compte par l'historienne ou l'historien. Notre démarche s'écarte de cette méthode. Les souvenirs précis nous intéressaient plus que les impressions. Nous voulions savoir très concrètement, comment leur émigration, leur arrivée en Suisse, leur retour en Hongrie se sont déroulés. C'est avec ces informations factuelles comme porte d'entrée que nous essayions de savoir, par exemple, comment s'extériorisait la générosité propre au moment 1956 et comment elle a été vécue par les réfugiés. Nous avons demandé à l'une de nos témoins de nous raconter en détail son voyage en train. Elle a exhumé tout ce dont elle se souvenait. Et c'est en décrivant les détails qu'elle raconte le passage dans les gares suisses : « *les gens, ils nous attendaient* […] *on aurait dit qu'ils étaient heureux qu'on*

[126] Interview de Grele réalisée par Vaněk Miroslav, cité in Michelet Magali, *« Sen a skutečnost »*…, p. 4.

soit là !» Elle se souvient des denrées reçues par la fenêtre du train : « *on nous donnait des bananes, des fruits exotiques, c'était pas très mûr, pas très bon, mais ils voulaient nous montrer qu'il y a de bonnes choses ici*. »[127] Ce récit révèle le poids des représentations Est-Ouest et une forme de rapport aidant-aidé que nous aurons l'occasion de mieux cerner. Des « *témoignages informateurs* »[128] tels que celui-ci permettent d'incarner l'histoire tout en donnant des clés de compréhension très concrètes du contexte dans lequel les acteurs et actrices évoluent. Leurs témoignages sont autant de trésors bientôt disparus et rendent compte d'une époque où les enjeux de l'asile étaient totalement différents.

IV. Structure, questionnement, bornes géographiques et temporelles

La première partie de cette recherche (*L'émigration*) retrace le contexte de l'exode de ces quelque 200 000 Hongrois et Hongroises. Cela nécessite une plongée dans l'histoire hongroise de 1945 à 1956. Qu'est-ce qui pousse ces personnes à quitter leur pays et dans quelles circonstances accèdent-elles à la frontière ? Cette première partie ne constitue pas un simple contexte : elle vise à interroger cet exil en ayant à l'esprit qu'il ne sera pas *forcément* sans retour. Cette perspective nous a amenée à lire le phénomène de l'émigration de manière différente. Ainsi, nous décrirons une société que certes 200 000 personnes vont quitter, mais nous aurons également en tête que malgré tout, elle constituera aussi un environnement vers lequel les candidates et candidats au rapatriement vont bientôt se tourner.

La deuxième partie (*L'immigration*) revisite le chemin des réfugiées et réfugiés une fois de l'autre côté du Rideau de fer. Comment sont-ils accueillis en Autriche et en Yougoslavie et comment rejoignent-ils la Suisse ? La mobilisation aussi bien de la société que de la Suisse officielle en leur faveur sera également abordée, de même que leur vécu, leurs expériences positives et leurs éventuelles déceptions en terres helvétiques. La deuxième partie met donc l'accent sur l'accueil des réfugiées et réfugiés hongrois lié au contexte de guerre froide. Elle s'efforce de renouveler ce

[127] Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015.

[128] Gomart Thomas, « Quel statut pour le témoignage oral en histoire contemporaine ? », *Hypothèses*, 3(1), 2000, p. 108. Le chercheur leur oppose les « témoignages révélateurs » (d'une ambiance, d'un état d'esprit).

questionnement en prêtant attention à certains éléments parfois ignorés par la littérature. Plus qu'une arrivée derrière le Rideau de fer, nous voyons les jours et les semaines qui suivent l'émigration (en Autriche et en Yougoslavie) comme une situation où les réfugiées et réfugiés se trouvent « dans » la frontière[129]. Dans ce sas, ils doivent prendre une série de décisions tributaires des opportunités d'émigration, des rencontres et des contraintes. Il s'agit de comprendre la migration comme un processus ou un projet qui peut changer en cours de route. La mobilisation d'archives déjà visitées par les historiennes et historiens sera nécessaire pour appréhender cette nouvelle perspective. Une perspective tenant compte de l'incertitude qui habitait les réfugiées et réfugiés, et du spectre d'options qui s'offraient à eux, dont celle du retour.

La troisième partie (*Le retour*) est consacrée au rapatriement d'une partie de ces réfugiées et réfugiés. Dès 1955, l'URSS et les démocraties populaires ont lancé de vastes campagnes pour favoriser le rapatriement des personnes exilées. En 1956, le gouvernement Kádár utilise des recettes analogues pour tenter à la hâte de faire revenir les fugitifs. Sujet à une controverse idéologique, le chiffre de ces retours à un niveau mondial varie entre 20 000 (selon les estimations onusiennes) et 40 000 (estimations hongroises) au début des années 1960, soit entre 10 et 20 % de l'ensemble des réfugiées et réfugiés de 1956[130].

Les rapatriements – tout comme l'émigration et l'immigration – produisent différents discours des deux côtés du Rideau de fer. Les journalistes, représentantes et représentants des autorités ou encore les réfugiées et réfugiés eux-mêmes, s'emploient à interpréter ce flux chacun à leur manière. Notre recherche a comme double objectif d'expliquer ces interprétations et de sonder les possibles motifs de ces migrations « à contresens ».

Pourquoi, peu de temps après leur arrivée à l'Ouest, prometteur d'une vie meilleure, beaucoup de réfugiées et réfugiés ont-ils hésité ou se sont-ils décidés à

---

[129] Guenebeaud Camille, *Dans la frontière : migrants et luttes des places dans la ville de Calais*, thèse soutenue en avril 2017, Lille 1. Résumé en ligne : http://www.theses.fr/2017LIL10079 (23 octobre 2018).

[130] En 1960, le HCR estime à 18 220 le nombre des rapatriements, Hungarian Refugees : Overall Movements and Situation, October 1956-June 1960 : Hidas Peter, « Arrival and Reception : Hungarian Refugees, 1956-1957 », in Adam Christopher, Egervari Tibor, Laczko Leslie, Young Judy (éd.), *The 1956 Hungarian Revolution : Hungarian and Canadian perspectives*, University of Ottawa Press : Ottawa, 2009, p. 233. Pour les chiffres hongrois, voir par exemple : Szabó Miklós, *Hazatértek…*, Budapest : Pannonia, 1961.

revenir dans leur pays alors même que le régime qu'ils et elles ont fui est encore en place ? Comment les autorités aussi bien suisses que hongroises accueillent-elles ces velléités de retour ? Pourquoi et comment les encourage-t-on ou les empêche-t-on ? Quelles contraintes et risques les rapatriements comportent-ils ? C'est l'histoire de ce « groupe social »[131] des revenantes et revenants que nous ausculterons.

La Suisse représente un cas d'étude intéressant. À l'aube d'une conjoncture économique extrêmement favorable, ce pays offre un contraste saisissant avec la Hongrie d'alors. Toutefois, elle n'est pas vue par les exilées et exilés comme l'eldorado, au contraire des États-Unis ou de l'Australie.

Elle est en 1957 le pays au monde à avoir accueilli le plus de Hongrois et Hongroises proportionnellement à sa population : sur les quelque 200 000 fugitifs, 13 000 rejoindront la Suisse[132]. En comparaison avec les autres pays d'accueil, une proportion relativement élevée de réfugiées et réfugiés optent assez rapidement pour le rapatriement, 1 705 personnes, soit 12 % jusqu'en 1962 (Tab. 1). Jusqu'en 1963, nous estimons que ce nombre avoisine les 2 000 personnes[133].

Tab. 1 : Mouvement migratoire des réfugiées et réfugiés arrivés en Suisse dès 1956.

Destination réfugiées et réfugiés au 30 juin 1962 N = 13803	Émigration vers un pays tiers	Retour vers la Hongrie	Séjour prolongé en Suisse	Décès	na	Total
En nombres absolus	2 757	1 705	9 182	139	20	13 803
En %	20,0	12,4	66,5	1,0	0,1	100

Source : Stand der Kartothek für ungarische Flüchtlinge des Aufstandes 1956 per 30. Juni 1962, AfZ-SFH : 31 a (A).

[131] L'expression est de Mariot Nicolas, Zalc Claire, *Face à la persécution : 991 juifs dans la guerre*, Paris : O. Jacob, 2010, p. 8.

[132] Lasky Melvin J., Bondy François, *La révolution hongroise…*, p. 321.

[133] Face à l'absence de chiffres précis pour 1963, notre estimation se base sur le fait que l'amnistie de 1963 émise par le gouvernement hongrois a attiré des réfugiés. D'autre part, sur un certain nombre de fiches individuelles conservées dans les archives de l'OCSAR, on trouve la mention « Aufenthalt in der ganze Schweiz unbekannt » ou « verschwunden », il s'agit probablement de personnes rapatriées. AfZ-SFH : 31a (A).

Cette histoire sera retracée entre 1956 et 1963, année de l'amnistie générale prononcée par le gouvernement hongrois qui s'applique aussi aux réfugiées et réfugiés de 1956. Au-delà de 1963, si ces personnes restent officieusement des dissidentes et dissidents aux yeux des autorités, leur retour est moins risqué et répond à des dynamiques différentes que celles qui régissent l'immédiat de 1956.

Comme l'exprime l'historien hongrois András Lénárt à propos de l'étude de l'Insurrection de 1956, le « *problème* » est que dans un intervalle de temps très court, il s'est passé « *extraordinairement beaucoup de choses* »[134]. C'est vrai au niveau (géo)politique, c'est aussi vrai au niveau social. Pendant un temps très court, beaucoup de personnes dans la société hongroise ont connu de grands bouleversements qui ont influencé leur propre vie. La conscience que les frontières étaient ouvertes a mené de nombreuses personnes à prendre une décision rapide : quitter le pays pour une durée incertaine… ou définie par la personne elle-même, avant ou pendant l'exil.

[134] Lénárt András, « Fluchtgeschichten… », p. 466, traduction de l'allemand.

Première partie : L'émigration

Cette partie est dédiée aux causes profondes qui ont mené en 1956-1957 à l'exode de 200 000 personnes depuis la Hongrie vers l'Occident ainsi qu'aux circonstances de cet exode. Les motifs de fuite ne sont pas seulement tributaires des événements de 1956. Beaucoup de fugitifs et fugitives avaient fait l'expérience de la guerre, de privations diverses, de la dictature progressivement instaurée. Si pour certaines et certains, la fuite vers l'Occident est une question de survie, pour la majorité, la fuite est le résultat d'une accumulation de raisons, souvent antérieures à 1956. C'est ce qui est ressorti de nos entretiens avec des réfugiées et réfugiés hongrois et d'autres témoignages : les souffrances qui les ont touchés, eux ou leur famille, parfois bien avant 1956, jouent un rôle certain au moment de la décision. Les déchéances en tout genre (l'origine sociale définit en partie l'avenir d'une personne), l'instabilité politique, les frustrations (ne pas pouvoir étudier ou travailler où on l'aurait souhaité), la misère ou le risque de paupérisation (la Hongrie a subi différentes crises et l'instabilité économique a très fortement marqué cette période) et l'isolement (impossibilité de voyager) ont été expérimentés avant l'éclatement de l'Insurrection.

1956. Un bouleversement politique et social jamais vu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale s'amorce en Europe. On connaît la séquence des événements marquants : présentation du rapport Khrouchtchev au XX^e^ Congrès du Parti communiste d'URSS, révolte des ouvriers de Poznań en juin. Le mois d'octobre est l'épicentre de la crise internationale avec l'élection

du réformiste Władysław Gomułka comme secrétaire du Parti ouvrier unifié de Pologne, menace d'invasion soviétique de la Pologne, lancement de l'Insurrection hongroise, instauration d'un nouveau gouvernement également réformiste autour d'Imre Nagy, puis répression sanglante de ce mouvement et instauration par Moscou du gouvernement de János Kádár en novembre. Pendant ce temps, éclate la crise de Suez : elle influence considérablement les actions et le positionnement des grandes puissances par rapport à la crise hongroise. Profitant de l'ouverture temporaire des frontières, environ 200 000 Hongroises et Hongrois fuient le pays et sont accueillis en Occident.

Nous retracerons l'évolution politique de la Hongrie pendant cette période (1945-1956) en évaluant son impact sur la société et la vie quotidienne (chapitre 1). Puis nous expliciterons les raisons et les circonstances de la soudaine émigration de 1956 au plus proche des expériences des personnes (chapitre 2). En procédant de la sorte, nous allons développer certains aspects peu connus de cet exil collectif et qui concernent par exemple le profil des personnes concernées ou encore les conditions matérielles très concrètes qui régissent cet exil.

L'objectif est de cerner quel est le pays que les émigrantes et émigrants quittent, leurs motivations et leurs moyens de rejoindre le « Monde libre ».

Chapitre 1

Le contexte de l'exode

Souvent présentée de manière téléologique, la stalinisation des démocraties populaires ne semble pas inéluctable au sortir de la guerre. Certes, les grandes puissances ont défini à Yalta des sphères d'influence, mais la mainmise de l'URSS n'est pas jouée d'avance. Cette période faite d'espoir et d'incertitude (1945-1948) mène à la prise de pouvoir du Parti communiste et à la stalinisation du pays (1948-1953). Après la mort de Staline, le « Nouveau Cours » (1953-1956) mené par le réformateur Imre Nagy fait naître des espoirs aussi bien d'amélioration économique que de démocratisation de la vie politique et culturelle. L'espoir est de courte durée et le dégel trompeur : les actions de Nagy sont bridées par les conservateurs qui parviennent à l'écarter du pouvoir et prennent une série de mesures très impopulaires. C'est, entre autres, ce « retour à l'ordre » qui mène des milliers de personnes à manifester contre le gouvernement en octobre 1956. Le soulèvement d'une partie de la population et la répression qui l'a suivi sont les éléments déclencheurs de l'exode.

Avant même 1956, ils seraient environ 196 000 Hongroises et Hongrois à avoir quitté le pays entre 1945 et 1955[1], soit quasiment autant qu'en 1956 !

[1] Dövényi Zoltán, Vukovic Gabriella, « Ungarn und die internationale Migration », in Fassmann Heinz, Münz Rainer (éd.), *Migration in Europa: Historische Entwicklung, aktuelle Trends und politische Reaktionen*, Frankfurt & New York : Campus Verlag, 1996, p. 270-271 ; Randé Jenő, « Magyarok külfödön » [Hongrois à l'étranger], *Kölpolitika* (5), 1987, p. 114-126.

Cette émigration fluctue selon l'évolution des conditions de vie en Hongrie, les possibilités individuelles, et en fonction des dynamiques d'ouverture et surtout de fermeture du pays. De réalisable au sortir de la guerre, l'émigration devient quasiment impossible au moment de la stalinisation en 1948. La question de l'émigration, fluctuante entre 1945 et 1956, sera abordée au cours du chapitre de manière chronologique et via quelques exemples de parcours d'émigrées et d'émigrés.

1.1 La « quasi-démocratie » (1945-1948)

L'immédiat d'après-guerre

Budapest, 4 avril 1945. Les dernières troupes allemandes sont vaincues par l'Armée rouge. Les ultimes mois de la guerre font des ravages : déportation d'un demi-million de Juifs et Juives dont l'immense majorité meurt sur la route et dans les camps de la mort ; arrivée au pouvoir des Croix fléchées qui entraîne les exécutions sommaires de résistantes et résistants civils et militaires en plus des Juifs et Juives ; énormes dégâts alors que la Hongrie devient le théâtre des derniers combats entre Allemands et Russes. En tout, on dénombre environ 900 000 prisonniers de guerre. L'alliance malheureuse avec l'Allemagne nazie, fomentée dans l'espoir de la révision du Traité de Trianon, aura des conséquences durables sur la Hongrie[2]. Une fois victorieuse, une frange de l'Armée rouge nourrit des sentiments de vengeance envers ce pays ennemi qu'elle occupe après une série de revers et de batailles meurtrières. Cela se traduit par des exactions envers les civils (pillages, rapts, viols) qui suivent de près celles commises par les nazis allemands et hongrois[3].

La Hongrie signe l'armistice et doit s'acquitter de lourdes réparations envers l'Union soviétique à laquelle elle avait déclaré la guerre en 1941. C'est sous la surveillance de l'occupant que le gouvernement provisoire s'instaure, comprenant l'opposition antinazie : Parti communiste (MKP), Parti social-démocrate (MSZDP), Parti des petits propriétaires (FKgP). Le gouvernement

[2] Molnár Miklós, *Histoire de la Hongrie*, Paris : Perrin, 2004, p. 361-377 ; Kende Pierre, *Le défi hongrois : De Trianon à Bruxelles*, Paris : Buchet Chastel, 2004, p. 71-72. De nombreuses concessions faites à Hitler permettent à la Hongrie de récupérer temporairement des territoires slovaques, roumains et yougoslaves perdus à la suite du Traité de Trianon en 1920.

[3] Papp Julien, *La Hongrie libérée : État, pouvoirs et société après la défaite du nazisme (septembre 1944-septembre 1947)*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2006, p. 13, 16-24.

renouvelle et dénazifie l'administration, annule les lois raciales, proclame le suffrage universel, interdit la censure et les organisations fascistes. Comme dans d'autres pays d'Europe, les membres du MKP, interdit sous Horthy, ont activement participé à la résistance. Ces communistes « locaux » (c'est-à-dire formés en Hongrie) tels que László Rajk et János Kádár sont bientôt rejoints et en partie supplantés par les exilés de retour de Moscou, comme le futur réformiste Imre Nagy, le protégé de Staline Mátyás Rákosi, ainsi qu'Ernő Gerő. Les élections de 1945 voient le FKgP récolter 57 % des voix, au grand dam des occupants soviétiques et des communistes hongrois qui jugent les Hongroises et Hongrois d'« *incorrigibles réactionnaires* »[4]. Le FKgP compose alors un gouvernement de coalition[5].

On assiste ainsi entre 1946 et 1947 à ce que l'historien François Fejtö appelle la « *quasi démocratie* »[6] : un régime d'apparence démocratique dans lequel Rákosi, chef du MKP, tire progressivement son épingle du jeu. L'Europe centrale voit l'établissement progressif des « démocraties populaires », ces régimes consolidés directement ou indirectement par l'Union soviétique. Cette période soulève un immense espoir en Hongrie, particulièrement auprès des jeunes et des classes défavorisées par les systèmes précédents. Comme dans d'autres pays d'Europe, les réformes sociales ambitieuses, la démocratisation de la culture et de l'instruction, la liberté de la presse, la vie culturelle pluraliste portent à croire que le système s'oriente vers des lendemains meilleurs. La signature du Traité de paix à Paris en 1947 promet par ailleurs le départ des troupes alliées, donc russes. Sous l'égide d'Imre Nagy, la Hongrie lance dès 1945 une réforme agraire qui remplace un système foncier producteur d'inégalités flagrantes. Les terres cultivables sont ainsi réparties entre les ouvriers agricoles et les paysans en quelque six semaines. Avec son slogan « Terre, Pain, Liberté », le MKP commence à séduire les milieux ruraux pauvres, ainsi que la plupart des ouvrières et ouvriers, et même une partie de la petite bourgeoisie. Au niveau financier et économique, l'introduction de la nouvelle monnaie stabilise la situation et un plan de reconstruction

[4] Márai Sándor, *Mémoires de Hongrie*, Paris : Albin Michel, 2004, p. 329.

[5] Applebaum Anne, *Rideau de fer : l'Europe de l'Est écrasée, 1944-1956*, Paris : Grasset, 2014, p. 153-154 ; Krakovsky Roman, *L'Europe centrale et orientale – De 1918 à la chute du mur de Berlin*, Paris : Armand Colin, 2017, p. 158 ; Molnár Miklós, *De Béla Kun à János Kádár : soixante-dix ans de communisme hongrois*, Paris & Genève : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques & Institut universitaire de Hautes Études internationales, 1987, p. 155 ; Marès Antoine, Soubigou Alain, *L'Europe centrale & médiane dans l'Europe du XX^e siècle*, Paris : Ellipses, 2017, p. 209.

[6] Fejtő François, *1956, Budapest, l'insurrection*, Paris : Complexe, 2006, p. X, 46-47.

démarre. Le capitalisme subsiste malgré la nationalisation des banques, des mines et de l'industrie lourde. L'inflation transforme néanmoins les salaires acquis entre 1945 et 1946 en sommes dérisoires et rend la vie quotidienne des ménages très instable[7].

Vers la répression

L'hégémonie du MKP s'amorce progressivement grâce à la tactique dite du salami : éliminer tranche par tranche les autres partis politiques. Cela signifie placer des communistes en sous-marin dans d'autres partis pour les phagocyter et faire fusionner les partis pour mieux les contrôler : en 1948, le MKP parvient à s'« unifier » avec le MSZDP et devient le Parti des travailleurs hongrois (MDP)[8].

Déjà dès 1945, on assiste à la mise en œuvre d'une répression menée d'une main de fer par les occupants soviétiques et par la nouvelle police politique – la terrible Agence de sécurité d'État (*Államvédelmi Osztály* : ÁVO ; devenue en septembre 1948 *Államvédelmi Hatóság* [Autorité de protection de l'État] : ÁVH). Sous couvert d'épuration, outre les nazis et Croix fléchées, les anciens officiers, les membres de la *Levente* – l'Association de jeunesse paramilitaire horthyste –, mais aussi des personnes aux noms de consonance allemande, qui « semblaient riches », ou considérées comme disséminatrices de la propagande fasciste, ainsi que des antifascistes, sont internés en Union soviétique ou en Hongrie[9]. De nombreux témoins ont rendu compte du fameux « malenki robote »[10], ce « petit travail » que les militaires proposent ou imposent à des civils qui risquent d'en revenir seulement plusieurs années après ! Cette rafle

[7] Molnár Miklós, *Histoire de la Hongrie…*, p. 351, 380-387 ; Soulet Jean-François, *Histoire de l'Europe de l'Est : de la Seconde Guerre mondiale à nos jours*, Paris : Armand Colin, 2011, p. 67-68 ; Molnár Miklós, *De Béla Kun à János Kádár…*, p. 155-156 ; Papp Julien, *La Hongrie libérée…*, p. 119.

[8] Molnár Miklós, *De Béla Kun à János Kádár…*, p. 162 ; Molnár Miklós, *Histoire de la Hongrie…*, p. 28. Concernant les spécificités du régime, on se rapportera aux travaux de Gyarmati György, *A Rákosi-korszak : rendszerváltó fordulatok évtizede Magyarországon, 1945-1956* [La période Rákosi : une décennie de changements de régime, 1945-1956], Budapest : ÁBTL-Rubicon, 2011 ; Gyarmati György, Palasik Mária (éd.), *Big brother's miserable little grocery store : studies on the history of the Hungarian secret services after World War II*, Budapest: Historical Archives of the Hungarian State Security, 2012.

[9] Applebaum Anne, *Rideau de fer…*, p. 224-230.

[10] Forme magyarisée de *malenkaia robota* : petit travail ; Papp Julien, *La Hongrie libérée…*, p. 23.

touche entre 140 000 et 200 000 Hongroises et Hongrois, sans compter les internements administratifs, c'est-à-dire sans jugement, qui concernent quelque 40 000 personnes entre 1945 et 1949[11]. Participant au sabotage des partis non communistes, l'ÁVO, puis l'ÁVH s'attaquent dès 1947 aux dirigeants du FKgP et autres politiciens qu'elles contraignent à la démission. En août 1947, les élections truquées et la tactique du salami permettent aux communistes d'obtenir 22 % des voix face à des adversaires morcelés. Si la coalition de gauche obtient plus de 60 %, ce n'est pas encore assez pour régner sans partage[12].

On entre progressivement dans la guerre froide. Le discours de Truman en mars 1947 qui promet une aide aux pays menacés par l'URSS est suivi par la critique de cette dernière du Plan Marshall. Le contre-discours d'Andreï Jdanov, secrétaire du Parti communiste de l'Union soviétique, affirme l'identité de l'autre camp, celui des forces « anti-impérialistes ». Cette escalade entérine la division entre les États-Unis et l'URSS. La création du *Kominform*, successeur de la III^e^ Internationale (dissoute en 1943 pour contenter les alliés) puis le coup de Prague en février 1948 contribuent au raidissement des positions des anciens alliés. L'URSS signe des accords d'amitié et d'assistance mutuelle avec plusieurs pays d'Europe occidentale, dont la Hongrie, et amorce ainsi leur satellisation, parallèle à la stalinisation[13].

Beaucoup de Hongroises et Hongrois songent à quitter le pays. Des barbelés sont installés le long de la frontière autrichienne en août 1947 mais ils ne la ferment pas entièrement[14]. Entre 1945 et 1947, si le commun des mortels n'a généralement guère la possibilité de cheminer librement, certaines personnes voyagent légalement vers l'Ouest. Artistes, sportifs, écrivains peuvent obtenir un visa. À l'image de Sándor Márai :

> « *Durant l'hiver 1946, je profitai d'une invitation pour me rendre d'abord en Suisse, et de là en Italie et à Paris* […] *et je l'avais acceptée, parce que j'éprouvais un besoin urgent de changer d'air. Nous étions six* […] *: deux peintres, un sculpteur, un poète "populaire", un professeur d'université,*

[11] Stark Tamás, *Magyar foglyok a Szovjetunióban* [Prisonniers hongrois en Union soviétique], Budapest : Lucidus, 2006, p. 97.

[12] Fejtő François, *Mémoires : de Budapest à Paris*, Paris : Calmann-Lévy, 1986, p. 198 ; Applebaum Anne, *Rideau de fer…*, p. 385.

[13] Voir notamment : McCauley Martin, *Origins of the Cold War, 1941-1949*, Harlow & New York : Pearson Longman, 2008.

[14] Gémes Andreas, *Wie zwei geschiedene Eheleute…*, p. 133.

cultivé et amateur de littérature, et moi-même. Une fois en Suisse, le groupe se dispersa : chacun partit à la recherche de sa propre Europe. »[15]

Des particuliers sont aussi autorisés à voyager, s'ils en ont les moyens. Beaucoup ne reviennent plus en Hongrie. C'est le cas de Gabriella Kiss, une ancienne réfugiée que nous avons rencontrée. En 1947, alors âgée de 19 ans, elle est envoyée en Suisse chez une amie de sa mère sous prétexte d'y passer les vacances. Une fois en Suisse, elle commence des études et finit par obtenir – avec toutes les peines du monde – le statut de réfugiée. N'ayant pas renouvelé son visa hongrois comme elle aurait dû le faire, elle court un danger si elle rentre en Hongrie, ce qu'elle s'efforce d'expliquer aux autorités suisses[16]. Elle devient alors, comme tant d'autres, dissidente en exil.

1.2 La stalinisation (1948-1953)

Chape de plomb

Le coup de Prague a entraîné le schisme yougoslave : une rupture inattendue entre l'URSS et la Yougoslavie de Tito[17]. Tito exclu du Komintern, les « *dérives titistes* » doublées de « *complicité occidentale* »[18] de dirigeants des autres démocraties populaires constitueront le prétexte tout trouvé pour épurer les gouvernements et ne laisser que les staliniens. En Hongrie, c'est le ministre des Affaires étrangères, László Rajk qui sera la première victime de la stalinisation des démocraties populaires. L'ÁVH contribue au procès spectacle monté de toutes pièces menant à l'exécution de Rajk en septembre 1949[19].

Le processus de la stalinisation de l'Europe centrale est cette fois bien lancé et le Parti ne s'encombre plus de nuance pour prendre le pouvoir. Les nouvelles constitutions suivent le modèle soviétique et annoncent la dictature du prolétariat. Créées ou récupérées, les organisations (jeunesse, femmes,

---

[15] Márai Sándor, *Mémoires de Hongrie*…, p. 277. Il retourne ensuite en Hongrie puis la quitte définitivement en 1948.

[16] Entretien avec Gabriella Kiss, Genève, 24 octobre 2014.

[17] Fejtő François, *Histoire des démocraties populaires /. 1. L'ère de Staline, 1945-1952*, Paris : Éditions du Seuil, 1972, p. 222.

[18] Fejtő François, *1956, Budapest*…, p. 51.

[19] Fejtő François, *Histoire des démocraties populaires II*…, p. 245-271 ; Krakovsky Roman, *L'Europe centrale et orientale*…, p. 186 et suivantes ; Soulet Jean-François, *Histoire de l'Europe de l'Est*…, p. 79-94 ; Marès Antoine, Soubigou Alain, *L'Europe centrale & médiane*, p. 222-224.

syndicats, etc.) sont investies pour mobiliser les populations et encadrent toujours plus la vie de l'individu. Le processus devient sans équivoque dans la nouvelle République populaire de Hongrie dès les élections de 1949, lorsque 96 % de la population vote pour un Front populaire factice, en réalité dirigé par sa frange communiste[20].

Entre 1949 et 1953 la Hongrie vit sous une véritable chape de plomb. Les purges ne touchent pas seulement les membres dirigeants mais aussi celles et ceux qui sont désignés comme « ennemis du peuple » : cela se traduit par des limogeages en masse dans l'administration, l'armée, la police, le Parti, les organes culturels et intellectuels, etc. La répudiation des classes nobles et bourgeoises se fait cette fois-ci très clairement. Une partie des anciens bourgeois et de l'*intelligentsia* de Budapest reçoit l'ordre de vider son logement : les *kitelepítettek*[21] sont déportés dans des logis misérables le plus loin possible des villes. Cette mesure vise à mettre hors d'état de nuire de potentielles opposantes et opposants, et accessoirement à résoudre, sans grand succès, la crise du logement. Le niveau de vie de la classe ouvrière, censée être au pouvoir, ne s'améliore pas pour autant : elle est extrêmement mal payée, mal logée, subit également les conséquences des pénuries et de la corruption tout en étant étroitement surveillée par les pions du parti qui font la loi dans les ateliers[22].

Le nombre de procès prend des proportions inimaginables : entre 1948 et 1953, quelque 1 300 000 personnes passent au tribunal (la Hongrie compte alors neuf millions d'habitants) et 695 623 d'entre elles sont condamnées à des peines allant de l'amende à l'exécution. Jusqu'à 1953, 2 % de la population est passée par la case prison ou internement[23] et près de 10 % possède son dossier[24]. Plusieurs dirigeantes et dirigeants, chefs d'administration et d'entreprises, artistes,

---

[20] Molnár Miklós, *Histoire de la Hongrie…*, p. 380-386.

[21] Littéralement les « envoyés dehors ». Les historiens ont pu mener des études précises renseignant ces pratiques : Kis-Kapin Róbert, « Budapesti kitelepítettek Gyulaházán 1951-1953 között », *Betekintő*, (1), 2013. En ligne : http://www.betekinto.hu/2013_1_kis_kapin (28 août 2017) ; Palasik Mária, « Deportations from Budapest and their western echo », in Gyarmati György, Palasik Mária (éd.), *Big brother's miserable little grocery store…*, p. 287-312.

[22] Molnár Miklós, *Histoire de la Hongrie…*, p. 388-390 ; Molnár Miklós, *De Béla Kun à János Kádár…*, p. 209 ; Krakovsky Roman, *L'Europe centrale et orientale…*, p. 196 ; Fejtő François, *1956, Budapest, l'insurrection*…, p. 58.

[23] Environ 2 000 personnes auraient été exécutées jusqu'à 1953 : Fejtő François, *1956, Budapest, l'insurrection…*, p. 53. Sur les déportations et internements : Széchenyi Kinga, *Stigmatized: A History of Hungary's Internal Deportations During the Communist Dictatorship*, Budapest : Helena History Press, 2015.

[24] Romsics Ignác, *Magyarország története a XX. Században* [L'histoire de la Hongrie au XX^e siècle], Budapest : Osiris, 2001, p. 20.

intellectuelles et intellectuels ou simples quidams sont tour à tour accusateurs et accusés, encensés et répudiés. Cette période a été remarquablement ironisée dans la comédie *Le témoin* qui raconte l'histoire de Pelikán, un communiste ancien résistant. Ses maladresses (comme cacher un cochon dans sa cave) le mènent en prison plusieurs fois. Il est libéré (ou non) au gré des chefs du moment. Défendu par un ancien camarade haut fonctionnaire qui tombe en disgrâce du jour au lendemain, Pelikán se retrouve à devoir témoigner contre son ami dans un procès mis en scène par une équipe de scénaristes et de metteurs en scène à la solde du pouvoir. Refusant de coopérer, Pelikán se retrouve condamné à mort mais il est sauvé au dernier moment, le bourreau ayant été licencié pour motifs politiques![25]

Jusque-là plus ou moins tolérées, les institutions ecclésiastiques protestantes et catholiques sont mises au pas et de nombreux membres du clergé arrêtés et emprisonnés comme le célèbre archevêque, primat de Hongrie, József Mindszenty. Mais les mesures ne touchent pas seulement le haut clergé ; les intimidations de toutes formes concernent aussi bien les élites chrétiennes, les prêtres que les simples pratiquants[26].

On assiste également à la russification de l'armée, de l'enseignement, de la culture, pendant que Staline est élevé au rang de « *plus grande figure de l'histoire hongroise…* »[27]. Le Parti se présente comme l'héritier de l'histoire magyare, les figures et les mythes de l'histoire nationale sont habilement instrumentalisés ou occultés… La mise au pas touche également les artistes et les intellectuelles et intellectuels ainsi que leurs associations. Ces milieux sont soumis à la censure et à l'intimidation des idéologues jdanoviens tels que József Révai, qui leur dictent la partition et mettent ainsi fin à la pluralité artistique[28]. Seul art possible : le réalisme socialiste qui se traduit par des bustes de Rákosi ou des tableaux aux titres éloquents tels que *Moisson*, *Vacanciers au wagon-restaurant* ou *Réunion de jeunes à l'usine*[29]. Pour la plupart, les artistes,

---

[25] Bacsó Péter, *A tanú* [Le témoin], Hongrie, 1969. Le film est sorti clandestinement en 1969 et sera projeté dans les salles publiques dès 1979.

[26] Molnár Miklós, *De Béla Kun à János Kádár…*, p. 166.

[27] Ce sont les termes du chef de la propagande József Révai à l'inauguration de la statue monumentale de Staline.

[28] Klimó Árpád von, *Ungarn seit 1945*, Göttingen : Vandenhoeck & Ruprecht, 2006, p. 35-376 ; Fejtő François, *1956, Budapest…*, p. 53-55 ; Molnár Miklós, *De Béla Kun à János Kádár…*, p. 214.

[29] Kecskeméti Charles, « Morphologie et mécanismes d'une révolution : Budapest 1956 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, (83), 2006, p. 26 ; Applebaum Anne, *Rideau de fer…*, p. 576 et suivantes.

les écrivaines et les écrivains se plient aux exigences « *dans l'intérêt suprême de l'édification du socialisme* »[30]. Pour procéder à ces intimidations, l'État peut compter sur une bureaucratie élargie de fonctionnaires, soldats, membres de l'ÁVH et du Parti, un vaste maillage d'informateurs en tout genre : près d'un million de personnes qui « *enregistrent, contrôlent, comptabilisent, endoctrinent, mouchardent* »[31].

On assiste à une collectivisation rapide et policière de la paysannerie. Les agriculteurs qui possèdent plus de 12 hectares de terrains, les *koulaks*, sont expropriés et ceux qui avaient reçu des terres lors de la réforme agraire de 1945 les perdent en étant contraints d'intégrer les coopératives (kolkhozes) ou les fermes d'État (sovkhozes). Les paysannes et paysans qui refusent de rejoindre les coopératives sont victimes d'injustices, doivent effectuer des livraisons obligatoires et subissent des réquisitions. Ils doivent vendre la quasi-totalité de leur production à l'État pour des prix trop bas et les quotas impossibles à respecter ont tendance à les rendre hostiles au régime[32].

Les conséquences économiques, politiques et sociales

Parallèlement à ces mesures de collectivisation qui touchent plus de la moitié de la population, on assiste à une industrialisation aux conséquences néfastes sur l'économie. Appuyé par Staline, le pays mise exclusivement sur l'industrie lourde, qui comprend l'industrie de l'armement, et mène tambour battant un plan quinquennal (1950-1954) prévoyant de quintupler cette production. Ce choix est parallèle au renforcement de l'armée : entre 1950 et 1952, elle engloutit 25 % du budget de l'État. Renforçant artificiellement la classe ouvrière, le régime proclame le travail comme fondement de l'ordre social. Principalement recrutés dans les milieux ruraux, et parfois sortis ainsi de la misère, le nombre d'ouvrières et ouvriers se multiplie par deux en quatre ans[33].

---

[30] Fejtő François, *1956, Budapest…*, p. 54.

[31] Fejtő François, *1956, Budapest…*, p. 61.

[32] Lendvai Paul, *Les Hongrois : mille ans d'histoire*, Lausanne : Les Éditions Noir sur Blanc, 2006, p. 525 ; Molnár Miklós, *Histoire de la Hongrie…*, p. 391 ; Fejtő François, *1956, Budapest…*, p. 57.

[33] Molnár Miklós, *Histoire de la Hongrie…*, p. 391 ; Fejtő François, *1956, Budapest…*, p. 56 ; Lendvai Paul, *Les Hongrois…*, p. 525 ; Krakovsky Roman, *L'Europe centrale et orientale…*, p. 195 ; Fejtő François, *1956, Budapest…*, p. 56-58 ; Soulet Jean-François, *Histoire de l'Europe de l'Est…*, p. 94.

La nationalisation des commerces et de l'industrie, l'insuffisance de la production agricole, la présence de personnes incompétentes à tous les échelons de la société, ainsi que la négligence des planificateurs, mènent à des crises et à des pénuries d'envergure. Une situation que l'historien Miklós Molnár dépeint ainsi : « *neuf millions de Hongrois font la queue devant les magasins; les usines devant leurs fournisseurs; les entreprises d'État devant les caisses du même État.* »[34] La propagande qui vante les avantages d'une Hongrie « *de fer et d'acier* » et qui promet une augmentation du pouvoir d'achat de 50 % ne se concrétise pas : le salaire réel baisse de 20 % entre 1949 et 1952 et le rationnement est même réintroduit au début des années 1950[35]. Enfin, les déclassements des uns et les privilèges des autres selon le passé de la famille créent une situation carnavalesque. Comme le résume l'une de nos témoins Katalin Révész : « *des cordonniers pouvaient être chefs d'orchestre, des comtesses travaillaient – mal – à la plonge* »[36].

Nous avons évoqué les quelques possibilités d'émigrer jusqu'à 1947. Vu la fermeture quasiment hermétique des frontières vers l'Autriche et la Yougoslavie, la situation change en 1948. Si les règles officielles qui régissent l'octroi des visas sous l'ère Rákosi ne sont que partiellement connues des historiennes et historiens, on sait que la surveillance de la frontière est gérée à cette époque par l'ÁVH. En plus du verrouillage technique, des bataillons patrouillent dans un rayon de cinq à dix kilomètres de la frontière pour repérer les fuyards. Les voyages à l'étranger deviennent quasiment impossibles et celles et ceux qui y aspirent sont considérés par le régime comme de potentielles dissidentes et dissidents. Le simple fait de demander un visa est assimilé à une manifestation d'anticommunisme. Il n'est pas rare que le ministère de l'Intérieur n'accorde un visa qu'à une partie de la famille. Par cette stratégie, un ou plusieurs « otages » sont retenus en Hongrie de manière à ce que le retour des potentielles dissidentes et dissidents soit garanti. Le but de ces mesures est principalement économique : les pays qui suivent le modèle soviétique et qui investissent massivement dans l'industrie combattent continuellement le manque de main-d'œuvre. L'émigration aggrave la situation. Cela explique aussi en partie l'emploi massif des femmes et le recrutement de populations rurales[37].

---

[34] Molnár Miklós, *Histoire de la Hongrie…*, p. 391 ; Molnár Miklós, *De Béla Kun à János Kádár…*, p. 209-212 ; Fejtő François, *1956, Budapest…*, p. 55-56.

[35] Lendvai Paul, *Les Hongrois…*, p. 523-524.

[36] Entretien avec Katalin Révész, Lausanne, 10 juillet 2015.

[37] Lénárt András, « Fluchtgeschichten von 1956er Jugendlichen »…, p. 471 ; Dövényi Zoltán, Vukovic Gabriella, « Ungarn und die internationale Migration »…, p. 271.

D'autres personnes sont poussées à fuir illégalement, soit parce qu'elles savent qu'elles n'obtiendront pas de visa, soit parce qu'il ne leur a pas été délivré[38]. Comme des dizaines de milliers d'autres, le poète Lajos Major-Zala s'est résolu à quitter son pays. Étudiant à Sopron, il est incité par un professeur à prendre la direction d'un groupe d'étudiants communistes, poste qu'il refuse en affirmant publiquement son patriotisme. Il est exclu avec effet immédiat. De retour dans son village, il est « prié » par le maire communiste de Tornyiszentmiklós de participer à la campagne pour les dernières élections libres de mai 1949, ce à quoi il s'oppose. Sentant l'étau se resserrer et ses perspectives limitées, il décide de fuir, d'abord en Yougoslavie, puis, après plusieurs tentatives ratées et internements, en Autriche. Une fois en Suisse, il déclare : « *Je ne peux rentrer en Hongrie. Cela causerait ma perte.* »[39]

La tentative d'émigration illégale peut être punie de plusieurs mois de prison. Elle est aussi dangereuse, particulièrement depuis 1948. Jusqu'à 1953, 300 000 mines sont installées, non sans causer des accidents qui ne touchent d'ailleurs pas seulement les dissidentes et dissidents en fuite[40]. Tout contact transfrontalier est ainsi quasiment annihilé alors même que de nombreux parents de mêmes familles se trouvent de part et d'autre de la frontière austro-hongroise[41].

Au niveau politique, à l'exception de la frange la plus staliniste, la valse des dirigeants continue. En désaccord avec la collectivisation brutale et mis sur la touche, Imre Nagy est rappelé en 1952 comme ministre-président[42]. Nous pouvons citer l'exemple de János Kádár. Meilleur ami de Rajk, il participe pourtant à sa chute, doit assister personnellement à sa pendaison[43], puis devient son successeur au poste des Affaires étrangères avant de tomber

---

[38] Pour ces années précises, le nombre de personnes qui ont quitté illégalement le pays n'est pas connu : Szászi Ferenc, « Adatok a magyar kivándorlás történetéhez. 1945-1989 » [Données sur l'histoire de l'émigration hongroise], *Történelmi Szemle*, (3-4), 1993, p. 314.

[39] Abschrift, Kantonspolizei St Gallen, St Margarethen, 5 septembre 1930, CH-BAR#E4320B#1991/243# 3410*.

[40] Varga Eva, « Technische und mentalitätsgeschichtliche Aspekte des Eisernen Vorhangs an der österreichisch-ungarischen Grenze 1949-1956 », in Haslinger Peter, *Grenze im Kopf: Beiträge zur Geschichte der Grenze in Ostmitteleuropa*, Francfort-sur-le-Main : Peter Lang, 1999, p. 116-117.

[41] Gecsényi Lajos, « An der Grenze zweier Machtblöcke, Zu den ungarisch-österreichischen Beziehungen 1945-1965 », in Lengyel Zsolt (éd.), *Ungarn-Jahrbuch*, (27), 2004, p. 271.

[42] Rainer János M., *Imre Nagy. Vom Parteisoldaten zum Märtyrer des ungarischen Volksaufstands. Eine politische Biographie 1896-1958*, Paderborn : Ferdinand Schöningh, 2006, p. 77-78.

[43] Lendvai Paul, *Les Hongrois…*, p. 527.

lui aussi sous la disgrâce. Emprisonné en 1951, il est condamné puis libéré en 1954. La chasse aux sorcières concerne aussi les militantes et militants les plus zélés, en premier lieu ceux qui n'ont pas séjourné en URSS[44].

Dans ce sombre tableau, relevons les acquis positifs, fers de lance de la propagande communiste. L'égalité hommes-femmes – si elle ne fait pas disparaître la domination masculine – permet tout de même aux femmes un accès dégenré aux études et aux professions[45]. En 1954, le *Bulletin hongrois*, une revue de propagande destinée au public francophone, vante les mérites de la démocratie populaire qui a « *émancipé les femmes hongroises* […], *facilite de mille façons les travaux des ménagères et protège efficacement les mères et les enfants* ». On compte alors 52 femmes députées et les filles représentent 25 % des universitaires[46].

Deuxièmement, l'État investit dans la démocratisation de la culture et des études. On construit à tour de bras cinémas, théâtres, bibliothèques, maisons de la culture et on permet à des classes jusque-là défavorisées des provinces d'accéder quasiment gratuitement aux offres. Les écrivaines et écrivains, les artistes peuvent enfin vivre dignement, à condition bien sûr de se conformer à la ligne de Révai, le chef de la propagande. Les réformes de l'instruction publique permettent aux enfants des couches les plus basses de la société d'avoir un meilleur accès aux études supérieures[47]. Améliorations qu'ont connues certaines et certains de nos témoins : d'aucuns ont bénéficié de possibilités d'ascension sociale, impensables pour leurs parents, domestiques dans le cas de Mária Szőregi, artisans dans celui de Béla Márai[48].

---

[44] Quelques exemples de ce type de disgrâces dans : Molnár Miklós, *De Béla Kun à János Kádár…*, p. 114 ; Molnár Miklós, *Histoire de la Hongrie…*, p. 388 ; Fejtő François, *1956, Budapest…*, p. 53 ; Lendvai Paul, *Les Hongrois…*, p. 526.

[45] Concernant les questions de genre et le féminisme sous le régime communiste, on se rapportera aux travaux d'Andrea Pető, notamment : Pető Andrea, *Women in Hungarian politics, 1945-1951*, Boulder : East European Monographs, 2003 ; Pető Andrea, Szabó Szilvia (éd.), *Fel a tettek mezejére, polgártársnőim!' Nők és a férfiak esélyegyenlősége Magyarországon* [« Action, concitoyennes ! » L'égalité des chances pour les femmes et les hommes en Hongrie], Budapest : A Nők a Valódi Esélyegyenlőségért Alapítvány, 2003.

[46] Bimensuel édité en plusieurs langues, *Le Bulletin hongrois* devient dès 1955 la *Revue hongroise*. Cet outil de Soft power se libéralise progressivement pour disparaître en octobre 1956 puis réapparaître en 1957. « Conférence nationale des femmes hongroises », *Bulletin hongrois*, n° 161, 5 mars 1954.

[47] Notamment par la mise en place d'études surveillées l'après-midi, Lévy-Bruhl B., « Réforme de l'enseignement en Hongrie », *Enfance*, 2(1), 1949, p. 82-88.

[48] Entretiens avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015 et Béla Márai, Genève, 12 octobre 2013.

Troisièmement, des efforts sont constatés dans la construction de logements même s'il faut attendre les années 1960 pour de vraies politiques efficaces. Comme en RDA (Stalinstadt, 1953) et en Pologne (Nowa Huta, 1949), une ville idéale, Sztálinváros (1949) est construite à partir de rien et fait office de laboratoire des projets urbanistiques socialistes[49].

Mais la répression a marqué les esprits de la plupart des familles en Hongrie. Un climat de peur s'est durablement installé dans le pays et a pour conséquence une passivité certaine et une opposition annihilée : « *L'attitude des gens dans les usines reste déterminée par cette pauvre sagesse, qu'en bouche close, n'entre point de mouche* »[50]. La timide amélioration des années suivantes ne fera pas oublier ces années aux insurgées et insurgés de 1956, ainsi qu'aux personnes qui quitteront le pays. Elles pouvaient craindre qu'une nouvelle terreur de ce type s'abatte sur la Hongrie au moment de l'invasion des troupes soviétiques.

1.3 Après Staline. Le « Nouveau Cours » (1953-1956)

La parenthèse Nagy

La mort de Staline le 5 mars 1953 provoque une lutte de succession acharnée au Kremlin. Conscients des dérives du régime, les dirigeants sont d'accord sur un point : la nécessité de mener un nouveau cours dans le Bloc soviétique. Ils décident de réduire le tempo de la construction socialiste et faire des concessions sur quelques principes staliniens en URSS et dans les républiques satellites[51].

Si quelques remous antisoviétiques ont été observés avant la mort de Staline, c'est surtout au printemps 1953 que dans la sphère d'influence de l'URSS, des groupes d'ouvriers font grève, manifestent ou résistent aux mesures des régimes. En Bohème et en Moravie, des révoltes parties des

[49] Molnár Virág, « À la recherche de la maison socialiste idéale dans la Hongrie post-stalinienne », in Ragaru Nadège, Capelle-Pogàcean Antonela (éd.), *Vie quotidienne et pouvoirs sous le socialisme : la consommation revisitée*, Paris : Karthala, 2010, p. 277-348 ; Applebaum Anne, *Rideau de fer…*, p. 625-662.

[50] Il s'agit de la réponse d'un ouvrier à un groupe d'intellectuelles et d'intellectuels qui, en 1956, s'interrogeait sur la passivité du monde ouvrier : Fejtő François, *1956, Budapest…*, p. 62.

[51] Fejtő François, *Histoire des démocraties populaires II, Après Staline, 1953-1979*, Paris : Éditions du Seuil, 1972, p. 9-34.

usines Staline s'attaquent aux symboles soviétiques. La colère gronde en Bulgarie, puis en RDA. C'est à Berlin que la contestation est la plus forte : les manifestations ouvrières dégénèrent en émeutes et sont brutalement réprimées[52].

La Hongrie est perçue par le Kremlin comme un potentiel foyer de crises, car la situation économique particulièrement désastreuse rend le régime plus impopulaire que jamais, aussi bien dans les milieux urbains que ruraux. C'est, entre autres, ce qui explique un tournant difficilement imaginable avant la mort de Staline : Rákosi est convoqué au printemps 1953 dans l'ancien bureau de Staline et il est durement réprimandé par le Premier ministre soviétique Gueorgui Malenkov. Il oblige Rákosi à démissionner au profit d'Imre Nagy qui a la sympathie de plusieurs hauts dignitaires[53]. Nagy, devenu ainsi Premier ministre, est censé gouverner sur le modèle dualiste qui vient d'être adopté en URSS, c'est-à-dire en « partenariat » avec le Secrétaire du Parti : l'indéboulonnable Rákosi[54]. Nagy attaque frontalement le quatuor Rákosi, Farkas, Gerő et Révai, d'abord lors de différents exposés confidentiels, puis dans un célèbre discours tenu devant le parlement le 4 juillet 1953[55]. À partir de ce moment, en partie gêné par Rákosi qui s'attelle à saboter ses réformes, mais appuyé par Moscou, Nagy met en place son « Nouveau Cours », une évolution politique parallèle au dégel post-Staline.

János Rainer, l'historien spécialiste de 1956, propose une analyse approfondie de l'évolution politique de la Hongrie et de Nagy, passé progressivement de « *soldat du parti* »[56], à « *révolutionnaire malgré lui* »[57]. Les historiennes et historiens ont souvent insisté sur ses efforts pour mettre en œuvre un communisme à visage humain. En 1953, son « Nouveau Cours » a trois objectifs principaux. Le premier est défini par la correction de politiques menées entre 1948 et 1953 : levée des mesures contraignantes pour le monde agricole, autorisation de dissoudre les kolkhozes et libre choix entre fermes collectives et fermages,

---

[52] Soulet Jean-François, *Histoire de l'Europe de l'Est…*, p. 112-113.

[53] Nagy avait l'avantage de ne pas être juif et d'être populaire, au contraire de Rákosi, Gerő, Farkas et Révai. À ce sujet : Applebaum Anne, *Rideau de fer…*, p. 280-285 ; Fejtő François, *1956, Budapest…*, p. 62.

[54] Il s'agissait d'appliquer le principe léniniste de direction collective. Lendvai Paul, *Les Hongrois…*, p. 530.

[55] Pour un récit très vivant de ce moment : Kopácsi Sándor, *Au nom de la classe ouvrière : les mémoires du préfet de police de Budapest en 1956*, Paris : Robert Laffont, 1979, p. 82-83.

[56] Rainer János M., *Imre Nagy. Vom Parteisoldaten zum Märtyrer des ungarischen Volksaufstands. Eine politische Biographie 1896-1958*, Paderborn : Ferdinand Schöningh, 2006.

[57] L'expression est de Molnár Miklós, *Histoire de la Hongrie…*, p. 396.

soutien de l'artisanat. Les amnisties prononcées dès l'automne 1953 font aussi partie de ce premier objectif qui fera de Nagy le premier dirigeant communiste populaire en Hongrie : libération des détenus internés et des *kitelepítettek* qui peuvent bientôt rentrer chez eux et se déplacer librement en Hongrie, fin de l'arbitraire policier et des mesures contre les *koulaks* et autres « ennemis de classe ». Ces mesures d'assouplissement concernent en tout 784 000 personnes. Le deuxième axe concerne la vie politique. Il réserve une place pour la critique au sein du Parti et prône un certain degré de liberté d'expression dans la presse. Il se prononce bientôt pour la reconstitution d'un front populaire en incluant les membres des partis dissous. Troisièmement, Nagy propose des mesures économiques : réorganisation et révision de la politique économique pour l'axer sur l'industrie légère et la production de biens de consommation, le but étant d'en finir avec les pénuries. Cette politique porte en partie ses fruits : le pouvoir d'achat croît progressivement par l'augmentation des salaires et la population peut bénéficier d'une baisse des prix en partie liée au nouveau dynamisme donné à la paysannerie. Une nouvelle confiance s'est instaurée entre les milieux intellectuels et ecclésiastiques à qui Nagy tend la main, pendant que les anciens cadres du Parti, pour la plupart encore présents, avalent des couleuvres et désavouent Nagy dans des contre-discours ou des pratiques. Les milieux intellectuels – dont les rangs sont gonflés par le retour de très nombreux anciens prisonniers et prisonnières – se sentent pousser des ailes, reprennent espoir et se mobilisent autour de Nagy ou débattent presque librement du « Nouveau Cours »[58].

L'opposition se renforce

C'est une lutte de succession à Moscou et le contexte international qui vont influencer la suite. Après l'entrée de la République fédérale d'Allemagne dans l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), prévoyante, l'URSS prépare un accord qui formalise une réalité déjà tacite et basée sur des accords bilatéraux avec les démocraties populaires : en mai 1955 le Pacte de Varsovie

[58] Klimó Árpád von, *Ungarn seit 1945…*, p. 26 ; Fejtő François, *Histoire des démocraties populaires II…*, p. 23-25 ; Rainer János M., « Imre Nagy, le penseur et le politique », in Collectif, *Communisme*, n° 88-89 - *La Révolution hongroise de 1956. Nouvelles Approches*, Paris : L'Âge d'Homme, 2006-2007, p. 61-76 ; Rainer János M., *Imre Nagy. Vom Parteisoldaten zum Märtyrer…*, p. 87-94 ; Applebaum Anne, *Rideau de fer…*, p. 743-744, 764-765 ; Molnár Miklós, *Histoire de la Hongrie…*, p. 395 ; Lendvai Paul, *Les Hongrois…*, p. 532.

est entériné. Une alliance militaire qui prévoit une assistance mutuelle en cas de conflit et qui autorise le stationnement de soldats soviétiques en Hongrie[59].

Parallèlement, Moscou entame une détente progressive en matière de relations internationales : accords de Genève mettant fin à la guerre de Corée (1954), bonne entente avec la Chine de Mao Zedong, réhabilitation et réconciliation avec Tito (mai 1955), réhabilitation de milliers d'anciennes et anciens militants exécutés en URSS, y compris de Pologne et de Hongrie, appels à la coexistence pacifique, neutralité de l'Autriche et départ des troupes d'occupation (octobre 1955), amnistie envers les dissidentes et dissidents passés à l'Ouest[60]. Autant d'éléments qui font croire au dégel et à une promesse de libéralisation dans les démocraties populaires. La réconciliation de l'URSS avec la Yougoslavie laisse envisager un possible pluralisme et des voies propres à chaque pays pour édifier le socialisme. Entre-temps, Malenkov, principal soutien de Nagy, est finalement écarté par Nikita Khrouchtchev fin 1954. Les réformes ambitieuses de Nagy sont donc remises en question et on lui enjoint même plus d'orthodoxie. Rákosi profite de la situation et d'ennuis de santé de Nagy pour le faire révoquer en mars 1955. Refusant cette fois de faire son autocritique, Nagy est exclu du Parti. En peu de temps, Rákosi et son clan prennent des mesures qui rappellent les années 1948-1953 et se mettent à dos les milieux intellectuels qui ont entre-temps été habitués à une forme de (timide) liberté d'expression. Censure et licenciements sont à nouveau monnaie courante. Mais, lui-même sur un siège éjectable, Rákosi ne peut plus aller aussi loin que par le passé et son autorité bat de l'aile. Nagy a eu le temps de gagner en popularité et en étant écarté, il passe auprès d'une large couche de la population comme un sauveur potentiel[61].

Des formes diverses de contestation se mettent en place. L'Union des écrivains hongrois est au centre d'une lutte contre Rákosi et ses mesures de censure[62]. Un esprit de révolte gagne progressivement une partie de l'*intelligentsia*, principalement des jeunes produits de la promotion sociale ou des communistes critiques, à l'exemple de l'écrivain Tibor Déry, 60 ans, bon

[59] Fejtő François, *Histoire des démocraties populaires II…*, p. 53.

[60] Ce point sera abordé, *infra*, Chapitre 5.

[61] Fejtő François, *Histoire des démocraties populaires II…*, p. 35-54, 60-63 ; 204 ; Molnár Miklós, *Histoire de la Hongrie…*, p. 395-397.

[62] Un remarquable ouvrage qui regroupe des traductions françaises de leurs écrits sur 1956 a été récemment publié : Métayer Guillaume (éd.), *Budapest 1956 : la révolution vue par les écrivains hongrois : anthologie*, Paris : Le Félin, 2016.

élève du système, passé dans la dissidence. D'aucuns se solidarisent avec les journalistes pro Nagy récemment licenciés du *Szabad Nép* [Le Peuple libre], l'organe du Parti. Des ponts se créent entre le monde ouvrier et les milieux intellectuels contestataires. L'*Irodalmi Újság* [La Gazette littéraire, organe de l'Union des écrivains] publie enquêtes, lettres et interviews d'ouvrières et ouvriers d'usine qui expriment leur amertume face à ce système auquel beaucoup croyaient[63].

C'est dans ce mélange de luttes symboliques et de dégel général que survient, en février 1956, le xx^e^ Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. Le rapport présenté par Khrouchtchev qui condamne certains crimes de Staline ainsi que le culte de la personnalité donne un coup de fouet à la rébellion du monde intellectuel qui y voit un espoir de démocratisation[64]. Rákosi s'efforce alors de prendre le pli et réhabilite László Rajk. Alors que les réunions du Comité central du Parti bouillonnent, le débat sort bientôt de la confidentialité. Créé en 1955, le Cercle Petőfi, un groupe de jeunes intellectuelles et intellectuels issus des jeunesses communistes, offre une plateforme inédite au débat puis, à la contestation. Des foules d'auditeurs et d'auditrices se pressent pour écouter des débats informels et souvent houleux sur la philosophie, l'économie, l'histoire, l'historiographie, toujours en écho avec la situation politique. Dès l'hiver 1955, le Cercle est également fréquenté par des membres de délégations des usines de Budapest[65]. Le 20 mai 1956, c'est le xx^e^ congrès qui est frontalement abordé. Fin juin, près de 2 000 personnes écoutent avec émotion Júlia Rajk qui dénonce les méthodes passées et présentes des autorités : « *Vous n'avez pas tué que mon mari, vous avez tué toute dignité dans notre pays.* »[66] Faute de place, les séances sont bientôt retransmises au haut-parleur dans la rue. Le 7 juillet, un débat sur la liberté de la presse attire 7 000 personnes. À l'issue des séances, la foule lance des

[63] Fejtő François, *1956, Budapest, l'insurrection…*, p. 68 ; Pittaway Mark, « The Reproduction of Hierarchy : Skill, Working-Class Culture, and the State in Early Socialist Hungary », *The Journal of Modern History*, 74(4), 2002, p. 737-769 ; Hall Simon, *1956 : Welt im Aufstand*, Stuttgart : Klett-Cotta, 2016, p. 185.

[64] Le rapport « secret » ne tarde pas à être dévoilé en Occident et dans le Bloc de l'Est : Fejtő François, *Histoire des démocraties populaires II…*, p. 55 et suivantes ; Applebaum Anne, *Rideau de fer…*, p. 767-769.

[65] Fejtő François, *1956, Budapest, l'insurrection…*, p. 69. Applebaum Anne, *Rideau de fer…*, p. 760-767.

[66] Cité par Fejtő François, *1956, Budapest, l'insurrection…*, p. 70 ; Pető Andrea, « Hongrie 1956, Júlia Rajk ou le pouvoir du deuil », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, 2015, (41), p. 151-163.

appels pro Nagy et l'atmosphère devient électrique à Budapest[67]. En Pologne, des contestataires commencent à prendre la parole et entretiennent l'espoir d'un semblant d'indépendance et d'une démocratisation. En juin, les ouvriers de la fabrique de locomotives de Poznań se mettent en grève. Les langues se délient, les slogans antirusses fusent, la grève se mue en émeutes, sévèrement réprimées[68]. En Hongrie, Rákosi et ses partisans s'efforcent d'éteindre l'incendie en dénonçant le Cercle Petőfi auprès de différentes usines où les ouvrières et ouvriers ont progressivement vent des revendications. Comprenant que Rákosi est devenu un fardeau, les hommes du Kremlin le poussent à la démission. Ce dernier annonce son retrait « *pour raisons de santé* » en juillet 1956 mais un « sous-fifre » de Rákosi et stalinien irréductible Ernő Gerő est nommé à son poste. Nagy n'est toujours pas rappelé au gouvernement, tout juste lui redonne-t-on sa carte du Parti[69].

Malgré ce régime plein d'ambiguïtés, de nombreux témoins évoqueront le vent de liberté qui souffle pendant l'été 1956, dans la presse, les publications diverses, les tribunes improvisées et la rue. Des productions culturelles flirtent avec les limites jusque-là imposées d'une main de fer par le Parti, à l'image de la parution du roman de Tibor Déry *Niki, l'histoire d'un chien,* qui raconte les heures les plus sombres du rákosisme[70]. À Budapest, une vie trépidante agite les cafés et les fameux *espresso*, ces locaux souvent ouverts toute la nuit. À Csepel, le faubourg industriel et ouvrier de Budapest, l'agitation se fait sentir. Pour protester contre le manque chronique de certaines denrées, des vitrines de magasins d'État sont brisées. Des ouvrières et ouvriers font des grèves épisodiques en ignorant les réprimandes des agents du Parti. En province, les débats sont tout aussi animés que dans la capitale. Dans les assemblées d'usines et fabriques de certaines villes, des porte-paroles décomplexés relèvent l'insuffisance des salaires[71].

---

[67] Fejtő François, *1956, Budapest, l'insurrection…*, p. 71 ; Molnár Miklós, *Histoire de la Hongrie…*, p. 398 ; Hall Simon, *1956: Welt im Aufstand…*, p. 182.

[68] Békés Csaba *et al.* (éd.), *The 1956 Hungarian Revolution: a History in Documents*, Budapest : CEU Press, 2002, p. XXXV ; Fejtő François, *Histoire des démocraties populaires II…*, p. 61.

[69] Sebestyen Victor, *Budapest 56: les 12 jours qui ébranlèrent l'empire soviétique*, Paris : Calmann-Lévy, 2006, p. 132-133 ; Fejtő François, *1956, Budapest, l'insurrection…*, p. 72 ; Hall Simon, *1956: Welt im Aufstand…*, p. 183 ; Molnár Miklós, *Histoire de la Hongrie…*, p. 399 ; Lendvai Paul, *Les Hongrois…*, 2006, p. 534-535.

[70] Déry Tibor, *Niki, l'histoire d'un chien*, Belval : CIRCE, 2010 (1956). Le roman raconte l'ascension progressive, puis la chute d'un couple de communistes consciencieux avec comme toile de fond ce qui a fait le quotidien de nombreux Hongrois pendant ces années : pénuries, partage d'appartements, corruption, zèle administratif, etc.

[71] Hall Simon, *1956: Welt im Aufstand…*, p. 184-186.

Autre signe d'ouverture : le retour du tourisme. Déjà bien amorcé en 1954-1955, le tourisme rencontre un succès grandissant, particulièrement au cours de l'été 1956. La *Revue hongroise* rend compte de ce renouveau en racontant la visite d'un groupe test de 200 touristes suisses organisée par les Chemins de fer fédéraux (CFF) qui voient « *les conditions dans lesquelles les villes visitées pourraient accueillir les touristes suisses, assez exigeants comme on le sait* ». Si un agriculteur rapporte que les rues de Pest ne lui semblent pas assez propres, une propriétaire d'un salon de cosmétique s'avoue impressionnée par le fait qu'il y a 81 députées pour représenter les jeunes filles et les femmes de Hongrie. Le caractère propagandiste de cet article témoigne d'un enthousiasme bien réel et un espoir d'ouverture : « *Tout permet de croire que les premières hirondelles suisses seront bientôt suivies d'autres!* »[72] Enfin, autre signe d'ouverture, déjà amorcé en 1955, la détente des relations entre l'Autriche et la Hongrie – concrétisée par différents accords – devient tangible au début de l'été 1956 : les gouvernements décident alors la suppression des installations techniques à la frontière hungaro-autrichienne[73].

Le 6 octobre 1956, Rajk est enterré solennellement à Budapest. Ce moment n'est pas dénué d'ironie : Gerő est en vacances en Crimée, Nagy est présent aux côtés de Julia Rajk au milieu de milliers de badauds, sympathisantes et sympathisants venus rendre hommage à une victime dont la condamnation a été approuvée par Staline lui-même. Pourtant, Rajk était détesté de son vivant. Architecte de la terrible police politique, il est notamment responsable du procès préfabriqué de Mindszenty pour ne citer que l'une de ses victimes. Qu'importe, il devient le martyr désigné des années Rákosi. Cet enterrement, ensevelissement symbolique du stalinisme, est le prélude à l'Insurrection[74].

Conditions de vie sous le dégel

Si le dégel pendant l'intervalle 1953-1956 est bien réel, des historiennes et historiens ont nuancé son impact effectif sur le quotidien de la population hongroise. Les difficultés persistantes pour sortir du pays illustrent ce constat. Un voyage de l'autre côté du Rideau de fer demeure un privilège inaccessible à la majorité. En 1954, sur 3 040 Hongroises et Hongrois à avoir voyagé vers

[72] Matolcsy Károly, « Touristes suisses à Budapest », *Revue hongroise*, n° 6(18), juin 1956, p. 16.
[73] Gecsényi Lajos, « An der Grenze zweier Machtblöcke… », p. 272-274.
[74] Lendvai Paul, *Les Hongrois…*, p. 520-535 ; Sebestyen Victor, *Budapest 56…*, p. 146-155 ; Hall Simon, *1956 : Welt im Aufstand…*, p. 272-273.

l'Ouest, seuls 95 d'entre eux sont des privés. Ce sont les fonctionnaires du Parti, membres de l'*intelligentsia*, artistes, sportifs et sportives qui sont autorisés à découvrir les pays capitalistes. Mais les possibilités de voyager sont tout de même en augmentation. Des groupes de touristes se rendent même à Vienne, rivale historique de Budapest, et racontent ce qu'ils ont vu : des étalages et boutiques pleins de produits frais et de qualité dont pouvait bénéficier tout un chacun. Malgré les améliorations, le gouvernement hongrois craint un afflux de ses ressortissantes et ressortissants vers l'Ouest, en témoigne sa décision durant l'été 1955 de renforcer par un contingent de 1 000 hommes les 350 kilomètres de frontière et d'ajouter des postes[75].

Le niveau de vie s'est élevé mais il est encore loin d'être satisfaisant. En octobre 1954, l'organe du Parti, le *Szabad Nép* réalise une enquête pour présenter l'étendue du travail. Ses journalistes dénoncent les statistiques truquées et soulignent les problèmes sociaux qui touchent nombre d'ouvrières et ouvriers : appartements surpeuplés, salaires relativement bas ; conditions de travail médiocres[76]. Si les *kitelepítettek* ont pu retrouver leur logement, ceux-là ont entre-temps été remplis comme en témoigne l'une de nos témoins Katalin Révész : « *Dans notre appartement, soi-disant trop grand pour nous, on avait entassé une famille de gens de la campagne* […] *qui nous détestait et qui voulait nous faire partir, pour posséder tout l'appartement.* »[77] La relative liberté d'expression qui caractérise le printemps et l'été 1956 a permis à des journalistes de proposer des enquêtes sur les conditions de vie des Hongroises et Hongrois. Elles illustrent les problèmes quotidiens à la veille de l'Insurrection. À titre d'exemple, en juin 1956, dans le journal destiné aux femmes *Nők Lapja*, le journaliste Tibor Tardos dénonce le désespoir des jeunes filles à Budapest à travers l'exemple de quatre ouvrières dans une fabrique de lampes, contraintes de loger dans des chambres misérables sans perspectives d'avenir[78]. En province, la situation n'est pas meilleure. Le journaliste Tamás Aczél passe quant à lui une semaine dans un petit village. Il révèle le manque de produits alimentaires de base tels que la graisse et rend compte des étalages semi-vides du marché. Là aussi, le silence et l'apathie sont de mise, conditionnés par une peur diffuse d'être dénoncé[79]. Les consommateurs subissent toujours des

[75] Lendvai Paul, *Les Hongrois…*, p. 546 ; Hall Simon, *1956: Welt im Aufstand…*, p. 184 ; Gecsényi Lajos, « An der Grenze zweier Machtblöcke… », p. 273-274.

[76] Applebaum Anne, *Rideau de fer…*, p. 762 et 766.

[77] Entretien avec Katalin Révész, Lausanne, 10 juillet 2015.

[78] Tardos Tibor, « Egyedül Budapesten [seule à Budapest] », *Nők Lapja*, n° 23, 7 juin 1956, cité dans Hall Simon, *1956: Welt im Aufstand…*, p. 177.

[79] *Béke és Szabadság* [Paix et liberté], n° 19, mai 1956.

pénuries de denrées alimentaires, mais aussi de savon et d'articles de base[80]. Dans ce contexte, on peut comprendre l'attraction que suscite l'abondance de l'Occident, vantée par Radio Free Europe.

1.4 L'Insurrection d'octobre 1956

Le soulèvement

Dès l'automne, la situation devient explosive en Europe centrale. En Hongrie, le mécontentement, déjà bien audible pendant l'été, est attisé par l'annonce des recettes gouvernementales du très impopulaire Gerő : industrialisation accélérée, collectivisation. Le 16 octobre à Szeged, des universitaires fondent une organisation indépendante du Parti et, acte impensable jusqu'à il y a peu, ils impriment tracts et journaux pour annoncer leurs revendications, parmi lesquelles le retrait des troupes d'occupation et la tenue d'élections[81].

En octobre 1956, le Parti ouvrier unifié polonais décide la réintégration et la nomination de Władysław Gomułka au poste de Premier secrétaire. Tous les regards se tournent vers Moscou : quelle sera la réaction de Khrouchtchev ? En promettant de rester loyal à l'URSS et de ne pas remettre en question le pacte de Varsovie, Gomułka négocie habilement. Il n'y aura pas d'intervention russe en Pologne et la crise se résout pacifiquement. Dans la Hongrie voisine, cette concession et la mobilisation autour de Gomułka donnent des ailes à l'opposition[82].

Le 22 octobre, 5 000 étudiantes et étudiants budapestois se réunissent à l'Institut universitaire de technologie par le biais de l'association officielle de la jeunesse, l'Union de la jeunesse travailleuse[83]. Cette réunion débat dans un premier temps de réformes propres aux milieux universitaires, parmi lesquelles un enseignement moins orienté sur le marxisme-léninisme mais aussi des possibilités d'étudier les langues occidentales. L'après-midi, dans une ambiance survoltée, les discussions portent sur l'avenir du pays et

[80] Ther Philipp, *Die Aussenseiter: Flucht…*, p. 236.
[81] Békés Csaba *et al.* (éd.), *The 1956 Hungarian Revolution…*, p. 13 ; Hall Simon, *1956: Welt im Aufstand…*, p. 275 ; Krakovsky Roman, *L'Europe centrale et orientale…*, p. 205 ; Fejtő François, *1956, Budapest, l'insurrection…*, p. 29.
[82] Applebaum Anne, *Rideau de fer…*, p. 773-774.
[83] *Dolgozó Ifjúság Szövetsége* (DISz).

mènent à un manifeste en seize points qui demande entre autres le retrait des troupes soviétiques, la tenue d'élections libres, la liberté d'expression et la réinstauration de symboles nationaux. Les universitaires organisent une marche de solidarité avec le peuple polonais. Ils impriment tracts et appels à manifester par milliers, les distribuent dans les fabriques, les trams et en affichent partout dans la ville. Au siège du Parti, à deux pas du Danube, c'est la panique. Le Politburo décide d'interdire la manifestation avant de se rétracter de crainte de ne pas pouvoir la maîtriser[84].

Le 23 octobre, des centaines de milliers de personnes rejoignent bientôt le cortège. Devant la statue du poète Sándor Petőfi, on clame son hymne inspiré de la Révolution de 1848 contre la domination autrichienne *Talpra Magyar* (Debout Hongrois). Les étudiantes et étudiants de l'Université Karl Marx et des Beaux-Arts s'étant également mis en marche, ce sont les deux côtés du Danube qui sont noirs de monde. L'Hymne national hongrois mais aussi l'Internationale et la Marseillaise résonnent entre les slogans : « Les Russes à la maison » ; « Gerő dans le Danube » ! Au sein de la foule, et bientôt sur des dizaines de bâtiments, flottent des drapeaux hongrois percés d'un trou à l'emplacement de l'emblème communiste. Dans les villes de province comme Szeged, Miskolc ou Debrecen, des groupes manifestent devant des lieux symboliques, au départ de manière pacifique si l'on excepte quelques vitrines cassées. La foule se disloque ensuite en différents détachements, les uns feront tomber, après plusieurs heures de travail, la statue monumentale de Staline à la Place des Héros, les autres se massent devant le parlement en réclamant Nagy. Poussé par ses soutiens qui lui demandent de calmer les esprits, Nagy finit par se rendre au parlement (alors qu'il n'a aucune fonction) et prononce un discours sans micro, inaudible et, pour ceux qui l'ont entendu, décevant. Il prône la négociation « *vers le règlement des divergences* [en sauvegardant] *l'ordre constitutionnel et la discipline* »[85].

Enfin, plusieurs centaines de personnes se dirigent vers le bâtiment de la radio rue Bródy Sándor, fermement décidées à diffuser leurs revendications. C'est là que la situation dégénère. On ne saura jamais quel camp a tiré en

[84] Fejtő François, *1956, Budapest, l'insurrection…*, p. 29-35 ; Sebestyen Victor, *Budapest 56…*, p. 154, 405-406 ; Giraud Henri-Christian, *Le printemps en octobre: une histoire de la révolution hongroise*, Monaco : Éditions du Rocher, 2006, p. 15 ; Hall Simon, *1956: Welt im Aufstand…*, p. 276-277.

[85] Fejtő François, *1956, Budapest, l'insurrection…*, p. 34 et 37 (citation) ; Békés Csaba *et al.* (éd.), *The 1956 Hungarian Revolution…*, p. 192 ; Sebestyen Victor, *Budapest 56…*, p. 155 ; Sebestyen Victor, *Budapest 56…*, p. 174-175 ; Hall Simon, *1956: Welt im Aufstand…*, p. 278 ; Applebaum Anne, *Rideau de fer…*, p. 776 ; Sebestyen Victor, *Budapest 56…*, p. 172-174 ; Klimó Árpád von, *Ungarn seit 1945…*, p. 33-34.

premier[86]. Des agents de l'ÁVH défendent le bâtiment et un combat éclate entre eux et certains insurgés déjà armés, approvisionnés par des ouvriers qui travaillent dans des fabriques de munitions ou par des militaires sympathisants. La fusillade provoque la mort de seize révolutionnaires et cinq ÁVH[87]. C'est notamment le discours de Gerő, diffusé à 20 heures à la radio, qui met le feu aux poudres : ce dernier condamne énergiquement les « provocations » des manifestantes et manifestants « *nationalistes, ennemis de notre peuple* »[88]. La nuit est marquée par le début de la violence, mais aussi par une atmosphère étrange, pleine d'émotion et d'espoir.

Totalement pris au dépourvu, le Politburo convoque le Comité central. La réunion mène à trois décisions paradoxales encouragées par Moscou : la nomination de Nagy comme président du Conseil, l'appel de troupes soviétiques pour rétablir l'ordre et l'entrée en vigueur de la loi martiale[89].

Les cinq jours qui suivent sont extrêmement confus. D'heure en heure, des discours et des informations contradictoires, ainsi que des fausses nouvelles, émanent d'un gouvernement qui parle à la fois de « *démocratisation* » et de « *nettoyage des forces contre-révolutionnaires* »[90]. Manœuvrant à Budapest surtout dans un dessein d'intimidation, les tanks russes sont accueillis dès le 24 octobre par des cocktails Molotov. Mais on assiste aussi à des fraternisations entre insurgés et Soviétiques, principalement pendant la journée du 25 octobre. Cette journée débouche sur un massacre : l'une des heures les plus sombres de ces journées révolutionnaires. Une foule pacifique manifeste contre Gerő, la nouvelle de sa destitution n'a pas encore été annoncée![91] C'est alors que des tireurs isolés, dont on ne connaîtra jamais l'identité, mitraillent la foule faisant plusieurs centaines de morts[92]. Ce type d'événement ne fait qu'attiser

---

[86] C'est la conclusion de Fejtő François, *1956, Budapest, l'insurrection…*, p. 39 ; Békés Csaba *et al.* (éd.), *The 1956 Hungarian Revolution…*, p. 193. Dans l'immense bibliographie qui relate cet épisode tournant, on trouvera différents récits souvent contradictoires.

[87] Békés Csaba *et al.* (éd.), *The 1956 Hungarian Revolution…*, p. 193 ; Sebestyen Victor, *Budapest 56…*, p. 185 ; Hall Simon, *1956: Welt im Aufstand…*, p. 281.

[88] Krakovsky Roman, *L'Europe centrale et orientale…*, p. 205 ; Fejtő François, *1956, Budapest, l'insurrection…*, p. 38.

[89] Fejtő François, *1956, Budapest, l'insurrection…*, p. 42-43 ; Sebestyen Victor, *Budapest 56…*, p. 249-251. La question de cet appel demeure en partie non élucidée car on ne sait pas qui l'a initié.

[90] Fejtő François, *1956, Budapest, l'insurrection…*, p. 80 ; Sebestyen Victor, *Budapest 56…*, p. 191.

[91] Sebestyen Victor, *Budapest 56…*, p. 184, 205, 235.

[92] Il existe des témoignages contradictoires de cette fusillade. Des témoins ont évoqué des tireurs placés sur le toit du parlement. L'estimation du nombre de victimes varie également selon les études (de 75 à 1 000 morts). Sur cette controverse : Sebestyen Victor, *Budapest 56…*, p. 206-207 ; Jobbágyi Gábor, « Bloody Thursday, 1956 : The Anatomy of the Kossuth Square

la colère des rebelles et en motive d'autres à prendre les armes. Différents groupes disséminés combattent, par tous les moyens et avec un certain succès, les monstres d'acier qui déambulent maladroitement dans les rues de Budapest. Des dizaines de chars russes sont carbonisés, leurs pilotes sont faits prisonniers ou exécutés. Autres principales cibles des rebelles, des membres de l'ÁVH sont pourchassés, exécutés sur place ou lynchés par la population ; leurs cadavres parfois pendus aux arbres sont exhibés aux yeux de tous au grand regret de l'équipe de Nagy qui fait tout pour éviter ces dérives[93]. Le 30 octobre, place Köztársaság, au siège budapestois du Parti, se déroulent également des règlements de compte sanglants entre révolutionnaires et fonctionnaires, exécutés devant le bâtiment alors qu'ils s'étaient rendus. Des photos de cette justice expéditive seront utilisées ensuite par le gouvernement Kádár pour montrer la « *sauvagerie* » des « *voyous contre-révolutionnaires* » ou comme pièces à conviction pour leur procès[94].

Les insurgées et insurgés

Dès le 23 octobre, des unités entières de l'armée se rallient au mouvement et de jeunes des banlieues, principalement de Csepel, arrivent par camions entiers au centre-ville. Les jeunes ouvrières et ouvriers qui ont choisi de prendre les armes se recrutent également dans deux quartiers de Budapest particulièrement pauvres : Józsefváros et Ferencváros[95].

Massacre », *Hungarian Review*, vol. VIII, n° 5, janvier 2014. Il y eut un événement semblable à Mosonmagyaróvár, où une foule qui s'attaquait à des symboles soviétiques a été mitraillée, Hall Simon, *1956: Welt im Aufstand…*, p. 288, 290-291 ; Sebestyen Victor, *Budapest 56…*, p. 221-222, 229-230.

[93] Le nombre des victimes n'a pas pu être établi. L'historiographie officielle hongroise communiste (le *Livre blanc*) fait état de 289 victimes parmi les agents : Magyar Népköztársaság Minisztertanácsa Tájékoztatási Hivatala [Office d'information du Conseil des ministres de la République populaire de Hongrie], *Ellenforradalmi erők a magyar októberi eseményekben I-IV* [Les forces contre-révolutionnaires dans les événements d'octobre en Hongrie], Budapest, s. d. ; Molnár parle, lui, de quelques cas : Molnár Miklós, *Histoire de la Hongrie…*, p. 407 ; Sebestyen évalue le nombre de lynchages à une centaine, Sebestyen Victor, *Budapest 56…*, p. 271-273.

[94] Hall Simon, *1956: Welt im Aufstand…*, p. 319. Pour les détails du massacre de la place Köztársaság : Sebestyen Victor, *Budapest 56…*, p. 276-281 ; Casoar Phil, Balázs Eszter, *Les héros de Budapest*, Paris : Éditions Les Arènes, 2006 ; Müller Rolf, « Photographs and the Retaliation », in Gyarmati György, Palasik Mária (éd.), *Big brother's miserable little grocery store…*, p. 313-344.

[95] Müller Rolf, « Photographs and the Retaliation… » ; Litván György, *Die ungarische Revolution 1956: Reform, Aufstand, Vergeltung*, Vienne : Passagen, 1994, p. 78.

Au fil des jours, des combattantes et combattants déposent les armes, sensibles aux appels au calme de Nagy, d'autres se radicalisent, ne se reconnaissant pas dans les réformes nagyistes et s'organisent militairement. Certains anciens officiers prennent la direction de groupes armés. De nombreux enfants et adolescents sont enrôlés[96]. Alors âgé de 12 ans, Bálint Basilides raconte : « *Je me promenais dans la rue, à un endroit, il y avait sur un drap des dizaines d'armes. Un homme me dit de me servir. Je soupesai un pistolet, avant de le reposer sagement.* »[97] D'autres n'hésitent pas et prennent les armes. Une étude réalisée auprès de la population réfugiée en 1956 montre que les trois quarts des insurgées et insurgés avaient moins de 30 ans et étaient issus du monde ouvrier[98]. Cette adhésion de beaucoup de jeunes a été expliquée par les historiennes et historiens. Lassés des promesses non tenues, l'expérience de la précarité (premiers salaires dérisoires, pénurie de logements, etc.) et la pression constante du quotidien de la dictature (notamment la réglementation de leur quotidien par les associations du Parti qui empêche toute sociabilité en dehors de ce cadre) en motivent plus d'une et un à trouver une échappatoire à des situations désespérantes. Comme le dit l'étude de Leslie Bain : « *C'était aux jeunes que l'on réservait les pires emplois, l'éducation la plus médiocre et les espoirs les plus ténus* […] *ils avaient moins à perdre que n'importe quel autre groupe social de ce pays.* »[99] À cela s'ajoute la dimension romantico-héroïque de la Révolution qui bouscule les codes – notamment en termes de genre – et permet à des personnes jusque-là marginalisées d'exister enfin, par l'action politique violente[100].

Parmi les révolutionnaires, on compte un nombre relativement conséquent de femmes, souvent issues de la classe ouvrière. Dans leur enquête sur un couple de jeunes rebelles rendu célèbre par une photo publiée dans *Paris Match*, Casoar et Balázs expliquent que, si de nombreuses femmes posaient sur les photos souvent une arme à la main, rares sont celles qui combattaient effectivement. Terrible conséquence de ces photos, souvent prises par des

---

[96] Sur le sujet : Sebestyen Victor, *Budapest 56*…, p. 214-216, 267-270 ; Molnár Miklós, *Histoire de la Hongrie*…, p. 405.

[97] Entretien avec Bálint Basilides, Keszthely, 12 décembre 2015.

[98] Bain Leslie B., *The reluctant satellites: an eyewitness report on East Europe and the Hungarian Revolution*, New York : Macmillan, 1960.

[99] Bain Leslie B., *The reluctant satellites*…, p. 92-98, traduit par : Sebestyen Victor, *Budapest 56*…, p. 270.

[100] Sur la question du genre : Balázs Eszter, « Une image emblématique de la Révolution de 1956 », in Collectif, *Communisme*, n° 88-89…, p. 77-89 ; Sur la dimension identitaire : Litván György, *Die ungarische Revolution 1956*…, p. 79.

reporters occidentaux mais qui ne tardent pas à tomber dans les mains de la Police politique, certaines de ces femmes seront exécutées alors qu'elles n'ont jamais tiré une balle[101].

On aurait tort de qualifier les groupes insurgés d'ensemble uni. Il existe au sein des combattantes et combattants de nombreuses nuances politiques, des tendances radicales et réformatrices, des communistes convaincus, des horthystes, jusqu'aux nazis. En bref, tous les protagonistes ne se battent pas pour les mêmes raisons : haine de Rákosi et des privilégiées et privilégiés du système, adhésion aux seize points, espoir de bénéficier de conditions de vie meilleures qui, pour beaucoup, vont de pair avec la fin du communisme. Les seuls points où la quasi-totalité des insurgées et insurgés se rejoignent sont sans doute l'aspiration à un meilleur niveau de vie, plus d'indépendance nationale et la libération du joug soviétique[102].

La guérilla tient en échec les unités soviétiques mal préparées à ce type de combat, et force l'admiration du « Monde libre » qui ne tarit d'éloges sur ceux qu'on appelle bientôt « les combattants de la liberté ». La fameuse distinction de l'homme de l'année du *Time Magazine* est attribuée au *Freedom fighter* représenté symboliquement en première page[103].

L'illusion de la victoire

Pendant cette première phase, la position de Nagy est ambiguë : « *prisonnier de lui-même, de son passé de militant, croyant malgré tout en la possibilité de réformer le système sans l'abandonner* »[104], il se retrouve à la tête d'un gouvernement honni et poursuit la lutte contre les dérives de l'Insurrection. Il remplace Gerő par Kádár, alors proche de Nagy. Le 27 octobre, le couvre-feu est levé au grand soulagement de la population. Le gouvernement est remanié : d'anciens dirigeants non communistes, victimes des purges, sont nommés ministres. C'est

[101] Balázs Eszter, « Une image emblématique de la Révolution de 1956… », p. 83 ; Casoar Phil, Balázs Eszter, *Les héros de Budapest…*, p. 71-75, 105-108.
[102] Sur les divergences dans la résistance et les différentes motivations : Mark James, « Society, Resistance and Revolution: The Budapest Middle Class and the Hungarian Communist State 1948-56 », *The English Historical Review*, 120(488), 2005, p. 979-986 ; Litván György, *Die ungarische Revolution 1956…*, p. 75, 107-118.
[103] Hall Simon, *1956: Welt im Aufstand…*, p. 328 ; Sebestyen Victor, *Budapest 56…*, p. 183-185.
[104] Molnár Miklós, *Histoire de la Hongrie…*, p. 404.

le 28 octobre que Nagy, en s'alignant toujours plus sur les revendications des protestataires, devient la vraie figure de proue du mouvement insurrectionnel : il déclare le cessez-le-feu, la dissolution de l'ÁVH, promet une amnistie aux combattantes et combattants ainsi que de prochaines hausses de salaire. Enfin, il prône la négociation avec l'URSS pour le retrait des troupes. Dans un premier temps, les hommes du Kremlin appuient Nagy. Il est flanqué de deux émissaires à Budapest chargés des négociations. La *Pravda* annonce que Soviétiques et Hongrois sont prêts aux négociations et le retrait des troupes laisse croire à une issue pacifique du conflit[105].

Or, parallèlement à l'Insurrection, une crise mondiale ébranle le fragile équilibre des relations internationales de 1956 : en juillet, Gamal Abdel Nasser proclame la nationalisation du canal de Suez, contrôlé jusque-là par les Français et les Britanniques. Entre le 22 et le 24 octobre, ces derniers préparent la riposte. Des sources longtemps secrètes confirment que les dirigeants soviétiques ont hésité face à la situation en Hongrie[106]. C'est seulement le 31 octobre, moment du déclenchement de l'offensive franco-britannique – soutenue par Israël – que Khrouchtchev décide de mater le soulèvement de Budapest. Les Russes ne savent pas encore que les États-Unis se distancieront avec fermeté de la décision franco-britannique et, dans ce contexte, laisser la Hongrie devenir indépendante signifie perdre sur tous les tableaux. Bien sûr, il s'agit là de l'une des raisons qui expliquent cette décision. La crainte que la révolte, si elle n'est pas étouffée, fasse tache d'huile dans les démocraties populaires, fait aussi partie des facteurs qui mènent à l'intervention soviétique[107].

Le 1er novembre, pendant que se trame l'offensive russe sur la Hongrie, Nagy va plus loin. Il sait que des mouvements militaires sont observés à la frontière

---

[105] Molnár Miklós, *Victoire d'une défaite : Budapest 1956*, Lausanne : L'Âge d'Homme, 1996, p. VI, 160-161, 214-218 ; Molnár Miklós, *Histoire de la Hongrie*…, p. 403-406 ; Sebestyen Victor, *Budapest 56*…, p. 228, 244-245 ; Hall Simon, *1956 : Welt im Aufstand*…, p. 293 et 321 ; Lendvai Paul, *Les Hongrois*…, p. 538

[106] Kirov Alexander M., « Soviet Military Intervention in Hungary, 1956 », in Györkei Jenő, Horvath Miklós (éd.), *Soviet Military Intervention in Hungary, 1956, with a study by Alexandr M. Kirov and memoirs of Yevgeny I. Malashenko*, Budapest : Central European University Press, 1999. Cité dans Bauquet Nicolas, « La révolution hongroise de 1956. Nouvelles sources, nouvelles interprétations », in Collectif, *Communisme*, n° 88-89 - *La Révolution hongroise de 1956*…, p. 12 ; Kecskés Gusztáv D., *La diplomatie française et la révolution hongroise de 1956*, Budapest & Paris & Szeged : Institut hongrois de Paris, 2005, p. 56-61

[107] Bauquet Nicolas, « La révolution hongroise de 1956… », p. 19 ; Molnár Miklós, *Victoire d'une défaite*…, p. XIII ; Sebestyen Victor, *Budapest 56*…, p. 296-297 ; Hall Simon, *1956 : Welt im Aufstand*…, p. 320.

ukrainienne mais il veut encore croire à l'honnêteté de Iouri Andropov, alors ambassadeur soviétique à Budapest, qui dément l'imminence de l'intervention russe. Avec l'espoir sans doute d'obtenir la protection de l'Occident, Nagy proclame la neutralité de la Hongrie, la tenue d'élections pluripartites et son retrait du Pacte de Varsovie ! En faisant le pari périlleux de proclamer la sortie du Pacte de Varsovie, il prive l'Union soviétique d'un semblant de légalité et fait de sa future intervention militaire une agression contre un état souverain. Nagy espère probablement ainsi calmer la frange insurgée la plus radicale[108].

C'est le point de départ des « *150 heures de liberté* »[109]. Le 1er novembre, l'ordre est quasiment rétabli. À Budapest et en province, on assiste au rétablissement des libertés individuelles. Ce qu'on appelle aujourd'hui la société civile trouve « *une parcelle de pouvoir* », du « *village perdu à la grande ville, en passant par les associations d'écrivains, d'artistes ou de croyants* »[110]. Un peu partout, des conseils ouvriers, appelés comités nationaux, se réunissent dans le but d'établir les revendications pour l'avenir pendant que de nouveaux partis se forment ou renaissent de leurs cendres. Des douzaines de nouveaux journaux sont vendus dans les rues où on ose maintenant se promener[111].

Pendant ce court laps de temps, nombre de prisons ont été ouvertes par les forces insurgées qui laissent s'échapper près de 8 000 prisonnières et prisonniers. Lui aussi libéré du château où il était en réclusion, le cardinal Mindszenty n'est pas tout à fait sur la même ligne que Nagy qu'il considère comme héritier du système déchu[112].

Les « *douze jours d'euphorie et de chaos* »[113] prennent un tournant tragique le 4 novembre.

---

[108] Sebestyen Victor, *Budapest 56*…, p. 316, 337-338. L'annonce du statut de neutralité est une manière de signifier que malgré son retrait, le pays ne passe pas pour autant dans le camp de l'Alliance atlantique. Wandycz Piotr, *The price of freedom: a history of East Central Europe from the Middle Ages to the present*, Londres & New York : Routledge, 1992, p. 252 ; Molnár Miklós, *Victoire d'une défaite*…, p. 213. Sebestyen Victor, *Budapest 56*…, p. 319 ; Molnár Miklós, *Histoire de la Hongrie*…, p. 410.

[109] Molnár Miklós, *Histoire de la Hongrie*…, p. 405.

[110] Molnár Miklós, *Histoire de la Hongrie*…, p. 408.

[111] Sur le sujet, Lomax Bill (éd.), *The Hungarian Workers' Councils in 1956*, New York : Columbia University Press, 1990 ; Klimó Árpád von, *Ungarn seit 1945*…, p. 31 ; Sebestyen Victor, *Budapest 56*…, p. 228-229.

[112] Applebaum Anne, *Rideau de fer*…, p. 777 (pour les chiffres) ; Molnár Miklós, *Histoire de la Hongrie*…, p. 409 ; Békés Csaba *et al.* (éd.), *The 1956 Hungarian Revolution*…, p. 215. Sur sa libération : Sebestyen Victor, *Budapest 56*…, p. 280-283.

[113] Applebaum Anne, *Rideau de fer*…, p. 777.

L'espoir écrasé

Jusqu'au dernier moment, les Soviétiques font mine de respecter la volonté de négociation de Nagy, mais des bruits courent : les chars seraient déjà en route vers la capitale. Il est question d'une rencontre du gouvernement hongrois avec les émissaires du Kremlin. Ces derniers donnent rendez-vous le 3 novembre à leurs interlocuteurs, dont le nouveau ministre de la Défense Pál Maléter, un général rallié à la cause de l'Insurrection. C'est un piège. Le KGB les capture pour saboter à l'avance le commandement. Pendant ce temps, le Kremlin choisit le futur chef de la Hongrie : János Kádár est emmené à Moscou. La teneur des négociations n'est encore à ce jour pas exactement connue. Toujours est-il que celui qui jusque-là avait été aux côtés d'Imre Nagy, se retourne contre lui et devient la marionnette de Moscou en prenant les rênes du coup d'État[114].

Le 4 novembre à 4 heures du matin, l'Armée rouge lance l'offensive. Des milliers de chars, deux divisions de l'armée de l'air et quelque 60 000 soldats se dirigent vers Budapest. Un contingent russe de 20 000 hommes est également placé le long de la frontière autrichienne pour parer une hypothétique attaque depuis l'ouest. Une heure plus tard, depuis une station de radio à la frontière ukrainienne, János Kádár annonce la formation du nouveau gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan. Nagy, depuis le parlement, s'exprime pour la dernière fois de sa vie à la radio :

> « *À l'aube, les troupes soviétiques ont lancé une attaque contre notre gouvernement démocratique hongrois légal. Nos troupes se battent. Le gouvernement est à son poste. J'en informe le peuple et l'opinion publique mondiale.* »[115]

En réalité, le gouvernement quitte le parlement et, pour éviter des morts inutiles, ne donne aucun ordre à l'armée. La plupart des soldats restent ainsi dans les casernes alors qu'environ 10 000 personnes poursuivent la résistance, souvent avec l'espoir de l'arrivée imminente d'aides occidentales[116].

---

[114] Molnár Miklós, *Histoire de la Hongrie*…, p. 410-411 ; Applebaum Anne, *Rideau de fer*…, p. 778.

[115] Cité et traduit par Molnár Miklós, *Victoire d'une défaite*…, p. 218.

[116] Lendvai Paul, *Les Hongrois*…, p. 523 et 540 ; Hall Simon, *1956: Welt im Aufstand*…, p. 323 ; Sebestyen Victor, *Budapest 56*…, p. 355 ; Békés Csaba *et al.* (éd.), *The 1956 Hungarian Revolution*…, p. 216.

Les derniers foyers de résistance comme le célèbre cinéma Corvin où trône encore une pancarte « *Il y a trois puissances mondiales : les USA, l'URSS et Corvin* » sont bientôt anéantis par les troupes soviétiques[117]. Pendant les combats, on peut voir dans les rues les derniers quolibets subversifs, dont l'un, célèbre, est imprimé sous la forme d'une annonce :

> « *Cherche : Premier ministre pour la Hongrie. Qualifications : aucune conviction honnête, aucune rigueur morale ; capacités de lire et écrire non requises ; mais doit être capable de signer les documents sur demande de tiers.* »[118]

En 72 heures, la Révolution est écrasée. Le nombre des victimes n'a toujours pas pu être évalué avec précision. Environ 2 700 Hongroises et Hongrois dont 1 500 civils meurent, on compte quelque 20 000 blessés, alors que le nombre de victimes soviétiques s'élève à 720 morts et 1 540 blessés[119].

À la suite de l'écrasement du soulèvement et alors que certains persistent dans la résistance non armée par la grève notamment, pendant une courte période, le gouvernement se réclame de la lignée de Nagy et laisse croire que les acteurs et actrices de la Révolution seront ménagés. Kádár invite même des responsables du Conseil ouvrier central du grand Budapest pour des négociations. Outre la création d'un nouveau parti, le Parti socialiste ouvrier hongrois (MSZMP), Kádár annonce, comme Nagy, une hausse considérable des salaires et confirme le rétablissement de la fête nationale du 15 mars. Le nouveau chef d'État se présente en modérateur et demande même l'arrêt des déportations de meneurs de l'Insurrection vers l'URSS qui avaient été initiées par le KGB[120]. On promet une amnistie à Nagy qui, une fois sorti de l'ambassade, est capturé et envoyé en Roumanie. Il sera exécuté en juin 1958[121].

Dès la fin novembre, la répression est cette fois-ci sans équivoque. Une nouvelle organisation de Sécurité d'État est fondée et les dirigeants inaugurent

---

[117] Sebestyen Victor, *Budapest 56*…, p. 210.

[118] Hall Simon, *1956 : Welt im Aufstand*…, p. 326, traduction de l'allemand.

[119] Lendvai Paul, *One Day That Shook the Communist World – The 1956 Hungarian Uprising and Its Legacy*, Princeton : Princeton University Press, 2008, p. 151 ; Kramer Mark, « The Soviet Union and the 1956 Crises in Hungary and Poland : Reassessments and New Findings », *Journal of Contemporary History*, 33(2), 1998, p. 208.

[120] Si 846 personnes ont effectivement été menées à la frontière ukrainienne, les déportations sont cessées dès novembre. Il semble que le Kremlin craignait d'inutiles dégâts d'image. Bauquet Nicolas, « La révolution hongroise de 1956… », p. 21 ; Sebestyen Victor, *Budapest 56*…, p. 374.

[121] Fejtő François, *1956, Budapest, l'insurrection*…, p. 167-168. Hall Simon, *1956 : Welt im Aufstand*…, p. 327 ; Sebestyen Victor, *Budapest 56*…, p. 373-382 ; 386-391 ; Lendvai Paul, *Les Hongrois*…, p. 541.

le deuxième acte de la répression, plutôt menée par le gouvernement hongrois que par les Soviétiques. Outre les arrestations de centaines de personnes, des organisations jugées dissidentes comme le Conseil ouvrier central, l'Union des écrivains ainsi que de nombreux journaux sont interdits, le silence et l'autocensure sont de nouveau progressivement de mise. En janvier, la grève est un délit passible de peine de mort. Sous l'égide du nouveau gouvernement Kádár, des milliers de personnes sont arrêtées, 341 d'entre elles sont exécutées entre 1956 et 1961 et quelque 22 000 condamnées à des peines de prison. 13 000 personnes passent dans des camps d'internement à la suite de l'Insurrection et des milliers de personnes perdent leur travail ou leur logement pour leur participation directe ou indirecte dans le soulèvement. On estime que la répression du régime de Kádár – moins brutale que du temps de Rákosi mais très efficace – a touché près de 100 000 personnes et leur famille. Outre les victimes directes, les historiennes et historiens ont montré le stigmate durable que les familles et les enfants des personnes impliquées dans le soulèvement ont dû endurer : honte symbolique, surveillance, obstacles dans la recherche d'un emploi ou d'un appartement[122].

Un écho international

Au moment de la deuxième attaque soviétique, des messages désespérés émis depuis les dernières stations de radio aux mains du camp insurgé ont de quoi émouvoir l'opinion publique occidentale. Un jeune combattant émet des télex toute la matinée du 4 novembre en direction de Vienne depuis la rédaction du *Szabad Nép* alors que lui et « *les gars* » défendent le bâtiment :

> « *S'il vous plaît, tenez le monde entier informé de ce coup porté à notre lutte pour la liberté* […] *Au secours ! Au secours ! Au secours ! Les combats sont tout proches maintenant et nous n'avons pas assez de pistolets mitrailleurs dans le bâtiment* […] *Que font les États-Unis ?* […] *Où sont les Nations unies ?* »[123]

[122] Békés Csaba *et al.* (éd.), *The 1956 Hungarian Revolution…*, p. 375 ; Fejtő François, *1956, Budapest, l'insurrection…*, p. 166 (pour les chiffres) ; Huszár Tibor, Szabó János (éd.), *Restauráció vagy kiigazítás. A kádári represszió intézményesülése 1956-1962* [Restauration ou révision. L'institutionnalisation de la répression kádárienne, 1956-1962], Budapest : Zrínyi kiadó, 1999 ; Kőrösi Zsuzsanna, Molnár Adrienne, *Carrying a Secret in My Heart…: Children of Political Victims of the Revolution, 1956 Hungary. An Oral History*, Budapest & New York : Central European University Press, 2003.

[123] Sebestyen Victor, *Budapest 56*…, p. 27-29.

Dès le début de l'Insurrection, le « Monde libre » prend fait et cause pour les rebelles, si on excepte bien sûr la plupart des directions des partis communistes occidentaux qui la qualifient de « contre-révolution réactionnaire »[124]. Le mouvement surprend la plupart des observateurs. Les événements de Hongrie font la une des journaux pendant plusieurs semaines. Des centaines de reporters et de photographes dépêchés à Budapest transmettent en Occident des images tantôt euphoriques ou tragiques[125]. Le rôle de Radio Free Europe qui, par certains messages, encourageait les protestataires à prendre les armes, est controversé : bon nombre de réfugiées et réfugiés dénonceront les « promesses » selon lesquelles l'Occident soutiendrait l'Insurrection, promesses qu'ils avaient entendues ou *cru entendre* sur les ondes[126].

L'ONU est réduite à un rôle de figuration, notamment en raison du droit de veto de l'URSS. La question hongroise est repoussée au profit du règlement de la situation en Égypte. Quelques mois auparavant, Richard Nixon a confessé qu'une révolte écrasée par « *la main de fer des Soviets* […] *ne serait pas un mal* » pour les États-Unis[127]. Au moment de l'Insurrection, le secrétaire américain d'État John Foster Dulles rassure même les Soviétiques et annonce ne pas considérer la Pologne et la Hongrie comme des alliés militaires potentiels[128].

Toute intervention occidentale semble impossible, car elle pourrait entraîner le monde dans une troisième guerre mondiale. Les résolutions

---

[124] Il y a quelques exceptions : le PC italien se détache de Moscou ; dans de nombreux pays, les membres rendent leur carte par milliers ; quant au PC danois, il cesse carrément d'exister : Sebestyen Victor, *Budapest 56…*, p. 400. Pour une vision plus générale : Martelli Roger, *1956 communiste. Le glas d'une espérance,* Paris : La Dispute, 2006.

[125] Pour un témoignage de l'action de ceux-ci, on se rapportera au remarquable récit de Casoar Phil, Balázs Eszter, *Les héros de Budapest…*, p. 61-71 ; 185-189.

[126] Ce rôle incitateur de Radio Free Europe a été nuancé par Lepeuple Anne-Chantal, « "Radio Europe libre" et le soulèvement hongrois de 1956 », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 47(1), 2000, p. 177-195 ; Applebaum Anne, *Rideau de fer…*, p. 777 ; Békés Csaba *et al.* (éd.), *The 1956 Hungarian Revolution…*, p. 203 ; Sebestyen Victor, *Budapest 56…*, p. 252-254 ; Gati Charles, *Failed Illusions: Moscow, Washington, Budapest, and the 1956 Hungarian Revolt*, Stanford : University Press, 2006…, p. 185 ; Borhi László, *Hungary in the Cold War 1945-1956: between the United States and the Soviet Union*, Budapest : CEU Press, 2004, p. 305 et suivantes.

[127] Sebestyen Victor, *Budapest 56…*, 323-326, 341-342, ici, p. 138.

[128] Kastner Georg, *Ungarn 1956 vor der UNO*, Innsbruck : StudienVerlag, 2010. Nagy ne fait de loin pas l'unanimité, surtout pas aux États-Unis où on le considère comme stalinien. Voir Sebestyen Victor, *Budapest 56…*, p. 266, 222-226, 237-239, 364-365, 393-398, ici p. 238. Voir aussi Granville Johanna C., *The First Domino : International Decision Making During the Hungarian Crisis of 1956*, College Station : Texas A&M University Press, 2004.

tardives qui exigent le retrait des troupes soviétiques, les condamnations d'une bonne partie des pays de la planète, les mobilisations diverses sont sans effet : le soulèvement est un échec et accentue les tensions internationales.

Les Jeux olympiques de Melbourne sont perturbés. Outre le boycott par les Pays-Bas, la Suisse, l'Espagne mais aussi l'Égypte, le Liban et l'Irak, la demi-finale de la compétition de water-polo qui oppose l'URSS à la Hongrie sous les yeux d'une foule entièrement acquise à la cause magyare se termine en bain de sang. Près de la moitié des athlètes de l'équipe olympique hongroise restent en Occident[129]. Mais si l'intervention soviétique porte un énorme coup à l'image du communisme, elle a aussi comme résultat le renforcement de l'URSS en tant que puissance mondiale.

La vie « quotidienne » pendant l'Insurrection

Au sein de la population, tout le monde ne vit pas de la même manière ces douze jours. Certaines personnes n'hésitent pas une minute à prendre les armes comme cet agriculteur, Gergely Pongrácz, futur chef du groupe Corvin qui, à l'annonce du début de la résistance armée, monte sur son tracteur et rejoint Budapest[130]. D'autres, une majorité, passent l'Insurrection reclus chez eux. Dans beaucoup de familles, on hésite à quitter le pays, surtout dès le 3 novembre, lorsque des rumeurs d'une seconde attaque imminente des Soviétiques parviennent en Hongrie. D'autres ont déjà pris la décision de partir. Beaucoup de Hongroises et Hongrois accueillent avec soulagement la fin du chaos et saluent même la venue des Soviétiques. En outre, la perception et les réactions face aux événements changent considérablement selon l'endroit où l'on se trouve, le profil politique, la famille, l'âge et l'histoire que l'on a… La plupart des gens écoutent heure par heure les événements à la radio officielle, ou de manière plus subversive, sur Radio Free Europe dont on estime que 80 % de la population capte les émissions. En dehors de Budapest, les combats sont rares et dans les petites villes, certains cadres staliniens démissionnent d'eux-mêmes souvent au profit de victimes des purges exilées en province par le régime de Rákosi. Un peu partout, des comités révolutionnaires s'instaurent, parfois en intégrant des personnes non

[129] Concernant le boycott suisse : Tonnerre Quentin, Quin Gregory, « "Les Suisses n'iront pas à Melbourne pour n'avoir pas trouvé d'avion convenable". Histoire d'une non-participation olympique (1948-1956) », *Revue suisse d'histoire*, 67(3), 2017, p. 343-360.
[130] Sebestyen Victor, *Budapest 56*…, p. 210.

membres du Parti, à l'instar du père de l'une de nos témoins Edit Király, propriétaire d'un grand atelier auto dans la petite ville de Lenti. C'est surtout au niveau symbolique que la révolte se visualise : destructions de monuments soviétiques, drapeaux hongrois installés sur les bâtiments officiels, brassards tricolores arborés par tout un chacun[131].

Grâce à un large consensus, les combattantes et combattants peuvent compter sur différents réseaux de solidarité qui leur assurent approvisionnement, soins, etc. Des paysannes et paysans livrent à Budapest pommes de terre, farine, viande à l'intention des groupes insurgés. Ces livraisons atteignent parfois également la population civile. Au point que l'intellectuelle Ágnes Gergely raconte que « *beaucoup de gens à Budapest n'ont jamais été si bien nourris que pendant la Révolution* »[132] ! Les réfugiées et réfugiés que nous avons rencontrés témoignent du soutien moral de la population. Mária Szőregi raconte : « *Tout le monde voulait aider les insurgés ou se porter volontaire comme brancardier.* »[133]

Après le cessez-le-feu, le climat est fait d'espoir et d'incertitude. Cause ou effet de ce climat : les incessantes rumeurs et ouï-dire qui parcourent la Hongrie. Le 25 octobre, on parle de rafles généralisées et, sur la base de la fusillade devant le parlement, d'exécutions sommaires de civils et d'enfants. La levée du couvre-feu le 27 octobre permet aux gens de sortir de chez eux mais d'aucuns pensent déjà que tout cela semble trop beau pour être vrai. Le 29 octobre, on croit vraiment à la victoire « *dans un optimisme débridé* »[134] : les Russes annoncent officiellement le retrait des troupes, on commence, avec le sourire, à déblayer les décombres. L'exportation des denrées ayant été suspendue par un décret du gouvernement, les boutiques de Budapest sont nettement plus fournies que d'habitude. Pendant un court laps de temps, on peut même aller fouiller les dossiers de l'ÁVH. Celles et ceux qui y accèdent font des découvertes délicates : identité des informateurs et informatrices, montant des primes, etc. Le 31 octobre, une foule se réunit devant le parlement : l'heure est à la fête, on danse au son des mélodies nationales jouées par un groupe tsigane pendant que les journalistes occidentaux s'apprêtent à quitter le pays considérant l'affaire réglée[135].

---

[131] Sebestyen Victor, *Budapest 56*…, p. 218-220, 252, 285 ; Hall Simon, *1956: Welt im Aufstand*…, p. 290-291.

[132] Sebestyen Victor, *Budapest 56*…, p. 228 (citation) ; Hall Simon, *1956: Welt im Aufstand*…, p. 290-293.

[133] Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015.

[134] Ce sont les termes d'Ágnes Gergely, in Sebestyen Victor, *Budapest 56*…, p. 268.

[135] Sebestyen Victor, *Budapest 56*…, p. 256, 264-265, 310 et 314.

Dès le 4 novembre et la deuxième attaque des Soviétiques, ce joyeux désordre, entre insouciance et inquiétude, se transforme en un chaos meurtrier. Sans que le gouvernement enjoigne au peuple de résister – Nagy refuse d'appeler quiconque à combattre –, de nombreuses personnes décident de continuer la lutte. Les combats sont brutaux et Budapest est assaillie pendant quatre jours et quatre nuits, forçant une partie de la population à se réfugier dans les caves. Des attaques russes sont menées aveuglément si bien que des innocentes et innocents présents au mauvais endroit au mauvais moment sont parfois tués[136]. Après l'intervention soviétique, en raison des grèves persistantes, ultime résistance de bon nombre d'ouvrières et ouvriers hongrois, l'approvisionnement en charbon, textile et certaines denrées alimentaires comme le lait, les œufs, le sucre, le sel devient difficile. Une enquête du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) datant de décembre 1956 établit que 250 000 personnes sont dans le besoin à Budapest[137]. Pendant ce temps, une nouvelle vague de rumeurs parcourt la Hongrie et l'Occident : des milliers de civils seraient déportés en URSS. Le climat de peur s'instaure à nouveau et motive de nombreuses personnes à tenter de quitter Budapest, voire la Hongrie. Le 4 décembre, un ultime rassemblement, alors que toute manifestation est interdite en vertu de la loi martiale, voit défiler en plein Budapest plus de 30 000 femmes silencieuses et vêtues de noir[138].

Si l'ONU n'a pas agi en termes politiques, ses fonctionnaires mettront toute leur énergie au service de l'aide humanitaire en Hongrie. Un programme de secours est mis en place et permet d'alimenter le CICR en dons. L'URSS autorise l'acheminement par le CICR de cette aide exceptionnelle du Bloc de l'Ouest qui s'ajoute aux fournitures du Bloc de l'Est. Beaucoup de donateurs craignent que les vivres arrivent en de mauvaises mains ; le CICR organise alors des distributions très ciblées, pour les familles de victimes, dans les écoles, etc. Des fournitures médicales et du plasma sanguin sont en outre acheminés vers les hôpitaux de Budapest où se trouvent des centaines de blessés[139]. Parallèlement à l'aide sur place qui ne dure que quelques semaines, l'attention des organisations internationales et de l'opinion se focalise sur l'un des effets de l'Insurrection qui mobilise, cette fois-ci, directement le monde occidental : l'accueil des réfugiées et réfugiés.

---

[136] Sebestyen Victor, *Budapest 56*…, p. 356, 360 ; Hall Simon, *1956: Welt im Aufstand*…, p. 325.

[137] Vonèche Isabelle, *L'octobre hongrois. Entre croix rouge et drapeau rouge : l'action du Comité international de la Croix-Rouge en 1956*, Bruxelles : Bruylant, 1998, p. 49.

[138] Sebestyen Victor, *Budapest 56*…, p. 374-375.

[139] Vonèche Isabelle, *L'octobre hongrois*…, p. 46, 49 et suivantes.

1.5 Un contexte favorisant l'émigration

Cette contextualisation a montré que le climat de dictature, qui se traduit par une répression arbitraire, ainsi que la précarité des ménages fomentent un solide mécontentement sur lequel s'appuie l'Insurrection. Ce sont aussi les deux causes principales d'émigration dans les années qui précèdent 1956. Évoluant au gré de la situation, cette émigration n'est pas constante. Le fait que le pays connaisse une ouverture au cours de l'année 1955 change aussi l'outillage mental de celles et ceux qui vont se révolter et/ou émigrer. La « porte fermée » qui caractérise les années de plomb qui sont suivies par une ouverture, elle-même conclue par une refermeture (au cours de l'année 1956) rend le changement (ou l'émigration) possible. En d'autres termes, ce n'est pas la même chose que si la porte ne s'était jamais ouverte. La situation politique et économique entraîne de lourdes répercussions sur le *pourquoi* on part mais aussi sur le *pourquoi on ne part pas.* Les phases d'espoir correspondent à une diminution de l'émigration, ou, nous le verrons, à une timide vague de rapatriements. À partir de 1954, l'émigration décline. Dans un rapport confidentiel, la CIA relève qu'entre l'automne 1954 et l'automne 1956 seules 56 défections officielles depuis la Hongrie ont été enregistrées[140]. Certes, l'édification de barrières légales et physiques joue un rôle dans ce recul mais on peut présumer que c'est aussi que la phase d'espoir se traduit par une baisse de l'émigration.

Après l'écrasement de l'Insurrection, quand les espoirs d'amélioration s'envolent, l'émigration explose. Comment cet exode a-t-il été possible et qu'est-ce qui le motive ?

[140] The redefection-repatriation campaign of the soviet bloc, 1955–1957, 28 juin 1957, NARA : General CIA Records, CREST (the CIA Records Search Tool) : CIA/RR PR–162, p. 5-6.

Chapitre 2

L'exode

Ce deuxième chapitre est consacré aux circonstances de l'émigration de près de 2 % de la population hongroise à la suite de l'Insurrection de 1956.

L'historienne Ibolya Murber identifie trois facteurs principaux à cet exode : l'ouverture au moins partielle de la frontière, la volonté d'émigration de celles et de ceux qui en prennent le chemin, une disposition certaine des pays d'immigration à accueillir ces personnes[1]. La plupart des Hongroises et Hongrois ont conscience de cette brèche. En un très court laps de temps, beaucoup se posent la question : « rester ou partir ? ». Le chemin vers la frontière peut être très aisé ou au contraire long et périlleux. Il nécessite souvent l'aide de passeurs. La question des récits de cette traversée du Rideau de fer mérite une analyse. Jouissant d'une image extrêmement positive à leur arrivée en Occident, les réfugiées et réfugiés ont été massivement interviewés et leur témoignage a ainsi permis la construction d'un discours autour de leur image.

Après le *comment* quitter le pays, le *pourquoi*. Il s'agira d'abord de saisir le poids de ces mêmes discours contemporains sur l'analyse des motifs.

[1] Murber Ibolya, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », in Mitteleuropazentrum an der Andrássy Universität Budapest (éd.), *Jahrbuch für Mitteleuropäische Studien 2015/2016* : *1956 und die Folgen*, Vienne : New Academic Press, 2017, p. 19-43.

Comment les études de l'époque décrivent-elles les motivations des réfugiées et réfugiés ? Quels aspects sont mis en avant ou au contraire, gommés ? Comment les historiennes et historiens ont-ils ensuite analysé les raisons de leur départ et, en partie, déconstruit le « *mythe des 200 000 réfugiés politiques fuyant la persécution* » ?[2] Nous proposerons une catégorisation des motifs, en tenant évidemment compte du fait que chaque personne peut cumuler plusieurs raisons de rejoindre la frontière. Nous interrogerons enfin la composition socioprofessionnelle du groupe de personnes qui ont choisi de fuir la Hongrie en 1956-1957. Certains postulats ont été nuancés, notamment grâce à la publication en 1991 de statistiques hongroises sur cette diaspora. Nous garderons en mémoire qu'autant les circonstances que les motifs de fuite imprégneront, au moins en partie, les décisions de retour. Considérer ce chemin comme un aller – non pas *sans retour* comme le clament les articles de la presse occidentale mais *avec ou sans retour* – permet d'éviter de considérer le passage en Occident comme un acte inéluctable et définitif. Nous allons au contraire mettre en évidence le caractère changeant des projets migratoires.

2.1 Les circonstances

Un Rideau de fer perméable

Le 23 octobre 1956, au moment du déclenchement de l'Insurrection, les frontières austro- et yougoslavo-hongroises sont relativement poreuses, principalement en raison des accords entre l'Autriche et la Hongrie qui ont entériné le démantèlement des installations techniques sur la frontière. Les travaux avaient commencé en mars 1956. Une décision analogue a été prise pour la frontière avec la Yougoslavie au sud, jusque-là également partiellement longée de barbelés. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre de l'amélioration des relations diplomatiques de la Hongrie avec ces deux pays, amorcée par le dégel dès 1953. Mais il n'est pas pour autant question de laisser les frontières totalement accessibles ! Le Politburo hongrois décide, le 24 mai 1956, une réorganisation de sa surveillance une fois les mines et les barbelés retirés. Craignant que cette décision fasse effet de soupape et pousse de nombreuses personnes à rejoindre l'Autriche, la réorganisation – qui doit être effective le 25 octobre – prévoit notamment un renforcement de l'attention et l'envoi de

[2] L'expression est tirée de Tréfás David, *Die Illusion, dass man sich kennt: schweizerisch-ungarische Beziehungen zwischen 1945 und 1956*, Zurich : Chronos, 2008, p. 12.

troupes. Mais à cette réorganisation se substitue bientôt une désorganisation certaine en raison de l'incertitude politique de la fin octobre et de l'instabilité du ministère de l'Intérieur[3].

De fait, avant l'Insurrection, nombre de dissidentes et dissidents ont déjà pu passer la frontière, mais c'est dès le 23 octobre que le flot prend une ampleur significative. Si les dirigeants staliniens les plus compromis choisissent de s'envoler pour Moscou, certaines petites mains du régime, agentes et agents de l'ÁVH se dirigent, elles, vers l'Ouest. Ainsi, parmi le premier groupe de 4 000 fugitifs et fugitives qui passent la frontière illégalement au cours du mois d'octobre, on compte une centaine de personnes qui craignent tout particulièrement l'avènement de Nagy et les effets du succès de la Révolution : des agentes et agents ÁVH en disgrâce ou s'estimant en danger, qui paradoxalement, obtiendront l'asile en Autriche. Dans cette première vague, il y a aussi des femmes et des enfants d'insurgés qui ont pris la précaution d'envoyer leur famille vers l'Ouest. Les autorités autrichiennes hissent des centaines de drapeaux aux couleurs de l'Autriche le long de la frontière et les gardes-frontières n'hésitent pas à faire des feux la nuit pour orienter les personnes en fuite. Fin octobre, le ministre de l'Intérieur autrichien annonce que l'asile est octroyé aux Hongroises et Hongrois sans condition, décision critiquée autant par la presse du Bloc de l'Est que par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) qui appelle à plus de vigilance dans l'octroi de l'asile. Pendant cette période, la fuite est encore aisée et les contrôles rares[4].

---

[3] Gecsényi Lajos, « An der Grenze zweier Machtblöcke… », p. 269-290, ici p. 276 ; Varga Eva, « Technische und mentalitätsgeschichtliche Aspekte des Eisernen Vorhangs an der österreichisch-ungarischen Grenze 1949-1956 », in Haslinger Peter, *Grenze im Kopf : Beiträge zur Geschichte der Grenze in Ostmitteleuropa*, Francfort-sur-le-Main : Peter Lang, 1999, p. 118-120 ; Murber Ibolya, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956… », p. 19-20. Concernant les enjeux de la frontière sud : Orgoványi István, « Border Defense on southern Hungary », in Gyarmati György, Palasik Mária (éd.), *Big brother's miserable little grocery store: studies on the history of the Hungarian secret services after World War II*, Budapest : Historical Archives of the Hungarian State Security, 2012, p. 153-170.

[4] Schmidl Erwin A., « Erste Bewährung : Das österreichische Bundesheer im Einsatz an der ungarischen Grenze 1956 », in Schmidl Erwin A., Engelke Edda, *Die Ungarnkrise 1956 und Österreich*, Vienne : Böhlau Verlag, 2003, p. 258 ; Murber Ibolya, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956… », p. 20 ; Stanek Eduard, *Verfolgt, verjagt, vertrieben: Flüchtlinge in Österreich [von 1945-1984]*, Vienne & Munich & Zurich : Europaverlag, 1985, p. 60 ; Haslinger Peter, « Flüchtlingskrise 1956 »…, p. 138-139 ; Schmidl Erwin A., « Erste Bewährung… », p. 253-273 ; Niessen James P., « The Culture of Welcome and the January, 1957 Austrian Refugee Quota Proposal », 2016. En ligne : rucore.libraries.rutgers.edu [RUcore :

La situation change dès le 1er novembre : des troupes soviétiques sont dépêchées avant même le lancement de la deuxième attaque. Le 4 novembre, jour de l'invasion de Budapest par les forces soviétiques, 20 000 soldats russes sont déployés le long de la frontière autrichienne pour surveiller une potentielle attaque de l'Ouest. Le même jour, plusieurs dizaines de milliers de personnes passent la frontière en direction du « Monde libre ». Pendant tout le mois de novembre, le gouvernement Kádár et l'état-major soviétique ne se préoccupent pas de l'exode qui est en train de se produire. Ils sont même probablement satisfaits de voir des fauteurs de troubles quitter le pays. Le gouvernement a d'autres soucis : stabiliser ce régime précaire et ramener le calme dans le pays[5].

Au cours du mois de novembre, plus de 80 000 personnes quittent le pays, soit près de la moitié du nombre total de réfugiées et réfugiés de 1956-1957. Plusieurs facteurs pratiques contribuent à expliquer ces nombreux départs : les larges espaces frontaliers laissés sans surveillance, la tolérance d'une partie des soldats russes, la désertion de gardes-frontières hongrois passés dans le camp insurgé ainsi que des pots-de-vin offerts aux fonctionnaires magyars ou aux soldats russes. Parmi les groupes dissidents, on trouve des révolutionnaires de premier plan et des personnes impliquées dans les réformes voulues par Nagy, mais aussi de nombreux anonymes. La massification de l'émigration coïncide très clairement avec le démarrage des opérations soviétiques du 4 novembre. La majorité des réfugiées et réfugiés rejoint le « Monde libre » par la frontière avec le Burgenland, en traversant la voie d'évacuation des hautes eaux du lac de Neusiedl, le canal d'Einser, qui sépare les deux pays. En quelques jours, des dizaines de milliers de personnes passent sur un pont oublié, le pont d'Andau. Dynamité le 21 novembre, il est remplacé par un pont de fortune bricolé avec des troncs qui permet à d'autres réfugiées et réfugiés de continuer à emprunter cette voie. Au total plus de 70 000 personnes passent par Andau. L'exode atteint son point culminant le 23 novembre, lorsque l'Autriche enregistre 8 537 arrivées en une seule journée. Pour ces personnes, le voyage est encore peu dangereux[6].

Rutgers University Community Repository], DOI : 10.7282/T3SX6GFF (2 octobre 2017), p. 5 ; Gémes András, « Political migration in the Cold War… », p. 169.

[5] Sebestyen Victor, *Budapest 56*…, p. 331, 347, 355, 375 ; Varga Eva, « Technische und mentalitätsgeschichtliche Aspekte… », p. 123.

[6] Gáal Károly, Widder Roland, *1956 und das Burgenland. Berichte über die Hilfsaktionen für ungarische Flüchtlinge: eine Dokumentation von Studenten des Fachhochschul-Studienganges « Internationale Wirtschaftsbeziehungen »*, Eisenstadt : Burgenländisches Landesarchiv, 1996, p. 43 ; Lendvai Paul, *Der Ungarnaufstand 1956 : eine Revolution und ihre Folgen*, München : Bertelsmann, 2006, p. 227 ; Rauchensteiner Manfried, *Spätherbst 1956: Die Neutralität auf dem Prüfstand*, Vienne : Österreichischer Bundesverlag, 1981, p. 101 ; Rásky Béla,

Dès le mois de décembre, la fuite sera nettement moins aisée en raison de la fermeture progressive de la frontière, de la réorganisation du régime autour de Kádár et de sa volonté de résorber l'émigration. Les fugitifs et fugitives ainsi que les passeurs cherchent d'autres brèches, plus au sud du lac de Neusiedl. Pour ne rien arranger, les températures plongent au-dessous de zéro et les émigrantes et émigrants doivent souvent passer la frontière de nuit, à travers champs ou, plus dangereux, dans les marécages des environs d'Andau[7]. Les témoignages divergent sur le comportement des soldats russes, tolérants, corruptibles ou sans pitié. À l'Ouest, les rumeurs les plus folles circulent sur la manière dont les soldats russes tromperaient les réfugiées et réfugiés hongrois. L'agence Reuter, par exemple, explique que de faux postes de douane avec drapeaux autrichiens auraient été érigés par les Soviétiques[8].

Simultanément, de nombreuses personnes prennent le chemin de la République populaire fédérale yougoslave de Josip Broz Tito. Et ce malgré le fait qu'à ce moment-là, la future attitude du gouvernement Tito envers les dissidentes et dissidents hongrois est encore incertaine. Dès la fin décembre, la rumeur d'une frontière austro-hongroise devenue plus hermétique conduit un grand nombre de personnes à prendre le chemin du sud. En quelques semaines, le chiffre des arrivées s'élève à plus de 13 000 et inquiète le HCR, lequel dépêche des missions pour observer la manière dont les réfugiées et réfugiés sont traités[9].

Profitant du chaos sur la frontière hungaro-autrichienne, des trafiquantes et trafiquants exploitent les passages pour divers commerces. À la mi-janvier, les autorités autrichiennes se voient ainsi obligées de rétablir une zone interdite le long de la ligne de démarcation. Le but officiel : empêcher le trafic d'êtres humains, la contrebande d'armes et le trafic de devises. Il s'agit aussi probablement de l'un des gestes censés témoigner de la neutralité de l'Autriche, surtout théorique pendant l'automne[10]. Le 24 janvier 1957, Kádár annonce la

« "Flüchtlinge haben auch Pflichten" Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », Vortrag im Rahmen der Außenstelle Budapest des Österreichischen Ost- und Südosteuropa-Institutes am 12. Oktober 1998 « Österreich-Ungarn? Und gegen wen? », *Kakanienrevisited*, 2001, p. 3, en ligne : https://www.kakanien-revisited.at/beitr/fallstudie/BRasky1.pdf (2 octobre 2017) ; Niessen James P., « The Culture of Welcome… », p. 10.

[7] Niessen James P., « The Culture of Welcome… » ; Gáal Károly, Widder Roland, *1956 und das Burgenland…*, p. 143.

[8] [Reuter], « Comment les Soviétiques trompent les réfugiés hongrois », *Journal de Genève*, 10 décembre 1956.

[9] The Problem of Hungarian refugees in Yugoslavia, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

[10] Varga Eva, « Technische und mentalitätsgeschichtliche Aspekte… », p. 119 ; Gémes Andreas, *Wie zwei geschiedene Eheleute: österreichisch-ungarische Beziehungen in den 1950er Jahren*, Graz :

mise en place d'installations techniques sur les lignes territoriales ouest et sud pour empêcher « *le passage illégal de la frontière* » ainsi que « *l'infiltration d'espions ennemis* »[11]. Budapest émet différents arguments. Premièrement, l'ouverture de la frontière commune aurait favorisé le soutien du « *putsch contre-révolutionnaire* ». Deuxièmement, on évoque « *l'intérêt de la protection de la sécurité de la population hongroise* »[12] ; un argument régulièrement mobilisé, comme ce sera le cas plus tard en RDA, pour ériger le mur de Berlin. En fait, ces mesures visent aussi et surtout à endiguer l'émigration vers l'Ouest, devenue une véritable hémorragie.

Dès mars 1957, la frontière est hermétique : la mise en place de barbelés tout au long de celle-ci (au contraire du premier Rideau de fer installé en 1948 qui n'était pas continu) empêche tout passage illégal[13]. À partir de ce moment-là, il sera quasiment impossible de rejoindre l'Ouest depuis la Hongrie. Contraintes de tenter leur chance de nuit, les personnes qui malgré tout essaient de quitter le sol hongrois risquent la mort. Au contraire de la population autrichienne qui sait dès le début du mois que la frontière est fermée, en Hongrie, le commun des mortels n'apprend cette nouvelle cruciale qu'à la fin mars par un discours de György Marosan, le suppléant de Kádár. Beaucoup de personnes parties trop tard sont arrêtées ou, pour les plus chanceuses, réussissent à rebrousser chemin sans conséquence[14].

Au 1er mars 1957, 170 743 Hongroises et Hongrois ont atteint l'Autriche et 17 087 en Yougoslavie, soit au total 187 830 réfugiées et réfugiés[15]. Si on ajoute les arrivées plus tardives dues principalement aux regroupements familiaux, ce sont en tout 200 660 personnes qui ont rejoint l'Occident au lendemain de l'Insurrection[16].

UPG, unipress Graz, 2010, p. 132 ; Kiss László J., « Österreich und Ungarn : Außenrand der gespaltenen Mitte », in Schmidl Erwin A., Engelke Edda, *Die Ungarnkrise 1956 und Österreich…*, p. 289 ; Haslinger Peter, « Flüchtlingskrise 1956 »…, p. 130-131.

[11] Gémes Andreas, *Wie zwei geschiedene Eheleute…*, p. 132 ; Gecsényi Lajos, « An der Grenze zweier Machtblöcke… », p. 278.

[12] Gémes Andreas, *Wie zwei geschiedene Eheleute…*, p. 132, 139-140.

[13] Il sera complété par une vaste installation de mines antipersonnelles entre avril et juillet 1958 : Rásky Béla, « "Flüchtlinge haben auch Pflichten"… », p. 3 ; Gémes Andreas, *Wie zwei geschiedene Eheleute…*, p. 133.

[14] Gémes Andreas, *Wie zwei geschiedene Eheleute…*, p. 133 ; Gecsényi Lajos, « An der Grenze zweier Machtblöcke… », p. 280.

[15] *Aide-mémoire sur l'assistance internationale à fournir aux réfugiés de Hongrie* - Présenté par le Secrétaire général et le Haut-commissaire pour les réfugiés, s. d., UNAG : G.I 30/1 20496, Jacket 3.

[16] *Hungarian Refugees : Overall Movements and Situation, October 1956 – June 1960*, Report of the Statistical Office of the UNHCR, National Archives, Canada, RG 25, 86-87/336, Vol. 160,

Le passage de la frontière

Dans de nombreux livres qui évoquent la Révolution, un court chapitre est généralement dédié à l'exode de plus de 200 000 Hongroises et Hongrois à la suite de l'écrasement du mouvement. Une photo est régulièrement employée : un couple chargé de valises marche dans la neige fraîche entre des buissons (Fig. 1). Cette célèbre photo ressemble fort à une mise en scène, les membres de la famille sont parfaitement habillés, le front plissé de l'homme ne nuance que très légèrement la sérénité qui s'en dégage. Ce type de photos ne peut que susciter l'empathie en Occident. Si l'on se fie à cette photo, équilibre parfaitement dosé entre la dimension risquée de la fuite et l'aspect propre en ordre de cette famille, on peut penser que le passage de la frontière est un acte dangereux mais réfléchi : cette famille semble très préparée à son exil. Mise en scène ou non, cette photo correspond à une certaine réalité. De nombreuses personnes sont parties en s'étant préparées, n'ont rencontré aucun souci majeur au moment de leur fuite, sont arrivées en bonne forme et impeccablement habillées en Autriche. D'autres ont vécu une fuite précipitée, n'ont rien pu emporter avec elles, ont marché plusieurs heures dans la boue ou la neige et sont arrivées, peut-être après plusieurs essais, en loques et exténuées à la frontière.

Une fois les hésitations dépassées et la décision prise, comment faire pour atteindre la frontière ? Au moins deux facteurs jouent un rôle particulier : le moment de la fuite et le lieu duquel on part. La question de la manière dont circulent les informations sur la frontière et les moyens de la rejoindre se pose également. La réponse paraît simple : le bouche-à-oreille. La plupart du temps, les réfugiées et réfugiés racontent qu'un ami, proche ou une autre personne les a informés et ils expliquent simplement, à l'instar de l'un de nos témoins Zoltán Tóth : « *On savait qu'on pouvait partir, tout le monde en parlait.* »[17]

Les premiers passages de la frontière sont souvent le fait d'habitantes et habitants des zones frontalières rejoignant sans difficulté des parents qui vivent déjà dans le Burgenland. Les défections ne sont pas toujours clairement

File 5475-EA-4-40, reproduit par Hidas Peter, « Arrival and Reception : Hungarian Refugees, 1956-1957 », in Adam Christopher, Egervari Tibor, Laczko Leslie, Young Judy (éd.), *The 1956 Hungarian Revolution: Hungarian and Canadian perspectives*, Ottawa : University of Ottawa Press, 2009, p. 233, table 10.4.

[17] Entretien avec Zoltán Tóth, Genève, 11 octobre 2013.

Fig. 1. Photo d'une famille de réfugiés hongrois, décembre 1956.

Source : Magazine d'histoire *Mult-kor*. Photo en ligne : https://mult-kor.hu/cikk.php?id=14380&pIdx=1&print=1 (8 janvier 2019).

distinctes de simples visites[18]. On observe de nombreux allers et retours, ce qui entrave un calcul précis des rapatriements. Un autre phénomène observé dans les zones frontalières témoigne de différentes stratégies, non pour quitter le pays mais pour gagner un petit pécule. Certaines personnes de la région passent la frontière, s'inscrivent auprès de plusieurs organisations d'aide sous des noms différents puis retournent ensuite en Hongrie avec la somme empochée[19]. Pour beaucoup d'habitantes et habitants de Sopron par exemple, la fuite, du moins au début de l'exode, signifiait marcher une ou deux heures au milieu d'autres gens qui poursuivaient le même but. C'est le cas de cette femme, dont l'histoire est racontée dans le recueil de témoignages de Gáal et Widder, qui explique qu'elle a équipé son fils pour l'école, mis sa fille dans sa poussette et s'est dirigée vers la frontière à pied[20]. Zita Müller, qui part de

[18] Schmidl Erwin A., « Erste Bewährung… », p. 258.
[19] Gáal Károly, Widder Roland, *1956 und das Burgenland…*, p. 66.
[20] Gáal Károly, Widder Roland, *1956 und das Burgenland…*, p. 308-309.

Györ à bord d'un bus « *qui* [l'] *a déversé*[e] *près de la frontière* », doit traverser la frontière de nuit en courant avec une soixantaine de personnes[21]. Parmi nos témoins, István Borsodi – le seul rapatrié de notre échantillon – raconte qu'il a traversé la frontière sans aucune difficulté, littéralement comme sur un boulevard, au milieu d'une foule[22]. Un autre de nos témoins, Áron Szücs n'a pas eu de peine à rejoindre l'Autriche vu qu'il connaissait bien la zone frontalière, ses parents habitant à proximité[23]. D'autres ont eu le temps de prendre des précautions très pragmatiques avant le départ. Ne pouvant pas tout emporter et avec le pressentiment que leurs biens seront confisqués une fois qu'ils et elles auront rejoint l'Ouest, des fugitifs et fugitives « sauvent les meubles ». Dans le cadre de l'enquête de Gáal et de Widder, une femme explique qu'elle a enterré des valeurs en Hongrie et qu'elle en a envoyé d'autres chez des parents en Tchécoslovaquie[24]. L'une de nos témoins raconte que sa belle-sœur voulait absolument prendre toutes ses valeurs et a ainsi enfilé ses plus beaux souliers, neufs et à talons. Elle a dû être conduite à l'hôpital une fois à Vienne en raison de l'état de ses pieds[25].

Depuis Budapest, les candidates et candidats à l'exil se débrouillent pour s'approcher le plus possible de la frontière. En règle générale, les trains continuent de circuler pendant les débuts de l'Insurrection, après l'intervention russe du 4 novembre jusqu'au 1er décembre, moment où les autorités parviennent à stopper la circulation ferroviaire[26]. En Hongrie, les liaisons ferrées internationales dataient de l'époque austro-hongroise. Elles s'orientaient vers l'Autriche et au sud-ouest en direction des confins de l'ancienne « Grande Hongrie » vers Fiume (Riejka) en Croatie actuelle. Les liaisons transfrontalières ne tardent pas à être coupées ; les trains amènent alors les futures réfugiées et réfugiés vers les trois terminus les plus proches de la frontière autrichienne et yougoslave : Hegyeshalom, Szombathely et Nagykanizsa. Une autre possibilité est de rejoindre Sopron, à un jet de pierre de l'Autriche, ou, dès la fin novembre, Győr, à 90 kilomètres de la frontière. Les trains, avec les camions, représentent bien souvent l'unique moyen de quitter Budapest pour l'Ouest. Certains conducteurs prennent parfois eux-mêmes l'initiative d'emmener les dissidentes et dissidents vers des villes frontières[27].

---

21 Entretien avec Zita Müller, Fribourg, 6 juillet 2015.
22 Entretien avec István Borsodi, Szeged, 28 décembre 2015.
23 Entretien avec Áron Szücs, Berne, 5 septembre 2018.
24 Gáal Károly, Widder Roland, *1956 und das Burgenland…*, p. 297.
25 Entretien avec Zita Müller, Fribourg, 6 juillet 2015.
26 Gáal Károly, Widder Roland, *1956 und das Burgenland…*, p. 66.
27 Gáal Károly, Widder Roland, *1956 und das Burgenland…*, p. 63.

Dès le 4 novembre, la traversée devient plus dangereuse. Une partie des ÁVH qui ont quitté la Hongrie repassent la frontière dans le sens inverse après avoir appris l'écrasement du soulèvement[28]. Certains d'entre eux, bientôt appuyés par des commandants de camps soviétiques frontaliers reprennent leur poste et effectuent des contrôles, notamment dans les trains. Des wagons sont ainsi vidés de leurs occupantes et occupants, contraints de modifier ou d'abandonner leur projet d'émigration. Les agents notent leur nom, parfois pas. Une chose est sûre : les personnes parties tardivement – qui ont souvent le plus à craindre du régime Kádár – se retrouvent face à de nouveaux obstacles et dilemmes[29]. Elles développent des stratégies pour les contourner, telles que les faux papiers ou le recours à un passeur.

Beaucoup de candidates et candidats à l'exil ont de la famille à l'ouest de la Hongrie. C'est le cas de l'une de nos témoins Mária Szőregi, qui, avec une partie de sa famille, rejoint ses parents à quelque 80 kilomètres de la frontière. Elle explique que cela leur a permis de dormir sur place et de prendre des forces[30]. Le fait d'avoir des parents ou des connaissances proches de la frontière semble d'ailleurs jouer un rôle dans la décision de beaucoup de Budapestoises et Budapestois, car cela facilite grandement l'exil : il s'agit à la fois d'un prétexte et d'une étape utile pour réaliser le voyage en deux jours[31]. Les fugitifs et fugitives trouvent différentes astuces pour parer aux contrôles sur le chemin de l'exil. Gábor Kemény se procure de faux papiers en russe qui stipulent qu'il va chercher une cargaison d'insuline à la frontière. Avec ses camarades, il se met en route à bord d'une voiture agrémentée de croix rouges artisanales. Gyula Nagy bénéficie, lui, d'un faux passeport que son père lui a acheté[32].

Si les témoignages qui relatent le passage de la frontière ouest foisonnent, ceux qui documentent la traversée de la frontière sud sont beaucoup plus rares. Certains secteurs sont certes relativement peu surveillés mais un facteur de taille distingue ce chemin privilégié une fois la route vers l'Autriche coupée : l'incertitude quant à la réaction des gardes-frontières yougoslaves et à l'accueil qui attend les fugitifs et fugitives. Edit Király est la seule personne que nous avons rencontrée à être passée par la Yougoslavie. Poursuivi en raison de sa

[28] Murber Ibolya, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956… », p. 26.
[29] Gáal Károly, Widder Roland, *1956 und das Burgenland…*, p. 63-65.
[30] Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015.
[31] D'autres témoignages dans, Gáal Károly, Widder Roland, *1956 und das Burgenland…*, p. 302-303.
[32] Entretiens avec Gábor Kemény, Genève, 31 octobre 2015 ; Gyula Nagy, canton de Zurich, les 23 mars 2018.

participation au comité révolutionnaire de sa ville, son père se décide à quitter le pays. La famille n'habite pas très loin de la frontière de l'actuelle Slovénie. Avant la Révolution, elle n'avait aucunement l'intention de fuir. En janvier 1957, face aux risques de représailles, la famille n'a plus d'autre choix que de rejoindre la frontière yougoslave. Les Király savent que les gardes-frontières yougoslaves refoulent parfois les fugitifs et fugitives, raison pour laquelle ils ne s'annoncent pas à la frontière, rentrent dans le pays et demandent l'hospitalité à des paysans. Le lendemain, lorsque des gardes-frontières sonnent à la porte, les Király craignent d'être renvoyés en Hongrie. En fait, la famille est menée vers la frontière où la police yougoslave l'enregistre pour lui donner asile[33].

Les passeurs

La fuite de la famille d'Edit Király est un peu singulière. Elle est tardive – nous sommes en janvier 1957 – et donc dangereuse, d'autant que le père est recherché par la police. Les Király sont accompagnés par deux guides armés. Edit ne sait pas si son père les a payés pour ce service, ils sont en tout cas des connaissances de ce dernier et seront ensuite emprisonnés à cause de ce service rendu. László Mándy, quant à lui, est parti assez tard de Budapest : avec un collègue, ils se mettent en route le 22 novembre, une fois leur salaire du mois en poche. Selon son témoignage, le voyage lui a coûté cher. Il a entendu dire que des camions partent pour l'Ouest depuis la centrale de lait de Kelenföld, côté Buda. Lui n'a aucune famille qui réside aux alentours de la frontière, il devra se débrouiller autrement. Une fois embarqués à Kelenföld, László Mándy et son collègue se retrouvent avec d'autres personnes. Une femme et un enfant qui voyagent avec eux sont sous la protection spéciale du chauffeur. Le mari de cette femme est déjà à Vienne, d'où il lui a ordonné de céder tous les biens du couple à celui qui l'amènera à l'Ouest. Le chauffeur chargé de cette mission passera la frontière seulement avec la femme et son fils en se faisant passer pour son mari. Il dépose le reste du groupe près de la frontière. Ils sont huit : László et son ami, deux étudiants budapestois qui potassent péniblement une carte pour localiser la frontière, deux enfants, deux serruriers. C'est là qu'un garçon les aborde et leur propose ses services. Ce fils de vigneron leur offre l'hospitalité et promet de les amener à la frontière le lendemain matin. Le groupe dort dans le pressoir de la maison familiale avant de se faire guider en échange d'une petite somme.

[33] Entretien avec Edit Király, Berne, 17 août 2018.

Outre l'aide sur le chemin, un véritable commerce s'est mis en place autour des services offerts par les habitantes et habitants : on vend du schnaps, des chaussettes, on répare les chaussures, rarement gratuitement[34]. L'ouest de la Hongrie est encore relativement pauvre et ces gains soudains représentent une aubaine pour la population. Dans les villages, des personnes proposent de guider les groupes de fuyards, facilement repérables par les locaux, vers un passage sûr. Elles organisent le regroupement des candidates et candidats, et leur donnent un rendez-vous, souvent le lendemain. La plupart du temps, elles reçoivent une certaine somme ou des valeurs de la part des réfugiées et réfugiés. Toutes les émigrantes et émigrants n'ont pas recours aux passeurs mais la plupart – souvent des citadins qui n'ont jamais mis les pieds dans la région – accueillent avec soulagement ces services.

La Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, qui réalise des enquêtes sur le sujet, estime qu'un passeur – on le désigne plutôt comme « agent » – gagne en moyenne 2 000 forints (environ deux mois de salaire d'un ouvrier) pour le convoi d'un groupe[35]. Lui ou un autre guide également rémunéré emmène le groupe jusqu'à la frontière à pied. La marche « d'une étape à l'autre »[36], silencieuse pour ne pas attirer l'attention, peut durer plusieurs heures. Il arrive, d'après divers témoignages, qu'on donne des somnifères aux enfants pour éviter qu'ils ne pleurent sur le chemin[37]. Parfois, les guides sont des soldats russes. À Kapuvár, ils auraient réquisitionné un bus et convoyé des futures réfugiées et réfugiés pour 200 forints par personne, vers des marécages proches du canal d'Einser[38].

Des propriétaires de voitures s'improvisent passeurs. En tête, les envoyés spéciaux occidentaux : ils emmènent des femmes qui les ont abordés à Budapest, comme par exemple la mère de Bálint Basilides. Un journaliste allemand la fait passer pour son épouse[39]. Le trafic de voitures et de camions qui apportent des secours occidentaux dès le début du soulèvement facilite également la fuite. Certaines personnes parviennent à se faire emmener dans des voitures occidentales. Pour ceux qui ont de la famille en Autriche, la fuite est facilitée : avant la fermeture des frontières, des Viennois vont chercher des parents en Hongrie. Au début des événements, ce type de voyage est encore possible.

---

[34] Entretien avec László Mándy, Bienne, 21 juillet 2015.

[35] Confidentielles, les enquêtes s'avèrent être une source intéressante. On the League operation on behalf of hungarian refugees, s.d., UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

[36] Entretien avec László Mándy, Bienne, 21 juillet 2015.

[37] Bursten Martin A., *Escape from fear*, New York : Syracuse University Press, 1958, p. 72 ; Gáal Károly, Widder Roland, *1956 und das Burgenland…*, p. 161, 176, 303.

[38] Buhler Jean, « Les nuits glacées du Burgenland », *L'Impartial*, 30 novembre 1956.

[39] Entretien avec Bálint Basilides, Keszthely, 12 décembre 2015.

Dès le mois de novembre et l'instauration du régime Kádár, les personnes qui aident les dissidentes et dissidents savent qu'elles risquent des sanctions. Elles sont ainsi toujours moins à s'engager dans ce type d'entreprise. Les passeurs essaient alors de se renseigner auprès des fugitifs et fugitives avant de les aider : si la personne en fuite a pris activement part au combat, le passeur risque une lourde peine et hésite à s'engager. L'arrivée de nouvelles troupes russes, plus disciplinées que les précédentes, rend la fuite comme l'aide à la fuite extrêmement dangereuses. Il y a enfin toutes celles et ceux, paysannes et paysans, enseignantes et enseignants ou membres du clergé qui offrent spontanément et sans contrepartie leur toit ou des repas aux futures exilées et exilés : eux aussi risquent gros[40].

Le degré de pénibilité du voyage dépend des moyens financiers et aussi du réseau des candidates et candidats. László Mándy, qui n'avait probablement qu'un salaire pour tout le voyage, a marché en tout 24 heures jusqu'à un *no man's land* à proximité de Szentgotthárd où il a pu passer la frontière. Le mari de l'une des personnes que nous avons rencontrées a, lui, parcouru 140 kilomètres à bicyclette pour atteindre les eaux du lac de Neusiedl par un temps glacial. D'autres personnes qui bénéficient d'un plus grand capital social ont moins de difficultés à rejoindre la frontière. La famille Király, par exemple, est aidée d'une petite escorte jusqu'à la frontière yougoslave[41].

Qu'ils demandent de l'argent ou non, les passeurs débusqués seront sévèrement punis. C'est le cas notamment de certains cheminots et conducteurs qui ont eu le malheur de voir des membres de la police politique monter dans le train rempli de candidates et candidats à l'émigration. Dès le début 1957, le régime traque plus sévèrement non seulement celles et ceux qui essaient de sortir du pays mais aussi les personnes qui les aident ou même qui ont connaissance de projets d'émigration. Les passeurs risquent plusieurs années de prison[42]. Ces arrestations sont possibles en partie avec la collaboration d'habitantes et habitants de la région. Une frange de la population frontalière a déjà été habituée à signaler aux autorités des personnes suspectes et certains civils étaient engagés dans des « groupes patriotiques », des milices chargées de surveiller la frontière avant 1956. Il s'agissait de volontaires qui collaboraient

[40] Gáal Károly, Widder Roland, *1956 und das Burgenland…*, p. 65, 72, 296-297.

[41] Entretiens avec László Mándy, Bienne, 21 juillet 2015 ; Josette Szabó, Hévíz, 13 décembre 2015 ; Edit Király, Berne, 22 août 2018.

[42] Gémes Andreas, *Wie zwei geschiedene Eheleute…*, p. 133 ; Gáal Károly, Widder Roland, *1956 und das Burgenland…*, p. 66 et 73.

avec le régime[43]. D'autres faux passeurs auraient quant à eux livré des fuyards à la police. Ceux-ci, selon Gáal, recevront les honneurs du régime de Kádár pour leur « *service patriotique* »[44].

Hésitations

Si 200 000 personnes sont parvenues à rejoindre l'autre côté du Rideau de fer, des centaines de milliers d'autres ont hésité face aux risques indéniablement liés à cette opportunité. Dès le début de la guerre froide, la frontière autrichienne de 354 kilomètres de long signifiait « la porte vers l'Ouest », et pour beaucoup de Hongroises et Hongrois, le seuil d'une vie meilleure. Au printemps 1956, la nouvelle officielle du démantèlement des installations techniques était déjà parvenue à la majeure partie de la population hongroise[45]. Lorsque vous abordez l'histoire de cet exode auprès de personnes dont la famille est restée en Hongrie, il arrive souvent que votre interlocuteur ou interlocutrice vous explique pourquoi lui-même, elle-même ou ses parents n'ont *pas* émigré. Différentes préoccupations auraient entravé la fuite : là un diplôme à passer dans une proche échéance, ici un parent malade qu'on ne peut laisser seul. Ce réflexe est intéressant. D'abord parce que ce choix – partir ou rester – a visiblement fait l'objet de discussions dans le cercle familial. Ce réflexe dit en outre quelque chose de la mémoire de 1956 : la plupart des gens ressentent le besoin de se justifier. Mais se justifier de quoi ? De ne pas avoir saisi l'opportunité de rejoindre l'Occident ? Les témoins que nous avons rencontrés thématisent peu cette hésitation. Ils présentent souvent leur décision de rejoindre l'Ouest comme inéluctable. Plus rarement, ils expliquent avoir été motivés par une connaissance. László Mándy précise que son ami l'a simplement apostrophé : « *Qu'est-ce que tu dirais d'émigrer ?* » D'autres, à l'image de Péter Gémes, insistent sur le caractère ferme de leur décision : une évidence[46]. D'autres encore insistent sur leur jeunesse et le caractère spontané de leur émigration[47]. Seule Edit Király

[43] Varga Eva, « Technische und mentalitätsgeschichtliche Aspekte… », p. 116.
[44] Gáal Károly, Widder Roland, *1956 und das Burgenland…*, p. 65.
[45] La déclaration officielle paraît le 8 mai 1956 : Varga Eva, « Technische und mentalitätsgeschichtliche Aspekte… », p. 120.
[46] Entretien avec László Mándy, Bienne, 21 juillet 2015 ; et avec Péter Gémes, Bâle, 1er avril 2015.
[47] Entretien avec Zita Müller, Fribourg, 6 juillet 2015.

affirme : « *Nous ne voulions pas partir.* » Sa famille a longuement hésité. C'est seulement au moment où son père comprend qu'il est recherché par la police que la famille se met en route vers la Yougoslavie[48].

Un film réalisé en Hongrie en 1987 rend compte de ces hésitations. L'œuvre du cinéaste Péter Gardos, *Coqueluche*, dépeint les tergiversations d'une famille budapestoise pendant les événements de 1956[49]. Dans le film, tous n'ont pas les mêmes raisons de s'exiler. La grand-mère, une intellectuelle stalinienne et cynique, peut craindre les répercussions de la Révolution. On lui recommande d'émigrer ou de ne pas sortir de chez elle car « *beaucoup de gens* [la] *détestent* ». Elle balaie ces avertissements en relativisant le danger d'éventuelles purges. Le père, quant à lui, après avoir giflé son chef probablement rákosiste, brûle en catastrophe ses livres compromettants et envisage l'option de l'émigration, car il craint aussi bien l'issue réformiste qu'un retour des prosoviétiques au pouvoir. Il se prend à rêver de devenir danseur de claquettes aux États-Unis. La mère songe également à une issue vers l'Occident. Elle est d'ailleurs sur le point de partir à moto avec son amant en Autriche. Les enfants ne comprennent pas très bien l'agitation des adultes mais sont heureux de ne pas devoir aller à l'école : « *Enfin, il se passe quelque chose. Enfin un petit soulèvement !* », crient-ils[50]. Le retour à l'ordre tout autant qu'une vilaine toux de la petite fille encouragent finalement la famille à rester en Hongrie. Chaque membre de la famille est touché différemment par les événements et chacun pèse le pour et le contre : partir ou rester, pourquoi partir, pourquoi rester.

Un roman raconte lui aussi le destin et les hésitations d'une famille, cette fois-ci en province[51]. Imre, le père, se retrouve face à un dilemme. Après avoir survécu à la guerre et perdu une partie de sa famille dans les camps de concentration, il réussit à se refaire une situation en devenant le chef de département des Magasins du peuple de la ville de Zalaegerszeg. Il ne se définit pas comme communiste et, même s'il est d'accord avec la plupart des revendications du camp insurgé, il craint le retour d'un nationalisme faisant le lit de l'antisémitisme. Un Conseil ouvrier prend la direction du département des Magasins du peuple et lui propose de

[48] Entretien avec Edit Király, Berne, 17 août 2018.

[49] Péter Gardos, *Coqueluche* [Szamárköhögés], Hongrie, 1987.

[50] Une scène emblématique du film montre la petite Annamari criant à tue-tête depuis la lucarne du toit « *Rákosi, Mátyás, camarade, ami !* » ; le père la réprimande sévèrement : « *Tu vas tous nous faire emprisonner !* ».

[51] Szücs Anna, *Anatomie d'une décision*, Genève : Encre fraîche, 2020.

collaborer, il se rend compte que des opportunistes profitent de la situation. Les craintes de la résurgence d'un antisémitisme, jusque-là tu mais bien existant, s'ajoutent à l'impact des traumatismes passés. Imre s'en veut toujours de ne pas avoir pris le chemin de l'exil avant la guerre, pendant qu'il était encore temps, alors qu'il minimisait les premières mesures antisémites du régime d'Horthy[52]. L'incertitude de l'issue de la Révolution fait hésiter plus d'une personne à prendre le chemin de l'exil. Communistes, Juifs, fonctionnaires, acteurs et actrices des événements, spectateurs et spectatrices des secousses politiques suivent avec anxiété les événements mais aussi les incidents qui se produisent dans leur localité[53].

Récits épiques, récits honteux

Le crédit extrêmement positif donné en Occident aux « combattants de la liberté » s'est rapidement transféré sur les Hongroises et Hongrois parvenus à l'Ouest. Qu'importe si la plupart n'ont pas pris part au combat, ils et elles ont fui les Russes et méritent l'admiration des Occidentaux. Le caractère tragique de la lutte armée et sa couverture médiatique contribuent à ce que les réfugiées et réfugiés adaptent leur discours au public occidental. Accueillis comme des héros, ils et elles doivent être à la hauteur de cette projection.

Ainsi, il est rare que les passeurs soient mentionnés dans les témoignages, ou alors en termes déguisés. Leur rôle considérable est en partie effacé dans les récits contemporains et même dans certaines études historiques. Une série de 107 récits de Hongroises et Hongrois récoltés et reformulés par le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME) mettent en évidence cette forme de censure. La pratique de proposer des histoires d'exil à des potentiels bailleurs de fonds est répandue à l'époque où les organisations d'entraide valorisent unilatéralement l'accueil des victimes du communisme. Dans

[52] Un élément qu'on retrouve dans le film *Coqueluche* à travers l'allusion d'un voisin de la famille : « *J'ai déjà décidé une fois de ne pas m'en aller, ça m'a coûté bien cher.* » Le voisin prend alors un atlas et pointe au hasard ; il tombe sur Tirana : « *Raté* » ; le deuxième essai est le bon : il tombe sur le Venezuela.

[53] Imre est par exemple choqué lorsqu'il voit le buste d'un Juif antifasciste détruit par des révolutionnaires. Il en arrive à craindre les répercussions du mouvement sur sa famille, son fils ayant déjà été pris à partie par des camarades qui le traitent de « *sale Juif communiste* », ce qu'ils ne se seraient pas permis avant.

ces 107 récits probablement rédigés à des fins de collecte de fonds, on élude complètement l'existence des passeurs[54]. Dans leur vaste entreprise d'histoire orale, Gáal et Widder donnent la parole à la population du Burgenland et aux réfugiées et réfugiés. Au récit de la fuite s'ajoute généralement l'expression de leur gratitude, là à la commune qui les a accueillis, ici aux sympathiques douaniers autrichiens, en général à l'Autriche. La majorité ne font aucunement mention de rétribution envers leur guide jusqu'à la frontière[55].

Parmi les réfugiées et réfugiés que nous avons rencontrés, nous avons défini deux cercles : les personnes qui se sont souvent exprimées sur 1956 et d'autres qui n'ont jusque-là pas eu l'occasion de témoigner[56]. Les personnes du deuxième groupe mentionnent sans filtre les sommes dépensées pour atteindre la frontière, tout comme elles expliquent les conditions de leur fuite. Des récits très romanesques, comme celui de Zita Müller qui raconte son départ avec une certaine fierté, contrastent fortement avec ceux de notre « revenant », István Borsodi, qui présente sa fuite comme un acte un peu honteux, influencé par la masse.

En revanche, l'un des éléments communs aux récits des anciens fugitifs et fugitives a trait à l'entente certaine entre compagnons d'infortune. Les témoins et la littérature rapportent souvent une sorte de communion entre les réfugiées et réfugiés, et cela au-delà des classes sociales[57]. Cette décision prise dans un laps de temps très court fait office, dans un premier temps, de dénominateur commun harmonieux entre les fugitifs et fugitives qui prennent alors l'habitude de se tutoyer entre eux. Avant même le passage de la frontière, on ne compte pas les témoignages de solidarité entre celles et ceux qui ont un même but : rejoindre le « Monde libre ». Les témoins racontent également que cet exode, surtout pour la première vague, prenait parfois des allures d'excursion. On avait embarqué avec soi des boissons chaudes, on partageait des sandwichs. Une fois la frontière passée, la plupart des réfugiées et réfugiés sont accueillis comme des héros par des gestes rivalisant de chaleur et de générosité. Le soulagement d'avoir réussi, d'être en sécurité crée une certaine euphorie au sein de cette communauté

[54] AOIM, SIT-00-050.
[55] Gáal Károly, Widder Roland, *1956 und das Burgenland…*
[56] Voir *supra*, Introduction : III. Méthodes et sources.
[57] Entretien avec Bálint Basilides, Keszthely, 12 décembre 2015.

improvisée, visible sur certaines photos des reporters où l'on distingue des visages réjouis ou souriants[58].

Ces exemples montrent à quel point certains facteurs orientent les récits des conditions de la fuite, les enjolivent ou les altèrent. Ces facteurs sont notamment liés au devenir des réfugiées et réfugiés. Pour celles et ceux restés en Occident, nous pouvons grossièrement distinguer les personnes qui ont développé un discours codifié autour de leur exil de celles qui racontent de manière plus libre leur expérience, avec moins de filtres. Pour ces deux groupes, la fuite représente généralement un élément positif dans leur parcours de vie. Pour celles et ceux qui ne sont pas demeurés en Occident, ce moment sera au contraire délibérément terni[59].

2.2 Les raisons de fuir la Hongrie

Des interprétations diverses

Dès l'automne 1956, l'arrivée des réfugiées et réfugiés est commentée généreusement en Europe et aux États-Unis. Qu'il s'agisse des raisons et des conditions de leur fuite, de leur comportement une fois en Occident, et nous le verrons, de leur insertion dans les sociétés d'accueil ainsi que le rapatriement, leurs faits et gestes sont sujets à des interprétations imprégnées du consensus anticommuniste et antisoviétique. L'analyse des motifs d'exil invoqués dans les sources contemporaines s'avère intéressante car elle révèle l'usage idéologique de l'histoire de ces réfugiées et réfugiés. Certains récits fort orientés, à l'image du célèbre roman de James A. Michener *The Bridge at Andau*, témoignent de partis-pris anticommunistes[60]. En ce qui concerne les motifs d'émigration des fugitifs et fugitives hongroises, nous souhaitons mentionner deux études parues peu après l'exode, l'une consacrée aux réfugiés, l'autre portant plus généralement sur l'Europe de l'Est. Les deux ont comme point commun d'être présentées comme l'œuvre de témoins oculaires.

Celle de Martin E. Bursten, *Escape from Fear. An Eyewitness Report of the Flight*, parue en 1958, a un objectif clair : montrer la nécessité d'assouplir les

[58] Gáal Károly, Widder Roland, *1956 und das Burgenland…*, p. 63.
[59] Voir *infra*, Chapitre 6 (Après le retour).
[60] Michener James A., *Le Pont d'Andau*, Versailles : Omblage Éditions, 2017 [1957].

conditions d'admission aux États-Unis des transfuges de pays communistes. Pour ce faire, le livre s'emploie à donner une image exemplaire des réfugiées et réfugiés hongrois. Cette démarche idéalisante s'avère majoritaire dans les études contemporaines, qu'elles soient celles d'œuvres d'entraide, de la presse ou du monde académique. Bursten, présent en Autriche au moment de l'arrivée des réfugiées et réfugiés, rapporte dans son livre un point de vue très répandu en Occident :

> « *Depuis quelques jours, les réfugiés affluaient à la frontière autrichienne – des réfugiés conduits par la peur de la persécution, de la rétorsion, de la torture, de la mort.* […] *Le phénomène de la migration de masse n'est pas nouveau mais ce soir, j'ai vu le plus grand exode de terreur jamais enregistré en une si courte période.* »[61]

Ce type d'étude fait régulièrement référence à des déportations de masse à l'intérieur du pays et à l'existence de camps de concentration[62]. L'historien Peter Gatrell résume ce discours ainsi : « *Les réfugiés étaient dépeints en victimes de la tyrannie communiste et qui avaient échappé au "carnage et aux déportations" pour trouver la "liberté et la justice"* »[63]. Les médias relaient ce discours. À titre d'exemple, un lecteur de la *NZZ* lira dans plusieurs éditions que les Hongrois ont quitté leur pays « *par peur des déportations* »[64]. Les actualités filmées du Ciné-Journal en Suisse évoquent avec emphase « *les fugitifs sauvés de la mort et de la déportation* »[65]. Même si la déportation d'activistes de la Révolution en Union soviétique a été interrompue fin 1956, ces rumeurs persistantes – elles avaient d'ailleurs un noyau de vérité puisque des déportations avaient été amorcées – ont eu un impact non seulement sur les discours des observateurs mais

---

[61] Bursten Martin A., *Escape from Fear. An Eyewitness Report of the Flight of 200 000 Hungarians and its Aftermath*, New York : Syracuse University Press, 1958, p. 70, traduction de l'anglais.

[62] Outre Bursten, l'écrivain d'origine hongroise George Mikes participe lui aussi à une certaine désinformation en publiant des chiffres très fantaisistes : Mikes George, *La révolution hongroise*, Paris : Gallimard, 1957.

[63] Gatrell Peter, *The Making of the Modern Refugee*, Oxford : Oxford University Press, 2013, p. 111, traduction de l'anglais.

[64] « Die Flüchtlinge an der österreichisch-ungarischen Grenze », 12 novembre 1956 ; « Hilfeleistung für die Flüchtlinge aus Ungarn », 14 novembre 1956 ; « Die schweizerische Hilfsaktion für das ungarische Volk », 19 novembre 1956.

[65] « Pour les réfugiés hongrois », *Ciné-Journal suisse*, 30 novembre 1956, (07473), Fonds film du Ciné-Journal suisse (19401975), minutes 1:29 à 2:19. En ligne : http://www.memobase.ch/#document/SFW_CJS_CGS-CJS_0747-3 (18 août 2017).

aussi probablement sur ceux des réfugiées et réfugiés. En Hongrie, des informations contradictoires circulent : d'un côté, des tracts et des articles résistants annoncent des déportations au cours du mois de novembre ; de l'autre, les radios hongroises s'efforcent d'appeler le peuple à ne pas croire à ces « *fausses rumeurs provocatrices* »[66]. Tout cela laisse penser que la peur des déportations, véritable *leitmotiv* des journalistes occidentaux, est ressentie ou intégrée par beaucoup de personnes réfugiées, avant ou après leur émigration. Lors d'une enquête menée à Vienne en décembre 1956 sur la base de 1 000 témoignages, la majorité, à la question « *Pourquoi avez-vous fui la Hongrie ?* », a coché la case « *peur* »[67]. Dans ce cas, les questionnaires occidentaux ont donné des réponses prédéfinies. Plus tard, ce motif est avancé par les réfugiées et réfugiés dans des formulaires, cette fois-ci sans cases définies, une fois en Suisse[68].

Deux ans après Bursten, une étude de Leslie Bain, correspondant de *The Reporter* présent à Budapest pendant l'Insurrection, donne un tout autre regard sur les personnes réfugiées, un regard minoritaire en Occident et qui, en 1956, aurait pu passer pour de la propagande communiste. Dans son livre paru en 1960, *The Reluctant Satellites : an Eyewitness report on East Europe and the Hungarian Revolution*, il juge de manière très critique les divers usages politiques de la Révolution et, dans un commentaire lapidaire, brosse un tableau très dépréciatif des réfugiées et réfugiés :

> « *Les révolutionnaires représentaient seulement une petite proportion des réfugiés* […]. *Le reste était composé d'opportunistes partis chercher fortune ailleurs en se faisant passer pour des combattants de la liberté. Scientifiques ambitieux, ouvriers et paysans constituaient la moitié de ce groupe, l'autre moitié était composée de jeunes délinquants, voyous, prisonniers évadés, prostituées et bons*

[66] Nations unies (éd.), *Rapport du Comité spécial pour la question de Hongrie…*, p. 137 (citation)-141.

[67] International Research Associates, *Hungary and the 1956 Uprising: Personal Interviews with 1 000 Hungarian Refugees in Austria*, New York, 1957, cité par Niessen James P., « Hungarian Refugees of 1956: From the Border to Austria, Camp Kilmer, and Elsewhere », *Hungarian Cultural Studies*, 9, 2016, p. 124.

[68] À leur arrivée en Suisse, les réfugiées et réfugiés ne doivent pas justifier leur fuite car l'asile leur a été accordé collectivement ; ils et elles doivent néanmoins répondre à la question « *Pourquoi ne retournez-vous pas dans votre pays d'origine ?* » dans des demandes de secours ou pour se rendre dans un autre pays depuis la Suisse. Nous avons consulté une centaine de demandes. Les personnes inscrivent généralement des formules telles que « *à cause des déportations* » ; mais aussi « *événements de 1956* » ; « *Russes en Hongrie* ». CH-BAR#E4264#N.

à rien. […] *Là résidait un autre dilemme pour l'Occident.* […] *Il n'y avait rien d'autre à faire que de les accepter et cacher le sombre tableau.* »[69]

Ces deux extrêmes mettent en évidence une forme de tabou progressivement dévoilé. Les observateurs et observatrices occidentales présentes en Autriche ainsi que les œuvres d'entraide se rendent compte que l'écrasante majorité des réfugiées et réfugiés ne correspondent pas, à proprement parler, à des « combattants de la liberté »[70]. En témoignent les résultats d'études confidentielles, comme celle de László Mráz pour le compte de l'Office d'aide aux réfugiés d'Aarau[71]. Son rapport concluait que seuls 10 % des réfugiés auraient été impliqués dans la Révolution, 60 % seraient partis en raison de leur attirance pour l'Occident, 27 % des « *suiveurs* » et 3 % des jeunes en quête « *d'aventure* » et souhaitant « *voir le monde* »[72].

Mais dans la presse et les médias, la peur demeure leur motif principal. Réelle ou supposée, la crainte – d'un retour des méthodes de Rákosi, des déportations, de la guerre, des Russes – présente le double avantage d'être un motif de départ peu contestable et de servir le message anticommuniste des commentaires occidentaux.

---

[69] Si sa position anticommuniste est indubitable, Leslie Bain, né aux USA de parents irlandais et hongrois, s'est rendu plusieurs fois en Hongrie au cours de l'année 1956. Ses analyses sont encore utilisées par les historiennes et historiens. Bain Leslie B., *The Reluctant Satellites: an Eyewitness Report on East Europe and the Hungarian Revolution*, New York : Macmillan, 1960, p. 187, traduction de l'anglais.

[70] Ther Philipp, *Die Aussenseiter: Flucht…*, p. 239.

[71] Banki Christine, Späti Christoph, « Ungaren, Tibeter, Tschechen und Slowaken. Bedingungen ihrer Akzeptanz in der Schweiz der Nachkriegszeit », in Goehrke Carsten, Zimmermann Werner G. (éd.), *Zuflucht Schweiz: der Umgang mit Asylproblemen im 19. und 20. Jahrhundert*, Zurich : Hans Rohr, 1994, p. 376-377.

[72] Sur les enjeux de cette étude : Zimmer David, *Ungarn vererben?: intergenerationelle Tradierung von Zugehörigkeit am Beispiel ungarischer Immigranten in der Schweiz*, Bern : P. Lang, 2011, p. 89. Birkás, quant à elle, estime que c'est parce que Mráz – comme d'autres réfugiées et réfugiés arrivés avant 1956, plutôt mal accueilli par rapport à leurs compatriotes de 1956 – ressent une certaine jalousie et les juge avec sévérité : Birkás Judit, *Die Ungarnflüchtlinge von 1956 in der Schweiz…* Quant à Emil Pintér, ce psychiatre probablement sympathisant du régime Kádár, il va même plus loin en affirmant que ce pourcentage pourrait tomber à 5 %, car de nombreux réfugiées et réfugiés affirmeraient avoir participé au soulèvement pour s'attirer les faveurs de leurs interlocuteurs. Pintér Emil, *Wohlstandsflüchtlinge…*, p. 47-51.

… et des remises en question

Les historiennes et historiens ont décrypté l'enjeu idéologique autour de l'image des personnes qui ont fui la Hongrie en 1956, et ont progressivement contribué à leur « *déshéroïsation* »[73]. Pour des raisons évidentes, c'est d'abord dans la Hongrie de Kádár que la recherche s'emploie à décrédibiliser les dissidentes et dissidents en exil. Après la propagande des premières années du régime Kádár, des études plus sérieuses s'attellent à l'émigration hongroise. En 1974, un ouvrage publié en hongrois par Kázmér Nagy, un exilé de 1948, met en évidence les disparités et les contradictions au sein de la diaspora de 1956 et dénonce subtilement l'égoïsme des Hongrois occidentaux[74]. Nagy travaillait en réalité sur mandat du régime[75]. En 1985, l'historienne Julianna Puskás estime que seuls 5 % des réfugiées et réfugiés ont participé aux combats[76]. En Occident aussi, progressivement, la recherche sur l'exode hongrois et sur les réfugiées et réfugiés de la guerre froide a tendance à relativiser la validité de leurs motifs. Par exemple, Michael Marrus généralise la vague de 1956 ainsi : « […] *puis quand les chars russes investissent la capitale, des émigrés plus impliqués politiquement et souvent jeunes, quittent les cendres encore fumantes de la révolution. En même temps qu'eux et jusqu'à la fin 1956 déferle une gigantesque vague de Hongrois moyens, mus par le désir pressant de s'installer à l'étranger* »[77]. Enfin, après la fin de la guerre froide, des statistiques sur les dissidentes et dissidents révélées par des sources hongroises en 1991 montrent la prédominance des personnes originaires de Transdanubie parmi eux, ce qui accrédite le postulat selon lequel la

[73] Le terme « *Deheroisierung* » est de Rásky Béla, « "Flüchtlinge haben auch Pflichten"… », p. 2.

[74] Nagy Kázmér, *Elveszett alkotmány : vázlat az 1944 és 1964 közötti magyar politikai emigráció kialakulásáról* [La constitution perdue : esquisse du développement de l'émigration politique hongrois entre 1944 et 1964], Munich : Aurora Könyvek, 1974.

[75] Entretien avec l'historienne Nóra Szekér, Budapest, 23 septembre 2015.

[76] Puskás Julianna, « Elvándorlások Magyarországról 1945 óta és a magyar diaszpóra néhány jellegzetessége az 1970-es években » [Les émigrations de la Hongrie depuis 1945 et quelques caractéristiques de la diaspora hongroise dans les années 1970], in Molnár János, Orbán Sándor, Urbán Károly (éd.), *Tanulmányok a magyar népi demokrácia negyven évéről* [Études sur les quarante années de la Démocratie populaire hongroise], Institut pour l'histoire du parti socialiste et ouvrier hongrois et Institut d'histoire de l'Académie hongroise des sciences, Budapest, 1985, p. 247.

[77] Marrus Michael, *Les exclus : les réfugiés européens au XX^e siècle*, Paris : Calmann-Lévy, 1986, p. 364.

plupart des personnes réfugiées n'avaient pas pris part aux combats[78]. Dans les recherches récentes, le concept du *push-pull* permet de mobiliser un juste milieu entre répulsion du régime communiste et attraction du monde occidental[79].

Si ce binôme peur de la répression/opportunité de rejoindre l'Ouest est au premier abord séduisant pour expliquer l'exode hongrois, il s'avère assez réducteur. À la multiplicité des causes d'émigration à l'échelle individuelle s'ajoute la variété des raisons au sein du groupe. Ainsi, il y a dans cette vague de 1956 des profils forts divers. Prenons par exemple Pierre Kende, intellectuel exilé en France début 1957 qui échappe à une arrestation fort probable, car il a lancé un journal pro Nagy avec son cousin Miklós Gimes. Ce dernier décide, lui, de rester à Budapest. Il est exécuté en 1958, alors qu'il n'a nullement pris part au soulèvement armé[80]. Autre exemple de profil : Jutka Sponga. Jeune ouvrière originaire de la banlieue de Csepel issue d'un milieu particulièrement pauvre, elle devient l'une des icônes symboliques de la Révolution grâce à un célèbre cliché de *Paris Match*[81]. Protagoniste du soulèvement, elle aussi risque gros si elle rentre en Hongrie, d'autant que les autorités hongroises collectionnent les photos des insurgées et insurgés publiées dans la presse occidentale pour déterminer les coupables des violences. Mais, à leurs côtés, dans les camps de triage autrichiens, il y a aussi de nombreuses personnes dont la fuite ne dépend pas directement des événements.

Les sociologues comme Stéphane Dufoix montrent qu'il est illusoire de définir en bloc une vague d'émigration telle que celle de 1956, même si elle semble homogène de prime abord[82]. Comme pour d'autres réfugiées et réfugiés, les raisons qui les poussent à quitter du jour au lendemain famille, amies, amis et biens matériels sont complexes, ce qui n'empêche pas d'observer différentes tendances dans cet exil collectif. Nous avons vu dans l'introduction que le concept *push-pull* est critiqué par des chercheuses

[78] « KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról. Az illegálisan külföldre távozott személyek főbb adatai, 1956. Október 23–1957. Április 30 [Rapport de l'Office central statistique hongrois sur l'émigration clandestine de 1956. Principaux chiffres des personnes ayant illégalement quitté la Hongrie du 23 octobre 1956 au 30 avril 1957], *Regio*, 4, 1991, p. 174-211.

[79] Niessen James P., « Hungarian Refugees of 1956… », p. 124.

[80] Kende Pierre (interrogé par Rupnik Jacques), « Traumatisme et référence », in Collectif, *L'Autre Europe*, n° 11-12, *Trente ans d'oppositions*, Paris : L'Âge d'Homme, 1986, p. 3-11.

[81] Casoar Phil, Balázs Eszter, *Les héros de Budapest…*, 2006.

[82] Dufoix Stéphane, « Fausses évidences. Statut de réfugié et politisation », *Revue européenne des migrations internationales*, 16 (3), 2000, p. 147-164.

et chercheurs en sciences sociales, car ils y voient une manière de nier la volonté propre des émigrantes et émigrants dont les décisions, selon le concept *push-pull*, seraient surtout le résultat de facteurs extérieurs[83]. En accord avec cette vision, il nous semble important de nous mettre à la place des Hongroises et Hongrois en 1956, impliqués ou pas dans le soulèvement, habitant Budapest ou la province, enfant de « koulak » ou de cordonnier, intellectuelles et intellectuels, aristocrates déchus, mécaniciennes et mécaniciens ou encore vagabonds de Csepel. L'incertitude liée à l'avenir du pays et de leur propre vie, les promesses de cet Occident attirant et fantasmé, le pressentiment d'y être bien accueillis et surtout la recherche d'une vie meilleure jouent un rôle dans leur décision.

L'espoir d'une vie meilleure. Catégorisation des motifs de départ

Nous avons regroupé les motifs d'émigration vers l'Ouest en quatre catégories : peurs et incertitudes, souffrances et frustrations, pressions sociales, attentes et espérances. Il ne s'agit aucunement de proposer des estimations en proportions ou en pourcentages, ni de hiérarchiser ou de juger la validité des motifs. Une personne accumule bien souvent plusieurs motifs, et de différents types, qui la poussent à quitter le pays. Par exemple, un motif classé dans le groupe « incertitude » peut très bien s'additionner d'espérances liées à une nouvelle vie dans un pays occidental. Nous illustrerons ces types de motivation par divers exemples.

Catégories de motif
1) Peurs et incertitudes
2) Souffrances et frustrations
3) Pression sociale
4) Espérances et attentes

[83] Haas Hein de, « The determinants of international migration : Conceptualizing policy, origin and destination effects », *IMI Working Paper Series* 32, 2011.
En ligne : www.imi.ox.ac.uk, https://www.imi.ox.ac.uk/publications/wp-32-11 (6 novembre 2017).

Même si le motif de la peur a été parfois gonflé par les commentaires occidentaux et si les menaces concrètes ne pèsent pas sur tout le monde de la même façon, il demeure pertinent. Le terme d'incertitude englobe une plus grande variété de sentiments liés à la décision d'émigrer. Il s'agit là du premier groupe de motifs. Nous avons mentionné les particularités de l'exode d'avant la deuxième intervention soviétique. Les premières personnes à fuir face à l'avènement de Nagy sont souvent celles qui craignent des représailles[84]. Nombre de Hongroises et Hongrois voient de leurs propres yeux ou entendent parler des lynchages comme Mária Szőregi : « *Ces ávos* [ndlr. les agents de la police politique] *pendus, ces cadavres partout, c'était horrible.* »[85] De la menace directe à l'incertitude face à l'évolution de cette violence, ces peurs jouent un rôle dans la décision de nombreuses personnes, et pas seulement pour les agents de la police politique et les fonctionnaires déchus, mais aussi pour de simples membres du Parti ou même pour les badauds[86]. Un autre motif de fuite pendant l'avènement de Nagy est lié aux craintes de pogroms ou d'actes antisémites. Dans un premier temps niée par des auteurs occidentaux comme Mikes[87] et simultanément gonflée par les commentaires au sein du régime de Kádár sur la « contre-révolution »[88], l'existence des slogans et des actes antisémites est maintenant confirmée, même si les historiennes et historiens relèvent leur caractère isolé. On pouvait craindre des dérives, notamment en raison de la confession juive des dirigeants comme Rákosi et de la plupart des officiers supérieurs de l'ÁVH. La crainte d'une résurgence d'antisémitisme – latent dans la société hongroise – était bien fondée. En outre, le récent traumatisme de l'holocauste a motivé plus d'une personne à quitter le pays[89].

Après l'intervention soviétique, d'autres peurs animent les candidates et candidats à l'exil. Comme mentionné plus haut, cette peur supposée est commode parce qu'il n'y a nul besoin de la définir précisément. Elle

[84] Voir notamment Marrus Michael, *Les exclus…*, p. 364.

[85] Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015.

[86] Gémes András, « Political migration in the Cold War… », p. 169 ; Marrus Michael, *Les exclus…*, p. 364.

[87] Mikes George, *La révolution hongroise…*, p. 194-196.

[88] Comme par exemple, le Livre blanc de la Contre-révolution : Magyar Népköztársaság Minisztertanácsa Tájékoztatási Hivatala [Office d'information du Conseil des ministres de la République populaire de Hongrie], *Ellenforradalmi erők a magyar októberi eseményekben* [Les forces contre-révolutionnaires dans les événements d'octobre en Hongrie], Budapest, s. d.

[89] Lendvai Paul, *Les Hongrois : mille ans d'histoire*, Lausanne : Les Éditions Noir sur Blanc, 2006, p. 542 ; Niessen James P., « Hungarian Refugees of 1956… », p. 124.

collait parfaitement à l'image d'un régime de terreur : les gens fuient parce qu'ils craignent cette terreur. Chez les réfugiées et réfugiés que nous avons rencontrés, ce motif revient relativement souvent. Mais de quoi ont-elles et ils peur au juste ?

Tout d'abord, il y avait parmi les réfugiées et réfugiés des femmes et des hommes qui avaient pris part au soulèvement armé. Dès le 4 novembre, des groupes entiers de combattantes et combattants prennent le chemin de l'Ouest craignant une arrestation prochaine[90]. Le fait d'avoir participé même de loin au soulèvement en motive beaucoup à rejoindre la frontière. C'est le cas du beau-frère de l'une de nos témoins, Mária Szőregi, qui a transporté des blessés vers les hôpitaux et qui se sentait en danger[91].

D'autres, en particulier les intellectuelles et intellectuels qui soutenaient le gouvernement Nagy tels que Miklós Molnár, Pierre Kende, Tamás Aczél ou Tibor Méray n'avaient pas pris les armes mais étaient concernés par des mesures de rétorsion[92]. Quand on sait que la police politique reconstituée du régime Kádár a procédé à plus de 20 000 arrestations alors qu'il y avait très probablement moins de 10 000 combattantes et combattants[93], un large spectre de la population courait effectivement le risque de subir des mesures de rétorsion. Le père de l'une de nos témoins, Edit Király, n'a pas pris les armes en 1956 mais il était le seul membre du Comité révolutionnaire mis en place pendant les quelques jours de liberté à n'avoir pas encore quitté le pays ; il était poursuivi[94]. Lorsqu'il est revenu dans son village après avoir pris part aux manifestations, Áron Szücs, un autre témoin, avait peur : « *La moitié du village savait que j'avais pris part au soulèvement* […], *je devais partir.* »[95]

Même si l'on n'est pas impliqué directement dans les combats, la peur ou l'incertitude dépend du pouvoir de ce que nous avons défini dans notre introduction comme l'« *information fragmentaire* »[96]. Nul ne sait comment va

[90] Casoar Phil, Balázs Eszter, *Les héros de Budapest*…, p. 74 ; Eörsi László, *Corvinisták 1956 : a VIII. kerület fegyveres csoportjai* [Les gars de Corvin : les groupes armés du 8e arrondissement], Budapest : 1956-os Intézet [Institut 1956], 2001.

[91] Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015.

[92] D'autres, comme le poète István Eörsi ou le romancier Tibor Déry, qui ont décidé de rester, ont été emprisonnés plusieurs années : Casoar Phil, Balázs Eszter, *Les héros de Budapest*…, p. 110.

[93] Fejtő François, *1956, Budapest, l'insurrection*…, p. 164.

[94] Entretien avec Edit Király, Berne, 17 août 2018.

[95] Entretien avec Áron Szücs, Berne, 5 septembre 2018.

[96] Voir *supra*, Introduction : II. Des migrants et des revenants.

évoluer la situation et les candidates et candidats à l'émigration recueillent des informations incomplètes et souvent contradictoires par la radio, les journaux, le voisinage, etc. On craint que les conflits dégénèrent en guerre civile, ou que les méthodes de terreur de masse fassent leur retour. D'autres entendent des rumeurs sur la volonté des Russes de se venger à grande échelle contre l'affront du soulèvement hongrois. Des ouï-dire plus fantaisistes sont relevés dans certains commentaires – les plus anticommunistes – comme l'un qui voudrait que les Soviétiques s'apprêtent à procéder à une sorte de nettoyage ethnique et à dépeupler la Hongrie![97] La «*peur des Russes*», souvent associée au souvenir de la Seconde Guerre mondiale, est régulièrement évoquée par nos témoins à l'instar de Magdolna Horváth qui s'exclame: «*J'avais peur des Russes.* […] *J'avais déjà vu tellement de choses pendant la guerre, des choses très graves*»[98] ou Zita Müller qui raconte comment, enfant, elle est restée terrée, accroupie dans sa maison au milieu de combats entre Soviétiques et Allemands, jusqu'à ce que son frère parvienne à venir la chercher en rampant jusqu'à elle[99].

Le second groupe de raisons de départ est lié aux souffrances et aux frustrations passées et présentes. Contrairement au premier groupe, ces raisons ne sont pas toujours en rapport avec les événements de 1956 qui s'apparentent à un contexte favorisant un exil auquel on avait peut-être déjà songé. Il faut cependant intégrer dans ce groupe certaines déceptions liées à l'écrasement de la Révolution, synonyme de la fin des espoirs de changement politique pour beaucoup de gens. Cet anéantissement en a poussé beaucoup à envisager leur avenir en exil[100].

Nous avons évoqué l'étendue des souffrances, surtout sous le régime Rákosi, dans le chapitre précédent. Nos témoins, qui avaient pour la plupart une vingtaine d'années en 1956, mettent souvent en avant les souffrances de leurs parents pendant les entretiens. László Mándy insiste sur la confiscation de l'entreprise de ramonage de son père: le fait que son propre employé, depuis longtemps membre du Parti, en ait hérité a scandalisé Mándy[101]. Zita Müller revient constamment sur le destin de sa mère. Celle-ci perd son premier mari sur le front en Russie, puis son deuxième époux. Elle peine à s'en sortir après

[97] Bursten Martin A., *Escape from fear…*, p. 78.

[98] Entretien avec Magdolna Horváth, Delémont, 22 juillet 2015.

[99] Entretien avec Zita Müller, 29 mai 2015.

[100] On se rapportera aux écrits de Stéphane Dufoix qui a raconté le destin de ces groupes, décidés à lutter «à distance» contre le régime en place considéré comme illégitime: Dufoix Stéphane, *Politiques d'exil: Hongrois, Polonais et Tchécoslovaques en France après 1945*, Paris: Presses universitaires de France, 2002.

[101] Entretien avec László Mándy, Bienne, 21 juillet 2015.

la guerre avec son emploi dans des bains et ses sept enfants, puis elle perd sa place lorsque les bains sont étatisés et elle est finalement emprisonnée pour une raison que sa fille ignore encore aujourd'hui[102].

Souvent, les souffrances touchent les personnes elles-mêmes qui subissent de fortes frustrations dans leurs études, travail, possibilité de logement, etc., en raison notamment de leur classe sociale. Le régime avait mis en place le système de « kader », une sorte de dossier qui catégorise chaque personne en fonction de son origine sociale et surtout du métier de ses parents. Les individus sont répartis en catégories : les « M » (Munkás : ouvrier), les « P » (Paraszt : paysan), les « É » (Értelmiség : intellectuel, les professions libérales y sont incluses), les « E » (egyéb : autre), les « X », qui désignent les « ennemis du peuple », c'est-à-dire les fils d'officiers ou d'aristocrates, les hauts fonctionnaires du régime horthyste, etc.[103].

Le régime s'efforce de remplacer cette ancienne *intelligentsia* par une nouvelle élite, issue des familles ouvrières et paysannes. Les études supérieures étant réservées en priorité aux enfants de familles communistes et/ou « d'origine ouvrière », nombre de personnes originaires de la classe « X » ou même « intellectuelle » voient leurs possibilités se réduire comme peau de chagrin. Le père de Sándor Konrád, l'un de nos témoins, était physicien et ami d'Albert Einstein. La famille appartenait à une *intelligentsia* peu à peu tombée dans la disgrâce et poussée par le régime rákosiste vers la droite anticommuniste. Les portes des écoles supérieures sont évidemment fermées à Sándor Konrád. En 1956, il saisit l'occasion de partir et d'étudier à l'EPFZ comme son père[104]. La proportion d'enfants d'intellectuelles et intellectuels n'est pas négligeable dans l'émigration de 1956. Et les déclassements professionnels sont loin de concerner seulement ces dernières et derniers sous le régime communiste. Il suffit pour s'en convaincre de jeter un œil à l'enquête de Baudy : boulangers devenus ouvriers dans une fabrique de pain, commerçants devenus serveurs, cultivateurs déclassés en ouvriers agricoles, etc.[105]. Comment comprendre alors les motivations des fils et des filles de familles pauvres, censées être favorisées par le régime ? Parmi nos témoins qui appartiennent à cette classe sociale, Béla Márai et Mária Szőregi reconnaissent tous deux que l'avènement d'une société qui se voulait plus égalitaire leur a

[102] Entretien téléphonique avec Zita Müller, 29 mai 2015.
[103] Baudy Nicolas, *Jeunesse d'octobre*…, p. 19-21 ; Fejtő François, *1956, Budapest, l'insurrection*…, p. 59-60.
[104] Entretien avec Sándor Konrád, Fribourg, 2 juillet 2013.
[105] Baudy Nicolas, *Jeunesse d'octobre*…, p. 326-328.

apporté des possibilités impensables pour leurs parents. Troisième d'une fratrie de onze enfants et issue d'une famille de domestiques, Mária Szőregi confie sa reconnaissance envers le régime communiste[106]. Ce sont d'autres motifs qui l'ont poussée à partir. Dans le cas de Béla Márai, fils de marchand de chaussures de Sopron, il a lui aussi, selon ses dires, « *bénéficié du système communiste* » en obtenant une bourse pour aller étudier à Budapest de 1953 à 1956 (ce qui ne l'empêchait pas de devoir travailler à côté des études et partager une chambre avec six étudiants). Ses frustrations, comme tant d'autres, sont d'ordre politique. Il a vu « *l'effervescence dans les milieux estudiantins* » s'opérer entre 1953 et 1956 ; il a nourri de grands espoirs pendant cette période. Puis, lorsque la défaite paraissait inéluctable, il a fallu repenser son avenir : « *Nous avions fui un régime dictatorial pour l'Occident. Nous nous considérions comme à l'école de la démocratie à l'Ouest, notre ambition était de l'amener ensuite en Hongrie.* »[107]

Il faut encore ajouter d'autres motifs de frustration, pas forcément liés au régime, mais d'ordre familial, personnel ou social. La littérature secondaire l'évoque peu, mais une frange importante de l'émigration est partie en quittant un conjoint ou une conjointe, comme nous avons pu le vérifier dans diverses archives, notamment dans les fiches nominatives de l'Office central suisse d'aide aux réfugiés (OCSAR)[108]. Le roman *Der Schwimmer* de Zsuzsa Bánk raconte le destin de deux enfants dont la mère a décidé de tout quitter en 1956 pour rejoindre l'Allemagne. L'autrice relate à la fois les errances du père avec ses deux enfants, tous trois restés en Hongrie et le devenir de la mère employée à la plonge dans un restaurant en Allemagne[109]. Fuyant autant la misère de la campagne que l'emprise de son mari, la mère de famille a pris le train sans mot dire. Sa fille, la narratrice, raconte : « *Ma mère n'a jamais contredit mon père. Elle l'a quitté.* […] *Par la suite* […] *on raconta, après la messe, que ma mère était montée dans le train avec une amie, sans une valise, sans un sac, sans dire au revoir.* »[110] Pour beaucoup de réfugiées et réfugiés, partir

[106] Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015.

[107] Entretien avec Béla Márai, Genève, 12 octobre 2013.

[108] Pour la Suisse on peut citer l'exception : Banki Christine, Späti Christoph, « Ungaren, Tibeter… », p. 376. Parmi les nombreux textes portant sur 1956 et l'Autriche, Murber fait clairement mention de ce motif : Murber Ibolya, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956… », p. 19-20. L'historienne rapporte que dans la vague de 1956, une femme mariée sur cinq a quitté le pays sans son mari. Nous thématiserons également ce point dans *infra*, Chapitre 6 (Les revenantes et revenants).

[109] Bánk Zsuzsa, *Der Schwimmer*, Francfort-sur-le-Main : S. Fischer, 2002.

[110] Bánk Zsuzsa, *Le Nageur…*, p. 15-16.

signifiait changer de vie, ce qui se traduisait souvent par quelque mensonge au moment de s'enregistrer auprès des autorités des pays d'accueil[111]. C'est ce que suggère l'une de nos témoins, Zita Müller qui se base sur une blague qui circule parmi les Hongroises et Hongrois en Suisse : « *Nous sommes tous nés à Buchs!* »[112], Buchs étant le lieu d'enregistrement des arrivées à la frontière austro-suisse où il fallait notamment déclarer son état civil.

Un autre motif apparu tardivement dans la littérature secondaire est la fuite pour échapper à une situation critique : des criminelles et criminels de droit commun ont pu sortir de prison dans le chaos de 1956 en même temps que les prisonniers et prisonnières politiques. Pour ces personnes, l'ouverture des frontières représentait une aubaine inespérée d'échapper à une condamnation[113]. Murber estime leur nombre à 3 000 ou 4 000[114]. Le ministre des Affaires étrangères autrichien a même supputé que leur arrivée en Autriche était une politique délibérée des autorités hongroises qui auraient la consigne de laisser les prisonnières et prisonniers passer la frontière pour s'en débarrasser[115].

Le troisième groupe de motifs de départ est lié à la pression sociale. De nombreux témoins mentionnent le fait d'avoir été entraînés par un tiers, la plupart du temps, un mari. Un cas emblématique en Suisse est le parcours de la romancière Agota Kristof. Réfugiée encore anonyme en 1956, elle ne cache pas les raisons de son exil : elle a suivi – bien malgré elle – son mari, contraint de fuir en raison de ses activités littéraires « subversives »[116]. Elle déclare sans ambages : « *Quand je me suis mariée en Hongrie, j'aurais dû aller en faculté. Quand je suis arrivée en Suisse, j'aurais dû exiger de mon mari que je fasse des études, et non lui.* »[117] Milan Kundera relate bien ce phénomène à travers les dires d'Irena, l'héroïne de *L'ignorance* : « *Je me suis mariée très jeune, uniquement pour échapper à ma mère.* » Irena décrit

[111] Murber Ibolya, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956… », p. 370-371.
[112] Entretien avec Zita Müller, 29 mai 2015 ; Pintér Emil, « Ungarische Flüchtlinge », *Neue Zürcher Zeitung* (courrier des lecteurs), 11 décembre 2006.
[113] Engelke Edda, « *Einem besseren Leben entgegen?* »…, p. 78-79.
[114] Murber Ibolya, « Ungarnflüchtlinge in Österreich 1956 », in Murber Ibolya, Fónagy Zoltán (éd.), *Die ungarische Revolution…*, p. 366.
[115] Cseresnyés Ferenc, « Das international Flüchtlingsrecht… », p. 401.
[116] Agota Kristof, Interview par Benedettini Riccardo, *Music & Literature (features)*, juin 2016 (interview réalisée en juin 1999). En ligne : http://www.musicandliterature.org/features/2016/6/8/a-conversation-with-agota-kristof (20 novembre 2017).
[117] Meunier Marianne, « Agota Kristof, l'absente qui était toujours là », *La Croix*, 28 août 2014.

ce mariage comme une « *faute irréparable commise à l'âge de l'ignorance* » porteuse de lourdes conséquences :

> « *Oui, oui, même mon émigration ! Elle aussi n'a été que la conséquence de mes décisions précédentes. J'ai émigré parce que la police secrète ne laissait pas Martin en paix. Lui, il ne pouvait pas vivre ici. Mais moi, si. J'ai été solidaire de mon mari et je ne le regrette pas. N'empêche que mon émigration n'a pas été mon affaire, ma décision, ma liberté, mon destin.* »[118]

L'une de nos témoins ne présente pas cet élément comme une contrainte mais simplement comme à une évidence : Mária Szőregi, mécanicienne dans une manufacture à Budapest au moment de l'Insurrection, raconte : « *On n'a jamais fait de politique, on savait rien du tout. On s'est mariés en mars 1956* […] *on avait notre petit appartement, un lit, tout juste pour vivre, ni chauffage ni eau courante, et les toilettes dehors mais on était jeunes mariés, on s'en fichait !* » Lorsque sa belle-sœur et son beau-frère annoncent à Mária et à son mari leur désir de tout quitter pour le « Monde libre », le mari de Mária répond : « *Si vous partez, on part avec vous.* » Soixante ans plus tard, Mária commente : « *Mon mari a dit "on part", on part.* »[119]

Mais on ne suit pas seulement son conjoint ou sa conjointe. Parmi nos témoins, le Budapestois László Mándy, même s'il se convainc rapidement des avantages de la fuite, ne serait probablement pas parti si son collègue avec qui il restera ami toute sa vie ne l'avait pas encouragé[120]. Zita Müller était, elle, à Győr, une ville qui a été le théâtre de violences. Les habitantes et habitants entendent avec anxiété la rumeur incessante des canons et mitraillettes. Son frère rentre un soir de novembre, paniqué, et prépare ses affaires : « *Je dois fuir… Viens-tu avec moi ?* »[121] Enfin, les enfants qui accompagnent leurs parents n'ont pas vraiment de choix possibles. D'aucuns, comme Bálint Basilides, décrivent le traumatisme de devoir quitter leur vie, leur quartier et leurs camarades sans qu'ils ne comprennent vraiment pourquoi[122].

Nous pouvons aussi mentionner le phénomène de la pression de groupe. Dans les villes frontières, on part souvent en groupe, avec sa classe ou sa famille. Dans ce contexte, il est possible que certaines personnes ne mesurent pas toujours la portée de leur geste. Parfois, celles et ceux qui quittent le pays

---

[118] Kundera Milan, *L'ignorance*, Paris : Folio, 2005, p. 187-188.
[119] Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015.
[120] Entretien avec László Mándy, Bienne, 21 juillet 2015.
[121] Entretien avec Zita Müller, 29 mai 2015.
[122] Entretien avec Bálint Basilides, Keszthely, 12 décembre 2015.

ne sont pas toujours vraiment préparés : jeunes, apprenties et apprentis, élèves, partent sans argent, sans nourriture, parfois sans informer leurs parents[123]. D'autres cherchent très clairement à se soustraire à leur situation familiale. Un exemple parmi d'autres retrouvés dans les dossiers de réfugiées et réfugiés mineurs de la Croix-Rouge suisse illustre bien ce cas de figure. La famille suisse d'un jeune réfugié non accompagné raconte :

> « *Chez nous depuis huit mois, il s'est montré avec les qualités et les défauts de son âge. Nous avons cependant appris il y a quelques mois que le récit de son départ de Hongrie était mensonger. Ses parents habitent à Mischolz-Tapolca* [ndlr. Miskolctapolca] *et non Budapest. Leur maison n'a pas été détruite et ils y sont bien vivants. Son récit avait été décidé avec un de ses camarades, qui tout comme lui, avait quitté sa famille par besoin d'aventure et ne voulait pas y être renvoyé.* »[124]

Le quatrième groupe désigne les motifs d'émigration porteurs d'attentes et d'espérances. Fils et filles « d'éléments ennemis du peuple » devaient jusque-là composer leurs ambitions et aspirations professionnelles en fonction des obstacles. Même les détentrices et détenteurs d'un bon « kader » n'ont pas toujours vu leur niveau de vie s'élever comme ils et elles l'espéraient. Quitter le pays leur ouvre un nouvel horizon. Depuis plusieurs années, une grande partie de la population écoute Radio Free Europe vanter les avantages des démocraties occidentales et se forge progressivement l'image d'un « Monde libre » où la vie ne peut qu'être plus facile. D'aucuns espèrent trouver un bon emploi et après un an, pouvoir acheter une voiture[125]. Dans un reportage de la Télévision suisse, un musicien réfugié en 1956 raconte cet espoir :

> « *Bien souvent le soir* […] *j'ai entendu Europe libre qui me racontait tellement de choses sur les pays de l'Ouest.* […] *Un exemple que je ne peux jamais oublier : un ouvrier qualifié, avec un mois de salaire, il peut payer son loyer, son électricité, et puis la vie. Et en plus de ça, il reste encore* [de l'] *argent*

---

[123] Sur les jeunes : Engelke Edda, « Die Aufnahme von Kindern und jugendlichen Flüchtlingen in Österreich 1956/57 », in Mitteleuropazentrum an der Andrássy Universität Budapest (éd.), *Jahrbuch für Mitteleuropäische Studien 2015/2016…*, p. 9-17 ; Gáal Károly, Widder Roland, *1956 und das Burgenland…*, p. 64.

[124] Lettre d'une famille d'accueil à Monseigneur Pfeiffer, aumônier de la communauté hongroise à Fribourg, 27 juin 1957, CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 120*.

[125] Murber Ibolya, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956… », p. 21.

économisé, avec ça, ça me permettait d'acheter deux complets, deux paires de souliers, une chemise et puis une cravate. »[126]

Comme la littérature l'a aussi relevé, beaucoup de jeunes Hongroises et Hongrois ont, pour la première fois depuis 1948, l'occasion de sortir du pays et « *voir comment c'est de l'autre côté* »[127]. Nombre d'entre eux ont auparavant vu leur demande de visa échouer. D'autres décrivent la fuite vers l'Occident comme un « *voyage d'études* »[128]. L'un de nos témoins, Zoltán Tóth, s'exclame : « *Le monde entier était ouvert devant nous !* », alors qu'Imre Kovács estime qu'il a quitté Győr « *pour voir le monde* »[129].

Dans le même groupe de motifs, il faut encore signaler un phénomène qui a trait à la misère de certaines familles et aux espoirs d'y remédier[130]. Beaucoup d'enfants non accompagnés étaient expédiés en Occident par leurs parents. Un rapport du Fonds des Nations unies pour l'aide aux réfugiés (UNREF) relève que des enfants de moins de 14 ans ont été envoyés en Autriche avec une note de leurs parents demandant qu'ils soient acheminés en Australie, en Allemagne ou une autre destination[131]. Des dossiers de mineures et mineurs non accompagnés conservés dans les archives de la Croix-Rouge laissent penser qu'un nombre considérable d'enfants de familles nombreuses en milieu rural ont été envoyés en Occident[132]. Mais des adultes partent aussi dans l'espoir de pouvoir aider leurs parents depuis l'étranger. C'est le cas du mari de l'une de nos témoins Josette Szabó : « *Il pensait mieux aider ses parents de l'extérieur parce que c'était une famille nombreuse et qu'ils étaient ric-rac.* »[133] Diverses attentes peuvent s'ajouter à cette dernière catégorie, parmi lesquelles, vivre en sécurité, dans un pays libre et dans de bonnes conditions matérielles.

---

[126] *Continents sans visa*, Télévision suisse romande, 6 octobre 1966, min. 11:08 à 11:53. En ligne : https://www.rts.ch/archives/tv/information/continents-sans-visa/3436096-les-hongrois-en-suisse.html (16 mai 2018).

[127] Entretien avec Béla Márai, Genève, 12 octobre 2013.

[128] Kanyo Tamás, « Die Ungarnflüchtlinge von 1956 in der Schweiz », in Collectif, *Jahrbuch für Europäische Geschichte*, 7, 2006, p. 92 ; Kanyo Tamás, « Die Ungarnflüchtlinge von 1956 in der Schweiz », in Collectif, *Die ungarische Schweiz*…, p. 43-51, p. 44.

[129] Entretiens avec Zoltán Tóth, Genève, 11 octobre 2014 et Imre Kovács, Győr, 20 décembre 2015.

[130] Murber Ibolya, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956… », p. 21.

[131] UNREF Executive committee, Standing programm Sub-committee, 28 janvier 1957. (4e session, Provisional Summary record of the 22th meeting, Palais des Nations, 25 janvier 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

[132] Schweizerisches Rotes Kreuz : Zentrale Ablage, Ungarn. CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 120*.

[133] Entretien avec Josette Szabó, Hévíz, 13 décembre 2015.

En conclusion, s'il y a un dénominateur commun à tous ces motifs, tant au niveau collectif qu'individuel, c'est l'espoir de trouver une vie meilleure hors de Hongrie.

Une population hétérogène

Il y a parmi les 200 000 Hongroises et Hongrois qui ont franchi le Rideau de fer une grande variété de métiers, de colorations politiques et de religions. Les observateurs et observatrices occidentales ont dégagé certaines tendances socioprofessionnelles, vérifiables dans des sources hongroises tenues secrètes jusqu'en 1991[134]. Les autorités hongroises sont parvenues à récolter les données (âge, profession, sexe, lieu d'établissement, état civil) de 151 731 personnes[135]. Quelles sont les tendances de ce groupe social en termes d'âge, de formation professionnelle, d'origine, de sexe, d'état civil ?

Les sources occidentales et hongroises constatent le jeune âge de la majorité des réfugiées et réfugiés. La tranche d'âge des 15-39 ans représente 72 % de l'émigration de 1956, parmi lesquels une majorité de jeunes adultes (21 % ont entre 20-24 ans). Le pourcentage des enfants enregistrés (0-15 ans) s'élève à 14 %[136].

Quant à leurs métiers, contrairement à une vision fréquemment relayée qui voudrait que les réfugiées et réfugiés soient, pour la plupart, hautement qualifiés, les sources hongroises montrent qu'en réalité, une majorité d'ouvriers composait cette vague migratoire[137]. La majorité de celles et ceux dont la profession est connue exerce des métiers « physiques » (63 %) pour 25 % de professions dites « intellectuelles »[138]. Une tendance que Stéphane Dufoix a pu

[134] KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról. Az illegálisan külföldre távozott személyek főbb adatai, 1956. Október 23–1957. Április 30 [Rapport de l'Office central statistique hongrois sur l'émigration clandestine de 1956. Principaux chiffres des personnes ayant illégalement quitté la Hongrie du 23 octobre 1956 au 30 avril 1957], *Regio*, 4, 1991, p. 174-211.

[135] Les pourcentages tirés de cette étude concernent donc les 151 731 « émigrés illégaux » enregistrés. KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról…, p. 175.

[136] KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról…, 4. Az illegálisan külföldre távozottak kor szerint [personnes ayant illégalement quitté la Hongrie selon l'âge], p. 183-184.

[137] La littérature secondaire corrige désormais cette déformation en mettant en avant la grande proportion des ouvrières et ouvriers, à l'instar de Murber Ibolya, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956… », p. 22.

[138] KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról…, 6. Az illegálisan külföldre távozottak foglalkozás szerint [personnes ayant illégalement quitté la Hongrie selon la profession], p. 89 et suivantes.

vérifier dans le cas de la France. Il a montré que l'ensemble des trois catégories d'ouvriers (non qualifiés, qualifiés, spécialisés) représente 57,8 % des groupes professionnels, alors que les étudiants n'en représentent que 7 % et les professions intellectuelles 4 %[139].

Quant aux foyers d'émigration, nous avons déjà mentionné la grande proportion parmi les réfugiées et réfugiés de personnes établies en Transdanubie. Toujours selon l'Office de statistiques hongrois, plus de deux tiers résidaient dans cinq régions du nord-ouest : Budapest, Győr-Sopron, Vas, Komárom et Veszprém[140]. Les régions jouxtant l'Autriche sont particulièrement touchées. On connaît l'exemple célèbre de Sopron, ville frontière qui s'est quasiment vidée à la suite de l'écrasement de l'Insurrection. 81 000 personnes ont quitté la capitale pour l'Occident, soit quatre Budapestoises et Budapestois sur cent[141].

D'après les statistiques des autorités hongroises, parmi celles et ceux dont on a pu récolter les données, 66 % des réfugiées et réfugiés sont de sexe masculin[142].

L'état civil de ces derniers a également été évalué : les statistiques hongroises indiquent que 59 % sont célibataires[143]. Pour les hommes cette proportion s'élève à 65,4 %, pour les femmes 46,3 %. Le phénomène évoqué plus haut, à savoir que beaucoup de femmes suivent leur mari, se vérifie : le pourcentage de femmes mariées qui ont quitté le pays (44,9 %) est plus élevé que celui des hommes mariés (30,5 %)[144].

---

[139] Dufoix Stéphane, « La réfraction : 1956 en exil », in Collectif, *Communisme*, n° 88-89 – *La Révolution hongroise de 1956. Nouvelles Approches*, Paris : L'Âge d'Homme, 2006-2007, p. 109.

[140] KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról…, 1. Az illegálisan külföldre távozottak utolsó állandó lakóhelyük szerint [personnes ayant illégalement quitté la Hongrie selon le dernier lieu d'établissement], p. 174.

[141] Gémes András, « Political migration in the Cold War… », p. 2 et 169 ; Murber Ibolya, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956… », p. 20.

[142] KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról…, 3. Az illegálisan külföldre távozottak nemek szerint [personnes ayant illégalement quitté la Hongrie selon le sexe], p. 182.

[143] Mais, parmi eux 14 % ont moins de 15 ans.

[144] KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról…, 5. Az illegálisan külföldre családi állapot szerint [personnes ayant illégalement quitté la Hongrie selon l'état civil], p. 188.

2.3 Des réalités et une mémoire mythifiée

L'exode de 1956 n'est pas sans conséquence pour la démographie hongroise vu la moyenne d'âge très jeune de ce groupe. Ce déficit vient s'ajouter à une baisse de natalité à laquelle la légalisation de l'avortement (1956) et les réticences à fonder une famille ne sont probablement pas étrangères. Outre ce déséquilibre en termes d'accroissement naturel, l'émigration soudaine de 1956 modifie également la composition de la population : déjà moins nombreux en raison des pertes pendant la Seconde Guerre mondiale, les hommes deviennent encore plus rares[145]. À la suite de l'intervention soviétique, l'exode de 1956 a aussi causé ce qu'on appelle aujourd'hui une fuite des cerveaux, fatale pour le régime. Même si ces professions ne sont pas dominantes dans la vague de 1956, le départ d'universitaires, médecins, intellectuelles et intellectuels, ouvrières et ouvriers spécialisés, ingénieures et ingénieurs aura des conséquences économiques incontestables[146]. À titre d'exemple, la ville de Sopron souffrira d'un manque de médecins spécialisés jusqu'à 1975[147]. Nous le verrons, c'est d'ailleurs l'un des éléments qui encouragera le régime Kádár à lancer une politique d'amnistie.

Dans l'un des seuls livres hongrois entièrement dédiés à l'émigration hongroise de 1956, Péter János Sós explique que la décision de quitter le pays ou non a imprégné toute une génération[148]. Les témoins racontent l'apparition d'un fossé entre ceux qui sont restés et ceux qui ont choisi de partir, vus comme des gagnants (« *Ah, tu as passé là-bas, tu vis bien maintenant !* »)[149] et qu'ils n'ont pas souffert autant que celles et ceux qui ont enduré la vie en Hongrie post-1956. Les « *cinquante-sixards* » avaient « *lâchement* » quitté le pays

---

[145] Szabó Ferenc, *Demográfiai problémák biztonságpolitikai vonatkozásai egykor és ma* [Les circonstances en termes de politique de sécurité des problèmes démographiques jadis et aujourd'hui], Budapest : Zrínyi Miklós Nemzetvédelmi Egyetem, 1999, p. 353-361 ; Dövényi Zoltán, « Zeitliche und räumliche Aspekte der Migrationswellen in Ungarn 1918-1995 », in Seewann Gerhard (éd.), *Migration und ihre Auswirkungen. Das Beispiel Ungarn 1918-1995*, Oldenbourg : Wissenschaftsverlag, 1997, p. 18 ; Kecskés Gusztáv D., *La diplomatie française et la révolution hongroise de 1956*, Budapest & Paris & Szeged : Institut hongrois de Paris, 2005, p. 319.

[146] Dövényi Zoltán, « Zeitliche und räumliche Aspekte der Migrationswellen in Ungarn 1918-1995 »…, p. 20.

[147] Rásky Béla, « "Flüchtlinge haben auch Pflichten"… », p. 4.

[148] Sós Péter János, *Magyar exodus : Magyar menekültek Nyugaton 1956-1959* [Exode magyar : réfugiés hongrois à l'Ouest 1956-1959], Budapest : Gondolat, 2005, p. 9-10.

[149] Entretien avec Zoltán Tóth, Genève, 11 octobre 2014.

alors que ceux qui étaient restés avaient souffert des effets de 1956. Au mépris s'ajoute parfois une forme de jalousie lorsqu'ils ont « *bien réussi* ». Durant nos entretiens, nous avons ressenti l'impact très concret de cette vision sur le vécu de certaines et certains. « *On était mal à l'aise quand on sentait que les Hongrois qui étaient restés nous voyaient comme des riches* », raconte par exemple Magdolna Horváth[150]. Plus rarement, d'aucuns expriment un sentiment de culpabilité : « *Je me voyais comme un traître… j'avais bénéficié d'une bonne formation en Hongrie et je suis parti, j'ai abandonné le pays comme tant d'autres jeunes.* »[151]

En Occident, une mémoire mythifiée des réfugiées et réfugiés de 1956 s'est constituée. Elle concerne notamment les circonstances et les raisons de l'émigration massive de 1956. Le fait que les commentaires de journalistes occidentaux ou de responsables de l'accueil ne font pratiquement jamais mention d'aspects terre à terre, comme la nécessité pour de nombreux réfugiées et réfugiés de payer grassement des passeurs, contribuent à cette forme d'héroïsation délibérée. Ces récits racontés en Occident offrent un fort contraste avec les aveux de celles et ceux qui, quelques semaines ou mois plus tard, reviendront en Hongrie et qui devront confesser leur fuite auprès des autorités. Les revenantes et revenants devront donner tous les détails de leur périple y compris les moins flatteurs.

La frontière derrière soi, que se passe-t-il en Autriche et en Yougoslavie ? Quelle logistique pour accueillir les transfuges ? Comment ces derniers ont-ils vécu ce passage à l'Ouest ? Le chapitre suivant vise à répondre à ces questions. La perspective change. Nous parlions jusqu'ici d'émigration, nous évoquons maintenant l'immigration des réfugiées et réfugiés hongrois dans le « Monde libre ».

[150] Entretien avec Magdolna Horváth, Delémont, 22 juillet 2015.
[151] Entretien avec Péter Gémes, Bâle, 1er avril 2015.

Deuxième partie : L'immigration

« *La vérité n'est pas dans la Convention de Genève mais dans son application, les règles du jeu de l'asile évoluent à travers les interprétations qui en sont faites, elles sont souples et joyeuses, elles ondulent selon le contexte, elles chatoient selon la lumière du moment.* […] *les migrants venus de l'Est bénéficiaient d'un bonus guerre froide, leur choix de passer à l'Ouest était comme une petite victoire, une confirmation de la supériorité du modèle démocratique-capitaliste, du coup, leur dossier était traité avec bienveillance et décontraction. Et vos parents avaient le profil idéal, ils étaient excessivement diplômés* […] *le monde libre adorait piquer au bloc communiste ses éléments les plus brillants, regardez chez vous c'est tellement pourri que vos élites intellectuelles se barrent, et vous savez quoi, on les accueille à bras ouverts.* […] *Vous déglutissez, alors c'était, alors c'était, alors c'était un asile politique de complaisance ?* »

Yargekov Nina, *Double nationalité*, Paris : Pol Éditeur, 2016, p. 219-222.

« *Les Français, tu sais, ils n'ont pas besoin d'expérience. Les jugements, chez eux, précèdent l'expérience. Quand nous sommes arrivés là-bas, ils n'avaient pas besoin*

d'informations. Ils étaient déjà bien informés que le stalinisme est un mal et que l'émigration est une tragédie. Ils ne s'intéressaient pas à ce que nous pensions, ils s'intéressaient à nous en tant que preuves vivantes de ce qu'ils pensaient, eux. C'est pourquoi ils étaient généreux envers nous et fiers de l'être. »

Kundera Milan, *L'ignorance*, Paris : Folio, 2005, p. 194.

Que représente le moment 1956 dans l'histoire de l'asile au XX^e^ siècle ? S'inscrit-il dans une continuité ? S'agit-il d'une rupture ? D'une parenthèse ? Les réfugiées et réfugiés hongrois bénéficieront collectivement de ce que Nina Yargekov – dans l'extrait ci-dessus – appelle le « *bonus guerre froide* », cette interprétation large de la Convention de Genève de 1951 qui permet à des personnes d'obtenir l'asile dans le monde occidental en premier lieu parce qu'elles fuient le communisme sans qu'on ausculte en détail leur passé et leur histoire.

Cette deuxième partie vise à expliquer les facteurs qui ont régi cet accueil dans les premiers pays d'asile des réfugiées et réfugiés hongrois, en Autriche et en Yougoslavie (chapitre 3), puis dans un second pays, la Suisse (chapitre 4).

Nous prendrons en compte le cadre institutionnel de cet asile, les enjeux liés au statut international de réfugié récemment élaboré et testé à grande échelle en 1956 sans toutefois négliger l'expérience concrète qu'en ont faite les exilées et les exilés. Cette deuxième partie revisite leur chemin une fois de l'autre côté du Rideau de fer. Nous aborderons la mobilisation aussi bien de la société civile occidentale que de diverses institutions en leur faveur, les discours que la présence des réfugiées et réfugiés suscite, ainsi que les expériences positives et négatives que ces derniers ont pu vivre lors de leur installation dans le monde occidental.

Chapitre 3

Une solidarité de circonstance

Fin octobre, l'Autriche décide d'octroyer l'asile quasi automatique à celles et ceux qui fuient la Hongrie. Les réfugiées et réfugiés traversent la frontière par milliers et découvrent l'autre côté du Rideau de fer. Qu'advient-il d'eux ? Quels acteurs leur viennent en aide et que fait-on pour leur trouver un nouveau foyer ? Comment expliquer la générosité autrichienne et celle de nombreux États du « Monde libre » qui, tour à tour, s'annoncent prêts à accepter des contingents de réfugiés ?

Bientôt, l'enthousiasme décline. Dès janvier 1957, les possibilités d'émigration dans un second pays d'asile s'amenuisent et nombre de Hongroises et Hongrois se retrouvent à attendre dans les camps autrichiens… ou se mobilisent pour améliorer leur situation. Certains pays instaurent des critères de sélection qui font jaser du côté communiste. Des polémiques s'invitent dans le débat et interpellent les deux côtés du Rideau de fer. Ainsi, du réfugié bienvenu, on passe bientôt à une logique de réfugié sélectionné, quand il n'est pas suspect. Vienne et l'Autriche étaient déjà réputées pour être le carrefour de réseaux d'espionnage particulièrement actifs. La brusque arrivée de dizaines de milliers de transfuges active ces réseaux de manière nouvelle. Les autorités autrichiennes craignent en outre l'infiltration d'agentes et agents du régime Kádár qui seraient chargés de semer la zizanie dans les camps. Indépendamment de ce type de doutes, les gouvernements occidentaux, surtout non européens, sont de plus en plus frileux à accueillir des fugitifs et fugitives. Ce sont particulièrement les réfugiées et réfugiés arrivés tardivement

en Yougoslavie qui font les frais de cette lassitude. Déjà précaire dans ce pays qui les accepte à contrecœur, leur situation met plusieurs mois à se clarifier.

Malgré cet essoufflement, la mobilisation en leur faveur s'avère aussi forte qu'inédite. Pour clore le chapitre, une synthèse en résumera les grandes dynamiques. La plupart des études retiennent le succès que cet accueil est censé représenter. Étant donné notre questionnement de base, nous aurons à l'esprit que c'est pourtant bien dans ce contexte qu'une partie des personnes qui en ont bénéficié ont choisi de retourner vers leur pays, gouverné par un régime sans pitié avec ses dissidentes et dissidents passés à l'Ouest. À travers la compréhension de ce moment 1956 et l'exemple des réfugiées et réfugiés hongrois, c'est un pan de l'histoire humanitaire du XX^e^ siècle que nous souhaitons éclairer à l'aune de nos questions de recherches et grâce à des sources inédites.

3.1 L'enthousiasme

De l'autre côté

Une fois dans le « Monde libre », les réfugiées et réfugiés attirent l'attention des reporters du monde entier qui se pressent sur les zones frontières et décrivent le destin des « fugitifs » – comme on les nomme alors – avec empathie. Parmi eux, le Neuchâtelois Jean Buhler :

> « *Nous filons* […] *vers le bourg d'Andau. Des milliers de réfugiés se pressent* […]. *Des couples chargés d'enfants se laissent tomber sur les talus* […]. *Les paysans autrichiens interrompent la récolte des betteraves pour défaire à coups de fourche les meules de foin édifiées en plein air : de quoi réchauffer ce peuple en marche.* »[1]

> « *On recueille des êtres hagards, essoufflés, grelottant d'avoir souvent franchi le canal avec de l'eau jusqu'à la ceinture. Rencontres d'ombres qui trébuchent sur les flaches* [sic] *gelées, fuites silencieuses le long du fleuve des Enfers, murmures qui font sursauter, plaintes d'un petit enfant que la main du père aussitôt étouffe.* »[2]

[1] Buhler Jean, « Les nuits glacées du Burgenland », *L'Impartial*, 30 novembre 1956.
[2] Buhler Jean, « À la rencontre des fugitifs dans la nuit hongroise », *L'Impartial*, 8 décembre 1956.

Réels ou fantasmés, des accents tragiques sont ajoutés aux récits : ici, une famille qui perd un proche à la frontière sous les coups de feu russes, là, un enfant mort dans les bras d'un père ou encore des réfugiés qui retournent se battre ou chercher leur famille à Budapest[3]. Les descriptions de la presse occidentale prennent un tour militant en faisant appel à la solidarité mondiale. De nombreux journalistes, dirigeants et responsables d'ONG plaident pour un accueil généreux, à l'instar du *Journal de Genève* :

> « *Certes, dans le feu du soulèvement hongrois, des gestes généreux ont été consentis. Mais ce n'est pas à chaud que l'on s'acquitte définitivement de sa responsabilité d'homme libre envers les victimes de persécutions.* […] *L'histoire des grands refuges a démontré que l'apport des réfugiés a bénéficié aux pays qui ont eu l'imagination de les accueillir et de les assimiler.* »[4]

Dès octobre 1956, les Autrichiennes et Autrichiens se sentent particulièrement concernés par les événements de Hongrie et s'inquiètent de l'évolution de la situation. En 1955, l'URSS avait retiré ses troupes de l'Autriche à la condition qu'elle soit neutre. En réalité, le gouvernement – une coalition bourgeoise-sociodémocrate – à l'instar d'une grande partie de la population, penche du côté occidental[5]. Signe de cette implication, les Autrichiennes et Autrichiens s'en vont donner leur sang par milliers dans des stations ouvertes jour et nuit en faveur de la population hongroise. Les dons font bientôt déborder les locaux des Croix-Rouge locales. Johanna Matz, l'actrice autrichienne récente égérie d'Otto Preminger, associe cet automne à « *un incroyable sentiment de communion* ». Comme tant d'autres, elle parcourt les rues de Vienne, tirelire à la main, pour récolter des dons pour la Hongrie[6]. Mais c'est dans le Burgenland et en Styrie, les deux Länder qui jouxtent la Hongrie, que l'impact de 1956 est sans doute le plus fort. Les actions

---

[3] Buhler Jean, « À la rencontre des fugitifs… » ; ou encore : Gygax Georges, Martin François, « Ils n'ont plus rien, mais l'enfer est derrière eux », *L'Illustré*, 22 novembre 1956.

[4] Béguin Bernard, « Les réfugiés, pierre de touche du monde libre », *Journal de Genève*, 15-18 janvier 1957.

[5] Sellier Jean, Sellier André, *Atlas des peuples d'Europe occidentale*, Paris : La Découverte, 2000, p. 133 ; Wohnhout Helmut, « Die Haltung der österreichischen Bundesregierung zu den Ereignissen in Ungarn im Herbst 1956 », in Mitteleuropazentrum an der Andrássy Universität Budapest (éd.), *Jahrbuch für Mitteleuropäische Studien 2015/2016…*, p. 97-106 ; Knight Robert, « National Construction Work and Hierarchies of Empathy in Postwar Austria », *Journal of Contemporary History*, 49(3), 2014, p. 491-513 ; Murber Ibolya, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956… », p. 19-20, 24.

[6] Lendvai Paul, *Der Ungarnaufstand 1956…*, p. 228.

de l'armée, la gendarmerie, la Croix-Rouge et d'autres œuvres caritatives dépêchées sur place (d'innombrables comités d'aide aux Hongrois apparus sur le moment, mais aussi l'Ordre de Malte, les scouts, Caritas, l'U.S. Escape Program, etc.) s'appuient sur la bonne volonté de la population des régions frontalières[7]. Chacune et chacun s'empresse d'aider les « *voisins hongrois* », victimes de la « *tyrannie soviétique* »[8].

Les témoins que nous avons rencontrés racontent la générosité dont ils ont bénéficié en territoire autrichien. László Mándy a rejoint Jennersdorf de nuit. Le petit groupe avec qui il a passé la frontière est accueilli dans la salle de bal où on a dépêché un traducteur. On leur donne des cigarettes, un verre de vin, du pain, du lard pour déjeuner[9]. Mária Szőregi se souvient, elle, du délicieux vin chaud qu'on a fait déguster à elle et son mari dans le village où ils sont recueillis. De là, ils rejoignent un cinéma où des matelas ont été installés. Les « *dames de la Croix-Rouge* » leur expliquent que cet hébergement n'est pas mixte et que les femmes et les enfants iront chez les familles : « *Les gens, ils hurlaient, ils ne voulaient pas être séparés, quelle histoire !* ». Mária et sa belle-sœur sont alors transportées chez un tonnelier qui met à disposition sa maison : « *Ils étaient tellement gentils, on était sale* […] *il a chauffé de l'eau pour qu'on se baigne… il y avait un lit tout blanc avec des plumes !* »[10]. Elle sera ensuite transférée dans un camp proche de la frontière où elle rejoint son mari et reçoit habits et chaussures.

Dans les douanes, on offre thé et chocolat chaud aux arrivantes et arrivants qui y trouvent également des habits de rechange secs. De là, il faut encore rejoindre le village le plus proche ou un foyer provisoire pour la nuit. Le fameux pont d'Andau par exemple n'est qu'à 14 kilomètres de la bourgade où on n'avait jamais connu un tel passage ! À la suite d'un appel du gouvernement, les véhicules de tout le pays, des limousines aux tracteurs, affluent vers la frontière pour transporter les réfugiées et réfugiés. On installe des camps improvisés à proximité de la frontière. Les écoles, cures, salles communales, entrepôts sont aménagés en toute hâte pour les héberger. Paysannes et paysans, aubergistes ou propriétaires de pensions proposent gratuitement des chambres.

Chaotique, cette générosité témoigne d'une réelle compassion. Le fait que des volontaires vont même jusqu'à chercher des réfugiées et réfugiés sur le

[7] Schmidl Erwin A., « Erste Bewährung… », p. 269.
[8] Gáal Károly, Widder Roland, *1956 und das Burgenland…*
[9] Entretien avec László Mándy, Bienne, 21 juillet 2015.
[10] Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015.

territoire hongrois (non sans provoquer quelques incidents diplomatiques) en dit long sur cet engagement[11]. Certes, la frontière entre serviabilité et curiosité est parfois ténue. Dans un ouvrage regroupant des témoignages de l'époque, une femme raconte qu'elle et sa famille allaient « *voir des réfugiés* ». Ses parents se rendaient à Schattendorf et attendaient « *que quelqu'un arrive* »[12].

Le niveau de vie n'est à ce moment-là pas fondamentalement meilleur qu'en Hongrie. La situation de l'Autriche n'a pas beaucoup évolué depuis le tournage du célèbre film *Le Troisième Homme*. Occupée par les puissances alliées jusqu'à il y a peu, elle n'a pas connu de vrai redressement économique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et son budget est encore grevé par les réparations de guerre. S'il a tendance à baisser, le taux de chômage est tout de même à 5 %[13]. En comparaison, il est au même moment seulement à 0,2 % en Suisse[14]. À la suite de la décision de l'Administration des Nations unies pour le secours et la reconstruction (UNRRA) d'ajouter l'Autriche à la liste des principaux pays d'accueil pour les personnes déplacées (DPs), des dizaines de milliers d'entre elles, encore en 1956, y résident dans des conditions plus ou moins satisfaisantes[15]. Plus de 30 000 Autrichiennes et Autrichiens vivent eux-mêmes dans des camps et des baraques[16]. L'extrait d'un rapport d'un diplomate américain à Vienne datant de 1947 donne un aperçu de la situation :

> « *Les DPs ne sont pas populaires en Autriche. Parmi eux, les Juifs sont les moins appréciés… avec les Polonais juste derrière. Suivis des Yougoslaves et des Russes. Les* Volksdeutsche *réfugiés de Tchécoslovaquie, des Balkans et de Hongrie sont*

[11] Haslinger Peter, « Flüchtlingskrise 1956 »…, p. 135-136 ; Buhler Jean, « Les nuits glacées du Burgenland », *L'Impartial*, 30 novembre 1956 ; Gáal Károly, Widder Roland, *1956 und das Burgenland…*, p. 142-144, 158 ; Lendvai Paul, *Der Ungarnaufstand 1956*…, p. 228.

[12] Lendvai Paul, *Der Ungarnaufstand 1956*…, p. 157

[13] Murber Ibolya, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956… », p. 29 ; Rougé Bonabes de, « Action de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge en faveur des réfugiés hongrois », *International Review of the Red Cross*, 39(458), février 1957, p. 61, 64.

[14] Pancza André, Piguet Étienne, « Les réfugiés hongrois dans le canton de Neuchâtel », *Géo-Regards*, 2 : *Migrations contemporaines*, 2009, p. 65.

[15] Haslinger Peter, « Flüchtlingskrise 1956 »…, p. 149. Sur le sujet des DPs, voir notamment : John Michael, Lichtblau Albert, *Schmelztiegel Wien: einst und jetzt: zur Geschichte und Gegenwart von Zuwanderung und Minderheiten*, Vienne : Böhlau, 1990 ; Franck Matthew (éd.), *Refugees in Europe, 1919-1959: a Forty Years' Crisis?*, Londres : Bloomsbury Academic, 2017 ; Defrance Corine, Denis Juliette, Maspero Julia *et al.* (éd.), *Personnes déplacées et guerre froide en Allemagne occupée*, Bruxelles : Lang, 2015.

[16] Lendvai Paul, *Der Ungarnaufstand 1956*…, p. 228.

les plus appréciés… De manière générale, l'opinion est que les DPs mangent le pain des Autrichiens, contribuent à la criminalité et au marché noir. »[17]

En octobre 1956, les réfugiées et réfugiés hongrois ont, eux, la cote, notamment par rapport aux DPs. L'indignation face à l'intervention soviétique est l'un des moteurs de cette large mobilisation. Une forme de désinformation ou des exagérations – qu'on constate dans la presse occidentale en général – contribuent également à émouvoir la population autrichienne. Par exemple, et cela est loin d'être un cas isolé, le *Neuer Kurier* titre le 9 novembre 1956 « Budapest, mer de flammes » et avance le chiffre fantaisiste de 65 000 Hongrois tués par les Soviets ! À l'unisson, la presse s'étend longuement sur les souffrances de la Hongrie, ce qui suscite une compassion aussi forte qu'inédite[18]. Cette médiatisation, qui passe également par la radio ou les écrans de cinéma, participe au développement d'une sympathie généralisée pour les réfugiées et réfugiés[19]. Une femme responsable de l'aide dans un village résume bien cet état d'esprit :

« *Les gens* [ndlr. les réfugiées et réfugiés] *ne pouvaient pas comprendre qu'on fasse toutes ces choses de manière désintéressée* […] *cette aide était presque exubérante. On a même dit que des affaires données ont été jetées. Je dis toujours qu'il faut avoir vécu cela pour savoir pourquoi les gens font quelque chose comme ça. Et ça pouvait être des couches de la population hostile aux étrangers qui même à l'époque avaient peur pour leur place de travail.* »[20]

Une interprétation large de la Convention de Genève : le « bonus guerre froide »

L'implication de la population autrichienne s'aligne sur la position officielle de son gouvernement qui met tout en œuvre pour héberger les réfugiées et réfugiés sur son sol. Il avait ratifié en 1955 la Convention de Genève de 1951 et décidé le 28 octobre 1956 la validité sans restriction du droit d'asile pour toutes les personnes non armées traversant la frontière et

[17] In Knight Robert, « National Construction Work… », traduction de l'anglais, p. 492.
[18] Lendvai Paul, *Der Ungarnaufstand 1956…*, p. 226.
[19] Gémes András, « Political migration in the Cold War… », p. 174 ; Murber Ibolya, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956… », p. 25.
[20] Gáal Károly, Widder Roland, *1956 und das Burgenland…*, traduction de l'allemand, p. 175.

sollicitant l'asile. Une rupture symptomatique qui n'allait pas forcément de soi. Neutre sur le papier, l'Autriche aurait aussi pu fermer ses frontières, pour ne pas froisser l'URSS[21]. Dès le milieu des années 1950, les demandes d'asile émanaient surtout de Yougoslaves, qui n'obtenaient de loin pas tous l'asile, car ils étaient souvent considérés par les autorités autrichiennes comme des réfugiés « économiques »[22]. Début 1956, alors que des Hongroises et Hongrois parvenaient déjà en Autriche, les directives de Vienne préconisaient plutôt la méfiance et aucunement l'asile automatique. Sous le feu des projecteurs, fin 1956, l'Autriche met en œuvre une forme de rattrapage pour faire notamment oublier son adhésion au nazisme. Cette démonstration de générosité s'adresse au camp occidental, vers lequel elle se tourne désormais. En outre, sa neutralité doit participer à la construction d'une nouvelle identité nationale, qui se veut humanitaire, sur le modèle suisse[23].

Cet asile collectif est à considérer dans une perspective plus large, celle de l'évolution du statut de réfugié. Les années 1930, la Seconde Guerre mondiale, la Shoah, la fin de la guerre avaient causé des déplacements forcés de populations dans des proportions aussi gigantesques qu'inédites. C'est principalement pour favoriser la réinstallation des millions de DPs que l'ONU crée en 1946 l'Organisation internationale des réfugiés (OIR). Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), qui lui succède en 1949, est alors chargé de rédiger un texte légiférant la protection des réfugiés. Signée le 28 juillet 1951, la Convention est peu à peu ratifiée par les États signataires qui peuvent l'adapter à leur juridiction nationale[24]. Elle définit le statut de réfugié ainsi :

> « *Le terme de "réfugié" s'appliquera à toute personne* […] *qui, par suite d'événements survenus avant le premier janvier 1951 et craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du*

[21] Lendvai Paul, *Der Ungarnaufstand 1956*…, p. 225 ; Cseresnyés Ferenc, « Das international Flüchtlingsrecht… », p. 393 ; Engelke Edda, « *Einem besseren Leben entgegen?* »…, p. 79 ; Haslinger Peter, « Flüchtlingskrise 1956 »…, p. 131.

[22] Murber Ibolya, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956… », p. 21.

[23] Engelke Edda, « *Einem besseren Leben entgegen?* »…, p. 79 ; Knight Robert, « National Construction Work… » ; Niessen James P., « Hungarian Refugees of 1956… », p. 125 ; Ther Philipp, *Die Aussenseiter: Flucht*…, p. 241 ; Murber Ibolya, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956… », p. 23-25.

[24] Fischer Nicolas, Hamidi Camille, *Les politiques migratoires*, Paris : La Découverte, 2016, p. 45-49.

pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner. »[25]

Dans l'introduction de cet ouvrage, nous avons mis en évidence les contradictions du texte fondateur du droit international en matière de politique d'asile[26]. Sa dimension universaliste est aujourd'hui remise en question :

« *Contrairement à une idée profondément ancrée, il n'existe pas de réfugié en soi que les institutions compétentes pourraient identifier pour peu qu'elles soient indépendantes ou en aient les moyens. Le réfugié est au contraire une catégorie qui se transforme sans cesse, au fil du temps, au gré des priorités politiques et des changements de rapports de force.* »[27]

L'accueil de 1956 présente la particularité d'être à la fois le premier grand test pour la Convention de Genève et de correspondre à une logique d'asile collectif antérieure à la Seconde Guerre qui consistait à parer au plus pressé, principalement face à l'exil massif des Russes qui fuyaient la Révolution de 1917 et des Arméniennes et Arméniens qui échappaient au génocide[28]. Ni noble ni parfaite, la Convention de Genève, en se basant sur le principe de non-refoulement vers le pays d'origine, était au moins imprégnée des récentes fautes commises dans le cas des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale[29].

Théoriquement applicable aux personnes réfugiées *avant* 1951, la Convention de Genève est interprétée de manière large en 1956. Paul Weiss, le responsable des services juridiques du HCR, fournit alors l'argument et le socle légal qui permettent l'octroi du statut de réfugié aux Hongroises et Hongrois : la Commission de recours du HCR décide à l'automne 1956 que les réfugiés magyars répondent aux critères d'asile de la Convention car la persécution dont ils sont victimes est liée au basculement de la Hongrie dans le giron communiste en 1947-48, avant 1951 donc[30].

---

[25] Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, *Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés*, dite *Convention de Genève*, 1951, chap. 1, art. 1er.

[26] Voir *supra*, Introduction : I. Le refuge de 1956 : une histoire plurielle.

[27] Akoka Karen, « Crise des réfugiés, ou des politiques d'asile ? », *La Vie des idées*, 31 mai 2016. ISSN : 2105-3030, p. 3.
En ligne : http://www.laviedesidees.fr/Crise-des-refugies-ou-des-politiques-d-asile.html (28 février 2018).

[28] Akoka Karen, « Crise des réfugiés… »

[29] Gatrell Peter, *The Making of the Modern Refugee*…, p. 115 ; Murber Ibolya, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956… », p. 26.

[30] Son protocole de 1967 effacera cette réserve temporelle. Gatrell Peter, *The Making of the Modern Refugee*…, p. 111-112 ; Colville Rupert, « Les réfugiés hongrois, 50 ans plus tard », *Réfugiés*, n° 144, vol. 3, 2006, p. 8.

L'internationalisation de la question des réfugiés hongrois

L'accueil des réfugiées et réfugiés hongrois prend une tournure internationale peu après le 4 novembre 1956, soit au début de la répression soviétique. Alors que plus de 10 000 personnes ont déjà pénétré en Autriche, le ministre de l'Intérieur socialiste Oskar Helmer envoie un télégramme au siège du HCR pour lui demander d'informer les gouvernements de la situation, de solliciter des aides financières, de sonder leurs capacités à accueillir des réfugiés. L'Américain James Read tient alors les rênes de l'Agence onusienne comme Haut-commissaire par intérim à la suite du décès de Gerrit Jan van Heuven Goedhart trois mois auparavant[31]. Read s'empresse de satisfaire la demande de l'Autriche et s'adresse à vingt États membres du Fonds des Nations unies pour les réfugiés (UNREF)[32]. Une demande parallèle à celle de l'Autriche émane de l'ONU. Le 4 novembre 1956, son Assemblée générale condamnait « *l'emploi de forces militaires soviétiques pour réprimer les efforts faits par le peuple hongrois pour réaffirmer ses droits* »[33]. Cinq jours plus tard, une résolution mentionnait pour la première fois les réfugiés, qui « *du fait des opérations brutales auxquelles se livrent les forces armées soviétiques* [sont] *de plus en plus nombreux* [à être] *contraints de quitter la Hongrie* ». Cette même résolution mandate le Haut-commissaire pour les réfugiés à « *prendre rapidement des dispositions efficaces pour fournir une assistance d'urgence aux réfugiés de Hongrie* »[34]. Dans la foulée, le HCR est officiellement désigné pour répartir le travail des organismes internationaux qui s'occupent des réfugiées et réfugiés[35].

Il charge la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge de l'aide d'urgence et mandate le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME)[36] de gérer l'enregistrement des réfugiés ainsi que leur transport

---

[31] Vichniac Isabelle, « Le haut-commissaire Lindt souligne l'ampleur des problèmes posés par l'afflux des réfugiés hongrois en Autriche », *Le Monde diplomatique*, février 1957, p. 4 ; Engelke Edda, « *Einem besseren Leben entgegen?* »…, p. 81.

[32] Zarjevski Yefime, « Trente ans après l'exode : les Hongrois de 1956 », *Réfugiés*, n° 25, novembre 1986, p. 35.

[33] Nations unies, Résolution 1004 (ES-II), 564e séance plénière, 4 novembre 1956.

[34] Nations unies, Résolution 1006 (ES-II), 571e séance plénière, 9 novembre 1956.

[35] Pour plus de détails, Kastner Georg, « Die Ungarnflüchtlinge und die UNO », in Mitteleuropazentrum an der Andrássy Universität Budapest (éd.), *Jahrbuch für Mitteleuropäische Studien 2015/2016…*, p. 75-96.

[36] Aujourd'hui Organisation internationale pour la migration (OIM). Pour une histoire du CIME : Carlin James, *The Refugee Connection: a Lifetime of Running a Lifeline*, Basingstoke &

depuis l'Autriche et la Yougoslavie vers un pays tiers[37]. La Ligue est en outre mandatée par le ministère de l'Intérieur autrichien pour gérer l'assistance de 25 000 réfugiées et réfugiés dans différents camps. Elle dépêche en Autriche des équipes de quatorze pays comprenant chacune médecins, infirmières, spécialistes chargés du logement, de l'habillement, des loisirs, de l'administration : en tout, près de 650 personnes auxquelles s'ajoutent des milliers de bénévoles et membres d'autres organisations[38].

Abordée dans une certaine précipitation par les organismes de la Croix-Rouge, la question des dons pour la Hongrie est peu à peu réglée. Dès le début de la crise hongroise, ce qu'on appelle l'aide à la Hongrie présente une confusion car les donateurs ne spécifient pas toujours s'ils entendent financer l'aide dispensée à Budapest ou l'aide aux réfugiés. Cette question devient cruciale après le 4 novembre lorsque le gouvernement fantoche Kádár prend le pouvoir. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) est alors le seul organisme à être toléré sur le sol magyar par l'URSS et la Hongrie. De nombreux bailleurs de fonds craignent que leurs dons n'arrivent pas entre de bonnes mains. C'est pour éviter les malentendus que les tâches sont ensuite clairement réparties sur la base d'un accord : la Ligue des sociétés de Croix-Rouge s'occupe désormais de l'entretien des personnes réfugiées, et le CICR sous l'égide de Léopold Boissier est seul responsable de l'aide en Hongrie. L'unique mandat du CICR qui a trait à la question des exilées et exilés sera de les aider à retrouver des proches perdus dans le chaos de l'exode et de favoriser le contact entre des parents des deux côtés du Rideau de fer[39]. Depuis la prise de pouvoir

---

Londres : Macmillan, 1989 ; Venturas Lina (éd.), *International « Migration Management » in the early Cold War: The Intergovernmental Committee for European Migration*, Corinth : University of Peloponnese (PDF e-book), 2016.

[37] Sur le rôle de la Ligue (aujourd'hui Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FISCR) : Kecskés Gusztáv, « Humanitárius segítségnyújtás globális méretekben. A Vöröskereszt Társaságok Ligája és az 1956-os magyar menekültek » [Aide humanitaire à l'échelle mondiale. Ligue des sociétés de la Croix-Rouge et les réfugiés hongrois de 1956], *Múltunk*, (4), 2018, p. 74-119.

[38] Vichniac Isabelle, « Le haut-commissaire Lindt souligne l'ampleur des problèmes… », p. 4 ; Engelke Edda, « *Einem besseren Leben entgegen?* »…, p. 82 ; Rougé Bonabes de, « Action de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge… », p. 67 ; Zarjevski Yefime, « Trente ans après l'exode… », p. 36.

[39] Lettre confidentielle de Myer Cohen (directeur exécutif pour l'aide au peuple hongrois) à Pierre Obez (officier de liaison) du 11 décembre 1956, UNAG : G.I 30/1 20496, Jacket 2 ; Rougé Bonabes de, « Action de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge… », p. 64. Sur le sujet : Vonèche Isabelle, *L'octobre hongrois…*, 1998.

de Kádár, les fonctionnaires internationaux remarquent un grand déséquilibre entre les dons adressés à la Hongrie et ceux, beaucoup plus généreux, adressés aux réfugiées et réfugiés. Le 4 décembre déjà, le HCR a pu fournir une contribution de 413 000 dollars à l'Autriche, l'équivalent de quelque 5 000 machines à écrire[40]. Et ce n'est que le début. Au cours du mois de décembre, à la suite d'un nouvel appel de James Read, les promesses de dons des gouvernements affluent : on bat tous les records. Si les contributions privées ne sont pas négligeables (695 238 dollars jusqu'au 1er mars 1957), une large part de l'argent injecté dans les agences onusiennes provient des états du « Monde libre » : 6 171 528 dollars, dont pas moins de cinq millions étasuniens ![41] Et il ne s'agit que de l'argent passé par le canal onusien. L'historien Gil Loescher estime à 100 millions de dollars (plus d'un milliard de dollars aujourd'hui) la somme dépensée pour l'accueil de 1956[42]. Ces dons contrastent fort avec une certaine avarice constatée jusque-là dans le domaine de l'asile qui avait pour effet la stagnation de dizaines de milliers de personnes déplacées en Autriche, en RFA, en Italie, en Grèce. Le programme UNREF lancé en 1955 pour fournir une aide à plus de 350 000 DPs en Europe et dont se sert le HCR est, dans le contexte de 1956, enfin alimenté par des financements nécessaires grâce à la crise hongroise[43]. La mobilisation n'est pas seulement l'œuvre des ONG mais se décline également à un niveau supra étatique. L'historien Gusztáv Kecskés a démontré l'engagement de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et sa préoccupation pour la « question des réfugiés hongrois ». Comme type d'action, nous pouvons citer son travail de *lobbying* : le Conseil de l'OTAN appelle en effet les États membres à tout faire pour mobiliser les opinions publiques en faveur des réfugiés[44].

[40] Engelke Edda, « *Einem besseren Leben entgegen?* »…, p. 82. Comparaison basée sur *Life*, 17 décembre 1956.

[41] Kecskés D. Gusztáv, « Collecting money at a global level. The UN fundraising campaign for the 1956 Hungarian refugees », *Eastern Journal of European Studies*, 5(2), décembre 2014, p. 33-60 (chiffre p. 58) ; Contribution for Hungarian Refugees promised or paid to the Secretary-General and the High Commissioner for Refugees as at 1 March 1957, Aide-mémoire concerning the Need for International Assistance to Refugees from Hungary, s.d, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

[42] Loescher Gilburt Damian, *The UNHCR and World Politics…*, p. 87.

[43] Zarjevski Yefime, « Trente ans après l'exode… », p. 36.

[44] Kecskés Gusztáv, « Les composantes d'une action humanitaire hors du commun… », p. 139.

« Vous voulez aller où ? ». Les premiers départs d'Autriche

En Autriche, les organisations d'aide s'activent autour d'une double tâche : assister les réfugiées et réfugiés et leur offrir des options d'installation sur le territoire autrichien mais aussi et surtout dans des pays tiers. La première urgence consiste à désengorger les lieux d'accueil à proximité de la frontière et à acheminer les personnes soit directement vers un pays d'établissement, soit vers des espaces adéquats. Pour les premiers arrivants de 1956, la cadence des réinstallations est rapide. Sur les 90 000 personnes arrivées en Autriche jusqu'à fin novembre, 22 000 peuvent rejoindre immédiatement un second pays d'accueil[45]. Des cars de l'Europe entière sont ainsi mobilisés pour évacuer les personnes réfugiées des confins orientaux de l'Autriche. Sur décision du Conseil fédéral helvétique, vingt-cinq bus PTT sont envoyés avec conducteurs et infirmières de la Croix-Rouge pour participer à cette mission[46]. Souvent, les véhicules qui avaient servi à acheminer des secours seront directement utilisés pour ramener des personnes, comme l'avion spécial de la Croix-Rouge française rempli de matériel médical affrété le 7 novembre et qui reviendra chargé de réfugiées et réfugiés quelques jours plus tard. Le 8 novembre, un premier train avec 400 personnes à son bord part en direction de la Suisse.

Mária Szőregi fait partie de ces personnes qui n'ont pas dû s'éterniser dans les grands camps de triage. Elle se trouve dans un petit camp à proximité de la frontière. La responsable demande alors le plus simplement du monde à Mária et à sa famille : « *Vous voulez aller où ?* ». La famille pense tout de suite à l'Amérique jusqu'à ce que sa belle-sœur arrive en courant vers eux : « *Venez, on peut aller en Suisse ! Il y a un bus !* ». Ni une ni deux, la famille se décide pour cette destination[47]. Même s'il est arrivé seulement début décembre, László Mándy n'a pas dû attendre longtemps non plus. De la salle de bal de Jennersdorf, il est transféré dans une école à Steyr. De là, il rejoint un camp où se trouvent 1 500 autres réfugiées et réfugiés. Après une petite semaine, il entend que la Suisse, « *voulant aider l'Autriche* », prend 300 réfugiés. Dans le camp, on cherche des volontaires prêts à s'y rendre. N'ayant trouvé que 216 personnes, le personnel de la Croix-Rouge s'efforce de convaincre des

[45] Engelke Edda, « Einem besseren Leben entgegen ? »…, p. 84 ; Zarjevski Yefime, « Trente ans après l'exode… », p. 37.

[46] « Pour les réfugiés hongrois », *Ciné-Journal suisse*, 30 novembre 1956, (0747-3), Fonds film du Ciné-Journal suisse (1940-1975). En ligne : http://www.memobase.ch/#document/SFW_CJS_CGS-CJS_0747-3 (18 août 2017).

[47] Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015.

Hongroises et Hongrois. László se tâte : « *Nous, on voulait aller au Canada ou aux États-Unis.* » Le personnel de la Croix-Rouge les rassure : « *Depuis la Suisse, vous pourrez aller ailleurs.* » Cette assurance décide László à rejoindre le convoi[48]. L'émigration vers un second pays d'asile est parfois précipitée. Le chef de la Sécurité de Styrie déplore en janvier 1957 qu'« *un grand nombre de réfugiés qui ont été transportés vers d'autres pays n'ont pas été enregistrés* »[49]. Cet empressement va parfois occasionner des problèmes dans les seconds pays d'accueil, comme en Suisse : bon nombre d'arrivantes et arrivants ont regretté de ne pas avoir attendu une éventuelle opportunité qui leur aurait permis d'émigrer outre-mer[50].

3.2 De l'« essoufflement » à la recherche de solutions

Les camps

Parmi la population réfugiée en Autriche, beaucoup préfèrent patienter, en espérant émigrer dans le pays souhaité, ou dans le but de retrouver un proche. Une proportion infime souhaite s'établir en Autriche, alors que d'autres attendent de voir comment évolue la situation à Budapest ou hésitent à rentrer en Hongrie. Celles et ceux dont le départ vers un pays tiers est différé ou qui arrivent plus tard en Autriche ont pour la plupart été envoyés à Eisenstadt, un grand complexe avec des appartements affectés à l'origine aux fonctionnaires soviétiques et au personnel de l'armée rouge. L'infrastructure a été en bonne partie démantelée et elle est en piteux état. Les premiers arrivants devront ainsi dormir sur de la paille. On aménage également le camp de Traiskirchen, une ancienne école de Cadets gérée par la Croix-Rouge suédoise où transiteront plus de 5 000 personnes[51].

Zita Müller a quitté Győr relativement tard. Elle se souvient de l'« *état assez misérable du camp* » et « *des matelas par terre* » en s'exclamant : « *C'était pas cinq étoiles ! Mais on était content, on était dans l'espoir, les portes étaient ouvertes.* »[52]

---

48 Entretien avec László Mándy, Bienne, 21 juillet 2015.

49 Engelke Edda, « *Einem besseren Leben entgegen?* »…, p. 83.

50 Voir, *infra*, Chapitre 4 (« Deux mondes en présence »).

51 Witcover Jules, « The Role of the ICEM in the Resettlement of Hungarian Refugees », *Research Group for European migration problems*, vol. 6, n° 1, janvier-mars 1958, p. 7, 17 ; Haslinger Peter, « Flüchtlingskrise 1956 »…, p. 136-141 ; Murber Ibolya, « Ungarnflüchtlinge in Österreich 1956 »…, p. 345.

52 Entretien avec Zita Müller, Fribourg, 6 juillet 2015.

À Traiskirchen et à Eisenstadt s'ajoutent 257 camps équipés par les autorités autrichiennes et de nombreuses chambres mises à disposition par des privés[53]. L'Autriche abrite beaucoup d'espaces adaptés à l'accueil provisoire du fait de la présence des DPs. Même si en 1956, ils sont encore 40 000 sur le sol autrichien, depuis 1947, 100 000 d'entre eux ont « déjà » été réinstallés, ce qui a libéré des espaces de transit directement réaffectés aux Hongroises et Hongrois[54].

Début 1957, le nouveau Haut-commissaire pour les réfugiés, le Bernois Auguste Lindt prend ses fonctions. Ce qu'on appelle alors la « crise des réfugiés hongrois » est une priorité pour lui et il la conçoit comme une opportunité de sensibiliser les États sur le destin des exilés en général, particulièrement les DPs. Souvent âgés, parfois handicapés, certains végètent depuis des lustres dans les camps autrichiens. Ce phénomène de double régime de migration est peu évoqué par les historiennes et historiens qui ne font souvent que mentionner la présence des DPs en Autriche, encore en 1956. Pour ces personnes, être rejointes par de nouveaux réfugiés, jeunes et en bonne santé, et les voir partir quelques jours après dans toute l'Europe et outre-mer devait sans doute représenter un choc. Pour éviter d'éventuels conflits, les deux catégories ne sont d'ailleurs pas mélangées dans les camps[55].

Mais peu à peu, les possibilités d'émigration pour Hongroises et Hongrois s'amenuisent et le rythme des réinstallations ralentit. Certains pays définissent des critères de sélection et surtout, le quota prévu par les USA est atteint. Invoquant les limites de ses capacités d'accueil, l'Autriche pousse le HCR à agir. Dès le début 1957, ses fonctionnaires n'ont de cesse d'évoquer le *resettlement problem*. Les organisations internationales se mobilisent pour que les réfugiées et réfugiés puissent aller où ils l'entendent, mais plusieurs semaines s'écoulent avant l'effet escompté du *lobbying* et la concrétisation des accords. Pour accélérer cette seconde mobilisation, on invoque la proximité de l'Autriche avec la Hongrie, qui serait néfaste pour les exilées et exilés : « *Un réfugié doit brûler son embarcation et ne pas constamment regarder derrière lui, vers son passé.* »[56] Surtout, les autorités autrichiennes sensibilisent

[53] Haslinger Peter, « Flüchtlingskrise 1956 »…, p. 137 ; Niessen James P., « Hungarian Refugees of 1956… », p. 125.

[54] Ther Philipp, *Die Aussenseiter : Flucht…*, p. 237 ; Bayer Anton, « Die ungarischen Flüchtlingslager in Österreich », *Integration. Bulletin international*, 5/2, 1957, p. 107.

[55] Vichniac Isabelle, « Le haut-commissaire Lindt souligne l'ampleur des problèmes… », p. 4 ; Murber Ibolya, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956… », p. 28.

[56] Intervention de Mr Reichmann, représentant de l'Autriche au Comité exécutif de l'UNREF, traduction de l'anglais : UNREF Executive committee, Standing programme Sub-committee, Provisional Summary record of the 22th meeting, Genève, 25 janvier 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

les organisations internationales et les gouvernements aux dangers de ce qu'on appelle la «*psychose des camps*»[57]. Dès novembre, le ministère de l'Intérieur prie les œuvres d'entraide de faire de l'encadrement religieux et culturel une priorité. «*Le pire ennemi des réfugiés est l'oisiveté*»[58] s'exclament les responsables de la Croix-Rouge. Les initiatives qui visent à occuper ou à former les Hongroises et Hongrois foisonnent: sport, émissions de radio, lectures publiques, films, le tout en hongrois la plupart du temps. Parfois, les activités évoquent une forme de «lavage de cerveau». En témoignent les innombrables messes et cultes organisés souvent avec l'aide de religieux et de laïcs de langue maternelle hongroise, nombreux en Autriche. Bien souvent, il s'agit d'hommes d'Église qui ont fui la persécution et qui agissent dès lors, dans les cercles anticommunistes chrétiens. Dans un registre profane mais on ne peut plus symbolique, les initiations au baseball par la *Young Men's Christian Association* dans le camp de Feffernitz à proximité de la frontière participent à cette vaste campagne. Des réfugiées et réfugiés musiciens et acteurs sont recrutés pour tromper l'ennui et, avec l'aide de la Fédération autrichienne des syndicats et du Comité national pour la Hongrie, une feuille d'information en hongrois, le *Bécsi Magyar Híradó* [Courrier vienno-hongrois] paraît deux fois par semaine. Un autre grand *leitmotiv* apparaît dans les sources qui documentent la vie des camps: faire participer absolument les réfugiées et réfugiés au fonctionnement des lieux où ils sont hébergés comme interprètes, nurses, cuisiniers ou nettoyeurs. On met parfois en place un système de points échangeables ensuite contre des coupons pour le coiffeur par exemple. Les responsables de la Croix-Rouge dans les camps s'efforcent d'impliquer les pensionnaires selon leur métier et les encouragent à organiser des tours de ville, des concerts, la décoration des murs, des soirées dansantes, non sans un certain paternalisme[59].

Autorités autrichiennes, Croix-Rouge et fonctionnaires des agences onusiennes craignent beaucoup que la situation ne dégénère en Autriche.

---

[57] Ther Philipp, *Die Aussenseiter: Flucht…*, p. 240.

[58] Rougé Bonabes de, «Action de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge…», p. 70.

[59] Ces exemples sont tirés de: Exposé des opérations entreprises par la Ligue en faveur des réfugiés hongrois en Autriche, février 1957; League of Red Cross Societies, Report On the League operation on behalf of hungarian refugees in Austria up to december 31st 1956, UNAG: G.I 30/2 20533, Jacket 2; Haslinger Peter, «Flüchtlingskrise 1956»…, p. 145; Murber Ibolya, «Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956…», p. 35; Gáal Károly, Widder Roland, *1956 und das Burgenland…*, p. 35-38; Murber Ibolya, «Ungarnflüchtlinge in Österreich 1956»…, p. 354.

La présence durable d'« *inassimilés* »[60] entraînerait une instabilité sociale et pourrait accroître un certain « *radicalisme* »[61]. Il semble qu'on entende par là autant l'extrémisme nationaliste – on craint des manifestations d'hostilité de la population autrichienne à l'encontre des réfugiées et réfugiés, d'autant qu'il y a un certain nombre de Juives et Juifs, et de Tsiganes parmi eux –, mais surtout la stagnation, une concentration de Hongrois mécontents de l'accueil qui leur est réservé peut également faire le jeu de l'extrême gauche. La presse communiste commence à rendre compte d'éléments peu flatteurs pour l'Occident : les mauvaises conditions dans certains camps, l'exploitation d'exilées et exilés, notamment par de grands propriétaires terriens sur des plantations en Amérique du Sud et la sévérité des critères de sélection des pays d'outre-mer[62]. Nous le verrons, le message des communistes des deux côtés du Rideau de fer se focalisera bientôt sur trois aspects : l'exploitation des événements de 1956 par les partis bourgeois et sociodémocrates en politique intérieure ; les mineures et mineurs non accompagnés présentés par Budapest comme des enfants volés à leurs parents ; les rapatriements et les obstacles que les candidates et candidats au retour rencontreraient pour pouvoir rentrer en Hongrie.

L'espoir des lointains horizons

Chargé de la réinstallation des réfugiées et réfugiés dans un pays tiers, le CIME se trouve au cœur de ce *resettlement problem*. L'organisation créée en 1951 sur une initiative américano-belge pour gérer la logistique de la réinstallation des DPs de la Seconde Guerre mondiale sort d'une période difficile en termes financiers. Elle profite pendant l'automne 1956 de sensibiliser des responsables onusiens aussi bien que des dirigeants sur sa situation pour renflouer ses caisses[63].

En janvier 1957, on atteint une situation étrange : il y a davantage de places d'asile proposées que de réfugiées et réfugiés encore en Autriche. En fait,

[60] Report On the League operation on behalf of hungarian refugees in Austria up to december 31st 1956, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

[61] Gatrell Peter, *The Making of the Modern Refugee*…, p. 111.

[62] Haslinger Peter, « Flüchtlingskrise 1956 »…, p. 141.

[63] Witcover Jules, « The Role of the ICEM… », p. 2 ; Murber Ibolya, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956… », p. 29 ; Correspondance interne et externe du CIME, AOIM : SIT-00-049.

certaines offres, notamment d'Amérique latine (à l'exception de l'Argentine) ne correspondent pas à la réalité des possibilités – restreintes – qu'offre le marché du travail. La Colombie et la République dominicaine proposent à elles deux 30 000 places d'asile mais, d'une part, les Hongroises et Hongrois ne semblent pas vouloir s'y rendre et, d'autre part, le HCR ne fait pas grande publicité de ces opportunités. Les fonctionnaires internationaux jugent ces offres peu sérieuses et estiment qu'elles répondent surtout à des impératifs de politique intérieure[64]. Certains pays s'intéressent uniquement aux réfugiées et réfugiés hautement qualifiés. Le Costa Rica se dit prêt à en accueillir quelques-uns tout en se renseignant auprès du CIME sur les qualifications professionnelles des « *éléments* » présents en Autriche[65]. Les États-Unis sont également relativement sélectifs. Si les hommes jeunes qualifiés (même s'ils avaient été membres du parti communiste !) ainsi que les jeunes couples s'envolent facilement outre-mer, les femmes, particulièrement les mères seules, les personnes âgées et les malades n'ont quasiment aucune chance de partir, du moins fin 1956. En janvier 1957, Oskar Helmer critique cette sélection et demande l'assouplissement des critères pour accélérer les départs d'Autriche. Il espère sans doute éviter que seuls les réfugiés les moins appréciés restent sur le territoire autrichien[66].

« *La solution dépend du résultat des discussions avec les USA qui devraient permettre un plus grand influx de réfugiés sur son sol* », résume un fonctionnaire onusien[67]. Au 1er décembre, le quota américain de 6 500 personnes acceptées sous le régime du *Refugee Relief Act*, est déjà atteint. C'est dans ce contexte que le vice-président des États-Unis, Richard Nixon, se rend en Autriche. Son passage fort médiatisé à Andau, à Eisenstadt et à Traiskirchen a pour but de promouvoir auprès du Congrès la réception d'un plus grand nombre de Hongroises et Hongrois aux USA. Grâce à des mesures d'exception à peine contestées, l'administration Eisenhower ira bien au-delà du contingent prévu au départ. Pour contourner les lois et les arguments restrictionnistes (certains députés craignent l'infiltration d'agents communistes), le gouvernement américain a recours au *Parole status*

[64] List of offers reported on proposed government action to assist Hungarian refugees (for internal use only), 18 décembre 1956, UNAG : G.I 30/1 20496, Jacket 2 ; Haslinger Peter, « Flüchtlingskrise 1956 »…, p. 143.

[65] Lettre de C. Fedelo (CIME) à J. De Cabarres, 25 janvier 1957, AOIM : SIT-00-23.

[66] Ther Philipp, *Die Aussenseiter : Flucht…*, p. 144 ; Zarjevski Yefime, « Trente ans après l'exode… », p. 37.

[67] Office européen des Nations unies, Télégramme de De C. Rehling (officier de liaison externe), traduction de l'anglais, UNHCR Co-ordinating Committee for Assistance to Hungarian Refugees, 11 janvier 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

tout en prenant soin de vendre les capacités d'assimilation des Hongroises et Hongrois auprès de l'opinion[68]. Passé à 21 500 personnes, le quota est épuisé le 13 avril 1957 avant d'être à nouveau étendu. Finalement, ce ne sont pas moins de 38 000 réfugiées et réfugiés qui rejoignent les USA jusqu'à la fin 1957[69].

Mais en décembre 1956, l'avenir de celles et ceux qui rêvent d'Amérique semble encore fort bouché. Comme tant d'autres, Zita Müller désire rejoindre les États-Unis, d'autant qu'une de ses tantes y séjourne depuis plusieurs années : « *On était parmi les derniers, tout le monde voulait aller aux USA* […]. *À Eisenstadt, on nous a alors dit qu'il n'y avait plus que trois pays : la Norvège, l'Italie, je crois, et la Suisse*. »[70]

Ce « on » est probablement une équipe mobile du CIME dépêchée depuis son quartier général de la Friedrich-Schmidtplatz, d'où est gérée l'émigration dans les pays tiers. Depuis là, les équipes du CIME se rendent dans les camps, à la fois pour enregistrer les données des réfugiées et réfugiés, s'enquérir de leurs souhaits et éventuellement leur donner des possibilités d'émigration. Situé au cœur de Vienne, le quartier général du CIME dans le Palais de Czernin est ouvert aux réfugiées et réfugiés. Des guichets par pays de destination sont mis en place : « *Ça ressemblait à des sortes de niches surmontées de panneaux "Suède", "Suisse", "Canada", etc.* »[71]. De nombreuses personnes séjournent à proximité de ce centre névralgique pour suivre de plus près l'évolution des opportunités : d'aucuns dorment dans des camps improvisés à proximité du bâtiment de la Friedrich-Schmidtplatz dans l'attente de possibilités d'émigration. D'autres, les *free-living*, se sont arrangés pour habiter à Vienne chez des connaissances ou des parents et se rendent directement au quartier général[72].

C'est le cas de l'un de nos interviewés, Péter Gémes, qui loge chez un ami. Ce dernier peut se rendre au siège du CIME où il trouve des guichets qui représentaient chaque pays. Au contraire de la plupart de ses compatriotes,

---

[68] Une loi votée en 1950, l'*Immigration and Nationality Act* permet au ministre de la Justice, le pouvoir discrétionnaire (*parole status*) d'accepter l'entrée de personnes, sans pour autant les comptabiliser dans le contingent d'immigration fixé par la loi. Une « pirouette » bien utile pour accepter plus de transfuges du Bloc de l'Est : Menéndez Mario, « Les lois américaines d'immigration et les réfugiés politiques dans la période d'après-guerre : 1948-1958 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 60(1), 2000, p. 58 ; Bon Tempo Carl Joseph, *Americans at the Gate: the United States and Refugees during the Cold War*, Princeton : Princeton University Press, 2008, p. 60-85 ; Ther Philipp, *Die Aussenseiter: Flucht…*, p. 238-239.

[69] Murber Ibolya, « Ungarnflüchtlinge in Österreich 1956 »…, p. 359.

[70] Entretien avec Zita Müller, Fribourg, 6 juillet 2015.

[71] Entretien avec Péter Gémes, Bâle, 1er avril 2015.

[72] Witcover Jules, « The Role of the ICEM… », p. 8.

lui veut rester en Europe. Il relève le caractère subjectif des décisions et raconte en riant :

> « *Un collègue m'a dit en désignant un des guichets : "Viens, on va en Suède, il y a des femmes canon là-bas !" J'ai dit "Non, tu ne peux pas laisser ta vie s'orienter en fonction des femmes canon". J'ai dit qu'il faut avoir certaines intentions dans le choix du pays : "J'aimerais une vie stable, je vais essayer en Suisse".* »[73]

D'autres sont très décidés à rejoindre la Suisse, à l'instar du mari de Josette Szabó : « *Son père, qui avait été acheter du bovin avant la guerre en Suisse, lui avait dit "Si une fois tu as l'opportunité de quitter la Hongrie, ce serait bien que tu ailles en Suisse".* »[74]

Mais, pour beaucoup de réfugiées et réfugiés, leur destination finale sera au moins en partie tributaire de l'aléatoire, comme pour la romancière Agota Kristof qui a répété dans les interviews qu'elle a atterri en Suisse totalement par hasard[75]. Tout comme l'un de nos témoins, Áron Szücs :

> « *J'avais fait la connaissance d'une famille qui partait pour le Venezuela et j'hésitais. C'est à ce moment-là, à Traiskirchen, que j'ai rencontré le prêtre de mon village qui était accompagné d'un ecclésiastique hongrois de Fribourg employé comme interprète. Ils m'ont conseillé d'aller en Suisse et j'ai trouvé ça bien pour deux raisons : c'était pas loin, je voulais pas m'éloigner de la Hongrie et le train partait le même soir parce que j'en avais marre de la vie de camp.* »[76]

Pour d'autres encore, des besoins ou des souhaits spécifiques des pays occidentaux influenceront leur destin. C'est le cas de quelque 2 000 Hongroises et Hongrois de confession juive qui se rendent en Israël ou de protestantes et protestants invités à se rendre en Scandinavie[77].

Le journaliste américain Jules Witcover livrera plus tard une description vivante du quartier général du CIME, « *chief producer of rumors* » et son lot d'espoir et de déception :

> « *Pendant que le réfugié se déplaçait lentement en direction des guichets, en une heure, il pouvait entendre successivement que tout le monde pourrait aller*

---

[73] Entretien avec Péter Gémes, Bâle, 1er avril 2015.

[74] Entretien avec Josette Szabó, Hévíz, 13 décembre 2015.

[75] Rákóczy Ferenc (éd.), *Agota Kristof*, Genève : Slatkine, 2009 (*Quarto*, 27, 2009), p. 7.

[76] Entretien avec Áron Szücs, 5 septembre 2018.

[77] Sur environ 18 000 Israélites réfugiées et réfugiés en Autriche. 98 % d'entre eux ont rejoint les USA et Israël : Murber Ibolya, « Ungarnflüchtlinge in Österreich 1956 »…, p. 377.

là où il l'entend ; que personne ne peut car tous les quotas sont épuisés ; qu'il y a abondance de places pour les USA ; qu'il n'y en a aucune ; que l'un aurait carte blanche pour le choix du pays ; que l'autre n'aurait pas du tout de choix ; que les familles resteraient ensemble indépendamment des opportunités d'émigration ; que les maris devraient abandonner femmes et enfants. Il entendrait aussi que les combats avaient stoppé à Budapest ; qu'ils avaient atteint une nouvelle intensité ; que des concitoyens continuent à passer la frontière ; que la tactique précautionneuse des Soviétiques avait bouclé complètement les points de passage. »[78]

On peut sans peine imaginer que face aux rumeurs contradictoires, à l'attente et à toutes ces incertitudes, certaines personnes pouvaient envisager de retourner vers ce qu'ils connaissaient : la Hongrie. En ce sens, les appels du régime de Kádár en faveur de leur rapatriement avaient des chances de faire mouche, particulièrement auprès des personnes qui apprenaient que leurs chances d'être réinstallées dans le pays de leur premier choix étaient minces. Chez ceux-là, souvent « *convaincus que l'Occident les accueillerait à bras ouverts* »[79], la déception grandissait.

Les jeunes

Un groupe inquiète particulièrement les responsables de l'accueil : celui des mineures et mineurs non accompagnés. De nombreuses ONG s'affairent autour de leur sort comme l'organisation britannique *Save the Children* active en Autriche en 1957. L'historienne Ibolya Murber relève qu'il est impossible d'établir leur nombre exact. Les statistiques hongroises estiment à 10 000 le nombre de jeunes alors que les sources autrichiennes l'évaluent à la moitié moins[80]. Cela s'explique peut-être par le décalage de temps entre les deux sondages, mais il est également fort probable que beaucoup se soient fait passer pour majeurs une fois en Occident afin d'obtenir plus de possibilités d'émigration.

Nous verrons dans la troisième partie de cet ouvrage que ce groupe constitue un nœud de discorde entre le gouvernement hongrois, le HCR et tous les pays qui en accueillent : dès novembre 1956, Budapest plaide pour

[78] Witcover Jules, « The Role of the ICEM… », p. 8-9, traduction de l'anglais.
[79] Witcover Jules, « The Role of the ICEM… », p. 10.
[80] Murber Ibolya, « Ungarnflüchtlinge in Österreich 1956 »…, p. 373.

leur rapatriement et affirme que la plupart sont simplement des fugueurs réclamés par leurs parents en Hongrie. Quant aux œuvres d'entraide chrétiennes, elles s'inquiètent beaucoup des effets de la stagnation des jeunes dans les camps, particulièrement celle des jeunes filles – elles ont même songé envoyer provisoirement toutes les filles de 16 à 18 ans dans des couvents ! L'Autriche est également sous pression des diplomates hongrois qui « s'inquiètent » des dangers moraux qui menaceraient les jeunes dans les camps. Selon le discours de ces diplomates – qui vise à émouvoir l'opinion et à défendre l'idée selon laquelle les mineures et mineurs devraient être rapatriés en Hongrie – ces enfants vivraient dans des conditions « *moralement déplorables* » en Autriche. Parmi ceux à qui on confie leur éducation se trouveraient aussi bien des émigrants fascistes que des « *criminels sexuels* ». Des initiatives autrichiennes permettent alors de créer des foyers pour éviter les camps et les placements chez des particuliers, également jugés problématiques par le HCR[81]. On se soucie particulièrement de leur avenir et de leur formation. Du moins de celle des garçons. Pour ceux qui ont terminé l'école obligatoire, le gouvernement autrichien crée deux établissements, l'un à Hirtenberg, l'autre à Wels, où ils peuvent suivre des formations de serrurier, de cordonnier, de tailleur, de photographe ou passer le permis de conduire pour devenir chauffeur. Rien de tel n'est prévu pour les filles, qui peuvent, elles, suivre uniquement des écoles ménagères[82].

La générosité a ses limites

D'abord décrite comme unilatéralement généreuse dans l'historiographie, les historiennes et historiens ont récemment montré que l'attitude de la population autrichienne était devenue progressivement plus hostile aux réfugiées et réfugiés, et cela dès la fin 1956. Des incidents à proximité des camps filtrent dans les médias et s'additionnent de rumeurs : la plupart des fugitifs ne sont pas des « combattants de la liberté » ; de riches Hongrois s'indigneraient de devoir vivre dans des camps, pendant que d'autres

[81] Engelke Edda, « Die Aufnahme von Kindern und jugendlichen Flüchtlingen… », p. 10. Vonèche Isabelle, *L'octobre hongrois…*, p. 69 et suivantes ; Murber Ibolya, « Ungarnflüchtlinge in Österreich 1956 »…, p. 374.

[82] Murber Ibolya, « Ungarnflüchtlinge in Österreich 1956… » ; Engelke Edda, « Die Aufnahme von Kindern und jugendlichen Flüchtlingen… », p. 12-14.

revendraient des biens de la Croix-Rouge ou les enverraient à leur famille[83]. Des commentaires dénoncent en vrac leur « *comportement d'enfants gâtés* », le coût de l'aide qui leur est destinée, leur « *ingratitude* »[84]. Un autre élément provoque l'animosité de l'opinion viennoise : la gratuité des transports publics et des services de poste décrétés pour les réfugiées et réfugiés[85]. Quelques témoignages – certes minoritaires – relaient cette animosité. Une femme mariée à un Hongrois d'origine se plaint :

> « *Beaucoup de Hongrois sont venus chez nous, souvent au milieu de la nuit.* […] *Les dames sont venues (j'avais à l'époque deux enfants et une grande maison), nous leur avons donné de l'argent et je leur ai dit qu'ils doivent venir à 13 h s'ils veulent manger. Il y avait alors huit à dix personnes pour manger* […] *ils ne parlaient que hongrois* […]. *J'étais assise là comme une gourde, je devais les servir.* […] *Ce qui m'a le plus énervé, qu'on leur donnait tout l'argent. Qu'ont fait les femmes ? Elles sont allées avec ça chez le coiffeur ou l'esthéticienne.* »[86]

Ces différents hiatus auront comme incidence l'avènement d'une contre-image de l'« émigrant » (le terme est bientôt préféré à celui plus noble de « réfugié ») *versus* « héros de la Révolution »[87]. C'est pour réagir à cette tendance qu'en janvier, le ministre autrichien Oskar Helmer, tout en préconisant une compréhension mutuelle, affirme : « *Les réfugiés n'ont pas seulement des droits, ils ont aussi des devoirs.* »[88] Une étude menée par des psychologues autrichiens explique ce phénomène bien connu qui règne dans la population : « *une attente inconsciente selon laquelle ce groupe de personnes* [les réfugiées et réfugiés] *devrait montrer un comportement de pauvres enfants démunis* ». Le fait que ces personnes se rendent dans les mêmes cafés que les Viennois

---

[83] Ther Philipp, *Die Aussenseiter: Flucht…*, p. 237-238 ; Murber Ibolya, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956… », p. 25-26 ; Stanek Eduard, *Verfolgt, verjagt, vertrieben…*, p. 67 ; Murber Ibolya, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956… », p. 34.

[84] Rásky Béla, « "Flüchtlinge haben auch Pflichten"… », p. 6. En ligne : http://www.kakanien.ac.at/beitr/fallstudie/BRasky1.pdf (2 octobre 2017) ; Haslinger Peter, *Hundert Jahre Nachbarschaft: die Beziehungen zwischen Österreich und Ungarn 1895-1994*, Francfort-sur-le-Main & Berne [etc.] : Lang, 1996.

[85] Schlesinger Robert, Sunjić Melita H., *Flucht nach Österreich : die zweite Republik in Flüchtlingsporträts*, Vienne : Czernin Verlag, 2001.

[86] Gáal Károly, Widder Roland, *1956 und das Burgenland…*, p. 287, traduction de l'allemand.

[87] Rásky Béla, « "Flüchtlinge haben auch Pflichten"… », p. 6.

[88] Cette déclaration est aussitôt taclée dans les journaux : Haslinger Peter, « Flüchtlingskrise 1956 »…, p. 148.

(et se rendent même dans des cafés !), vont dans des magasins, achètent des denrées parfois chères, est très mal perçu[89]. De « *héros* » à « *parasite* », c'est ainsi qu'une étude résume la dégradation de l'image des réfugiées et réfugiés dans la presse[90]. Comme si souvent dans l'histoire de l'asile, on attend de la part de ces derniers une attitude passive et reconnaissante. Or, les Hongroises et Hongrois articulent des exigences, cherchent du travail, et/ou à rentabiliser leur séjour, se renseignent ou rejoignent de leur plein gré un autre camp lorsqu'ils entendent que des visas pour l'Amérique y sont délivrés[91].

De l'accueil sans condition à la sélection

Grâce au financement de leur transport par le CIME, 100 000 exilées et exilés se trouvent déjà dans un second pays d'accueil en janvier 1957. Une fois réinstallées, certaines personnes regrettent néanmoins leur choix. Elles essaient de retourner en Autriche dans l'espoir de pouvoir rejoindre un autre pays, quittent la place de travail qui leur a été attribuée, d'autres manifestent leur désespoir par des grèves de la faim comme dans le camp de Limerick en Irlande[92] ou à Hambourg[93]. Ce mécontentement et parfois aussi le caractère provisoire de l'accueil dans certains pays conduisent de nombreux gouvernements à conclure des accords avec des pays populaires auprès des réfugiées et réfugiés. Selon une estimation du sous-directeur du HCR, ils et elles sont, en janvier 1957 au moins 21 000 à souhaiter émigrer outre-mer dont 4 100 en Grande-Bretagne, 4 200 en France ; 2 000 en Allemagne ; 4 000 en Italie ; 2 000 en Suisse ; 1 000 en Belgique ; 500 au Danemark[94]. Pressés par le HCR, certains pays comme

---

[89] Hoff Hans, Strotzka Hans, *Die psychohygienische Betreuung ungarischer Neuflüchtlinge in Österreich 1956-1958: in Verbindung mit einer Anleitung zum Verständnis und zur Betreuung von Menschengruppen in Extremsituationen*, Hollinek, 1958, p. 95, traduction de l'allemand.

[90] Zierer Brigitte, *Politische Flüchtlinge in österreichischen Printmedien – dargestellt am Vergleich des Ungarischen Volksaufstandes 1956 und der Revolution in Rumänien 1989* [thèse non publiée], Vienne, 1995.

[91] Ther Philipp, *Die Aussenseiter: Flucht…*, p. 238 ; Office of the UNHCR, 15 janvier 1957, Remarque de Miss Dodds (International social service), Co-ordination Committee for Assistance to refugees from Hungary, Summary record of the 3rd meeting, Genève, 10 janvier 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

[92] Niessen James P., « Hungarian Refugees of 1956… », p. 130.

[93] Procès-verbal de la conférence des directeurs cantonaux de police concernant l'accueil éventuel de nouveaux réfugiés hongrois en Suisse, 15 mars 1957, p. 13, CH-BAR#E4001D#1973/125# 1434*.

[94] UNREF Executive committee, Standing programme Sub-committee (fourth session), Provisional Summary record of the 22th meeting, Genève, 25 janvier 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

l'Australie et le Canada envoient des délégations qui procèdent à des sélections dans différents pays d'Europe. Leur choix se base principalement sur l'état de santé des candidates et candidats (qui doivent présenter une radio des poumons à la délégation) et sur leur profession. Le fait d'avoir une famille restée en Hongrie peut dissuader les délégués des commissions d'émigration. En France, la délégation canadienne auditionne 3 205 personnes et en accepte 2 823[95]. Même si le nombre de personnes recalées est relativement faible, on imagine leur frustration face à un tel refus. Finalement, en août 1957, sur 12 317 exilées et exilés en France, pas moins de 3 609 personnes rejoignent un troisième pays d'asile, principalement outre-mer. Certains pays qui opèrent un attrait chez les réfugiées et réfugiés comme le Brésil, ainsi que l'Afrique du Sud envoient également des délégations, notamment en Italie[96].

La presse du Bloc de l'Est ne manque pas de critiquer ces sélections et décrit les camps comme de vastes marchés aux esclaves où les capitalistes, quand ce n'est pas la Légion étrangère, viennent faire leur choix parmi les réfugiées et réfugiés. Cette vision propagandiste s'appuie sur une réalité : l'intérêt de certains pays à recruter des profils dont ils ont besoin. Ces velléités sont visibles dans les archives du CIME. Dans un rapport sur l'activité de ces commissions de sélection, le chargé des opérations australien relève à deux reprises le caractère « *décevant* » du profil des réfugiés rencontrés et utilise sans ambages le terme de « *recrutement* »[97]. De même, au gigantesque camp de Kilmer dans le New Jersey, où ont transité plus de 2 000 réfugiées et réfugiés, des représentants de grandes entreprises industrielles, mais aussi des milieux du Show Business se pressent pour y trouver les profils « *intéressants* »[98].

Pour celles et ceux qui n'ont pas pu rejoindre les États-Unis, l'attente devient pénible. Ce désespoir est même rapporté par quelques dépêches en Occident qui relèvent des suicides ou des tentatives de suicides, notamment à Traiskirchen, chez des jeunes qui n'ont pas été sélectionnés, ainsi que des grèves de la faim dans des camps à proximité de Vienne et à Siezenheim[99].

---

[95] Witcover Jules, « The Role of the ICEM… », p. 18 ; Rapport de la commission australienne en France, s.d., AOIM : SIT-0023 ; Rapport de la commission canadienne en France, 5 avril 1957, AOIM : SIT-00-23.

[96] M. Poret à M. Driver (chef du Département des opérations du CIME), 13 août 1957, AOIM : SIT-00-23 ; Witcover Jules, « The Role of the ICEM… », p. 18.

[97] Emerton I. D., *Review of Hungarian Refugee Programmes 1956-57*, 1er juillet 1957, AOIM : SIT-00-23.

[98] Kecskés Gusztáv, « Les composantes d'une action humanitaire hors du commun… », p. 138.

[99] « Vagues de désespoir dans les camps de réfugiés autrichiens », *Feuille d'avis de Lausanne*, 8 avril 1957 ; Office of the UNHCR, Coordination Committee for Assistance to refugees from

… en passant par la suspicion

Les détracteurs d'un accueil plus généreux aux États-Unis comme les autorités autrichiennes redoutent particulièrement une chose : la présence d'agentes et agents communistes infiltrés dans la vague de 1956. L'une des tâches de ces personnes, dont il est difficile de retrouver la trace, aurait consisté à pénétrer dans les camps pour motiver les indécis à rentrer en Hongrie. Les exilées et exilés présentaient la particularité d'être convoités à la fois par les services secrets américains (qui pourront récolter auprès d'eux des informations sur les méthodes de la police politique hongroise) et à la fois par la Sécurité d'État du régime de Kádár[100]. Nous ne pouvons ici qu'effleurer ce large thème que nous compléterons dans la troisième partie en traitant du retour en terres magyares de ces agentes et agents qui travaillaient pour le compte de la Hongrie… ou des États-Unis ! Pour l'heure, c'est le moment 1956 et les actions réelles ou supposées de l'espionnage hongrois en Autriche et non américain qui nous intéressent[101].

En février 1957, le diplomate autrichien en poste à Budapest avertit le ministère des Affaires étrangères de la présence de jeunes gens grassement payés et envoyés en avion à Szombathely pour passer la frontière parmi les réfugiées et réfugiés. Dès la fin 1956, des messages de dénonciation (du type : « *Tel réfugié est un ÁVO* [ndlr. un agent de la police politique hongroise] ») affluent vers les autorités autrichiennes. Toute la difficulté étant de savoir si ces messages sont véridiques ou s'ils ne relèvent pas soit du fantasme,

---

Hungary, Summary record of the 7th meeting, Genève, 16 avril 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2. Sur les grèves de la faim : Niessen James P., « A befogadás kultúrája és az 1957. Januári osztrák menekültkvóta-indítvány », in Bottoni Stefano (éd.), *1956 mint menekültválság. Új olvasatok egy ismert történethez* [1956 comme crise des réfugiés : nouvelles lectures d'une histoire connue], *Világtörténet*, (3), 2016, p. 349 ; Murber Ibolya, « Ungarnflüchtlinge in Österreich 1956 »…, p. 360.

[100] Gémes András, « "Schade, schade, immer Spionage!" », in Murber Ibolya, Fónagy Zoltán (éd.), *Die ungarische Revolution und Österreich 1956…*, p. 223.

[101] Concernant l'espionnage américain, ce phénomène entre dans l'histoire plus large de la mobilisation des émigrées et émigrés dans la « *guerre secrète* » américaine contre le communisme. Les méthodes de *covert action* s'étaient institutionnalisées en 1947, moment de la création de la CIA. Dès les débuts des années 1950 et le début du dégel, il s'agissait moins de favoriser logistiquement des révoltes (dont on avait constaté les échecs) que d'investir généreusement dans la propagande pour mener une guerre psychologique. Autour des *mottos Rollback* et *Liberation*, Eisenhower incarne cette nouvelle méthode qui se basait largement sur le recrutement d'émigrées et émigrés. Sur le sujet : Kovrig Bennett, *Of Walls and Bridges: the United States and Eastern Europe*, New York [etc.] : New York University Press, 1991.

soit d'opérations pour ternir encore un peu plus le régime Kádár. La tâche des infiltrées et infiltrés serait de sympathiser avec leurs compatriotes et d'enquêter sur les filières de passeurs en Hongrie qui ont permis l'exode. Il n'est pas rare que des réfugiées et réfugiés rendent attentifs les responsables de camps que telle ou telle personne a un comportement étrange, s'ils ne les dénoncent pas directement. S'installe alors dans les camps une véritable « ÁVO-psychose »[102]. Le doute plane particulièrement sur des personnes qui se renseignent un peu trop sur les conditions de fuite de leurs compatriotes, qui montrent un comportement brutal ou tentent de « *semer le désordre* » pour, selon les autorités autrichiennes, alimenter les commentaires défavorables aux transfuges. Parfois, des Hongroises et Hongrois méfiants attirent l'attention des autorités autrichiennes sur des éléments (comme bottes ou habits) qu'ils et elles estiment être des signes d'appartenance à l'appareil de répression. Progressivement, les autorités réglementent l'entrée dans les camps pour parer à de potentielles infiltrations, mais aussi pour éviter le recrutement des jeunes par la Légion étrangère. Certains incidents (vols de listes de pensionnaires, photos des camps envoyées en Hongrie ou encore tentatives de proches du régime d'y pénétrer, etc.) montrent que les craintes ne sont pas dénuées de fondement. Le but des agents est double : collecter des informations qui deviendront précieuses après un rapatriement (comme les noms de personnes engagées dans l'accueil de leurs compatriotes en Autriche) et enquêter sur le traitement des personnes réfugiées. Comme l'a expliqué l'historien András Lénárt, Budapest met en place une logistique de surveillance des Hongroises et Hongrois à l'étranger :

> « *Les dissidents sont devenus des ennemis pour un certain temps, à tel point que le ministère de l'Intérieur a créé une sous-division pour suivre attentivement leurs activités. En outre, la section Agitation et propagande du Parti rassemblait assidûment des informations sur les Hongrois, respectivement les organisations hongroises à l'étranger.* »[103]

---

[102] Gémes András, « "Schade, schade, immer Spionage!" »…, p. 229.

[103] Lénárt András, « Fluchtgeschichten von 1956er Jugendlichen »…, p. 475, traduction de l'allemand ; GÉMES András, « "Schade, schade, immer Spionage!" »…, p. 229 ; Engelke Edda, « Einem besseren Leben entgegen? »…, 2006, p. 203-210 ; Haslinger Peter, « Flüchtlingskrise 1956 »…, p. 146-147 ; Murber Ibolya, « Ungarnflüchtlinge in Österreich 1956 »…, p. 354.

« 15 000 anticommunistes acharnés en terre communiste » : les réfugiées et réfugiés en Yougoslavie

En Autriche, la « *question des réfugiés* » est bientôt résolue puisque seules 18 252 Hongroises et Hongrois y séjournent encore en avril[104]. Cette question se déplace alors vers un pays à la position géopolitique particulière : la Yougoslavie.

Au cours du mois de janvier, entre 400 et 800 personnes arrivent chaque jour en République populaire fédérale yougoslave[105]. L'attitude ambiguë de Tito à la suite de l'Insurrection (il contribue finalement à l'arrestation d'Imre Nagy après que ce dernier s'est réfugié dans l'ambassade yougoslave) est un peu similaire dans l'affaire des réfugiées et réfugiés. Dans un premier temps, les autorités refoulent les candidates et candidats à l'asile, puis tolèrent leur présence tout en autorisant la venue sur son sol d'une commission hongroise dont le but est de favoriser les rapatriements[106]. De fait, au moment de passer la frontière hungaro-yougoslave, les fuyards ne savent pas toujours s'ils vont être accueillis ou refoulés. Avant décembre, on estime que 1 200 Hongroises et Hongrois ont été renvoyés sur le territoire magyar depuis la frontière yougoslave et rien ne laisse encore présager que le gouvernement de Tito leur donnera asile[107]. Au cours du mois de décembre, les autorités se trouvent débordées face à l'augmentation des tentatives de franchissement de la frontière : beaucoup refusent de rentrer en Hongrie, essaient à plusieurs reprises de franchir la frontière ; certaines personnes enfin, parviennent tout de même à passer en Autriche et racontent les difficultés qu'elles ont connues à la frontière yougoslave. La presse autrichienne commence à critiquer l'attitude des autorités yougoslaves. Devant ces remontrances, le gouvernement Tito décide de tolérer les réfugiées et réfugiés, provisoirement au moins, et leur donne, en décembre 1956, la possibilité de demander l'asile sur la base de la Convention de Genève de 1951. Ce revirement s'explique probablement par les craintes du dictateur de mettre en danger la réputation de son pays, considéré par les puissances occidentales comme le plus libéral du Bloc de

[104] Niessen James P., « Hungarian Refugees of 1956… », p. 125.

[105] Office of the UNHR, Co-ordinating Sub-Committee for Assistance to refugees from Hungary, Summary record of the 5th meeting, Genève, 22 janvier 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

[106] Cette question sera traitée dans *infra*, Chapitre 5 (Des efforts redoublés. La campagne de rapatriement post-1956).

[107] Kovács Attila, « A magyar menekültkérdés kezelése Jugoszláviában 1956-1957 » [La gestion de la question des réfugiés hongrois en Yougoslavie, 1956-1957], in Bottoni Stefano (éd.), *1956 mint menekültválság. Új olvasatok egy ismert történethez* [1956 comme crise des réfugiés : nouvelles lectures d'une histoire connue], *Világtörténet*, (3), 2016, p. 436.

l'Est[108]. Ainsi, jusqu'à mars 1957, quelque 18 600 personnes rejoignent le territoire yougoslave depuis la Hongrie, dont près de 6 000 personnes entre le 15 et le 25 janvier![109] Face au nombre grandissant d'arrivées, le gouvernement yougoslave demande l'aide du HCR, arguant que ses capacités d'accueil sont limitées. Le ministère de l'Intérieur, aidé de la Croix-Rouge yougoslave, répartit alors les réfugiées et réfugiés dans trente-six centres proches de la frontière, ainsi que dans différents lieux de villégiature en Slovénie et en Croatie. La qualité des camps est très inégale. Ils sont parfois sous-équipés – à Gerovo par exemple, il n'y a pas d'eau courante – et s'avèrent bientôt surpeuplés[110]. L'une de nos témoins, Edit Király, est passée par trois de ces camps : à Grad Borl, à Ptuj puis à Brestanica. Selon elle, c'est grâce à l'aide américaine que les conditions se sont améliorées : après quelques semaines dans des conditions hygiéniques déplorables, les Hongroises et Hongrois reçoivent un *Cosmetic Care Bag* offert par les USA. À Brestanica, raconte Edit Király, les femmes organisent une petite révolte pour que la qualité des repas soit améliorée et insistent pour cuisiner elles-mêmes. Souvent, les réfugiées et réfugiés se mobilisent pour améliorer leurs conditions. Dans le camp de la famille Király, les sorties sont autorisées deux fois par semaine. Edit se rappelle : « *Les gens étaient plus pauvres que nous !* ». Elle explique : « *On a commencé à faire du troc, nous on avait quand même des habits, parfois des biens comme des bijoux, on échangeait ces biens contre des denrées dont les gens ne manquaient pas.* »[111]

Quant à la composition de la population réfugiée en Yougoslavie, elle diffère quelque peu de ce qui est observé en Autriche. Des statistiques du CIME montrent qu'il y avait, par rapport à l'Autriche, une bonne proportion de familles et pas moins de 1 500 enfants non accompagnés de moins de

[108] Peu d'études portent sur le refuge de 1956 via la Yougoslavie, du moins en anglais, allemand ou français. Attila Hegedűs y consacre un chapitre dans son livre portant sur 1956 et la Yougoslavie : *Az 1956-os magyar forradalom és Jugoszlávia* [La révolution hongroise de 1956 et la Yougoslavie], Vajdasági Magyar Művelődési Intézet, 2010. Le sujet a aussi été étudié par Kovačević Katarina, « Mađarske izbeglice u Jugoslaviji 1956-57. Godine », *Tokovi istorije* 1-2, 2003, p. 91-124. Un résumé en anglais a été publié : Kovačević Katarina, « The Refugee Problem in Yugoslavia »…, p. 111-129 (ici p. 113). Voir aussi Engelke Edda, « *Einem besseren Leben entgegen ?* »…, p. 92-93.

[109] Kovács Attila, « A magyar menekültkérdés kezelése Jugoszláviában 1956-1957 »…, p. 438.

[110] Office of the UNHCR, Co-ordinating Sub-Committee for Assistance to refugees from Hungary, Summary record of the 5th meeting, Genève, 22 janvier 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2 ; « Mission accomplished : How the Yugoslav Camps for Hungarian Refugees were Closed » : Rapport de Edward B. Marks (chef de mission du CIME à Belgrade), 24 juillet 1958, AOIM : SIT-00-23 ; Kovačević Katarina, « The Refugee Problem in Yugoslavia »…, p. 115-116.

[111] Entretien avec Edit Király, Berne, le 17 août 2018.

17 ans[112]. La composition professionnelle de ce groupe est détaillée dans des sources conservées à Belgrade. Là aussi, on observe des différences par rapport à la population réfugiée en Autriche. Sur 16 214 réfugiées et réfugiés recensés, 46 % exercent des professions dites « physiques ». En comparaison avec l'Autriche, cette catégorie est moins représentée en Yougoslavie[113]. Il est difficile d'expliquer ce déséquilibre. Nul doute que le chemin vers le pays de Tito était à la fois plus ardu et dangereux, il fallait donc bénéficier davantage de ressources (argent, réseau) que pour rejoindre l'Autriche. Un ouvrier de Csepel, par exemple, est certainement moins à même de déployer de tels moyens qu'une famille bien établie, telle que la famille Király.

Pendant que Lindt lance un appel auprès de différents pays afin qu'ils acceptent des contingents de Yougoslavie, un délégué du HCR est alors convié à visiter neuf centres d'accueil. Il rapporte que les Hongrois sont « *bien traités* »[114] mais que beaucoup d'entre eux se sentent discriminés par rapport à leurs compatriotes arrivés en Autriche. L'ambiance est jugée préoccupante par le HCR. D'une part, ces réfugiées et réfugiés avaient un temps de décalage et forcément moins de possibilités d'émigration par rapport aux premiers arrivants. À cela s'ajoute un accueil certainement plus froid qu'en Autriche. Comme le résume un employé du CIME : « *Ils n'ont certainement pas été traités en héros par les autorités yougoslaves.* »[115] Souvent sous surveillance policière, les personnes réfugiées sont longuement interrogées, certaines se plaignent de ne pas être nourries suffisamment[116].

Lors d'une réunion qui rassemble des délégations nationales à Genève en avril 1957 alors que plus de 18 000 Hongroises et Hongrois stagnent encore en Yougoslavie, la représentante de Belgrade Olga Milosevic plaide pour plus d'aide financière en invoquant les coûts de l'hébergement (jugés trop onéreux pour un pays encore en reconstruction), se plaint des possibilités d'émigration réduites[117]. Entre les lignes de son plaidoyer – applaudi par l'assemblée – on

---

[112] « Mission accomplished: How the Yugoslav Camps for Hungarian Refugees were Closed », Rapport de Edward B. Marks (chef de mission du CIME à Belgrade), 24 juillet 1958, AOIM : SIT-00-23.

[113] Kovács Attila, « A magyar menekültkérdés kezelése Jugoszláviában, 1956-1957 »…, p. 439.

[114] « La Yougoslavie est, à son tour, débordée par les réfugiés hongrois », *Gazette de Lausanne*, 25 janvier 1957.

[115] I. D. Emerton, Review of Hungarian Refugee Programmes 1956-57, 1er juillet 1957, traduction de l'anglais, AOIM : SIT-00-23.

[116] Kovačević Katarina, « The Refugee Problem in Yugoslavia »…, p. 117.

[117] Action de secours en faveur des Hongrois, Réunion des sociétés nationales de la Croix-Rouge, du CICR et de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, Genève, 16 avril 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

perçoit bien les enjeux inhérents à la position délicate de la Yougoslavie. Elle prend le risque de déplaire au Bloc de l'Est en donnant l'asile aux fugitifs, mais ces réfugiées et réfugiés ne veulent pas rester et la Yougoslavie ne veut pas non plus d'eux : leur place est en Occident[118]. Lors de la même réunion, le Haut-commissaire Lindt, qui vient de rentrer d'un voyage en Yougoslavie où il a visité des camps et rencontré Tito, utilise le terme de « discrimination » pour décrire le manque de moyens alloués à ce pays : « *J'estime que tout pays qui accorde de l'aide avec tant de courage et de générosité a droit à sa part d'aide internationale*. »[119] À nouveau, ce sont les USA qui arrivent à la rescousse. Washington promet une contribution généreuse au CIME pour couvrir les coûts des voyages depuis la Yougoslavie. En outre, dès la fin de l'été, les USA permettent à quelque 2 400 Hongroises et Hongrois de rejoindre leur sol. Mais la situation ne se débloque pas tout de suite : en juillet 1957, 10 000 personnes attendent encore leur ticket pour le « Monde libre »[120]. Edit Király, dont la famille était encore dans l'attente de l'émigration à ce moment-là, se souvient de l'agacement ambiant : « *Il y avait une dame réfugiée qui disait regretter de ne pas être plus jeune pour être sélectionnée et un jeune lui dit : "Moi, j'aimerais avoir un an de plus pour enfin savoir où je serai dans un an !"* »[121] Un rapport réalisé par la Croix-Rouge fait état de la déception que connaissent les personnes qui espèrent rejoindre les États-Unis et relève l'influence néfaste des informations contradictoires[122]. Finalement, comme le montre le témoignage de Pierre Kende, le réseau joue un rôle certain :

> « *C'est en janvier 1957 que je suis parvenu à franchir la frontière hungaro-yougoslave. Il n'était plus possible alors de passer par l'Autriche. J'ai été retenu dans un camp de réfugiés jusqu'au mois d'avril, à une centaine de kilomètres*

[118] En outre, l'URSS avait promis un crédit à la Yougoslavie ; il s'agissait de ne pas compromettre cette aide financière : Hidas Péter I., « "Our beloved Hungarians". Hungarian Refugees in Yugoslavia in Transit to Canada », 2001, www.sympathico.ca/thidas/Hungarian-history/Yugoslavia.html (7 février 2018).

[119] Action de secours en faveur des Hongrois, Réunion des sociétés nationales de la Croix-Rouge, du CICR et de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, Genève, 16 avril 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

[120] Hidas Péter I., « "Our beloved Hungarians"… » ; ICEM Press Release, n° 212, 21 mars 1957, U.S. Aid for Movement of Hungarian Refugees in Yugoslavia, AOIM : SI-00-23 ; « Mission accomplished: How the Yugoslav Camps for Hungarian Refugees were Closed » : Rapport de Edward B. Marks (chef de mission du CIME à Belgrade), 24 juillet 1958, AOIM : SIT-00-23.

[121] Entretien avec Edit Király, Berne, le 22 août 2018.

[122] League of Red Cross Societies, Relief operation in aid of hungarian refugees in Yugoslavia, avril-mai 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

de Belgrade, dans le Banat. Les autorités yougoslaves avaient à notre égard une attitude paradoxale. Alors qu'elles ne souhaitaient pas nous garder, elles faisaient tout pour empêcher nos contacts avec les ambassades occidentales. Finalement, c'est grâce au correspondant de l'AFP à Belgrade […], *alerté par mon ami François Fejtő, que je pus transmettre ma demande, être autorisé à venir en France et partir par le train, dans un wagon du Simplon Express contrôlé par l'ONU.* »[123]

Certains pays comme la Suisse, l'Australie et le Canada envoient des délégations afin de sélectionner des Hongroises et Hongrois avec des critères bien précis[124]. À contre-pied, la Suède s'annonce prête à faire venir des personnes tuberculeuses ou handicapées. La France, l'un des premiers pays à réagir en annonçant l'accueil de 1 500 Hongrois bloqués en Yougoslavie ne définit aucun critère de sélection mais insiste sur le fait que ces derniers devraient la rejoindre seulement s'ils désirent y rester. Cette condition est liée au phénomène décrit plus haut : la présence gênante de beaucoup de réfugiées et réfugiés qui rêvent d'Amérique, mécontents et pressés de quitter la France[125].

Les journalistes occidentaux sont bientôt autorisés à se rendre dans certains camps en Yougoslavie dès la fin mai. En plus d'être balisé (le groupe est transporté en bus d'un camp à l'autre par les soins du ministère fédéral de l'Information), leur chemin est préparé en amont par des officiels du ministère de l'Intérieur qui précèdent les journalistes dans chaque camp pour vérifier l'état de l'infrastructure avant leur passage[126]. La plupart des reporters relèvent la bonne volonté de la Croix-Rouge yougoslave et soulignent la liberté avec laquelle ils peuvent converser avec les fugitifs et fugitives[127]. Certains articles insistent sur leur nervosité et leur détresse pour émouvoir et mobiliser l'opinion en faveur de leur accueil. *Le Figaro* par exemple rend compte de leur sort dans une enquête

---

[123] Marès Antoine, « Témoignages d'exilés et de réfugiés politiques d'Europe Centrale en France après 1945 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 44(1), 1996, p. 52.

[124] Les enjeux de l'envoi de la délégation suisse seront abordés dans *infra*, Chapitre 4 (De l'aide au contrôle, *Arrivées sélectives. Le contingent de Yougoslavie*).

[125] Kovačević Katarina, « The Refugee Problem in Yugoslavia »…, p. 127 ; Presse release ; « Mission accomplished: How the Yugoslav Camps for Hungarian Refugees were Closed » : Rapport de Edward B. Marks (chef de mission du CIME à Belgrade), 24 juillet 1958, AOIM : SIT-00-23.

[126] Kovačević Katarina, « The Refugee Problem in Yugoslavia »…, p. 117.

[127] Compte rendu de Mr. Wright, Office of the UNHCR. Co-ordination Committee for Assistance to refugees from Hungary, Summary record of the 7th meeting, Genève, 19 juin 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

intitulée « Voyage au bout de la détresse. Un marché aux esclaves comme dans l'antiquité ». Son autrice, Dominique Auclères, déplore que « *l'élan vers la Hongrie martyre* [soit] *brisé, la source de la fraternité tarie, les cœurs redevenus paresseux* »[128]. Si le message est tout à fait différent, une fois n'est pas coutume, *Le Figaro* rejoint ici la *Pravda* qui dénonçait le vaste « *marché aux esclaves* » des camps de réfugiés où les pays capitalistes venaient faire leur choix ! Au contraire de la *Pravda*, l'autrice de cette enquête s'échine, non sans paternalisme, à défendre ces fugitifs, « *15 000 anticommunistes acharnés en terre communiste* », à valoriser l'action humanitaire française et à dénoncer l'attitude d'autres pays, le Canada et les États-Unis, et leurs délégations dépêchées en Yougoslavie qui « *regardent* [les] *dents* […] *et radiographient* [les] *poumons* » des réfugiés. L'autrice argue que la faible popularité de la France auprès des Hongrois serait due au fait que « *l'océan est à peine assez large pour les mettre à l'abri des vengeances de leur régime* ». Elle essaie de les convaincre :

> « *L'Amérique leur était fermée et, si elle songeait à rouvrir ses portes, elle exclurait les malades, les infirmes, peut-être les intellectuels* […] *ceux qui avaient de gré ou de force appartenu au parti. Je leur disais : Il n'y a pas que l'Amérique. La France est un pays où il fait bon vivre, vous y trouverez du travail, des soins et un logement* […]. *– Pas communiste ? Pas légion étrangère ? demandaient-ils d'une voix soupçonneuse. – Je vous jure que non. Pas un seul Hongrois n'a été enrôlé dans la légion. Leurs visages s'ouvraient.* […] *Je récoltais des "clients" et je me sentais très riche de pouvoir leur donner la France. Parce que je souriais, ils me touchaient le bras* […] *avec des gestes d'enfant qui ont peur dans le noir.* »[129]

Parfois jugés avec une certaine méfiance par le public occidental, les réfugiées et réfugiés passés par la Yougoslavie seront progressivement mieux considérés, comme en témoigne le rapport d'un aumônier hongrois en France, chargé de leur accompagnement :

> « *Alors que les premiers réfugiés avaient bénéficié jusqu'à l'excès des avantages qui leur avaient été offerts dans des pays où règne la liberté politique sans savoir quelquefois en faire usage, les seconds réfugiés avaient dû continuer une vie dure en Yougoslavie.* »[130]

---

[128] Auclères Dominique, « Voyage au bout de la détresse », *Le Figaro*, 20 juin 1957.

[129] Auclères Dominique, « Voyage au bout de la détresse », *Le Figaro*, 20 juin 1957.

[130] Rapport de l'aumônerie hongroise, 30 septembre 1957-15 avril 1958 (Laszlo Lehel), Camps de Villemetrie, avril 1958, ACIMADE-BDIC : Sessions Cimade 1952/1961, F delta 2149/1002 (1952-1961).

Grâce à la prise en charge de quotas notamment par la France (2 460 personnes), les États-Unis (2 600), la Belgique (2 390), le Canada (1 770), l'Australie (1 520), la Suède (1 290), l'Allemagne (1 150), la Suisse (750), sur les 20 000 réfugiées et réfugiés arrivés sur le territoire yougoslave, 16 537 personnes peuvent rejoindre l'un de ces seconds pays d'asile[131]. 535 personnes choisissent de rester dans le pays de Tito tandis que 2 780 optent pour le rapatriement[132]. Ce corridor vers l'Ouest sera ensuite fermé pour de bon. Un accord secret conclu entre la Hongrie et la Yougoslavie entérinera quelques mois plus tard une politique de non-entrée en matière concernant l'asile. À partir de septembre 1957, les Hongroises et Hongrois qui se présentent pour demander refuge sont généralement refoulés[133].

L'épisode yougoslave met en évidence deux aspects. D'abord, le fait que, la plupart du temps, l'Europe ne fait pas rêver les exilées et exilés. Un sondage réalisé par le HCR montre que 90 % de celles et ceux qui ont rejoint la Yougoslavie souhaitent émigrer outre-mer[134]. Une anecdote met bien en évidence ce à quoi elles et ils sont prêts pour atteindre ce but. À l'automne 1957, un avion qui a décollé de Belgrade pour New York se pose en urgence à Shannon, en Irlande. À son bord, une femme doit accoucher. Cette dernière avait caché sa grossesse par crainte de ne pas obtenir son visa[135]. L'attraction qu'opèrent les USA s'explique par un faisceau de raisons. Les réfugiées et réfugiés aspirent à d'autres horizons, pour tourner la page sans doute, peut-être aussi parce que l'Europe de l'Ouest ne leur semble pas fondamentalement différente de la Hongrie. La prospérité éclatante du rêve américain est bien plus attirante. Pendant plusieurs années, la population hongroise a été sensible à la propagande de Radio Free Europe ou de Voice of America et a eu tout le loisir de fantasmer cette terre promise. De manière paradoxale, la propagande du régime communiste a aussi joué un rôle. Comme l'exprime l'un de nos témoins, Béla Márai : « *Comme on avait*

[131] Détails dans l'annexe C. Réfugiées et réfugiés hongrois : mouvement global et situation au 30 juin 1960.

[132] Report of the Departure of Hungarian Refugees from Yugoslavia, août 1958, AOIM : SIT-00-23. Kovačević explique que les services secrets yougoslaves s'intéressaient aux réfugiées et réfugiés qui avaient été formés en Union soviétique et ont pu en recruter : Kovačević Katarina, « The Refugee Problem in Yugoslavia »…, p. 127.

[133] Kovačević Katarina, « The Refugee Problem in Yugoslavia »…, p. 115.

[134] Rapport de la mission du HCR entre le 8 et le 21 janvier 1957 (M. Hoveyda), UNREF executive committee, *The Problem oh Hungarian refugees in Yugoslavia*, 30 janvier 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

[135] Witcover Jules, « The Role of the ICEM… », p. 20.

développé un scepticisme systématique face à ce que nous disait la propagande, plus on nous disait du mal des USA, plus on s'en faisait une image positive. »[136]

Deuxièmement, après la courte lune de miel faite de quotas généreux, d'annonces fracassantes en faveur des exilées et exilés, les gouvernements ne sont plus si enthousiastes. L'exemple du Canada qui préconise une « *sélection prudente* »[137], le montre bien : sur les 2 226 candidates et candidats pour rejoindre ce pays depuis la Yougoslavie, seuls 1 770 obtiendront le précieux visa[138]. Que ce soit en Autriche ou en Yougoslavie, l'attente – même courte – de débouchés qu'a dû vivre une partie de la population réfugiée s'opposait aux dires de Radio Free Europe qui ne se contentait pas seulement de dépeindre la vie occidentale en rose mais qui relayait aussi l'idée que les transfuges trouvaient dans le « Monde libre » rapidement un emploi bien payé[139].

3.3 Une mobilisation unique

Le 1er avril 1957, 70 % des 193 805 ont déjà gagné un second pays d'asile[140]. Le pays qui en aura accueilli le plus, après les tergiversations évoquées, est de loin les États-Unis (20,6 % de la vague de 1956), suivis du Canada, de la Grande-Bretagne, de la République fédérale d'Allemagne et de la Suisse (6,4 %)[141]. Malgré les quelques hiatus mentionnés, une impression globale demeure : si la Hongrie s'était totalement vidée, il semble que l'on aurait trouvé, tôt ou tard, des solutions pour neuf millions de personnes. Cette mobilisation, fortement appuyée par les conservateurs et des ONG souvent chrétiennes, rappelle d'autres moments de l'histoire où l'indignation face aux actes d'un ennemi commun menait à des politiques humanitaires ambitieuses. Qu'on se souvienne de l'anti-ottomanisme qui, comme l'anticommunisme de 1956, participait à une politique d'accueil généreuse envers les exilées et exilés arméniens qui fuyaient le génocide entre 1915 et 1923[142].

---

136 Entretien avec Béla Márai, Genève, 28 juin 2013.

137 Hidas cite ici Lester Bowles Pearson (le secrétaire d'État pour les Affaires extérieures), Hidas Péter I., « "Our beloved Hungarians"… ».

138 Hidas Péter I., « "Our beloved Hungarians"… ».

139 Gémes András, « "Schade, schade, immer Spionage!" »…, p. 215.

140 Kecskés D. Gusztáv, « Collecting money at a global level… », p. 34.

141 Pour les détails, se reporter à l'annexe C.

142 Gatrell Peter, *The Making of the Modern Refugee*…, p. 195.

Cette très forte volonté d'accueil est tangible dans les sources de l'époque. Certes, ce groupe de 1956 est assez idéal du point de vue des gouvernements et du monde économique : il est composé de jeunes hommes principalement, susceptibles d'être mis immédiatement au travail. À cela s'ajoutent une conjoncture économique relativement prospère et un besoin de main-d'œuvre dans certains pays[143]. Des historiennes et historiens soulignent en outre que c'est parce que les Hongroises et Hongrois étaient peu nombreux et blancs qu'ils ont été accueillis généreusement[144]. Ce double argument ne nous semble pas central à la lecture des documents contemporains. À notre sens, il est plutôt le résultat d'un jugement *a posteriori*, téléologique.

Quoi qu'il en soit, ils s'inscriront dans l'histoire comme des « réfugiés bienvenus »[145] :

> « *Jamais auparavant dans l'histoire de la migration les gens qui venaient de passer la frontière ont entendu des haut-parleurs appeler : "Qui veut aller en Suède, Suisse, Belgique", puis simplement monter dans un bus estampillé "Suède", "Suisse", ou "Belgique"* »[146].

Cette mobilisation inédite se ressent au sein de la société civile, des ONG et des États.

La société civile fait preuve globalement d'une compassion sans borne – du moins dans un premier temps – et tend à une forte « *identification émotionnelle* »[147], alimentée par la médiatisation de l'Insurrection et confortée par le consensus généralisé qui condamne la répression soviétique. Les ONG ne sont pas en reste. 1956 représente pour elles une sorte de test et leur prestige – ainsi que leurs caisses – se trouve renforcé dans le contexte de cette crise. Elles effectuent également un grand travail de sensibilisation, voire de *lobbying* auprès des gouvernements. Dans le cas des États, les décisions ne

---

[143] Loescher Gilburt Damian, *The UNHCR and World Politics…*, p. 87 ; Kecskés Gusztáv, « Les composantes d'une action humanitaire hors du commun… », p. 136 ; Ther Philipp, *Die Aussenseiter : Flucht…*, p. 239 ; Gémes András, « Political migration in the Cold War… », p. 174.

[144] Gémes András, « Political migration in the Cold War… », p. 174 ; Cseresnyés Ferenc, « Das international Flüchtlingsrecht… », p. 391-392 ; Thränhardt Dietrich, « Entwicklungslinien der Zuwanderungspolitik in EG-Mitgliedsländern », in Heinelt Hubert (éd.), *Zuwanderungspolitik in Europa*, Wiesbaden : VS Verlag für Sozialwissenschaften, 1994, p. 58.

[145] Ce terme est emprunté à Nemes Paul, « The Welcome Refugees. Why the West opened its arms to fleeing Hungarians in 1956 », *Central Europe Revue*, 1, n° 19, 1999.

[146] Sterling Claire, « What happened to the Hungarian Refugees », *The Reporter*, 8 octobre 1958, p. 22, cité dans Niessen James P., « Hungarian Refugees of 1956… », p. 126.

[147] Kecskés Gusztáv, « Les composantes d'une action humanitaire hors du commun… », p. 136.

répondent pas seulement à des objectifs humanitaires. Le fait que l'OTAN se préoccupe du bon accueil des Hongrois en dit long sur l'inscription de cette crise et sa gestion dans le contexte géopolitique de la guerre froide. La réussite de l'accueil est une priorité dans le camp occidental. Dans le cas de l'OTAN, cette implication est confidentielle : le Conseil de l'Alliance se refuse à faire de la publicité de son activité en faveur de l'accueil humanitaire[148]. D'après Kecskés, il s'agissait d'éviter de donner des arguments à la presse communiste qui dénoncerait aussitôt l'instrumentalisation des réfugiés. Mais le fait que l'action de l'OTAN soit secrète témoigne peut-être aussi d'une stratégie : laisser croire que l'accueil des Hongroises et Hongrois est un phénomène qui *va de soi* et démontrer la cohésion du « Monde libre » face à l'URSS.

D'autres motivations transversales se retrouvent dans les actions aussi bien de la société civile, des ONG et des États. Les historiennes et historiens évoquent un sentiment de culpabilité, né de la passivité de l'Ouest pendant l'Insurrection. Aider les personnes réfugiées donnait aux gouvernements et aux responsables de l'accueil l'impression de *faire quelque chose*, de réaliser un devoir moral[149].

L'anticommunisme est bien sûr un autre moteur qui agit à plusieurs niveaux. D'une part, les responsables au sein des autorités comme dans les entreprises occidentales imaginaient sans doute que les Hongroises et Hongrois seraient des travailleurs dociles qui ne seraient pas tentés par les partis d'extrême gauche. D'autre part, ils servent le message anticommuniste. Ces transfuges ne sont-ils pas des exemples vivants de l'échec du communisme ? Certains sont d'ailleurs directement recrutés par des organisations soutenues ou non par la CIA, pour raconter leur expérience et leur aversion de l'URSS dans le Tiers-Monde, pour faire de la contre-propagande en vue du prochain Festival de la jeunesse mondiale à Moscou ou simplement pour donner de précieuses informations aux employés de la CIA ou de RFE[150]. Autre signe de l'intérêt des organisations qui luttent contre le communisme, l'octroi de

[148] Kecskés Gusztáv, « Les composantes d'une action humanitaire hors du commun… », p. 139.
[149] Békés Csaba, *Az 1956-os magyar forradalom a világpolitikában* [La Révolution hongroise de 1956 dans la politique mondiale], Budapest : Institut 1956, 2006, p. 132-133 ; Lendvai Paul, *Der Ungarnaufstand 1956*…, p. 228 ; Gémes András, « Political migration in the Cold War… », p. 174 ; Kecskés Gusztáv, « Les composantes d'une action humanitaire hors du commun… », p. 139.
[150] László Luka, *Témoignage désordonné d'un demi-siècle. Entretien biographique avec Luka Laszlo*, polycopié, mai 2003, p. 35 et suivantes ; Kecskés Gusztáv, « Les composantes d'une action humanitaire hors du commun… », p. 139 ; Gémes András, « "Schade, schade, immer Spionage!"… »

bourses par les fondations Rockefeller (500 bourses via un don aux autorités autrichiennes) et Ford (530 bourses). Du Canada à la Belgique, en passant par la Suisse, de nombreux pays allouent une bourse d'État aux jeunes qui souhaitent continuer ou commencer des études.

Accueillir et insérer les réfugiées et réfugiés dans la société occidentale représentent, dans cet ordre idée, une victoire idéologique pour l'Occident. Selon Kecskés, qui étaye ses hypothèses sur la base des documents de l'OTAN, les gouvernements attirent également « *l'attention sur le danger d'une défaite politique et psychologique de l'Occident si les réfugiés hongrois retournaient en masse en Hongrie faute de possibilités d'insertion dans le "Monde libre"* »[151]. De l'autre côté du Rideau de fer, on interprète volontiers la prompte réaction de l'Occident en faveur des personnes passées à l'Ouest et le fait de les expédier loin de la Hongrie justement comme une manière de les empêcher de rentrer en masse[152]. Ce risque – que les réfugiées et réfugiés se tournent vers la Hongrie – a été jusqu'ici peu évoqué dans les recherches historiennes. Il semble pourtant que ce phénomène est plus important qu'il n'y paraît. Un rapport contemporain de la CIA qui concerne les rapatriements vers l'Est entre 1955 et 1957 suggère que l'empressement avec lequel autorités ou ONG éloignent physiquement les personnes de leur premier pays d'asile a en partie pour but de les dissuader de rentrer vers l'Est. Le rapport s'inquiète que 40 % des rapatriements ont lieu depuis les pays limitrophes au Bloc de l'Est, particulièrement depuis l'Autriche et la RFA[153]. Dans cette optique, placer les réfugiées et réfugiés le plus rapidement possible dans un pays tiers, comme s'y attellent des antennes telles que le CIME et l'USEP, s'apparente à un objectif politique.

Outre l'utilisation politique des réfugiés, il faut encore mentionner un autre facteur propre à certains États : l'enjeu d'image. Dans son plaidoyer en faveur d'un accueil généreux, le ministre autrichien Helmer exprime bien cet aspect : « *Nous nous sommes fait un nom dans le monde entier à travers l'affaire des réfugiés. Si nous adoptons une attitude réfractaire, cette très bonne impression se briserait à nouveau.* »[154] Le fait que ce soient principalement les ministères des Affaires étrangères qui se prononcent en faveur de

[151] Kecskés Gusztáv, « Les composantes d'une action humanitaire hors du commun… », p. 139.
[152] Kecskés Gusztáv, « Les composantes d'une action humanitaire hors du commun… ».
[153] The redefection-repatriation campaign of the soviet bloc, 1955-1957, 28 juin 1957, NARA : General CIA Records, CREST (the CIA Records Search Tool) : CIA/RR PR−162, p. 21.
[154] Haslinger Peter, « Zur Frage der ungarischen Flüchtlinge in Österreich 1956-57 », in Seewann Gerhard (éd.), *Migration und ihre Auswirkungen. Das Beispiel Ungarn*, Oldenbourg : Wissenschaftsverlag, 1997, p. 162.

l'élargissement des quotas, souvent en désaccord avec les ministères en charge de l'immigration, met bien en évidence cet enjeu[155]. Les dirigeants des pays qui accueillent des réfugiés pouvaient ainsi se présenter en bienfaiteurs sur la scène internationale, particulièrement ceux des pays neutres qui, comme l'Autriche, la Suisse et la Suède, renforcent leur prestige humanitaire[156]. Quant à la France et à la Grande-Bretagne, elles poursuivent aussi – pour des raisons différentes – des ambitions liées à leur image auprès des autres puissances de l'OTAN, particulièrement les États-Unis, qui ont désapprouvé l'intervention en Égypte. Répondant à l'appel de Vienne, les deux puissances sont les seuls pays avec la Norvège et Israël à ne pas spécifier de quota, sans doute un moyen d'atténuer les dégâts d'image liée à la crise de Suez. En 1956, accueillir convenablement et en nombre les personnes qui fuient la Hongrie est, dans les démocraties occidentales, un acte valorisant et valorisé. Plus que ça, nous y voyons une forme de compétition entre les pays occidentaux au sein d'une lutte commune contre le Bloc de l'Est.

Cette mobilisation a profité d'une part aux réfugiées et réfugiés hongrois de 1956 et d'autre part à celles et ceux qui fuient le Bloc de l'Est ou le « péril communiste », Tibétaines et Tibétains dès 1959, Tchécoslovaques en 1968, puis les *boat-people* du Cambodge, Laos et Vietnam dans les années 1970. Le moment solidaire 1956 apparaît ainsi comme la phase inaugurale d'une succession de petites parenthèses.

En Suisse, le capital sympathie des réfugiées et réfugiés de la guerre froide se trouve également boosté de manière inédite fin 1956. Le chapitre suivant se propose de suivre le parcours de celles et ceux qui rejoignent le territoire helvétique et de décrypter sur un plan plus rapproché les enjeux inhérents à cet accueil.

[155] C'est le cas par exemple au Canada et en Suisse où tant Lester Bowles Pearson que Max Petitpierre plaident en faveur de « rallonges » de quotas.
[156] Ther Philipp, *Die Aussenseiter : Flucht…*, p. 241.

Chapitre 4

De la frontière vers un nouveau foyer ?

« *Dans la prière que ces trois Hongrois* […] *ont adressée au Seigneur, il y avait une phrase dont nous tous, leurs hôtes privilégiés, devrions nous inspirer : "Fasse que tous les Hongrois, et tous les réfugiés de partout, soient accueillis toujours comme nous l'avons été : simplement, sans curiosité, en leur donnant du travail, en frères".* »

Alexis Paul, « Le Noël de Béla Magyar »,
La Liberté, 26 décembre 1956.

« *Nous avions laissé derrière nous notre pays plongé dans une obscurité familière et nous nous approchions de l'étincelante terre étrangère. "Que de lumière !" s'écria ma mère, comme si c'était la preuve que nous nous dirigions vers un avenir radieux. Les lampadaires ne diffusaient pas une lueur orange faible et tremblante comme chez nous, mais éblouissaient comme des phares. Ma mère, toute à son plaisir d'émigrer, ne vit pas les nuées de moustiques, de moucherons et de papillons de nuit qui voltigeaient autour des réverbères, y demeuraient collés, se débattaient pour rester en vie,*

jusqu'à ce qu'attirés par l'implacable lueur, ils se consument et s'écrasent sur la chaussée bien propre. »

Brežná Irena, *L'ingrate venue d'ailleurs* (traduit de l'allemand par Ursula Gaillard), Lausanne : Éditions d'En bas, 2014, p. 5 [*Die undankbare Fremde*, Berlin : Galiani Verlag, 2012].

Comme en Autriche, l'extrême médiatisation de la crise hongroise occasionne dans la population suisse une sympathie sans borne pour les personnes qui fuient sinon les combats, au moins le régime communiste. Ce chapitre se propose d'analyser leur accueil et sa logistique, ainsi que les discours nés de cette soudaine immigration. Dès l'arrivée des premiers contingents à l'automne 1956, les Suissesses et les Suisses témoignent leur solidarité, beaucoup souhaitent la bienvenue aux Hongroises et Hongrois dans les gares, en leur offrant du chocolat, l'hospitalité, ou même un travail. Les historiennes et historiens ont mis en évidence ce consensus : les convictions anticommunistes, la haute conjoncture économique et une réelle compassion expliquent qu'on ait, en 1956, déroulé le tapis rouge devant les réfugiées et réfugiés magyars. À cela s'ajoute un enjeu d'image. Les accueillir convenablement et en nombre est, dans le « Monde libre », un acte valorisé sur la scène internationale. Pour la Suisse, c'est aussi une manière de redorer une tradition humanitaire, mise à mal par sa politique d'asile extrêmement restrictive pratiquée durant la Seconde Guerre mondiale.

Si, en 1954, la Confédération avait ratifié la Convention internationale relative au statut de réfugié, elle demeure partagée entre une extrême froideur envers la population étrangère, réfugiée ou non, et une nouvelle politique d'accueil favorable aux personnes qui fuient le communisme. C'est cette contradiction qui explique le caractère flou du statut des réfugiées et réfugiés hongrois qui dépendent de la Convention et sont en même temps soumis à la Loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers (LFSEE). Sur cette base, les autorités peuvent adopter des mesures contraignantes contre celles et ceux jugés « indésirables », jusqu'à l'internement administratif. Sans aller toujours aussi loin, le Département fédéral de justice et police (DFJP), en collaborant avec les œuvres d'entraide, exerce un contrôle sur les réfugiées et réfugiés. Les fonctionnaires sont parfois décontenancés, voire déçus, par l'attitude d'une frange d'entre eux, qui se montre insatisfaits du lieu de leur placement et refusent de travailler. L'accueil d'un contingent supplémentaire

en provenance de Yougoslavie en dit long sur ces attentes déçues : les autorités suisses essaient cette fois de recruter des personnes qui correspondent aux idéaux (des familles de milieu rural), aux besoins économiques (exerçant des professions recherchées en Suisse) et aux impératifs pratiques (maîtrisant une langue nationale parlée, en bonne santé). Cet intérêt est l'un des paradoxes de cet accueil où se côtoient compassion, générosité, mais aussi condescendance, calcul, curiosité et méfiance.

Dans un premier temps, la presse comme les autorités donnent une excellente image des réfugiées et réfugiés, mais elles doivent bientôt répondre à des rumeurs : les Hongrois seraient impatients, fiers, volubiles, dépensiers. On mobilise alors un *leitmotiv* selon lequel leur arrivée aurait mis « *deux mondes en présence* », suisse et hongrois, révélant des attentes pas toujours conciliables. Les différences et les défauts supposés des Hongroises et Hongrois sont mis sur le dos de l'endoctrinement révolutionnaire qu'ils et elles auraient subi et/ou sur la supposée mentalité du peuple magyar. Les problèmes sont souvent minimisés et la presse, tout comme les autorités, appellent les Suisses à faire preuve de patience et de compréhension pour intégrer au mieux ces « *déracinés* ». Des Hongroises et Hongrois déjà en Suisse avant 1956, issus de vagues précédentes d'émigration, sont mis à contribution pour diffuser ce message. Malgré tous ces efforts, les déceptions des réfugiées et réfugiés sont inévitables. Pour beaucoup, la Suisse n'est qu'un choix par défaut, l'Australie et les États-Unis représentant des destinations bien plus intéressantes. Dans ce cas, la Suisse s'apparente à une terre *permise* plutôt que promise.

Nous tâcherons de saisir l'expérience que les personnes ont faite de cet accueil. Les espoirs, les déceptions et les hésitations qu'elles ont pu ressentir face à ce potentiel nouveau foyer alimenteront notre questionnement. Plutôt que de voir la Suisse comme un asile perçu d'emblée comme définitif, nous la considérons comme un lieu d'asile éventuellement transitoire. Sans empêcher celles et ceux qui le souhaitent de partir vers des horizons plus lointains, il semble que les autorités mettent tout en œuvre pour que les réfugiées et réfugiés *restent*. Cette politique délibérée est tout à fait inédite. En 1956, le principe de la Suisse comme pays de transit où l'exilée et l'exilé ne devraient pas s'éterniser – un principe de mise pendant plus de vingt ans – paraît, à première vue, oublié.

4.1 Un accueil fervent

L'Insurrection vue de Suisse

Pour comprendre l'exceptionnelle compassion des Suisses pour les réfugiées et réfugiés à leur arrivée, il faut brièvement aborder les réactions helvétiques face aux événements de Budapest.

Dès le 23 octobre 1956, les médias suivent le soulèvement avec intérêt. La presse – à l'exception des rares journaux d'obédience communiste – salue l'héroïsme de la jeunesse hongroise associée à un « David » s'opposant au « Goliath » soviétique. Condamnée le jour même par le Conseil fédéral, l'intervention soviétique du 4 novembre indigne tout le pays. Des cortèges se forment spontanément autour de slogans tels que « Pfui UDSSR » ou « *Le communisme tue des enfants, déporte les jeunes* »[1]. En deux jours, les manifestations de soutien ont rassemblé plus de 100 000 personnes dans les seules villes de Berne, Zurich, Bâle, Lausanne, Genève. Des heurts sont observés, notamment à Genève où un bon millier de manifestantes et manifestants essaient de perturber la réception en l'honneur de l'anniversaire de la Révolution russe organisée par la délégation onusienne soviétique à l'Hôtel Beau-Rivage. Puis, un groupe se rabat sur les locaux de la *Voix ouvrière* – l'organe du Parti du Travail (PdT) – et l'assaille avec des pavés[2]. Ce type de violence, condamné par une partie de la presse, n'est pas un cas isolé et partout, des membres du PdT sont stigmatisés ou rossés[3]. Autre conséquence : la ruée dans les magasins. Craignant une guerre prochaine ou une invasion russe, Suisses et Suissesses s'empressent de faire des réserves. Le Conseil fédéral se voit même contraint de dissuader la population d'avoir recours à de telles pratiques, également critiquées dans la presse : « *Tous les milieux de la population sont invités à garder leur sang-froid et notamment à éviter par leur comportement tout mouvement de panique* » demande-t-il[4]. Cette

[1] Photographie d'une manifestation devant l'ambassade soviétique à Berne, Zurich, Archives sociales, F 5032-Fc-0042. En ligne : https://www.bild-video-ton.ch/bestand/objekt/Sozarch_F_5032-Fc-0042 (25 janvier 2019) ; photographie d'une manifestation à Zurich : Duvanel Laurent, Levy René, *Politique en rase-mottes : mouvements et contestation suisses : 1945-1978*, Lausanne : Réalités sociales, 1984, p. 85.

[2] Pour plus de détails : Räber, Louis, *Der ungarische Aufstand von 1956 : Aufstand und Auswirkungen in der Schweiz* [mémoire de licence en histoire], Zurich, 1983.

[3] Voir surtout pour ce sujet : Lanz Rita, *Flüchtlingshilfe zwischen Vergangenheitsbewältigung und nationaler Selbstdarstellung…* et Tréfás David, *Die Illusion, dass man sich kennt…*, p. 218-224.

[4] « La psychose du sac de sucre et de l'estagnon d'huile », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 10 novembre 1956.

forme de crise mêlée à un engouement propre à 1956 mène à la suppression d'événements sportifs et culturels. Dans la presse, le ton est tragique : « *Budapest est morte et ne réagit plus* » ou « *L'agonie de la Hongrie libre* » titrent les quotidiens[5]. Du mouvement jeune radical suisse aux étudiants de l'École des hautes études commerciales, en passant par les clubs d'automobile, les pensionnaires de sanatoriums et même les détenus d'un pénitencier, chaque témoignage de solidarité, souvent assorti d'un don, est rapporté dans la presse[6].

Il résulte de ce consensus une nouvelle unité au-delà des clivages politiques habituels dont il faut profiter. Certaines organisations anticommunistes prévoient ainsi des actions de protestation spectaculaires et alimentent délibérément les hostilités, comme le groupe *Aktion Niemals vergessen* qui distribue en décembre 1956 15 000 cocktails Molotov avec mode d'emploi dans les rues de Berne[7]. L'apogée de la solidarité a lieu le 20 novembre à 11 h 25. Après la sonnerie simultanée des cloches des églises, trois minutes de silence sont observées dans toute la Suisse par une bonne partie de la population :

> « *Un silence profond s'étendit sur la ville lorsque les trains, les tramways, les véhicules et les piétons s'arrêtèrent. Dans un calme impressionnant, un hommage fut rendu au peuple hongrois victime de la barbarie soviétique. Le travail a partout été interrompu, les administrations ont fermé portes et guichets, les téléphonistes ont débranché leurs appareils. Des temples et des églises ont ouvert leurs portes aux fidèles venus se recueillir.* […] *Bien des larmes coulèrent sur des visages graves.* »[8]

Les réactions observées en Suisse à la suite de l'intervention soviétique ne se distinguent pas fondamentalement du reste du « Monde libre ». Des États-Unis à l'Argentine, en passant par Berlin-Ouest, on ne compte pas les marches, les actions humanitaires ou symboliques « *pour la Hongrie* ». Ces manifestations sont complétées, surtout dès la deuxième intervention militaire, par des assauts contre les ambassades soviétiques : des cailloux au Danemark aux déchets et légumes pourris à Reykjavik. Des attaques sont aussi partout dirigées contre ceux qu'on considère comme la 5e colonne de l'URSS : les partis communistes locaux[9].

---

[5] *Feuille d'avis de Lausanne*, 5 novembre 1956 et *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 12 novembre 1956.
[6] Exemples tirés de la *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 10, 12 et 17 novembre 1956.
[7] Tréfás David, *Die Illusion, dass man sich kennt…*, p. 216.
[8] « La Suisse a fait silence pendant 3 minutes », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 21 novembre 1956.
[9] Hall Simon, *1956: Welt im Aufstand*, Stuttgart : Klett-Cotta, 2016, p. 328 ; Sebestyen Victor, *Budapest 56…*, p. 309-400.

En Suisse, les sociaux-démocrates s'emploient alors à se distancier du PdT en protestant avec véhémence contre l'intervention russe et en s'engageant aux côtés du camp bourgeois dans l'accueil des réfugiées et réfugiés. D'autant que dans le cas de la Suisse – et c'est peut-être là qu'elle se distingue – les mouvements de solidarité se dirigent aussi contre des cercles de gauche plus larges ou contre ceux qu'on soupçonne de sympathiser avec le communisme, intellectuelles et intellectuels marxistes, syndicalistes, commerçants et commerçantes travaillant avec le PdT ou libraires vendant des livres de RDA[10]. Cette récupération de la crise hongroise n'est pas une exception mais elle nous semble plus efficace qu'ailleurs : fortement ostracisé, le PdT ne se remettra jamais tout à fait de 1956. À notre connaissance, certaines actions d'envergure comme les minutes de silence observées au niveau national représentent une exception mondiale. Dans le cas suisse, 1956 donne un coup de fouet à la Défense nationale spirituelle, cette doctrine qui prend un tour toujours plus anticommuniste au cours des années 1950. Très implanté dans la société, l'anticommunisme explique en grande partie l'implication extraordinaire constatée au niveau de la société civile.

Début novembre, on apprend que toujours plus de fugitifs et fugitives parviennent en Autriche. Des voix s'élèvent déjà pour en accueillir. Au niveau gouvernemental, l'accueil représente un geste politique : la Suisse aura alors l'occasion de se distinguer sur la scène internationale en se montrant proactive dans la gestion de la « crise des réfugiés ».

« On devrait être généreux et soulager l'Autriche »[11] : le premier contingent

Aux côtés de la Belgique, de la France, des Pays-Bas et de la Suède, la Suisse fait partie des premiers pays à répondre à l'appel du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et à annoncer sa volonté d'accueillir un contingent : « [le] *Gouvernement suisse désireux de collaborer* [à] *toutes mesures*

[10] Le cas le plus grave est sans doute la véritable chasse contre le philosophe Konrad Farner dont l'adresse privée avait été communiquée dans la *NZZ*. Lanz Rita, « Solidarität und Ausgrenzung : die Ungarnhilfe in der Schweiz 1956 », *Schweizer Monatshefte*, 86, 2006, p. 35-36 ; Walser Anita, *Konrad Farner: erlebter Antikommunismus in der Schweiz* [mémoire de licence en histoire], Freiburg Schweiz, 2007, p. 41-52.

[11] Remarque de Max Petitpierre, Verhandlungsprotokoll der 75. Sitzung des Bundesrates, 6 novembre 1956, CH-BAR#E1003#1970/344# 3*.

qui pourraient alléger [les] *tâches très lourdes* [du] *gouvernement autrichien et adoucir le sort tragique* [de] *ces réfugiés.* »[12] Les Hongroises et Hongrois – ce n'est pas le cas dans tous les pays – ne doivent pas candidater pour arriver en Suisse. Comme le relève le texte du DFJP annexé au rapport Ludwig : « *Le Conseil fédéral ne subordonna l'accueil des réfugiés à aucune condition. Il leur suffisait, pour être englobés dans le contingent, de désirer venir en Suisse.* »[13] Au niveau international, outre la Suisse, seuls les Pays-Bas annoncent au HCR leur volonté de n'opérer aucune sélection. Certains pays se veulent tolérants mais demandent, dans le cas de la France « *une proportion de malades raisonnable* » ou mentionnent, dans le cas de l'Italie, une préférence pour les étudiants et pour les femmes seules ou avec enfants. La Belgique annonce non sans précaution qu'elle « *entend agir dans un esprit éminemment humanitaire* » et que s'il s'agit d'éviter que « *le convoi soit exclusivement composé de réfugiés qui devraient tous tomber à la charge de l'Assistance publique* », son objectif est de prendre aussi bien des vieillards et des femmes avec enfants que des adultes aptes au travail. D'autres pays posent des conditions précises : l'Argentine se dit prête à accueillir 3 000 orphelins, le Portugal seulement des femmes et des enfants, l'Espagne seulement des enfants, etc. Le Haut-commissaire par intérim James Read demande à ce propos qu'on informe les pays qu'il n'y a que très peu d'orphelins[14]. Les pays d'outre-mer comme l'Australie et les États-Unis annoncent d'emblée leur vœu de sélectionner sur dossier les candidates et candidats via des commissions basées en Europe[15].

Quant au nombre de réfugiées et réfugiés acceptés en Suisse, il ne se distingue pas – encore – de celui des autres pays. La moyenne se situe autour des 2 000 à 3 000 personnes par pays. On compte aussi quelques pays réticents à les accueillir, comme le Danemark ou la Grèce qui propose à la place de leur envoyer 30 000 tonnes de raisin ! Le 13 novembre, alors que

[12] Incoming cable n° 20011, Max Petitpierre à James Head, 7 novembre 1956, UNAG : G.I 30/2 20533 Jacket 1.

[13] Annexe A : « La pratique suisse de l'asile à l'époque récente. Rapport du DFJP du 7 mars 1957 », in Ludwig Carl, *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés…*, p. 395.

[14] Offers of assistance to refugees at 12 november 1956 ; Coordination meeting on the Question of Refugees between Governmental and Intergovernmental Organizations and voluntary Agencies working for refugees and the Office of the UNHCR, Genève, 13 novembre 1956, UNAG : G.I 30/2 20533 Jacket 1.

[15] Voir *supra*, Chapitre 3 (De l'« essoufflement » à la recherche de solutions). Information required from reception countries who have offered to take refugees from Hungary, UNAG : G.I 30/2 20533 Jacket 1.

plus de 27 000 fugitives et fugitifs se trouvent en Autriche, le Conseil fédéral décide de porter le contingent de 2 000 à 4 000 personnes[16].

Du côté de la société civile, la mobilisation est énorme. Elle a commencé avant les premières arrivées. Avant même que le numéro du compte de l'aide à la Hongrie ne soit communiqué par la Croix-Rouge suisse, des centaines de personnes amènent spontanément des biens ou de l'argent dans ses locaux, des employés décident en groupe de sacrifier salaires ou gratifications au profit de l'aide à la Hongrie ; ils sont en outre 10 000 volontaires à donner leur sang dans des centres de transfusion. Les actions caritatives rivalisent d'originalité : récolte de 108 tonnes de pommes de terre par les paysans zurichois, « *journée du kilo hongrois* » en Gruyère, collecte de 600 000 plaques de chocolat par les enfants dans quelque 20 000 classes, tricot et vente de couvertures par des clubs de femmes[17].

Au moment de l'arrivée des Hongroises et Hongrois, un *leitmotiv* apparaît dans la presse : le « *peuple suisse privilégié* »[18] doit se mobiliser, car « *toute souffrance non endurée est une dette envers ceux qui l'endurent* »[19]. La mobilisation peut cette fois-ci clairement se faire en faveur des fugitives et fugitifs, qu'on considère comme des représentants de la Révolution. La presse en appelle à une sorte de transfert de sympathie du « *combattant de la liberté* » au réfugié comme hommage au soulèvement : « *La Suisse a ici la possibilité de montrer que la vague de sympathie et de respect pleine de vénération devant l'héroïsme de ce peuple qui a fendu tous les cœurs dans notre pays* […] *va laisser place à des actes concrets.* »[20]

Dès l'annonce de l'arrivée des premiers convois, beaucoup d'Helvètes se déplacent et accueillent les réfugiées et réfugiés dans les gares, souvent de manière triomphale ou en leur donnant des cadeaux comme du chocolat ou des fruits exotiques : autant de symboles de la société d'abondance. Dans la presse, on ne se préoccupe pas du fait que ce premier groupe vient majoritairement de l'ouest de la Hongrie et que beaucoup n'ont pas

[16] Annexe A : « La pratique suisse de l'asile à l'époque récente. Rapport du DFJP du 7 mars 1957 », in Ludwig Carl, *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés…*, p. 394.

[17] Comme le résument Laurent Duvanel et René Levy dans un commentaire railleur : « *L'on récolte toute sorte de choses utiles et inutiles* », Duvanel Laurent, Levy René, *Politique en rase-mottes…*, p. 79-82 ; Lanz Rita, « Solidarität und Ausgrenzung… », p. 34.

[18] Bw., « Tâches exceptionnelles », *Feuille d'avis de Lausanne*, 29 novembre 1956.

[19] Ernest Denis, cité dans « Pour les réfugiés de Hongrie », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 29 novembre 1956 ; s. o., « Die Sammelstelle des Roten Kreuzes in Zürich », *Neue Zürcher Zeitung*, 13 novembre 1956.

[20] At., « Hilfeleistung für die Flüchtlinge aus Ungarn », *Neue Zürcher Zeitung*, 14 novembre 1956.

participé aux combats, les transfuges sont assimilés aux combattants, admirés et attendus avec impatience. Les locaux de la Croix-Rouge sont souvent trop petits pour réceptionner les tonnes d'habits, de chaussures, de denrées alimentaires, d'articles ménagers et de médicaments[21]. Un exemple parmi des centaines montre autant l'ampleur de la mobilisation que l'intérêt de la presse à rapporter en détail cette générosité :

> « *Les élèves du gymnase ont apporté du papier, des stylos, des calendriers, des jeux de cartes, des disques, une radio.* […] *L'école professionnelle a fait parvenir* […] *des lots de laine, de coton, d'aiguilles, tout ce qui est nécessaire à une femme pour la couture.* […] *chacun a fait son devoir, donné ce qu'il pouvait.* »[22]

Les entreprises ne sont pas en reste. Certaines proposent de parrainer des familles, comme la Brasserie Cardinal. D'autres annoncent des dons généreux, comme la chaîne de magasins PKZ qui offre des habits pour hommes à une hauteur de 10 000 francs[23]. La société civile contribue largement à l'installation des réfugiées et réfugiés. Par différents canaux (radio et journaux principalement), villes et communes diffusent des appels dans le but de leur trouver des logements. Propriétaires d'hôtel, institutions (tels que des syndicats, des associations, des clubs, ou des paroisses) ou particuliers proposent aux autorités de mettre à disposition des chambres, des résidences secondaires ou des locaux de villégiature. Les lettres d'offres conservées dans des archives cantonales témoignent du crédit extrêmement positif des réfugiées et réfugiés mélangé à une certaine culpabilité. D'aucuns leur proposent un toit « *dans le but essentiel de redonner un peu de vie* […] *et de bonheur à ces cœurs meurtris* »[24], ou encore : « *profondément émus par la détresse de nos frères malheureux, nous avons décidé mon mari et moi de partager notre vie trop confortable.* »[25]

Une variante d'aide apparaît : le parrainage. Dans les pages de tous les journaux de Suisse dès la fin de l'année 1956 fleurissent les petits encarts

[21] « Die Flüchtlinge an der österreichisch-ungarischen Grenze », *Neue Zürcher Zeitung*, 13 novembre 1956 ; Barras Pierre, « Ce qui se fait à Fribourg », *La Liberté*, 28 novembre 1956 ; « Les Neuchâtelois et l'aide à la Hongrie », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 9 novembre 1956.

[22] « L'arrivée des Hongrois à Neuchâtel », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 14 novembre 1956.

[23] « Pour les Hongrois », *La Liberté*, 20 novembre 1956 ; Lanz Rita, « Solidarität und Ausgrenzung… », p. 34.

[24] Lettre d'un particulier, 22 novembre 1956, AEV : 3510-1984/33, 9.1.3.

[25] Lettre d'un particulier, 17 novembre 1956, AEV : 3510-1984/33, 9.1.3.

qui annoncent que telle ou telle commune « *se propose d'accueillir une famille entière et de l'entretenir* »[26] et qu'un appel à la population a été réalisé pour collecter les fonds nécessaires à « *l'entretien de ces malheureux* »[27]. Certaines municipalités annoncent qu'elles accueilleront une famille, souvent peu après qu'une commune voisine a fait de même. Ce premier contingent bénéficie en quelque sorte d'un accueil de première classe : les arrivantes et arrivants logent dans des hôtels, des maisons de vacances ou chez des particuliers et sont souvent accueillis comme des héros[28].

Zoltán Tóth fait partie de ce contingent. Ce jeune étudiant en économie a été quasiment recruté en Autriche : « *On avait reçu des brochures sur l'Université de Genève.* » Il est conduit dans un hôtel cossu de Montreux où il passera un mois. Le récit de son arrivée rend bien compte de cette mobilisation et de l'intérêt autour des nouveaux venus et de leur histoire : « *Il y avait un pasteur, il nous a fait venir pour la fête de l'Escalade. – Tu peux dire quelques mots ? C'est là que j'ai rencontré le Docteur D. qui a proposé de m'héberger à Genève.* »[29]

Autre privilège : la plupart des réfugiées et réfugiés de ce contingent peuvent choisir leur point de chute. C'est le cas de la mère de l'un de nos témoins, Bálint Basilides, qui se rappelle que dans le train les acheminant en Suisse, le 13 novembre 1956, on leur avait demandé leurs préférences[30]. Pendant cette phase de frénésie humanitaire, les vieilles craintes liées à la présence étrangère et à l'*Überfremdung* sont mises entre parenthèses, car on ne considère pas les Hongroises et Hongrois comme des étrangers comme les autres. C'est encore l'enthousiasme qui prédomine à l'annonce de l'arrivée d'un nouveau groupe de réfugiées et réfugiés à la fin novembre 1956.

---

[26] « Chronique de la Tour-de-Peilz », *Feuille d'avis de Lausanne*, 17 novembre 1956.

[27] « Dombresson. Aide aux réfugiés hongrois », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 9 novembre 1956.

[28] Stäheli Urban, *« Zu Hause, aber nicht daheim » : Akkulturationsverläufe bei Immigranten aus Ungarn in der Schweiz*, Zurich : Volkskundliches Seminar der Universität Zürich, 2006, p. 83.

[29] Entretien avec Zoltán Tóth, Genève, 11 octobre 2013. Plusieurs universitaires libéraux engagés dans l'accueil d'étudiants à Genève s'étaient rendus en Autriche. Zoltán Tóth mentionne ainsi Claude Mopert dont l'activité pour les réfugiés s'étend au moins jusqu'en 1963 : « Dissolution du Fonds en faveur des réfugiés hongrois », *Journal de Genève*, 1er novembre 1963.

[30] Entretien avec Bálint Basilides, Keszthely, 12 décembre 2015.

Une discipline bienveillante : le deuxième contingent

À la suite d'un nouvel appel du gouvernement autrichien relayé par l'ONU et le HCR, le Conseil fédéral annonce la réception d'un contingent supplémentaire. La gestion de ce nouveau groupe est, cette fois, attribuée à l'armée, qui organise son accueil. Deux jours plus tard, l'arrêté du Conseil fédéral officialise l'hébergement de 6 000 réfugiées et réfugiés hongrois, portant le quota total à 10 000 personnes. À ce moment-là, la Suisse creuse l'écart avec ses concurrents : elle devient le pays qui, proportionnellement à sa population, héberge le plus de réfugiées et réfugiés[31]. Ce second contingent est réparti entre les casernes d'Herisau, Lucerne, Bellinzona, Sion, Liestal, Coire, Saint-Gall, Bière, Lausanne, Frauenfeld, Walenstadt. Trois autres camps sont apprêtés : celui des étudiants à Zurich, le camp de rapatriement de St. Margrethen et le camp sanitaire de la Lenk qui accueille 320 personnes, tuberculeuses pour la plupart. Comme pour le premier contingent, ce sont environ 500 personnes par jour qui sont acheminées en Suisse. La Croix-Rouge assure le transport jusqu'à la frontière, puis, à partir de Buchs, les réfugiées et réfugiés sont confiés à l'armée[32].

La plupart des témoins que nous avons rencontrés ont rejoint la Suisse en décembre 1956 et se souviennent avec émotion de ce moment :

> « *On était dans le train, on n'avait pas le droit de descendre mais on pouvait ouvrir les fenêtres… il fallait voir, je peux pas oublier ! La Suisse ! Les gens, ils nous attendaient ! Ils nous ont donné des fruits et tout ce qu'ils pouvaient : le thé, le café* […] *Les gens… on aurait dit qu'ils étaient heureux qu'on soit là !* »[33]

Quant à Péter Gémes, il se remémore : « *Nous étions très populaires. Évidemment, on ne pouvait pas bien communiquer mais de jeunes filles s'intéressaient à nous sans qu'on ne fasse rien !* »[34] Les Suisses qui ont connu cette période, se souviennent, qui d'une petite Ilona accueillie dans sa classe et les mots bienveillants de la maîtresse à son égard, qui d'un Imre employé dans

[31] « Hungarian Refugees », in Austria : Rate of Influx & Resettlement, Office of the United Nations High Commissioner for Refugees, 11-17 décembre 1956, UNAG : G.I 30/2 20533 Jacket 1.

[32] Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, CH-BAR#E4001D#1973/125# 1434*.

[33] Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015.

[34] Entretien avec Péter Gémes, Bâle, 1er avril 2015.

son entreprise et de cette vague de solidarité sans précédent. Dans le récit de vie d'une jeune fille arrivée dans le Jura bernois, on peut lire : « *J'étais une star parmi les filles du village. Avec ferveur, toutes avaient à cœur de m'inviter pour le quatre-heures et de me gâter.* »[35] La *Feuille d'avis de Lausanne* encourage son lectorat à convier à sa table « *des victimes du martyre* », car, précise-t-elle, tout le monde n'est pas en mesure d'en loger :

> « *Il est* […] *préférable de leur offrir ce qu'ils aiment. Si vous trouvez dans votre livre de cuisine une des innombrables recettes de goulache, cela prend du temps, mais cela n'est pas difficile à faire. Si vous êtes un peu pressée, nous vous proposons des petites chipolatas rôties, coupées en rondelles, que vous servirez avec trois oignons émincés blondis* […] *Un repas pris à une table privée leur fera autant de bien à l'âme qu'au physique. Soignez donc le couvert, fleurissez la table et pour le dessert offrez des fruits, particulièrement des fruits exotiques introuvables en Hongrie depuis de longues années.* […] *Ne leur posez pas trop de questions, sauf peut-être sur leur famille s'ils ont envie d'en parler et préparez des cigarettes en abondance. Ils fument presque tous comme tous les gens qui ont eu faim.* »[36]

Il arrive même que des propriétaires de magasins leur proposent de se servir de ce dont ils avaient besoin, gratuitement. D'autres sont allés au restaurant et au cinéma à l'œil[37].

Une petite polémique touche néanmoins ce second contingent. Les autorités s'aperçoivent que nombre de réfugiées et réfugiés ont rejoint la Suisse dans le dessein d'émigrer outre-mer, comme nous l'avons vu dans le cas de László Mándy, qui s'est rendu en Suisse dans l'espoir de pouvoir ensuite rejoindre l'Amérique. Face à ce désir, les autorités préconisent une intégration accélérée en Suisse. Elles font le maximum pour évacuer les casernes et répartir rapidement les Hongroises et Hongrois dans tout le pays. Outre la nécessité de libérer les casernes pour permettre la reprise des cours militaires, on invoque leur bien-être : « *Il n'est pas admissible de retenir dans des camps pour une durée indéterminée des réfugiés qui se sont battus pour la liberté.* »[38] En

---

[35] Abdai Viktoria, *Alle Wege führen in die Schweiz: Odyssee einer Exil-Ungarin*, Zurich : Sistabooks, 2002, p. 128, traduction de l'allemand.

[36] Sauge Camille, « Recettes suisses pour réfugiés hongrois », *Feuille d'avis de Lausanne*, 10 décembre 1956.

[37] Cancela Pauline, « En 1956, on se décarcasse pour les Hongrois », *Le Courrier*, mardi 6 août 2013 ; Entretien avec Áron Szücs, Berne, 5 septembre 2018.

[38] « Zur Frage der Aufnahme weiterer ungarische Flüchtlinge », 12 mars 1957, p. 6 (texte de l'exposé d'Oscar Schürch à la conférence des directeurs cantonaux du 15 mars 1957), CH-BAR#E4280A#1998/296# 191*.

fait, comme en Autriche, les autorités craignent la « *psychose des camps* », de possibles mouvements de mécontentement au sein des réfugiées et réfugiés et l'impact négatif qu'auraient de tels remous dans l'opinion publique. Reynold Tschäppät, le chef de la Section « réfugiés » du DFJP, exprime à demi-mot cette idée lorsqu'il prend l'exemple de mouvements de grève de la faim à Hambourg principalement en raison de l'absence de possibilités d'émigrer outre-mer. C'est également le souci d'Oscar Schürch, qui avertit son supérieur, le conseiller fédéral Feldmann, qu'en Angleterre, des Hongrois menacent de faire une marche sur Londres pour les mêmes raisons[39].

Par ailleurs, comme en Autriche, on craint la présence d'espions et de fauteurs de troubles qui travailleraient à la solde de la Légation hongroise en agitant les consciences. Il est en règle générale interdit aux réfugiées et réfugiés d'exercer une activité politique et le ministère public de la Confédération peut surveiller celles et ceux que la Police des étrangers juge suspects[40].

C'est le Département militaire fédéral, et son service d'assistance, qui est chargé de l'organisation du séjour de ce deuxième contingent dans les casernes. Le Conseil fédéral décide l'état de service actif pour quatre détachements d'assistance – qui ont eu pour la première fois « *l'occasion d'accomplir une tâche concrète* »[41]. À ceux-ci s'ajoutent des officiers et du personnel sanitaire ainsi qu'un détachement du Service complémentaire féminin (dont on précise que le cantonnement sera prévu à l'extérieur des casernes), la mise à disposition des locaux, et enfin l'octroi d'un crédit exceptionnel pour l'entretien des réfugiées et réfugiés. La vie dans les camps est gérée en alliant discipline et bienveillance :

> « *Les directives générales données dès le début par le service territorial au sujet du traitement des réfugiés indiquaient que ceux-ci devaient être considérés comme des "hôtes", qu'une discipline indispensable était exigée mais qu'elle devait être bienveillante et compréhensive et que tous les moyens étaient à mettre en action pour éviter l'oisiveté et le laisser-aller dans les camps.* »[42]

---

[39] Procès-verbal de la conférence des directeurs cantonaux de police concernant l'accueil éventuel de nouveaux réfugiés hongrois en Suisse, 15 mars 1957, p. 13, CH-BAR#E4001D#1973/125# 1434* ; Rapport d'Oscar Schürch à Markus Feldmann, 14 janvier 1957, p. 3, CH-BAR#E4001D#1973/125# 1434*.

[40] Rapport d'Oscar Schürch à Markus Feldmann, p. 6. « Holperige Ungarn-Hilfe », *Schweizer Wochen Zeitung*, 17 janvier 1957 ; Ludwig Carl, *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés*…, p. 333.

[41] Ludwig Carl, *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés*…, p. 395.

[42] Rapport du colonel Schindler, chef de la section assistance de l'état-major général adressé au chef du Département militaire fédéral, Paul Chaudet : Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, p. 15.

À leur arrivée à la gare à proximité des casernes affectées, on procède à leur enregistrement au moyen de cartes personnelles qui comprennent leurs données. Dans la caserne, les arrivantes et arrivants sont soumis au contrôle sanitaire et restent quelques jours en quarantaine.

Avec le recul, László Mándy voit aujourd'hui cette directive comme un subterfuge pour qu'« *ils ne se dispersent pas dans la nature* ». Il se rappelle : « *on est quand même sorti, on s'est promené dans Sion. Les gens nous parlaient mais je ne comprenais pas un mot. On a regardé les vitrines.* »[43]

Les soldats ne portent pas d'arme, car selon les directives : « *Les réfugiés* [ne doivent] *pas avoir l'impression qu'ils sont gardés militairement.* »[44] Les équipes de camps organisent la vie de caserne et agencent les lieux avec zèle :

> « *On s'était ingénié à transformer les locaux en homes agréables. Pour les familles, des chambres séparées ou des dortoirs comportant des cloisonnements, pour les enfants des nurseries, salles d'école, salles de lecture, radio, fleurs, etc. donnèrent un cachet spécial à nos austères casernes.* »[45]

C'est exactement ce que décrit Mária Szőregi à propos de la caserne de Bière : « *Ils nous attendaient, les tables étaient déjà toutes prêtes pour manger* […]. *On n'était pas prisonniers mais on était surveillés et quand on rentrait, on était contrôlés.* »[46] Même si la participation de l'armée à l'entreprise d'accueil s'inscrit sur une période courte, les documents qui l'évoquent témoignent là aussi d'un souci du bien-être des Hongroises et Hongrois qui n'a pas son pareil dans l'histoire suisse. Fin février 1957, tous les camps ferment leurs portes[47].

---

[43] Entretien avec László Mándy, Bienne, 21 juillet 2015.

[44] Aide aux réfugiés hongrois. Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, CH-BAR#E4001D# 1973/125# 1434*.

[45] Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, p. 13.

[46] Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015.

[47] Aide aux réfugiés hongrois. Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, CH-BAR#E4001D# 1973/125# 1434*.

4.2 De l'aide au contrôle

Statut du réfugié

Le statut des réfugiées et réfugiés de 1956 représente un cas inédit du point de vue légal.

La Suisse n'a ratifié la Convention internationale du 28 juillet 1951 relative au statut de réfugié qu'en 1954. La vague de 1956-1957 est à la fois sous le régime de la Convention et soumise à la Loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers de 1931, modifiée en 1948 (LFSEE). Les modifications de 1948 sont importantes, car elles incluent des dispositions pour les réfugiés politiques. Dans le sillage du rattrapage humanitaire post-Seconde Guerre mondiale, son article 21 qui porte dorénavant le titre « Réfugiés » « *n'oblige plus seulement un canton à "tolérer" le réfugié, mais le prie désormais de "le recevoir"* »[48].

Peu après leur arrivée en Suisse, les réfugiées et réfugiés de 1956 obtiennent un livret pour étranger qui présente la particularité – signe de l'empathie des fonctionnaires fédéraux – d'être traduit en hongrois ! Ces quelques pages les informent que leur autorisation de séjour (le permis B, d'une durée d'un an) est renouvelable chaque année sur leur demande et qu'ils bénéficient de certains privilèges[49]. Quels sont-ils ?

D'abord, aucune restriction ne leur est imposée sur le marché du travail pour autant que la Police des étrangers et l'office de travail cantonaux avalisent les engagements. Malgré quelques hésitations au moment de leur arrivée. Le Département de l'économie publique avait en effet émis dans un premier temps la consigne de faire preuve de prudence dans l'engagement de Hongrois dans l'horlogerie, par crainte d'espionnage technique[50]. Cette réserve est ensuite abandonnée. Les autorités fédérales insistent auprès des cantons sur le principe que les réfugiés doivent être employés « *aux mêmes conditions de rémunération que les Suisses* »[51]. Un exemple de cette bonne

[48] Ludwig Carl, *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés…*, p. 333.

[49] Livret pour les étrangers au bénéfice d'une autorisation de séjour, AEG : 1968 va 1.20.13 ; « La situation juridique des réfugiés », *Feuille d'avis de Lausanne*, 22 février 1957.

[50] Circulaire aux gouvernements cantonaux sur l'insertion des réfugiés hongrois dans la vie active, 16 février 1957, CH-BAR#E4300C-01 # 1960/27 # 66*.

[51] Circulaire signée par Elmar Mäder, directeur de la Police fédérale des étrangers aux polices cantonales des étrangers, 5 décembre 1956, AEG : 1968 va 1.20.13 ; « Les réfugiés hongrois en Suisse », *Feuille d'avis de Lausanne*, 4 janvier 1956.

volonté : les PTT engagent 200 Hongrois alors qu'une disposition prévoyait l'engagement de ressortissants suisses seulement. On précise qu'il s'agit d'une exception[52]. Les jeunes ont accès à tous les apprentissages : les autorités insistent particulièrement sur l'importance de leur (bonne) formation. Les cantons reçoivent des directives de la Confédération les poussant à accueillir favorablement les engagements des Hongroises et Hongrois[53]. Cet accès facilité au marché du travail nuance la réserve que le Conseil fédéral avait formulée au moment de ratifier la Convention de Genève, qui, implicitement, préconisait la préférence nationale[54]. Si on insiste tant sur une rémunération égale à celle des Suisses, cela sous-entend que les travailleurs et travailleuses étrangères ne bénéficient pas des mêmes salaires pour le même travail. Ce sont là quelques-unes des raisons pour lesquelles les Hongroises et Hongrois peuvent effectivement être considérés comme privilégiés non seulement par rapport à la population réfugiée de la Seconde Guerre mondiale, mais aussi par rapport aux exilées et exilés du Bloc de l'Est entre 1947 et 1956 et enfin, en comparaison des travailleurs et travailleuses étrangères à la même époque. En bref, comme le résume le chef de la Police des étrangers, ces facilités sont de nature « *à renforcer les réfugiés dans le sentiment qu'ils peuvent prendre pied définitivement en Suisse* »[55].

Malgré ces avantages, les Hongroises et Hongrois ne sont pas à l'abri de contraintes, de mesures de coercition et de décisions arbitraires. Une première contrainte : leur liberté de circulation est limitée. Un changement de canton n'est possible que sur autorisation. La Confédération s'efforce, dès la fin 1956, de veiller à ce que les cantons « gardent » leur quota, d'une part parce que la répartition a été réalisée en fonction des possibilités de chaque région et aussi pour éviter « *une concentration excessive de réfugiés dans quelques cantons ou villes seulement* »[56]. Les Hongroises et Hongrois doivent se procurer auprès de la Division de police un titre de voyage que prévoit la Convention de Genève s'ils et elles veulent voyager à l'étranger. Certains milieux s'élèvent contre ces

[52] « Les réfugiés hongrois dans le service des postes », *La Suisse*, 19 janvier 1957.

[53] Circulaire de Markus Feldmann aux Départements de police des cantons, 16 février 1957, CH-BAR#E2001E#1972/33# 6808*.

[54] Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale à l'appui d'un projet d'arrêté approuvant la convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés (9 juillet 1954), *Feuille fédérale*, n° 28 du 15 juillet 1954, p. 57.

[55] Circulaire signée par Elmar Mäder, directeur de la Police fédérale des étrangers aux polices cantonales des étrangers, 5 décembre 1956, AEG : 1968 va 1.20.13.

[56] Markus Feldmann, Circulaire aux Départements de police des cantons, 16 février 1957, CH-BAR#E2001E#1972/33# 6808*.

contraintes, à l'image des jeunes radicaux saint-gallois qui se prononcent pour qu'on laisse une plus grande mobilité aux Hongrois et qu'on leur octroie un permis d'établissement longue durée[57]. Ils relèvent que leur situation juridique n'est pas bien définie. En effet, la profusion de circulaires du DFJP aux cantons témoigne d'une certaine improvisation concernant le cadre juridique. Les termes de l'une de ces circulaires résument bien cette oscillation entre aide, privilèges, contrôle et mesures arbitraires :

> « *Les réfugiés hongrois* […] *se trouvent depuis 4 ans dans notre pays et leurs autorisations de séjour renouvelées annuellement arriveront prochainement de nouveau à échéance.* […] *Nous avons estimé jusqu'ici qu'il serait prématuré de libérer les réfugiés hongrois du contrôle fédéral vu qu'ils ne séjournaient en Suisse que depuis peu de temps et qu'une grande partie d'entre eux avaient éprouvé des difficultés assez considérables à s'adapter à leurs nouvelles conditions de vie.* […] [I]*ls bénéficient d'un statut très libéral qui permet leur intégration dans la vie économique de la Suisse et leur assure la possibilité de se développer librement tant au point de vue personnel que professionnel.* »

Plus loin, on apprend que le statut de réfugié ne signifie pas une stabilité totale : les polices cantonales peuvent délivrer une autorisation d'établissement aux individus après cinq ans de séjour « *si la conduite du réfugié n'a donné à aucune plainte fondée* »[58]. Cette condition permet aux polices cantonales de ne pas stabiliser un certain nombre de réfugiées et réfugiés. Ainsi, sur les fiches individuelles de l'Office central suisse d'aide aux réfugiés, la mention « *n'obtient pas encore de permis d'établissement en raison de son comportement* »[59] apparaît parfois à la place du tampon « *établissement* » – visible chez la majorité. Cet ajournement est le signe que les autorités visent à précariser celles et ceux qu'elles jugent « *indésirables* ». D'autres ont perdu leur statut de réfugié en raison d'un voyage en Hongrie. À leur retour en Suisse, ils bénéficient alors la plupart du temps d'un permis qui peut ne pas être renouvelé par les autorités[60].

---

[57] « Die Rechtsstellung der ungarischen Flüchtlinge », *Neue Zürcher Zeitung*, 17 février 1957.

[58] Circulaire aux Départements de police des cantons signée par L. van Moos, 7 novembre 1960, CH-BAR#E2001E#1972/33# 6808*.

[59] La mention « *Erhält noch keine NL wegen seinem Verhalten* » apparaît dans notre échantillon de 1 000 fiches près de 50 fois ; cet ajournement du permis d'établissement toucherait donc environ 5 % des réfugiés. AfZ-SFH : Zentrale Flüchtlingskartei der Schweizerischen Flüchtlingshilfe (Kartothek).

[60] Ce phénomène est surtout observable entre 1960 à 1980. Certaines de ces personnes se sont ensuite décidées à rentrer. AfZ-SFH : Zentrale Flüchtlingskartei der Schweizerischen Flüchtlingshilfe (Kartothek).

Internements administratifs

Plus grave : outre l'ajournement de leur établissement, la conduite des personnes réfugiées, si elle est jugée dérangeante par les autorités cantonales, peut les mener directement à l'internement administratif[61]. Comment est-ce possible ?

Dans les modifications de 1947 de la Loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers (LFSEE), on apprend que les « *étrangers qui paraissent indignes de l'asile en raison d'actes répréhensibles ou qui ont lésé ou menacé les intérêts de la Suisse par leur activité ou leur attitude doivent être refoulés* »[62]. De son côté, la Convention de Genève interdit aux États contractants l'expulsion d'un réfugié sauf s'il y a : « *des raisons sérieuses de* [le] *considérer comme un danger pour la sécurité du pays où il se trouve ou qui, ayant été l'objet d'une condamnation définitive pour un crime ou délit particulièrement grave, constitue une menace pour la communauté dudit pays.* »[63]

Cette question est importante, car lorsque les fonctionnaires de la Division de police du DFJP jugeront certaines et certains réfugiés « *indignes de l'asile* », ils se référeront à des articles de la LFSEE concernant les étrangères et étrangers, réfugiés ou pas. Son article 10 stipule qu'un immigrant peut être expulsé de Suisse. Les motifs d'expulsion sont les suivants : condamnation par une autorité judiciaire pour crime ou délit ou « *abus de l'hospitalité suisse par des contraventions graves ou réitérées* », compromission de l'ordre public par suite de maladie mentale, ou encore

---

[61] Les mesures dites d'internement administratif signifient une privation de liberté qui ne dépend pas du pouvoir judiciaire. En Suisse, des milliers de personnes ont été internées de la sorte dans divers établissements jusqu'en 1981. En 2014, le Conseil fédéral a mandaté une commission indépendante d'experts (CIE) pour faire la lumière sur ces pratiques et leurs conséquences. Malgré la similitude des pratiques, l'internement d'étrangères et d'étrangers ne dépend généralement pas des mêmes lois. La question de l'internement de réfugiées et réfugiés n'est pas abordée à part entière dans le travail de la Commission. Les résultats des recherches ont été publiés en 2019 en dix volumes, dont une synthèse disponible dans les trois langues : Commission indépendante d'experts (CIE) Internements administratifs, *La mécanique de l'arbitraire : internements administratifs en Suisse 1930-1981 : rapport final*, Zürich & Neuchâtel & Bellinzona : Chronos Verlag & Éditions Alphil & Edizioni Casagrande, 2019.

[62] Ludwig Carl, *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés*…, p. 333.

[63] Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, *Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, dite Convention de Genève*, art. 32 (Expulsion) et 33 (Défense d'expulsion et refoulement). En ligne : http://www.unhcr.org/fr/4b14f4a62 (12 mai 2017).

le fait de « *tomber à la charge de l'assistance publique ou privée* » ou d'être « *avec certitude, sur le point d'y tomber* ». Dans son article 14, on apprend que « *l'étranger dont le refoulement est impossible peut être interné* »[64]. Sous protection du HCR, les réfugiées et réfugiés font précisément partie des étrangers qui ne sont pas expulsables, sauf s'ils et elles ont commis des crimes très graves. Ainsi, vu qu'il ne peut les expulser, le DFJP aura recours aux mesures dites d'internement en vertu des prescriptions sur la Police des étrangers (fremdenpolizeiliche Internierungen), une pratique déjà expérimentée durant la Seconde Guerre mondiale et qui n'a pas encore été étudiée en ce qui concerne la deuxième moitié du XX^e^ siècle[65]. Avec un vocabulaire typique de ces procédures, Anita Buss évoque le cas des réfugiées et réfugiés hongrois dans son mémoire de diplôme en travail social :

> « *Dès les premiers mois après leur arrivée, il a fallu prendre des mesures contre les éléments abandonnés moralement, fainéants et ivrognes. Ces mesures, c'est-à-dire en vertu des prescriptions sur la police des étrangers sur demande des cantons où ils séjournaient, ont été appliquées par l'internement – d'abord seulement pour quatre à six mois – dans un établissement de travail. Un rapide traitement de ces asociaux par la mise à l'écart était indiqué et nécessaire, d'une part pour ne pas influencer l'opinion publique suisse et la faire prendre en grippe l'entier des réfugiés, et d'autre part pour réaliser un "effet psychologique" sur les autres réfugiés en danger.* »[66]

---

[64] Département fédéral de justice et police, *Loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers* (du 26 mars 1931), FF 1931 I 437 (-446), 1er avril 1931.
En ligne : https://www.amtsdruckschriften.bar.admin.ch/viewOrigDoc.do?id=10086227 (27 mars 2017) ; Département fédéral de justice et police, *Loi fédérale modifiant et complétant la loi sur le séjour et l'établissement des étrangers* (du 8 octobre 1948), FF 1948 III 404 (-410), 14 octobre 1948.
En ligne : https://www.amtsdruckschriften.bar.admin.ch/viewOrigDoc.do?id=10091296 (27 mars 2017).

[65] Inaugurée en 1917 simultanément à l'instauration de la Police des étrangers, cette pratique permet d'isoler des populations dont la présence est jugée comme gênante et/ou provisoire. Ce régime originellement d'exception sera pérennisé par la LSEE. Pendant la Seconde Guerre mondiale, ce seront principalement des Juives et Juifs, et réfugiées et réfugiés politiques qui tomberont sous le coup de ces mesures d'internement. Voir : Heiniger Alix, *Exil antifasciste et politique fédérale du refuge : le camp de Bassecourt, (1944-1945)*, Neuchâtel : Éditions Alphil-Presses universitaires suisses, 2010.

[66] Buss Anita, *Aufnahme und Eingliederung der ungarischen Flüchtlinge der Revolution 1956 unter besonderer Berücksichtigung der Arbeit der Eidgenössischen Polizeiabteilung* [travail de diplôme en travail social], Berne, 1968, p. 23, traduction de l'allemand.

Vu qu'aucun registre général n'existe, il est difficile d'avoir une vision d'ensemble sur les réfugiées et réfugiés passés par les établissements de travail, maison d'éducation et autres homes. En 1959, Reynold Tschäppät évoque « *deux cents cas de réfugiés hongrois internés jusqu'ici* »[67]. Anita Buss, que nous avons pu rencontrer, estime que 5 % des réfugiés de 1956 étaient concernés, ce qui signifie quelque 500 personnes[68].

Si l'on en croit l'extrait cité plus haut, cet internement sert à cacher ces cas jugés encombrants et de les utiliser comme contre-exemples préventifs vis-à-vis des autres réfugiées et réfugiés. Les enjeux de ces mesures ne nous semblent pas différer fondamentalement des internements administratifs d'hommes et de femmes suisses. Mais un climat propre à l'accueil des réfugiées et réfugiés de 1956 s'y ajoute. Ces pratiques dévoilent les deux principaux objectifs des autorités helvétiques : éviter d'entacher leur image auprès des Suisses et les pousser à se plier aux attentes. Si Anita Buss nous a affirmé que « *parfois, ça marchait…* », nous avons surtout constaté, en consultant les dossiers de ces personnes, les conséquences souvent très lourdes de ces mesures arbitraires sur le devenir des internées et internés[69]. Autre différence par rapport aux internements de personnes suisses, fondés la plupart du temps sur des lois cantonales : les mesures de coercition envers les Hongroises et Hongrois, si elles sont souvent stimulées par les polices cantonales, relèvent d'une loi fédérale et sont appliquées au niveau national[70]. Nous reviendrons sur ces pratiques dans le chapitre 6, car elles sont liées à la question du rapatriement.

Ce type de mesures semble favorisé par les contacts étroits entre les différentes institutions chargées de l'accueil. L'organisation de l'aide – et de cette forme de contrôle que nous venons d'évoquer – engage plusieurs acteurs, qui jusque-là, ont peu eu l'occasion de collaborer. Nous les avons çà et là déjà mentionnés, prenons maintenant le temps d'exposer leur action.

---

[67] Lettre de R. Tschäppät au Bureau cantonal des étrangers de Fribourg, 11 décembre 1959, CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 122*.

[68] Entretien avec Anita Buss, Berne, 9 mars 2017.

[69] Nous avons consulté en détail onze dossiers de personnes internées ou sur le point de l'être (neuf hommes et deux femmes) et avons également examiné d'autres dossiers non pris en compte pour la rédaction mais qui ont corroboré nos hypothèses. Les dossiers ont été choisis au hasard : CH-BAR#E4264#2016/117 #.

[70] La seule mesure d'internement au niveau fédéral se base sur le Code pénal : la prolongation de la peine par un internement (art. 44), d'ailleurs également appliquée à des Hongrois.

Les acteurs de l'accueil

• **La Croix-Rouge suisse (CRS)** joue un rôle important, particulièrement dans la première phase de l'accueil. Elle assure le transport des réfugiées et réfugiés et, dans le cas du premier contingent, elle finance leur séjour provisoire pendant un délai d'un mois consécutif à leur placement. Pour le deuxième contingent, elle assure également le transport et la dotation en argent de poche des personnes mais délègue leur suivi aux œuvres d'entraide. Dès janvier 1957, une nouvelle tâche durable est confiée à la CRS : le suivi des Hongroises et Hongrois mineurs jusqu'au terme de la scolarité secondaire ou de l'apprentissage. Son aide est également financière. Pendant la crise hongroise, la CRS récolte en quelques semaines près de six millions de francs (la moitié sera dépensée pour l'aide à la Hongrie et l'autre moitié pour la population réfugiée), ce qui correspond à près de 26 millions de francs aujourd'hui[71]. Et c'est sans compter les deux millions de colis postaux d'habits et de vivres envoyés à la CRS[72].

• **La Section « réfugiés » de la Division de police du Département fédéral de justice et police (DFJP)**[73] est au centre de toute la logistique d'accueil des réfugiées et réfugiés hongrois. C'est elle qui centralise toutes les informations et établit un dossier pour chacune et chacun d'entre eux. C'est également la Division de police, en collaboration avec les cantons, qui communiquent aux réfugiées et réfugiés les possibilités d'emploi et de logement, et qui, dès novembre 1956, procède à leur répartition dans le pays, sur la base d'une péréquation complexe. Pour autant que des tiers (par exemple des particuliers) ne financent pas l'entretien de la personne réfugiée, ces frais sont supportés par les institutions d'aide auxquelles la Division de police rembourse le 60 % des secours[74]. Elle participe également

---

[71] Office fédéral de la statistique : Indice des prix à la consommation – La calculatrice du renchérissement. En ligne : http://www.portalstat.admin.ch/lik_rechner/f/lik_rechner.htm (5 mars 2018).

[72] Information required from reception countries who have offered to take refugees from Hungary, s.d., UNAG : G.I 30/2 20533 Jacket 1 ; Aide aux réfugiés hongrois. Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, p. 17, CH-BAR#E4001D#1973/125# 1434* ;

[73] La Division de police devient l'Office fédéral de la Police dès 1979.

[74] Une participation de la Confédération aux frais d'assistance (à un tiers des coûts puis à 60 % dès 1951) avait été décidée par le Conseil fédéral par l'arrêté du 16 décembre 1947 pour « *amener les cantons à observer une attitude plus positive en matière d'asile durable* » : Ludwig Carl, *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés*…, p. 330-344.

au financement du fichier central qui vise principalement à tenir à jour les adresses des Hongroises et Hongrois[75]. À l'époque, son directeur est le Bernois Oscar Schürch, tandis que Reynold Tschäppät remplit la fonction de chef de la Section « réfugiés ». Les deux hommes sont au centre des décisions. Outre les dirigeants, citons encore une figure centrale que nous avons déjà mentionnée : Anita Buss. Fille d'un diplomate hongrois exilé en Suisse après la Seconde Guerre mondiale, elle fait la connaissance de Richard Buss, un journaliste suisse qui côtoie régulièrement Reynold Tschäppät. Ce dernier fait sporadiquement appel à la jeune femme pour parler à des Hongrois « *plutôt clochards* », selon l'expression d'Anita Buss, pour éviter qu'ils ne s'échappent des établissements où ils sont placés et qu'ils « *se mettent au travail* ». Fin 1956, la Division de police lui téléphone : « *Il faudra qu'on fasse plus souvent appel à vous.* » Elle est alors engagée comme interprète dans les entretiens menés aussi bien par la Division de police que la Police des étrangers. Elle réalise ensuite un diplôme en travail social qui lui permet de devenir officiellement assistante sociale à la Section « réfugiés » de la Confédération. Son travail de diplôme est basé sur son expérience en 1956, un document de première main, extrêmement précieux pour notre recherche[76]. D'abord engagée de manière provisoire, elle travaillera finalement pendant trente-huit ans pour la Confédération. Sa carrière au sein de l'administration fédérale en tant que femme et étrangère est assez atypique. D'abord engagée comme interprète, sa fonction ira dans les faits au-delà de cette tâche : elle devient une personne clé, à la fois pour ses compatriotes et les autorités[77].

• **L'Office central suisse d'aide aux réfugiés (OCSAR)**[78]. Créé en 1936 pour coordonner l'accueil de personnes qui fuyaient la guerre civile espagnole, l'Office fonctionne depuis lors comme organisation

[75] Les autorités fédérales versent un subside de 10 000 CHF par six mois à l'OCSAR qui sert à la fois à l'entretien du fichier et à l'édition du *Híradó* journal à l'intention des Hongroises et Hongrois : Protokoll der 72. Vorstandssitzung der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, 29 août 1958, AfZ-SFH : 56 (A). En 1959, la participation de la Division a un peu baissé mais elle s'élève encore tout de même à 18 365 CHF pour l'année : Kurzbericht über die Tätigkeit des Sekretariats der Zentralstelle im Jahre 1959, AfZ-SFH : 11 (A).

[76] Buss Anita, *Aufnahme und Eingliederung der ungarischen Flüchtlinge…*

[77] Pour plus de détails : *infra*, Annexe E. Entretiens avec Anita Buss à Berne, 11 avril 2016 et 9 mars 2017.

[78] Aujourd'hui Schweizerische Flüchtlingshilfe (SFH)/Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR).

faîtière regroupant les principales œuvres d'entraide du pays[79]. Les fonctions de l'OCSAR évoluent avec le temps. Sa mue est parallèle à la notion d'asile qui, au moment de sa fondation, était considéré comme un état très provisoire par les autorités qui pouvaient à tout moment refuser la prolongation du droit de séjour d'une personne étrangère, réfugiée ou non. Ce n'est qu'en 1947 que la situation change, en partie grâce à l'intervention de l'OCSAR qui milite pour un accueil « *durable, digne et effectif* »[80] qui permette aux exilées et exilés de se construire un avenir en Suisse. Il faudra attendre le début des années 1950 pour que le principe de l'asile provisoire laisse place à des pratiques visant à l'insertion des réfugiées et réfugiés dans la société. Avant 1956, les demandes d'asile en Suisse de ressortissantes et ressortissants d'Europe de l'Est sont rares. La plupart de ces personnes séjournant en Suisse ont d'ailleurs comme objectif d'émigrer outre-mer. D'autres encore n'obtiennent tout simplement pas l'asile[81].

C'est au tournant des années 1950 que le principe de transit tombe progressivement dans l'oubli. La Convention de Genève renforce l'idée d'un asile durable et somme les États signataires de veiller à la protection des personnes ayant obtenu l'asile. Tant que les régimes restent communistes – et au début des années 1950, rien ne laisse envisager des bouleversements majeurs – les exilées et les exilés du Bloc de l'Est sont accueillis dans l'optique qu'ils restent. L'OCSAR remplit ainsi une fonction qui va de pair avec cette durabilité : elle joue désormais le rôle d'une commune de substitution – ou une « supra commune », pour les réfugiées et réfugiés dont l'asile est accordé

[79] Malgré ses quelque 60 mètres d'archives, l'OCSAR n'a encore fait l'objet que d'une poignée d'études. La référence majeure est le travail de Arnold Jonas, *Vom Transitprinzip zum Dauerasyl. Die schweizerische Flüchtlingshilfe (1933-1951)* [mémoire de licence en histoire], Fribourg, 1997. Il n'y a presque pas de travaux portant sur la période post-1951. Une recherche doctorale menée à l'Université de Fribourg par Jonathan Pärli porte sur l'activisme en faveur des réfugiées et réfugiés : *Die andere Schweiz. Asyl und Aktivismus, 1970-2000*.

[80] Ce sont les termes de l'avocat Robert Meyer auprès du comité juridique de la Commission fédérale des réfugiés.

[81] À titre d'exemple, suite au coup d'État de Prague en 1948, seules 16 personnes ont été admises comme réfugiées en Suisse sur 66 demandes d'asile ! Kanyar Becker Helena, « Tchécoslovaquie », in *Dictionnaire historique de la Suisse (DHS)*. En ligne : http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F3373.php (12 avril 2018). Arnold Jonas, *Vom Transitprinzip zum Dauerasyl…*, p. 106-113 ; Ludwig Carl, *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés…*, Chapitre II. B. III : L'institution d'un asile durable pour les réfugiés, p. 325-328.

en Suisse, et cela, jusqu'à leur établissement[82]. Cet échelon politique a une importance primordiale dans le système helvétique, car il est lié à l'assistance des personnes dans le besoin. En 1957, si une ou un réfugié est en difficulté, ce n'est pas la commune de son séjour qui se charge de l'aider mais les œuvres d'entraide sous l'égide de l'OCSAR. Cette aide est assortie d'un certain contrôle : on vérifie qu'il ou elle ne bénéficie pas de l'aide de plusieurs institutions. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles, au cours des années 1950, l'Organisation perfectionne son système d'enregistrement : sur chaque fiche individuelle est inscrite la seule et unique œuvre d'entraide à laquelle l'individu est affilié[83]. L'OCSAR joue également le rôle de relais et forme un échelon intermédiaire entre les autorités et les œuvres d'assistance privées. Ainsi, dans les réunions de coordination de l'OCSAR, sont présents aussi bien des membres du DFJP que des œuvres d'entraide. En 1956, les organisations sous l'égide de l'OCSAR regroupent les œuvres d'entraide catholique, protestante, orthodoxe et juive, l'entraide ouvrière et le Mouvement chrétien pour la paix[84]. Chacune d'entre elles est représentée dans le comité de l'OCSAR, alors présidé par le pasteur pacifiste Heinrich Emanuel Hellstern. Au comité s'ajoutent trois personnes salariées qui composent le secrétariat[85]. Une boutade d'une collaboratrice (anonyme) de l'une de ces œuvres résume la place des femmes dans ces organisations : « *Dans les comités étaient assis les hommes, les femmes faisaient le travail.* »[86] C'est aussi vrai pour l'OCSAR. Sa directrice Hedy Hotz joue un rôle central dans l'accueil et le suivi des réfugiées et réfugiés de 1956-57.

---

[82] Lettre de H. S. Hotz destinée à l'ensemble des réfugiées et réfugiés, AfZ-SFH : 31 a (A).

[83] Hedy Hotz, Rundschreiben an die kantonale Beratungsstellen, 24 juillet 1957, AfZ-SFH : 31 a (A).

[84] Bureau central suisse de charité/Der schweizerische Caritasverband (CARITAS/SC) ; Entraide protestante, Action de secours des églises suisses/Hilfswerk der evangelische Kirchen der Schweiz (EPER/HEKS) ; Union suisse des comités d'entraide juive/Verband Schweizerischer Jüdischer Fürsorgen (USCEJ/VSJF) ; Commission pour les réfugiés orthodoxes/Kommission für orthodoxe Flüchtlinge (CRO/KOF, devient ensuite Schweizerische Oekumenische Flüchtlingshilfe) ; Œuvre suisse d'entraide ouvrière/Schweizerische Arbeiterhilfswerk (OSEO/SAH) ; Mouvement chrétien pour la paix/Christliche Friedendienst (MCP/CFD). La Croix-Rouge rejoint l'OCSAR en 1958. Pour un aperçu de l'évolution de l'OCSAR : Arnold Jonas, *Vom Transitprinzip zum Dauerasyl…*, p. 8-9.

[85] Lohnliste der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, AfZ-SFH : 54 (A).

[86] Cité par : Wicki-Vogt Maja, « "Wir waren so erfüllt von unserem Helfenmüssen, dass wir auch andere mitrissen" – Frauenpolitik im Dienst der Flüchtlingshilfe vom zweiten Weltkrieg bis heute », *Maja Wicki-Vogt*, 14 juin 1995. En ligne : http://majawicki.ch/archive/3856 (18 juillet 2017).

L'année 1956 représente un grand test pour l'OCSAR qui ouvre aussitôt une division d'assistance spécialement prévue pour les Hongroises et Hongrois. Sa première tâche consiste à répartir les personnes réfugiées dans les œuvres d'entraide. Concrètement, cela signifie l'envoi jusqu'au 31 mars 1957 de 9 800 lettres avec descriptif de chaque œuvre d'entraide (rédigées pour l'occasion en hongrois) demandant, après un mot de bienvenue, à chaque personne par quelle œuvre d'entraide elle souhaite être soutenue[87].

Parallèlement, la direction élabore un plan d'action pour mener à bien le placement des réfugiées et réfugiés. En novembre, le comité de l'OCSAR se lance dans l'élaboration d'un fichier central. Cette mesure s'appuie sur les directives du CICR qui juge souhaitable l'« *enregistrement immédiat et systématique des réfugiés* »[88]. Tâche considérable, la mise à jour de ce fichier qui répertorie chaque individu, ainsi que la gestion de la division d'assistance, mènera au recrutement de personnel supplémentaire[89].

Mais le travail de l'OCSAR ne s'arrête pas là. Il met en place des moyens efficaces d'assistance comme une permanence à Zurich où les Hongroises et Hongrois peuvent à tout moment se rendre en cas de difficultés. Dès l'affiliation d'un individu à une œuvre d'entraide, celle-ci s'engage à son entretien financier partiel ou total (s'il ne gagne pas sa vie), remboursé, nous l'avons vu, à 60 % par la Confédération. Il en découle un suivi assez proche du porte-monnaie des réfugiées et réfugiés, du moins de celles et ceux dont la situation est jugée préoccupante. Arrivé avec sa mère et sa sœur en Suisse, l'un de nos témoins, Bálint Basilides, se souvient que la famille devait régulièrement présenter ses comptes à un employé de l'œuvre d'entraide à laquelle elle était affiliée : « *Notre budget était assez étroitement surveillé* » explique Basilides[90]. Lorsque la personne est indépendante financièrement, elle peut toujours s'adresser à l'une des œuvres pour demander des secours ponctuels, par exemple pour des frais médicaux, des dépenses inattendues ou autres. Ces demandes sont examinées et remboursées (ou non) par la Division de police également à 60 %[91].

• **Les autorités et acteurs cantonaux.** Dès l'arrivée de premiers contingents, des comités d'aide aux réfugiés souvent mi-privés mi-publics

[87] Rundschreiben der Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, 4 avril 1957, AfZ-SFH : 977 (A).

[88] Rapport sur l'action de secours en Hongrie, CICR, Genève, 1957, p. 31, UNAG : G.I 30/1 20496, Jacket 4.

[89] Les enjeux heuristiques de ce fichier sont abordés, *supra*, Introduction : III. Méthodes et sources.

[90] Entretien avec Bálint Basilides, Keszthely, 12 décembre 2015.

[91] Buss Anita, *Aufnahme und Eingliederung der ungarischen Flüchtlinge…*, p. 9.

apparaissent dans chaque canton. Si les pratiques, la répartition des tâches, les désignations et les fonctions des autorités varient selon la région, les gouvernements cantonaux doivent appliquer, d'une manière ou d'une autre, les directives issues de la Division de police et de l'OCSAR. Les comités sont souvent formés de membres du gouvernement cantonal de justice et police, de l'office des étrangers, de l'office du travail et éventuellement d'autorités liées à l'assistance publique. À cela s'ajoutent des représentantes et représentants d'œuvres d'entraide. Dès l'annonce du nombre de personnes à placer par canton selon la péréquation mentionnée plus haut, la première tâche des comités est de diffuser des appels dans la presse. Ils centralisent toutes les offres, les trient, les contrôlent et proposent aux entreprises et particuliers les noms de réfugiés correspondants à l'offre[92]. La plupart des cantons procèdent à plusieurs appels auprès de la population parfois en donnant des précisions sur les personnes, comme en Valais : « *mécaniciens, chauffeurs, tourneurs, manœuvres, et autres ouvriers sur métaux – des jeunes entre 15 à 20 ans, quelques femmes.* »[93] Le *Journal de Genève* juge utile d'avertir : « *La très grande majorité de ces Hongrois est formée d'hommes jeunes aptes à travailler et à gagner leur vie. Ils ne seront pas à la charge de ceux qui les hébergeront.* » Il s'agit aussi et surtout de préciser ce qu'ils ne sont *pas* : « *peu d'employés, très peu de paysans* », « *peu de familles et quasiment point d'enfants isolés ayant perdu leur famille* » et encore : « *l'on ne doit guère compter sur les quelques jeunes filles réfugiées pour un service d'aide de maison* »[94]. Pour placer les personnes, selon les consignes de l'OCSAR, les cantons doivent tenir compte en ordre d'importance de la profession, de la langue et de la confession. Enfin, il est conseillé aux organes cantonaux d'avertir l'OCSAR et la Division de police des cas d'« *indésirables* » et de « *mécontents* », pour qu'ils soient « *séparés de la vie publique* »[95], c'est-à-dire internés.

---

[92] La répartition des tâches change selon les cantons. En Valais par exemple, si le service du placement et de travail est chargé de collecter toutes les offres, les sections locales de la Croix-Rouge sont chargées des enquêtes pour contrôler « *discrètement* » le « *milieu dans lequel les réfugiés seront placés* ». AEV : 3510-1984/33, 9.1.3.

[93] « Placement et hébergement des réfugiés hongrois », *Le Nouvelliste*, 7 janvier 1957. Autre exemple : « L'accueil des réfugiés hongrois dans le canton de Fribourg », *La Liberté*, 16 novembre 1956.

[94] « Pour héberger les réfugiés hongrois », *Journal de Genève*, 27 décembre 1956 ; « Comment les réfugiés hongrois sont "intégrés" », *Feuille d'avis de Lausanne*, 5 décembre 1956.

[95] Protocole de la séance d'information, tenue à Sion, dans la salle des séances du Conseil d'État, dans le cadre de l'Action de secours en faveur des réfugiés hongrois, 29 novembre 1956, AEV : 3510-1984/33, 9.1.1.

« Cette famille, ici, cette famille, là » : le placement des réfugiées et réfugiés

S'ils n'en connaissaient pas les détails logistiques, les témoins que nous avons rencontrés ont quasiment tous relevé la rapidité de leur placement.

Péter Gémes s'estime privilégié :

> « *J'avais dû déclarer mon nom, prénom… technicien sur machine, 22 ans, célibataire, etc. Et alors, il y avait des listes avec qui fait quoi. Quelques semaines après mon arrivée à la caserne, on m'a dit qu'il y avait une offre de Geigy pour moi. Un représentant de Geigy est venu : "nous cherchons des gens. On vous donnera un billet de train, quelqu'un viendra vous chercher à la gare"* […] *J'étais très heureux et bien décidé à bâtir mon existence.* »[96]

Il n'est pas rare que les entreprises se renseignent elles-mêmes auprès des autorités pour savoir s'il y avait telle ou telle profession parmi la population réfugiée. D'autres relèvent plutôt une forme de précipitation. László Mándy raconte : « *Ils ont tout organisé, ils ont cherché une chambre pour les célibataires, des appartements pour les familles. J'ai été placé dans une pension* […] *je partageais une chambre avec un Italien.* » Depuis Sion, on l'envoie avec une quarantaine de ses compatriotes à Bienne où le secteur industriel est en pleine expansion. À son arrivée, le patron d'une fabrique de moteur l'attend à la gare « *avec un cabriolet américain* ». Ce dernier invite le jeune homme au restaurant, lui offre une assiette de jambon puis l'emmène à l'atelier. En l'absence d'interprète, la communication est complexe ; il veut engager László comme tourneur. « *Moi j'étais électromécanicien !* […] *Dans la fabrique, il y avait une centrale téléphonique, j'ai dû lui montrer les tableaux électroniques et il a fini par comprendre.* »[97] Quant à Imre Kovács, il se rappelle avoir été placé « *malheureusement seulement comme manœuvre* » dans une fabrique de textile près de Saint-Gall. Mais, explique-t-il, « *je n'avais pas le choix car je ne parlais pas un mot d'allemand, j'ai dû y travailler pendant un an et j'ai appris la langue* »[98]. Gábor Szabó a dû également prendre son mal en patience. Ce mécanicien de précision ne rêvait que d'une chose : monter son propre atelier. Pour ce faire, mieux vaut être suisse. Fin 1956, il est placé dans une entreprise à Malley, au moins, dans sa branche. Avec l'aide de sa femme, une Suissesse, il parvient à monter son affaire en prenant un prêt protêt extrêmement

[96] Entretien avec Péter Gémes, Bâle, 1er avril 2015.
[97] Entretien avec László Mándy, Bienne, 21 juillet 2015.
[98] Entretien avec Imre Kovács, Györ, 20 décembre 2015.

contraignant. Au bout de plusieurs années, il obtient l'aide de la Société de cautionnement pour les petits artisans. Quelque cinquante ans après, sa femme raconte avec fierté : « *Il était le premier réfugié à être indépendant.* »[99] D'autres s'estiment moins bien lotis. Magdolna Horváth garde un mauvais souvenir de cette insertion sur le marché du travail :

> « *À Sion, ils nous ont dit, "cette famille, ici, cette famille, là", on nous a envoyés dans différents endroits. On a pensé qu'on irait dans une ville. Mais ils nous ont envoyés à Saint-Ursanne ! On était très choqués, nous on venait de Budapest. Ils m'ont proposé de travailler dans une fabrique de montres, c'était très dur, toujours les mêmes gestes. Je ne me sentais pas bien, j'ai fini par faire une dépression nerveuse et deux semaines d'hôpital quelques semaines après notre arrivée… Après, on a pu aller à Delémont, c'était déjà mieux et j'ai pu travailler dans une fabrique de papier* […] *Je pensais que je pouvais travailler à la poste ou quelque chose comme ça mais ils ne prenaient pas de réfugiés.* »[100]

Edit Király – âgée de 16 ans en 1956 –, doit, aux yeux des autorités, attendre un mariage car aucune formation n'est prévue pour elle. Elle insiste alors auprès de la Police des étrangers pour travailler plutôt que « *se tourner les pouces à la maison* »[101].

Mária Szőregi a, elle, été rétrogradée au niveau professionnel, expérience que nombre de femmes hongroises ont connue une fois de l'autre côté du Rideau de fer en 1956. Beaucoup d'entre elles avaient pu, au sein du régime communiste, suivre des formations traditionnellement masculines. L'historienne Andrea Pető a réalisé l'une des rares études historiques sur les expériences des femmes réfugiées en 1956, en Italie et aux Pays-Bas. Sa conclusion résume ce que bon nombre d'entre elles ont pu vivre :

> « *Les femmes migrantes qui quittaient des pays où le féminisme était étatique ont payé un lourd tribut à leur décision. Leur nouveau foyer, l'Italie ou les Pays-Bas, n'encourageait pas les femmes à vivre et agir de manière aussi autonome que la politique d'émancipation de leur état d'origine le permettait, et où le libre choix de la formation et de l'emploi pour les femmes était plutôt la norme que l'exception.* »[102]

---

[99] Entretien avec Josette Szabó, Hévíz, 13 décembre 2015.

[100] Entretien avec Magdolna Horváth, Delémont, 22 juillet 2015.

[101] Entretien avec Edit Király, Berne, 17 août 2018.

[102] Pető Andrea, « Memories of the 1956 Hungarian Revolution: Narrating Gender and Migration », in Isaacs Ann Katherine (éd.), *Immigration and Emigration…*, p. 153-163, ici p. 161, traduction de l'anglais.

Au niveau de la Suisse, une étude contemporaine sur l'intégration des mères réfugiées hongroises par une étudiante en travail social confirme cette hypothèse. L'échantillon certes restreint d'Heidi Zürny montrait que sur trente femmes, dix-sept travaillaient à l'extérieur du foyer une fois en Suisse. L'étudiante résume : « *Elles voulaient travailler* » pour le salaire et pour leur propre « *accomplissement.* »[103] Parmi elles, pas moins de dix femmes occupaient en Suisse une place en dessous du niveau de qualification qu'elles avaient en Hongrie. Nous avons également observé cela chez nos témoins. Peu de temps après Noël, Mária Szőregi rejoint Genève avec son mari. Caritas les loge dans un grenier sous les combles jusqu'à ce qu'on leur dise « "*Voilà, quelqu'un vient vous chercher", c'était un diplomate hollandais* ». Puis, le couple est embauché dans les ateliers genevois d'une fabrique d'armes et de munitions. Mécanicienne de formation, Mária Szőregi est engagée comme simple ouvrière : « *À la fabrique, quand j'ai dit que j'étais mécanicienne, ils ont rigolé!* […] *si la machine était grippée, on appelait un mécanicien et c'était énervant, car je savais comment la réparer!* » De plus, elle est moins bien payée que son mari, également placé comme manœuvre[104]. Une discrimination qu'on constate également chez Edit Király. En tant qu'ouvrière non qualifiée dans la banlieue de Berne, elle se contente d'un salaire misérable de 1,13 CHF de l'heure, la moitié moins que ce que gagne un homme de son âge dans certaines fabriques zurichoises[105]. Sans doute, des exceptions confirment la règle : quelques femmes, cette fois hautement qualifiées, ont pu travailler à la hauteur de leurs compétences. Un épisode de *Madame TV*, un magazine de la TSR datant de 1965, est consacré à la seule femme ingénieure civile en Suisse. Il s'agit précisément d'une réfugiée hongroise de 1956, employée sur le chantier du barrage de l'Hongrin. Un journaliste l'interroge sur sa venue en Suisse mais aussi sur son quotidien. Elle explique que le métier ne diffère aucunement entre la Suisse et la Hongrie, où elle avait exercé plusieurs années. Mais, ajoute-t-elle avec un petit sourire, « *en Suisse, c'est un peu moins habituel d'avoir un ingénieur civil femme.* »[106]

---

[103] Zürni Heidi, *Ungarische Flüchtlingsmütter in der Schweiz…*, p. 16-18.

[104] Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015.

[105] Entretien avec Edit Király, Berne, 22 août 2018.

[106] *Madame TV*, Télévision suisse romande, 6 novembre 1965.
En ligne : http://www.rts.ch/archives/tv/information/madame-tv/3437163-la-seule-femme.html (19 avril 2018). Un second reportage lui est consacré quarante ans plus tard par le magazine *Couleurs locales*, Télévision suisse romande, 27 octobre 2009.
En ligne : https://www.rts.ch/play/tv/couleurs-locales/video/images-darchives-helena-homonnay-premiere-femme-ingenieure-civile-en-suisse?id=844463&station=a9e7621504c6959e35c3ecbe7f6bed0446cdf8da (19 avril 2018). Min. 4 : 17 à 4 : 27.

L'un de nos témoignages illustre une autre forme de déclassement. Avant de s'exiler en Suisse, la mère de Bálint Basilides était céramiste à Budapest. Arrivée à Neuchâtel seule avec ses deux enfants, elle est engagée par l'École Club Migros, bénéficiant peut-être de la bienveillance ambiante. Elle y obtient un emploi de professeure de poterie et le magasin vend même ses productions. Mais au bout d'une année, à la suite de restructurations, il n'y a plus de place pour l'artisanat local. Le pasteur qui aidait la famille lui aurait alors dit : « *Maintenant Madame, il faudra apprendre un métier sérieux.* » Elle suit alors une formation de secrétaire et s'efforce de « *rentrer dans le rang* »[107]. Pour certains – et surtout certaines – les espoirs d'ascension professionnelle seront annihilés ou remis à plus tard. À son arrivée à Montreux, Zita Müller espérait pouvoir compléter sa formation en architecture débutée en Hongrie : « *J'ai expliqué ce que je faisais. On ne m'a pas mis chez un architecte, ils m'ont mis à Paillard à Yverdon. J'ai dû dessiner des machines* […] *mais j'avais pas à me plaindre.* »[108]

Outre le genre, le réseau en Suisse joue également un rôle certain. Parmi les réfugiées et réfugiés que nous avons rencontrés, quelques-uns ont pu étudier ou travailler dans la branche espérée grâce à des contacts. Resté en Hongrie, le père de Gyula Nagy entre en relation avec un représentant du CICR à Budapest dans l'immédiat de 1956, un directeur d'école dans l'agglomération de Zurich. Il le convainc d'inviter son fils en Suisse pour qu'il puisse s'inscrire à l'EPFZ. De retour en Suisse, le directeur d'école envoie une lettre d'invitation au jeune réfugié, alors à Vienne. Peu enclin à quitter l'Autriche, car il s'y sentait bien, Gyula Nagy demande à ce monsieur les conditions, le montant de la bourse, les possibilités, etc. Il reçoit une réponse laconique : « *Vous êtes invité, vous venez.* » L'ancien réfugié se souvient : « *C'était un ordre ! Alors j'y suis allé.* »[109]

Mais pour beaucoup de Hongroises et Hongrois, la société suisse apparaît au départ quelque peu verrouillée. Ce problème concerne les personnes qui exercent des métiers libéraux (les médecins par exemple seront placés comme assistants et devront faire des pieds et des mains pour voir leur diplôme reconnu en Suisse)[110], il concerne enfin, toutes professions confondues, surtout les femmes.

---

[107] Après l'obtention du diplôme au bout de neuf mois, elle ne trouve pas tout de suite du travail et elle a de la peine à joindre les deux bouts comme mère de deux enfants, divorcée. Elle obtient tout de même une place à Berne, puis, après plusieurs années, elle retrouve un métier « artistique » qui consiste à dessiner des modèles de tricot pour une fabrique de machines à tricoter. Entretien avec Bálint Basilides, Keszthely, 12 décembre 2015.

[108] Entretien avec Zita Müller, Fribourg, 6 juillet 2015.

[109] Entretien avec Gyula Nagy, canton de Zurich, 23 mars 2018.

[110] Birkás Judit, *Die Ungarnflüchtlinge von 1956 in der Schweiz…*, p. 60 et suivantes.

Les hommes qui bénéficient d'une formation technique sont peut-être les mieux lotis, à l'instar de Péter Gémes, recruté par Geigy. Entre ces deux profils, un bon réseau peut s'avérer déterminant et, pour celles et ceux qui espèrent gravir les échelons, une bonne dose de patience et de travail est nécessaire, comme le montrent les cas Kovács, Szücs et Szabó. Au niveau du logement, nous avons constaté que les familles sont privilégiées. Les célibataires obtiennent le plus souvent des chambres dans des familles ou des chambres à partager avec d'autres étrangères et étrangers comme László Mándy.

Pendant les entretiens, certains témoins ont évoqué une sorte de bienveillance à leur égard. Zita Müller résume cette confiance : « *Les fonctionnaires notaient ce qu'on disait.* » Elle sous-entend qu'ils ne se méfiaient pas d'éventuelles fausses informations données par les personnes quant à leur métier ou à leur état civil. Selon elle, les autorités favorisaient les couples mariés qui « *recevaient direct un appartement meublé* », ce qui aurait poussé des couples à se déclarer comme tels. Quant à la question du travail, elle est au centre des préoccupations des autorités qui ont des attentes bien précises, tout comme les réfugiées et réfugiés.

« À Zurich pour trois francs de l'heure » : le travail, nerf de l'accueil

Les premières descriptions des réfugiées et des réfugiés sont dithyrambiques. On insiste autant sur la dignité des Hongrois que sur la générosité des Suisses :

> « *Aucune de ces personnes ne se plaint. Aucune ne hausse la voix. Si elles ne possèdent plus aucun bien matériel, elles ont gardé leur dignité. Elles n'oublieront probablement jamais la tragédie vécue, mais avec beaucoup de soin* […] *nous arriverons peut-être à ramener un sourire sur leurs lèvres.* »[111]

Bientôt, la presse insiste sur leur bonne volonté et leur gratitude :

> « *Avec les jours qui passent, nos Hongrois* […] *semblent s'intégrer parfaitement à nos populations. Ils ont le sourire et une volonté farouche d'apprendre rapidement notre langue pour mieux témoigner leur gratitude.* »[112]

---

[111] RWS, « L'arrivée émouvante de 72 réfugiés hongrois hier soir à Neuchâtel », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 14 novembre 1956.

[112] Th. G., « Les Hongrois accueillis en Gruyère », *La Gruyère*, 10 janvier 1957. Dans la même édition, on se réjouit que les futurs « *descendants d'émigrés magyars s'expriment… en gruérien.* » « "Nos Hongrois" », *La Gruyère*, 10 janvier 1957.

Même discours dans les grands quotidiens suisses, où on insiste régulièrement sur le comportement exemplaire des réfugiés qui rangent impeccablement leur chambre et vaquent paisiblement aux activités proposées, offrent des bouquets d'œillets au personnel du home où ils sont hébergés, etc.[113]. Aussitôt un privilège mentionné, on relève – pour rassurer le lectorat – que les réfugiés mettent la main à la pâte, comme *L'Illustré*: « *Dans les hôtels, ils sont servis comme des clients* […]. *Ils trouvent la nourriture excellente et ont grand appétit. Toutefois, ils font eux-mêmes leur chambre le matin.* »[114] On évoque souvent leur impatience de travailler: « *Tous espèrent pouvoir bientôt travailler* » rassure la *NZZ* dans son premier reportage sur les Hongrois en Suisse. « *Beaucoup pensaient qu'ils allaient se rendre au travail, à 7 heures, le lundi qui suivit leur arrivée* » commente *L'Illustré* alors que l'*Ostschweiz* parle d'« *Arbeitfanatismus* » de la part des Hongrois[115].

Dès décembre déjà, leur présence fait néanmoins progressivement débat dans la presse sans pour autant que l'on remette en question le bien-fondé de la politique d'accueil. De plus en plus d'articles relèvent des « *difficultés* » présentes et à venir. L'une, fréquemment relevée, a trait au travail: des réfugiés refusent de se rendre sur leur lieu d'engagement – comme 200 d'entre eux à Liestal en janvier[116] – ou quittent l'emploi qu'on leur attribue, parfois pour retourner sur leur lieu d'hébergement ou rejoindre de grandes villes, principalement Zurich. La presse relève que beaucoup d'hommes et de femmes, « *contrairement aux autres travailleurs étrangers* », se refusent à travailler dans d'autres branches que la leur… ou même à travailler tout court[117]. Le *Schweizer Wochen Zeitung* rapporte qu'on a vu des Hongrois débarquer au réfectoire de la caserne de Frauenfeld en pyjama au milieu de la matinée pour ensuite emporter leur déjeuner dans leur chambre[118]. En Suisse romande, on

[113] S. O., « Besuch bei ungarischen Flüchtlingen », *Neue Zürcher Zeitung*, 19 novembre 1956; « Hilfe für Ungarn », *Neue Zürcher Zeitung*, 11 janvier 1957; « Holperige Ungarn-Hilfe », *Schweizer Wochen Zeitung*, 17 janvier 1957.

[114] « À Montreux, ils savent encore sourire », *L'Illustré*, 29 novembre 1956.

[115] Wsp., « Ankunft ungarischer Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 11 novembre 1956; « Die Ungarnhilfe des schweizerischen Roten Kreuzes », *Neue Zürcher Zeitung*, 3 décembre 1956; Pz., « Die ungarischen Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 5 décembre 1956; « Ungarn in Tessin », *Ostschweiz*, 4 janvier 1957; « À Montreux, ils savent encore sourire », *L'Illustré*, 29 novembre 1956.

[116] « Erfahrungen mit den Ungarnflüchtlingen. Test des gegenseitigen Verständnisses », *Die Tat*, 8 février 1957.

[117] « Ungarische Frauen im Rampenlicht », *Berner Tagblatt*, 14 février 1957; « L'opinion de M. Feldmann sur… Le problème des réfugiés », *La Liberté*, 7 février 1957.

[118] « Holperige Ungarn-Hilfe », *Schweizer Wochen Zeitung*, 17 janvier 1957.

évoque la déception des employeurs « *qui s'attendaient peut-être à voir arriver chez eux de petits anges* »[119]. La presse s'efforce d'expliquer ce phénomène :

> « *Ceux qui revenaient à la caserne ont suscité chez nous une certaine surprise. Après les transports réalisés avec succès dans les communes* […], *d'aucuns réapparaissaient à la caserne le soir même, entraînant complications administratives et nouveau travail* […]. *Et les raisons de ce retour ? Dans bon nombre de cas, c'était l'isolation dans un village où on ne pouvait parler à personne. Dans certains cas, il s'est avéré qu'on les exploitait* […]. *Enfin, il y en avait certains qui se contentaient mieux de la vie en caserne qu'une vie rangée avec travail quotidien. C'étaient de nouveau les plus jeunes.* »[120]

Un facteur semble ici occulté : l'espoir de trouver dans les points de triage, l'opportunité d'émigrer outre-mer. Dans les petites bourgades, on masque à peine sa déception :

> « *Après un séjour d'une dizaine de jours environ aux Charbonnières, la famille hongroise* […] *s'en est allée lundi après-midi vers d'autres cieux qu'elle espère mieux lui convenir. On avait pourtant tout mis en œuvre dans la paroisse pour rendre supportable l'exil de cette famille qui s'était d'ailleurs subitement élargie* […] *à la suite de l'arrivée imprévue de deux cousins venus de Berne. Le comité d'accueil avait encore trouvé du travail pour les nouveaux venus* […]. *Les réfugiés ont décidé de quitter la vallée à destination de* […] *l'Autriche d'où ils espèrent gagner ultérieurement l'Amérique : le travail dans les usines Combières leur a paru trop pénible et pas assez rémunérateur !* »[121]

Mais c'est surtout dans les coulisses de l'accueil qu'apparaissent les hiatus, cette fois, sans filtre. Certains documents confidentiels trahissent une déception, voire de la méfiance vis-à-vis des réfugiées et réfugiés hongrois. Dans une assemblée organisée par la Division de police qui réunit les chefs des polices cantonales en mars 1957, le représentant de Neuchâtel évoque les « *difficultés causées* » par le « *caractère* » des Hongrois : « *leur refus d'accepter le travail qui leur est proposé,* […] *leurs prétentions de salaires exagérées, autrement dit leur mentalité désagréable.* » Il estime par ailleurs que cette « *attitude regrettable* » a « *complètement annihilé les efforts et l'enthousiasme de la population suisse* » et rend les logeurs et les employeurs méfiants. Quant au

---

[119] Bw., « Problème résolu », *Feuille d'avis de Lausanne*, 16 janvier 1957.

[120] « Blick in ein Betreuungslager ungarischer Flüchtlinge », *Die Tat*, 28 janvier 1957. Et aussi : « Les réfugiés hongrois à La Chaux-de-Fonds », *L'Impartial*, 2 mai 1957.

[121] « Les réfugiés hongrois sont partis », *Feuille d'avis de Lausanne*, 5 mars 1957.

chef de l'Office cantonal des étrangers vaudois, il se plaint qu'une « *assez forte proportion des réfugiés hongrois se montrent instables et quittent leur emploi sans avertissement* »[122]. Ce type de griefs et la crainte « *qu'un préjugé défavorable aux réfugiés hongrois prenne naissance parmi les employeurs* » apparaissent également régulièrement dans les archives cantonales consultées[123].

Lors de cette conférence, si la plupart des directeurs cantonaux expliquent que les possibilités en termes d'emploi et de logement sont saturées, deux exceptions révèlent la volonté de continuer à accueillir des réfugiés malgré tout. Le gouvernement de Bâle-Campagne se prononce pour l'accueil d'un nouveau contingent de 5 000 personnes. Quant au conseiller d'État de Glaris, il se dit déçu des réticences des autres cantons à accueillir un nouveau contingent et clame qu'un pays qui emploie le quart d'un million d'étrangers peut bien intégrer 500 à 1 500 réfugiés en plus. Une opinion parfois défendue dans des éditoriaux et les lettres de lecteurs :

> « *Qu'est-ce qui nous empêche d'offrir aux Hongrois quelques milliers de places de travail ouvertes pour des étrangers ? Les réfugiés aptes au travail vont certainement tout faire pour pouvoir eux-mêmes subvenir aux besoins de leur famille le plus vite possible.* »[124]

Il semble d'ailleurs que certains chefs d'entreprise espéraient remplacer des travailleurs italiens par des Hongrois[125]. Implicitement, il s'agit là de l'expression d'une préférence pour de la main-d'œuvre qu'on suppute anticommuniste et peu encline à menacer la paix du travail.

Concernant les logements, la plupart des représentants de l'assemblée susmentionnée invoquent la pénurie. Le conseiller d'État genevois explique que, si les saisonniers se contentent de dormir à quatre ou cinq dans une chambre, ce n'est pas le cas des Hongrois. En bref, ils sont considérés comme difficiles et les conclusions de la réunion en témoignent :

> « *Une partie de ces réfugiés quittèrent les localités de moyenne ou faible importance dans l'intention d'aller vivre en ville. Les réfugiés refusèrent surtout de travailler dans l'agriculture, le service de maison ou l'hôtellerie. Cette*

---

[122] Procès-verbal de la conférence des directeurs cantonaux de police concernant l'accueil éventuel de nouveaux réfugiés hongrois en Suisse, 15 mars 1957, CH-BAR#E4001D#1973/125# 1434*.
[123] Ici, rapport de M. Friedrich, s.d., AEG : 1968 va 1.20.13.
[124] « Die ungarische Tragödie. Aus Lesebriefen an die NZZ », *Neue Zürcher Zeitung*, 8 décembre 1956 ; pour la Suisse romande, on peut citer « Des réfugiés au droit d'initiative », *Feuille d'avis de Lausanne*, 30 novembre 1956.
[125] Birkás Judit, *Die Ungarnflüchtlinge von 1956 in der Schweiz…*, p. 57.

attitude a fortement refréné l'enthousiasme de notre population et, partant, son empressement à venir en aide aux réfugiés. »[126]

Le manque de candidates et candidats hongrois dans ces trois domaines est régulièrement mentionné par les autorités. Dans le cas de l'hôtellerie, on relève les difficultés liées à la langue. Outre le problème de l'emploi de réfugiés pour du travail saisonnier[127], l'Office de travail du canton du Valais est contraint de répondre négativement aux offres d'emploi pour maçons, machinistes, mécaniciens sur le chantier de la Grand Dixence. Motif : les réfugiés « *ne supportent pas l'altitude* » qui leur donnerait mal à la tête[128].

Les fonctionnaires fédéraux ou cantonaux semblent irrités que les réfugiées et réfugiés ne prennent pas automatiquement l'emploi qu'on leur donne et ne restent pas à l'endroit de leur placement. Même si le contexte est plus tardif, cet agacement n'est pas sans rappeler quelques passages du livre de Julia Franck, *Feu de camp*, qui raconte le désenchantement d'une réfugiée est-allemande à Berlin-Ouest. L'écrivaine dépeint le dédain des fonctionnaires du bureau de l'emploi, particulièrement face à celles et ceux qui refusent la place de travail qu'on leur attribue : « *En fait, tu ne veux pas de travail!* », et plus loin : « *Vous avez des exigences !* »[129].

L'un des rapports de Schürch à Feldmann qui relève de « *nombreuses difficultés* » dans l'insertion trahit bien ce sentiment : Schürch cite quelques exemples symptomatiques. Par exemple, ce cas de réfugiées et réfugiés dans la caserne de Lucerne pour qui seule la ville de Zurich est une option. D'autres refusent de travailler à 2,40 CHF de l'heure, n'acceptent que 3 CHF[130]. Les autorités n'avaient vraisemblablement pas prévu ce cas de figure et ne semblent pas prendre en compte un facteur que nous avons pu déceler dans les témoignages : la déception d'une partie des Hongroises et Hongrois quant à la place de travail ou au lieu qu'on leur attribue.

---

[126] Conclusions tirées des opinions émises lors de la conférence des directeurs cantonaux de police, du 15 mars 1957, relative à l'admission éventuelle de nouveaux réfugiés, CH-BAR#E4280A#1998/296# 191*.

[127] Selon le représentant valaisan, en plus des réticences des réfugiés eux-mêmes, les employer dans l'industrie des bâtiments, sur des chantiers de routes et des barrages signifierait qu'ils seraient au chômage de décembre à mars, comme par ailleurs 700 Suisses (pour l'hiver 1956-57).

[128] Lettres de Grande Dixence SA, AEV, 3510-1984/33, 9.1.3.

[129] Franck Julia, *Feu de camp*, Paris : Flammarion, 2011, p. 143-144.

[130] « Ungarische Flüchtlinge », rapport d'Oscar Schürch à Markus Feldmann, 14 janvier 1957, p. 3, CH-BAR#E4001D#1973/125# 1434*.

Cette expérience n'est pas propre à la Suisse. En France, le Comité de la CIMADE, chargée de l'aide aux réfugiés, constate en 1957 :

> « *Les Français se sont fait des illusions sur la Hongrie et les Hongrois sur la France. Il faut ajouter à cela la grosse difficulté de la langue, les différences de conditions de travail; et l'insuffisance des logements pour comprendre pourquoi les Hongrois s'adaptent difficilement. Cette difficulté d'adaptation explique à son tour l'instabilité de ces nouveaux réfugiés. Beaucoup d'entre eux sont en instance d'émigration, d'autres sont irrésistiblement attirés par Paris où ils pensent trouver de meilleures conditions de vie, d'autres sont obligés de changer d'hôtel fréquemment. Un peu plus de 400 réfugiés sont rentrés en Hongrie.* »[131]

Les autorités des pays d'accueil déplorent cette attraction des villes, que beaucoup de réfugiées et réfugiés considéraient comme la promesse d'une amélioration de leurs conditions de vie.

Des voix dissonantes

Ce type de hiatus est gênant pour l'élite politique suisse, car sa récupération pourrait décrédibiliser la mobilisation autour des réfugiées et réfugiés. Dans le courant du mois de novembre, alors que leur arrivée occupe de pleines pages de la presse bourgeoise, la *Voix ouvrière* et le *Vorwärts,* organes du PdT n'évoquent pas leur présence jusqu'au début décembre. Tout juste rapportent-ils les communiqués qui annoncent l'arrivée des contingents.

La *Voix ouvrière* et le *Vorwärts* saluent à demi-mot l'efficacité de l'accueil, tout en dénonçant inlassablement l'instrumentalisation politique des événements de 1956. Ils proposent des articles rappelant l'accueil glacial ou inexistant des autorités suisses pour ceux qui fuyaient un régime ou une guerre (le fascisme italien, la guerre d'Espagne, mais aussi la Hongrie d'Horthy dans les années 1930, puis le nazisme) : « *On les mettait en prison comme des étrangers indésirables, on les chassait et on les expulsait, dans le "meilleur" des cas, on les internait…* »[132] Jean Vincent oppose leur vécu à celui des Hongrois pour lesquels le *Journal de Genève* demande « *des pièces avec cuisines dans des villas* […]*, des fermes, des pavillons de week-end ainsi que des emplois dans le commerce*

[131] Rapport d'activité du Service hongrois de la CIMADE, novembre 1956-avril 1957, ACIMADE-BDIC : F delta 2149/2157.

[132] Vincent Jean, « Histoire des émigrations », *Voix ouvrière*, 28 novembre 1956 ; « Winterthur. Hilfe », *Vorwärts*, 11 janvier 1957.

et l'industrie»[133]. L'organe du PdT relaie les propos similaires du *Messager social*, un journal chrétien-social, qui insiste, sans les remettre en cause, sur les privilèges accordés aux Hongrois en les opposant aux contraintes rencontrées par les réfugiés de la dernière guerre : ceux de 1956 peuvent contacter les responsables militaires, signaler leurs besoins. Par ailleurs, ils sont libres de sortir, ils ne sont pas surveillés militairement, ont de l'argent de poche, des livres, la radio, des contacts avec les œuvres d'entraide[134]. On relève, parfois avec cynisme, le revirement des autorités suisses en termes de politique d'asile. La situation «*privilégiée*» des réfugiés est régulièrement comparée à celle de «*nos*» pauvres, notamment les personnes âgées ou des familles d'ouvriers qui attendent depuis des mois un appartement décent[135].

La presse communiste dénonce aussi la situation précaire et le logement «*dans des baraques dénuées de conditions élémentaires d'hygiène*» des travailleurs étrangers, pendant que les Hongrois sont logés dans des hôtels ou des «*appartements tout confort*»[136]. On pointe ainsi du doigt la générosité de circonstance du camp bourgeois qui, non content de décrédibiliser le PdT, s'emploierait maintenant à utiliser les réfugiés pour ses propres intérêts. Ce sont surtout les industries et les grosses entreprises qui sont accusées de profiter allégrement de leur venue, d'une part en termes d'image – chaque annonce que telle ou telle entreprise parraine une famille de Hongrois est une forme de publicité –, mais aussi et surtout en terme économique[137].

On dénonce également l'emploi de réfugiés dans les mines belges (désertées par les Italiens en raison des conditions de travail trop mauvaises) et leur utilisation comme briseurs de grève, notamment dans le secteur du métal de Schleswig-Holstein[138].

Le seul point où les observations convergent dans la presse bourgeoise et dans la presse communiste concerne les illusions que se seraient faites les réfugiés sur l'«*Ouest doré*». Là où la presse de la gauche ouvrière constate la déception des réfugiés face au rythme effréné de travail et le manque de

[133] «Winterthur. Hilfe», *Vorwärts*, 11 janvier 1957.

[134] «Accueil aux réfugiés», *Voix ouvrière*, 5 février 1957.

[135] «St Galler Brief», *Vorwärts*, 4 décembre 1956; «Incidents hongrois à la caserne», *Voix ouvrière*, 23 janvier 1957; «Wo bleiben die Wohnungen für die Schweizer», *Vorwärts*, 22 décembre 1956; «Winterthur. Hilfe», *Vorwärts*, 11 janvier 1957.

[136] «Baselland. Unternehmergrosszügigkeit für ungarische Flüchtlinge», *Vorwärts*, 5 décembre 1956.

[137] «Menschenhandel mit ungarischen Flüchtlingen», *Vorwärts*, 6 décembre 1956.

[138] «Die meisten Flüchtlinge wollen wieder zurück», *Vorwärts*, 1er décembre 1956; «Menschenhandel mit ungarischen Flüchtlingen», *Vorwärts*, 6 décembre 1956.

politique sociale, la presse bourgeoise interprète cela comme le résultat des frustrations accumulées dans le monde communiste et d'une idéalisation naïve du monde capitaliste[139]. Dans la presse traditionnelle, si on reconnaît à demi-mot que : « *l'incorporation est difficile parce que les Hongrois ne montrent aucun empressement à accepter des places dans les industries où l'on manque de personnel* », on relève volontiers que « *les communistes suisses ont tenté de soulever l'opinion contre les réfugiés hongrois* »[140]. Globalement, les critiques directement adressées aux Hongroises et Hongrois restent rares, surtout en Suisse romande, où le débat est moins visible dans la presse.

Mais l'emploi de cette thématique permet surtout au PdT d'attirer l'attention sur ses combats : contre la pénurie de logements, le *dumping* salarial ou en faveur des personnes âgées. C'est aussi une manière de dénoncer l'accueil opportuniste, hostile ou inexistant des étrangères et étrangers d'hier ou d'aujourd'hui dans la société suisse.

Cette méfiance envers la population immigrée, latente dans la société suisse, ne tarde pas à resurgir : au moment de décider, au printemps 1957, si oui ou non un nouveau contingent de réfugiées et réfugiés doit être accueilli en Suisse.

Arrivées sélectives : le contingent de Yougoslavie

Début 1957, des voix s'élèvent pour que la Suisse accueille plus de Hongroises et Hongrois et favorise le regroupement familial[141]. Comme on l'a vu, la situation des personnes qui stagnent en Yougoslavie alerte le HCR qui renouvelle les appels en leur faveur, y compris auprès du Conseil fédéral. Celui-ci envisage dès lors d'accepter un contingent supplémentaire, non sans prendre certaines précautions. De manière confidentielle, Feldmann se

[139] « Flüchtlingsnöte », *Vorwärts*, 18 janvier 1957 ; Buss Richard, « Beschwerlicher Weg zurück vom Heldentum », *Die Tat*, 4 février 1957 ; « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957.

[140] Kp., « Où en est la question des réfugiés hongrois en Suisse ? », *Le Nouvelliste*, 28 mars 1957.

[141] La Confédération délivre quelques centaines d'autorisations d'entrée à des personnes qui ont un membre de leur famille déjà en Suisse. En tout, 1 941 permissions d'entrées sur le territoire seront octroyées jusqu'à mars 1957. Il est aussi possible pour des Hongroises et Hongrois ou des Suisses d'inviter quelqu'un à condition que la personne puisse garantir financièrement son entretien. Procès-verbal de la conférence des directeurs cantonaux de police, 15 mars 1957, p. 9, CH-BAR#E4001D#1973/125# 1434* ; Lettre de Markus Feldmann aux départements de police des cantons, 4 mars 1957, CH-BAR#E4280A#1998/296# 191*.

dit désireux – en tirant « *les enseignements nécessaires* » des expériences faites avec les Hongrois – d'éviter « *la venue d'éléments indésirables* »[142]. Si jusque-là aucune sélection n'a été effectuée par la Suisse, le DFJP plaide cette fois pour l'envoi d'une délégation en Yougoslavie et un choix de réfugiés sur la base de critères stricts. Reynold Tschäppät, lors d'une réunion avec l'OCSAR, expose les options envisagées : cette délégation devrait être composée d'un expert de la Section « main-d'œuvre » de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (OFIAMT) et d'un représentant de l'OCSAR. Les réfugiés choisis sur place devraient être des personnes « *professionnellement intéressantes* », si possible issues de milieux ruraux. Aux yeux des fonctionnaires fédéraux, il faut éviter autant les problèmes liés à l'insertion professionnelle que les « *difficultés* » du placement de Budapestoises et Budapestois dans des petites bourgades suisses. Ils devraient parler une langue nationale et être en bonne santé. Enfin, on souhaite privilégier l'arrivée de petites familles, des couples avec un à deux enfants, pour éviter les « *problèmes* » que donnent les jeunes[143].

Après l'élaboration de ces principes quelque peu irréalistes, le DFJP convoque tous les directeurs cantonaux de police afin de sonder les capacités d'accueil. Dans cette assemblée, Feldmann et Schürch expliquent aux chefs de police que la situation des 11 000 réfugiés encore dans les camps yougoslaves est particulièrement préoccupante et qu'ils proposent d'en accueillir plusieurs centaines. Comme nous l'avons vu, les responsables des cantons se montrent très réticents à la venue d'un nouveau contingent, invoquant aussi bien la surchauffe que les « *problèmes* » posés par les Hongrois[144]. Dans une longue conférence introductive, Schürch les rassure : les nouveaux venus seront bien répartis et surtout, sélectionnés sur place[145]. Dans ses mémoires, Feldmann se montre conscient de cette baisse de popularité : il relève que de plus en plus de voix s'indignent de la rapidité avec laquelle des logements sont trouvés pour les Hongrois alors que beaucoup de Suisses dans le besoin sont logés

[142] Lettre de Markus Feldmann aux départements de police des cantons, 16 avril 1957, CH-BAR#E4280A#1998/296# 191*.

[143] « Zur Frage der Aufnahme weiterer ungarische Flüchtlinge », 12 mars 1957, CH-BAR#E4280A#1998/296# 191* ; Protokoll der 62. Vorstandssitzung der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, Bern, 24 janvier 1957, AfZ-SFH : 55 (A).

[144] Lettre de Markus Feldmann aux départements de police des cantons, 16 avril 1957, CH-BAR#E4280A#1998/296# 191*.

[145] Procès-verbal de la conférence des directeurs cantonaux de police concernant l'accueil éventuel de nouveaux réfugiés hongrois en Suisse, 15 mars 1957, p. 13, CH-BAR#E4001D#1973/125# 1434*.

dans des conditions misérables[146]. Finalement – et Feldmann présente dans son journal cette décision comme un compromis – le Conseil fédéral décide tout de même d'autoriser, en mars 1957, l'arrivée d'un nouveau contingent de 500 personnes[147].

Le travail de la délégation envoyée en Yougoslavie est très peu documenté. Elle a en tous les cas eu contact avec les candidates et candidats et n'a pas manqué de les avertir «*qu'un travail astreignant l'attend*[ait] *dans notre pays*»[148]. Les arrivées de ce troisième contingent s'échelonneront au cours du printemps et de l'été 1957[149]. Âgée de 16 ans, l'une de nos témoins, Edit Király était réfugiée avec sa famille à Brestanica en actuelle Slovénie. La famille espérait rejoindre les États-Unis, la Suisse ou la Suède. Lorsque la visite de la délégation suisse est annoncée le 8 août 1957, le père d'Edit Király s'inscrit pour un entretien et rencontre les émissaires suisses qui lui posent différentes questions sur sa famille, son métier, etc. La famille correspond parfaitement aux critères établis par les autorités suisses : un couple avec deux enfants, de milieu plutôt rural ; le père est mécanicien automobile, un métier recherché en Suisse et Edit a quelques notions d'allemand[150]. Sur la base du fichier central de l'OCSAR et de l'étude du profil des réfugiées et réfugiés provenant de Yougoslavie, nous pouvons dire que ces critères sont en fait rarement respectés, sans doute parce que les personnes qui répondent aux exigences de la sélection ne sont pas nombreuses[151].

Le fait que le travail de cette délégation en Yougoslavie soit peu documenté n'est probablement pas un hasard : la Division de police ne semble pas encline à faire connaître au public cette sélection. Trois indices le laissent penser. D'abord, dans la première version corrigée du protocole de la réunion des directeurs de police mentionnée, probablement par Reynold Tschäppät, des phrases stipulant les buts de la délégation (le choix de candidats) sont tracées ou édulcorées[152]. Deuxièmement, le communiqué de presse consécutif à cette réunion évoque simplement le quota sans mentionner une

[146] Sidler Roger, Moser Peter (éd.), *Markus Feldmann Tagebuch…*, t. 5, p. 278.

[147] Communiqué du DFJP, 16 mars 1957, CH-BAR#E4001D#1973/125# 1434*.

[148] Lettre de Markus Feldmann aux départements de police des cantons, 16 avril 1957, CH-BAR#E4001D#1973/125# 1434*.

[149] Du 29 avril au 9 août : 367 personnes issues des camps yougoslaves, auxquelles s'ajoutent 124 arrivées individuelles autorisées (regroupements familiaux), ce qui porte le contingent à 491 personnes, CH-BAR#E3300C#1988/32# 351*.

[150] Entretien avec Edit Király, Berne, 22 août 2018.

[151] AfZ-SFH : Zentrale Flüchtlingskartei der Schweizerischen Flüchtlingshilfe (Kartothek).

[152] Version intermédiaire du protocole de la conférence des directeurs cantonaux de police, du 15 mars 1957, CH-BAR#E4280A#1998/296# 191*.

quelconque sélection[153]. Enfin, une lettre du directeur de l'Office fédéral de la santé publique chargé de coordonner les contrôles sanitaires témoigne de la confidentialité de cette information. Ce dernier s'en étonne et dit avoir appris « *par hasard* » qu'une commission suisse se rendait en Yougoslavie[154].

Bien que lacunaires, les rapports qui documentent l'accueil de ce contingent en disent long sur l'essoufflement progressif de l'élan humanitaire de la Suisse officielle. Ils laissent penser que les autorités sont beaucoup plus méfiantes et soucieuses que celles et ceux qui rejoignent la Suisse soient vraiment convaincus de rester. Le DFJP s'efforce de rassurer les cantons sur la « *qualité* » des personnes choisies ; on évoque même l'espoir que la délégation puisse baser son choix sur « *le caractère des réfugiés, dans la mesure où il est possible de s'en faire une idée* »[155]. Relevons que cette posture méfiante n'est pas propre à la Suisse et que dans de nombreux pays, la parenthèse humanitaire de 1956 touche bientôt à sa fin.

Les paradoxes de la générosité

> « *À Buchs, à la frontière austro-suisse, arrivent déjà les premiers trains de réfugiés hongrois venus trouver asile en Suisse. Ils ont fui l'enfer de la haine et de la répression et sont sans force et sans espoir. Chaque transport amène des femmes et des enfants dont les maris, dont les pères sont restés dans leur patrie pour combattre jusqu'à la mort.* […] *Les yeux des enfants reflètent une tristesse infinie.* »[156]

Ce type de message, ici diffusé par les actualités filmées, induit en erreur beaucoup de Suisses et Suissesses, ou les conforte dans leurs représentations. On croit à l'arrivée prochaine de familles, d'orphelines et orphelins ou de *Roteskreuz Kinder* comme cela avait été le cas au cours des deux conflits mondiaux. Si les

---

153 « *Il n'est plus question d'accueillir en Suisse des contingents massifs de réfugiés hongrois jugent les chefs des Départements cantonaux de justice et police* », *Gazette de Lausanne*, 19 mars 1957.

154 Lettre d'Arnold Sauter à la Division de police du DFJP, 23 avril 1957, CH-BAR#E3300C#1988/32# 351*.

155 Conclusions tirées des opinions émises lors de la conférence des directeurs cantonaux de police, du 15 mars 1957, relative à l'admission éventuelle de nouveaux réfugiés ; Lettre de Markus Feldmann aux départements de police des cantons, 16 avril 1957, CH-BAR#E4280A#1998/296# 191*.

156 « Les réfugiés hongrois », *Ciné-Journal suisse*, 11 novembre 1956, (0745-2), Fonds du Ciné-Journal suisse, min : 00:37 à 01:25.
En ligne : http://www.memobase.ch/#document/SFW_CJS_CGS-CJS_0745-2 (18 août 2017).

comités cantonaux se rendent rapidement compte que « *la population se fait une idée fausse* » en confondant « *réfugié et enfant* »[157], les premiers articles qui datent d'avant l'arrivée des premières et premiers réfugiés relaient cette vision : « *Dans un mois environ, des enfants hongrois viendront en Suisse et on compte sur la compréhension des familles pour les accueillir.* […] [L]*e nombre de ces pauvres gosses sera certainement très élevé.* »[158] Plus tard, dans certains journaux, on relève cette erreur sans pour autant perdre toute sympathie pour les réfugiées et réfugiés et en espérant l'arrivée… d'enfants malgré tout :

> « *La Gruyère a donc ses Hongrois.* […] *Légère déception ! On attendait des familles nombreuses. On avait préparé amoureusement des chambres d'enfants avec de petits lits blancs et des amoncellements de jouets. Sans doute, ce sont presque des gosses qui sont arrivés. Ils ont entre 17 et 20 ans. Mais ils sont dûment mariés. Ils n'ont tout juste pas eu le temps de fabriquer toute la progéniture que l'on espérait. Bah ! Ça viendra peut-être…* »[159]

Les appels lancés dans la presse pour obtenir des offres d'emploi ou de logement ont comme résultat l'arrivée de très nombreuses lettres. Ces écrits conservés dans certaines archives cantonales donnent des indications précieuses sur les attentes des Suisses. En Valais, par exemple, les propositions de couples offrant une place pour un ou des enfants hongrois sont nombreuses. D'autres lettres révèlent un mélange de charité et d'intérêts pragmatiques. Dans toute la Suisse, on cherche à accueillir des personnes à mi-chemin entre bonne à tout faire et membre de la famille. Ainsi, un homme âgé écrit : « *Comme vœux de Noël, nous désirons accueillir une famille hongroise à titre définitif comme membre de la famille.* » Un peu plus loin, il précise : « [Mon] *épouse est un peu infirme des jambes et elle a de la peine à faire tout le travail à la maison.* […] *Impossible de trouver des jeunes filles ou grands enfants suisses alors on prend du personnel étranger, c'est la seule solution.* »[160] De même, des hommes qui souffrent de solitude n'hésitent pas à transmettre leurs offres… Mais des hommes sont aussi demandés : « *Envoyez-moi donc tout de suite un bon paysan de là-bas avec un enfant. Nous n'avons pas d'homme à la maison à part mon mari qui a 81 ans, ils seront bien traités.* »[161] Les offres sont auscultées par les

[157] Protocole de la séance d'information, tenue à Sion, dans la salle des séances du Conseil d'État, 29 novembre 1956, AEV : 3510-1984/33, 9.1.1.
[158] RWS, « Les Neuchâtelois et l'aide à la Hongrie », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 9 novembre 1956.
[159] « "Nos Hongrois" », *La Gruyère*, 10 janvier 1957.
[160] Lettre d'un particulier, 25 novembre 1956, AEV : 3510-1984/33, 9.1.3.
[161] Lettre d'un particulier, 29 novembre 1956, AEV : 3510-1984/33, 9.1.3.

Croix-Rouge locales qui donnent leur assentiment (ou non) à l'office cantonal du travail. C'est aussi face à ces attentes qu'au moment de débattre de l'accueil d'un nouveau quota, le DFJP espère recruter des familles pour répondre aux propositions d'accueil qui n'ont pas pu être satisfaites[162].

Si chaleureux et spontané qu'il soit, cet accueil n'est pas sans compter un certain nombre de contradictions. Les réfugiées et réfugiés hongrois font face à l'attitude et au regard des autochtones : générosité, mais aussi paternalisme, intérêt pragmatique, curiosité ou encore méfiance. À cela s'ajoute un rapport aidant-aidé parfois gênant, comme l'exprime Kristof :

> « *Noël approche quand nous prenons le train. Il y a des branches de sapin sur la tablette devant la fenêtre, du chocolat et des oranges. C'est un train spécial. À part les accompagnateurs, il n'y a que des Hongrois dedans et ce train ne s'arrête qu'à la frontière suisse. Là, une fanfare nous accueille, et de gentilles dames nous passent par la fenêtre des gobelets de thé chaud, du chocolat et des oranges. Nous arrivons à Lausanne. Nous sommes logés dans une caserne* […] *près d'un terrain de football. De jeunes femmes habillées en militaires prennent nos enfants avec des sourires rassurants. Hommes et femmes sont séparés pour la douche. On emporte nos vêtements pour les désinfecter. Ceux parmi nous qui ont déjà vécu une situation semblable avoueront plus tard qu'ils ont eu peur. Nous sommes tous soulagés de nous retrouver après, et surtout, de retrouver nos enfants propres, déjà bien nourris.* […] *Le dimanche, après le match de football, les spectateurs viennent nous voir derrière la barrière de la caserne. Ils nous donnent du chocolat et des oranges, naturellement, mais aussi des cigarettes et de l'argent. Cela ne nous rappelle plus les camps de concentration, mais plutôt le jardin zoologique. Les plus pudiques d'entre nous s'abstiennent de sortir dans la cour, d'autres par contre passent leur temps à tendre la main à travers la barrière et à comparer leur butin.* »[163]

De nombreux commentaires dans la presse relaient une forme émotionnelle et misérabiliste d'anticommunisme : « *Une vieille femme fixe un bouquet posé sur une table. Depuis combien de temps n'a-t-elle pas eu l'occasion de regarder une fleur ?* » ou encore « [À Zurich] *nous avons vu les enfants de Hongrie recevoir la première poupée, le premier jouet de leur vie* »[164].

---

[162] Schürch Oscar, « Zur Frage der Aufnahme weiterer ungarische Flüchtlinge », 12 mars 1957, CH-BAR#E4280A#1998/296# 191*.

[163] Kristof Agota, *L'analphabète*, Genève : Zoé, 2004, p. 38-39.

[164] RWS, « L'arrivée émouvante de 72 réfugiés hongrois hier soir à Neuchâtel », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 14 novembre 1956 ; Gygax Georges, Martin François (De nos envoyés spéciaux), « Ils n'ont plus rien, mais l'enfer est derrière eux », *L'Illustré*, 22 novembre 1956.

L'ignorance des Suisses sur la Hongrie a irrité certains de nos témoins. Jadis étudiant en physique, Gyula Nagy s'agace d'entendre une amie de la famille chez qui il était logé lui dire : « *Nous étions à Paris, vous ne savez sans doute pas, c'est la capitale de la France* »[165]. Cet exemple parmi d'autres témoigne de la méconnaissance des Suisses des pays d'Europe centrale, perçus au mieux comme lointains et exotiques, au pire comme arriérés et sous-développés. Cette méconnaissance est parfois teintée de romantisme. La *Feuille d'avis de Lausanne* évoque les Hongrois comme des « *artistes nés* », qui auraient constamment « *besoin de musique* »[166].

Des études sur le cas hongrois ou d'autres groupes réfugiés de la guerre froide montrent, outre cette expression de stéréotypes ou d'ignorance sur l'Europe centrale, le sentiment partagé par ces personnes d'être en permanence considérées, dans une vision réductrice, comme « *une pauvre victime du communisme* » sauvée par la Suisse[167]. Sentiment qu'évoque la Slovaque Irena Brežná, réfugiée en Suisse en 1968, dans son livre *L'ingrate venue d'ailleurs* avec un humour féroce :

> « *Une femme maigre nous conduisit à travers de longs couloirs. Son regard plein de pitié glissa sur moi. Je me retournai pour chercher la malheureuse à qui il s'adressait, mais le monde était vide. Cette femme, qui n'était ni fardée ni crêpée, avait pitié de moi ! Je tâtai mon corps, il était encore entier. Je sentis tout à coup mon âme boiter sur le chemin qui mène à la couche de réfugiée.* »[168]

Autre exemple de ces décalages : si la plupart des personnes que nous avons rencontrées disent avoir bien vécu la prise en charge et leurs premiers jours en Suisse, trois d'entre elles nous ont confié leur gêne au moment du contrôle sanitaire. Mária Szőregi se rappelle :

> « *Il y avait quatre ou cinq médecins avec un traducteur qui nous ont dit de nous déshabiller, tout nus ! Ils ont vérifié si on n'a pas des boutons, si on n'a pas des poux, des trucs comme ça. Ils nous posaient des tas de questions* […]. *Et puis on est rentré dans une autre salle, c'était la douche, il y avait des femmes qui nous ont lavés* […] *mais après, c'est ça qui était pénible, ce contrôle qu'ils*

---

165 Entretien avec Gyula Nagy, canton de Zurich, 23 mars 2018.

166 P. V., « Visite aux Hongrois réfugiés à Lausanne », *Feuille d'avis de Lausanne*, 15 décembre 1956 ; « À Montreux, ils savent encore sourire », *L'Illustré*, 29 novembre 1956.

167 Michelet Magali, *« Sen a skutečnost » : Rêve et réalité. Une histoire orale de l'exil tchécoslovaque en Suisse après 1968* [mémoire de master en histoire contemporaine], Fribourg, 2018, p. 107-108. Voir aussi Birkás Judit, *Die Ungarnflüchtlinge von 1956 in der Schweiz…*, p. 59.

168 Brežná Irena, *L'ingrate venue d'ailleurs*, Lausanne : Éditions d'En bas, 2014, p. 6.

ont fait […] *on était des gens normaux, on ne venait pas de loin et c'était un peu choquant* […]. *On a dû donner des habits qu'ils ont désinfectés.* »[169]

Un autre de nos témoins, Bálint Basilides, écrit :

« *Avec les hommes il* [ndlr. Bálint enfant] *avance vers les douches dont on entend le bruit agréable. Après ce long voyage ça ne sera pas un luxe. Au détour du mur tous s'arrêtent, refluent. Il doit y avoir une erreur. Il y a là des femmes coiffées de bonnets en caoutchouc et en costume de bain. Elles ont des gants.*

Elles appellent, elles font signe d'avancer […]

L'enfant entend les discussions indignées des hommes qui se sentent humiliés. Ils ne pensaient pas venir d'un pays dont les habitants doivent être désinfectés comme du bétail. »[170]

Autre paradoxe : les actes de charité ont souvent un caractère ostentatoire. Annoncés dans la presse, ils s'apparentent à autant de vitrines destinées à donner une bonne image de leurs émetteurs. En outre, comme le relève Lanz, les Suisses participent ainsi, consciemment ou non, à une sorte de démonstration de leur bien-être, particulièrement dans l'aide matérielle[171]. Cet étalage de richesses contribue à établir un rapport asymétrique dans lequel les réfugiées et réfugiés s'apparentent à des enfants. C'est ce qu'exprime Agota Kristof dans l'extrait précédemment cité en insistant à trois reprises sur les oranges et le chocolat offerts aux réfugiés. Ainsi, dans les centres de la Croix-Rouge, comme celui de Chaudron à Lausanne, les « *dames* […] *renseignent, conseillent, grondent parfois* ». Du travail bien fait à l'usage du dentifrice en passant par la valeur de l'argent, « *ils ont tout à apprendre* » : c'est, en substance, le message délivré par des articles qui rendent compte de « *l'appui moral* » dispensé aux nouveaux arrivés[172].

Toutes ces actions ne sont pas sans susciter une gêne chez nos témoins qui disent s'être sentis constamment redevables. Le luxe, les vitrines alléchantes pleines de richesses, ils ne peuvent d'ailleurs pas encore y accéder par leurs propres moyens. Zita Müller évoque cet aspect : « *On avait envie d'acheter des produits dont on ne pouvait que rêver en Hongrie… on mettait notre nez contre*

[169] Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015.
[170] Basilides Bálint, *Le ciel bleu au fond du puits*, Neuchâtel : Éditions Alphil, 2021, p. 47.
[171] Lanz Rita, *Flüchtlingshilfe zwischen Vergangenheitsbewältigung und nationaler Selbstdarstellung…*, p. 108-109.
[172] « Au centre d'accueil de la Croix-Rouge », *Feuille d'avis de Lausanne*, 23 février 1957.

les vitres des magasins»[173]. Interrogé dans l'enquête de Casoar et Balázs, les mots de Bálint Basilides, réfugié à l'âge de 12 ans à Neuchâtel, résume à notre sens les paradoxes que nous venons de décrire :

> « *Nous avons vécu des années très difficiles. L'effort d'adaptation n'était pas aussi simple qu'on le croit. D'ailleurs dans les dix ans qui ont suivi notre arrivée en Suisse, la mère de deux autres jeunes Hongrois et ma mère se sont suicidées. Si on lit* Hier*, le roman d'Agota Kristof, on se rend compte que la situation n'était pas idéale.* […] *D'un côté, nous étions très heureux de la réception qui nous avait été faite, les gens étaient très aimables ; d'un autre côté, il y avait les défis de cette vie future qui se précisait, la crainte de savoir si on serait à la hauteur.* »[174]

À la lecture d'une coupure de journal gardée précieusement, car elle contenait un petit portrait de sa famille, l'ancien réfugié tique sur l'expression « *nos protégés* ». Elle témoigne, selon lui, l'ambiguïté de cet accueil et une « *espèce de paternalisme malsain* »[175].

C'est un sentiment analogue qui ressort du témoignage de Gyula Nagy. Celui qu'il appelle encore aujourd'hui Monsieur Müller, ce directeur de l'école de la bourgade zurichoise qui l'a fait venir, prend le jeune Hongrois sous son aile[176]. « *Il me donnait 130 CHF par mois, il m'hébergeait dans sa famille, je mangeais avec eux, je faisais le ménage et le jardin.* » Après quelques mois, cette situation commence à peser sur le réfugié mais c'est à la fête de Noël 1957 que se produit le déclic. Nagy et ses compatriotes hébergés dans les environs avaient préparé des sketches raillant certaines attitudes perçues comme typiquement suisses. « *Monsieur Müller a alors pris la parole où il a critiqué "notre comportement" et nous a reproché de ne pas être assez reconnaissants* ». Gyula Nagy, sans nier la gentillesse avec laquelle il a été accueilli, déplore à la fois le manque d'ouverture des Suisses qui l'entouraient, l'absence de dialogue et le décalage entre les attentes des uns et des autres : « *C'est dommage que des gens comme Monsieur Müller aient dépensé tant d'argent et d'énergie pour les Hongrois sans prendre la peine de discuter avec nous* ».

---

[173] Entretien avec Zita Müller, Fribourg, 6 juillet 2015.

[174] Casoar Phil, Balázs Eszter, *Les héros de Budapest*…, p. 182.

[175] Casoar Phil, Balázs Eszter, *Les héros de Budapest*… D'autres analogies réfugiés-enfants dans « Ungarn im Tessin », *Die Ostschweiz*, 4 janvier 1957 et « Avec un train de réfugiés hongrois ou 36 heures de confidences », *Feuille d'avis de Lausanne*, 4 décembre 1956.

[176] Il s'agit d'un pseudonyme.

Gyula Nagy décide alors de renoncer à l'aide offerte par Monsieur Müller et de prendre son indépendance en rejoignant Zurich et en gagnant sa vie autrement qu'en étant au service des familles du voisinage : « *Il était choqué que je le quitte.* » Mais comme l'exprime Gyula Nagy : « *On est partis pour trouver la liberté, on voulait dire ce qu'on voulait, on voulait choisir où on voulait vivre, ce qu'on voulait manger!* »[177]

Dans un contexte différent, l'expérience de Zita Müller est similaire. Au contraire de Gyula Nagy, elle n'était pas la protégée de sa logeuse qui lui louait une chambre dans le Nord vaudois sans doute plus par besoin de revenus que par philanthropie ou anticommunisme. L'ancienne réfugiée se souvient du cadre autoritaire de cette location où elle devait éteindre la lumière à 22 heures, une question d'économie, probablement : « *Les logeurs, ils ne lisaient pas. Ça les dépassait que je veuille lire. Alors ça, ça m'a cassé les pieds! Moi qui cherche la liberté! À la maison je pouvais lire.* »[178]

Le témoignage de Suisses qui hébergent des Hongroises et Hongrois est aussi éclairant. Josette Szabó – qui épousera plus tard un réfugié – est âgée de 12 ans lors de l'Insurrection. Ses parents se prennent d'affection pour une jeune réfugiée rencontrée à Lausanne, qui parle un peu français. Le père de Josette décide de parrainer la Hongroise et de faire venir sa sœur, bloquée dans un camp en Italie. Mais bientôt, des déceptions se font sentir de part et d'autre :

> « *On a eu une jolie amitié avec ces deux sœurs. Mais Zsuzsa, celle d'Italie, n'acceptait rien, elle était têtue. Sa sœur avait pu commencer des études de chimie. Celle venue d'Italie voulait étudier la médecine mais mon père a dit "non, c'est trop, j'ai trois enfants". Même pour mes enfants, je ne pourrais pas payer l'université. Elle est partie un jour en laissant toutes les portes ouvertes, elle avait 19 ans. On a dû appeler la police. Après ça, mon père ne voulait plus de responsabilité. Mon père disait "moi je veux plus de contact avec les Hongrois".* »[179]

Ces exemples montrent que derrière l'énorme élan de solidarité, il y a des attentes bien précises. Nous allons maintenant observer comment se sont exprimés ces décalages et ce qu'ils révèlent des deux sociétés séparées par le Rideau de fer.

---

177 Entretien avec Gyula Nagy, canton de Zurich, 18 mai 2018.
178 Entretien avec Zita Müller, Fribourg, 6 juillet 2015.
179 Entretien avec Josette Szabó, Hévíz, 13 décembre 2015.

4.3 « Deux mondes en présence »

Du héros à l'émigré

Jusqu'à la fin novembre 1956, une partie de la société civile suisse se montre très impatiente d'accueillir des réfugiés. La presse calme même les ardeurs : « *Occasionnellement, des personnes qui s'étaient inscrites pour accueillir un réfugié sont devenues un peu impatientes* [mais] *le placement des réfugiés ne doit pas être laissé à l'improvisation.* »[180] Si les premières descriptions des réfugiées et réfugiés lors de leur arrivée au cours de l'automne 1956 idéalisent les fugitifs, le traitement médiatique change dès décembre 1956. Une conférence de presse organisée par l'OCSAR relève des « *difficultés* », des « *déceptions* » et des « *malentendus* » entre les Suisses et les Hongrois[181]. C'est sans doute pour parer aux rumeurs que le DFJP organise à son tour une conférence de presse le 6 février 1957 présidée par Markus Feldmann. Le message principal est le suivant :

> « *L'enthousiasme et la ferveur nés de l'événement et de sa brutalité ont fait place à des sentiments plus pondérés ou entrent d'ailleurs, de part et d'autre, un peu de lassitude et pas mal de déception. Deux mondes se sont trouvés brusquement en contact et il en résulte quelques frottements.* »[182]

Ce *leitmotiv* des « *deux mondes* » apparaît régulièrement dans la presse : « *le monde honnête, assez naïf, du citoyen suisse consciencieux* » et « *la masse hétérogène à fleur de peau de réfugiés, labourée de passion* »[183].

La conclusion des orateurs de la conférence du DFJP – que peu de journaux relaient – a de quoi surprendre : « *Il faut néanmoins reconnaître que*

---

[180] « Die schweizerische Hilfsaktion für das ungarische Volk », *Neue Zürcher Zeitung*, 19 novembre 1956.

[181] « Die ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 5 décembre 1956.

[182] La plupart des journaux rendront compte de cette conférence : G. P., « La Suisse et les réfugiés hongrois. Au terme d'une première étape », *Journal de Genève*, 7 février 1957. Et les autres comptes rendus : « Malgré de nombreuses difficultés, dix mille Magyars s'adaptent peu à peu à nos conditions de vie », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 7 février 1957 ; « Un rapport sur l'accueil des réfugiés hongrois en Suisse », *La Suisse*, 7 février 1957 ; « L'opinion de M. Feldmann sur… Le problème des réfugiés », *La Liberté*, 7 février 1957 ; « Erfahrungen mit den Ungarnflüchtlingen. Test den gegenseitigen Verständnisses », *Die Tat*, 8 février 1957 ; « Das Flüchtlingsproblem in offizieller Sicht », *Die Ostschweiz*, 8 février 1957 ; « Die ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 7 février 1957.

[183] « Lagerkoller im Flüchtlingszentrum », *Die Ostschweiz*, 5 janvier 1957.

le 7 % à peine de tous les réfugiés doivent être considérés comme complètement inadaptables. »[184] Des formules telles que le « *malaise des réfugiés hongrois* »[185] ou « *Ungarnproblem* »[186] apparaissent progressivement. Le journal *La Suisse* caricature ce changement ainsi : « *Des femmes qui avaient supplié les autorités de leur accorder un réfugié pour le choyer écrivent maintenant pour qu'on le reprenne.* »[187] La presse relève souvent le côté prévisible de ce supposé fossé entre les deux mondes : « *On ne "marie" pas deux races, deux populations aussi différentes sans prendre de gros risques.* »[188] Outre la « *répulsion qu'éprouvent maints réfugiés pour certains travaux* »[189], phénomène déjà évoqué plus haut, les problèmes supposés concernent différents niveaux.

Un premier niveau a trait à la vie quotidienne : des décalages apparaissent dans la presse, particulièrement dans les éditoriaux. *La Suisse* déplore que la publication d'une photographie d'une famille de réfugiés tranquillement attablée dans un home de Leysin ait suscité des réactions :

> « *Eh bien ! Figurez-vous que cette photo a… comment dirais-je ? Elle a "déçu" certaines gens. Oui. Des personnes qui ont généreusement donné pour les Hongrois se sont offusquées d'une vision qui ne correspond pas à la situation tragique dans laquelle se débat encore l'infortunée nation.* »[190]

Dans le même ordre d'idée, les journalistes rapportent que des Suisses supportent mal les signes extérieurs de coquetterie chez les réfugiées et réfugiés : « *Quelques habitants de cette ville* [ndlr. Herisau] *se sont froissés de ce que les émigrées se présentent lèvres peintes !* »[191] Ailleurs, on s'indigne de les voir entrer dans les restaurants, de les entendre demander où ils et elles peuvent danser, on trouve leur consommation de cigarettes exagérée, quand ce n'est pas celle

---

184 « L'opinion de M. Feldmann sur… Le problème des réfugiés », *La Liberté*, 7 février 1957.

185 Dénes Tibor, « Le "malaise" des réfugiés hongrois en Suisse », *L'Impartial*, 18 septembre 1957.

186 Gut Hans, « Gedanken zum Ungarnproblem in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 9 février 1957. Sur le sujet voir : Zimmer David, *Ungarn vererben?: intergenerationelle Tradierung von Zugehörigkeit am Beispiel ungarischer Immigranten in der Schweiz*, Berne : P. Lang, 2011, p. 88-89.

187 « Un rapport sur l'accueil des réfugiés hongrois en Suisse », *La Suisse*, 7 février 1957.

188 « Pour jouer le jeu de la bonne entente », *Feuille d'avis de Lausanne*, 13 avril 1957.

189 « L'opinion de M. Feldmann sur… Le problème des réfugiés », *La Liberté*, 7 février 1957.

190 Rousselle Cadet, « Au jour le jour » (éditorial), *La Suisse*, 2 décembre 1956. Et aussi : RWS, « Ils ont des qualités, ils ont des défauts, eux aussi sont des hommes », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 5 décembre 1956.

191 Rousselle Cadet, « Au jour le jour » (éditorial), *La Suisse*, 2 décembre 1956 ; « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957.

de l'eau chaude, ou de la (trop) bonne viande[192]. Lors de la conférence du DFJP susmentionnée, on laisse entendre que les réfugiés auraient la dépense facile, une tendance aux goûts de luxe. Un article d'un auteur hongrois publié dans *L'Impartial* illustre bien ce type de commentaires. Il raconte et justifie le désir irrépressible des Hongrois d'acheter une voiture et d'autres biens de consommation, tendance que *La Liberté* qualifie de « *prétentions* »[193]. Ce type de représentations aura des incidences concrètes sur les pratiques. Il arrive en effet que les entreprises versent le salaire non au réfugié lui-même, considéré comme incapable de gérer son salaire, mais à son *Betreuer* ou logeur[194]. Des voix s'élèvent également pour qu'on cesse de « *les gâter* »[195]. Un autre élément revient de façon récurrente : les Hongroises et Hongrois ne seraient absolument pas habitués au rythme de travail en Suisse. Dans le registre de la vie quotidienne, mentionnons encore les réticences qu'auraient les Hongrois à s'insérer dans la société. La presse rapporte pêle-mêle : ils resteraient « *trop agglutinés* »[196], ne feraient pas les efforts nécessaires pour apprendre les langues nationales, se réuniraient et feraient des fêtes (bruyantes) à la maison et rejetteraient la cuisine suisse[197]. Si les journalistes ne nient pas toujours ces tendances, ils s'empressent de trouver des explications à ce manque de motivation : ainsi, le rythme astreignant du travail en Suisse empêcherait les ouvriers de suivre des cours le soir et la nourriture hongroise permettrait d'atténuer le mal du pays qui ronge les « combattants de la liberté ». La difficulté de la langue est considérée comme le problème central. La *Neue Zürcher Zeitung* mentionne, outre l'absence totale de parenté du hongrois

[192] « Pour que les Hongrois retrouvent la joie de vivre », *Feuille d'avis de Lausanne*, 12 décembre 1956 ; « Lagerkoller im Flüchtlingszentrum », *Die Ostschweiz*, 5 janvier 1957 ; « Pour jouer le jeu de la bonne entente », *Feuille d'avis de Lausanne*, 13 avril 1957 ; « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957.

[193] Dénes Tibor, « Le "malaise" des réfugiés hongrois en Suisse », *L'Impartial*, 18 septembre 1957 ; « L'opinion de M. Feldmann sur… Le problème des réfugiés », *La Liberté*, 7 février 1957 ; « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957.

[194] Kohler Elisabeth, *Ein Dorf hilft den Ungarn* [travail de diplôme en travail social], Zurich, 1958, p. 33.

[195] « Holperige Ungarn-Hilfe », *Schweizer Wochen Zeitung*, 17 janvier 1957.

[196] « L'aide aux réfugiés hongrois », *La Suisse*, 7 février 1957.

[197] « L'aide aux réfugiés hongrois », *La Suisse*, 7 février 1957 ; « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957 ; « Die Ungarnflüchtlinge in der Schweiz », *Die Tat*, 7 décembre 1957 ; « Ungarn im Tessin », *Die Ostschweiz*, 4 janvier 1957 ; « L'aide aux réfugiés hongrois », *La Suisse*, 7 février 1957 ; sfd., « Warum sollten unsere ungarischen Flüchtlinge Engel sein ? », *Ostschweiz*, 9 février 1957 ; « Ungarische Frauen im Rampenlicht », *Berner Tagblatt*, 14 février 1957 ; « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957.

avec les langues nationales, le fait que les Hongrois, depuis qu'ils sont sous le joug soviétique, n'ont pour la plupart plus la possibilité d'apprendre les langues occidentales[198].

Un deuxième niveau de décalage rapporté par les commentaires de l'époque est celui de la sexualité et du genre. Un rapport final sur les camps de février 1957 évoque « *des étrangers dont l'éducation et la manière de vivre diffèrent complètement de nos coutumes* ». Mais ce qui étonne au plus haut point le militaire chargé de rédiger ce rapport est l'acceptation générale de couples non mariés, qui ont, dit-il, de la peine à se plier « *à notre manière de concevoir la discipline et l'ordre* » et réagiraient mal aux mesures qui visent à éviter la « *promiscuité* » entre les hommes et les femmes. Les fonctionnaires se trouvent face à une autre difficulté : l'impossibilité de savoir si les couples sont mariés ou « *résultat d'une liaison passagère* »[199]. Pour remédier à ce problème, le personnel militaire a d'ailleurs poussé certains couples à se marier, parfois dans les communes où étaient localisées les casernes.

En outre, dans leur rapport final, les fonctionnaires militaires s'étonnent de certains comportements qui transgressent leurs normes de genre : le fait par exemple que les hommes sachent parfaitement repasser et raccommoder, « *souvent mieux que les femmes* ». Ils s'étonnent aussi d'une « *chose curieuse : la profession de "ménagère" est inexistante* »[200].

Dans les rares commentaires sur ce sujet, la presse suggère que la mentalité des femmes hongroises aurait été masculinisée par les épreuves subies en Hongrie. La « page de la femme » du *Berner Tagblatt* propose des portraits de ces femmes « *dont l'éducation et la culture ne sont pas les nôtres* » exerçant des métiers traditionnellement masculins. On s'étonne que certaines femmes aient laissé leur enfant en Hongrie et de certains comportements : « *Eva R. a 19 ans, mère d'un petit enfant. Elle aussi travaille. Eva ne parvient pas à s'épanouir dans le travail ménager et* […] *laisse aussi volontiers le soin à son mari de s'occuper de l'enfant.* »[201] En filigrane, ces exemples montrent effectivement

[198] « Ungarn im Tessin », *Die Ostschweiz*, 4 janvier 1957 ; Pz., « Die ungarischen Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 5 décembre 1956.

[199] Aide aux réfugiés hongrois. Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, p. 23-25, CH-BAR#E4001D#1973/125# 1434*.

[200] Aide aux réfugiés hongrois. Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, p. 16 et 26, CH-BAR#E4001D#1973/125# 1434*.

[201] « Ungarische Frauen im Rampenlicht », *Berner Tagblatt*, 14 février 1957.

la confrontation de deux mondes : d'un côté une conception traditionnelle du couple, du rôle des femmes et de celui des hommes – pourvoyeurs et exemptés de travail domestique –, de l'autre une certaine acceptation des relations hors cadre conjugal et, en ce qui concerne les rôles, une société où la plupart des femmes exercent une profession hors du foyer et où, pourquoi pas, l'homme participe aux tâches domestiques.

Un troisième niveau de décalage regroupe les actes allant des prétendus écarts de comportement aux délits proprement dits des Hongrois. Souvent, la presse régionale les mentionne de manière assez floue sous les termes d'incidents « *regrettables* » (*unliebsame Zwischenfälle*) ou « *inévitables* »[202]. Dans des brèves et quelques articles, la presse relève des bagarres, une tendance aux abus d'alcool, ou des sorties nocturnes : « *La conduite de certains, le soir, peut froisser une partie de notre population qui a le sentiment que sa générosité est mal récompensée.* »[203] Des articles demandent même aux tenanciers de bars de servir avec modération de l'alcool aux Hongrois. Bientôt, la presse rapporte des suspicions quant aux motivations de leur fuite : « *Certaines personnes semblent reprocher à nos hôtes de ne pas se traîner comme des fantômes* […] *Pourquoi ont-ils quitté le pays ? La lutte continue pourtant.* » Ces ouï-dire sont aussitôt balayés par les journalistes, en les contrebalançant par des récits émouvants de combattants, parfois, en qualifiant de calomnies les « *bruits invraisemblables* » concernant le (mauvais) comportement des réfugiés[204]. On concède tout de même que tous n'étaient pas impliqués dans l'Insurrection, à l'instar de *L'Illustré* : « *il y a beaucoup de patriotes parmi eux, mais il y en a aussi qui ont profité des circonstances.* » Et le journaliste d'ajouter : « *Il y a des Tziganes, il y a des Israélites. Il y a des enfants, il y a des femmes. Il y a des paysans, des ouvriers, des intellectuels, des fonctionnaires et des analphabètes.* » Ces propos en disent également long sur la perception des minorités et des femmes, mises dans le

[202] H. D., « Das Leben der Ungarnflüchtlinge in Schaffhausen », *Schaffhauser Nachrichten*, 15 février 1957 ; Bw., « Problème résolu », *Feuille d'avis de Lausanne*, 16 janvier 1957.

[203] « Les réfugiés hongrois du Chanet et leur intégration dans la vie helvétique », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 3 décembre 1956 (pour le passage cité) ; « La Tour-de-Peilz. Une violente bagarre », *Feuille d'avis de Lausanne*, 7 janvier 1956 ; « Bagarre avec des réfugiés », *Feuille d'avis de Lausanne*, 8 février 1957 ; « Schlägerei zwischen ungarischen Emigranten, Polizei und Zivilisten », *Luzerner Tagblatt*, 31 juillet 1957 ; « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957 ; « Schlägerei zwischen ungarischen Emigranten, Polizei und Zivilisten », *Luzerner Tagblatt*, 31 juillet 1957.

[204] RWS, « Ils ont des qualités, ils ont des défauts, eux aussi sont des hommes », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 5 décembre 1956.

même groupe que les enfants[205]. On relève également la présence d'« *éléments douteux, sortis de prisons, des espions envoyés par le gouvernement Kadar ou par les Soviets* »[206] ou « *ici et là d'hommes et de femmes de peu de valeur* »[207].

Parmi la population réfugiée se trouvent plusieurs centaines d'enfants et d'adolescentes et adolescents non accompagnés, pour la plupart placés dans des familles d'accueil. Avec un regard empreint de sympathie, certains journalistes évoquent leur précocité supposée et expliquent qu'ils ont l'air beaucoup plus âgés qu'ils ne le sont, le « *visage marqué par le travail et les soucis* »[208]. Mais même la *NZZ* relève que « *certains Hongrois croient que, dans un pays libre comme la Suisse, tout serait permis* »[209] ; ailleurs, on explique que le comportement des enfants « *déroute* »[210]. Les termes sont moins édulcorés dans les documents confidentiels qui relèvent des difficultés « *dues* […] *à une conception très personnelle, spécialement des jeunes gens, du principe de "liberté"* »[211]. Bientôt, on ne prend plus de gants, à l'exemple du chef de la Chambre des mineurs vaudoise qui évoque, en 1958, les « *jeunes gens difficiles* » qui « *se conduisent comme des soudards en pays conquis* »[212]. Si ce phénomène – l'altération progressive de l'image de réfugiés – n'est en soi pas nouveau et s'observe dans d'autres contextes, les explications du camp bourgeois, comme celles de la presse communiste, sont à replacer dans le contexte de la guerre froide.

Pendant l'Insurrection, l'ouverture de prisons avait laissé s'échapper non seulement des membres de l'opposition politique mais également des criminelles et criminels de droit commun qui ont fui à l'Ouest. Certains combattants avaient un lourd passif ou s'apparentaient à ce qu'on appelait à l'Ouest les Blousons noirs. Le mot est même parfois lâché dans la presse : on relève que ces « *éléments* » menacent les réfugiés honnêtes[213]. S'il est minoritaire,

---

[205] « À Montreux, ils savent encore sourire », *L'Illustré*, 29 novembre 1956.

[206] « Il faut avoir tact et patience envers les réfugiés hongrois », *Feuille d'avis de Lausanne*, 25 février 1957.

[207] « Pour jouer le jeu de la bonne entente », *Feuille d'avis de Lausanne*, 13 avril 1957.

[208] Buss Richard, « Beschwerlicher Weg zurück vom Heldentum », *Die Tat*, 4 février 1957.

[209] « Ungarische Flüchtlinge in der Kaserne Herisau », *Neue Zürcher Zeitung*, 1er décembre 1956.

[210] « Les Hongrois dans nos classes », *Feuille d'avis de Lausanne*, 8 février 1957.

[211] Aide aux réfugiés hongrois. Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, p. 15, CH-BAR#E4001D# 1973/125# 1434*.

[212] Chambre des mineurs, Vaud, Enquête pour vandalisme, 23 juillet 1958, CH-BAR#E4264#2016/117 #.

[213] En allemand : *Halbstarken*. « Holperige Ungarn-Hilfe », *Schweizer Wochen Zeitung*, 17 janvier 1957 ; « Arbeitslosigkeit bei den ungarischen Flüchtlingen », *Nationalzeitun*g, 7 juillet 1958.

ce phénomène occasionne des réactions du *Vorwärts* qui qualifie les réfugiés de « combattants de la liberté » entre des guillemets lourds de sens, remet en cause leurs raisons de fuir et relève vols et délits[214]. La *Voix ouvrière* n'est pas en reste : « *Après les innombrables vols, viols, bagarres dont se sont rendus coupables les émigrés hongrois en Suisse, il y a peut-être de quoi faire réfléchir sur ce qu'a représenté une partie (nous disons bien une partie) de l'émigration hongroise de novembre 1956.* »[215] Par la suite, des reportages de fond donneront une image plus nuancée des réfugiées et réfugiés axant notamment leurs messages sur les aspirations des émigrés au retour dans leur pays.

Expliquer les problèmes : du réfugié endoctriné au réfugié exotique

À l'autre extrémité de l'échiquier politique, la presse traditionnelle explique ces différents écarts par l'environnement communiste dans lequel ces jeunes ont grandi, non sans fantasmes ou exagérations délibérées :

> « *Notre impatience est tout aussi fausse que la naïveté avec laquelle nous nous les étions représentés.* […] *Ceux de vingt ans n'ont jamais eu une existence normale : avant le communisme, il y avait la guerre.* […] *À cinq ans, tous les enfants hongrois, les filles comme les garçons, savent tirer et tuer. On leur apprend même avant de lire et d'écrire.* »[216]

Souvent exprimés de manière plus édulcorée et avec un ton quasi scientifique, les dégâts de l'éducation ou de l'expérience communiste représentent un constat généralisé dans la presse, dans certains rapports, ainsi que dans les études en travail social sur les réfugiés.

Dans cet ordre d'idée, les jeunes appartiennent à une génération qualifiée de « *turbulente* » dont la mentalité aurait été « *déformée* »[217]. C'est encore le régime communiste qui est désigné coupable lorsque des réfugiés endommagent du matériel. L'un des fonctionnaires du Département militaire s'emporte : « *On avait nettement l'impression qu'ils trouvaient absolument normal*

---

[214] Le *Vorwärts* insiste sur un aveuglement propre à la Suisse allemande : « St Galler Brief », *Vorwärts*, 11 janvier 1957.

[215] « Après l'assassinat d'un Hongrois à Berne », *Voix ouvrière*, 26 février 1958.

[216] Le scribe, « Encore les Hongrois », *La Liberté*, 25 février 1957.

[217] « Il faut avoir tact et patience envers les réfugiés hongrois », *Feuille d'avis de Lausanne*, 25 février 1957.

tout ce qui était fait en leur faveur : c'est l'État qui fournit ! […] [I]*ls ignoraient complètement les soins portés au matériel : c'est l'État qui remplace !*»[218] Dans le monde du travail, les contraintes liées au système communiste (discrimination positive pour les membres du Parti, etc.) auraient comme conséquence que les réfugiés cherchent tous les «*échappatoires possibles pour éviter ces pressions*». D'où une politique d'opposition lorsque quelque chose leur déplaît[219]. La méfiance hongroise envers l'armée, les uniformes et l'insubordination à la discipline qui en découle, serait, elle, due au traumatisme de l'oppression et des abus de l'ÁVO, la police politique hongroise. La peur, la méfiance envers tout le monde et le silence imposé dans leur pays expliqueraient leur réticence à communiquer[220]. Quant à leur suspicion envers les entreprises et le monde capitaliste dont on leur avait dit tant de mal, elle s'expliquerait par l'empreinte de la propagande communiste qui ne pouvait se dissiper comme par miracle au passage de la frontière[221]. En ce qui concerne la tendance à dépenser plus que de raison, pour la presse, l'explication de ce phénomène est claire comme une vitrine bien astiquée : les frustrations accumulées dans le monde communiste sont considérées comme l'origine du problème[222]. La *NZZ* va même jusqu'à expliquer leur tendance à l'ivresse (menant à des bagarres et à des rixes au couteau) par la mauvaise alimentation qu'ils auraient endurée : ils ne supportent plus très bien l'alcool. On justifie aussi les soirées bruyantes dans les appartements par le fait que les Hongrois auraient pris l'habitude, sous la dictature, de ne pas se réunir dans les lieux publics pour ne pas éveiller le soupçon[223].

---

[218] Aide aux réfugiés hongrois. Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, p. 24, CH-BAR#E4001D#1973/125# 1434*.

[219] My. J., « Les réfugiés hongrois du Chanet travailleront dans nos entreprises et vivront parmi nous », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 7 décembre 1956 ; Irmay François, « L'"intégration" des réfugiés hongrois », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 12 décembre 1957.

[220] « Les Hongrois dans nos classes », *Feuille d'avis de Lausanne*, 8 février 1957 ; « Il faut avoir tact et patience envers les réfugiés hongrois », *Feuille d'avis de Lausanne*, 25 février 1957.

[221] « Malgré de nombreuses difficultés, dix mille Magyars s'adaptent peu à peu à nos conditions de vie », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 7 février 1957 ; « Gedanken zum Ungarnproblem », *Neue Zürcher Zeitung*, 9 février 1957.

[222] Voir par exemple Buss Richard, « Beschwerlicher Weg zurück vom Heldentum », *Die Tat*, 4 février 1957. On observe également çà et là cette constatation dans les travaux de diplôme en travail social portant sur les réfugiés hongrois, voir par exemple : Zürni Heidi, *Ungarische Flüchtlingsmütter in der Schweiz…*, p. 23.

[223] « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957 ; « Die Ungarnflüchtlinge in der Schweiz », *Die Tat*, 7 décembre 1957.

On mobilise également ce type d'arguments dans l'évocation de décalages liés au genre. Ces différences proviendraient de « *l'environnement communiste* » dans lequel les femmes ont évolué ainsi que de l'expérience de la guerre et de la misère. On explique aux lectrices du *Berner Tagblatt* qu'en Hongrie, les femmes peuvent exercer des métiers d'homme et sont forcées à travailler car le salaire du mari ne suffit pas : « *Il y avait parmi elles des menuisiers, mécaniciens, ouvriers de chantier, autant de métiers où il nous manque des formes au féminin* »[224]. Le rapport du Département militaire précité, en expliquant que les femmes travaillent, ignore superbement le phénomène de la double tâche, observable dans la Hongrie des années 1950 comme pour maintes femmes en Suisse :

> « *Du fait qu'elles prennent en général pension dans les réfectoires gérés par le gouvernement, que leurs enfants sont placés dans des crèches et que les logements qui sont mis à disposition sont partagés avec d'autres familles, elles n'ont pas le souci du ménage.* »[225]

C'est également ainsi que le rapport explique l'absence de ménagères ou de femmes au foyer parmi les réfugiées. L'analyse va encore plus loin dans l'article du *Berner Tagblatt*. La lutte des femmes pour l'existence, entre peur et précipitation, aurait développé un type de femme : « *Beaucoup se montrent nerveuses* [et] *impatientes.* » Cet article, tout comme le rapport du Département militaire, relève l'« *absence de retenue* » (*Hemmungslosigkeit*) de certaines jeunes filles envers l'autre sexe qui s'expliquerait là encore par leur vécu (contexte révolutionnaire propice à la jouissance de l'instant présent) et par le système communiste (qui, au contraire de la Hongrie de jadis, ne réprimerait pas la « *nature éruptive* » des jeunes)[226]. Tous ces éléments auraient comme résultat des femmes qui se désintéressent du travail domestique « *selon nos conceptions suisses* ». Cet anticommunisme genré permet de valoriser les normes et la division sexuée des rôles en vigueur en Suisse assignant les femmes à la maison, en brandissant le contre-exemple du système communiste qui les bafouerait.

Outre ce type d'explication, les prétendues différences culturelles sont régulièrement mobilisées pour expliquer les problèmes quotidiens. Cet argument culturel est ajouté à celui des ravages de la vie sous le communisme. On relève parfois des défauts que les journalistes ne mettent pas sur le dos du

---

[224] « Ungarische Frauen im Rampenlicht », *Berner Tagblatt*, 14 février 1957, traduction de l'allemand.
[225] Aide aux réfugiés hongrois. Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, p. 26, CH-BAR#E4001D# 1973/125# 1434*.
[226] « Ungarische Frauen im Rampenlicht », *Berner Tagblatt*, 14 février 1957.

communisme mais sur une « *mentalité* » qualifiée de « *typiquement hongroise* ». Les travaux de diplôme en travail social des années 1950 et 1960 consacrés à la population réfugiée regorgent de ces représentations très imprégnées des théories sur les « *psychologies des peuples* »[227]. Elisabeth Ott, dont le travail se focalise sur les jeunes Hongroises et Hongrois mentionne différents « *traits de caractère spécifiques à ce peuple* », liés selon elle à des aspects aussi bien géographiques qu'historiques. Les autres études analogues à celles d'Ott offrent le même type d'analyse, basée sur les différences de « *tempérament* » ou de « *mentalité* ». Dans cet ordre d'idée, la platitude du pays occasionnerait chez les Hongrois un grand « *désir de liberté* », doublé d'une fierté infaillible, liée au passé de ce « *peuple de cavaliers* »[228]. Cette fierté n'est pas seulement attribuée à cette tradition mais aussi et surtout aux occupations et aux oppressions qui ont jalonné l'histoire du pays. En découleraient un patriotisme exacerbé et une volonté d'indépendance à toute épreuve[229]. Enfin, Ott met en évidence l'attachement à la famille et à la communauté des Hongrois, ainsi que leur instabilité : ils seraient capables « *comme aucun peuple* » de rire et de pleurer simultanément[230]. Cet élément est très présent dans la presse : de tempérament vif, sentimental et social, le Hongrois sombrerait dans la dépression quand il n'est pas entouré. Des commentaires mobilisent à nouveau le *leitmotiv* des plaines pour expliquer ce caractère social exacerbé[231]. La presse évoque aussi régulièrement leur impatience supposée (*nicht-warten-können*), leurs réactions « *fougueuses* » quand on ne les comprend pas[232]. Constamment rappelée

---

[227] Vermès Geneviève, « Quelques étapes de la Psychologie des peuples (de la fin du XIX^e^ siècle aux années 1950). Esquisse pour une histoire de la psychologie interculturelle », *L'Homme la Société*, n° 167-168-169(1), 2008, p. 149-161.

[228] Ott Elisabeth, *Die Eingliederung der alleinstehenden jugendlichen ungarischen Flüchtlinge…*, p. 7-8. Et aussi : Zürni Heidi, *Ungarische Flüchtlingsmütter in der Schweiz…*, p. 20.

[229] Cette vision est également présente dans la presse : « Un grave et difficile problème. L'intégration des réfugiés hongrois dans la vie professionnelle chaux-de-fonnière », *L'Impartial*, 13 décembre 1956 ; Pz., « Die ungarischen Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 5 décembre 1956 ; « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957.

[230] Ott Elisabeth, *Die Eingliederung der alleinstehenden jugendlichen ungarischen Flüchtlinge…*, p. 7-8. Voir aussi Zürni Heidi, *Ungarische Flüchtlingsmütter in der Schweiz…*, p. 34. Et aussi : « Pour que les Hongrois retrouvent la joie de vivre », *Feuille d'avis de Lausanne*, 12 décembre 1956.

[231] « Les Hongrois dans nos classes », *Feuille d'avis de Lausanne*, 8 février 1957 ; My. J., « Les réfugiés hongrois du Chanet travailleront dans nos entreprises et vivront parmi nous », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 7 décembre 1956 ; Irmay François, « L'"intégration" des réfugiés hongrois », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 12 décembre 1956.

[232] « Ungarische Frauen im Rampenlicht », *Berner Tagblatt*, 14 février 1957 ; Pz., « Die ungarischen Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 5 décembre 1956 ; « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957.

dans la presse, la fierté supposée des Hongrois est une notion utile, car elle permet d'expliquer les oppositions, que ce soit au travail en fabrique ou à la nourriture helvétique. Plus rarement, on invoque la composition du groupe, une majorité de petites gens, ouvriers ou employés, ou leur « *simplicité* »[233]. L'argument selon lequel il y a dans tout groupe, « *des braves et des mauvaises gens* » – ce qui constituerait un argument en soi assez valable – n'est avancé que marginalement par les journalistes[234].

Enfin, journalistes et autorités évoquent le découragement, le déracinement, le dépaysement, la brusque « *transplantation* », mais aussi les déceptions comme sources du problème[235]. À Neuchâtel les rumeurs au sujet de rixes au couteau et de viols n'étaient apparemment pas infondées, tout comme les bruits de délits similaires lors de la Saint-Sylvestre au Tessin[236]. Dans l'un des établissements d'accueil, le Chanet, se trouvaient des jeunes combattants violents. Ce contexte explique l'argumentaire étrange du journal local :

> « *Au début de leur séjour en Suisse, nos hôtes se trouvaient dans un état de tension intérieure aiguë, se manifestant par une certaine agitation, un élan et une effervescence résultant des événements récents de la lutte pour la liberté.* […] *Les heures les plus douloureuses et les plus insupportables sont celles de la nuit, entre 21 heures et minuit, même plus tard, moment où les Hongrois se retrouvent face à leur angoisse, pourchassés par les souvenirs, l'amertume, l'inquiétude pour leurs familles restées en Hongrie, menacées de déportation. L'autorisation de sortir en ville le soir s'est révélée un des meilleurs moyens de les détourner de leur angoisse et de les distraire durant ces heures oppressantes.* »[237]

---

[233] « Die Eingliederung der ungarischen Flüchtlinge in der Schweiz », *St. Galler Tagblatt*, 23 janvier 1957.

[234] Buss Richard, « Beschwerlicher Weg zurück vom Heldentum », *Die Tat*, 4 février 1957 ; Gut Hans, « Gedanken zum Ungarnproblem in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 9 février 1957 ; « Tous les Hongrois ne sont pas des Saints Georges » : Dénes Tibor, « Le "malaise" des réfugiés hongrois », *L'Impartial*, 18 septembre 1957.

[235] « À propos des Hongrois de La Vallée », *Feuille d'avis de Lausanne*, 18 mars 1957 ; Dupasquier M., « Notre activité en faveur des Hongrois », *L'Impartial*, 19 janvier 1957 ; « À Montreux, ils savent encore sourire », *L'Illustré*, 29 novembre 1956 ; Gut Hans, « Gedanken zum Ungarnproblem in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 9 février 1957 ; « Patience et indulgence », *Feuille d'avis de Lausanne*, 13 décembre 1956.

[236] Casoar Phil, Balázs Eszter, *Les héros de Budapest*…, p. 104-110 ; « Ungarn im Tessin », *Die Ostschweiz*, 4 janvier 1957.

[237] Irmay François, « Les réfugiés hongrois du Chanet et leur intégration dans la vie helvétique », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 3 décembre 1956.

Pour parer au danger de la généralisation, dans toute la Suisse, on rappelle régulièrement au lectorat l'« enfer » dont les réfugiés sont sortis et/ou les douleurs inhérentes à l'exil.

Minimisation, patience et compréhension

Dans les rapports des autorités comme dans la presse, les hiatus sont presque systématiquement accompagnés de nuances : « *Dans l'ensemble, les expériences ne sont pas mauvaises.* » On précise encore : si tous ne sont pas des « *enfants de chœur* »[238], « *une minorité seulement peut être considérée comme indésirable* »[239]. Dans toutes les rédactions (non communistes), l'essoufflement de l'entreprise humanitaire et les remarques désobligeantes envers la population réfugiée sont critiquées. La presse, comme les autorités, condamne les généralisations[240]. La *NZZ* en tête : « *Plus les réfugiés se rapprochent du quotidien de notre pays, plus il y aura de possibilités que des frictions se produisent. Alors il s'agira de ne pas généraliser, ne pas dramatiser.* »[241] Même prévention dans la presse régionale :

> « *On doit se garder, lorsqu'on accueille des réfugiés venant d'un pays frappé par une épreuve terrible, de généraliser. Pour une poignée de cas pénibles à résoudre, nous avons devant nous une immense majorité de braves gens, modestes et travailleurs, qui mettent la meilleure volonté à nous témoigner leur reconnaissance. Même à l'égard de ceux qui nous donnent quelques soucis, nous ne devons pas oublier de quel enfer ils sont sortis, ni leur dépaysement après avoir tout quitté dans des conditions tragiques.* »[242]

---

[238] « Pour jouer le jeu de la bonne entente », *Feuille d'avis de Lausanne*, 13 avril 1957.

[239] Réponse de la Commission de gestion du Conseil des États au Chiffre 4, question : « Des renseignements sont demandés sur les expériences faites avec les réfugiés hongrois. » (M. Bourgknecht, Conseiller aux États), 10 mai 1957, CH-BAR#E4001D#1973/125# 1434*.

[240] « Les réfugiés hongrois du Chanet et leur intégration dans la vie helvétique », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 3 décembre 1956 ; RWS, « Ils ont des qualités, ils ont des défauts, eux aussi sont des hommes », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 5 décembre 1956 ; « Au centre d'accueil de la Croix-Rouge », *Feuille d'avis de Lausanne*, 23 février 1957.

[241] Pz., « Die ungarischen Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 5 décembre 1956. Ou encore Gut Hans, « Gedanken zum Ungarnproblem in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 9 février 1957 où on appelle : « *Es dürfen daraus aber nicht Staatsaffären gemacht werden* » ; « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957.

[242] Dupasquier M., « Notre activité en faveur des Hongrois », *L'Impartial*, 19 janvier 1957.

Les appels à l'indulgence, à l'empathie et à l'humilité sont foison. Il faut « *se mettre à leur place* »[243], « *nous qui avons été privilégiés* »[244], comment pouvons-nous « *juger ces jeunes Hongrois parce qu'ils ne se plient pas immédiatement à nos attitudes policées ?* »[245], c'est en substance le message à faire passer. Cet appel comprend un devoir constamment rappelé : faire preuve de « *patience, tact et compréhension* » envers les réfugiés[246]. Le texte du DFJP annexé au rapport Ludwig résume cette démarche :

> « *L'intégration des réfugiés hongrois dans notre communauté a mis deux mondes en présence. Des difficultés étaient donc inévitables. Il faudra beaucoup de patience et d'égards de la part de notre population pour que cette cohabitation se révèle à la longue fructueuse. Le Conseil fédéral a la conviction que le peuple suisse entend faire preuve de la compréhension nécessaire et qu'il ne se laissera pas influencer par des récits grossissant les faits, ni par de faux bruits. Quelques incidents fâcheux qu'il n'est pas question de dissimuler ne peuvent ternir l'impression favorable qui, dans l'ensemble, se dégage de la présence des réfugiés hongrois dans notre pays.* »[247]

La presse aussi, par des textes sibyllins, reste souvent allusive quant à ces « *incidents fâcheux* » et participe à la minimisation des ennuis. Par exemple, lorsque la *Feuille d'avis de Neuchâtel* explique : « *On cite des sorties nocturnes de Hongrois avec de jeunes filles de chez nous, mais sans préciser qu'aucune de ces demoiselles n'a été emmenée de force…* »[248] Partout on en appelle à

---

[243] « Il faut avoir tact et patience envers les réfugiés hongrois », *Feuille d'avis de Lausanne*, 25 février 1957.

[244] My. J., « Les réfugiés hongrois du Chanet travailleront dans nos entreprises et vivront parmi nous », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 7 décembre 1956 ; sfd., « Warum sollten unsere ungarischen Flüchtlinge Engel sein ? », *Ostschweiz*, 9 février 1957.

[245] Réd., « Les réfugiés hongrois du Chanet et leur intégration dans la vie helvétique », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 3 décembre 1956. Voir aussi par exemple : « Ein Flüchtling », *Neue Zürcher Zeitung*, 16 novembre 1956 ; « Pour jouer le jeu de la bonne entente », *Feuille d'avis de Lausanne*, 13 avril 1957.

[246] « Patience et indulgence », *Feuille d'avis de Lausanne*, 13 décembre 1956 ; Nagy László, « L'assimilation des réfugiés hongrois demande du tact et de la patience », *Journal de Genève*, 31 janvier 1957 ; « Il faut avoir tact et patience envers les réfugiés hongrois », *Feuille d'avis de Lausanne*, 25 février 1957 ; « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957 ; « Pour jouer le jeu de la bonne entente », *Feuille d'avis de Lausanne*, 13 avril 1957.

[247] Annexe A : « La pratique suisse de l'asile à l'époque récente. Rapport du DFJP du 7 mars 1957 », in Ludwig Carl, *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés…*, p. 399-400.

[248] RWS, « Ils ont des qualités, ils ont des défauts, eux aussi sont des hommes », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 5 décembre 1956.

ne pas confondre le mécontentement et les exigences des réfugiés avec de l'ingratitude[249]. L'OCSAR n'est pas en reste et répond à la presse quand des articles relatent des déceptions. Tout en concédant qu'il se trouve « *parmi les sans-patrie, des éléments peu recommandables* », l'organisme s'efforce d'expliquer que « *l'ingratitude et la mauvaise volonté ne sont pas, dans la majorité des cas, à l'origine des difficultés* », c'est plutôt l'agacement, la tristesse, les déceptions des réfugiés qui se traduisent par les « *fautes* [qu'il les voit] *commettre* ». Le message dispensé par l'OCSAR est clair : « *Gardons-nous de les juger selon nos critères, mais demandons-nous plutôt quelle serait notre attitude, si nous nous trouvions à leur place ?* »[250]. La *Voix ouvrière* critique le silence qui entoure les incidents :

> « *Si nous faisions ici l'écho de chacune des innombrables histoires qui courent* […] *les rues sur les réfugiés hongrois et sur l'invraisemblable comportement officiel à leur égard, nos colonnes en seraient littéralement remplies. De sérieuses bagarres – et ce ne sont pas les premières – se sont déroulées dimanche soir à la caserne de Lausanne.* […] *Cela n'a peut-être rien d'extraordinaire en soi. Mais ce qui l'est* […]*, c'est que la presse – comme dans presque tous les autres cas de ce genre d'ailleurs – observe un silence absolu. Alors que n'importe quelle sortie de bistrot un peu bruyante fait d'ordinaire l'objet d'entrefilets bavards dans tous les journaux* […]*. La consigne est sévère et les ordres viennent de haut.* »[251]

Si ce silence résulte peut-être plus d'un consensus que d'une volonté politique, les velléités de la presse de constamment rassurer le public semblent, elles, émaner d'un mot d'ordre. Que ce soit les journaux qui rapportent les multiples conférences de presse des comités cantonaux d'aide ou les textes des organismes d'aide, les paroisses, les assemblées politiques ou même parfois le domaine scientifique, d'aucuns s'élèvent contre l'essoufflement[252]. « *Ne*

---

[249] « Einsamkeit im Wohlstand. Wie haben sich die Ungarnflüchtlinge bei uns eingelebt? », *Zürcher Woche*, 16 août 1957 : « Pour jouer le jeu de la bonne entente », *Feuille d'avis de Lausanne*, 13 avril 1957.

[250] « À propos des Hongrois de La Vallée », *Feuille d'avis de Lausanne*, 18 mars 1957.

[251] « Incidents hongrois à la caserne de Lausanne », *Voix ouvrière*, 23 janvier 1957.

[252] « Il faut avoir tact et patience envers les réfugiés hongrois », *Feuille d'avis de Lausanne*, 25 février 1957 ; « À propos des Hongrois de La Vallée », *Feuille d'avis de Lausanne*, 18 mars 1957 ; « On nous annonce à Lausanne », *Feuille d'avis de Lausanne*, 25 février 1957 ; « Chronique d'Échallens », *Feuille d'avis de Lausanne*, 2 avril 1957 ; « Ne jugeons pas 93 % des Hongrois sur 7 % d'indésirables », *Journal de Genève*, 12 septembre 1957 ; Société vaudoise d'hygiène : « Patience et indulgence », *Feuille d'avis de Lausanne*, 13 décembre 1956.

laissons pas éteindre la flamme qui brûlait en nous»[253] et «*au lieu de les accabler de critiques négatives, notre devoir est de les aider à se construire*»[254] clame-t-on inlassablement.

Non sans paternalisme, la presse préconise toute une gamme de solutions. En ce qui concerne la tendance supposée des Hongrois à trop dépenser, il s'agit de les guider dans leurs choix[255]. Les éditoriaux se font parfois plus virulents, cette fois dans un discours anticommuniste: «*Comment pourraient-ils penser comme nous* […] *façonnés à l'école du communisme* […] *Il ne suffit pas de leur donner un abri, il faut les désintoxiquer de tout ce qui les a empoisonnés pendant tant d'années.*»[256] De preneurs de leçons, les Suisses deviennent donneurs de leçons: le discours selon lequel *les réfugiés ont des choses à nous apprendre* se mue en *nous avons des choses à leur apprendre*. Le concept de liberté, tel qu'on pouvait le comprendre à l'Est, est ainsi précisé par la presse: «*comme des enfants*», les réfugiés «*s'enivrent de ce nouveau jouet "liberté"*» et ont «*encore beaucoup à apprendre sur le bon usage de la liberté*»[257]. Certains Hongrois en feraient une fausse interprétation et doivent saisir le «*principe d'"ordre dans la liberté" régnant en Suisse*»[258]. Outre les «*guider*»[259], il faut savoir «*leur donner ce que nous pouvons, pas seulement de l'argent, du travail, mais également et surtout de l'affection*»[260]. Cette indulgence a toutefois des limites: «*On ne pourra éviter d'adopter une attitude de fermeté, voire de contrainte en face de mauvaise volonté évidente.*»[261]

Début 1957, la *Voix ouvrière* tourne en dérision les «*difficultés*» et la remobilisation souhaitée par la presse bourgeoise pour contrer une certaine lassitude face aux réfugiées et réfugiés hongrois. Elle relaie des propos de Frank Bridel, journaliste à la *Gazette de Lausanne*, l'un des pourfendeurs d'un

---

[253] Dupasquier Marc, «Les Hongrois dans notre canton», *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 20 mars 1957.

[254] RWS, «Ils ont des qualités, ils ont des défauts, eux aussi sont des hommes», *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 5 décembre 1956.

[255] «Au centre d'accueil de la Croix-Rouge», *Feuille d'avis de Lausanne*, 23 février 1957; Irmay F., «L'"intégration" des réfugiés hongrois», *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 12 décembre 1956.

[256] Le scribe, «Eux et nous», *La Liberté*, 18 février 1957.

[257] «Ungarn in Tessin», *Ostschweiz*, 4 janvier 1957.

[258] «Flüchtlingshilfe in Küsnacht», *Neue Zürcher Zeitung*, 28 novembre 1956.

[259] «Au centre d'accueil de la Croix-Rouge», *Feuille d'avis de Lausanne*, 23 février 1957.

[260] My. J., «Les réfugiés hongrois du Chanet travailleront dans nos entreprises et vivront parmi nous», *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 7 décembre 1956; At., «Hilfeleistung für die Flüchtlinge aus Ungarn», *Neue Zürcher Zeitung*, 14 novembre 1956.

[261] Irmay F., «L'"intégration" des réfugiés hongrois», *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 12 décembre 1956.

accueil généreux : « *Après avoir dressé des couronnes au savoir-faire de nos services spécialisés dans l'"opération intégration"* », ce dernier, selon la *Voix ouvrière*, donnerait des leçons aux Suisses sur leur mentalité « *égoïste* » : « *cette mentalité de nos compatriotes qui ne comprennent pas qu'il y a naturellement quelques paresseux, un petit nombre de prétentieux, un quarteron de voyous mais que le gros tas est composé d'excellentes gens.* » Et la *Voix ouvrière* de renchérir : « *Vos Hongrois* […] *font partie de la campagne de haine anticommuniste dont ils ne sont que les indispensables figurants. Que les réfugiés commencent à comprendre le "désintéressement" de certains protecteurs, cela leur* [sic] *aidera à voir plus clair.* »[262]

À l'exception de la presse communiste, le message d'apaisement est unanime.

Comment un tel consensus est-il possible ? Bien sûr, l'énorme sympathie pour les réfugiées et réfugiés et le contexte politique rend tout commentaire négatif suspect. Mais cet appel à la patience et à la compréhension ne tombe pas du ciel, il est en partie dicté par la Suisse officielle comme en témoignent des textes internes. « *Nous devons encore une fois en appeler à la patience du peuple suisse* »[263] explique par exemple Oscar Schürch aux directeurs de police cantonaux.

Ce dernier expose à son supérieur l'importance du maintien de cette patience, et si la patience ne suffit pas, il préconise une alternative plus radicale en second recours :

> « *Nous ne devons pas, à cause de ces cas antipathiques, et même s'ils se multiplient, perdre patience et chercher à chaque fois des solutions par la persuasion et les mesures adaptées.* […] [D]*ans les cantons et les communes, nous devons inlassablement rendre attentifs à la situation particulière des réfugiés déracinés et en appeler à la patience et l'indulgence, mais aussi veiller à prendre des mesures à l'encontre des réfugiés (jusqu'à l'internement).* »[264]

Ces directives confirment que l'internement répond à des objectifs pragmatiques et politiques : isoler et cacher les « *indésirables* ». D'un autre côté, un mot d'ordre se fait toujours plus présent à travers des phrases fortes telles que « *ouvrons leur nos cœurs et nos maisons* »[265] : l'intégration, du moins des Hongroises et Hongrois jugés désirables, devient une priorité.

---

[262] Storz P., « Tout ce qui est anticommuniste est nôtre », *Voix ouvrière*, 22 janvier 1957.

[263] Zur Frage der Aufnahme weiterer ungarische Flüchtlinge, 12 mars 1957, p. 6, CH-BAR#E4280A#1998/296#191*.

[264] « Ungarische Flüchtlinge », rapport d'Oscar Schürch à Markus Feldmann, 14 janvier 1957, p. 3, CH-BAR#E4001D#1973/125# 1434*, traduction de l'allemand.

[265] « Les réfugiés hongrois à La Chaux-de-Fonds », *L'Impartial*, 2 mai 1957.

L'intégration comme choix politique

Dans un premier temps, le désir d'intégrer les réfugiées et les réfugiés se manifeste parallèlement à la volonté d'éviter le «*désœuvrement*»[266] et l'oisiveté qui les guetteraient: ateliers de couture et de repassage, football, ping-pong, projection de films et bien sûr cours de langue rythment leur quotidien[267]. Le sas que représente l'hébergement dans les homes et les camps est souvent décrit comme une étape préparatoire à l'entrée des Hongrois dans «*nos activités économiques*»[268] et dans la «*vie quotidienne*»[269]. Dans une démarche qui se veut pédagogique, les responsables de camps organisent des élections pour leur donner la possibilité de choisir un ou une représentante parmi les pensionnaires (on précise que «*même des femmes*» ont été élues) afin de «*faciliter la communication auprès du commandant de camp*»[270]. On parlera par exemple de «*République du Chanet*» pour signifier cette expérience miniature de la démocratie. Dans les camps de Bière et de Sion, cette initiative est un échec, les pensionnaires refusant d'élire qui que ce soit. Le rapport de l'armée justifie cet échec par la suspicion réciproque des Hongrois entre eux. Autre initiative: les conférences. Dans les camps, une équipe de Suisses qui a habité en Hongrie est mise à contribution «*pour exposer aux réfugiés les différents aspects de la vie suisse*»[271]. Le théologien Werner Kaegi, qui est à l'origine de cette action, en définit les thèmes. De même, des personnes maîtrisant le hongrois sont engagées pour enseigner l'histoire, la géographie et le système politique suisse. La vie religieuse n'a bien sûr pas été oubliée. Les quelques ecclésiastiques hongrois, à l'image de Mgr Pfeiffer à Fribourg, sont mobilisés comme aumôniers. À cette occasion, des centres religieux comme le synode protestant de Genève collaborent avec l'armée[272].

---

[266] Bo. D., «Le Chanet est devenu un coin de Hongrie libre», *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 17 novembre 1956.

[267] Aide aux réfugiés hongrois. Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, p. 16, CH-BAR#E4001D#1973/125# 1434*.

[268] Bo. D., «Le Chanet est devenu un coin de Hongrie libre», *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 17 novembre 1956.

[269] «Holperige Ungarn-Hilfe», *Schweizer Wochen Zeitung*, 17 janvier 1957.

[270] Aide aux réfugiés hongrois. Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, p. 39, CH-BAR#E4001D#1973/125# 1434*.

[271] Aide aux réfugiés hongrois. Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, CH-BAR#E4001D# 1973/125# 1434*.

[272] Sur la question du rôle des religieux exilés dans l'accueil de 1956: Dreiziger Nándor, *Church and Society in Hungary and in the Hungarian Diaspora*, Toronto: University of Toronto, 2016, p. 199 et suivantes.

La fermeture des camps laisse place à une politique d'intégration propre à l'accueil de 1956. Les initiatives fleurissent. Les autorités comme la presse, dans les trois régions linguistiques, expliquent régulièrement que les Hongrois resteront à long terme et qu'il importe de leur apporter une « *aide morale* » en se préoccupant de leur formation « *spirituo-culturelle* »[273] et de leur « *hygiène psychique* »[274]. Face à la myriade d'initiatives et peut-être pour exercer un droit de regard sur leur contenu, un organe de « *coordination pour l'aide culturelle aux Hongrois* », très ancré à droite, est créé à Zurich dès janvier 1957[275].

Dans cette perspective, la langue est évidemment au centre de tous les efforts. La *NZZ* relève que seuls 5 % des arrivants maîtrisent l'allemand et considère le succès de l'apprentissage des langues comme une condition à leur bonne insertion. Tous les dictionnaires et livres en langue magyare que compte le pays sont pris d'assaut, les personnes bilingues sont mobilisées. À Zurich, l'enseignement de l'allemand aux Hongroises et Hongrois relève même d'une décision cantonale et il est financé par l'État[276].

La bonne volonté des autorités et des institutions privées se traduit par les efforts de traduction des formulaires, des documents et par l'édition de journaux qui leur sont spécialement destinés. La *NZZ* n'a de cesse de plaider pour une meilleure information en langue magyare et les autorités fédérales se montrent ouvertes[277]. La publication d'un journal suisse en hongrois traduit bien cet enjeu autour de l'information et représente un exemple de partenariat privé-public. Le bihebdomadaire *Svájci Magyar Híradó* paraît de décembre 1956 à juin 1957. Il est suivi du bimensuel *Uj Híradó* dès décembre 1957 qui paraîtra jusqu'en 1960 ! Le *Svájci Magyar Híradó* résulte d'une initiative de l'Association des quotidiens zurichois et de l'OCSAR, qui s'occupera d'ailleurs de sa distribution à la plupart des Hongroises et Hongrois grâce à son fichier central contenant leur adresse. Les premiers

[273] « Sitzung des Kantonsrates vom Montag, den 28 Januar 1957 » (Zurich), *Die Tat*, 29 janvier 1957 ; « Holperige Ungarn-Hilfe », *Schweizer Wochen Zeitung*, 17 janvier 1957.

[274] « Holperige Ungarn-Hilfe », *Schweizer Wochen Zeitung*, 17 janvier 1957 ; « Les Hongrois dans nos classes », *Feuille d'avis de Lausanne*, 8 février 1957. Pour le Tessin, voir par exemple Cantoreggi Iva, « I rifugiati, questione di primo piano della nostra epoca », *La Croix-Rouge suisse*, 68(1), 1959, p. 16.

[275] « Koordination der kulturelle Ungarnhilfe », *Neue Zürcher Zeitung*, 20 janvier 1957.

[276] « Die Eingliederung der ungarischen Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 23 janvier 1957 ; *Feuille d'avis de Lausanne*, 10 décembre 1956 ; (Berne) Ag., « Dictionnaires pour les réfugiés », *Feuille d'avis de Lausanne*, 13 décembre 1957 ; « Hilfe für ungarische Flüchtlinge », *Neue Zürcher Zeitung*, 28 janvier 1957.

[277] « Die Rechtsstellung der ungarische Flüchtlinge », *Neue Zürcher Zeitung*, 17 février 1957.

numéros à la ligne éditoriale profondément anticommuniste sont tirés à 4 000, puis à 6 500 exemplaires. Au moment de son lancement, les actualités cinématographiques en font même un sujet. La voix off du Ciné-Journal annonce avec sa grandiloquence habituelle que tous les collaborateurs, y compris les typographes « *qui doivent composer en une langue inconnue* », travaillent « *volontairement* »[278]. Des articles de fond, rédigés par des journalistes aussi bien suisses que hongrois côtoient des résultats de sport, des dépêches suisses et internationales touchant la politique mais aussi la situation des réfugiés hongrois dans le monde, des textes sur la Suisse, des annonces diverses, des petits lexiques, des textes littéraires d'auteurs hongrois, etc.[279].

En plus du *Svájci Magyar Híradó*, d'autres initiatives de ce type voient le jour au niveau local. À Neuchâtel, un exilé de 1949, François Irmay, lance le *Összehang/ Trait d'union* début 1957. Ce journal bilingue est qualifié d'« *organe de l'intégration* » des réfugiés. Il contient des conseils concrets – on insiste par exemple sur l'intérêt de s'inscrire à l'assurance chômage – et présente des lois suisses, comme l'art. 228 du code des obligations qui somme les employés d'exécuter avec soin le travail pour lequel ils sont engagés ! Ces articles rédigés par des responsables de l'administration sont complétés par des contenus plus idéologiques qui évoquent la Révolution hongroise. On y insère des petits lexiques français-hongrois, des annonces et des publicités. Les injonctions sont discrètes mais bien présentes : elles invitent les réfugiés à effectuer des loisirs « constructifs », à obéir à leur chef et à la police dont on précise qu'elle n'est pas « *idéologique* »[280]. Une autre initiative a vu le jour à Fribourg, au sein même des pages du quotidien le plus lu du canton, *La Liberté* : une page en hongrois dès janvier 1957. Contrairement au *Svájci Magyar Híradó,* la « Tribune magyare » accueille peu de détails pratiques[281]. La plupart des textes sont signés par un

[278] Ciné-Journal suisse du 21 décembre 1956, *Un journal hongrois* (0750-2), Fonds film du Ciné-Journal suisse (1940-1975). En ligne : http://www.memobase.ch/#document/SFW_CJS_CGS-CJS_0750-2 (17 août 2017).

[279] Une étude systématique du journal, dont toutes les éditions sont conservées à la Bibliothèque nationale suisse, manque encore à ce jour. Protokoll der 72. Vorstandssitzung der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, 29 août 1958, AfZ-SFH : 56 (A) ; « Eine Zeitung für die ungarischen Flüchtlinge », *Die Tat*, 10 décembre 1956 ; « Un journal hongrois cesse de paraître », *La Liberté*, 1er juillet 1957 ; « Sieben Monate Hiradó », *Neue Zürcher Zeitung*, 30 juin 1957.

[280] « Un nouveau journal franco-hongrois », *L'Impartial*, 22 mai 1957. Prévu au départ pour être bi-mensuel, au moins trois numéros du journal sont parus entre 1957 et 1958. Ils sont disponibles aux Archives fédérales, CH-BAR#E4003#1975/75# 79*. Notre analyse se base sur ces trois éditions non numérotées.

[281] Si l'on excepte le lexique hongrois-français. À ce propos, Léon Richoz, qui évoque la réforme de l'orthographe le 15 février 1957 dit apprécier « *l'exquise fantaisie dont nous régale*

autre de ces exilées et exilés d'avant 1956, le poète Lajos Major-Zala qui dirige la chronique et en est l'investigateur. Rythmée par des textes sur Fribourg ou la Hongrie ainsi que des poèmes, elle paraît toutes les semaines jusqu'à novembre 1957 alternant le français et le hongrois. D'autres auteurs et autrices issues de l'émigration pré-1956 transmettent leurs expériences. On y trouve là aussi des injonctions aux réfugiées et réfugiés : ils doivent faire honneur à la réputation de la Hongrie. Outre cette morale presque patriotique, on leur demande de rendre la générosité que leur donnent les Suisses et Suissesses en travaillant dignement. Si elle était destinée au départ aux Magyars – d'ailleurs très peu nombreux à Fribourg –, cette tribune s'adresse toujours plus souvent en français aux Fribourgeoises et Fribourgeois. Elle étoffe le message anticommuniste de *La Liberté*. Le souci de la bonne intégration des réfugiés a pour but d'éviter la dégradation de leur réputation, ce qui pourrait écorner le message politique qu'ils véhiculent, volontairement ou non[282].

Parmi les initiatives visant à installer durablement les Hongroises et Hongrois dans la société suisse, il faut mentionner le système généreux de bourses. À Genève, 40 bourses sont octroyées grâce à l'appui de donateurs. Cette générosité fait réagir la *Voix ouvrière* qui titre « 40 bourses d'entretien à des étudiants » : « *Ce n'est pas ce que vous pourriez croire ; ce n'est pas le début d'une politique de démocratisation de l'enseignement. Ces 40 bourses sont destinées à des étudiants hongrois* ». Après avoir mis des gants en saluant l'action « *parfaitement honnête des donateurs* », l'article clame : « *JAMAIS pareil geste n'a été entrepris en faveur d'étudiants suisses* ». Il relève par ailleurs que l'Université compte peut-être une dizaine d'étudiants fils d'ouvriers[283].

Dès janvier 1957, les 553 personnes déclarées étudiantes – dont 34 femmes – sont rassemblées à Zurich pour y effectuer des tests de capacité sous la direction du professeur et colonel Michel Plancherel. Selon un rapport confidentiel, une bonne moitié est licenciée dès le premier entretien, jugée « *inapte* »[284]. Le discours de bienvenue dispensé par Karl Schmid, recteur de

[…] *le rédacteur de la Tribune magyare. Non certes que je lise ni ne comprenne le moins du monde le hongrois. Mais je savoure* […] *les traductions en phonétique magyare des expressions courantes françaises, ogroa ; mösziö, szilvuple dö la bier* ».

[282] Notre analyse se base sur les 42 tribunes, comprenant une centaine de textes.

[283] « 40 bourses d'entretien à des étudiants ! », *Voix ouvrière*, 15 février 1957.

[284] En tout, seuls 180 étudiantes et étudiants sont retenus. « Ungarische Flüchtlinge », rapport d'Oscar Schürch à Markus Feldmann, 14 janvier 1957, p. 3, CH-BAR#E4001D#1973/125# 1434* ; « Hilfe für ungarische Flüchtlinge », *Neue Zürcher Zeitung*, 28 janvier 1957. « Hilfe für die ungarischen Flüchtlingsstudenten », *Neue Zürcher Zeitung*, 14 février 1957 ; « Ein Zentrallager

l'EPFZ, témoigne d'un certain paternalisme. Il encourage les étudiants à s'armer de patience, mais aussi d'un zèle qu'il juge à demi-mot comme peu caractéristique des Hongrois : « *Nos peuples* […] *sont très différents. Mais sur un chemin fait de travail et de zèle, il sera alors possible aux Hongrois de gagner l'amour et la considération du Suisse* »[285]. Cette opération « *études* » dont le coût est estimé à 4 millions de francs par la *NZZ*, est menée à bien notamment par le Comité d'entraide aux réfugiés hongrois étudiants (SDSU)[286] qui ne ménage pas ses efforts pour permettre à plusieurs centaines d'étudiantes et étudiants de commencer ou de poursuivre des études. Le travail de la SDSU est suivi jour après jour par la *NZZ* qui mène une véritable campagne pour le financement des études des Hongroises et Hongrois : ils et elles recevront ainsi une bourse de 300 CHF par mois, alors que les autres étrangers boursiers en Suisse ne gagnent que 220 CHF par mois[287] !

Cours de langue, édition de journaux et instruments d'encouragement aux études, ce type d'initiatives n'est pas spécifique à la Suisse, mais la mobilisation est inédite et particulièrement bien huilée. Ces mesures s'appuient sur l'engagement des autorités, des œuvres d'entraide, des médias, mais aussi de ces Hongroises et Hongrois déjà exilés au moment de l'accueil de leurs compatriotes.

Des compatriotes à la rescousse

Au cours de l'accueil, ces personnes se présentent en relais entre les Hongroises et Hongrois fraîchement arrivés, le public suisse et les autorités. Nous avons cité des articles de François Irmay à Neuchâtel, de Tibor Dénes à La Chaux-de-Fonds, de Lajos Major-Zala à Fribourg, de László Nagy à Genève mais beaucoup d'autres s'engagent dans les trois régions linguistiques[288]. Les

für ungarische Studenten », *Neue Zürcher Zeitung*, 11 janvier 1957 ; Service de l'état-major, Groupe territorial, Ordre général n° 12, 15 janvier 1957, CH-BAR#E4280A#1998/296# 190*.

285 « Ein Zentrallager für ungarische Studenten », *Neue Zürcher Zeitung*, 11 janvier 1957.

286 *Studentische Direkthilfe Schweiz-Ungarn*. Créé en 1956, par des étudiants de Zurich et de l'EPFZ.

287 Protokoll der 61. Vorstandssitzung der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, 15 décembre 1956, AfZ-SFH : 54 (A).

288 Voir *infra*, Annexe E. Nos recherches se cantonnent ici à la Suisse romande, elles ont porté sur cinq personnes (plus de détails dans l'annexe E) : Anita Buss (arrivée en 1945), László Nagy, Gabriella Kiss (arrivés en 1947), François Irmay (arrivé en 1949), Lajos Major-Zala (arrivé en 1950).

exilées et exilés d'avant 1956 jouent un rôle clé dans les mesures d'intégration prévues pour les nouveaux arrivants. Ces mesures visent à les aider certes, mais aussi à leur transmettre des valeurs politiques.

En 1956, près de 2 000 Hongroises et Hongrois ou Suisses d'origine hongroise se trouvent déjà en terres helvétiques. L'historien David Tréfás a montré l'hétérogénéité de cette diaspora qui se trouve soudainement presque décuplée en 1956. Juifs et Juives qui ont fui la Hongrie pendant ou après la Seconde Guerre mondiale, mais aussi pro Horthy et nazis[289], ennemis du régime communiste (« koulaks », politiciens, intellectuelles et intellectuels, aristocrates ou membres de la bourgeoisie déchue, etc.), ou émigrées et émigrés légaux fidèles au régime, toutes ces personnes ne sont pas anticommunistes et parmi les anticommunistes, tous ne le sont pas de la même manière[290]. Comme l'a montré le sociologue Stéphane Dufoix, il y a au sein de la diaspora de la solidarité mais aussi des conflits entre les vagues d'émigration et une concurrence certaine dans la représentation des réfugiées et réfugiés[291]. L'aide des nouveaux par les anciens s'inscrit dans le contexte de cette fragmentation.

Parmi ces émigrées et émigrés, certaines familles se sont portées volontaires pour accueillir des arrivants de 1956. Non sans créer quelque anicroche entre ces deux vagues d'émigration. Un passage du livre autobiographique de Sasha Batthyany illustre ce décalage entre une élite aristocrate ou bourgeoise et des réfugiés de 1956 qui avaient depuis longtemps fait le deuil des avantages liés au prestige de leur famille. Batthyany raconte comment ses grands-parents passent en quelques jours des champs glacés du Burgenland à la villa de riches rentiers mondains au passé trouble, tante Margit et oncle Ivan, au bord du Lac de Lugano : « *Lorsque je me suis réveillé le lendemain matin, le soleil illuminait mon lit et dans le jardin, j'ai aperçu des palmiers. Ivan, mon oncle, est entré pour me proposer d'aller faire un petit tour en Ferrari. Et là, je me suis demandé si*

[289] Certains nazis rejoignent la Suisse dans le but de pouvoir rejoindre l'Amérique du sud : Goni Uki, *The Real Odessa. Smuggling the Nazis to Perón's Argentina*, Londres & New York : Granta, 2003.

[290] Tréfás David, « Der Zugang der ungarischen Diaspora zur Schweizer Öffentlichkeit von den 1930er bis 1970er Jahren », in Gillabert Matthieu, Robert Tiphaine (éd.), *Chercher refuge. Les phases d'exil d'Europe centrale pendant la guerre froide*, *Itinera*, 42, 2017, p. 128 ; Tréfás David, *Die Illusion, dass man sich kennt…*, p. 90-112.

[291] Dufoix Stéphane, *Politiques d'exil : Hongrois, Polonais et Tchécoslovaques en France après 1945*, Paris : Presses universitaires de France, 2002. Sur les différences entre ces vagues, Béla Várdy Steven, *The Hungarian-Americans*, Boston : Twayne, 1985.

je n'étais pas au paradis. »[292] Choquée du comportement, de la futilité et de l'indifférence de ses hôtes face à l'écrasement de la Révolution, Maritta, la grand-mère de Batthyany écrit à des parents restés en Hongrie : « *Le paradis a aussi ses défauts.* »[293]

Le décalage entre ces anciens et nouveaux arrivants est thématisé par nos témoins : « *Il y avait un mur entre eux et ceux qui sont arrivés en 1956* » explique Zoltán Tóth[294]. Mária Szőregi résume quant à elle ces différences ainsi :

> « *Il y avait de "hauts personnages" qui sont arrivés avant 1956 qui travaillaient pour Caritas… ils nous ont dit ce qu'il faut faire, que les femmes ne peuvent pas fumer dans la rue, qu'on ne jette pas les papiers par terre, etc.* »[295]

En plus du décalage générationnel, un décalage de classe est tangible. Parmi celles et ceux qui arrivaient en 1956, beaucoup ont été sensibles à la propagande qui dépeignait cette ancienne élite comme les exploiteurs, d'où un certain mépris. De leur côté, les aristocrates considéraient parfois assez mal ces jeunes « *cinquante-sixards* ». L'un de nos témoins, Áron Szücs, raconte avec amertume avoir dit « *Monsieur Szegedi* » à un baron qui l'a aussitôt corrigé : « *Il faut dire "baron" Szegedi* »[296]. Gabriella Kiss était l'une de ces anciennes émigrées. Réfugiée en 1947, elle est recrutée aussi bien par l'OCSAR et la Croix-Rouge que les autorités genevoises. Elle avait connu des premières années d'exil difficiles, peinant à obtenir l'asile et vivotant avec très peu de moyens. Elle décrit pourtant un décalage pénible avec « *ceux de 1956* » issus des classes populaires qui reprochaient à la jeune femme de « *ne rien connaître à* [leurs] *problèmes* »[297].

Nombre d'anciennes et anciens réfugiés ont offert leur aide aux autorités suisses, aux organisations d'aide ou à la presse. Il est difficile d'évaluer si, tendanciellement, les institutions allaient les chercher ou si ce sont les personnes qui se portaient volontaires auprès des autorités. Nous avons constaté les deux cas de figure. Toujours est-il que dans ce domaine, on

---

[292] Batthyany Sacha, *Mais en quoi suis-je donc concerné? Un crime en mars 1945 : l'histoire d'une grande famille hongroise*, Paris : Gallimard, 2017, p. 64.

[293] Batthyany Sacha, *Mais en quoi suis-je donc concerné?…*, p. 65.

[294] Entretien avec Zoltán Tóth, Genève, 11 octobre 2014.

[295] Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015. Une autre de nos témoins, Edit Király a raconté qu'elle avait reçu la même consigne ailleurs en Suisse. Entretien avec Edit Király, Berne, 22 août 2018.

[296] Entretien avec Áron Szücs, Berne, 5 septembre 2018.

[297] Entretiens avec Gabriella Kiss, Genève, 24 octobre et 7 novembre 2014.

remarque une division genrée de l'engagement. Les Hongroises exilées sont davantage mobilisées comme interprètes ou traductrices, à l'image d'Anita Buss ou de Gabriella Kiss et/ou plus largement comme collaboratrices des œuvres d'entraide. Elles sont nombreuses à assurer des permanences où peuvent se rendre les réfugiées et réfugiés[298]. Les Hongroises d'origine – certaines sont mariées à des Suisses – sont mobilisées pour « *essayer de faire comprendre la Suisse aux Hongrois* »[299]. Les femmes s'affichent rarement publiquement. Elles sont des médiatrices ou « *agent de liaison* »[300] et, comme Gabriella Kiss, travaillent quasiment comme assistante sociale. Les hommes sont par contre mobilisés comme experts et ils sont plus engagés dans les actions politiques. L'édition de contenus journalistiques à l'intention des réfugiées et réfugiés fait partie de cette activité. Enfin, femmes et hommes engagés dans l'accueil de leurs compatriotes étaient souvent connus des services secrets hongrois et pouvaient craindre des conséquences liées à leur travail, comme le fait, bien plus tard, d'être empêchés de pénétrer en Hongrie, même s'ils et elles étaient entre-temps devenus suisses.

Ainsi, des membres de la diaspora se posent en porte-parole dans les médias suisses. Leurs textes oscillent généralement entre deux tendances : on y trouve de fines nuances sur les déceptions que les fugitifs ont pu rencontrer en Suisse mais aussi une série d'explications à grand renfort d'anticommunisme et de stéréotypes. Par exemple, en janvier 1957, László Nagy énumère les plaintes des réfugiés à travers leurs témoignages : l'un souligne son désir d'aller outre l'Atlantique, l'autre déplore la vitesse avec laquelle, en Autriche, il a dû choisir où aller, le dernier dénonce l'inactivité à laquelle il est contraint. Après ces constatations très clairvoyantes, Nagy relaie ensuite mot pour mot la rhétorique des autorités sur les dégâts du communisme qui expliqueraient les comportements perçus comme déviants[301].

On peut s'interroger sur les motivations de ces exilées et exilés pré-1956. Bien sûr, d'après les entretiens que nous avons menés, un sentiment de solidarité très fort à l'égard de leurs compatriotes d'infortune les anime. À cela s'ajoutent peut-être d'autres facteurs.

---

298 « Nouvelle organisation de l'aide aux Hongrois », *Feuille d'avis de Lausanne*, 16 février 1957 ; « Le travail des réfugiés hongrois », *Feuille d'avis de Lausanne*, 12 mars 1957.

299 « Au centre d'accueil de la Croix-Rouge », *Feuille d'avis de Lausanne*, 23 février 1957.

300 « Au centre d'accueil de la Croix-Rouge », *Feuille d'avis de Lausanne*, 23 février 1957.

301 Nagy Laszlo, « L'assimilation des réfugiés hongrois demande du tact et de la patience », *Journal de Genève*, 31 janvier 1957.

Leur accueil en Suisse, comme celui d'Anita Buss en 1945, de László Nagy et de Gabriella Kiss en 1947 ou de François Irmay en 1949, avait été bien différent, ces derniers n'ayant pas le statut de réfugié et ne jouissant pas de «*l'effet 1956*». Le renouvellement de leur séjour en Suisse dépendait du bon vouloir des autorités et leurs déplacements à l'étranger pouvaient être problématiques[302]. Professionnellement, ils et elles étaient parfois dans une impasse comme Irmay qui, malgré l'obtention du diplôme de vétérinaire «*pour étrangers*» en 1953 à Berne, ne parvient à le transformer en diplôme fédéral qu'en 1958[303]. Malgré leur bonne volonté, ces exilées et exilés étaient souvent surveillés par le ministère public de la Confédération à l'image de Nagy, pas franchement bienvenu, et cela malgré ses positions clairement anticommunistes. En 1956, cet engagement les rend soudain visibles et valide symboliquement leur asile en Suisse. Sans que nous ne puissions dire si cette évolution est due à l'aggravation de la situation géopolitique ou à l'impact de 1956, ces derniers semblent par la suite moins chicanés par les autorités suisses. C'est d'ailleurs ce que confirme László Nagy dans son autobiographie[304]. En outre, en côtoyant les élites suisses dans les comités d'aide notamment, ils et elles augmentaient, consciemment ou non, leur capital social et peut-être leurs opportunités de carrière.

Outre l'engagement individuel et ponctuel de membres de vagues d'émigration pré-1956, nous avons constaté différentes tentatives de fonder des associations ou des comités d'entraide d'obédience hongroise, essais qui se heurtent à la suspicion des autorités. Ces dernières ne voient généralement pas d'un bon œil la formation de comités exclusivement hongrois. Fin 1956, une association surprise fait son apparition : le Comité général pour les questions hongroises. Selon un communiqué, il prévoit le secours aux réfugiés ; l'assistance régulière, spécialement aux enfants hongrois, par l'intermédiaire de personnes qui parlent le hongrois ; l'aide aux autorités suisses dans les

[302] Surtout pour László Nagy et Gabriella Kiss. Cette dernière a toutes les peines du monde à obtenir le statut de réfugiée alors que son retour en Hongrie aurait été très risqué. La Division de police en 1950 s'en explique ainsi : «*Mlle Kiss ne fournit aucune preuve à l'appui de ses dires.*» Berne refuse plusieurs fois d'entrer en matière. Peinant à vivre avec les maigres contributions du comité qui la parraine, elle est sous-alimentée. Elle obtient finalement l'asile plus d'un an après. Elle est aussi très limitée dans ses déplacements. En 1952 par exemple, Gabriella Kiss demande un titre de voyage en Allemagne qui ne lui est délivré qu'après qu'elle a expliqué qu'elle souhaite s'y rendre pour se renseigner sur les possibilités d'émigration aux USA. CH-BAR#E4264#1988/2 # 31777* Kiss Gabrielle, 1948-1965.

[303] CH-BAR#E3300C#1988/32# 236*.

[304] Nagy László, *L'art de rebondir : le tour du monde en 80 ans*, Genève : Georg, 2003, p. 119-123.

questions ou problèmes qui se poseront « *tôt ou tard* » dans la prise en charge et le placement des réfugiés[305]. Ce programme n'a l'air de rien mais les objectifs diffèrent étrangement d'autres comités. Les autorités fédérales soupçonnent le président de cette association, Endre Koppany, un juriste autrichien d'origine hongroise, de travailler pour la République populaire de Hongrie. À travers l'enquête de la police zurichoise, il apparaît que Koppany a des amis embarrassants qui soutiennent le régime hongrois. Les réunions sont alors scrupuleusement filtrées par la police qui en rend compte au ministère public de la Confédération. Mis sous pression par Berne, le comité doit finalement annoncer sa dissolution en avril 1957. Dans son rapport final, il apparaît que ses activités consistaient surtout en des initiatives : visites dans les camps, invitation de réfugiés hongrois à des repas, dons en liquide ponctuels[306].

Quand on sait que le personnel de la légation hongroise fait tout pour accéder aux camps pour parler aux réfugiés et les informer des décrets d'amnistie prononcés par le gouvernement Kádár dans le cadre d'une large entreprise de propagande d'encouragement au retour, les initiatives du Dr Koppany peuvent en effet paraître assez louches. On connaît des exemples d'émigrés hongrois impliqués dans l'accueil de leurs compatriotes et qui reviennent en Hongrie, peu après 1956, chargés de valises d'informations sur leurs compatriotes[307]. Cet incident témoigne de la méfiance des autorités suisses envers une entraide hongroise pour les Hongrois. Elles évaluent l'intégration dans la société suisse de ces personnes pour favoriser ou non leurs activités comme en témoigne le rapport d'un agent zurichois : « *Il ne nous semble pas opportun qu'un étranger vivant en Suisse seulement depuis 1952* […] *prenne une position clé dans la prise en charge et ait une possibilité de contrôle des réfugiés vivant dans notre pays.* »[308]

Ces soupçons sont symptomatiques du climat entre bienveillance et extrême méfiance face à l'entraide au sein de la diaspora. Il faut encore noter que ce sont des Hongrois qui attirent l'attention des autorités sur l'étrangeté de ce comité : la méfiance est également de mise au sein de la population réfugiée.

---

[305] « Un comité général pour les questions hongroises est créé à Zurich », *Journal de Genève*, 9 novembre 1956.

[306] Komitee für gesamtungarische Angelegenheiten. Bericht des Sekretariates des Komitees, Kloten, 25 avril 1957, CH-BAR# E3120C#2007/130# 528*.

[307] C'est le cas du politicien Miklós Szabó qui réussit à infiltrer des camps pour décrédibiliser l'accueil des réfugiés hongrois : Szabó Miklós, *Sans feu ni lieu : destins d'émigrés hongrois*, Budapest : Éditions Pannonia, 1960.

[308] Rapport des services de renseignement de Zurich sur la rencontre du Comité à la suite de l'appel de volontaires, 3 décembre 1956, CH-BAR# E3120C#2007/130# 528*.

D'autres associations sont en revanche tolérées par les autorités. C'est le cas de l'Union des associations hongroises de Suisse (SMESZ)[309], fondée en 1957 justement dans le but de contrôler la « *validité* » des associations hongroises et qui demeure jusque dans les années 1980 le principal interlocuteur des autorités suisses.

L'espoir déçu, l'espoir d'autres horizons

Nous avons évoqué le souhait d'une partie des réfugiées et réfugiés de ne pas rester en Suisse. Cette polémique filtre progressivement dans la presse sans trop de détails. Tout juste apprend-on que des représentants de la Croix-Rouge à Vienne auraient promis aux réfugiés qu'une fois en Suisse, ils pourraient émigrer outre-mer. La presse rapporte d'ailleurs ces velléités d'émigration avec scepticisme : « *Il serait bon* […] *de renseigner les réfugiés : ils ne trouvent pas du jour au lendemain une situation magnifique.* »[310]

L'un des délégués de la Croix-Rouge, le colonel Heinrich Bircher concède que des bruits ont certainement circulé en Autriche entraînant ce malentendu. Selon nous, il n'est pas exclu que le personnel helvétique ait fait cette promesse en Autriche face au (trop) peu de demandes d'émigration vers la Suisse ou en réponse aux demandes persistantes des réfugiées et réfugiés. Toujours est-il que c'est avec cet espoir d'émigration outre-mer que beaucoup de Hongroises et Hongrois sont arrivés en Suisse et, comme le concède un fonctionnaire fédéral, « *l'obligation de rester dans notre pays a été souvent une amère déception* »[311]. Certains d'entre eux refusent catégoriquement de travailler et des groupes « [menacent] *même de retourner illégalement en Autriche* »[312]. Ce malentendu transparaît aussi des réunions de l'OCSAR. Oscar Schürch y explique que des possibilités d'émigration pourront probablement se créer et en attendant, il « *déconseille fortement d'aborder le problème officiellement et ainsi déclencher une avalanche, et préconise de seulement informer les réfugiés*

[309] *Svájci Magyar Egyesületek Szövetsége*/Verband Ungarischer Vereine in der Schweiz (VUVS).
[310] « Les réfugiés hongrois à La Chaux-de-Fonds », *L'Impartial*, 2 mai 1957 (citation). Buss Richard, « Beschwerlicher Weg zurück vom Heldentum », *Die Tat*, 4 février 1957 ; « À propos des Hongrois de La Vallée », *Feuille d'avis de Lausanne*, 18 mars 1957.
[311] Aide aux réfugiés hongrois. Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, p. 24 et 40 (citation).
[312] Déclaration de M. Schürch, chef de la délégation suisse à la 4e session du Comité exécutif de l'UNREF, 29 janvier 1957, p. 3, CH-BAR#E4001D#1973/125# 1434*.

qu'il n'y a pas d'obstacle à l'émigration »[313]. Les autorités militaires constatent également ce problème :

> « *L'agitation provoquée par ceux qui constataient l'impossibilité d'un départ à l'étranger fut pénible. Ils reprochèrent parfois aux autorités de ne rien faire pour tenir leurs promesses faites. Ils adressèrent des protestations à différents organismes. Les explications qui leur furent données n'eurent que peu de succès ; butés et se soutenant les uns les autres.* »[314]

L'état-major adresse un rapport au Conseil fédéral qui le pousse à accélérer les démarches :

> « *Un grand nombre de réfugiés ne veulent pas s'établir en Suisse. Ils estiment avoir été trompés lors de leur départ d'Autriche où les autorités et les représentants de la Croix-Rouge leur ont assuré que leur séjour en Suisse ne serait que provisoire* […]. *Ils savent que des transports aériens partent chaque jour de Munich à destination des USA ou du Canada et s'estiment lésés.* […] *La question de l'émigration est à résoudre sans retard, car il ne sert à rien de vouloir incorporer des gens qui sont venus en Suisse provisoirement, en attendant de pouvoir gagner d'autres pays.* »[315]

Les intentions affichées de la Suisse s'adaptent selon le contexte. Auprès de l'UNREF, son représentant explique qu'en décembre, la Confédération envisageait qu'une partie des réfugiés puissent émigrer dans des pays tiers, « *qui n'étaient à l'époque pas encore prêts à les accueillir* ». Cette affirmation contredit les premiers rapports qui préconisent d'emblée une implantation durable des réfugiées et réfugiés. Face à la volonté d'une partie d'entre eux de quitter la Suisse, le DFJP promeut la création de possibilités d'émigration auprès des institutions onusiennes[316].

---

[313] Protokoll der 61. Vorstandssitzung der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, 15 décembre 1956, AfZ-SFH : 54 (A).

[314] Aide aux réfugiés hongrois. Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, p. 23, CH-BAR#E4001D#1973/125# 1434*.

[315] Extrait du rapport du sous-chef de l'EM ter. remis le 27 décembre 1956, cité in Aide aux réfugiés hongrois. Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, p. 23-24.

[316] Déclaration de M. Schürch, chef de la délégation suisse à la 4e session du Comité exécutif de l'UNREF, 29 janvier 1957, p. 2-4, CH-BAR#E4001D#1973/125# 1434*.

Dans un premier temps, les responsables de l'accueil font patienter les déçus : on s'efforce de les convaincre qu'accepter une place de travail en Suisse pourra jouer en leur faveur lors d'une demande d'émigration. Un rapport confidentiel de Schürch est éloquent : « *pour ceux qui souhaitent émigrer outre-mer, nous diffusons le "bruit" selon lequel seuls ceux qui peuvent prouver qu'ils ont eu une activité professionnelle en Suisse ont des chances de pouvoir émigrer.* »[317] Un bon moyen de canaliser les fauteurs de troubles et, par la même occasion, de les mettre au travail. Parallèlement, les autorités suisses s'activent auprès du HCR pour favoriser un accord avec les États-Unis ou l'Australie en déclarant vouloir tenir compte des « *désirs légitimes des réfugiés* »[318]. Ces négociations aboutissent en mars 1957 : l'Australie s'engage à donner l'asile à un contingent de 1 500 ressortissantes et ressortissants hongrois en Suisse. L'Action-Australie contient une clause assez exceptionnelle : les réfugiées et réfugiés bénéficient d'un droit de retour en Suisse si la vie dans le nouveau pays d'asile ne leur convient pas[319]. L'Australie dépêche alors une commission de sélection qui prend ses quartiers dans un hôtel lucernois. Le coût de cette entreprise représente un enjeu important, les frais de voyage de chaque réfugié vers l'Australie s'élevant à 400 dollars. À ces coûts s'ajoutent l'installation et l'entretien de la commission à Lucerne, épaulée par une délégation du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME), l'emploi de personnel pendant cette période, les frais de radiographie des poumons exigées par les autorités australiennes et les voyages des personnes intéressées vers Lucerne. En tout, près d'un million de francs suisses. Finalement, les États-Unis (qui favorisent ainsi l'émigration en Australie) participent à hauteur de 200 dollars par réfugiée et réfugié, tandis que l'Australie n'assure que 96 dollars par personne[320].

La demande d'émigration est contraignante : les candidats doivent apporter à Lucerne un titre de voyage obtenu auprès des autorités suisses, une radiographie, onze photographies passeport par individu. Sur les 2 185 personnes appelées à se présenter à Lucerne, 1 633 ne se sont pas

[317] Rapport d'Oscar Schürch à Markus Feldmann, 14 janvier 1957, p. 3, CH-BAR#E4001D#1973/125# 1434*.

[318] Déclaration de M. Schürch, chef de la délégation suisse à la 4e session du Comité exécutif de l'UNREF, 29 janvier 1957, p. 4, CH-BAR#E4001D#1973/125# 1434*.

[319] Buss Anita, *Aufnahme und Eingliederung der ungarischen Flüchtlinge…*, p. 18-19.

[320] Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale, 17 mai 1957, CH-BAR#E4001D#1973/125# 1434*.

présentées, 261 personnes ont été recalées. En tout, ils et elles seront 1 100 à obtenir un visa pour l'Australie, 108 reviendront en Suisse jusqu'en 1959[321].

Enfin, environ 1 500 personnes (jusqu'à 1962) ont quitté la Suisse vers d'autres destinations, généralement européennes ou outre-Atlantique. Certains groupes occupés dans le secteur primaire ne pouvaient être placés en Suisse, à l'instar des 114 mineurs de fond. Un accord est trouvé avec l'Allemagne qui s'engage à les accueillir dans la Ruhr[322]. Outre les départs légaux ou illégaux dans les pays voisins tels que la France et l'Italie, une minorité d'hommes envisagent d'intégrer la Légion étrangère. Au niveau international, ils seront plusieurs milliers de réfugiés entre 1956 et 1957 à rejoindre cette troupe. Dès la fin 1956, certains d'entre eux passent la frontière franco-suisse dans le but de s'enrôler[323]. Après l'Australie, le Canada, dès avril 1957, se propose également d'accueillir jusqu'à 750 réfugiées et réfugiés de Suisse. Seulement une quarantaine de personnes se sont décidées à demander leur visa pour ce pays. Le peu de départs s'explique probablement par le fait que les œuvres d'entraide avaient reçu la consigne de la Division de police de ne pas faire de publicité pour cette possibilité[324]. Il s'agit probablement d'une manière d'éviter une émigration massive.

4.4 Pour que les réfugiées et réfugiés restent

L'étude de ce « moment 1956 » mène à plusieurs constats.

La compassion envers les Hongroises et Hongrois est assortie d'une volonté de les intégrer durablement. Elle est parallèle à la sympathie que suscitent, d'abord, les « combattants de la liberté », puis les réfugiées et réfugiés. Les

[321] Rapport sur la mission australienne à Lucerne, 8 juin 1957, AOIM : SIT-00-23 ; « Die Ungarnflüchtlinge in der Schweiz in Zahlen », 13 octobre 1959, AfZ-SFH : 57 (A).

[322] Aide aux réfugiés hongrois. Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, p. 15, CH-BAR#E4001D#1973/125# 1434*.

[323] Généralement, les autorités suisses tentent d'empêcher ces départs. Lettre du procureur général du ministère public fédéral à Markus Feldmann, 18 décembre 1956, CH-BAR#E4001D#1973/125# 1434*. Sur la légion étrangère et les réfugiés de 1956 : Nové Béla, *« Patria nostra. » 56-os menekült kamaszok a Francia Idegenlégióban* [Patria nostra, jeunes réfugiés de 1956 dans la Légion étrangère], Budapest : Balassi Kiadó, 2016.

[324] Buss Anita, *Aufnahme und Eingliederung der ungarischen Flüchtlinge…*, p. 19 ; Protokoll der 65. Vorstandssitzung der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, Berne, 23 mai 1957, AfZ-SFH : 55 (A).

mesures d'intégration s'appuient indubitablement sur l'engagement des élites et des futures élites. C'est particulièrement évident au sein du Comité d'entraide aux réfugiés hongrois étudiants. Des futures personnalités politiques comme Elisabeth Kopp, bientôt première femme conseillère fédérale, ou encore Walter Renschler, conseiller national-socialiste dès 1967, s'engagent corps et âme dans l'accueil de la vague de 1956, quitte à interrompre leurs études[325]. Ils et elles appartiennent à une génération de politiciens suisses dont la conscience politique est née à la suite de l'Insurrection. Cette sympathie mène à des actions concrètes qu'on pourrait qualifier de politiques d'intégration avant l'heure : parrainage, accompagnement personnalisé, mais aussi cours de langue et publication de journaux. Toutes ces actions ne sont néanmoins pas présentées comme des dispositifs d'assimilation signifiant l'abandon total des éléments qui composent l'identité d'origine. Au contraire, on multiplie les mesures pour que les exilées et exilés soient « *moins dépaysés* »[326]. La mise en place de structures et d'événements culturels hongrois tels que bibliothèques, clubs, messes, projections, émissions de radio quotidiennes, etc., témoigne d'un égard au maintien de la culture d'origine. L'inauguration de foyers hongrois début 1957 montre les velléités d'intégrer sans isoler et de transmettre les valeurs prétendues suisses sans pour autant effacer la culture hongroise.

On peut toutefois constater des déséquilibres en termes d'accès, d'abord entre les grandes villes et les bourgades ou villages qui n'offrent pas les mêmes avantages. Même s'ils habitent souvent en ville, les ouvrières et ouvriers, comme nous l'explique Mária Szőregi, peinent à se rendre aux cours de langue le soir[327]. Nous avons également pu constater un déséquilibre entre celles et ceux qui ont été tout de suite placés en fabrique – pour lesquels les mesures n'étaient pas vraiment adaptées – et les étudiantes et étudiants. Malgré ces inégalités, ces politiques d'intégration représentent une véritable ligne, à mille lieues de ce que vivent à la même époque les autres travailleurs et travailleuses étrangères. Dans leurs cas, les autorités préconisent une non-intégration et font en sorte qu'ils ne s'établissent pas. En témoigne l'interdiction aux saisonniers de séjourner en Suisse avec leur famille. En 1956 au contraire :

> « *Lorsqu'elles traitent les cas des réfugiés hongrois, les autorités doivent retenir que le Conseil fédéral entendait, par ses décisions, intégrer les réfugiés dans*

[325] Tanner Jakob, *Geschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*, Munich : C.H.Beck, 2015, p. 325 ; Zabratzky George, *Flucht in die Schweiz : ungarische Flüchtlinge in der Schweiz*, Zurich : Orell Füssli, 2006, p. 30-61.

[326] « Au centre d'accueil de la Croix-Rouge », *Feuille d'avis de Lausanne*, 23 février 1957.

[327] Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015.

la communauté suisse et leur donner en même temps la faculté de développer librement leur personnalité et d'assurer leur avenir professionnel. Elles ne sauraient les renvoyer en invoquant des raisons de surpopulation étrangère. »[328]

Cette « *opération intégration* »[329] ne trouve quasiment aucun détracteur à l'aube des « années Schwarzenbach », du nom du politicien zurichois James Schwarzenbach, principal initiateur de votations populaires visant à réduire le nombre d'étrangères et étrangers en Suisse.

Enfin, contrairement à un propos fréquemment évoqué dans la littérature secondaire, la « proximité culturelle » censée avoir favorisé l'intégration des Hongroises et Hongrois en Suisse ne semble ici jouer aucun rôle. Ces derniers sont au contraire dépeints comme très exotiques notamment parce qu'ils et elles ont grandi dans le « bolchevisme ». Le *Bündner Tagblatt* va même jusqu'à dire qu'on ne peut s'imaginer deux tempéraments si éloignés que celui des Hongrois et celui des Suisses[330]. Cet argument de la « proximité culturelle » s'apparente à un jugement téléologique et anachronique, forgé à l'aune des débats politiques et des discours hostiles aux nouveaux réfugiés dans les années 1980.

En 1956, la presse, les autorités et les responsables de l'accueil considèrent la culture et le mode de vie des Hongroises et Hongrois comme très différents mais cela ne les empêche pas de prendre en compte les difficultés liées à leur passé, à leur situation, voire à leur futur : traumatismes, mal du pays, isolement, déracinement, manque de la famille, etc.

Si l'intégration a peut-être été facilitée – si tant est qu'on puisse l'évaluer – ce n'est pas en raison de l'origine ethnique de la population réfugiée mais grâce à des politiques ambitieuses menées par les autorités et les responsables de l'accueil envers elle. Celles-ci résultent d'une volonté politique visible au niveau fédéral et local mais aussi d'un contexte favorable.

Implicitement, ces mesures d'intégration sont censées empêcher l'émigration dans d'autres pays, mais aussi les rapatriements. Si le souhait d'une partie des réfugiées et réfugiés d'émigrer provoque déjà l'étonnement dans la société suisse, que dire des velléités de retour d'une frange d'entre eux ? La partie suivante de notre recherche s'emploie à comprendre et expliquer le phénomène des rapatriements après 1956.

---

[328] Markus Feldmann, Circulaire aux Départements de police des cantons, 16 février 1957, CH-BAR#E2001E#1972/33# 6808*. Pour l'évolution de la notion d'intégration en Suisse : Mahnig Hans (éd.), *Histoire de la politique de migration…*, p. 255-285.

[329] L'expression est de la *Voix ouvrière* qui commente avec distance ces efforts.

[330] « Ein Jahr Ungarnflüchtlinge », *Bündner Tagblatt*, 7 novembre 1957.

Troisième partie : Le retour

> « *L'identité yazige rend le retour plausible et concevable. Le concept d'immigration est inconnu en Yazigie, il n'y a pas de schéma, de modèle pour le penser. C'est une terre d'émigration massive, tous ceux qui ont un tant soit peu d'ambition partent dès que possible, et quand ce n'est pas possible, ils se suicident, ce qui après tout n'est qu'une autre manière de quitter le pays. Mais personne ne s'installe en Yazigie. Sauf les Yaziges de l'étranger. Qui reviennent. Qui rentrent. Au point qu'il est syntaxiquement impossible d'immigrer en Yazigie. En yazige, Yazigie se dit à-la-maison. Or on ne peut pas entrer à la maison : soit j'entre dans une maison, soit je rentre à la maison. La vérité démographique est dans la langue, la Yazigie est un territoire qu'on ne peut pénétrer que sur le mode du retour, sauf si l'on est un char soviétique mais alors c'est très différent.* »
>
> Yargekov Nina, *Double nationalité*, Paris : Pol Éditeur, 2016, p. 113-114 [ndlr. la Yazigie désigne la Hongrie].

Cette troisième partie est consacrée aux « revenantes et revenants » : les personnes qui, après avoir fui la Hongrie en 1956-1957, décident de rentrer au pays. Elle est plus généralement dédiée à la migration de retour et à ses enjeux durant la guerre froide.

La Hongrie connaît au cours du xx^e siècle plusieurs vagues d'émigration d'ampleur. Entre 1945 et 1953, ils et elles seraient 110 000 à avoir quitté le pays, principalement pour l'Europe de l'Ouest et l'Amérique[1]. Les autres pays d'Europe centrale ne sont pas en reste : plusieurs phases d'émigration jalonnent également leur histoire. Pendant la guerre froide, leurs gouvernements s'efforcent de faire revenir les expatriées et expatriés en tentant de les convaincre que le socialisme apporte de bonnes choses. L'Union soviétique, déjà rompue à l'exercice, chapeaute ces « opérations séduction ». En 1955, une campagne est menée tambour battant par plusieurs pays communistes dont la Hongrie pour appeler au retour ses ouailles à l'étranger. Mais en 1956, ces efforts sont annihilés en quelques semaines. L'image de la Hongrie est au plus bas et quelque 200 000 nouvelles émigrantes et émigrants prennent la route vers l'Ouest.

Nous aborderons la question du rapatriement vers la Hongrie d'abord au niveau international (chapitre 5) puis spécifiquement depuis la Suisse (chapitre 6) avec l'objectif d'en retracer les enjeux politiques et sociaux. Une fois admise en Autriche et en Yougoslavie, puis dans un second pays d'accueil, la majorité des réfugiées et réfugiés de 1956 s'est décidée à rester en Occident. Beaucoup n'ont aucune raison de retourner dans la Hongrie de János Kádár : ils ont choisi de refaire leur vie dans le « Monde libre ». Pour la plupart, la question du retour ne se pose même pas. D'autres, hésitants, renoncent au retour en Hongrie, parce qu'ils risquent la prison, une stigmatisation durable, ou encore parce qu'ils ne savent *pas* ce qui les attend. Enfin, certaines et certains décident de rentrer, envers et contre tout.

[1] Dövényi Zoltán, « Zeitliche und rumliche Aspekte der Migrationswellen in *Ungarn* 1918-1995 », in Seewann Gerhard (éd.), *Migration und ihre Auswirkungen. Das Beispiel Ungarn 1918-1995*, Oldenbourg : Wissenschaftsverlag, 1997, p. 18.

Chapitre 5

Retour vers l'Est

« *Vous ne comprenez pas, monsieur. Vous autre Hongrois de l'étranger, vous croyez que ceux qui sont restés feraient n'importe quoi pour partir. Eh bien, vous vous trompez. Nous aimons notre pays, nous.* »

Képès Sophie, *Un automne à Budapest*,
Paris : Éditions du Seuil, 1984, p. 99.

Quand un pays est fortement sujet à l'émigration, son gouvernement peut adopter plusieurs attitudes, allant de l'indifférence à la préoccupation. Lorsque l'État se soucie de sa diaspora à l'étranger, son attitude varie « *de la condamnation à la main tendue* »[1], dictée par une combinaison d'intérêts idéologiques et/ou pragmatiques. Pendant la guerre froide, les pays communistes essaient régulièrement de faire revenir leurs dissidentes et dissidents. Cette histoire est en partie méconnue, probablement parce qu'avec une vision téléologique, l'entreprise semble vouée à l'échec, désespérée, vu le flux continu des migrations Est-Ouest. Mais en 1955, en plein dégel, beaucoup croient à son succès : l'URSS et ses satellites se lancent dans une vaste campagne de

[1] Green Nancy, Weil François, *Citoyenneté et émigration : les politiques du départ*, Paris : École des hautes études en sciences sociales, 2006, p. 15.

rapatriement, surveillée de près par la Central Intelligence Agency (CIA) mais aussi par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), principal défenseur des réfugiées et réfugiés qui fuient les dictatures de l'Est.

Dans le cas hongrois, ces efforts pour faire revenir les expatriées et expatriés se trouvent annihilés en 1956 lorsque près de 200 000 personnes quittent le pays. Le gouvernement Kádár s'emploie alors à inciter celles et ceux qui ont quitté la Hongrie à se raviser. Non sans quelque succès. Ces rapatriements ont de quoi surprendre les Occidentaux. Le HCR et les œuvres d'entraide imposent un cadre à ces retours. Ils agissent également en Yougoslavie : ce pays communiste mais indépendant de l'URSS va-t-il coopérer en faveur du retour ? Les enfants réfugiés non accompagnés sont au centre de querelles entre les deux Blocs. Tandis que la Hongrie demande leur rapatriement automatique, les pays occidentaux prônent plutôt le libre arbitre des jeunes. Pendant ces négociations, les médias communistes donnent leur version de l'exode. Les réfugiées et réfugiés sont dépeints tour à tour comme des traîtres et comme des victimes de la propagande qui vante la vie dorée de l'Ouest. Bientôt, la presse communiste leur oppose la figure de bons élèves : les « revenantes et revenants ». Elle valorise les témoignages qui rapportent leur déception dans cet « Ouest doré ». Une instrumentalisation à laquelle les ex-réfugiées et ex-réfugiés contribuent. Contrainte ou volontaire, leur participation à cette propagande représente-t-elle un moyen de réduire les sanctions qui les attendent à leur retour ?

5.1 « Enfin à la maison ! » : l'appel au retour de 1955

Détente et séduction : un programme généralisé du Bloc de l'Est

Après la mort de Staline en 1953, l'URSS et ses satellites se lancent dans un vaste programme : tenter de séduire les dissidentes et dissidents récemment passés à l'Ouest, ainsi que les nombreuses personnes déplacées (DPs) pendant et après la Seconde Guerre mondiale qui n'étaient jamais revenues. Si cette politique a déjà été expérimentée par l'URSS et les pays d'Europe de l'Est au sortir du conflit mondial, elle s'est véritablement généralisée et officialisée dès 1955 par divers décrets d'amnistie et la diffusion d'une exhortation au retour auprès des émigrées et émigrés[2].

[2] Sur le sujet : Lehmann Maike, « A Different Kind of Brothers : Exclusion and Partial Integration After Repatriation to a Soviet "Homeland" », *Ab Imperio* 2012, p. 171-211. Et Holborn Louise,

Cette campagne s'inscrit dans une bataille culturelle parallèle au dégel : entre 1953 et le début des années 1960, les USA comme l'URSS pratiquent un marketing qui mène à des mesures concrètes. Le Kremlin s'emploie à améliorer son image notamment auprès des Russes de l'étranger. Depuis sa création, l'URSS a coutume de s'intéresser aux exilées et exilés particulièrement lorsque leur parole représente une source potentielle de « désinformation ». L'opération séduction de 1955 ne fait pas exception : elle est une réponse soviétique à la mobilisation massive de transfuges exilés à l'Ouest – notamment via la CIA – dans la propagande anticommuniste. Il faut dire aussi que les pays occidentaux, puis l'ONU dès 1951, refusent généralement de collaborer avec l'administration soviétique dans les rapatriements forcés des DPs. L'URSS change ainsi de cap face aux émigrées et émigrés qui ont fui les régimes communistes. Sa rhétorique privilégie désormais une approche culturelle et émotionnelle pour convaincre les Russes, mais aussi les personnes originaires d'Arménie, d'Ukraine ou des Pays baltes de rentrer au pays[3].

La politique de main tendue se veut générale et généreuse : l'amnistie concerne même les cercles dissidents qui ont collaboré avec l'armée nazie ou ont participé à des activités antisoviétiques[4]. Plusieurs démocraties populaires mettent également en œuvre un programme de sollicitation de leurs émigrées et émigrés. La Tchécoslovaquie, la Pologne, la Hongrie et la Roumanie opèrent dans le sillage de l'URSS mais avec leurs propres stratégies. Les décrets d'amnistie sont alors présentés comme corollaires à l'anniversaire symbolique des dix ans de la Libération. Comment transmettre les nouvelles lois vers le monde entier ? En 1955, l'URSS met en place à Berlin-Est le Comité soviétique de rapatriement qui vise à transmettre l'appel de l'autre côté du Rideau de fer. Il est mené par des officiers de l'Armée rouge – cette dernière bénéficiant d'une aura certaine –, secondés par le KGB[5]. Par diverses stratégies,

---

L'Organisation internationale pour les réfugiés : agence spécialisée des Nations unies, 1946-1952, Paris : PUF, 1955, p. 410-430.

[3] Scott-Smith Giles, *The cultural Cold War in Western Europe*, Londres : Frank Cass, 2003 ; Gould-Davies Nigel, « The Logic of Soviet Cultural Diplomacy », *Diplomatic History*, 27(2), 2003, p. 193-214 ; Zieck Marjoleine, *UNHCR and Voluntary Repatriation of Refugees…*, 1997, p. 43-45 ; Mikkonen Simo, « Mass Communications as a Vehicle… », p. 45 ; 48-49 ; 54-55.

[4] Zalkalns Lilita, *Back to the motherland…*, p. 78-81.

[5] « Komitet za vozvrashcheniu na Rodinu », littéralement le « Comité pour le retour vers la patrie ». On ajoutera en 1959 « et du développement des relations culturelles avec les compatriotes », avant que le nom du Comité ne perde définitivement la mention du retour. Il existe encore aujourd'hui sous le nom de « Rodina ». Mikkonen Simo, « Mass Communications as a Vehicle… », p. 48 ; Zalkalns Lilita, *Back to the motherland…*, p. 84-100.

l'URSS et ses pays amis s'efforcent alors d'atteindre les exilées et exilés. Cela passe par le renforcement du personnel et des moyens des légations dans les pays traditionnels d'immigration, mais aussi par la production de contenus culturels à la radio et dans des journaux. Innovante par ses moyens de diffusion ainsi que par son contenu, la campagne radiophonique se fonde sur le témoignage de personnes ordinaires sans lien avec le gouvernement. Soit ces personnes appellent un proche, une fille, un père, un ami au retour, soit elles sont elles-mêmes rentrées au pays et racontent leur (re)découverte de l'URSS, soit encore, elles sont « bloquées » en Occident et rendent compte de leur condition – difficile – d'exilée et exilé[6]. La campagne se veut respectueuse des émigrées et émigrés, jusque-là souvent ignorés ou méprisés, et dépeint la vie en exil comme triste et jalonnée de désillusions. Outre l'amnistie, les promoteurs du rapatriement leur promettent des emplois, l'éducation gratuite pour les enfants et une sécurité sociale plus développée que celle des démocraties libérales. La publication d'un bulletin distribué aux exilées et exilés, *Pour le Retour vers la patrie*, dans différentes langues du Bloc de l'Est parachève l'opération. Enfin, l'URSS développe d'autres stratégies plus intrusives comme l'envoi d'agents chargés de convaincre, parfois à l'aide de pressions, des leaders d'institutions anticommunistes de rentrer[7]. On connaît l'exemple de collaborateurs de *Radio Liberty* (l'antenne de la CIA qui émet en URSS) ayant choisi le rapatriement. La campagne amorcée en 1955 aura comme effet de sensibiliser davantage les autorités américaines sur le sort des réfugiées et réfugiés. C'est en effet à partir de ce moment que, grâce à des programmes ambitieux, elles font en sorte d'améliorer la situation des transfuges russes. Les USA facilitent de manière croissante leur venue depuis l'Europe pour éviter qu'ils ne croupissent dans des camps et soient ainsi sensibles à la propagande soviétique[8].

La campagne soviétique de rapatriement est suivie attentivement par la CIA qui en définit les buts dans un rapport confidentiel : inverser la tendance de la migration en direction de l'Ouest, récupérer les compétences des dissidents

[6] Les personnes sont généralement averties du passage de l'un de leurs proches à la radio. Summary facts relating to the Soviet Redefection Campaign (rapport en possession de la Mission américaine aux Nations unies) s.d., non signé, p. 2, NARA : RG 84, NND 979141-84-1030D, Box 57. Je remercie Gusztáv Kecskés de m'avoir signalé ce document. Voir aussi Galvan Valeria, « The Impact of the Soviet Repatriation Campaign… », 2017, p. 22-34.

[7] Mikkonen Simo, « Mass Communications as a Vehicle… », p. 51 ; Zalkalns Lilita, *Back to the motherland…*, p. 12 ; Galvan Valeria, « The Impact of the Soviet Repatriation Campaign… », p. 24-25.

[8] Mikkonen Simo, « Mass Communications as a Vehicle… », p. 52, 55-56.

pour répondre aux besoins économiques, déstabiliser les associations d'exil et convaincre les Occidentaux que le communisme est « *digne de considération* »[9]. Les organisations d'exil sont très gênantes pour l'URSS car elles s'emploient à perturber chaque visite de délégations soviétiques dans les pays occidentaux en provoquant manifestations et protestations[10].

Le résultat de la campagne est sujet à controverses. Dans son rapport, la CIA relève que les pays satellites de l'URSS qui se vantent du retour d'un « *grand nombre d'émigrés* » rechignent généralement à publier des chiffres précis, ce qui serait une preuve de l'échec de la campagne[11]. Mais les résultats sont parfois tangibles : des centaines de Russes et d'Ukrainiens se sont par exemple décidés à rentrer depuis l'Amérique du Sud. Fort médiatisé, leur retour par bateau au printemps 1956 est alors instrumentalisé par la propagande communiste[12]. Le rapport de la CIA n'évalue qu'à guère plus de 6 000 personnes le nombre total des *redefectors*, ces ex-émigrés qui ont rejoint le bloc de l'Est depuis le « Monde libre » entre les printemps 1955 et 1956. Le rapport ne cesse d'insister sur le caractère dérisoire de ce chiffre au vu des 1,2 million de personnes qui ont fui à l'Ouest depuis 1945. La CIA redoute pourtant les retombées de la campagne en termes de propagande et craint le redoublement des efforts des démocraties populaires pour rappeler à elles les brebis égarées. Elle est sensible aux dégâts d'image que la campagne pourrait causer.

Le cas de la RDA mérite d'être brièvement abordé. Avant la construction du mur, on observe bien sûr un flux migratoire dominant en direction de l'Ouest. Or, au début des années 1950, pour cinq personnes qui rejoignent l'Ouest, une personne émigre vers l'Est. La CIA déplore d'ailleurs que la RFA n'ait pas de « *régulations pour empêcher ce flux* »[13]. Ainsi, entre 1951 et le milieu de l'année 1955, entre 200 000 et 300 000 personnes auraient rejoint la RDA.

---

[9] Provisional intelligence report, The redefection-repatriation campaign of the soviet bloc, 1955-1957, Central Intelligence Agency, Office of Research and Reports, 28 juin 1957, NARA : General CIA Records, CREST (the CIA Records Search Tool) : CIA/RR PR-162, p. 2. Je remercie Gusztáv Kecskés de m'avoir signalé ce rapport.

[10] Zalkalns Lilita, *Back to the motherland…*, p. 14.

[11] Le rapport de la CIA présente un tableau qui compile les chiffres officiels. La Pologne annonce 55 800 retours. Le rapport relève qu'une frange importante d'entre eux serait en fait de retour d'URSS (surtout des prisonniers libérés) et non de l'Occident : The redefection-repatriation Campaign of the soviet bloc, 1955-1957, 28 juin 1957, NARA : General CIA Records, CREST (the CIA Records Search Tool) : CIA/RR PR-162, p. 10-13.

[12] Mikkonen Simo, « Mass Communications as a Vehicle… », p. 52 et 55.

[13] The redefection-repatriation campaign of the soviet bloc, 1955-1957, 28 juin 1957, NARA : General CIA Records, CREST (the CIA Records Search Tool) : CIA/RR PR-162, p. 18.

La CIA rapporte également que des Allemands accueillis aux États-Unis se sont décidés à rentrer, face aux difficultés liées à la langue et devant la nécessité de repartir de zéro. Grâce à son développement économique et vu le nombre de places de travail laissées libres par les émigrantes et émigrants, les possibilités en termes d'emploi et de logement étaient intéressantes en Allemagne de l'Est. Pour la première moitié de cette année 1955, l'immigration vers la RDA n'est pas négligeable : 32 563 personnes l'ont rejointe depuis l'Ouest. Parmi elles, 56 % étaient des *returnees* attirés principalement par les possibilités professionnelles.

Concernant le traitement des personnes rapatriées dans leur pays, la CIA ne peut affirmer qu'elles sont envoyées dans des camps ou jetées en prison. Cela n'est apparemment pas le cas. Elle relève en revanche qu'en Roumanie comme en Tchécoslovaquie, les *returnees* sont extrêmement mal vus par la population. Généralement épargnés par les autorités dans un premier temps, ils seraient désavantagés ensuite, notamment en termes de logement et d'emploi. Toujours selon la CIA, la Pologne traiterait bien ses rapatriés : leurs compétences sont valorisées et ils font parfois même office de ponts vers l'Ouest dans le domaine économique. Pour établir ses conclusions, le rapport se base sur les dires de rapatriés coachés par l'*Office for Field Cooperation* de l'United States Escape Program (USEP)[14]. Fondé en 1952 par Harry Truman, l'USEP avait originellement comme but de favoriser les défections du Bloc soviétique. Ce programme est l'un des prolongements officieux de la CIA : l'USEP était connu pour assurer une prompte installation des transfuges dans le « Monde libre » tout en mobilisant leur savoir sur le régime qu'ils avaient quitté[15]. Au cours des années 1950, l'USEP va donc jusqu'à former des agentes et agents chargés de tester l'accueil qui leur sera fait à leur retour et d'en rendre compte, probablement après avoir fui une deuxième fois vers l'Ouest[16].

[14] The redefection-repatriation campaign of the soviet bloc, 1955-1957, 28 juin 1957, NARA : General CIA Records, CREST (the CIA Records Search Tool) : CIA/RR PR-162, p. 17-19 ; Appendix A, p. 23.

[15] Carlin James, *The refugee connection : a lifetime of running a lifeline*, Basingstoke : Macmillan, 1989, p. 77 ; Madokoro Laura, *Elusive Refuge : Chinese Migrants in the Cold War*, Harvard : University Press, 2016, p. 67.

[16] The redefection-repatriation campaign of the soviet bloc, 1955-1957, 28 juin 1957, NARA : General CIA Records, CREST (the CIA Records Search Tool) : CIA/RR PR-162, Appendix A, p. 23.

Les recettes hongroises pour faire revenir les brebis égarées

Le 4 avril 1955, le Conseil de présidence de la République populaire hongroise promulgue une loi qui permet l'octroi d'une grâce amnistiante à la plupart des citoyennes et citoyens hongrois séjournant hors du territoire national pour autant qu'ils rentrent avant le 4 avril 1956. Il promet l'abandon des poursuites contre les personnes qui ont quitté le pays avant le 4 avril 1945 dans le contexte de la guerre, pour autant qu'elles n'aient pas commis de crimes de guerre, qu'elles n'aient pas été promues pendant le régime des Croix fléchées ou exercé une fonction politique, qu'elles n'aient pas perpétré de torture ou d'exécutions illégales et enfin, qu'elles n'aient pas été membres de la Gestapo. Cette amnistie a comme principale cible les adhérentes et adhérents du régime horthyste qui ont fui le pays avant ou pendant la prise de pouvoir des Croix fléchées. Le deuxième article est adressé aux personnes émigrées après-guerre qui ont fui principalement la misère, puis l'instauration du régime communiste. Il promet qu'aucune procédure criminelle ne leur sera intentée si elles ont franchi illégalement la frontière avant le 1er janvier 1954. Les personnes parties par la voie légale et dont les papiers sont expirés à la suite de leur non-retour sont également amnistiées. La loi qui précise cette faveur est conditionnée par leur « *intention de devenir des membres laborieux et utiles de notre société* »[17].

Budapest se lance avec beaucoup de ferveur dans la promotion de l'amnistie. Certes, il s'agit d'une manœuvre de communication suggérée par l'URSS, mais dans cette phase d'ouverture, nul doute que les acteurs hongrois espèrent sincèrement le retour d'un maximum d'exilées et exilés.

C'est l'Union mondiale des Hongrois (MVSz)[18] qui mène cette entreprise. Crée en 1938, elle vise à promouvoir l'image du pays auprès de la population hongroise à l'étranger. Dès 1948 et pendant toute la guerre froide, elle édite une revue, *Magyar Hírek*, destinée à la diaspora magyare. En 1955, l'Union est en fait sous la coupe du ministère des Affaires étrangères : ses locaux sont d'ailleurs dans le même bâtiment[19].

Orchestré par les soins du MVSz et sur le modèle soviétique, l'appel au retour passe par la radio, la presse et surtout par des brochures, plus aisées à diffuser à

[17] Décret n° 11, in *Magyar Közlöny* (Feuille officielle hongroise) n° 39, 3 avril 1955, AUNHCR : Fonds 11, Serie 1, box 328 : 21/6/GEN 05/1955-10/1960, 8 items, ARC-2/A42.
[18] *Magyarok Világszövetsége.*
[19] Redefection Propaganda and Procedure, 6 avril 1957, HU OSA : 300-40-1 :258.

Fig. 2. *Végre Itthon!* [Enfin à la maison !], Budapest, Magyarok Világszövetsége, 1955 (Couverture et quatrième de couverture). La brochure est conservée aux archives du HCR à Genève, AUNHCR : Fonds 11, Serie 1, box 328 : 21/6/GEN 05/1955-10/1960, 8 items, ARC-2/A42.

l'étranger[20]. Ces publications – qui proposent des portraits et des interviews de rapatriées et rapatriés – ne sont pas spécifiques à la Hongrie. Outre l'URSS, les autres démocraties populaires ont recours à ce type de propagande.

Pour comprendre la rhétorique inhérente à cet appel, arrêtons-nous un instant sur l'une des brochures qui l'incarne et qui porte le titre *Végre itthon!* [Enfin à la maison!] (Fig. 2)[21]. Sa couverture présente des motifs de broderie stylisés, typiquement hongrois. Une femme avec un fichu qui tient son vélo du guidon embrasse un jeune homme. Le lectorat ne peut s'y tromper : le fils de cette brave paysanne est rentré au pays après avoir passé plusieurs mois ou années en Occident. C'est un rapatrié, un *redefector*, comme le désigne la CIA, ou comme nous avons choisi de le nommer : un revenant. Cette couverture est emblématique de la campagne de 1955 : les auteurs jouent à la fois sur le registre du manque des proches (et l'émotion des retrouvailles) et de la nostalgie du pays (symbolisée par les motifs de broderie) pour émouvoir le lectorat. Après la reproduction des décrets en première page, l'introduction s'adresse directement à « *Vous, chers lecteurs, qui vivez encore à l'heure actuelle à l'étranger* ». Le texte les encourage à se rendre au consulat du pays où ils et elles séjournent et est ponctué par un cri du cœur : « *Nous voulons rentrer à la maison ! À la maison en Hongrie.* » La brochure contient dix portraits de rapatriées et rapatriés qui ont retrouvé leur foyer après des années d'errance « *dehors* » (c'est-à-dire à l'étranger, comme on le dit en hongrois). Au milieu de la brochure, on trouve une lettre ouverte signée par ces personnes :

> « *Le lendemain de notre arrivée, nous étions en possession de nos cartes d'identité et de nos livrets de travail. Nous avons été placés à des emplois qui correspondent à nos compétences et nous sommes redevenus en quelques jours des travailleurs actifs de notre patrie.* »[22]

La brochure met en scène des rencontres avec les revenantes et revenants quelques semaines après leur retour. Le récit se veut dépolitisé et les différences entre les régimes capitalistes et communistes ne sont évoquées qu'en filigrane. Le seul fossé est celui qui sépare la Hongrie de l'étranger, hostile, lointain, où

[20] Summary facts relating to the Soviet Redefection Campaign, s.d., non signé, p.°2-3, NARA : RG 84, NND 979141-84-1030D, Box 57.

[21] Il existe au moins une autre brochure de ce type et datant de la même année que nous avons retrouvée dans les archives de Radio Free Europe : *Hazatérés*, Budapest, 1955, HU OSA : 300-40-1 RFE/RL, Box 258 : Hazatérés 1955.

[22] Magyarok Világszövetsége [Union mondiale des Hongrois], *Végre itthon!*, Budapest : Magyarok Világszövetsége, 1955, p. 5, traduction du hongrois.

les liens avec la patrie s'étiolent progressivement. Après avoir quitté le pays entre 1944 et 1953 pour des raisons «*personnelles*», «*matérielles*», rejoignant un fiancé ou fuyant la «*guerre fasciste*», ces femmes et ces hommes ont travaillé et ont vécu en France, au Venezuela, en Syrie ou en Italie. Si on mentionne qu'ils sont parfois passés par des camps de réfugiés ou, dans un cas, des geôles, on s'attarde peu sur leur vie en Occident qui n'est pas systématiquement dépeinte de manière négative. Ce ne sont pas les conditions de vie dans le monde capitaliste mais le mal du pays qui est la cause première du retour[23]. Avant de faire le pas, les témoins auraient entendu de fausses rumeurs sur des «*camps de concentration*» en Hongrie qui attendraient les rapatriés, mais leur mal du pays aurait été plus fort que la peur. Ils ont retrouvé leur famille, et obtenu, d'après la brochure, un travail payé décemment et profitent des avantages de la vie proposée par la République populaire: le cinéma, les livres à bas prix et des politiques sociales avantageuses. Près de trente photos des protagonistes souriants agrémentent la brochure. On les montre à leur travail, tenant un nourrisson, donnant à manger à du bétail, ramassant des poivrons ou réparant un camion. L'après-retour n'est pas dépeint comme idyllique: plusieurs protagonistes habitent chez des parents et espèrent avoir bientôt leur chez-soi. Mais, suggèrent-ils en substance, tout ne se fait pas en un jour. Ces petites ombres au tableau rendent le texte réaliste et le message d'autant plus fort: *venez participer aux améliorations*. Si le message se veut pacifique, en creux, les émigrées et émigrés qui ne rentrent pas sont présentés comme les déserteurs de la consolidation de leur pays.

Enfin, ces discours permettent non seulement de dire *revenez!* mais aussi *ne partez pas!*:

> «*Les rapatriés ont été accueillis avec de larges sourires; les parents étaient contents de retrouver leurs enfants, les femmes leur mari. Quant à leur pays, prospère et consolidé, il leur a pardonné. Mais ils n'ont pas tous trouvé le bonheur. Les longues absences ont détruit plus d'un foyer, et souvent la maison était vide, ou les enfants ne reconnaissaient plus celui qui était devenu un étranger. Ceux-là sont les victimes tardives de la guerre, aussi bien des conflits armés que de la guerre froide. Ils s'efforcent néanmoins de trouver leur place dans la vivante*

[23] Le ton est plus anti-occidental dans la presse hongroise. On y insiste davantage sur les désagréments qu'auraient connus les expatriées et expatriés dans le «Monde libre». Par exemple, dans le portrait d'une femme émigrée en Belgique et employée comme domestique, le *Magyar Nemzet* qui reprend certains portraits de *Végre itthon!* évoque les préjugés que rencontrent les mères célibataires en Europe occidentale: «Avec des Hongrois rapatriés», *Revue hongroise*, n° 11, novembre 1955, p. 8 (paru originellement dans *Magyar Nemzet*, date inconnue).

communauté d'un pays engagé dans l'édification du socialisme et cherchent à se refaire une existence, un foyer.»[24]

On insiste sur ce qu'ils et elles ont manqué ou perdu pendant leur absence : l'opportunité de faire une formation, la vie de famille et surtout la langue magyare, dont la survie est, en Hongrie, souvent vue comme un combat patriotique. La petite Marika, née en RFA ne sait que l'allemand et les enfants de la famille B. «*ignorent tout de la langue et de la culture hongroise*» et devront rattraper leur retard. Cette valorisation de la fibre nationale n'est pas sans rappeler les techniques de propagande des Soviétiques adressée aux DPs – notamment baltes – après la Seconde Guerre mondiale. L'historienne Juliette Denis note à leur sujet : «*La propagande fait du retour dans la patrie non pas un rapatriement vers l'URSS mais une réintégration à la communauté et donne ainsi corps à un projet plus national que politique*»[25]. L'une des stratégies de l'Union mondiale des Hongrois est de donner la parole à un panel de citoyennes et citoyens ordinaires : ingénieure budapestoise, cordonnier d'une bourgade proche de la capitale, ouvrier à Sztálinváros, paysan de Szeged ; les catégories sociales se veulent variées. Mais le retour de personnalités réfugiées et célèbres est également exploité. Dans la *Revue hongroise* – cet organe de diplomatie culturelle publié en plusieurs langues dont les textes sont souvent rédigés sur la base d'articles parus dans la presse hongroise –, des récits de rapatriement apparaissent dès 1955. On y découvre par exemple le témoignage du chanteur d'opéra József Járay, rentré en novembre 1955. «*Je désire mettre mon art au service de mon peuple*», déclare-t-il. Il loue la bienveillance des autorités et fait allusion à la démocratisation de la culture en racontant qu'il s'est étonné de rencontrer un garde-frontière amateur d'opéra. Il vilipende les «*calomnies que l'on répandait dans les milieux hongrois de l'étranger*» selon lesquels les rapatriés seraient «*arrêté*[s]*, ou tout au moins très étroitement surveillé*[s] »[26]. Outre les artistes et les sportifs, des personnalités politiques comme Ferenc Eperjesi, membre du Parti indépendant des petits propriétaires sont mis à contribution. Début 1956, celui-ci déclare :

«*Durant tout mon séjour en France, de 1948 à 1955, j'ai participé à l'activité de l'émigration politique hongroise. De plus en plus nombreux sont les émigrés*

[24] «Avec des Hongrois rapatriés», *Revue hongroise*, n° 11, novembre 1955 (originellement : *Magyar Nemzet*).

[25] Denis Juliette, «"Ils sont rentrés dans leur patrie." L'URSS face aux personnes déplacées et aux rapatriés lettons, 1946-1950», in Defrance Corine, Denis Juliette, Maspero Julia *et al.* (éd.), *Personnes déplacées et guerre froide en Allemagne occupée*, Bruxelles : Lang, 2015 p. 141.

[26] «Je désire mettre mon art au service de mon peuple», *Revue hongroise*, n° 12, décembre 1955.

qui considèrent que l'émigration n'a plus ni raison d'être ni avenir. L'admission de la Hongrie à l'O.N.U. nous a fait une profonde impression ; nous y avons vu une preuve de la consolidation et du prestige de la République populaire hongroise. Je me suis fixé deux tâches : participer, dans la mesure de mes forces, au travail d'édification de la Hongrie et, par mes lettres et par la radio, faire savoir à ceux de mes compatriotes qui vivent dans les pays occidentaux ce que j'ai vu dans ma patrie prospère et libre, afin qu'ils prennent […] *le seul chemin qui soit juste.* »[27]

Ces sources montrent que la propagande est également tournée vers l'intérieur, ce qui semble moins évident dans le cas de l'URSS[28]. Elles tendent à confirmer l'hypothèse que pour la Hongrie et les autres démocraties populaires il ne s'agit pas seulement d'une question d'image vis-à-vis de l'Occident mais aussi d'une autolégitimation du régime – présenté comme projet national – dirigée vers les Hongroises et Hongrois, dissidents ou non, partis ou restés.

Dans les agences onusiennes, on est attentif à la campagne. Traditionnellement hostile aux régimes communistes, le HCR accueille avec méfiance les décrets d'amnistie qui viennent de l'Est et la propagande qui l'entoure. Son représentant à Vienne envoie son commentaire de la brochure *Végre Itthon !* au siège central à Genève en janvier 1956. D'après lui, beaucoup de personnes exilées la reçoivent à leur domicile. À l'instar du KGB qui avait recours à des vols de fiches de services d'aide aux réfugiés, les services hongrois collectent eux aussi les adresses des personnes dissidentes[29]. En Suisse, entre 1954 et 1956, les enquêtes du ministère public ont montré que des membres de la mission diplomatique hongroise exerçaient des pressions sur des Hongroises et Hongrois en Suisse pour collecter des renseignements sur la diaspora[30].

Selon le HCR, dans la plupart des cas, les personnes interviewées dans la brochure auraient décidé de rentrer parce qu'elles étaient à bout : « *en raison de querelle familiale ou divorce et de conditions matérielles sans espoir.* » On relève également le passé trouble de l'un de ces *returnees*, un

[27] « Un homme politique rentre de l'exil », *Revue hongroise*, n° 2(14), février 1956.

[28] Summary facts relating to the Soviet Redefection Campaign (rapport en possession de la Mission américaine aux Nations unies) s.d., non signé, p. 9, NARA : RG 84, NND 979141-84-1030D, Box 57.

[29] En 1955, tous les Lettons réfugiés en RFA avaient ainsi reçu dans leur boîte aux lettres le Bulletin *Pour le Retour vers la patrie.* Zalkalns Lilita, *Back to the motherland…*, p. 124-127.

[30] Keresztesy Peter, *Les réfugiés hongrois comme facteur de tension dans les relations hungaro-suisses…*, p. 70.

espion qui a sillonné l'Europe[31]. Le *New York Times* affirme quant à lui que les rapatriés reçoivent une prime de 4 000 forints à leur retour, soit quatre mois de salaire. L'annonce aurait été diffusée oralement au sein de la population frontière[32].

D'après les commentaires des bureaux nationaux du HCR, le succès de la campagne serait dérisoire. En janvier 1956, le représentant du HCR à Vienne note même avec cynisme que la vingtaine de portraits présentés dans la brochure *Végre itthon* correspond peut-être au nombre total de rapatriements à l'échelle du pays[33]. Les sources hongroises qui concernent le nombre des rapatriements sont lacunaires. Pour l'année 1955, ils et elles seraient 476 personnes à avoir demandé l'autorisation de rentrer[34]. Vu la probable bienveillance des autorités face à ces demandes, on peut imaginer que le nombre de rapatriées et rapatriés s'inscrit dans cet ordre de grandeur.

5.2 Des efforts redoublés. La campagne de rapatriement post-1956

Résorber l'exode

Quelques mois plus tard, ce ne sont pas moins de 200 000 personnes qui quittent le pays à la suite de l'Insurrection. Pendant que le « Monde libre » s'active pour accueillir le mieux possible ces réfugiées et réfugiés dont le pays avait osé se rebeller contre l'URSS, la presse communiste propose rapidement sa propre interprétation de leur destin :

> « *L'agence* [ndlr. l'agence soviétique Tass] *constate qu'un nombre toujours plus grand de citoyens hongrois se trouvant en Autriche commencent à y*

[31] Interoffice Memorandum « Repatriation to Hungary », de K. C. Eliott, deputy representative, UNHCSR Austria à UN High Commissioner for Refugees, 10 janvier 1956, traduction de l'anglais, AUNHCR : Fonds 11, Serie 1, box 328 : 21/6/GEN 05/1955-10/1960, 8 items, ARC-2/A42.

[32] « Reward for Refugees », *New York Times*, 10 décembre 1955. Le HCR ne parvient pas à vérifier cette information.

[33] Interoffice Memorandum « Repatriation to Hungary », de K. C. Eliott, deputy representative, UNHCSR Austria à UN High Commissioner for Refugees, 10 janvier 1956, AUNHCR : Fonds 11, Serie 1, box 328 : 21/6/GEN 05/1955-10/1960, 8 items, ARC-2/A42.

[34] Szászi Ferenc, « Adatok a magyar kivándorlás történetéhez… », p. 315-338, p. 332.

voir plus clair. Ils ont pu, par eux-mêmes, se convaincre de la fausseté de la propagande occidentale, et se rendre compte que la seule voie qui leur reste est de rentrer au pays pour y reprendre un travail pacifique et fécond. »[35]

La Hongrie officielle clame alors que la plupart des réfugiées et réfugiés souhaitent revenir au bercail. Dans les coulisses, elle s'active pour résorber l'exode. Cette campagne de rapatriement s'apparente à un prolongement de celle de 1955. Mais l'automne 1956 avait tout changé. En Occident, l'URSS est considérée comme le diable et le gouvernement Kádár son suppôt. L'opération séduction amorcée en 1955 est totalement annihilée.

Le gouvernement Kádár inscrit très tôt à son agenda – quelques jours après sa prise de pouvoir – la question du rapatriement volontaire. István Sebes, représentant du ministère hongrois des Affaires étrangères, écrit au secrétaire général des Nations Unies Dag Hammarskjöld le 12 novembre 1956 : « *Le gouvernement hongrois déclare qu'il sera possible pour les citoyens* [citizens] *hongrois, qui ont fui à l'étranger en raison des combats, de rentrer au pays librement et sans préjudice.* »[36] Notons qu'à l'interne, les autorités hongroises emploient volontiers le terme « fugitifs » ou « dissidents ». Il n'est pas rare que dans des communications officielles, particulièrement celles destinées aux organisations internationales, les termes « *citizens* » ou « *refugees* » soient privilégiés, pour des raisons évidentes d'image, afin que l'on croie en Occident que le nouveau gouvernement hongrois traite les émigrées et émigrés avec respect.

Fin 1956, alors que les Hongroises et Hongrois rejoignent l'Occident par dizaines de milliers, les mesures bureaucratiques s'enchaînent. L'ordonnance n° 27 du 1er décembre 1956 décrète une amnistie en faveur des ressortissantes et ressortissants qui ont fui la Hongrie dès le 23 octobre et qui rentreraient avant le 31 mars 1957. Il est spécifié que les personnes rapatriées ne seront pas poursuivies pour franchissement illégal de la frontière[37]. Cette précision

[35] [Reuter], « Les réfugiés vus de Moscou », *Feuille d'avis de Lausanne*, 27 novembre 1956.

[36] Câble Unations Geneva de Philippe de Seynes (sous-secrétaire général aux Affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations unies, New York) à Adrian Pelt (directeur de l'Office européen des Nations unies, Genève), 12 novembre 1956, traduction de l'anglais, UNAG : G.I 30/1 20496, Jacket 1.

[37] Le délai de fin d'amnistie d'abord prévu pour le 31 décembre a été repoussé ensuite. « A Magyar Népköztársaság Elnöki Tanácsának 1956 évi 27. számú törvényerejű rendelete az 1956. évi október 23. napját követőleg külföldre távozott személyek közkegyelemben részesítéséről », *Magyar Közlöny*, 98, 12 décembre 1956, in Szabó Juliet, « "…s várja eltévedt fiait is." », p. 187.

est lourde de sens : elle signifie que ce décret vise avant tout les personnes qui ont fui le pays et qu'il ne s'agit pas d'une main tendue envers les insurgées et insurgés eux-mêmes. Une autre ordonnance soustrait les ressortissantes et ressortissants du droit de douane sur le mobilier qu'ils ramèneraient avec eux[38]. Mais les mesures ne sont pas qu'incitatives, elles sont aussi punitives. Les autorités prévoient ainsi la confiscation des biens de ces personnes si elles ne retournent pas au pays dans les délais de l'amnistie. Dans la foulée, le ministère de l'Intérieur crée la Commission de rapatriement et met en place un centre d'accueil à Győr, non loin de la frontière autrichienne[39].

Le 15 janvier 1957, le gouvernement hongrois envoie un mémorandum à l'ONU qui communique les dispositions de l'amnistie. Il accuse ouvertement l'Autriche d'empêcher les rapatriements et articule un certain nombre de demandes :

> « *Le respect du droit des gens pour ces fugitifs, l'arrêt de toute propagande contre leur retour au pays, la possibilité pour des représentants hongrois de prendre contact avec eux, l'absence de toute mesure de représailles contre les rapatriés.* […] *Il s'élève contre les promesses faites à la légère par les pays d'accueil, et insiste pour que les réfugiés ne soient pas occupés à des travaux leur portant préjudice.* »[40]

Ce texte est emblématique du discours communiste sur les réfugiées et réfugiés et sur le comportement des sociétés occidentales face à eux. Selon cette rhétorique, les Occidentaux chargés de l'accueil bercent non seulement les arrivants hongrois de promesses, mais ils leur raconteraient également des histoires effrayantes sur les déportations en URSS pour les empêcher de rentrer. Comme on l'a vu, les camps autrichiens sont décrits par les dépêches communistes comme des sortes de marchés d'esclaves contrôlés par l'armée aux conditions par ailleurs déplorables[41]. Autre *leitmotiv*, l'idée

---

[38] Szabó Juliet, « "…s várja eltévedt fiait is." », p. 187. Ordonnance n° 22 du 13 décembre 1956.

[39] Szabó Juliet, « "…s várja eltévedt fiait is." … »

[40] « Mémorandum hongrois à l'ONU sur les fugitifs », *Voix ouvrière*, 17 janvier 1957.

[41] *Pravda*, 25 novembre 1956, in Gémes András, « Political migration in the Cold War… », p. 175 ; Haslinger Peter, « Flüchtlingskrise 1956 »…, p. 141 ; « Derrière les barbelés », *Istwestija*, 2 décembre 1956, cité dans Szentesi Renáta, « Anschuldigungen gegen Österreich von Seiten der Sowjetunion und der KPÖ während der Ungarnkrise von 1956 anhand österreichischer Quellen », in Murber Ibolya, Fónagy Zoltán (éd.), *Die ungarische Revolution und Österreich 1956…*, p. 256-257.

que les arrivants seraient « *déportés en masse* »[42] vers les États-Unis, le plus loin possible de leur pays pour les dissuader de rentrer. Inlassablement, on accuse les Occidentaux (principalement les gouvernements et les associations d'exilés anticommunistes) de mettre une série d'obstacles sur la route des candidates et candidats au retour. Budapest reproche notamment aux autorités occidentales de ne pas communiquer l'existence de l'amnistie dans les camps. Un mémorandum autrichien en réponse aux accusations hongroises rétorque qu'en Autriche, les Hongroises et Hongrois peuvent s'informer par eux-mêmes étant donné la liberté de l'information qui y règne, critiquant implicitement le Bloc de l'Est[43]. Le 20 janvier 1957, un communiqué officiel de la Chancellerie dément l'affirmation selon laquelle les autorités autrichiennes empêchent les retours. Les réfugiées et réfugiés, s'ils le souhaitent, seraient libres de rentrer[44]. Tous ces reproches ont déjà été faits par le passé et rappellent fortement les conflits de l'URSS autour des groupes qui ont fui vers Autriche et vers la RFA principalement[45].

La question des rapatriements suscite une bataille diplomatique de longue haleine entre l'Autriche et la Hongrie. Via sa représentation à Vienne, le gouvernement hongrois demande dès novembre 1956 la constitution d'une structure facilitant le rapatriement depuis le sol autrichien. C'est chose faite à la mi-janvier 1957. La création de cette commission de rapatriement est finalement concédée par le gouvernement autrichien probablement comme réponse aux accusations selon lesquelles les autorités empêcheraient le retour de personnes réfugiées. Après tergiversations, elle est finalement composée de deux représentants de la République populaire hongroise, d'un représentant du gouvernement autrichien, d'un observateur des Nations unies (après l'insistance de Vienne et contre la volonté de la Hongrie)[46]. La Commission se met au travail en février 1957 dans les camps de Basse-Autriche et de Vienne.

---

[42] *Pravda*, 6 décembre 1956, cité in Witcover Jules, « The Role of the ICEM… »

[43] Szentesi Renáta, « Anschuldigungen gegen Österreich… », p. 243-282 ; Gecsényi Lajos, « An der Grenze zweier Machtblöcke, Zu den ungarisch-österreichischen Beziehungen 1945-1965 », *Ungarn-Jahrbuch*, (27) 2004, p. 269-290.

[44] *Wiener Zeitung*, 22 janvier 1957, cité in Szentesi Renáta, « Anschuldigungen gegen Österreich… », p. 259.

[45] Summary facts relating to the Soviet Redefection Campaign (rapport en possession de la Mission américaine aux Nations unies) non daté, non signé, p. 6, NARA : RG 84, NND 979141-84-1030D, Box 57.

[46] Gémes Andreas, *Wie zwei geschiedene Eheleute…*, p. 145 et suivantes ; Gémes András, « Political migration in the Cold War… », p. 175 ; Cseresnyés Ferenc, « Das international Flüchtlingsrecht… », p. 402.

Son représentant hongrois, remerciant les autorités autrichiennes pour leur collaboration et exhortant les autres pays d'accueil à suivre son exemple, déclare à Radio Budapest : « *Nous ne voulons forcer aucun réfugié à retourner en Hongrie* ». Il précise que les réfugiés ont été avertis « *avec franchise* » que la situation économique n'est pas encore favorable[47]. Ce genre de propos, plutôt à l'avantage des émissaires hongrois, est surtout rapporté par la presse communiste. Pourtant, même les collaborateurs de Radio Free Europe reconnaissent que « *l'attitude de la Commission était toujours parfaitement correcte* »[48].

La première visite de la Commission est accueillie par des jets de pierres et dans le camp de Mödling en février, une centaine de réfugiées et réfugiés ont organisé une manifestation[49]. Présents en nombre, les reporters occidentaux rapportent, non sans satisfaction, ce type d'incident. L'Agence télégraphique de Petrograd (ATP) commente quant à elle :

> « *Les Hongrois qui se sont réfugiés en Autriche ne voient pas d'un bon œil les émissaires de M. Kadar, venus les persuader de rentrer dans leur pays.* […] *Les émigrés ont chassé les "prédicateurs" communistes et brûlé un fanion sur lequel on avait reproduit – sans grande psychologie – les portraits de Kadar et Khrouchtchev !* »[50]

Après cette expérience malheureuse, la Commission ne se rend plus directement dans les camps mais opère dans des bâtiments à proximité. Sa venue est généralement annoncée dans les camps et les pensionnaires peuvent se manifester auprès de la direction pour se rendre à un entretien. Aucun procès-verbal des auditions n'est autorisé[51].

Cette campagne officielle ne passe pas seulement par les commissions de rapatriement mais elle est aussi menée via les représentations consulaires hongroises basées dans les seconds pays d'accueil. Leur personnel s'efforce par tous les moyens d'attirer les candidates et candidats au retour (tracts, bulletins, tentatives de visites dans les camps, etc.).

---

[47] [AFP], « L'activité de la commission de rapatriement », *Voix ouvrière*, 22 janvier 1957.

[48] First survey (for may) on hungarian redefection, juin 1957, p. 3, traduction de l'anglais, HU OSA : 300-40-1:258.

[49] Gémes András, « Political migration in the Cold War… », p. 175 ; Murber Ibolya, « Ungarnflüchtlinge in Österreich 1956 »…, p. 364.

[50] [ATP], « Les réfugiés hongrois contre les émissaires de Kadar », *Feuille d'avis de Lausanne*, 9 février 1957.

[51] Murber Ibolya, « Ungarnflüchtlinge in Österreich 1956 »…, p. 364.

« Nous avons dû abandonner nos pauvres réfugiés »

Les personnes qui souhaitent rentrer en Hongrie peuvent s'adresser aux ambassades et aux légations hongroises mais aussi aux autorités des pays d'accueil pour demander leur rapatriement[52].

Depuis janvier 1957, un accord obtenu par Budapest obligeait l'Autriche à accorder des visas de transit aux rapatriées et rapatriés hongrois des autres pays d'asile, pour autant que leur retour soit volontaire et qu'ils ne soient pas « *exposés à des représailles en Hongrie* »[53].

Celles et ceux qui se décident à rentrer sont généralement acheminés dans un camp viennois et attendent l'accord (donné dans la plupart des cas) des autorités hongroises pour leur rapatriement. Elles leur délivrent leur *certificat de retour*, une procédure qui date de 1955. Parmi les réfugiées et réfugiés, les rumeurs vont bon train. Beaucoup sont en proie à un dilemme. Rester pour bâtir leur vie en Occident ou croire aux promesses de pardon et retourner en Hongrie, alors que le calme semble revenu. Les promesses d'amnistie côtoient les bruits les plus effrayants : les personnes qui se rendent à l'ambassade disparaîtraient purement ; si elles parviennent à rentrer, elles seraient rouées de coups à la frontière, leur passeport tamponné d'un signe qui marquerait leur dissidence et qui péjorerait toutes leurs démarches futures[54].

Face à la question du rapatriement, le HCR est rapidement appelé à se positionner et se trouve confronté à un enjeu mêlant humanitaire et politique internationale. Sous l'égide d'Auguste Lindt, le HCR se présente en médiateur entre Est et Ouest[55]. Il prévoit une disposition : avant de rentrer, et cela depuis n'importe quel pays, les réfugiées et réfugiés doivent signer une déclaration qui stipule qu'ils ont pris leur décision de rapatriement en toute liberté et qu'ils donnent leur accord pour être remis aux autorités hongroises. En participant indirectement au rapatriement de quelques milliers de personnes, l'organisation onusienne reconnaît que certaines d'entre elles souhaitent rentrer. Controversée, cette opération est attaquée par certains gouvernements

---

[52] Par endroits, il n'était pas aisé pour les candidats de joindre une mission hongroise. Au Canada et dans bon nombre de pays d'Amérique du Sud, il n'y avait pas de légation : [MTI], « Wie können die ungarische Flüchtlinge heimkehren », *Ungarischer Presse-Dienst*, n° 47, 2. Jahrgang, 26 février 1958.

[53] [AFP], « Pour le retour des réfugiés hongrois », *Voix ouvrière*, 25 janvier 1957.

[54] Murber Ibolya, « Ungarnflüchtlinge in Österreich 1956 »…, p. 364-365.

[55] Gatrell Peter, *The Making of the Modern Refugee*…, p. 113.

occidentaux qui considèrent le rapatriement vers des pays socialistes comme « *impensable* »[56]. Face à ce problème inattendu, les dirigeants du HCR adoptent une position qui se veut neutre tout en répétant que le HCR veillera à ce que les retours soient le résultat d'une décision libre, exempte de pressions externes[57].

Dans les faits, le HCR ne peut contrôler chaque cas. Ce sont ainsi les pays d'accueil qui gèrent les rapatriements et organisent l'entretien préconisé par le HCR. La description des pratiques, ici au Luxembourg, permet de se faire une idée des procédures de rapatriement.

> « *Les paroles de l'agent consulaire ainsi que celles des candidats au rapatriement étaient traduites par l'interprète afin que rien n'échappât aux observateurs luxembourgeois. Ceux-ci veillaient strictement à ce qu'aucune espèce de pression ne soit exercée sur les candidats. C'est en toute liberté qu'ils décidaient, après ces entrevues, de regagner ou pas la Hongrie. L'agent consulaire promettait-il qu'aucune sanction ne serait prise en Hongrie envers les rapatriés, les observateurs luxembourgeois faisaient remarquer que c'était là une promesse gratuite.* »[58]

Les réfugiées et réfugiés qui se décident à rentrer ne sont généralement pas répudiés par les œuvres d'entraide occidentale. Bien au contraire, on s'inquiète de leur sort et ils sont souvent encadrés jusqu'à leur retour en Hongrie. Pour comprendre ce suivi, arrêtons-nous sur l'une des rares sources qui documentent cet intervalle entre l'arrivée dans le « Monde libre » et le rapatriement de l'autre côté du Rideau de fer. En France, une partie des candidates et candidats au rapatriement sont accompagnés jusqu'en Autriche par des membres du Comité inter mouvements auprès des évacués (CIMADE). Entre la fin 1956 et juin 1957, sur les 10 000 réfugiées et réfugiés accueillis en France, ils et elles seront quelque 500 à rentrer en Hongrie depuis la France[59]. Un long rapport de la CIMADE raconte le rapatriement d'un convoi transportant 139 personnes entre Paris et Vienne le 14 janvier 1957. Il est rédigé par une certaine Mme David, chargée d'accompagner le convoi. La première partie

---

[56] Loescher Gilburt Damian, *The UNHCR and World Politics…*, p. 8. Pour les aspects légaux : Zieck Marjoleine, *UNHCR and Voluntary Repatriation of Refugees…*

[57] UNREF Executive committee (4th session) Standing programme Sub-committee, 28 janvier 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

[58] Situation au Luxembourg. Lettre de Jean Mersch à Dr Weiss, 24 juillet, AUNHCR : Fonds 11, Serie 1, box 198 : 11/1-6/9/HUN/GEN 07/1956-05/1961, ARC-2/A41.

[59] Réfugiés hongrois. Situation au 5 juillet 1957, ACIMADE-BDIC : F delta 2149/1201 (1957).

décrit aussi bien les étapes administratives avant le voyage que la déception qui anime les candidates et candidats au retour :

> « *Lundi 14, Mr Cantan du ministère de l'Intérieur a téléphoné à la Cimade pour annoncer que les deux convoyeurs de la Cimade devaient partir le soir même* [pour] *rejoindre le groupe des réfugiés hongrois à Strasbourg.* […]. *Nous avons été accueillis chaleureusement* […] *: "on vous attend comme le bon Dieu".* […] *Ils nous ont expliqué qu'il y avait eu des incidents, la veille, avec les réfugiés qui étaient impatients de partir et ne croyaient plus aux promesses qu'on leur avait faites.* »

Puis, Mme David décrit le voyage en détail. Son attitude se révèle compréhensive mais elle déplore visiblement la décision des réfugiées et réfugiés :

> « [*O*]*n nous a conduits auprès des réfugiés. Les 16 réfugiés de Paris nous ont reconnus et nous ont accueillis avec joie. Ils ont expliqué à leurs compagnons qui nous étions et on sentait vraiment le soulagement de tous ces gens qui se rendaient compte que leur départ approchait.* […] *Nous avions à notre disposition deux wagons* […] *où se sont entassés les 139 réfugiés dont 4 femmes.* […] *À chaque station, Pierre et moi, nous nous pendions dehors pour voir si personne ne s'échappait! La nuit passe ainsi sans incident.* […] *Durant le voyage, nous avons fait à tour de rôle la navette dans les compartiments pour nous entretenir un peu avec les réfugiés autant qu'il était possible.* […] *Nous devinions que certains réfugiés avaient le désir secret de s'échapper en Autriche. Notre inquiétude était (hélas!) mal fondée.* »

Le rapport raconte ensuite l'étroite surveillance des gendarmes autrichiens à chaque gare pour que personne ne sorte du wagon. À Vienne, on explique à Mme David que les réfugiés dormiront dans la prison de Rossauer Lände et qu'ils seront conduits au consulat hongrois. Mme David déplore l'absence de la représentante de l'ambassade française qui devait les accueillir. Le lendemain, cette dernière lui explique « *très franchement* » qu'elle n'est pas venue car elle craignait la réaction de certains réfugiés à qui elle avait promis, au moment de leur départ en France, qu'ils ne devraient pas séjourner dans des camps.

> « *Alors nous avons dû abandonner nos pauvres réfugiés avec le cœur gros ne sachant absolument pas ce qu'ils allaient devenir. Les autorités nous ont également dit qu'ils demanderaient encore à tous s'ils voulaient vraiment rentrer en Hongrie.* »[60]

[60] Compte rendu du voyage Paris-Vienne du 14 janvier 1957 (Mme David et Pierre Muller), ACIMADE-BDIC : F delta 2149/1201 (1957).

Ce précieux témoignage révèle que les accusations répétées dans les commentaires hongrois selon lesquelles les Occidentaux s'évertueraient à dissuader les candidates et candidats au retour ne sont pas tout à fait infondées.

Retour de Yougoslavie

Ce que le ministère des Affaires étrangères hongrois n'était pas parvenu à faire en Autriche – traiter le rapatriement de manière bilatérale sans l'intervention du HCR – il parvient à le réaliser en Yougoslavie, dans un premier temps seulement. Rappelons que le gouvernement yougoslave avait tergiversé avant d'opter pour l'accueil des fugitifs et fugitives hongroises, sans doute pour se faire bien voir des puissances occidentales. Au tout début de l'exode, les autorités yougoslaves n'hésitaient pas à renvoyer des réfugiées et réfugiés *manu militari* en Hongrie avant de finalement décider de les accueillir.

Comme dans le cas de l'Autriche, le gouvernement hongrois demande à la Yougoslavie de prendre des mesures pour favoriser le rapatriement. Fin novembre, un premier accord est signé entre les autorités hongroises et yougoslaves. Certes, il stipule que le souhait des réfugiées et réfugiés doit être respecté, mais il admet également que des délégations hongroises puissent visiter des camps et leur «*parler*», c'est-à-dire essayer de les convaincre de rentrer. Fin 1956, 141 personnes se décident à reprendre le chemin de la Hongrie. Les termes de l'accord entre les gouvernements Tito et Kádár n'ayant pas été révélés, ces négociations attisent les soupçons des Occidentaux et du HCR. Certains observateurs, dont le ministère des Affaires étrangères britannique, supputent que l'accord mène à des rapatriements forcés[61]. Le fait que les réfugiées et réfugiés ont la possibilité de changer d'avis en cours de procédure tend à démentir cette hypothèse : parmi le premier contingent, neuf personnes ont en effet pu se raviser au dernier moment. En décembre, des commissions de rapatriements opèrent dans les secteurs de Kotoriba, en actuelle Croatie et du côté serbe, à Horgos : les deux principaux points de chute des arrivantes et arrivants[62]. Les autorités yougoslaves autorisent alors la venue d'une mission d'observation du HCR sur son sol. Son représentant Amir Hoveyda témoigne s'être entretenu avec

[61] Kovács Attila, «A magyar menekültkérdés kezelése Jugoszláviában 1956-1957»…, p. 444 ; Kovačević Katarina, «The Refugee Problem in Yugoslavia»…, p. 119 ; «La Yougoslavie a rapatrié cent quarante et un réfugiés», *Feuille d'avis de Lausanne*, 8 décembre 1956.
[62] Kovačević Katarina, «The Refugee Problem in Yugoslavia»…, p. 119.

des personnes qui ont refusé d'entrer en contact avec la mission hongroise de rapatriement. Il rapporte que ces dernières ont eu la liberté de ne pas être interviewées par la mission[63]. Le HCR est progressivement inclus dans les négociations entre Hongrois et Yougoslaves et, dès le 18 février, ses observateurs accompagnent la Commission dans les camps. Leur but : vérifier que les rapatriements ne sont pas le résultat de pressions. Les autorités yougoslaves sont de plus en plus méfiantes envers les initiatives hongroises, leur acharnement à demander accès aux camps, aux listes de noms, etc., et posent parfois des limites. À titre d'exemple, nous pouvons citer la vigilance de la police yougoslave face aux agents « *déguisés en réfugiés* » aussitôt renvoyés en Hongrie. Néanmoins, cette bonne volonté est peut-être due au contrôle étroit du HCR. En septembre, alors que les projecteurs se sont détournés de la Yougoslavie, Kádár et Tito entérinent un accord qui permet le renvoi des éventuels nouveaux fugitifs hongrois[64].

Comme on l'a vu, au printemps 1957, la situation des réfugiées et réfugiés stagne : les opportunités d'émigrer outre-mer se font attendre. Jusqu'au 1er mars, seules 237 personnes ont pu rejoindre un pays occidental sur les 17 087 arrivées en territoire yougoslave, tandis qu'elles sont 2 107 à opter pour le rapatriement jusqu'à début avril[65]. Ce dernier chiffre – relativement haut – a de quoi surprendre. Le travail inlassable des promoteurs du rapatriement y est sans doute pour quelque chose. Un autre phénomène participe peut-être à ce taux élevé : il semble que de nombreux parents se sont rendus en Yougoslavie dans le but de ramener leurs enfants partis seuls[66].

Face à la question des rapatriements, les autorités yougoslaves adoptent une attitude ambiguë, symptomatique de leur position de balance entre l'Est et l'Ouest. Pour la Yougoslavie, la question du rapatriement représente un moyen de pression envers les organisations pour obtenir les financements nécessaires à l'entretien des réfugiées et réfugiés et pour accélérer les départs vers l'Ouest. En février, le ministre de l'Intérieur Svetislav Stefanovic explique aux médias occidentaux que c'est parce qu'ils ne supportent pas l'interminable

[63] « La Yougoslavie est, à son tour, débordée par les réfugiés hongrois », *Gazette de Lausanne*, 25 janvier 1957.

[64] Kovačević Katarina, « The Refugee Problem in Yugoslavia »…, p. 115 et 119-121 ; Kovács Attila, « A magyar menekültkérdés kezelése Jugoszláviában 1956-1957 »…, p. 444

[65] Aide-mémoire sur l'assistance internationale à fournir aux réfugiés de Hongrie - Présenté par le Secrétaire général et le Haut-commissaire pour les réfugiés, s.d., UNAG : G.I 30/1 20496, Jacket 4 ; Kovačević Katarina, « The Refugee Problem in Yugoslavia »…, p. 121.

[66] UNREF Executive committee (4th session) Standing programme Sub-committee, 28 janvier 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

attente d'une potentielle émigration vers l'Occident que beaucoup de réfugiés se décident à rentrer. Ce discours vise sans doute à motiver les pays à accepter d'en accueillir plus. L'historienne Katarina Kovačević juge cette déclaration quelque peu hypocrite vu la tolérance du gouvernement pour la propagande hongroise. La distribution de journaux et la projection de films qui visent à attirer les réfugiées et réfugiés vers la Hongrie sont même autorisées dans les camps[67].

Mais la crise yougoslave connaît bientôt son dénouement : certains pays occidentaux se déclarent finalement prêts à accueillir des Hongroises et Hongrois de Yougoslavie et envoient leurs missions vers lesquelles ils et elles peuvent désormais se tourner. Continuant à œuvrer, la mission hongroise se trouve cette fois dans une forme de concurrence avec les missions américaine ou brésilienne, ce qui rend ses chances quasi nulles de recruter des candidates et candidats au rapatriement. Les chiffres témoignent de cette décroissance : jusqu'en septembre 1957, le total des rapatriements atteint 2 665 personnes, à peine 500 de plus qu'en avril[68]. Si le HCR a réussi à évacuer si rapidement plus de 15 000 personnes vers l'Occident, c'est grâce à une sensibilisation efficace menée de front par le CIME, le HCR, le très anticommuniste USEP, ainsi que d'autres lobbyistes. Il s'agit indirectement d'éviter que les déçus ne rentrent en Hongrie.

Dans leur rapport final, les fonctionnaires hongrois de la Commission de rapatriement expliquent non sans réalisme que la raison principale pour laquelle la plupart des dissidentes et dissidents ne souhaitent pas rentrer – outre la concurrence des pays occidentaux – est la peur d'être déportés en URSS. Deuxième raison de non-retour selon le rapport : les réfugiées et réfugiés estiment que « *le gouvernement Kádár exerce son pouvoir contre le peuple* »[69].

[67] Kovačević Katarina, « The Refugee Problem in Yugoslavia »…, p. 115 et 120.

[68] Edward B. Marks, Hungarian Refugees in Yugoslavia, 1er octobre 1957, p. 1, AOIM : SIT-00-23.

[69] Rapport issu des archives nationales hongroises, MNL OL : XIX-J-1-j, Jugoszlávia-20/f-007863/1956 (26. doboz), cité dans Murber Ibolya, « Az 1956-os magyar események hatása a jugoszláv-magyar kapcsolatok alakulására és a menekültkérdés [Les effets des événements hongrois sur les relations hungaro-yougoslaves et sur la formation de la question des réfugiés] », *Limes*, 18(3), 2006, p. 77.

Les enfants réfugiés au cœur du conflit Est-Ouest

Que ce soit en Autriche ou en Yougoslavie, les artisans hongrois du rapatriement portent une attention particulière à un groupe social relativement bien représenté parmi la population exilée : les mineures et mineurs non accompagnés. Selon les estimations hongroises, ils et elles seraient entre 12 000 et 13 000 à avoir fui vers l'Ouest[70]. Comme nous l'avons vu, il s'agit aussi bien d'enfants partis de leur plein gré que d'enfants envoyés en Occident par leurs parents, misant sur un avenir plus prometteur de l'autre côté du Rideau de fer.

Dès la fin 1956, la presse et les autorités hongroises clament qu'un très grand nombre d'enfants ont quitté leur patrie « *à la légère* » ou par « *esprit d'aventure* » sans l'accord de leurs parents[71]. Plusieurs acteurs et actrices hongroises somment les autorités des pays d'accueil et les organisations internationales de collaborer à leur rapatriement. Pendant toute l'année 1957, cette campagne est notamment relayée par le Front patriotique et le Conseil national des femmes hongroises qui publient des appels dans la presse hongroise, ainsi que par les médias d'obédience communiste[72]. On insiste sur le « *grand nombre de jeunes, insouciants et mal informés* » qui ont quitté la Hongrie et sur le désespoir de leurs mères restées au pays :

> « *Les mères hongroises demandent à la FDIF* [ndlr. Fédération démocratique internationale des femmes], *aux organisations féminines et à toutes les mamans de les aider à ce que les jeunes gens et jeunes filles* […] *retournent dans leur patrie, dans leur famille.* […] *Nous ne leur promettons pas une vie facile car notre pays doit surmonter de nombreuses difficultés mais nous leur promettons de la compréhension et de l'affection.* »

Et l'appel de devenir concret :

> « *Allez dans les camps de réfugiés là où ils existent, allez trouver les jeunes Hongrois sur leur lieu de travail et dites-leur ce que vous diriez à vos propres*

[70] Note du 30 janvier 1958, MNL OL : XIX-J-1-j, Ausztria, XII-112, sz. n. (30. Doboz).

[71] Gémes Andreas, *Wie zwei geschiedene Eheleute…*, p. 152.

[72] « Kétségeesett szülök, kétségbeesett gyerekek… A Magyar Nök Országos Tanácsa, a Hazafias Népfront és a Magyar Vöröskereszt tiltakozása » [Parents désespérés, enfants désespérés. L'appel du Conseil national des femmes hongroises, du Front patriotique du peuple et de la Croix-Rouge hongroise], *Népszabadság*, 31 août 1957 ; « Appel du Conseil national des femmes hongroises », *Horizons féminins*, février-mars 1957.

enfants : leurs mamans, leurs familles, leur patrie les attendent les bras ouverts, avec une affection sincère. »[73]

Radio Budapest clame que nombre de ces jeunes sont partis dans l'espoir de rejoindre les USA, de pouvoir acheter une auto ou de faire un safari en Afrique[74]. Le régime mène ce combat parallèlement à la volonté de regrouper les familles, ce regroupement ne pouvant avoir lieu, aux yeux des fonctionnaires, qu'en Hongrie[75].

En février 1957, les mineures et mineurs non accompagnés sont plus de 5 000 en Autriche. D'aucuns ont déjà rejoint un pays tiers, d'autres sont rentrés en Hongrie[76]. Dans un premier temps, l'Autriche en avait laissé un certain nombre rejoindre un second pays d'accueil – notamment la Suisse[77]. Là, ils sont confiés aux autorités tutélaires ou à des familles qui proposent de les accueillir. Une discorde austro-hongroise autour de ces enfants non accompagnés mène à l'arrêt de leur réinstallation. Elle est due à un vide juridique : la question de l'autorité légale des réfugiées et réfugiés mineurs n'est pas réglée. Qui est responsable de ces jeunes ? Leurs parents, clame la Hongrie ; les jeunes eux-mêmes, estiment les autorités autrichiennes. Ne pouvant s'appuyer sur aucune disposition de la Convention de 1951, le HCR est partagé. En décembre 1956, il s'oppose à ce que les jeunes quittent l'Autriche pour un second pays d'asile de manière trop précipitée. D'une part, les fonctionnaires du HCR espèrent temporiser en attendant un éventuel accord et d'autre part, se rendant compte que beaucoup de jeunes souhaitent effectivement rentrer en Hongrie, ils réfléchissent au cadre à donner à ces retours et s'inquiètent des coûts de l'opération. Dans une réunion, un membre du HCR évoque le cas de l'Angleterre. Plusieurs jeunes candidats au retour se sont rendus à la légation hongroise à Londres. Celle-ci se plaint de ne pas avoir les moyens de les rapatrier et demande des contributions occidentales[78].

---

[73] « Un appel du Conseil national des femmes hongroises », *Voix ouvrière*, 12-13 janvier 1956.

[74] [United Press], « Österreich als Asylland », *Neue Zürcher Zeitung*, 1er décembre 1956.

[75] De nombreuses familles ont été dispersées et certains parents sont aussi partis sans enfants. Si les autorités hongroises préconisent le rapatriement, elles laisseront tout de même des enfants rejoindre leurs parents (ainsi que des épouses, leur mari) en Occident : Vonèche Isabelle, *L'octobre hongrois…*, p. 71-73.

[76] Stanek Eduard, *Verfolgt, verjagt, vertrieben…*, p. 73.

[77] Minderjährige ungarische Flüchtlinge in der Schweiz, lettre de M. Mottier (Division de justice) à la Division de police, 26 août 1957, CH-BAR#E4001D#1973/125# 1434*.

[78] Mr. Kelly (HCR), Office of the United Nations High Commissioner for Refugees, Co-ordinating Sub-Committee for Assistance to refugees from Hungary, Summary record

Pour apporter une solution générale à ce problème, des négociations ont lieu au printemps 1957 entre le vice-ministre des Affaires étrangères à Budapest et le CICR. Mobilisé comme médiateur par la Hongrie, le CICR ne peut rien contre l'enlisement de cette question au cours du printemps 1957. Tandis que la Hongrie demande que tous les enfants soient rapatriés, l'Autriche préconise le libre arbitre des jeunes. Le gouvernement hongrois réclame la liste des mineures et mineurs établis en Occident et plaide pour que la Croix-Rouge hongroise – qui ne semble jouir d'aucune indépendance vis-à-vis du pouvoir politique – soit la principale responsable des rapatriements. Cette dernière dit crouler sous les demandes de parents. Face aux attentes inconciliables, aucun accord général n'est trouvé[79].

Au même moment, certains pays ont trouvé des solutions. Le Royaume-Uni et la France, par exemple, chargent leur légation à Budapest de convoquer les parents d'enfants candidats au retour pour vérifier s'ils demandent effectivement le retour de leur progéniture[80]. Face à la pression des attachés diplomatiques hongrois et constatant que certains jeunes souhaitent effectivement rentrer, certains pays occidentaux comme la Suisse et la France participent même financièrement au transport des revenantes et revenants[81]. L'Autriche décide finalement de distinguer les enfants de moins de 14 ans, dont les parents peuvent décider de leur destin, et les jeunes de 14 à 18 ans qui, contrairement au premier groupe, doivent avoir le dernier mot[82]. Le rapatriement des mineures et mineurs non accompagnés demeurera un véritable cheval de bataille pour la Hongrie de Kádár. Dès 1957, les autorités hongroises facilitent le retour de personnes nées après le 1er octobre 1938, c'est-à-dire mineures au moment de l'Insurrection en promettant que leur demande sera rapidement traitée et avec bienveillance[83]. En Hongrie, on

on the fourth meeting held at the Palais des nations, Geneva, 19 décembre 1956, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

[79] Vonèche Isabelle, *L'octobre hongrois…*, p. 75-81 ; Arsever Sylvie, « L'après-guerre dans les archives du CICR (4). Hongrie 56 : les enfants otages », *Le Temps*, 18 août 2005.

[80] Rapport sur l'activité de l'OFPRA au cours de l'année 1957, AOFPRA : DIR1/2 ; Rapport sur l'action de secours en Hongrie, CICR, Genève, 1957, 31-33 : UNAG : G.I 30/1 20496, Jacket 4 ; Vonèche Isabelle, *L'octobre hongrois…*, p. 78 et 98-101.

[81] The repatriation of Hungarian refugees from France, RFE News Bureau, Paris, 5 juin 1957, ITEM n° 3419/57, OSA : Digital 1956 Archives.
En ligne : http://w3.osaarchivum.org/digitalarchive/rferl_eii/index.html (31 juillet 2016).

[82] Gémes Andreas, *Wie zwei geschiedene Eheleute…*, p. 152 ; Vonèche Isabelle, *L'octobre hongrois…*, p. 73.

[83] Lettre d'Auguste Lindt à M. Szita, janvier 1958, AUNHCR : Fonds 11, Serie 1, box 198 : 11/1-6/9/HUN/GEN 07/1956-05/1961, ARC-2/A41 ; [MTI], « Wie können die ungarische Flüchtlinge heimkehren », *Ungarischer Presse-Dienst*, n° 47, 2. Jahrgang, 26 février 1958.

ne cesse de publier des textes à l'attention des parents dont la progéniture a rejoint l'Occident pour les pousser à entreprendre des démarches en vue de leur rapatriement et cela bien au-delà du printemps 1957. Jusqu'au 30 avril 1957, parmi les 11 447 retours comptabilisés par les autorités hongroises, ils sont 973 à avoir moins de 14 ans et 2 711 entre 15 et 19 ans[84].

La question de leur rapatriement se pose également en Yougoslavie, qu'ils et elles sont quelque 1 500 à avoir rejointe. Grâce à la collaboration des autorités yougoslaves, les promoteurs du rapatriement ont légèrement plus de marge de manœuvre qu'en Autriche. Ils parviendront à convaincre 835 jeunes non accompagnés de moins de 18 ans de rentrer chez eux dans les semaines qui suivent l'exode[85]. Les autorités yougoslaves semblent abonder dans le sens de la Croix-Rouge hongroise : la place de ces jeunes, partis sur un coup de tête, est en Hongrie. En accord avec le HCR, le Département des affaires étrangères yougoslave a placé les enfants hongrois non accompagnés sous l'autorité de la Croix-Rouge yougoslave. Au printemps 1957, toutes les mineures et mineurs non accompagnés sont rassemblés au camp de Bela Crkva. Les enfants de moins de 14 ans réclamés par leurs parents sont rapatriés sans plus de procédure. Quant aux jeunes entre 14 et 18 ans, on agit au cas par cas. Les facteurs décisionnels reposent sur l'avis des parents et du jeune. Des raccourcis sont opérés par la Croix-Rouge yougoslave : elle envoie par exemple une liste de 34 jeunes à la Croix-Rouge hongroise et se déclare prête à les rapatrier à condition de recevoir l'accord écrit des parents[86]. Du pain béni pour la Croix-Rouge hongroise qui peut faire pression auprès des parents dont on imagine bien l'embarras. Il faut également leur accord pour que les autorités yougoslaves permettent l'émigration de leur fille ou fils vers un pays tiers.

Certains parents souhaitent réellement le retour de leur enfant, d'autres ne le souhaitent pas. Présente au printemps 1957 dans le camp de Bela Crkva, Dominique Auclères, envoyée spéciale du *Figaro*, s'interroge : « *Si j'étais une mère hongroise demeurée à Budapest, demanderais-je que mon enfant me soit rendu ?* ». Elle reconnaît que certains retours, ceux des enfants de moins de 14 ans, sont légitimes : « *Nous ne voyons que parents courant à la rencontre*

[84] KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról. Az illegálisan külföldre távozott személyek főbb adatai, 1956. Október 23–1957. Április 30 [Rapport de l'Office central statistique hongrois sur l'émigration clandestine de 1956. Principaux chiffres des personnes ayant illégalement quitté la Hongrie du 23 octobre 1956 au 30 avril 1957], 8. Az illegálisan külföldre távozottak hazatérése [8. Le rapatriement des personnes qui ont illégalement rejoint l'étranger], *Regio*, 4, 1991, p. 198.

[85] Kovačević Katarina, « The Refugee Problem in Yugoslavia »…, p. 122.

[86] Vonèche Isabelle, *L'octobre hongrois*…, p. 70-71.

de gosses rapatriés à la frontière hongroise, que baisers mouillés de larmes. » En revanche, elle estime que si ce sont des adolescents, elle renoncerait peut-être à les avoir auprès d'elle dans l'intérêt de leur avenir. Auclères avance que « *permettre à son fils de chercher fortune chez les capitalistes, c'est peut-être s'exposer à la prison ou à la mort* ». De fait, les conséquences pour les parents qui font le choix de laisser leurs enfants partir ne sont pas toujours dramatiques. L'émigration est permise sur la base du consentement parental qui doit être revêtu du cachet des autorités hongroises. La journaliste interroge une jeune fille qui a obtenu son cachet et qui est désormais inscrite sur la liste du Canada : « *Votre père a du courage* », lui dit-elle. « *Mais non* », répond la jeune fille, « *le maire est son meilleur ami et puis les cachets, cela se trouve* ».

Bilan intermédiaire. Le nombre de rapatriements jusqu'à l'amnistie du printemps 1957

Au cours du printemps 1957, les rapports officiels tels que ceux de l'ONU et du HCR font, dans un premier temps, l'impasse sur la question des rapatriements ou présentent des chiffres très approximatifs. À titre d'exemple, l'Aide-mémoire sur l'assistance internationale à fournir aux réfugiés de Hongrie de mars 1957 conjointement présenté par le HCR et l'ONU mentionne que sur les 170 743 réfugiés arrivés en Autriche, « *deux ou trois mille* » sont rentrés en Hongrie. On mentionne avec plus de précision les 976 Hongrois déjà rentrés de Yougoslavie sur les 17 087 réfugiés qui ont atteint ce pays[87]. Ce chiffre est en réalité sous-évalué. Cela est dû, selon nous, à une forme de négation du phénomène au sein des agences onusiennes. Les estimations de la Croix-Rouge sont souvent plus réalistes : au même moment, elle fait état du rapatriement de 2 124 personnes depuis les camps yougoslaves[88]. Les rapports de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge mentionnent pour la première fois la question des rapatriements en janvier 1957. Elle évoque alors le chiffre approximatif de 2 300 retours « *sous les auspices des autorités autrichiennes* ». En d'autres termes, la Ligue ne nie pas le phénomène et va même jusqu'à avancer que son chiffre réel est plus élevé, considéré qu'on ne comptabilise pas les

[87] Aide-mémoire sur l'assistance internationale à fournir aux réfugiés de Hongrie – Présenté par le Secrétaire général et le Haut-commissaire pour les réfugiés, mars 1957, UNAG : G.I 30/1 20496, Jacket 3.

[88] Relief on action in aid of hungarian refugees in Yugoslavia, League of Red Cross Societies, avril 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

retours illégaux (c'est-à-dire sans demande auprès de l'ambassade hongroise) dont le nombre est impossible à évaluer[89].

Contrairement au HCR, les autorités hongroises comptent scrupuleusement chaque retour pendant les délais de l'amnistie. Elles dénombrent au total 11 447 rapatriements volontaires jusqu'à mai 1957, moment de la fin du délai d'amnistie[90]. Ces chiffres sont issus du rapport confidentiel du Bureau central de statistiques hongroises et peuvent être considérés comme fiables. Dans un rapport de 1958, le HCR prend cette fois en compte le phénomène et son comptage ne diffère finalement pas des rapports hongrois. Il évoque le chiffre de 4 470 rapatriés depuis l'Autriche, 2 222 retours depuis la Yougoslavie et 2 800 depuis les autres pays d'accueil, ce qui porte le total à 9 492 personnes rentrées avant le 1er mai 1957[91], à peine 1 000 personnes de moins que l'estimation hongroise. Le bureau hongrois de Radio Free Europe est également très attentif au nombre de *redefectors*. Il rassemble documentation et chiffres sur le sujet[92].

La convergence des résultats de ces rapports – confidentiels ou peu accessibles au grand public – contraste avec les estimations distillées dans les médias des deux côtés du Rideau de fer. Dans la presse occidentale, les estimations vont rarement jusqu'à 10 000 retours. À titre d'exemple, l'agence Reuters fait état, en septembre 1957, d'un total de 6 000 réfugiés rentrés « *parce qu'ils désespéraient de pouvoir quitter jamais les camps de réfugiés d'Autriche ou d'autres pays* »[93]. La presse ne s'attarde pas sur ces rapatriements. Présent en Autriche au printemps 1957, le cinéaste français Marcel Hanoun déplore ce silence. Pendant le tournage d'un film sur l'exode hongrois, il se rend plusieurs fois à la légation hongroise de Vienne où il constate le départ de cars de rapatriés (par quarantaine ou cinquantaine). Curieux, il se renseigne auprès du personnel de la légation qui lui donne un chiffre réaliste en ce début 1957 : environ 2 000 réfugiés ont pris le chemin du retour. Mais ils seraient plus de 14 000 à avoir franchi clandestinement la frontière en direction de l'Est. Réagissant à un article du *Monde* qui occultait les chiffres

[89] Report On the League operation on behalf of hungarian refugees in Austria during January 1957, League of Red Cross Societies, janvier 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.
[90] KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról…, 8. Az illegálisan külföldre távozottak hazatérése, p. 198.
[91] Report of the United Nations High Commissioner for Refugees, A/3585/Rev.1, 1er janvier 1958. En ligne : http://www.unhcr.org/excom/unhcrannual/3ae68c710/report-united-nations-high-commissioner-refugees.html (20 juillet 2018).
[92] HU OSA:300-40-1:258, Hazatérés [Rapatriement], 1957-1958.
[93] « Six mille réfugiés de retour en Hongrie », *Feuille d'avis de Lausanne*, 4 septembre 1957.

du rapatriement, Hanoun raconte cette histoire au courrier des lecteurs du quotidien et s'exclame : « *Ces chiffres sont ridiculement bas par rapport à ceux de l'émigration, alors pourquoi les omettre ?* »[94] La presse occidentale avait sans cesse insisté sur l'enfer que quittaient les « *malheureux fugitifs* » et sur leur bonheur d'avoir rejoint le « Monde libre ». Après cela, il était sans doute difficile d'admettre, pour un journaliste du *Monde* ou du *New York Times*, que des personnes, même peu nombreuses, souhaitent retourner vers la Hongrie de Kádár. La presse, les œuvres d'entraide, mentionnent les retours mais pour mieux insister sur le destin de la majorité :

> « *Dès leur arrivée, ils racontaient la joie physique d'avoir échappé à la mort et à la déportation, ils racontaient leur aventure.* […] *Pris en charge par les pays d'accueil* […]*, certains n'ont pas pu résister au désir de rentrer chez eux. Le mal du pays, la femme et les enfants laissés là-bas ont pesé plus fort que la peur. Mais ils sont restés plus de 180 000 pour lesquels il n'y a plus de "chez eux".* »[95]

Quant à la presse communiste, elle est non seulement bavarde sur le phénomène mais, comme on peut s'y attendre, donne des chiffres à la hausse[96].

« Ces six semaines étaient pour moi comme six ans ». Propagande autour du retour

Dans son rapport, Mme David – la représentante qui accompagnait le convoi de rapatriement de Paris à Vienne – relevait la présence de journalistes autrichiens sur le quai de la gare de Vienne qu'elle identifie aussitôt comme communistes. Elle voit juste : le lendemain, la *Volksstimme* (organe du Parti communiste autrichien) raconte l'arrivée du convoi à Vienne insistant sur les « *traces de privations, de la fatigue et surtout de la déception* » qui marquaient le visage des réfugiés sur le chemin du retour vers la Hongrie. Le quotidien explique que ce n'est pas l'état déplorable des camps français qui les a décidés à rentrer mais « *les salaires de famine* » qu'on leur aurait proposés, « *tandis que les plus jeunes étaient exposés à des prospecteurs de la Légion étrangère* ». L'article rapporte encore la parole d'un réfugié : « *ces six semaines étaient pour moi*

[94] « Le rapatriement des réfugiés hongrois », *Le Monde*, 14 mars 1957.
[95] « 9 000 réfugiés hongrois installés en France apprennent à aimer note pays », *Journal de la CIMADE*, mars 1958.
[96] Niessen James P., « Hungarian Refugees of 1956… », p. 131.

comme six ans. » Et le journaliste d'évoquer des cris de joie sur le quai : « *À la maison, à la maison !* »[97]

Il s'agit là de l'un des innombrables textes qui visent à montrer d'une part que des réfugiées et réfugiés espèrent rentrer ou sont déjà rentrés en Hongrie, et d'autre part la déception qu'ils et elles auraient connue au contact de l'Occident capitaliste. Dans l'immédiat de 1956, on trouve ce type de textes dans la presse communiste occidentale ou du Bloc de l'Est, dans des bulletins ou dans le *Magyar Hírek* [Nouvelles hongroises] – le journal de la MVSz –, dans des émissions de radio et différents ouvrages qui rapportent l'expérience des rapatriées et rapatriés.

Contrairement aux brochures relativement inoffensives de 1955 qui ne critiquaient qu'en filigrane le système capitaliste et le monde occidental, ces textes se veulent plus incisifs. L'énorme choc de l'Insurrection est passé par là. En termes d'image, le camp communiste ne peut pas se raccrocher à grand-chose et l'exode des Hongroises et Hongrois, éclatant plébiscite pour l'Ouest, parle de lui-même. Les premières critiques de l'URSS ou du Bloc de l'Est qui dénoncent les conditions prétendument déplorables dans lesquelles les réfugiées et réfugiés seraient accueillis en Occident ne tiennent pas la route. Restent les rapatriements, qui, s'ils sont minoritaires, sont, eux, bien existants. L'article cité ci-dessus résume bien ce revirement. Ce ne sont *pas* les mauvaises conditions qu'ont connues les réfugiés mais leur déception qui les a menés à prendre le chemin du retour. En d'autres termes, l'Occident n'est pas l'horizon doré que beaucoup imaginaient. Dans les discours communistes produits sur la vague d'émigration de 1956, l'image des réfugiés oscille constamment entre celle de *traîtres* qui abandonnent leur patrie et de celle de *victimes* de la propagande de Radio Free Europe et consorts[98]. Quand ce ne sont pas des bandits. Comme les insurgées et insurgés – régulièrement dépeints en hooligans – les personnes réfugiées sont souvent présentées par la presse communiste comme des criminels, qui une fois en Occident se seraient « *déguisés* » en « *gentils* » réfugiés[99]. Dans cet ordre d'idée, les rapatriées et rapatriés s'apparentent à des traîtres repentis tout autant qu'à des victimes.

---

[97] *Volksstimme*, sans titre, non daté, ACIMADE-BDIC : F delta 2149/1201 (1957).

[98] Gémes Andreas, *Wie zwei geschiedene Eheleute…*, p. 150.

[99] Nous nous basons ici sur une caricature du journal satirique soviétique *Krokodil* (s.d.), reproduite dans Lasky Melvin J., Bondy François, *La révolution hongroise : histoire du soulèvement d'Octobre*, Paris : Plon, 1957, p. 275 et sur les ouvrages de propagande parus à la suite de la tentative de « contre-révolution » en Hongrie : Rényi Péter, *Szabad Földről üzenik* [Ils disent du Monde libre], Budapest : Kossuth Könyvkiadó, 1957 ; Hollós Ervin, *Kik voltak, mit akartak ?* [Qui étaient-ils, que voulaient-ils ?], Budapest : Kossuth Könyvkiado, 1967.

Cette propagande généralisée est aussi bien dirigée vers l'intérieur du Bloc de l'Est que vers la population occidentale. En mobilisant le cas suisse, nous tâcherons dans le chapitre suivant de mettre en évidence les différences de discours selon le public. Dans les deux cas, la propagande est la plupart du temps basée sur les histoires individuelles concrètes. Cette forme de *storytelling* n'est pas sans rappeler les méthodes de 1955[100].

En Hongrie, c'est avant tout le *Népszabadság* (l'organe officiel du Parti socialiste ouvrier hongrois) qui mène cette campagne. Ses articles s'insurgent contre les « *fausses promesses de l'Occident* » et l'exploitation des réfugiés comme main-d'œuvre bon marché par le « Monde libre » de la Belgique à la République dominicaine, quand ce n'est pas comme chair à canon dans la Légion étrangère. Le journal s'en prend également sans cesse aux organisations hongroises d'exil dépeintes comme des lobbies qui s'activent contre le retour des réfugiées et réfugiés. Dans les colonnes des journaux, de jeunes hommes, de jeunes filles, des enfants ou des personnes âgées racontent leur exil et leur déception une fois en Occident. Cette campagne est également relayée sur Radio Budapest dès mars 1957 par l'intermédiaire du programme *Szülőföldünk* [Notre terre natale][101]. À cela s'ajoute bientôt l'édition de livres, une douzaine selon Juliet Szabó, qui évoquent l'émigration de 1956 ainsi que les rapatriées et rapatriés[102].

---

[100] L'analyse qui suit se base sur une série d'articles conservés dans les archives de l'Open Society à Budapest : « Hazajöttek. Két nap a győri hazatelepítési központban » [Ils sont rentrés. Deux jours au centre de rapatriement de Győr], *Népszabadság*, 9 février 1957 ; « Naponta hetven-nyolcvan Nyugatra disszidált magyar tér haza » [chaque jour 70 à 80 dissidents rentrent à la maison], *Népszabadság*, 24 février 1957 ; « Két honáp alatt több mint 1 200 disszidens kért hazatérési engédelyt » [En deux mois, plus de 1 200 dissidents ont demandé une permission de rapatriement], *Népszabadság*, 22 mars 1958 ; « Miért nem tud hazatérni sok disszidált » [Pourquoi beaucoup de dissidents ne peuvent pas rentrer], *Népakarat*, 23 mars 1957 ; « Kapus tanár hazatért » [Professeur Kapus est rentré], *Népszabadság*, 15 octobre 1958 ; « Itthon » [à la maison], *Népszabadság*, 20 septembre 1959 ; « Csak idehaza » [Seulement à la maison], *Népszava*, 23 décembre 1959 ; « Újra itthon » [À nouveau à la maison], *Népszabadság*, s.d.

[101] Hungarian Evaluation, Redefection propaganda and procedure, 6 avril 1957, 9, HU OSA : 300-40-1 :258 Emigráció általában : Hazatérés, 1955-1971.

[102] Szabó Juliet, « "…s várja eltévedt fiait is."… », p. 191. Elle cite : Rényi Péter, *Szabad Földről üzenik…* ; Szilágyi Edit, *Haza akarok menni… vallomás és vádirat* [Je veux rentrer à la maison. Confession et réquisitoire], KISZ, 1957 ; Rényi Péter, *Kommentár nélkül. Disszidensek levelei* [Sans commentaire. Lettres de dissidents], Budapest : Kossuth Könyvkiadó, 1957 ; István Révész Gy, *Idegen pénz – magyar vér* [Argent étranger, sang hongrois], Budapest : Kossuth Könyvkiadó, 1957 ; Ágoni Ferenc, *Magyarok Isztanbulban* [Hongrois à Istanbul], Budapest : Kossuth Könyvkiadó, 1957. En 1958, les parutions se poursuivent, elles sont toujours issues de la maison d'édition Kossuth.

Fig. 3. Szabó Miklós, *Ceux qui reviennent...,* Budapest : Pannonia, 1961 (couverture et extrait p. 62).

L'un des artisans de cette propagande est Miklós Szabó. Cet ancien député du Parti des petits propriétaires quitte la Hongrie avant 1956. Il prend une place importante dans les mouvements d'opposition en exil et il s'active contre le régime Kádár avant de rentrer soudainement en Hongrie, chargé de valises de documents[103]. Szabó rédige alors plusieurs livres sur l'émigration hongroise en puisant dans les documents qu'il a ramenés. Édités entre 1959 et 1961, ces ouvrages aux titres éloquents (*Profession : émigré*; *Sans feu ni lieu*) paraissent en cinq langues en plus du hongrois. Arrêtons-nous brièvement sur le dernier opus de cette série, *Ceux qui reviennent*…, car il est on ne peut plus caractéristique de la ligne rhétorique hongroise concernant les rapatriées et rapatriés (Fig. 3).

L'ouvrage est présenté comme une réponse à la propagande de « *certains milieux occidentaux* » qui vise à « *empêcher le retour en Hongrie des réfugiés demeurés à l'étranger, de ceux qui ont perdu leurs illusions, qui n'ont pas réussi*

[103] [Reuter.], « Miklos Szabo serait rentré à Budapest », *Journal de Genève*, 11 septembre 1957.

à se faire une existence hors des frontières de Hongrie ou qui, tout simplement, souffrent du mal du pays». Szabó présente sa version de l'histoire :

> «*On sait qu'à la fin 1956* […] *190 000 Hongrois environ ont quitté le pays. Le fait même et les chiffres de cet exode ont reçu par les soins de certains milieux occidentaux, la publicité la plus large que l'on puisse imaginer. Ce que ces mêmes milieux, par contre, se sont efforcés de passer sous silence, c'est qu'au cours des trois dernières années et demie, plus de quarante-quatre mille de ces réfugiés ont regagné leur foyer. Et dans la mesure où l'on parle de la vie de ces ex-réfugiés, celle-ci est l'objet d'une propagande qui n'est qu'un tissu de calomnies* […]. *Toute la propagande des dernières années destinée surtout à prouver que les peuples des pays situés derrière le prétendu rideau de fer vivaient en esclavage, reposait essentiellement sur la présence, en Occident, des masses de réfugiés hongrois ayant quitté leur pays* […] *Le fait que plus de quarante-quatre mille d'entre eux parfaitement au courant de la situation des pays occidentaux se soient décidés à regagner la Hongrie, a enlevé à cette propagande toute raison d'être. Qui serait donc assez naïf pour croire qu'un pays que ses enfants regagnent en si grand nombre, soit effectivement un vaste pénitencier soumis au règne de la terreur?*»[104]

Sur la base de cinquante-cinq interviews, l'auteur présente les parcours de réfugiées et réfugiés de 1956 qui ont choisi de rentrer en Hongrie quelques mois ou années après leur exil en Occident. Photos à l'appui, chaque récit décrit dans le détail une série de moments clés sur le chemin de l'exil (raisons du départ, arrivée dans le monde occidental, puis désillusion, retour en Hongrie). Les raisons du départ sont souvent attribuées à l'«*atmosphère générale*», à l'«*envie d'aventure*» ou encore aux suites de querelles sentimentales. En bref, elles ne sont jamais politiques. Les réfugiées et réfugiés repentis déplorent le déclassement professionnel qu'ils auraient connu en Occident et se plaignent des mauvaises conditions de travail. Les femmes relatent qu'elles étaient surprises de voir que les hommes gagnaient plus qu'elles pour le même travail. On évoque également la difficulté d'être étranger dans un environnement souvent décrit comme hostile[105], ainsi que les tentatives de dissuasion de la

[104] Szabó Miklós, *Ceux qui reviennent*…, p. 5-8.

[105] La presse hongroise également, rapporte régulièrement les discriminations ou l'hostilité dont souffrent les étrangers dans les sociétés occidentales : «Csak piszkos idegenek voltunk. Nyugati kalandjaikról beszelnek a hazatért disszidensek» [Nous étions de sales étrangers. Des dissidents rentrés parlent de leur aventure à l'Ouest], *Magyar Nemzet*, 17 janvier 1958. Dans *Ceux qui reviennent*, on explique cette hostilité notamment par l'attitude «*inqualifiable*» de certains réfugiés commettant vols et cambriolages.

part des membres d'associations d'exil et les avertissements des fonctionnaires des pays d'accueil au moment des démarches pour rentrer au pays. Malgré la peur, le désir de rentrer aurait été plus fort chez ces gens qui mettent en évidence l'accueil soi-disant bienveillant des autorités hongroises. Certains relatent toutefois que telle ou telle entreprise n'a pas voulu les reprendre en raison de leur statut d'ex-fugitif et qu'ils ne bénéficient d'aucun privilège. Mais, comme dans *Végre itthon!*, la brochure de 1955, ces petites touches de réalisme rendent le discours d'autant plus crédible. On insiste longuement, quasiment à chaque fin d'interview, sur l'amélioration progressive de leur niveau de vie dans la République populaire hongroise de Kádár. Ce qui pousse ces personnes au retour serait, selon Szabó, d'une part l'aversion envers le mode de vie capitaliste et d'autre part l'attraction du mode de vie hongrois et socialiste, longuement décrit dans la brochure.

Les articles et récits du type de Szabó, tout comme le discours officiel du gouvernement, procèdent généralement d'une dépolitisation de l'émigration hongroise (qui aurait pour sa majorité quitté la Hongrie par « *désir d'aventure* ») et contrastent avec l'extrême politisation dont elle était l'objet en Occident (où l'on remet rarement en cause les raisons de leur exil). En prenant en compte la temporalité de ces différents textes, nous croyons observer une pacification progressive des discours parallèle à l'évolution du kadarisme des années 1960. Après le recours aux scandales et aux affirmations plus ou moins boiteuses typiques de l'année 1957 (comme l'incarcération des candidats au retour dans des prisons occidentales ou les vastes réseaux de prostitution qui exploiteraient des réfugiées), les récits tendent progressivement vers une propagande plus fine. Ils mettent avant tout en évidence les écarts culturels et sociaux entre la Hongrie socialiste dans sa phase dite de consolidation et le « Monde libre » dans lequel les sociétés souffriraient de matérialisme, d'un désintérêt pour la culture, ou encore d'un retard en matière de politique sociale. Par ailleurs, les articles qui mettent en avant ce que les rapatriées et rapatriés aiment en Hongrie et qui leur aurait manqué ont une importance croissante. Ils tendent à véhiculer une image rassurante du pays. Par le *storytelling*, ces descriptions qui racontent à la fois le mal du pays des émigrées et émigrés et les failles des sociétés capitalistes, prennent une dimension plus convaincante que n'importe quel discours politique. Comme en 1955, la presse mobilise également des rapatriées et rapatriés célèbres, artistes et sportifs surtout. Cette tendance est perceptible dans la *Revue hongroise* qui n'évoque pas le destin des réfugiées et réfugiés *lambda* mais plutôt celui de célébrités. Après sa brusque interruption en novembre 1956, elle reprend du service en janvier 1958. Adressée à un public francophone, germanophone et anglophone, la *Revue hongroise* réalise

des portraits de rapatriés dont celui de György Kárpáti, l'un des joueurs de l'équipe de water-polo qui avait défié l'URSS en 1956. Ce dernier raconte :

> « *Moi aussi – dit-il – je fus de ceux qui, à l'époque ajoutèrent foi aux informations mensongères que l'on sait et qui, à l'issue des Jeux olympiques de Melbourne, décidèrent de ne pas rentrer en Hongrie. Nous arrivâmes aux États-Unis, où nous jouâmes une série de matchs d'exhibition. Nous fûmes logés dans les meilleurs hôtels, défrayés de tout souci, le "monde s'ouvrait à moi" – et pourtant au bout de deux mois, je décidai de rentrer à la maison.*
>
> *-Et pourquoi ? Tout à fait franchement ?*
>
> *-La nostalgie, le mal du pays !*
>
> *Oui, exactement. L'envie impossible à contenir de revoir mes parents, mes amis, la piscine, l'Ile Marguerite, et Dieu sait quoi encore. En Amérique, mon sort était plutôt enviable – mais jamais je n'aurais pu m'habituer au genre de vie de là-bas. Alors, depuis mon retour, j'ai repris le cours de ma vie là où je l'avais interrompu à l'automne de 1956. Ici, à la maison, je me sens plus tranquille et plus équilibré – et je me suis rendu compte qu'en soi-même l'argent ne donne pas tout. Là-bas, en Amérique, tout m'était accessible, sauf deux choses. Mais ces deux choses-là étaient justement ce qui m'aurait manqué le plus : être membre de l'équipe de Hongrie de water-polo, et devenir avocat.* »[106]

Peu à peu, les médias hongrois optent pour un discours moins hostile à l'Occident. Les récits sur les réfugiées et réfugiés puisent dans l'expérience de 1956, l'accueil certes enthousiaste qu'ils ont connu mais dont les effets ne durent qu'un temps.

Nous avons vu que lorsque le rythme de la réinstallation des Hongroises et Hongrois stagnait début 1957, de nombreux commentaires de l'Ouest s'élevaient pour que ces derniers n'attendent pas trop. Implicitement, on craint qu'ils fassent de mauvaises expériences et apportent de l'eau au moulin de la propagande communiste. Les revenantes et revenants sont susceptibles de fournir de tels récits. Que ce soit dans la presse ou dans les livres de Szabó, les personnes qui ont témoigné sont donc employées à des fins de propagande, qu'elles en soient conscientes ou non. Dans ce contexte, il nous faut maintenant cerner la nature de l'engagement de ces personnes et des arrangements possibles – qui pouvaient s'établir avant, pendant ou après leur exil – entre elles et le régime.

---

[106] « Le pèlerin d'Amérique », *Revue hongroise*, n° 1, janvier 1958.

Des rapatriements sous surveillance

Parce qu'ils ont rejoint l'Occident mais s'apprêtent à retourner vers l'Est, les revenantes et revenants sont des sortes de doubles transfuges. Les services secrets des deux côtés du Rideau de fer, principalement hongrois et américains, s'y intéressent : l'ÁVH pour les informations qu'ils ramèneront de l'Autriche ou du pays qu'ils ont rejoint, la CIA pour les renseignements qu'ils pourront livrer sur le traitement qui leur est réservé en Hongrie. Dans le flot des personnes passées à l'Ouest se trouvent de vraies agentes et agents, ceux qui fuient l'issue potentiellement réformiste de la Révolution, puis ceux qui rejoignent l'Occident dans le seul but de rentrer ensuite, à la recherche d'informations précieuses en Hongrie. D'aucuns parviennent à rejoindre un second pays d'accueil[107]. L'un de nos témoins, Bálint Basilides, rapporte :

> « *Monsieur K. était dans le même wagon que notre famille au départ de Vienne pour Neuchâtel. Dans le train, il a dit qu'il était étudiant en médecine. Notre mère nous a tout de suite dit de nous méfier de lui. Quelques semaines plus tard, on a appris qu'il était engagé dans l'ÁVO. Donc un déserteur et pas vraiment du même bord que les autres réfugiés logés au Chanet. Il a été transféré ailleurs et nous avons perdu sa trace.* »[108]

À notre connaissance, il n'y a néanmoins pas eu d'expulsion d'agents vers la Hongrie. Cela s'explique probablement par le fait que ceux-ci ont l'occasion de rentrer par eux-mêmes.

Mais tout le monde ne travaille pas pour la police politique hongroise parmi les rapatriées et rapatriés. Au printemps 1957, Radio Free Europe réalise une étude confidentielle sur les *redefectors*. Ses auteurs relèvent que des réfugiés en Autriche dénoncent tel ou tel compatriote comme prétendu agent du régime parce qu'il encourage les autres à rentrer. Or, selon les auteurs de l'enquête, il ne s'agit pas forcément d'agents mais simplement de personnes qui regrettent d'avoir fui et qui essaient de se donner du courage pour rentrer en cherchant le soutien d'autres réfugiées et réfugiés[109]. Il semble en revanche que certaines personnes soient *devenues* agentes du régime. Les autorités autrichiennes comme celles des autres pays d'accueil isolent généralement les

---

[107] Gémes András, « Political migration in the Cold War… », p. 174 ; Engelke Edda, « *Einem besseren Leben entgegen?* »…, p. 203.

[108] E-mail de Bálint Basilides, 6 janvier 2016. On trouve des témoignages similaires dans : Gáal Károly, Widder Roland, *1956 und das Burgenland…*, p. 65.

[109] First survey (for may) on hungarian redefection, juin 1957, HU OSA:300-40-1:258.

futures revenantes et revenants en prévoyant des camps spécialement pour eux. Cette mesure a été probablement prise face à la crainte que ces personnes ne glanent des informations sur leurs compatriotes avant de rentrer. Pendant cette attente qui peut durer entre six à huit semaines, les transfuges ont le temps de préparer leur discours face aux fonctionnaires qui les interrogeront après leur retour. En Hongrie, on se méfie tout autant d'eux.

Une pratique s'est alors généralisée, sans que nous puissions définir si elle était explicitement demandée par les représentants diplomatiques hongrois ou si les réfugiées et réfugiés l'ont adoptée par eux-mêmes : glaner le maximum d'informations à donner aux autorités et en même temps se montrer rongés de remords d'avoir quitté le pays. Les interrogatoires menés avec les revenantes et revenants et conservés aux Archives de la Sécurité d'État hongroise (ÁBTL) dévoilent cette attitude[110]. Les questions des policiers hongrois suivent un protocole précis et portent sur le parcours de l'individu en Hongrie avant 1956 puis à l'étranger. Nous aurons l'occasion dans le chapitre suivant de revenir sur le contenu de ces auditions.

Pour l'heure, contentons-nous de commenter la procédure. Les questions portent principalement sur les raisons de la fuite, le vécu des dissidentes et dissidents pendant les semaines, mois ou années passées en Occident, les raisons de leur retour. Nous l'avons mentionné plus haut, les personnes qui ont opté pour le rapatriement élaborent généralement une double stratégie face aux autorités hongroises : donner des renseignements et se montrer rongées de remords. Elles s'efforcent généralement d'aller dans le sens du discours officiel hongrois pour se faire bien voir : « *Les Hongrois sont traités de manière honteuse* », explique l'un d'eux ; « *On méprise les Hongrois et on ne les traite pas en êtres humains* », relève un autre. Mais il ne faut pas en faire trop non plus : lorsqu'un dissident insiste sur son aversion du capitalisme et s'exclame « *Je suis devenu communiste là-bas !* », le fonctionnaire en charge du rapport avoue ne pas le considérer comme « *honnête* ».

Lorsqu'ils sont sommés de décrire ce qu'ils ont vu dans les camps, sur leur lieu de travail ou face aux autorités des pays occidentaux, une partie d'entre eux donnent des noms de Hongroises et Hongrois impliqués dans l'accueil et, dans les associations d'exil. En tête, les interprètes. Toutes les interrogées et interrogés ne donnent pas de détails, certains bottent en touche et disent ne se rappeler que du prénom ou du nom des personnes. D'autres

[110] *Állambiztonsági Szolgálatok Történeti Levéltára*/Archives historiques de la Sécurité d'État, Budapest.
Interrogatoires de personnes rapatriées depuis la Suisse, ÁBTL : 3.15.-0-167, 48, 50, 51 et 52.

sont beaucoup plus bavards et livrent des listes de noms à la Gendarmerie principale, l'unité chargée des interviews. Ce zèle s'explique sans doute par le fait que certaines et certains réfugiés négocient leur avenir : ils espèrent une place de travail, un appartement ou tout simplement que la surveillance dont ils font l'objet s'arrête. Ils deviennent espions malgré eux et par leur acte de « dissider » – comme on le dit en hongrois – puis de changer d'avis, ils se mettent en position de collaborateurs du régime.

Le deuxième volet de la « bonne attitude » à avoir face aux autorités hongroises est de se montrer empli de remords. Dans les réponses, on ne compte pas les « *j'ai regretté mon départ vers l'Ouest* ». Au fonctionnaire chargé de l'interrogatoire qui lui demande pourquoi il est parti, un rapatrié répond « *Moi non plus je ne sais pas* ».

Les revenantes et revenants intéressent également les services secrets occidentaux. Une anecdote racontée par l'un de nos témoins illustre ce phénomène. Peu après son arrivée en Suisse, Gábor Kemény s'engage activement dans l'opposition en exil et fait partie des investigateurs de la section suisse de l'Union des étudiants hongrois libres (UFHS[111]). Au printemps 1957, le consul américain à Zurich prend contact avec le jeune homme et lui demande s'il peut lui être utile en quoi que ce soit. Gábor Kemény prie le consulat de lui livrer une machine à écrire qu'il ne tarde pas à obtenir. Puis le consul revient vers Kemény pour lui demander s'il serait disposé à se rendre à la légation pour feindre de solliciter son rapatriement. Objectif : observer la réaction des fonctionnaires et en rendre compte au consul américain. Jurant ses grands dieux de ne jamais mettre les pieds à l'ambassade, le réfugié refuse[112].

Comme en 1955, lors de la campagne pour les rapatriements menée par le Bloc de l'Est, les enquêtes américaines sur le sort des rapatriées et rapatriés se multiplient. Radio Free Europe, par exemple, s'efforce de savoir « *qui rentre (ou prévoit de rentrer) et pour quelles raisons* »[113]. En préambule d'un rapport en plusieurs volets, on insiste sur sa confidentialité et sur le fait que ses conclusions ne doivent en aucun cas être rapportées à l'antenne ou dans la presse. Cet avertissement témoigne du caractère délicat du phénomène du rapatriement pour les organismes anticommunistes comme RFE, susceptible de brouiller leur message. Plutôt que de diffuser ces informations, il s'agit

---

111 *Union of Free Hungarian Students.*

112 Entretien avec Gábor Kemény, Genève, 31 octobre 2015.

113 « *Who re-defects (or plans to) and for what reasons.* » First survey (for may) on hungarian redefection, juin 1957, HU OSA : 300-40-1 :258 Emigráció általában : Hazatérés, 1957-1958.

ainsi de comprendre les motivations des *redefectors* pour trouver une contre-propagande adéquate.

De leur côté, les services secrets américains, très actifs à Vienne, essaient d'infiltrer les candidates et candidats au retour. Au printemps 1957, ils recrutent un étudiant détenteur d'une bourse Rockefeller, Zoltán Bruckner, et le chargent d'une tâche : trouver des réfugiées et réfugiés prêts à rentrer légalement ou illégalement en Hongrie pour tester l'accueil réservé aux rapatriées et rapatriés. Tantôt les opérations se passent avec succès, tantôt ces agentes et agents sont repérés par la police politique hongroise. Certaines personnes deviennent agentes doubles. D'autres utilisent les propositions de recrutement qu'elles ont reçues de la CIA en Autriche. Une fois de retour en Hongrie, pendant les interrogatoires que nous avons mentionnés, les dissidentes et dissidents avaient en effet l'occasion de dénoncer ces pratiques et ainsi de se racheter auprès des autorités magyares. Neutre, l'Autriche a été plusieurs fois embarrassée par ces démarchages car elle n'est pas censée tolérer les opérations de l'agence de renseignement américaine. Elle devait régulièrement répondre aux protestations de Budapest, protestations qui se basaient justement sur le témoignage des rapatriées et rapatriés sollicités par la CIA[114]. L'un des chefs de la CIA, Peer de Silva, chargé de mettre au point ce réseau d'informateurs, racontera plus tard à quel point il était difficile de trouver des agents enclins à rentrer en Hongrie, tant le régime était détesté[115]. Gageons aussi que la dangerosité de la tâche en effrayait plus d'un !

Après l'amnistie : 1957-1961

Le 1er avril 1957, l'amnistie n'a théoriquement plus cours. Les émigrées et émigrés ont perdu aussi bien leurs droits que leurs biens restés en Hongrie. *De jure*, leur statut est analogue à celui d'un mort[116]. Passé cette date butoir, on entre dans une zone grise. Le cadre donné par la Commission de rapatriement n'existe plus et les réfugiées et réfugiés ne peuvent maintenant que s'adresser aux représentations diplomatiques hongroises pour demander leur rapatriement. Tout au long de l'année 1957, le flot des retours n'est certes pas massif mais tout de même existant. N'ayant visiblement pas prévu de retours après la fin du délai, les autorités hongroises semblent piloter à vue. En octobre 1957,

[114] Gémes András, « "Schade, schade, immer Spionage!" »…, p. 207-242.
[115] De Silva Peer, *Sub rosa : the CIA and the uses of intelligence*, s.l. : Times Books, 1978, p. 136.
[116] Lénárt András, « Fluchtgeschichten von 1956er Jugendlichen »…, p. 474.

le ministère des Affaires étrangères crée un office spécial pour les Hongroises et Hongrois de l'étranger dans le but de favoriser les rapatriements[117]. Ses fonctionnaires se plaignent alors que le régime pour les personnes rapatriées n'est pas clair. Depuis l'exode, il y a deux camps en présence. Le ministère de l'Intérieur, chargé d'examiner et d'avaliser ou non les demandes de rapatriements, est adepte d'une ligne dure et refuse souvent des candidates et candidats. Pour justifier cette ligne dure, il argue que nombre de ces réfugiées et réfugiés sont des soldats de l'Ouest et qu'il est logistiquement impossible de contrôler tous ceux qui rentrent. Sa politique s'oppose au ministère des Affaires étrangères, plutôt enclin à ce que la Hongrie reprenne sans distinction ses « *enfants perdus en Occident* »[118]. En janvier 1958, les consulats reçoivent des éclaircissements quant au sort des personnes qui décident de rentrer en Hongrie, jusque-là dans un flou juridique : les dissidentes et dissidents restés à l'étranger au-delà du délai peuvent demander leur rapatriement mais, à leur retour, ils séjourneront six mois en prison[119]. Malgré cela, début 1958, il y a encore des personnes qui choisissent de regagner leur pays.

C'est seulement après les condamnations et les exécutions d'Imre Nagy et de Pál Maléter en juin 1958 qu'on constate un recul des rapatriements[120]. Ces exécutions font redouter le pire aux rares candidates et candidats. Elles représentent le paroxysme de la phase de répression menée par le régime Kádár. Mais en été 1958, passé cette phase caractérisée par une poursuite systématique des personnes liées de près ou de loin à la « *contre-révolution* », plusieurs voix au sein du gouvernement s'élèvent pour améliorer l'image – désastreuse – de la Hongrie auprès de l'opinion[121]. Dans ce contexte, le gouvernement évoque la nécessité de tendre la main aux dissidentes et dissidents de 1956, dépeints comme des brebis égarées. Dans un débat du Département politique en juillet 1958, János Kádár se prononce pour favoriser les rapatriements :

> « *Il y a dehors* [ndlr. à l'étranger] […] *des gens fâchés ; des enfants qui sont partis en quête d'aventure, des personnes qui sont parties et l'ont regretté après quelques*

---

117 *Külföldi Magyarok Önálló Referatúra*.

118 Szabó Juliet, « "…s várja eltévedt fiait is."… ».

119 Szabó Juliet, « "…s várja eltévedt fiait is."… », p. 199. Ce régime ne concerne pas les jeunes, mineures et mineurs au moment de l'Insurrection, qui, théoriquement, ne sont soumis à aucune sanction.

120 Erfahrungen mit ungarischen Rückwanderer in den letzten drei Monaten (Rapport d'Anita Buss), 23 septembre 1958, CH-BAR#E2001E#1972/33#6808*.

121 Macher Anikó, « Politique culturelle internationale de la Hongrie de 1957 à 1963 », in Marès Antoine (éd.), *Culture et politique étrangère des démocraties populaires*, Paris : Institut d'études slaves, 2007, p. 171-172.

semaines […]. *Ce groupe est un groupe très hétérogène mais une grande partie se recrute parmi le monde ouvrier et paysan, ainsi qu'intellectuel, ces gens étaient à la recherche d'une meilleure existence* […]. *Nous devons les aider à rentrer.* »[122]

Le chef du parti socialiste ouvrier nomme clairement les catégories visées par une nouvelle propagande : les personnes qualifiées dans l'industrie et les médecins. Il propose qu'on leur avance les frais du voyage de retour[123]. Ce sont ainsi de nouveaux enjeux qui caractérisent cette deuxième phase de sollicitation, tournée vers l'utilité des retours, en termes économiques plus qu'idéologiques. Les jeunes sont à nouveau particulièrement visés. Au cours de l'année 1958, la presse s'adresse à leurs parents restés en Hongrie. Dans ces appels, on leur explique les démarches à entreprendre. Il existe même une possibilité d'arrangement avec IBUSZ, la compagnie hongroise de transport : les parents peuvent déposer le prix du billet de retour chez l'agence et leur enfant sera rapatrié[124]. Mais à part pour les jeunes, aucune amnistie n'est officiellement en vigueur. Le succès de cette deuxième campagne ne semble pas avoir été au rendez-vous. On ne connaît pour les années 1958 à 1960 que le nombre de personnes rentrées légalement : 1 762 Hongroises et Hongrois ont reçu, sur leur demande, l'autorisation de rentrer[125].

Entre le printemps 1957 et 1960, le fossé entre les chiffres des rapatriements occidentaux et hongrois se creuse nettement. En août 1959, par exemple, alors que l'Agence de presse hongroise (MTI) annonce 42 000 retours depuis 1956, le porte-parole du HCR communique le chiffre de 15 000 rapatriements[126]. Les sources hongroises mettent régulièrement en avant, pour expliquer cet écart – outre la mauvaise foi des Occidentaux – les retours clandestins, c'est-à-dire lorsque la ou le réfugié ne passe pas par les représentations diplomatiques hongroises pour rentrer. Finalement, le HCR fera état de 18 220 réfugiés à

---

[122] Discours cité in Szabó Juliet, « "…s várja eltévedt fiait is."… », p. 189, traduction du hongrois.

[123] Szabó Juliet, « "…s várja eltévedt fiait is."… », p. 189.

[124] « Hogyan lehet a külföldre szökött kiskorúakat hazahozatni ? » [Comment ramener les mineurs enfuis à l'étranger], *Népszabadság*, 28 février 1958. Voir aussi : « Bár lejárt az amnesztia rendelet, továbbra is : jóakaratú egyéni elbírálásban részesítik hatóságaink minden hazatérni kívánó magyar kérelmét » [L'amnistie est certes expirée, les autorités jugeront néanmoins de bon gré et au cas par cas les demandes], *Hétfői Hírek*, 12 décembre 1960. Pour les personnes en situation précaire, les proches peuvent avancer la somme nécessaire au voyage de retour à l'Union mondiale des Hongrois : [MTI], « Wie können die ungarische Flüchtlinge heimkehren », *Ungarischer Presse-Dienst*, n° 47, 2. Jahrgang, 26 février 1958.

[125] Szászi Ferenc, « Adatok a magyar kivándorlás történetéhez… », p. 332.

[126] « Eddig negyvenkétezer disszidens jött vissza Magyarországra » [Jusque-là, 42 000 dissidents sont retournés en Hongrie], *Népszabadság*, 4 août 1959 ; HU OSA : 300-40-1 :258.

être rentrés en Hongrie jusqu'à juin 1960, ce qui représente environ 9 % de l'ensemble de l'émigration hongroise de 1956-1957[127], alors que les sources hongroises maintiennent un nombre supérieur à 40 000 personnes, c'est-à-dire 20 %[128]. Cette guerre des chiffres témoigne de l'enjeu idéologique de ces retours. Quant à la Ligue des droits de l'homme, elle coupe la poire en deux, évaluant le nombre des rapatriés à 30 000 en 1959[129]. En avril, elle présentait un rapport à l'ONU qui portait sur le sort des rapatriés hongrois. Très alarmant, il évoquait l'emprisonnement de 6 000 personnes. Commentant ce rapport, même RFE estime que ces conclusions sont exagérées. Il n'empêche, ce type de rapport a peut-être incité le régime Kádár à se montrer plus bienveillant envers les rapatriées et rapatriés et à décréter une nouvelle amnistie[130].

« Ceux qui ne sont pas contre nous sont avec nous » : au-delà de 1961

En 1961, les réfugiées et réfugiés sont installés depuis cinq ans dans le « Monde libre ». Beaucoup ont obtenu une naturalisation dans les pays d'accueil[131]. Les termes de la nouvelle amnistie de 1961 en disent long sur les motivations du gouvernement :

> « *Soucieux de faire revenir en Hongrie le plus grand nombre possible de réfugiés ayant quitté le pays en 1956, le gouvernement vient de prendre en leur faveur plusieurs mesures* […] *:*
>
> *– Les réfugiés pourront faire régulariser leur situation et obtenir un passeport en s'adressant aux représentations consulaires hongroises.*

---

[127] Hungarian Refugees : Overall Movements and Situation, October 1956-June 1960. Source : Report of the Statistical Office of the UNHCR, reproduit in Hidas Peter, « Arrival and Reception : Hungarian Refugees, 1956-1957 », in Adam Christopher, Egervari Tibor, Laczko Leslie, Young Judy (éd.), *The 1956 Hungarian Revolution: Hungarian and Canadian perspectives*, Ottawa : University of Ottawa Press, 2009, p. 233.

[128] « A haza várja eltévedt fiait » [La maison attend ses fils égarés], *Magyar Nemzet*, 4 octobre 1960 ; Szabó Miklós, *Ceux qui reviennent*…, p. 5.

[129] « Rückkehrer wurden in Ungarn für Propagandazwecke missbraucht und eingekehrt », *Basler Nachrichten*, 8 avril 1959.

[130] UN Report April 7 1959 about returning Hungarians, HU OSA : 300-40-1 :17.

[131] La naturalisation était possible après cinq ans dans différents pays comme la France, l'Italie, la Suède, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne, le Canada ou l'Australie. En Suisse, les réfugiées et réfugiés devaient attendre en moyenne dix ans de plus : Birkás Judit, *Die Ungarnflüchtlinge von 1956 in der Schweiz.*…, p. 96.

– Ils conservent leur nationalité d'origine, même s'ils ont été naturalisés dans le pays où ils se sont établis.

– Ceux qui ont été condamnés pour délits commis à l'étranger pourront demander leur réhabilitation après leur rapatriement.

– Enfin, les diplômes universitaires acquis à l'étranger pourront être proposés à l'équivalence. »[132]

Ce décret fait suite à une amnistie décrétée en mars 1960 qui graciait environ 200 personnes impliquées dans l'Insurrection ainsi que des intellectuelles et intellectuels en disgrâce comme l'écrivain Tibor Déry. Tous les camps d'internement ont été fermés[133].

Parallèlement à ces mesures concrètes, les autorités hongroises, toujours aidées par la MVSz, s'efforcent de séduire les compatriotes de l'étranger en leur envoyant des brochures qui promeuvent la Hongrie. Édité par la MVSz, le *Magyar Hírek* vante les progrès du pays auprès des émigrées et émigrés. Des photos et des textes mettent en évidence les échoppes garnies de salamis ou évoquent les bonnes relations du régime avec l'Église. La propagande n'axe plus uniquement son discours sur le rapatriement mais également sur une forme de collaboration et un dialogue entre les compatriotes des deux côtés du Rideau de fer[134]. Parmi nos témoins, deux anciens réfugiés se rappellent avoir reçu ces brochures. Béla Márai raconte avec un regard assez pacifié : « *Elles ne me dérangeaient pas, c'était de bonne guerre…* » Il ajoute : « *de toute façon, on était informés de la réalité par la famille.* »[135] D'autres ne supportaient pas cette « *grossière propagande* », à l'image de Zoltán Tóth, plus radical : « *elles passaient directement à la poubelle.* »[136] Ces efforts jouent sur une corde expérimentée depuis au moins 1955, un patriotisme censé parler aux émigrées et émigrés. En témoigne l'émission de radio *Szülőföldünk* [Notre terre natale], qui relaie aussi bien des messages personnels des deux côtés du Rideau de fer que de la musique traditionnelle. Cette propagande est basée sur la participation des réfugiées et réfugiés eux-mêmes. Le *Magyar Hírek* lance un grand concours en 1960 : ces derniers sont invités à envoyer leur témoignage « *sincère* » sur leur vie en Occident. En tout, 276 personnes sont récompensées pour leurs textes par des voyages touristiques en Hongrie, des livres ou des 33 tours de

[132] « En Hongrie. Mesures pour faciliter le retour des réfugiés », *La Voix ouvrière*, 20 juin 1961.
[133] HU OSA : 300-40-1:17.
[134] « Emigration als politisches Problem », *Der klare Blick*, 3 avril 1963.
[135] Entretien avec Béla Márai, Genève, 28 juin 2013.
[136] Entretien avec Zoltán Tóth, Genève, 11 octobre 2014.

musique hongroise. Le journal ne cache pas ses intentions au lectorat : d'une part mieux comprendre ce que vivent les émigrées et les émigrés et les inviter à renouer avec leur pays, d'autre part rassembler une documentation sur leur vécu[137]. Autre outil de diplomatie culturelle envers les Hongroises et Hongrois de l'étranger : l'organisation par les légations des concerts de musique tsigane, projections de films, etc.[138].

Ces entreprises vont de pair avec la relative libéralisation de la Hongrie et illustrent à leur manière la doctrine du régime Kádár lancée en 1961 : « *Ceux qui ne sont pas contre nous, sont avec nous.* »[139] En 1963, la plupart des personnes impliquées dans la Révolution sont libérées, la censure est légèrement relâchée et plusieurs mesures amorcent une libéralisation[140]. Une nouvelle amnistie est décrétée pour toutes les dissidentes et les dissidents. Certes, elle n'est pas automatique pour celles et ceux qui ont participé à des activités d'espionnage ou à des crimes mais même ceux-ci ont la possibilité de demander une grâce[141]. Ces mesures annoncent l'avènement en 1968 du régime que les historiennes et historiens ont nommé le « *socialisme du goulasch* » : une dictature molle. La presse anticommuniste n'aura de cesse de dénoncer cette politique de la main tendue qu'elle interprète comme une ruse des démocraties populaires. Le journal *Der klare Blick*, par exemple, critique l'annonce du gouvernement en août 1963 stipulant que chaque personne émigrée peut obtenir facilement un visa pour voyager dans son ancienne patrie. L'objectif serait d'amener les réfugiés à constater par eux-mêmes les progrès notamment économiques que la Hongrie a effectués depuis 1956. Mais, dénonce *Der klare Blick*, par ce voyage, les réfugiés risquent de perdre leur statut de réfugié et de se retrouver en situation précaire dans le pays d'accueil : ce serait le but caché de Kádár[142].

Entre 1961 et 1964, on dénombre 4 845 autorisations au rapatriement[143]. Les visas de sortie sont également plus faciles à obtenir et des milliers de

---

137 « Emigration als politisches Problem (III) », *Der klare Blick*, 24 avril 1963 ; *Magyar Hírek*, 1er avril 1962.

138 *Magyar Hírek*, 1er avril 1962.

139 Molnár Miklós, *Victoire d'une défaite : Budapest 1956*…, p. 331.

140 10 000 internées et internés sont libérés et l'ancien membre du cabinet de Nagy, István Bibó, condamné à vie en 1958, est gracié : « Amnistie en Hongrie. 10 000 prisonniers libérés », *Journal de Genève*, 27 mars 1963.

141 Interview avec Ferenc Nezvál, ministre de la Justice hongroise, 28 mars 1963, HU OSA : 300-40-1:17, 1961-1969 ; [AFP], « Budapest : mesures en faveur des réfugiés hongrois », *Journal de Genève*, 15 août 1963.

142 Sager Peter, « Kadars Kniffe mit der Emigration », *Der klare Blick*, 14 août 1963.

143 Szászi Ferenc, « Adatok a magyar kivándorlás történetéhez… », p. 332.

personnes rendent visite à leurs proches réfugiés en 1956, ce que l'un de nos témoins nomme « la vengeance de Kádár » :

> « *Grâce à cette mesure, on pouvait enfin revoir nos proches, nos parents mais du coup, on devait loger en permanence des gens, proches ou moins proches, et en plus le gouvernement avait pris une mesure… ils avaient seulement une somme limitée par jour alors on devait tout payer : la vengeance de Kádár !* »[144]

Les voyages allaient d'abord dans ce sens. À moins que les réfugiées et réfugiés ne décident de rentrer définitivement en Hongrie, ils ne peuvent voyager librement dans leur pays au risque de ne plus être considérés comme réfugiés dans le pays où ils vivent. Une solution est la naturalisation. Mais dans certains pays comme la Suisse qui accorde la naturalisation avec une extrême parcimonie, l'attente est longue. Magdolna Horváth raconte cette attente :

> « *Nous voulions nous naturaliser pour pouvoir voyager en Hongrie. Nous avons dû attendre treize ans, alors qu'on savait qu'en Allemagne, les Hongrois obtenaient la naturalisation assez facilement ! Heureusement que ma mère, puis ma sœur ont pu venir dès 1963.* […] *Même si c'était très dur en Suisse, je ne voulais pas rentrer.* […] *Beaucoup de Hongrois faisaient l'erreur de demander leur visa à la légation, qu'ils obtenaient, ils voyageaient en Hongrie et n'étaient plus vus comme réfugiés par la Suisse.* »[145]

Dès 1963, les voyages s'intensifient entre les pays d'Europe occidentale et la Hongrie. Les anciennes et anciens réfugiés, même s'ils demeurent souvent perçus comme des traîtres, deviennent des passeurs culturels susceptibles de promouvoir un nouveau tourisme.

En 1968, Kádár lance un programme de réformes économiques – le « Nouveau mécanisme économique » – qui permettra à la Hongrie d'échapper aux pénuries alimentaires. La timide libéralisation que connaît le pays au cours des années 1960 attire une frange d'anciennes réfugiées et réfugiés qui ne courent plus de dangers à leur retour. Une ouverture progressive vers l'Ouest est amorcée. Entre 1963 et 1990, symbole de cette ouverture, la MVSz s'efforce d'attirer le plus possible de compatriotes vers la Hongrie. Un homme incarne cette volonté, József Bognár, ancien président du Parti des petits propriétaires, nommé ministre par Nagy le 27 octobre 1956. Le fait qu'un ancien acolyte de Nagy soit chargé de promouvoir la Hongrie de

144 Entretien avec Gábor Kemény, Genève, 31 octobre 2014.
145 Entretien avec Magdolna Horváth, Delémont, 22 juillet 2015.

Kádár montre que les temps ont changé[146]. Toujours plus d'anciennes et d'anciens dissidents peuvent se rendre en Hongrie, une étape que l'écrivaine Nina Yargekov résume avec humour :

> « *Une fois devenus français, vos parents pouvaient donc se rendre ni vus ni connus, hello nous sommes des touristes occidentaux qui visitons la Yazigie communiste, comme c'est pittoresque ces grands bâtiments bétonnés vraiment on adore, comme c'est rigolo ces tickets de rationnement on dirait des billets de Monopoly oh oui nous avons des noms yaziges et nous parlons le yazige mais c'est un pur hasard.* »[147]

Pour beaucoup et pour autant qu'ils et elles obtiennent un visa de la part des autorités hongroises, la naturalisation dans le pays d'accueil a signifié la possibilité de rentrer pour la première fois, sans danger.

5.3 Des intérêts pragmatiques et idéologiques

Si nous avons mis en évidence la volonté gouvernementale de faire revenir les dissidentes et dissidents de 1956, tout le monde n'est pas le bienvenu en Hongrie. De nombreuses demandes seront aussi refusées par les autorités hongroises. Pour 1959, sur 2 516 demandes, seules 1 632 sont acceptées[148]. Nous aurons l'occasion de mieux comprendre cet enjeu dans le chapitre suivant à partir de cas concrets. Le gouvernement Kádár n'est pas unanime quant au bien-fondé des amnisties. La vision – partagée par János Kádár et le ministère des Affaires étrangères, soucieux de l'image de la Hongrie – selon laquelle le maximum de candidates et candidats au retour devraient être acceptés et réintégrés s'oppose à celle de Béla Biszku, ministre de l'Intérieur de 1957 à 1961, qui maintient l'idée que les personnes impliquées de près ou de loin dans le soulèvement doivent figurer sur une liste noire leur interdisant tout retour en Hongrie. C'est d'ailleurs une fois le ministre Biszku écarté que l'amnistie de 1961 est décrétée.

Si les motivations des dirigeants de la République populaire hongroise à faire revenir les Hongroises et Hongrois à l'étranger varient selon le moment, des constantes sont à relever. L'intérêt est d'abord économique. Les pays

---

[146] Macher Anikó, « Politique culturelle internationale de la Hongrie de 1957 à 1963 »…, p. 179.
[147] Yargekov Nina, *Double nationalité*, Paris : Pol Éditeur, 2016, p. 233-234.
[148] Szabó Juliet, « "…s várja eltévedt fiait is."… », p. 208.

qui suivent le modèle économique soviétique, c'est-à-dire qui favorisent l'investissement dans l'industrie, luttent constamment contre le manque de main-d'œuvre. L'exode de 1956 a des répercussions dramatiques pour l'économie : les places de travail laissées à l'abandon doivent être comblées mais, en raison du manque de main-d'œuvre, elles ne le sont pas toujours par des personnes compétentes[149].

Les motifs sont aussi d'ordre démographique. Premièrement, 1956 a constitué une perte pour le pays et a modifié la composition de sa population. Le nombre de personnes qui ont fui vers l'Occident représente 70 % de l'accroissement naturel de l'année 1956. Deuxièmement, la composition à deux tiers d'hommes de la vague d'émigration de 1956 a créé une situation de déséquilibre démographique. La jeunesse de la plupart des réfugiées et réfugiés a par ailleurs entraîné un soudain vieillissement de la population[150].

Enfin, l'objectif de la campagne de rapatriement, en 1955 ou au-delà, est avant tout de nature idéologique. C'est sur cet aspect que nous souhaitons conclure ce chapitre.

Pour cette Hongrie meurtrie et son gouvernement honni, chaque retour s'apparente à une petite victoire, comme chaque défection vers l'Ouest représente une légitimation de la supériorité du modèle capitaliste et des démocraties chrétiennes par rapport aux régimes communistes. Celles et ceux qui reviennent participent en quelques sortes à la légitimation du système, surtout vis-à-vis de l'intérieur et des personnes qui ont décidé de rester au pays. Récemment, l'historien Philipp Ther voyait dans cette campagne de rapatriement une sorte de préfiguration du socialisme de goulasch[151]. Cette interprétation ne nous semble pas tout à fait correcte. Si le gouvernement, pour pousser les réfugiées et réfugiés au rapatriement, a recours au registre d'incitation (exemption de taxes, reconnaissance de diplômes), ce régime côtoie la menace (expropriation, intimidations diverses). Nous voyons plutôt la campagne de 1956 comme l'adaptation de celle de 1955 au contexte et comme un moyen de réduire les effets de la « saignée » que le pays était en train de vivre. Si les recettes restent en partie les mêmes (amnistie, engagement des diplomates, etc.), le message de 1956 est plus anti-occidental qu'en 1955 et correspond à une période de regel. En

[149] Lénárt András, « Fluchtgeschichten von 1956er Jugendlichen »…, p. 475.
[150] Kecskés Gusztáv, *La diplomatie française et la révolution hongroise de 1956*, Paris : Publications de l'Institut hongrois de Paris, Budapest : Szeged, 2005, p. 319.
[151] Ther Philipp, *Die Aussenseiter : Flucht*…, p. 240.

revanche, ce qui tendrait à donner raison à Ther, c'est que la campagne semble être menée sur une initiative hongroise et non soviétique. En témoigne la suggestion qu'Anastas Mikoyan, vice-premier ministre de l'URSS, émet à l'ambassadeur hongrois Frigyes Puja, très engagé dans le rapatriement, de freiner ses démarches, arguant que « *celui qui a quitté le pays devrait rester dehors* »[152]. Quant aux accusations qui invoquent les obstacles que les Occidentaux mettraient sur le chemin des revenantes et revenants, elles existaient déjà en 1955. L'historien Mikkonen les juge exagérées[153]. Mais, que ce soit via la CIMADE, le HCR, ou les autorités des pays d'asile, les réfugiées et réfugiés, au moment de demander leur rapatriement, ne sont tout de même pas lâchés en Hongrie sans qu'on ne leur dise rien. Il faut reconnaître que les acteurs et actrices de l'accueil s'efforcent souvent de les dissuader. Nous aurons l'occasion de détailler ce phénomène dans le cas de la Suisse.

À ce stade des recherches, certaines questions qui concernent ces migrations *à contresens* ne sont pas résolues. Dans les observations des deux camps, il n'est pas toujours évident de distinguer les rumeurs des actions concrètes, les fantasmes des phénomènes existants. Les bruits, aussi bien parmi la diaspora et à destination du public occidental, allaient bon train concernant ces retours. Dans les colonnes de la *Feuille d'avis de Lausanne*, on évoque des enlèvements et l'existence d'un cachot dans le bâtiment de la légation hongroise à Vienne spécialement prévu pour les futurs rapatriés[154]. En Occident, moult commentaires fustigent les efforts de la police politique hongroise ou les services secrets soviétiques pour faire rentrer les réfugiées et réfugiés. À l'instar de la police autrichienne et suisse, beaucoup de commentaires occidentaux supputent que c'est l'ÁVH qui pousse des parents à appeler leur progéniture au retour ou écrit elle-même des dépêches leur annonçant la maladie d'un proche et les priant de revenir[155]. Si cette hypothèse ne semble pas infondée, elle participe également d'un certain fantasme selon lequel la police politique est partout, alors qu'elle paraît très affaiblie au printemps 1957. Nous aurons l'occasion de mieux comprendre ce phénomène dans le chapitre suivant.

---

[152] Gémes Andreas, *Wie zwei geschiedene Eheleute…*, p. 147.

[153] Mikkonen Simo, « Mass Communications as a Vehicle… », p. 47-52.

[154] [Reuter], « Convoqués par la légation de Hongrie, des réfugiés n'ont pas reparu », *La Gazette de Lausanne*, 24 novembre 1956.

[155] Gémes Andreas, *Wie zwei geschiedene Eheleute…*, p. 149.

Cette extrême politisation d'un sujet en définitive plutôt social nous pousse à nous intéresser à des sources peu exploitées, confidentielles, ou à des témoignages. L'un de nos témoins raconte :

« *Un étudiant comme moi, que j'ai côtoyé au camp de réfugiés, était parti sans sa fiancée. Une fois en Suisse, il a commencé à regretter son geste alors même que son amie, ainsi que sa mère lui écrivaient en lui demandant de rentrer. Il a fini par se décider à rentrer au pays et a effectué ses études là-bas.* »[156]

Une histoire simple, exempte d'intervention de la police politique, anecdotique sans doute, mais que partagent peut-être nombre de ces rapatriées et rapatriés. En parcourant les archives, nous avons trouvé des traces de ces personnes. Plus qu'un climat politique, ces traces permettent de mettre en évidence leurs doutes, leurs espoirs, leurs motifs et aussi leurs stratégies pour retirer quelque avantage de leur séjour en Occident, dans un contexte qui ne leur est pas favorable. Des éléments si difficiles à saisir dans la presse ou autres médias. Une lettre de l'un des rapatriés du convoi Paris-Vienne du 14 janvier 1957 à une employée de la CIMADE est un bon exemple de ces enjeux :

« *Madame,*

Permettez-moi d'abord de vous adresser mes sentiments les meilleurs. Nous sommes bien arrivés en Hongrie. À la frontière, on nous a fouillés, après quoi, nous avons pu partir. À la maison, ma femme m'attendait, elle était très heureuse de me voir revenir, et tout est bien ainsi. Nous ne sommes plus jeunes pour pouvoir commencer une vie nouvelle à l'étranger. Je l'ai essayé mais en vain. Le monde entier se trouve dans une situation très pénible. Ici, la révolution a fait beaucoup de mal au pays. La production des fabriques est insuffisante ; il y a une pénurie de marchandises et pendant longtemps, il y a eu des grèves. Excusez-moi de vous adresser cette demande, mais pouvez-vous m'envoyer un manteau usé ? Je vous en remercie beaucoup. J'aurais besoin encore de Brome pour le cœur, car ici il n'y a pas de remède. Je vous prie de m'excuser encore une fois mais je ne peux m'adresser qu'à vous. Avec toute ma reconnaissance.

Ferenc. »[157]

Par cette lettre, nous souhaitons montrer que, si les événements de 1956 et l'exode qui s'ensuit sont un drame politique, ils portent également dans leurs sillages des grands et petits drames personnels dans un contexte politisé.

[156] Entretien avec Béla Márai, Genève, 12 octobre 2013.
[157] Lettre de Ferenc O., s.d., ACIMADE-BDIC : F delta 2149/1201 (1957).

L'historien András Lénárt l'a bien montré en approfondissant les motifs de fuite des jeunes en particulier : « *Les gymnasiens hongrois, qui sont rentrés dans l'histoire comme réfugiés politiques, n'ont pas fui le pays, mais leur propre monde*. »[158]

En soulignant combien les espoirs déçus sont inséparables des parcours individuels, cette lettre annonce une question centrale que nous n'avons jusque-là qu'effleurée et à laquelle le chapitre suivant est largement consacré : pourquoi rentre-t-on ?

[158] Lénárt András, « Fluchtgeschichten von 1956er Jugendlichen »…, p. 492-493, traduction de l'allemand.

Chapitre 6

Le paradis qui se méritait. Les rapatriements depuis la Suisse

« *Dès les premières semaines de l'émigration, Irena faisait des rêves étranges : elle est dans l'avion qui change de direction et atterrit sur un aéroport inconnu ; des hommes en uniforme ; armés, l'attendent au pied de la passerelle ; une sueur froide sur le front, elle reconnaît la police tchèque* […] *Martin, son mari, faisait les mêmes rêves. Tous les matins, ils se racontaient l'horreur de leur retour au pays natal. Puis* […] *Irena comprit que tous les émigrés faisaient ces rêves, tous, sans exception* […] *Le rêve d'émigration : l'un des phénomènes les plus étranges de la seconde moitié du XX^e siècle. Ces rêves cauchemars lui apparaissaient d'autant plus mystérieux qu'elle souffrait en même temps d'une indomptable nostalgie et faisait une autre expérience, tout à fait contraire : des paysages de son pays venaient, le jour, se montrer à elle* […]. *Le même cinéaste du subconscient qui, le jour, lui envoyait des morceaux de paysage natal telles des images de bonheur, organisait la nuit, des retours effrayants dans ce même pays. Le jour était illuminé par la beauté du pays abandonné, la nuit, par l'horreur d'y retourner. Le jour lui montrait le paradis qu'elle avait perdu, la nuit, l'enfer qu'elle avait fui.* »

Kundera Milan, *L'ignorance*, Paris : Folio, 2005, p. 21-23.

En juin 1962, sur les 13 803 réfugiées et réfugiés arrivés en Suisse à la suite de l'Insurrection de 1956, on en dénombre encore environ 10 000 sur le sol helvétique. Ainsi, pour un peu plus de 3 000 personnes, la Suisse n'aura été qu'un refuge provisoire. 1 638 personnes ont rejoint un autre pays occidental, alors que 1 705 ont choisi le rapatriement vers la Hongrie de János Kádár[1].

Qu'est-ce qui mène un jour un ou une réfugiée à se rendre à la légation hongroise à Berne pour aller demander l'autorisation de rentrer au pays ? Quel est le profil de ces « revenantes et revenants » ? Lorsqu'on pose la question à d'anciennes et anciens réfugiés en Suisse, les avis divergent : « *On savait qu'il y en avait qui rentraient. Déjà à l'époque, je me disais : "mais qui peuvent bien être ces gens "* » ou encore : « *Il y en avait qui ne supportaient pas le déracinement* » et qui « *ont été déçu de l'endroit où ils ont été placés* »[2]. En 1969, le psychiatre Emil Pintér, auteur d'une étude sur la vague de 1956, résume bien l'apparent paradoxe de ces retours vers un pays sous dictature communiste : « *L'échange de la liberté et de la richesse contre le totalitarisme et la pauvreté doit paraître absurde à un Suisse.* »[3] Pour comprendre ces retours, il faut en cerner les enjeux aussi bien idéologiques que pratiques.

La question des rapatriements constitue un nœud de discorde entre la Confédération helvétique et la Hongrie. À Berne, les diplomates hongrois – enclins à faire se rapatrier un maximum de réfugiées et réfugiés – accusent les autorités suisses de freiner ces retours. Est-ce effectivement le cas ? Et, comment se passent les rapatriements jusqu'en avril 1957, délai de l'amnistie décrétée par le gouvernement Kádár, puis entre mai 1957 et 1963 ?

Parmi ces revenantes et revenants, il y a de nombreux jeunes, arrivés sans leurs parents en 1956. Ceux-ci sont encadrés par la Croix-Rouge suisse (CRS). Son personnel s'étonne d'en voir certains aspirer au rapatriement. Il soupçonne les autorités et la Croix-Rouge hongroises de tirer les ficelles. Les parents qui demandent le retour de leurs enfants seraient-ils manipulés par le régime ? L'examen des sources révèle la marge de manœuvre – restreinte – des revenantes et revenants qui mettent au point des stratégies afin de réduire l'incertitude que comporte le rapatriement : subira-t-on des représailles ? Pourra-t-on reprendre l'école ou la place de travail qu'on a quittée ? Les angoisses et les espoirs de ces personnes au moment de leur retour seront

[1] Stand der Kartothek für ungarische Flüchtlinge des Aufstandes 1956 per 30. Juni 1962, AfZ-SFH : 31 a (A).

[2] Entretiens avec Zoltán Tóth, Genève, 11 octobre 2014 ; Péter Gémes, Bâle, 1er avril 2015 ; Magdolna Horváth, Delémont, 22 juillet 2015.

[3] Pintér Emil, *Wohlstandsflüchtlinge…*, p. 117.

pris en compte dans notre analyse. Certaines personnes, quelques centaines de réfugiées et réfugiés, ont subi un ou des internements administratifs en Suisse. Parce que réfugiées et internées, ces personnes se retrouvent doublement marginalisées. Le retour peut représenter pour elles une issue de secours au cercle vicieux dans lequel elles étaient tombées en Suisse.

En général et au-delà du cas précis de ces hommes et ces femmes internées en Suisse, ces migrations de retour, des migrations Ouest-Est, produisent différents discours, que ce soit dans la presse suisse et hongroise ou dans des rapports d'expertes et experts. Les analyses sont influencées par le contexte de la guerre froide, les uns voyant dans ces retours la preuve des défaillances du système capitaliste, les autres comme une manifestation de la perversité du régime communiste. Au centre du débat, le sort des rapatriées et rapatriés. Une fois en Hongrie, la plupart sont interrogés par la police magyare. Les protocoles de ces auditions, conservés à Budapest, ont servi de base à notre analyse. Malgré le caractère dirigé des réponses des ex-réfugiées et ex-réfugiés – censées plaire aux fonctionnaires qui les interrogent –, certaines réalités de leur exil (et de leur retour) ressortent de leurs dires. Quels paramètres influencent le sort de ces personnes ? Que peuvent-elles faire pour l'améliorer ?

Cette analyse mènera aux réponses à notre questionnement initial : quel est le profil de ces revenantes et revenants et en quoi se différencient-ils et elles des personnes qui restent en Suisse ? Au-delà des discours clivants de la guerre froide, peut-on dégager leurs motifs concrets ? Un traitement quantitatif des fiches de l'Office d'aide aux réfugiés nous donnera des éléments de réponse, complétés d'autres sources. Enfin, une réflexion sur le mal du pays, un enjeu transversal à toute notre recherche et motif central de rapatriement, ponctuera cette recherche.

6.1 Une question politique

Les griefs de l'ambassadeur

Dans ses mémoires, Markus Feldmann, président de la Confédération en 1957, se plaint du harcèlement qu'exercent les fonctionnaires de la légation hongroise sur les réfugiés. Il mentionne le récit d'une personne apostrophée dans la rue à Berne par un fonctionnaire pour la convaincre de rentrer en Hongrie[4].

[4] Sidler Roger, Moser Peter (éd.), *Markus Feldmann Tagebuch…*, p. 320-321 (notes du 15 juillet 1957).

La campagne hongroise en faveur du rapatriement s'étend rapidement au-delà de seuls premiers pays d'accueil, la Yougoslavie et l'Autriche. L'objectif est toujours le même : dissuader les réfugiées et réfugiés de rester à l'étranger et les convaincre de rentrer en Hongrie. Mais en Suisse comme dans tous les seconds pays d'asile, face à la méfiance des autorités locales, impossible de mettre en place une commission de rapatriement. Dans le cas de la Suisse, une tentative d'accéder aux camps avait été amorcée par l'intermédiaire du mystérieux « Comité général pour les questions hongroises », créé fin 1956 par un juriste hongrois probablement proche du régime Kádár. Les autorités suisses avaient alors tué dans l'œuf ce potentiel relais du régime en Suisse en poussant le Comité à se dissoudre[5].

Dès lors, ce sont principalement aux représentants diplomatiques qu'incombe la tâche de faire revenir en Hongrie un maximum de dissidentes et dissidents. En Suisse, la légation est dirigée par József Marjai. Nommé juste avant l'Insurrection, le charismatique ambassadeur est très peu apprécié par ses interlocuteurs suisses qui le voient comme un dangereux « *stalinien* » à surveiller étroitement[6]. L'éclatement de la Révolution et la prise de pouvoir de Kádár – dont la légitimité est contestée – ont incité les autorités suisses à différer l'accueil officiel de ce nouveau diplomate. Marjai devra ainsi attendre plusieurs semaines avant d'être invité par le Département politique fédéral (DPF) à remettre ses créances en janvier 1957[7]. Également représentant à l'ONU à Genève, le diplomate est aux avant-postes de la campagne de rapatriement.

L'examen d'archives officielles permet de saisir la nature des intérêts respectifs. Gusztáv Kecskés, qui a étudié des rapports de type similaire de la légation hongroise de Paris, relativise leur valeur documentaire car les diplomates avaient tendance à rapporter à l'Administration centrale ce qu'on attendait d'eux, leur poste dépendant de leur « *honorabilité* », c'est-à-dire de leur fidélité au discours officiel. Les rapports décrivent généralement les conditions des réfugiées et réfugiés en France comme très préoccupantes en allant ainsi dans le sens du ministère des Affaires étrangères à Budapest[8]. En Suisse, les rapports de József Marjai sont plus francs : ils décrivent les

[5] Voir *supra*, Chapitre 4 (« Deux mondes en présence », *Des compatriotes à la rescousse*).

[6] Appel téléphonique de R. Tschäppät à la Croix-Rouge suisse, 18 octobre 1957, CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 91*.

[7] Keresztesy Peter, *Les réfugiés hongrois comme facteur de tension dans les relations hungaro-suisses*…, p. 62 et 71.

[8] Kecskés Gusztáv, *La diplomatie française et la révolution hongroise de 1956*, Budapest ; Paris ; Szeged : Institut hongrois de Paris, 2005, p. 338.

bonnes conditions dans lesquelles sont accueillies les émigrantes et émigrants et concèdent qu'avec un tel accueil, il ne sera pas évident de les persuader de rentrer. Plusieurs entrevues entre représentants hongrois et suisses ont lieu en janvier dans un climat de crise diplomatique latente. Les critiques du diplomate envers la Suisse sont virulentes.

Le premier grief concerne l'accueil des réfugiées et réfugiés, un accueil aussi exceptionnel qu'intéressé selon le diplomate. En janvier 1957, il accuse les autorités suisses de mener une propagande qui pousse les Hongroises et Hongrois à rester en Suisse et de tout faire pour que ces personnes soient insérées à long terme dans la société. L'auteur souligne que les réfugiées et réfugiés vont bientôt être déçus de leur intégration professionnelle, car seule une minorité trouvera un emploi à la hauteur de leur qualification. Dans son rapport adressé à Budapest, Marjai relaie également le souci principal des candidates et candidats au retour : une fois rentrés en Hongrie, auront-ils la possibilité de récupérer la place de travail qu'ils ont quittée ?[9]

Deuxièmement, la Suisse officielle s'évertuerait à compliquer les procédures de retour. Déjà distillé dès 1955, ce type de discours devient un vrai *leitmotiv* après 1956, et cela dans toutes les légations hongroises du monde. Une fois les réfugiées et réfugiés arrivés sur le territoire helvétique, la légation tente d'obtenir des contacts avec eux et cherche même à les atteindre directement dans les camps où ils sont placés à leur arrivée. Les autorités suisses s'opposent vigoureusement à ces sollicitations[10]. Fin 1956, le Département fédéral de justice et police (DFJP) met en place un camp – à St. Margrethen dans le canton de Saint-Gall – réservé aux personnes prêtes à être rapatriées. Soudainement, les autorités helvétiques décident de le fermer en février 1957 et les candidates et candidats au retour doivent désormais se rendre à Berne auprès de la légation, puis à la Section « réfugiés » de la Division de police, avant de pouvoir rentrer en Hongrie. Cette mesure irrite les attachés hongrois : le passage obligé des revenantes et revenants dans les bureaux de Reynold Tschäppät, pourrait, selon les diplomates, représenter une bonne occasion pour les autorités suisses d'essayer de les convaincre de rester en

[9] Marjai József, « Magyar menekültek Svájcban » [Les réfugiés hongrois en Suisse], Berne, 27 janvier 1957, in Keresztesy Peter, *Les réfugiés hongrois comme facteur de tension dans les relations hungaro-suisses…*, p. 83.

[10] Besuch des neuen ungarischen Gesandten Herrn Joseph Marjai, 14 février 1957, CH-BAR#E2200.50-01#1969/235#233*, Az. 7.0/1 ; Notes de décembre 1957, CH-BAR#E2001E#1972/33# 6808*.

Suisse[11]. La Suisse fait alors un geste important dans le but d'apaiser une crise diplomatique naissante : Berne décide de prendre en charge les frais du voyage d'environ 400 rapatriées et rapatriés volontaires jusqu'à mars 1957[12].

Dans un rapport de mai 1957, Marjai va plus loin en dénonçant la dimension « opportuniste » de l'action humanitaire de la Suisse : il l'accuse d'avoir profité de sa situation géographique pour avoir pris « *les meilleurs éléments* » de l'émigration hongroise, dont l'emploi est bénéfique pour l'économie du pays. Il mentionne en outre que de tous les pays occidentaux, c'est en Suisse où la propagande anticommuniste, qualifiée d'« *hystérique* », a le plus exploité la « *contre-révolution* »[13]. Un mois plus tard, un autre rapport de la légation relève, non sans exagération, que la plupart des Hongroises et Hongrois veulent rentrer. L'auteur distingue le milieu intellectuel et étudiant – où personne n'a l'intention de rentrer – d'une autre catégorie de gens qui ont vécu un désenchantement par rapport à leurs aspirations. Ce rapport qui plaide pour une nouvelle amnistie (qui n'arrivera qu'en 1961) montre que la légation attend des consignes plus claires de Budapest sur la question des rapatriements et se prononce en faveur d'un bon accueil aux candidates et candidats au retour[14].

Réactions suisses pendant le temps de l'amnistie (décembre 1956-mars 1957)

> « *Un camp a été créé dans la salle de gymnastique de St. Margrethen où sont rassemblés les réfugiés hongrois désireux d'être rapatriés dans leur pays. Un transport commun sera organisé qui les reconduira en Hongrie.* »[15]

C'est avec ces mots on ne peut plus expéditifs qu'un encart annonce l'existence d'un groupe : les Hongrois accueillis en Suisse qui désirent rentrer. Dans les réunions de l'Office central suisse d'aide aux réfugiés (OCSAR), la

[11] Keresztesy Peter, *Les réfugiés hongrois comme facteur de tension dans les relations hungaro-suisses…*, p. 86.

[12] Cette pratique continuera au moins jusqu'à 1959. Rapport du Département de justice et police, 7 mars 1957, CH-BAR#E4260D#1994/125# 307*.

[13] Marjai József, Serföző Lajos (secrétaire), « Svájc és a Magyar menekültek » [La Suisse et les réfugiés hongrois], Berne, 27 mai 1957, MNL OL : XIX-J-1, Svájc, 13. doboz, XII – 112.

[14] Miklós Gergely, « Általános hangulat a menekültek körében » [Ambiance générale parmi les réfugiés], 28 juin 1957. Rapporté par Keresztesy Peter, *Les réfugiés hongrois comme facteur de tension dans les relations hungaro-suisses…*, p. 89.

[15] (Ag.), « Pour ceux qui désirent rentrer en Hongrie », *Feuille d'avis de Lausanne*, 25 janvier 1957.

question des rapatriements est classée dans la catégorie « problèmes spéciaux ». Le 16 janvier 1957, lors d'une de ces réunions, on constate que le nombre des rapatriées et rapatriés est en hausse. Cela crée une concentration de réfugiées et réfugiés à Berne, perçue comme gênante par les autorités suisses[16]. Les rapports internes helvétiques commentent très peu ces velléités de retour. On s'efforce de trouver des solutions, comme la mise en place du camp de St. Margrethen. Mais les autorités suisses décident de le fermer le 9 février déjà. Dans la presse, on justifie cette mesure par le fait qu'il n'y aurait plus de rapatriés à attendre[17]. Comment expliquer la durée de vie très limitée de ce camp dont l'existence est peu documentée dans les archives suisses ?

Il n'est pas exclu que les fonctionnaires à l'origine de cette décision croient vraiment que le flux des candidates et candidats est déjà tari. Une autre interprétation – qui est celle de la légation hongroise – voudrait que le chef de la Division de police, en obligeant les futures et futurs rapatriés à passer dans ses bureaux, contrôlerait mieux leur retour et pourrait au passage les pousser à réfléchir encore avant de retraverser le Rideau de fer. Il est vrai qu'au même moment, les fonctionnaires suisses étaient sensibilisés aux commentaires de l'ambassade suisse en Hongrie qui ne donnait pas grand crédit aux garanties de l'amnistie[18]. Il est selon nous également possible que le camp ait été démantelé parce qu'il représentait une mauvaise publicité dans la grande opération d'accueil des réfugiées et réfugiés.

Les entretiens entre les personnes en passe d'être rapatriées et les autorités suisses ont eux aussi laissé très peu de traces dans les archives. Pour combler ce manque, les mots d'Anita Buss, alors employée par la Division de police du DFJP, s'avèrent assez instructifs :

> « *Il y avait toujours des gens qui voulaient rentrer. Alors on a organisé leur retour. Ils devaient d'abord obtenir un certificat de rapatriement auprès de la légation hongroise. Et ensuite, ils devaient passer par nos bureaux récupérer leurs papiers et on leur donnait aussi le visa pour qu'ils puissent transiter par l'Autriche. On leur payait aussi leur transport. Au début, ils venaient souvent à nos bureaux en groupe.* »[19]

---

[16] 4. Sachbearbeiterkonferenz der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, 16 janvier 1957, AfZ-SFH : 571 (A).

[17] (Ag.), « Ungarische Rückkehrer verlassen die Schweiz », *Ostschweiz*, 8 février 1957 ; *Neue Zürcher Zeitung*, 8 février 1957.

[18] Keresztesy Peter, *Les réfugiés hongrois comme facteur de tension dans les relations hungaro-suisses…*, p. 87.

[19] Entretien avec Anita Buss, Berne, 11 avril 2016.

Elle ne nie pas les avertissements qui leur sont adressés : « *S'ils étaient décidés* […]*, ils avaient déjà liquidé leur travail, leurs affaires… Parfois, ils téléphonaient pour se renseigner, demander ce qu'ils devaient faire. C'est à ce moment-là qu'on leur disait de bien réfléchir.* »[20]

Dans un second entretien, elle se remémore une situation pénible :

> « *Une fois, plusieurs se sont plaints, ils voulaient rentrer et trouvaient que ça durait trop longtemps. Mais on devait quand même leur poser des questions avant leur rapatriement ! Il y avait en général une grande nervosité parmi les gens qui voulaient rentrer, mais c'est seulement cette fois où ils ont commencé à s'énerver et à casser des choses dans nos bureaux.* »[21]

On imagine bien que le passage auprès des autorités suisses devait créer un certain trouble. Après avoir pris la décision difficile de rentrer en Hongrie, il était sans doute déstabilisant, voire agaçant, d'entendre les avertissements suisses, qui plus est par l'intermédiaire d'interprètes hongrois qui n'avaient pas mis les pieds en Hongrie depuis plusieurs années.

En règle générale, la presse est peu bavarde sur le sujet. Tout au plus l'*Ostschweiz* et d'autres journaux mentionnent-ils le départ en Hongrie de 80 personnes depuis St. Margrethen au début du mois de février 1957 et que tous ont signé une déclaration confirmant qu'ils ont décidé de regagner librement leur pays[22]. La plupart du temps, dans des petits encarts, la presse explique au détour d'une phrase que « *quelques-uns* »[23] sont rentrés spontanément ou mentionne simplement leur existence : « *Il y a ceux qui veulent émigrer ou rentrer dans leur pays.* »[24] Seul le communiqué de la Conférence de presse des principaux responsables de l'accueil émet un chiffre, pour mieux mettre en évidence le succès de l'entreprise de l'accueil des réfugiés : « *Ce qui est caractéristique, c'est que 300 seulement* […] *ont demandé à rentrer en Hongrie.* »[25] Nous sommes alors en février. Au printemps, sans devenir loquace sur le sujet, la presse mentionne des chiffres. Un étrange encart

[20] Entretien avec Anita Buss, Berne, 11 avril 2016.
[21] Entretien avec Anita Buss, Berne, 9 mars 2017.
[22] (Ag.), « Ungarische Rückkehrer verlassen die Schweiz », *Ostschweiz*, 8 février 1957. La *NZZ* évoquait une centaine de rapatriés : « Ein Lager für ungarische Heimkehrer », *Neue Zürcher Zeitung*, 25 janvier 1957.
[23] Bw., « Les réfugiés hongrois : Problème résolu ! », *Feuille d'avis de Lausanne*, 16 janvier 1957.
[24] H. C., « Au centre d'accueil de la Croix-Rouge », *Feuille d'avis de Lausanne*, 23 février 1957.
[25] G. P., « Malgré de nombreuses difficultés, dix mille Magyars s'adaptent peu à peu à nos conditions de vie », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 7 février 1957.

est titré « Beaucoup s'en vont » dans *L'Illustré.* Cet article – qu'on pourrait à première vue confondre avec une dépêche communiste – rapporte que « *plus de 700 réfugiés hongrois ont quitté la Suisse pour retourner chez eux* » et qu'ils seraient tous les jours une dizaine à se rendre à la légation dans ce dessein[26]. *L'Impartial* commente : « *Parmi eux, des gens déçus. Les communistes exploitent naturellement tous les cas de mécontentement à des fins de propagande.* »[27] La presse du Parti du Travail (PdT) est nettement plus bavarde sur la question du rapatriement et rend compte des chiffres au niveau international. Elle est également la seule à rapporter les mesures du gouvernement Kádár pour appeler les réfugiées et réfugiés au retour. En novembre, elle annonce l'amnistie et la promesse faite aux « *émigrés* » qu'ils « *peuvent rentrer sans crainte* »[28].

Le nombre de rapatriées et rapatriés évolue assez rapidement pendant les délais de l'amnistie. Selon une circulaire de Markus Feldmann, 800 personnes auraient opté pour le retour depuis la Suisse jusqu'au 16 avril 1957[29]. Un chiffre analogue à celui une source officielle hongroise qui dénombre 841 retours jusqu'au 23 avril 1957. Selon ce rapport, la majorité est composée d'ouvriers et ouvrières (593 personnes), mais on compte aussi 58 ménagères, 42 paysans et paysannes, 28 intellectuels et intellectuelles et quelques autres profils isolés[30].

Au-delà de l'amnistie (avril 1957-janvier 1963)

Si pendant la durée de l'amnistie, la légation hongroise ne fait aucune difficulté à octroyer les fameux certificats de rapatriement, les choses changent après le 1er avril 1957. Nous l'avons dit, un certain flou entoure alors les procédures de rapatriement, souvent assez longues. Parfois, après un premier entretien à la légation, une enquête est réalisée en Hongrie sur la ou le candidat au retour, notamment auprès de son voisinage pour déterminer si la personne est « *honorable* », si elle a pris position contre le régime, etc. Les enquêtes portent également sur ses mœurs et ses éventuels antécédents judiciaires[31]. Parfois, la légation se montre méfiante : des candidats sont-ils mandatés par

[26] « Beaucoup s'en vont », *L'Illustré*, 4 avril 1957, p. 42.
[27] « Les réfugiés hongrois à La Chaux-de-Fonds », *L'Impartial*, 2 mai 1957.
[28] *Voix ouvrière*, 3 décembre 1956.
[29] Lettre de Markus Feldmann, CH-BAR#E4280A#1998/296# 191*.
[30] MNL OL : XIX-J-1, Svájc, 13. doboz, XII – 112.
[31] Dossiers de rapatriées et rapatriés depuis la Suisse, ÁBTL : 3.15.-0-167, 48, 50, 51 et 52.

la police suisse ou des cercles « *d'émigrés réactionnaires* » pour observer la réaction du personnel diplomatique ou pour l'assaillir ? Ces craintes ne sont pas infondées : en juillet 1958, l'ambassade est attaquée par deux réfugiés qui se sont fait passer pour des candidats au retour. Mais la méfiance est surtout tangible au ministère de l'Intérieur hongrois dont le manque d'empressement pour autoriser les retours témoigne de ses divergences avec le ministère des Affaires étrangères, enclin à accepter pratiquement tous les candidats[32].

De son côté, la Division de police suisse a, dans un premier temps, tendance à freiner les retours. Certes, elle n'empêche pas *formellement* les candidats de rentrer en Hongrie, contrairement à ce que clament les fonctionnaires hongrois. Elle renseigne même les réfugiées et réfugiés, s'ils le demandent, sur les démarches à entreprendre : se rendre à Berne avec leurs bagages, puis à la légation, puis aux bureaux de la Division de police à Marzili pour obtenir son bon de transport[33]. Mais les fonctionnaires suisses prennent le temps d'avertir les candidates et candidats – précisément au bureau de Marzili, lorsqu'ils passent prendre leur bon de transport – des dangers qui les attendraient en Hongrie et s'efforcent de les dissuader de rentrer. Nous avons retrouvé les traces de ces avertissements dans le dossier de certaines personnes. Une fois n'est pas coutume, c'est même parfois la Police des étrangers qui incite les réfugiées et réfugiés à réfléchir à deux fois avant de rentrer en Hongrie[34].

Au cours de l'année 1957 déjà, la Division de police change d'attitude : elle devient beaucoup moins soucieuse des conséquences du retour d'une frange de la population réfugiée, qu'il s'agisse de jeunes ou d'adultes. Aux Archives fédérales, on trouve de nombreux documents qui témoignent de l'empressement de la Division de police à ce que certaines réfugiées et réfugiés qui en ont exprimé le désir rentrent le plus vite possible. Elle n'aura de cesse de se plaindre de la lenteur des procédures du côté hongrois, Budapest mettant en moyenne six à huit semaines pour traiter les demandes de retour[35]. Pour comprendre ce revirement, arrêtons-nous sur l'un de ces candidats au retour, Géza Mészáros[36], qualifié de « réfractaire au travail » (*arbeitscheu*) par les fonctionnaires de la Division de police. Sa demande

[32] Les rapports datant de juillet 1957 de l'attaché de l'ambassade rapportent des visites suspectes, Keresztesy Peter, *Les réfugiés hongrois comme facteur de tension dans les relations hungaro-suisses…*, p. 93.

[33] En témoignent quelques lettres de R. Tschäppät dans les dossiers de personnes de la Division de police : CH-BAR#E4264#2016/117 #.

[34] CH-BAR#E4264#2016/117 #.

[35] Rapport de R. Tschäppät à M. Feldmann, le 8 mars 1958, CH-BAR#E2001E#1972/33# 6808*.

[36] Il s'agit d'un pseudonyme. Son cas se trouve dans le fonds regroupant les dossiers individuels de la Division de police : CH-BAR#E4264#N.

de rapatriement est refusée par la légation hongroise, fin 1957. Le chef de la Section « réfugiés » de la Division de police, Reynold Tschäppät communique au Département politique : « *Nous serions heureux si* [Mészáros]*, dont le comportement n'est pas réjouissant, quittait notre pays le plus vite possible.* »[37] Autre exemple : le cas d'István Dudás[38]. Accusé de petits vols, il est interné à St. Johannsen à Berne, un établissement de travail, d'où il demande son rapatriement. La légation ne répond pas à sa demande. Dans une lettre au Département politique datant de janvier 1958, la Division de police du DFJP dénonce ce manquement en même temps qu'elle exprime son souhait de se débarrasser de ce réfugié. Le fonctionnaire note que ce cas n'est pas isolé et qu'il y a encore beaucoup de réfugiés qui attendent leur certificat de rapatriement.

Au printemps 1957, la Division de police fait un constat qui orientera sa politique envers la question du rapatriement. Dans une réunion de l'OCSAR, son chef relève au sujet des candidats au rapatriement : « *Il s'agit en partie d'éléments indésirables.* »[39] Mais l'ensemble des membres de l'OCSAR préconise alors des solutions pour que tous les réfugiés « *se sentent bien en Suisse* ». Dans la même réunion, on s'élève contre les employeurs suisses qui « *exploitent les réfugiés* ». Ces expériences malheureuses en pousseraient plus d'un à « *tendre vers l'avis que l'Ouest les utilise* » et à demander leur rapatriement. Les responsables de l'accueil envisagent d'abord de mettre en place un camp de discipline pour celles et ceux qui quittent leur travail ou ne s'« *adaptent* » pas à « *l'ordre suisse* ». Cette option drastique est finalement abandonnée au profit de mesures plus « *psychologiques* »[40]. Mais passée cette période d'indulgence (durant le printemps 1957), la Division de police tend à pousser celles et ceux qu'elle juge « *indésirables* » au rapatriement. Dans le point consacré plus spécifiquement au rapport entre internement et rapatriement, nous aurons l'occasion de saisir la mise en œuvre de cette stratégie à l'aide de cas concrets.

La plupart du temps, la Division de police demande au Département politique de faire pression auprès de la légation hongroise pour qu'elle octroie rapidement les certificats de rapatriement. Les relations diplomatiques entre les deux pays s'enveniment au début de l'année 1958, précisément autour de cette

[37] Lettre de R. Tschäppät au Département politique, 16 décembre 1957, traduction de l'allemand, CH-BAR#E2001E#1972/33 #.

[38] Il s'agit d'un pseudonyme. Son cas se trouve dans le fonds qui regroupe les dossiers individuels de la Division de police : CH-BAR#E4264#N.

[39] Protokoll der 63. Vorstandssitzung der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, 22 février 1957, AfZ-SFH : 55 (A).

[40] Protokoll der 63. Vorstandssitzung der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, 22 février 1957, AfZ-SFH : 55 (A).

question. Dans un rapport, Tschäppät dénonce l'inertie des autorités hongroises et répond aux accusations répétées selon lesquelles les Suisses mettraient des obstacles sur la route des revenantes et revenants. Ce serait tout le contraire :

> « *Jusqu'à aujourd'hui, 1 260 réfugiés hongrois sont retournés en Hongrie. Leur voyage jusqu'à la frontière est payé par la Division de police. Chaque réfugié qui se présente chez nous avant 10 h peut quitter la Suisse le jour même.* […] *D'après ce que nous savons, les candidats au rapatriement n'ont dans aucun autre pays la possibilité de rentrer si rapidement.* »[41]

En bref, ce serait la Hongrie, et non la Suisse, qui freinerait les retours. Cette affirmation s'avère correcte. L'ambassadeur Marjai déplore également la lenteur des procédures et peine à comprendre son propre gouvernement en ce qui concerne sa politique de sélection parmi les personnes qui aspirent au rapatriement. Entre le 1er avril et le 1er septembre 1957, 25 demandes sur 104 ont été tout bonnement rejetées par Budapest. Marjai critique ces refus dans ses propositions adressées à Budapest. Selon lui, vu l'origine socioculturelle des candidats – il ne s'agit pas d'une élite anticommuniste mais de personnes non politisées qui regrettent d'être parties –, on ne devrait pas être si sélectifs, mais au contraire accueillir positivement toutes les demandes de rapatriement[42]. Comme la police suisse, le ministère de l'Intérieur hongrois juge indésirables certaines personnes. D'aucuns ne sont donc pas les bienvenus des deux côtés du Rideau de fer.

Préconisant des procédures expéditives, la Division de police est dans un premier temps soutenue par le Département politique qui relaie les cas aux diplomates hongrois en demandant l'accélération des procédures. Dès 1959, peut-être en raison de la publication d'un rapport alarmant de la Ligue des droits de l'homme sur le sort des rapatriés hongrois, le Département politique se montre critique face à Reynold Tschäppät. Réagissant à l'insistance de ce dernier pour pousser un réfugié interné à Witzwil au rapatriement en Hongrie, le secrétaire général du Département des affaires étrangères répond :

> « *Comme chacun le sait, le destin des rapatriés vers la Hongrie est aujourd'hui très incertain, c'est pourquoi nous ne pouvons préconiser un rapatriement d'un point de vue simplement humain. Cela est également vrai pour les éléments*

[41] Rapport de R. Tschäppät à M. Feldmann, le 13 mars 1958, traduction de l'allemand, CH-BAR#E2001E#1972/33# 6808*.

[42] József Marjai, Javaslatok menekültkérdésben [Propositions dans la question des réfugiés], 9 septembre 1957 : Keresztesy Peter, *Les réfugiés hongrois comme facteur de tension dans les relations hungaro-suisses…*, p. 90.

indésirables dont l'émigration est dans l'intérêt de la Suisse. En outre, un autre comportement de notre part pourrait mener à des controverses dans l'opinion publique, particulièrement dans la presse. »[43]

La presse ne s'est en fait que très peu intéressée aux mesures suisses qui favorisent le rapatriement des réfugiées et réfugiés hongrois. Si elle dénonce l'attitude d'un gouvernement, c'est bien celui de Kádár qui par la «*pression psychique*» pousserait inlassablement les réfugiées et réfugiés à rentrer en Hongrie[44].

Jusqu'au 30 octobre 1962, les sources officielles hongroises dénombrent 1 687 rapatriements parmi les réfugiées et réfugiés arrivés en Suisse[45]. On peut estimer à 2 000 le nombre de rapatriées et rapatriés depuis la Suisse jusqu'en 1963.

6.2 Le cas des jeunes

Statut et suivi

En 1957, 499 Hongroises et Hongrois mineurs non accompagnés – c'est-à-dire nés après 1940 (95 filles et 404 garçons) – se trouvent en Suisse[46]. En novembre 1959, 128 ont repris le chemin de la Hongrie, soit 25 % des mineures et mineurs non accompagnés[47].

Le suivi de ces quelque 500 jeunes est attribué au Service secours aux enfants de la Croix-Rouge suisse (CRS) jusqu'à ce qu'ils et elles soient

[43] Lettre de Robert Kohli (Département politique) à la Division de police, 5 mai 1959, traduction de l'allemand, CH-BAR#E2001E#1972/33*.

[44] « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957 ; *Bündner Tagblatt*, 7 novembre 1957, *Basellandschaftliche Zeitung*, 8 novembre 1957.

[45] MNL OL : XIX-J-1, Svájc, 14. doboz, XII – 113. Les sources suisses évaluent à 1 705 le nombre de personnes rentrées en Hongrie depuis la Suisse jusqu'au 30 juin 1962 : État au 30 juin 1962 du fichier des réfugiés hongrois (arrivés depuis la révolution de 1956), AfZ-SFH : 31 a (A).

[46] Nous utiliserons le terme de « mineur » en fonction de l'âge auquel les jeunes sont arrivés. En Hongrie, sont considérés comme mineurs (dans l'émigration de 1956) les jeunes nés après le 1er octobre 1938, la majorité étant fixée à 18 ans. Liste des jeunes Hongrois, nés en 1940 et plus tard, venus seuls en Suisse, signalés à la Croix-Rouge Secours aux enfants, du 31 janvier 1957 au 30 novembre 1957, CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 91*. Les dossiers de 97 jeunes rapatriées et rapatriés sont conservés entre les dossiers CH-BAR#J2.15-02# 1979/92 # 120 à 123*. L'analyse qui suit se base principalement sur ces dossiers.

[47] Lettre de H. Haug (secrétaire général de la Croix-Rouge suisse) à J. Kárpáti (secrétaire général de la Croix-Rouge hongroise), 10 novembre 1959, CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 91*.

indépendantes financièrement. Ce suivi s'arrête également pour les individus qui émigrent dans un autre pays ou rentrent en Hongrie. À leur arrivée, les jeunes sont la plupart du temps placés dans des familles qui font l'objet d'une enquête préalable par la Croix-Rouge. Quelques-uns ont déjà fait un séjour en Suisse comme *Rotes Kreuz Kind* pendant la guerre ou entre 1946 et 1948 et retournent dans la même famille. Les parents d'accueil écrivent généralement à la CRS en cas de problème, quand le comportement de leur protégée ou protégé les déçoit ou quand ils renoncent à s'en occuper. Ainsi, les cas sans anicroche sont peu documentés dans les archives. En revanche, les soucis en tout genre – un jeune qui refuse de parler, de manger, de faire ce qu'on lui demande de faire – sont décrits par les parents d'accueil. Lorsque cela ne se passe pas bien, les jeunes sont redirigés, soit vers une autre famille, soit vers des maisons d'éducation pour les garçons et des institutions religieuses pour les filles. Les questionnaires, les rapports et les lettres donnent des renseignements avant tout sur leur suivi par les autorités mais aussi sur leur vie en Suisse, la situation de leurs parents en Hongrie et parfois sur leur histoire avant 1956.

> « *Tous les mineurs qui n'ont pas de parents doivent avoir un tuteur, ce qui est à souhaiter du fait de l'éducation reçue par la jeunesse hongroise. Le tuteur ne doit pas être une personne officielle, mais au contraire une aide pour son pupille. Cela empêcherait également que de jeunes Hongrois soient rappelés dans leur pays par un membre quelconque de leur parenté réelle ou fictive.* »[48]

Cet extrait du *Nouvelliste*, journal catholique, contient deux enjeux inhérents à la question des réfugiées et réfugiés hongrois mineurs non accompagnés et de leur rapatriement.

Le premier a trait à l'autorité sur ces jeunes. Comme dans les autres pays, cette question est inédite. Depuis la ratification de la Convention de Genève en 1954, aucun mineur n'avait bénéficié de ce statut en Suisse. Dès l'arrivée de ces quelque 500 jeunes, on s'efforce de clarifier leur statut. En janvier 1957, le Département politique suisse charge un juriste de déterminer si la Suisse doit, comme le préconise Budapest, procéder au rapatriement automatique des jeunes. Comme en Autriche, les autorités se mettent d'accord pour privilégier le cas par cas. Elles tiennent compte des souhaits des enfants et reconnaissent leur capacité de discernement, du moins pour ce qui est des plus de 14 ans. En d'autres termes, si un enfant de 15 ans dit vouloir faire un apprentissage en Suisse et y rester, les autorités feront le nécessaire pour que ce vœu soit réalisé.

[48] Kp., « Où en est la question des réfugiés hongrois en Suisse ? », *Le Nouvelliste*, 28 mars 1957.

S'il dit vouloir rentrer en Hongrie, elles devraient également respecter ce désir. La légation et la Croix-Rouge hongroise n'auront de cesse d'accuser la Suisse de dissuader les jeunes de rentrer en même temps qu'elles multiplient les initiatives pour que les jeunes soient renvoyés en Hongrie. Mais les autorités suisses se refusent au renvoi automatique en appuyant son argumentaire sur la Convention de Genève qui proscrit toute expulsion de réfugiés[49].

Après quelques semaines, les autorités suisses constatent qu'il y a parmi les jeunes beaucoup de cas décrits comme « *difficiles à éduquer* ». Pour les remettre « *sur la bonne voie* », la CRS ne peut les mettre sous tutelle légale, leurs parents étant dans la plupart des cas encore en vie. Ainsi, son personnel aura recours à une pratique intermédiaire : une curatelle officieuse ou, comme la définit l'une des collaboratrices, une « *curatelle morale* »[50]. Cette pratique rejoint les propos de l'article cité plus haut : l'emploi de ces tuteurs serait salutaire au vu de l'éducation que ces jeunes ont reçue, sous-entendue communiste[51]. Généralement, les sources montrent que les personnes qui entourent la ou le jeune exercent un pouvoir sur eux. Ce sont en effet les adultes qui décident de leur placement professionnel et géographique. Si l'une des rubriques est intitulée « vœux pour études ou formation professionnelle », il n'est pas rare que cette case soit remplie par la personne en charge de l'enfant, si bien qu'on ne connaît pas toujours les aspirations des jeunes. On recrute parfois ces tuteurs et tutrices officieuses parmi les personnes jugées respectables de la diaspora hongroise. Ainsi, dans le cas d'une jeune fille qui n'en ferait qu'« *à sa tête* », une collaboratrice de la Croix-Rouge demande à « *une dame hongroise de* [la] *sermonner* ». Le sermon n'aura pas l'effet escompté. La jeune fille quitte le home catholique où elle est placée pour « *s'en aller vivre chez des Hongrois dont elle ne veut pas donner l'adresse* »[52]. Autre trace de ce contrôle des jeunes, la rubrique « Observations faites ». Des vocables tels que « *dépensier* », « *cas difficile* », « *malade mental* », « *arriération* », « *indiscipliné* », « *puérile* », « *instable* » ne sont sans doute pas sans influencer les jugements des responsables de leur suivi[53]. Nous avons découvert quelques traces de révolte face à cette forme de paternalisme. La

[49] Keresztesy Peter, *Les réfugiés hongrois comme facteur de tension dans les relations hungaro-suisses…*, p. 83-92.

[50] Lettre de R. Schwarzenbach à la section Lausanne, 29 septembre 1958, CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 120*.

[51] Kp., « Où en est la question des réfugiés hongrois en Suisse ? », *Le Nouvelliste*, 28 mars 1957.

[52] Lettre de la Croix-Rouge, section Lausanne à la Police cantonale des étrangers, 13 juin 1958, CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 120*.

[53] Exemples relevés dans CH-BAR#J2.15-02# 1979/92 # 120 à 123*.

plupart du temps, elle se manifeste par un refus de travailler ou par une fugue. Dans de rares cas, les jeunes prennent la plume pour faire entendre leur point de vue. Une réfugiée écrit à une employée de la CRS :

> « *Je vous prie de m'excuser si je vous dérange dans votre* […] *travail et si je vous vole quelques minutes.* […] *J'ai déçu beaucoup de personnes car pour une "étrangère", ces personnes ont une "jauge" bien trop sévère.* […] *Je ne veux pas dire par là que je n'ai pas fait de fautes ; si, si et même de très grosses mais elles ne sont jamais oubliées elles me sont partout reprochées comme un tampon noir : "elle était déjà dans trois familles et dans beaucoup d'endroits et de partout, il a fallu qu'elle parte !"* »

Rêvant de devenir chimiste, elle s'insurge contre le refus du directeur de son école de la reprendre après une période d'absentéisme alors qu'elle avait hésité à rentrer en Hongrie :

> « *J'aimerais à nouveau rire de bon cœur et planifier librement mon futur. Je n'aimerais plus jamais entendre la phrase : "Ton père était devenu heureux sans pour autant faire d'études, pourquoi tu veux étudier !" – plus jamais entendre cela de la famille* [B.]*, de la famille* [R.]*! J'aimerais suivre un chemin libre pour réaliser mes rêves.* »[54]

Cette jeune fille décide après un long « *combat contre le mal du pays* », selon ses dires, de rentrer en Hongrie à l'été 1960.

« Ma mère seulement un peu malade »

Le deuxième élément soulevé dans l'extrait du *Nouvelliste* cité plus haut concerne des dépêches et des lettres prétendument fictives des parents restés en Hongrie pour appeler leur progéniture au retour. Le rôle des « tuteurs » serait d'empêcher les jeunes de se laisser influencer. Via le CICR, les parents avaient la possibilité d'entrer en contact avec leurs enfants passés à l'Ouest. En mars 1957, la légation suisse à Budapest avertit le DPF d'une pratique sordide : la police hongroise contraindrait des parents à écrire à leurs enfants que tel ou tel proche est gravement malade pour les exhorter de rentrer à la maison. L'accusation est rapidement confirmée par le CICR, ainsi que

[54] Lettre de E. à la Croix-Rouge suisse, Zurich, 6 juillet 1959, traduction de l'allemand.

par le HCR[55]. Ces techniques sont dénoncées dans la presse occidentale et détériorent encore un peu plus l'image de la Hongrie de Kádár. Dans une interview où il dénonce le « *régime de terreur* » de Kádár, le chef de la Section « réfugiés » de la Division de police, Reynold Tschäppät parle de « *centaines* » de lettres de ce type et laisse entendre que les jeunes se mettent en danger en rentrant dans leur pays. Cet article décrit la pression psychique pour faire rentrer les Hongrois comme un obstacle à leur adaptation[56]. Fin 1957, la Croix-Rouge s'enquiert du sort des jeunes qui rentrent en Hongrie auprès de la Division de police. Tschäppät donne alors une réponse bien différente de celles livrées dans la presse :

> « *Les informations que la Division de police a reçues montrent* […] *que les jeunes rentrent chez eux. Hier, il a tout de même été dit à la légation à un des jeunes qu'il serait incarcéré pendant deux ou trois jours mais qu'il pourrait ensuite rentrer à la maison.* »[57]

Tschäppät explique ensuite que les parents sont « *souvent* » sous pression lorsqu'ils écrivent à leur progéniture de rentrer. Avertie de cette pratique, la CRS s'efforce d'aviser les jeunes de ce risque. Il est difficile d'estimer la proportion des jeunes qui reçoivent de telles lettres. Souvent, le personnel de la Croix-Rouge explique que c'est après la réception d'une telle lettre qu'un individu se décide à rentrer. Certaines de ces missives semblent effectivement verser anormalement dans le pathos et sonnent faux, comme si elles avaient été dictées par la propagande hongroise. La petite sœur d'une jeune réfugiée qui hésite à prendre le chemin de la Hongrie écrit à son aînée :

> « [J'aimerais] *te rassurer et te dire que nous t'attendons à la maison. Il n'y a qu'une Hongrie et si l'on doit déjà mourir, alors mieux vaut que ce soit là où on est né.* […] *Même si on reçoit de mère un morceau de pain sec, c'est beaucoup mieux que de recevoir quelque chose de délicieux de l'étranger.* »[58]

Mais il arrive aussi que les enquêtes de la CRS concluent que les parents espèrent réellement voir rentrer leur progéniture. C'est le cas quand les parents

---

[55] Keresztesy Peter, *Les réfugiés hongrois comme facteur de tension dans les relations hungaro-suisses…*, p. 85.

[56] « Ein Jahr ungarnflüchtlinge », *Bündner Tagblatt*, 7 novembre 1957.

[57] Entretien téléphonique avec R. Tschäppät, Croix-Rouge suisse, 18 octobre 1957, traduction de l'allemand, CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 91*.

[58] Lettre de la sœur de M. (née en 1940), s.d. (probablement février 1958, traduction du hongrois par la Croix-Rouge), CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 120*.

apprennent que tout ne se passe pas pour le mieux en Suisse ou que leurs enfants peinent dans leurs études ou leur apprentissage. Dans les archives, nous avons aussi trouvé quelques lettres envoyées depuis la Hongrie par de jeunes rapatriées et rapatriés aux œuvres d'entraide ou à des familles suisses qui les ont hébergés. En 1957, Reynold Tschäppät rassure la Croix-Rouge : si les jeunes ne donnent plus de nouvelles une fois en Hongrie, même s'ils l'avaient promis, ce n'est pas forcément qu'il leur est arrivé malheur, c'est simplement que d'entretenir une correspondance avec l'Ouest représente une compromission et pourrait avoir des conséquences sur leur futur[59].

Dans de rares cas, les jeunes écrivent tout de même. Une réfugiée née en 1941 qui a séjourné dans une famille d'une bourgade de l'Oberland bernois se décide à rentrer en Hongrie en octobre 1957 après la réception de dépêches qui l'avertissent de la maladie de sa mère. Notons que ce n'est pas la seule raison de son retour : elle souhaitait déjà rentrer en mai 1957. Employée dans un hôtel en Valais, elle dit ne pas supporter ce travail trop fatigant, que « *tout ça est trop pour elle* » et qu'elle veut rentrer vers ses parents. Elle est alors placée dans le canton de Berne où, malgré sa bonne entente avec la famille, elle exprime à nouveau son désir de prendre le chemin du retour. De Budapest, elle écrit à ses parents d'accueil suisses qu'elle nomme « *Papa* » et « *Maman* » et leur explique :

> « *Chers Papa et Maman,*
>
> *Ma mère seulement un peu malade. Je suis rentrée à la maison samedi, ma mère beaucoup, beaucoup pleuré. Mais maintenant tout est bien. Je vais au cinéma* […]. *J'ai dormi 2-3 semaines et ensuite je travaille, je sais pas encore où.* […]
>
> *Tout de bon papa et maman, ma mère salue bien* […] *je vous embrasse et j'attends votre lettre.* »[60]

Si on en apprend peu sur les éventuelles conséquences du rapatriement de la jeune fille et sur sa vie future, dans ce cas, il semble effectivement que la lettre reçue l'avertissant de la maladie de sa mère était probablement un appât pour la faire rentrer.

Nous supputons que la pression de la police, ou de la Croix-Rouge hongroise, est plus forte à Budapest. Les échos de ces appels qui font

[59] Entretien téléphonique avec R. Tschäppät, Croix-Rouge suisse, 18 octobre 1957, CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 91*.

[60] Lettre de B., 14 octobre 1957, traduction d'un allemand approximatif, CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 120*.

explicitement état de la maladie d'un proche sont surtout issus de la capitale. Ces pressions de la police s'insèrent dans la campagne de rapatriement post-1956. Au moment du départ de leur fils ou de leur fille, certains parents se doutaient qu'ils allaient être contraints d'appeler leur progéniture au retour. Le dossier d'une jeune fille d'origine « *bourgeoise* » le montre bien. Elle n'a que 10 ans quand elle arrive en Suisse, probablement envoyée par sa mère qui espérait pour elle un avenir plus radieux à l'Ouest qu'en Hongrie, où sa classe d'origine la stigmatisait. Une fois en Suisse, elle se trouve face à de nombreuses difficultés et elle est qualifiée de « *peu raisonnable* » par les personnes chargées de son suivi. Quand sa mère la somme de rentrer début 1960, la Croix-Rouge ne comprend pas ce revirement. La jeune fille, dans un premier temps, refuse de revenir en Hongrie. Lorsqu'elle avait quitté le pays, sa mère l'avait avertie : même si elle lui écrit de rentrer, il faut qu'elle reste en Suisse. Dans les années 1960, la Croix-Rouge est moins méfiante envers ce type de lettre, l'une de ses fonctionnaires avance même au sujet d'une candidate au retour : « *Elle aura plus de facilité à se faire un avenir dans son pays.* »[61] La lettre qu'écrit cette jeune fille à son arrivée rassure la CRS qui se rend compte que la mère souhaitait réellement le retour de sa fille et que ce dernier est sans danger :

> « *Je suis bien arrivée à Budapest* […]. *Vous pouvez imaginer la joie de ma maman quand elle m'a vue. Elle a trouvé que j'ai énormément grandi. À la douane donc, à l'aéroport de Budapest, nous avons dû attendre quatre heures un papier. Ils m'ont posé des questions, je comprenais mais je ne pouvais pas répondre, ils ont été obligés d'appeler ma maman pour traduire.* »[62]

Un autre cas de lettre rédigée probablement sans pression extérieure montre que les parents ne font parfois pas qu'appeler leur enfant au retour, ils leur donnent des conseils pratiques pour que leur retour se passe bien et surtout pour qu'ils se fassent bien voir des autorités ! Ainsi, fin 1957, une mère écrit à son fils de 14 ans :

> « *Mon cher fils, on a dit à la radio que beaucoup de Hongrois ont à nouveau passé la frontière, aussi le jeune Streg est rentré à la maison* [et] *a raconté que personne n'est emprisonné. Les rapatriés sont seulement retenus un ou deux jours à Győr pour enquête. Reviens donc mon cher fils* […] *sans souci à la maison, il ne t'arrivera rien, seulement, ne dis rien de bon sur ton séjour*

[61] Lettre section genevoise de la Croix-Rouge à la Croix-Rouge suisse, Secours aux enfants, 5 novembre 1959, CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 122*. D'autres phrases de ce type apparaissent çà et là.

[62] Télégramme de Z. (née en 1946), 18 juillet 1960, CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 122*.

actuel, dis que ce n'était pas bien, que c'est pour ça que tu rentres. […] *Je viendrai te chercher à Győr.* […] *Remercie tes parents d'accueil pour tout!*»[63]

Lorsqu'elle le peut, la Croix-Rouge essaie de vérifier si les parents sont sous pression ou non. Dans ce cas précis, après avoir fait traduire les lettres des parents, elle concède que les parents semblent avoir «*vraiment réfléchi*» et agissent «*de manière responsable*». Il arrive que le personnel de la légation suisse entreprenne des visites de parents à Budapest et s'assure de l'authenticité des souhaits qu'ils ont exprimés[64]. Autre pratique pour sonder la bonne foi des parents: la visite en Hongrie d'un proche de la famille d'accueil en «*éclaireur*» pour vérifier si l'adolescente ou adolescent peut rentrer «*sans danger*»[65].

On constate donc que les lettres de parents qui appellent leur progéniture sont tantôt rédigées sous pression, tantôt sans. Un paramètre difficile à documenter est la marge de manœuvre des parents restés en Hongrie. Avaient-ils la possibilité de négocier et de proposer quelque chose comme «*J'écrirai une lettre à mon enfant pour qu'il rentre à condition qu'il soit réintégré dans son école, qu'il puisse faire telles ou telles études, etc.*»? L'hypothèse ne semble pas irréaliste à la lecture de rares mots des parents conservés aux archives. La sœur de l'une de ces candidates au retour lui explique par lettre en essayant de la convaincre de rentrer: «*on te reprendrait à l'école*»[66]. Une mère écrit à la famille d'accueil de son enfant en Suisse qu'elle a parlé avec le directeur de l'école et que celui-ci l'a assurée que son enfant pourra faire l'examen d'entrée en 8e classe[67]. Ce qui est plus sûr, c'est que les enfants, par leurs dires, influencent leur traitement et sans doute leur futur. Une jeune fille qui s'était rendue à la légation hongroise raconte à la CRS qu'elle devait approuver des affirmations fausses sur son séjour en Suisse pour obtenir son visa de retour[68]. On l'a vu, ils sont parfois conseillés par leurs parents: «*Ne dis rien de bon sur ton séjour actuel, dis que ce n'était pas bien, que c'est pour ça*

[63] Lettre de la mère de G., (né en 1943), 4 novembre 1957, traduction du hongrois par la Croix-Rouge, traduction de l'allemand par l'autrice, CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 121*.

[64] Dans le cas que nous venons d'évoquer, la CRS renonce à envoyer quelqu'un de la légation suisse vers la famille qui habite dans une petite bourgade, cette visite serait trop voyante. Lettre du Service secours aux enfants à la Section zurichoise de la Croix-Rouge suisse, 21 octobre 1957, CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 121*.

[65] C'est le cas pour E. (née en 1941). La mère de ses parents d'accueil (d'origine hongroise) est allée enquêter en Hongrie; elle confirme à la Croix-Rouge que les parents sont de bonne foi, CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 120*.

[66] Lettre de la sœur de E. (née en 1940), s.d. (février 1958), CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 120*.

[67] Lettre de la famille de G., 25 octobre 1957, CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 121*.

[68] Notes d'une collaboratrice de la CRS, 17 décembre 1958, CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 120*.

que tu rentres»[69]. Ou par le personnel de la légation. Ce type d'arrangement est rapporté par notre unique témoin rapatrié en Hongrie en 1959, lui aussi arrivé comme mineur non accompagné :

> « *Lorsque j'ai été à la Légation, ils m'ont accueilli avec un grand sourire. Ils m'ont averti que quand je rentrerai, il faudra que je décrive ce que je n'ai pas aimé en Suisse. Une fois que je suis rentré, la police m'a poussé à raconter à un journaliste de la presse locale à quel point j'étais heureux d'être rentré et comme j'avais détesté la nourriture en Suisse.* »[70]

C'était, dit-il, totalement faux. Toujours est-il qu'après être rentré et avoir dit « *ce qu'il fallait* », il n'a pas rencontré de problème par la suite et a pu faire la carrière qu'il entendait.

Des jeunes empêchés de rentrer ?

Face à la question du rapatriement, la position de la Croix-Rouge suisse varie selon le profil des jeunes dont elle s'occupe et selon le moment où est exprimé le désir de rapatriement.

Elle doit composer avec les réactions de la Croix-Rouge hongroise qui, de 1957 à 1960, l'accuse de retenir les jeunes en Suisse : « *Les enfants, en général* […] *veulent revenir mais rencontrent des obstacles, surtout d'ordres moraux* » argumente la Croix-Rouge hongroise[71].

En 1959, la Croix-Rouge hongroise continue, en s'appuyant sur de nombreux cas, d'accuser la Suisse de présenter une réalité déformée aux jeunes candidats au retour :

> « *Les entraves peuvent se manifester de manières multiples et elles ne se restreignent pas uniquement au fait où les mineurs se trouveraient empêchés de force de profiter de la possibilité du retour.* […] *Par contre, le fait que la situation en Hongrie se trouve présentée aux jeunes gens sous une fausse lumière, cela signifie décidément un empêchement. De même, cette circonstance que les jeunes gens, partis du pays, sans cause ni raison, ne reçoivent nul encouragement en ce sens qu'ils peuvent rentrer chez les leurs sans inquiétude, qu'ils sont, au contraire entretenus de tels récits qu'à la maison, ils seront*

[69] Lettre de la mère de G., (né en 1943), 4 novembre 1957, CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 121*.
[70] Entretien avec István Borsodi, Szeged, 28 décembre 2015.
[71] Lettre de J. Kárpáti à H. Haug, 6 mars 1958, CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 91*.

exposés à des représailles et à des mesures de rétorsion, cela représente également une entrave. »[72]

La CRS réfute ces accusations et – argument massue souvent employé et soufflé à la CRS par la Division de police – rappelle que les autorités suisses paient leur transport vers la Hongrie une fois qu'ils se sont décidés, signe de la bonne volonté de Berne. En réponse, la Croix-Rouge suisse signale « *des faits qui sont de nature à rendre les jeunes gens sceptiques à l'endroit des promesses qui leur sont faites* » par les autorités hongroises : la plupart des jeunes rentrés ne donneraient plus de nouvelles à leurs camarades restés en Suisse. Ces mêmes jeunes gens restés en Suisse entendraient à la radio ou liraient dans les journaux hongrois des « *déclarations faites par des Hongrois rapatriés* » qui « *souvent, ne correspondent pas aux faits qui sont connus ici* »[73]. Ces éléments rendraient les jeunes méfiants envers les promesses de pardon.

Nous avons pu constater que les accusations hongroises ne sont pas infondées : dans la plupart des cas, la Croix-Rouge et d'autres instances telles que les comités d'aide aux réfugiés, des tutrices et tuteurs, des parents d'accueil et même des directeurs de maisons d'éducation s'efforcent d'avertir les jeunes que leur retour peut avoir de lourdes conséquences. Les archives de la CRS regorgent de formules telles que « *malgré nos avertissements, le petit a tenu à rentrer* » ou « *depuis trois mois, tout le monde a cherché à le dissuader de repartir* », ou encore « *toutes les exhortations n'ont pas aidé* »[74]. La Croix-Rouge est extrêmement méfiante lorsqu'un enfant déclare vouloir rentrer en Hongrie. Quand un enfant de 13 ans se plaint d'être malheureux dans la famille où il est placé et déclare vouloir rentrer en Hongrie, elle enquête et, constatant qu'il est maltraité, le place dans une autre famille. La collaboratrice de la Croix-Rouge relève que l'enfant « *semble buté dans sa volonté de retourner dans son pays* »[75] et se refuse à le renvoyer chez sa mère, restée en Hongrie. Il est alors envoyé dans une troisième famille à Zurich, « *très psychologue* », avant qu'il redemande son rapatriement en juin 1957. Cette fois, la CRS lui permet de rentrer. Beaucoup de cas montrent que la Croix-Rouge essaie de trouver des solutions avant de prendre en compte l'option du retour, même si la famille restée en Hongrie propose que l'enfant rentre. La famille d'accueil

[72] Lettre de J. Kárpáti à H. Haug, 22 janvier 1959, CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 91*.
[73] Lettre de H. Haug à J. Kárpáti, 11 février 1959, CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 91*.
[74] Extraits tirés de CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 120* et 121*.
[75] Lettre du 6 juin 1957, CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 120*.

d'un jeune Hongrois dans la Riviera vaudoise demande conseil à Mgr Pfeiffer à Fribourg :

> « *Chez nous depuis 8 mois, il s'est montré avec les qualités et les défauts d'un enfant de son âge.* [ndlr. 12 ans] *Tout à la joie de savoir son enfant en sécurité chez nous, sa mère nous dit accepter cette séparation pour le bien de son enfant, mais nous demande de le renvoyer dans sa famille si pour une raison ou une autre, nous ne pouvons le garder chez nous. Or l'état de santé de ma femme n'est guère satisfaisant* […]. *Nous pensons pour notre part qu'*[il] *devrait reprendre sa place dans sa famille.* »[76]

Le Secours aux enfants de la Croix-Rouge réagit à cette lettre : « *Si la famille P. ne peut plus le garder, ce n'est pas une raison qui justifie le retour de cet adolescent en Hongrie.* » Quand une jeune fille émet le souhait de rentrer, car elle se trouve très malheureuse à l'école d'aides-soignantes à Zurich, son père d'accueil la « *rend attentive aux éventuels dangers d'un rapatriement* » et la Croix-Rouge essaie autre chose en la plaçant dans un foyer pour jeunes filles[77]. La recherche de solution pour éviter le rapatriement est surtout de mise pendant l'année 1957. La « *question des jeunes* » préoccupe beaucoup les autorités ainsi que l'OCSAR et elle est à l'ordre du jour de quasiment toutes les réunions. Dans l'une d'elles, le président de l'OCSAR remarque : « *Il y a un grand nombre de jeunes réfugiés hongrois qui provoquent des difficultés.* […] *Afin de régler le problème, il faut de la patience et de l'indulgence.* »[78]

Dans une réponse à la Croix-Rouge hongroise en 1958, la CRS avance également cet argument pour nier les accusations selon lesquelles elle empêcherait le retour des jeunes :

> « *Nous ne voudrions par ailleurs pas vous cacher qu'un certain nombre de mineurs hongrois sont difficiles à éduquer. Dans ces conditions, il est évident que personne n'aurait intérêt à empêcher le départ des intéressés. Tout au contraire, dans bien des cas, chacun serait heureux de ne plus avoir à assumer la responsabilité de ces jeunes gens et de leur avenir et de les rendre à la tutelle de leurs parents. Mais dans ces cas-là également, nos autorités n'obligent pas*

[76] Lettre de la famille P. à Mgr Pfeiffer, le 27 juin 1957, CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 120*.
[77] Lettre de la section zurichoise à la Croix-Rouge suisse, Service secours aux enfants, 12 juillet 1957, CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 121*.
[78] Vorstandssitzung der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, 5 juin 1957, AfZ-SFH : 55 (A).

les intéressés à regagner leur patrie contre leur volonté et, de son côté, la Croix-Rouge suisse ne peut les forcer à rentrer chez eux. »[79]

Comme dans beaucoup de commentaires de l'époque, on met ces problèmes sur le compte de l'éducation communiste que les jeunes auraient eu à subir. On préconise des traitements psychothérapeutiques plutôt que le recours à des punitions. Tschäppät plaide quant à lui pour que les cas « *difficilement éducables* » soient réglés au niveau cantonal et explique que la Division de police ne souhaite pas que ces cas « *atterrissent* » chez elle.

Mais en quoi ces jeunes seraient-ils « *difficiles à éduquer* » et cet extrait correspond-il systématiquement à la position de la Croix-Rouge ?

« Si elle veut rentrer en Hongrie, il ne faut pas l'en dissuader »

Pour les filles comme pour les garçons, les œuvres d'entraide supportent très mal ce qu'elles considèrent comme de l'indiscipline. En 1957, à l'instar de beaucoup d'adultes réfugiés, les jeunes sont nombreux à quitter leur place de travail ou d'apprentissage après quelques jours ou semaines. Il semble d'ailleurs que beaucoup souhaitent soit travailler tout de suite en fabrique pour pouvoir gagner rapidement de l'argent, soit commencer des études. Généralement, l'apprentissage, si valorisé en Suisse, ne les enthousiasme guère. L'analyse des sources montre que, selon le point de vue des personnes chargées de leur accueil, les cas d'indiscipline ne sont pas de même nature chez les filles que chez les garçons. Concernant les garçons, la Croix-Rouge s'inquiète lorsqu'ils n'obéissent pas, quittent leur place, commettent de petits délits, boivent, ou quand ils s'enferment dans le mutisme. Âgé de 17 ans, un jeune Hongrois, apprenti serrurier, est signalé à la Croix-Rouge après qu'il a volé un bateau avec des camarades. Les responsables du camp pour apprentis où il est placé se plaignent de sa « *volonté de ne pas travailler* ». Dans une déclaration à la police, le jeune Hongrois explique qu'il veut se rendre en Australie et qu'il a quitté sa place à Hispano SA car il estimait que les habits de travail qu'on lui donnait n'étaient pas convenables. Dans l'interrogatoire, il raconte son quotidien en Hongrie : « *J'ai été très malheureux dans ma famille et j'ai souffert affreusement du manque d'harmonie familiale.* » À Budapest, il raconte avoir vécu « *en véritable vagabond* » et aurait été incarcéré en 1955 pour s'être

[79] Lettre de H. Haug et M. Jöhr (Service des secours de la CRS) à J. Kárpáti (secrétaire général de la Croix-Rouge hongroise), 11 février 1959, CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 91*.

permis une remarque « *à l'égard des Russes* »[80]. Placé en avril 1957 dans une maison d'éducation, il essaie de s'en échapper, échoue, puis demande son rapatriement. La Croix-Rouge ne le retient pas.

Pour les jeunes filles, ce ne sont pas les questions de délinquance, par ailleurs minoritaires, qui préoccupent la Croix-Rouge. Comme leurs homologues suisses, les Hongroises se trouvent confrontées aux normes sociales dominantes dans la société helvétique. Dans le monde occidental des années 1950, l'indépendance des jeunes filles est vue comme un indice d'une dangereuse modernité. Avant leur mariage, les institutions et leurs parents attendent d'elles une stricte abstinence pour éviter à tout prix une grossesse. Celles dont le comportement va à l'encontre des normes en vigueur sont rapidement étiquetées comme de « *mauvaises filles* »[81]. En Suisse, les expertes et experts de l'époque, éducateurs et bénévoles d'œuvres d'entraide – souvent très proches des institutions religieuses – préconisent la surveillance de leur sexualité. Dans le canton de Berne, entre 1950 et 1970, 31 % des jeunes filles (suisses et étrangères confondues) sont internées dans diverses institutions pour des motifs liés à leurs relations et à leur sexualité. Elles doivent faire preuve d'une stabilité sans faille, également à leur travail sous peine d'être internées. Selon la même statistique, 26 % des femmes sont placées dans des établissements en raison de leur comportement au travail, parce qu'elles ont voulu changer de place de travail ou interrompre leur formation[82].

Ainsi, on considère le comportement des jeunes Hongroises non accompagnées comme problématique principalement lorsqu'il bouleverse ces normes. Les documents de la Croix-Rouge représentent des sources précieuses pour comprendre la vision et le contrôle des adultes sur les jeunes filles dans les années 1950[83]. En revanche, ils nous donnent peu d'éléments sur le vécu de ces réfugiées, car les commentaires se focalisent uniquement sur leurs prétendues déviances. Au contraire du garçon cité plus haut, nous ne savons pratiquement rien ni de leur passé ni de leurs aspirations. Au détour de la correspondance, on mentionne çà et là des cas d'autres jeunes filles qui correspondent à l'idéal attendu et qui permettent de mieux comprendre les « *contre-modèles* ». Telle jeune

[80] Cas de S. (né en 1940). Interrogatoire, 29 mars 1957, CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 120*.

[81] Blanchard Véronique, Niget David, Perrot Michelle, Cardi Coline, *Mauvaises filles : Incorrigibles et rebelles*, Paris : Textuel, 2016, p. 71.

[82] Germann Urs, « Zur Nacherziehung versorgt. Administrative Versorgung Jugendlicher im Kanton Bern 1942-1973 », *Berner Zeitschrift für Geschichte* 1/2018, p. 17. Pour la question des internements, voir *supra*, Chapitre 4 (De l'aide au contrôle, *Statut du réfugié et menaces de sanction*).

[83] Pour l'analyse qui suit, nous avons sélectionné les dossiers de deux jeunes filles rapatriées en 1958 et 1959. Les sources citées proviennent de : CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 120*.

Hongroise s'est mariée, telle autre a un fiancé «*sérieux*» et sa «*future belle-mère a une bonne influence sur elle*»[84]. Dès qu'elles se marient, la Croix-Rouge ne se soucie plus du tout d'elles et les dossiers sont considérés comme réglés. Le cas d'une jeune Budapestoise née en 1940 que nous nommerons Maria Kovács est différent. On apprend tout d'abord que sa mère lui a demandé de rentrer en Hongrie. Les employées de la Croix-Rouge constatent dans un premier temps que la jeune fille «*se plaît*» et souhaite rester en Suisse. Certes, elle est isolée du fait qu'elle ne comprend pas le français, mais au début de l'année 1958, la Croix-Rouge ne s'alarme pas de la situation[85]. Une autre de ces jeunes filles, orpheline également âgée de 16 ans et que nous nommerons Suzanne Csáth, donne satisfaction à son employeur et elle est qualifiée d'«*indépendante*» sans pour autant être «*amorale*»[86]. Quelques semaines plus tard, dans le questionnaire établi par la Croix-Rouge, il est noté dans la case «remarque»: «*Jeune fille orpheline, dont l'éducation a été manquée. Caractère instable et fantasque, manque d'application au travail, goût excessif pour le cinéma et les sorties le soir.*»[87] Bientôt, ces deux jeunes filles sont renvoyées, respectivement d'une fabrique de baguettes et de cadres, et d'un salon de coiffure. On apprend que Maria Kovács ne se donnait «*aucune peine*». Quant à Suzanne Csáth, elle aurait répondu de façon «*cavalière*» au patron et se serait mal comportée envers les clientes. Le Service secours aux enfants reproche à Maria Kovács de «*faire des dettes partout*» et la qualifie de «*jeune fille sans volonté, aimant beaucoup le plaisir et la danse*»[88] puis de «*coquine et nonchalante*»[89]. On s'efforce de contrôler ses fréquentations, car la jeune fille a «*la visite d'un jeune homme*» et on déplore qu'elle n'écoute pas la tutrice (officieuse) que la Croix-Rouge lui a attribuée[90]. Elle est placée dans un home catholique pour jeunes filles au cours de l'été 1958. C'est là qu'elle exprime son désir de rentrer:

> «*Maria ne comprend pas pourquoi nous l'avons mise à Marin* [ndlr. la maison d'éducation] *et elle ne rêve que de partir et d'aller au Sentier travailler dans l'horlogerie pour gagner de l'argent et ensuite partir pour la Hongrie en mars prochain.*»[91]

---

[84] Lettre de la section lausannoise à la Croix-Rouge suisse, Secours aux enfants, 11 janvier 1958.
[85] Lettre de la section lausannoise à la Croix-Rouge suisse, Secours aux enfants, 11 janvier 1958.
[86] Lettre à la Croix-Rouge suisse, 12 mai 1957.
[87] Questionnaire rempli par l'Aide fribourgeoise aux réfugiés, 11 juin 1957.
[88] Lettre du Service secours aux enfants à M. Ramuz, Police cantonale des étrangers, Lausanne, 13 juin 1958.
[89] Lettre de la section lausannoise à la Croix-Rouge Suisse, Secours aux enfants, 30 avril 1958.
[90] Lettre de la Croix-Rouge suisse, Secours aux enfants, à sa section lausannoise, 29 septembre 1958.
[91] Lettre de la section lausannoise à la Croix-Rouge suisse, Service secours aux enfants, 2 septembre 1958.

La jeune fille quitte finalement la Suisse en novembre 1958. Notons que la CRS s'enquiert de son devenir auprès de la Croix-Rouge hongroise qui la rassure : « *La jeune fille est bien heureuse au sein de sa famille. Toute la famille vient de remercier la Croix-Rouge.* »[92]

Quant à Suzanne Csáth, elle est placée dans un tea-room à Morgins et s'y rend bon gré mal gré, « *bien que ce ne soit pas une ville* »[93]. Après sa « *mise à la porte* », le responsable de l'aide fribourgeoise aux réfugiés conclut : « *Il faut avouer que la jeune fille qui aura bientôt 19 ans n'est plus éducable.* »[94] Le directeur de l'Office des mineurs suggère alors l'internement et on s'accorde pour lui donner un « *régime strict* », car dans chaque lieu, elle prend « *l'habitude de fréquenter des bars avec de jeunes gens* ». De nouveau, l'élément déclencheur de mesures d'isolement a trait aux mœurs. Elle est ainsi placée dans un institut « *pour rééducation* » début 1959. Depuis plusieurs mois, elle dit vouloir rentrer en Hongrie. La Police des étrangers « *l'autorise* » alors à se rendre à la légation, car elle a « *insisté en ce sens* ». L'abbé en charge de l'accueil des réfugiés à Fribourg conclut : « *Si Suzanne veut rentrer en Hongrie, il ne faut plus l'en dissuader car elle nous semble inassimilable chez nous.* »[95] Le 3 juillet 1959, la jeune fille retourne dans son pays[96].

Si la tentation de « se débarrasser » de la réfugiée n'est pas exprimée explicitement par la CRS, mais plutôt par les autorités et les comités locaux d'aide aux Hongrois, ces deux exemples montrent qu'une fois que les jeunes donnent trop de travail, ils ne semblent plus « *éducables* » ou sont jugés « *inassimilables* », le rapatriement est perçu comme une bonne solution. La conclusion de la Section neuchâteloise dans un questionnaire de mai 1958 met bien en évidence l'espoir que les jeunes se plient aux attentes suisses :

> « *Nous ne pouvons faire des projets pour cette jeune fille* […]. *Nous espérons arriver à mettre Suzanne "sur la bonne voie", lui donner un métier, améliorer sa santé et son équilibre physique et moral, mais nous ne pouvons être certains*

[92] Lettre de J. Kárpáti, secrétaire général de la Croix-Rouge hongroise à Dr Hans Haug, Secrétaire général de la Croix-Rouge suisse, 15 décembre 1958.
[93] Lettre du responsable de l'Aide fribourgeoise aux réfugiés au Service secours aux enfants, 1er avril 1958.
[94] Lettre du responsable de l'Aide fribourgeoise aux réfugiés au Service secours aux enfants, 3 septembre 1958.
[95] Lettre du responsable de l'Aide fribourgeoise aux réfugiés au Service secours aux enfants, 11 février 1959.
[96] Mutations. Assistance de jeunes Hongrois, Croix-Rouge suisse, 8 juillet 1959.

de la réussite qui demandera de toute façon beaucoup de patience, beaucoup de travail et aussi beaucoup d'argent!»[97]

Pour un autre jeune en proie à des difficultés en Suisse – une lente descente aux enfers qui le mènera à des internements appuyés sur des expertises psychiatriques – les personnes chargées de son suivi n'envisagent que le rapatriement comme solution. Il est accompagné à la frontière par un travailleur social des Grisons. Lorsque des policiers autrichiens, soucieux que le jeune hongrois «*ne reste pas en Autriche*», proposent de l'accompagner eux-mêmes vers la Hongrie, le travailleur social décline: «*J'ai refusé cette offre car je devais m'assurer que l'homme ne se fasse pas du mal et qu'il ne réatterrisse pas en Suisse.*»[98]

Ces quelques cas témoignent de la position ambiguë des autorités suisses et de la Croix-Rouge face à la question du rapatriement. D'inconcevable dans la plupart des cas début 1957, le retour devient une solution lorsque les jeunes gens ne répondent pas aux attentes. La dureté des expressions laisse penser qu'on ne veut plus investir de temps et d'argent pour contrôler ces adolescentes et adolescents. Nous avons décelé cette attitude (préconiser le retour du jeune) dans une dizaine de cas sur 79. Si les personnes en charge du suivi des jeunes voient généralement l'internement comme un moyen de les aider ou de les remettre dans le «*droit chemin*», les mesures coercitives répondent parfois à un autre but en cas d'échec: pousser les jeunes réfugiées et réfugiés à rentrer en Hongrie, comme nous le verrons plus loin.

Malgré la bonne volonté de la CRS, les aspirations des jeunes ne semblent pas souvent écoutées. Il est par exemple étonnant que Maria Kovács, qui a quelques notions d'allemand, soit placée en Suisse romande alors qu'elle ne parle pas un mot de français. On peut aussi sans peine imaginer que les opportunités en Suisse – travailler comme ouvrière, coiffeuse ou serveuse dans un tea-room – n'étaient peut-être pas ce qu'attendaient les jeunes filles. Elles pouvaient rêver d'une vie semblable en Hongrie, et même de meilleures perspectives professionnelles. Que ce soit chez les garçons ou chez les filles, il y a bien un décalage entre leurs aspirations, lorsqu'elles sont exprimées, et les possibilités professionnelles concrètes. Les tests réalisés par les offices d'orientation sont souvent déterminants. C'est particulièrement flagrant pour les filles. Dans le questionnaire de la CRS, le tuteur d'une fille de 16 ans note:

[97] Questionnaire par la section neuchâteloise de la Croix-Rouge, 28 mai 1959.
[98] Lettre de l'Office cantonal d'assistance sociale des Grisons à la Division de police du DFJP, traduction de l'allemand, 13 mars 1961, CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 122*.

« *Veut devenir capitaine ou pilote… Elle ne sait rien de la vie.* »[99] Dans le test d'orientation, elle est décrite comme très douée pour les langues et ayant des aptitudes particulières pour le dessin. Verdict du conseiller d'orientation : le métier de coiffeuse paraît approprié[100]. Comparé au système hongrois qui préconise l'égalité hommes-femmes en termes d'accès aux formations, le système suisse devait paraître bien archaïque à ces jeunes filles, loin du sentiment de liberté tant rêvé.

6.3 Interlude : incertitudes et stratégies

Pour la majorité des jeunes, la CRS ne préconise pas le retour en Hongrie. La recherche de solutions en Suisse est prédominante, surtout lorsque leur comportement satisfait les autorités et la CRS. Le cas d'István Borsodi, l'un de nos témoins, rentré en Hongrie en 1959, nous a permis de mieux cerner ce que pouvait être le parcours lambda d'un réfugié entre la Hongrie et la Suisse, puis entre la Suisse et la Hongrie[101]. Il nous renseigne sur les paramètres inhérents au rapatriement ainsi que sur les manières qu'ont les jeunes de les appréhender.

Lorsque l'Insurrection éclate, István Borsodi vient d'avoir 14 ans. Il habite chez sa tante à Tapolca, non loin de la frontière autrichienne. Il décide de tenter l'aventure à l'Ouest. Une fois en Suisse, il est d'abord placé à Fribourg, puis débute un apprentissage à Chiètres. Son « *tuteur* » est très positif à son sujet : « *Caractère agréable, bonne intelligence. Rend facilement service* »[102], écrit-il dans le questionnaire de la Croix-Rouge. Mais le jeune réfugié souffre du mal du pays et hésite à rester en Suisse. Le confortant dans cette idée, son père – sa mère est décédée lorsqu'il était enfant – lui écrit régulièrement qu'une fois de retour en Hongrie, il pourra faire des études, ce qu'on ne lui permet pas en Suisse. Sa décision est quasiment prise, mais le jeune homme tente une alternative avant d'entreprendre le voyage du retour. Parallèlement à ses démarches pour rentrer, il demande un visa pour rejoindre l'Amérique où

[99] Cas de E. (1941). Questionnaire de la Croix-Rouge, 26 février 1957, CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 120*.

[100] Office cantonal d'orientation, Berne, 8 mars 1957, CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 120*.

[101] L'entretien avec István Borsodi réalisé à Szeged le 15 décembre 2015 a été complété par la consultation de son dossier. Pour des raisons de confidentialité, nous ne pouvons ici signifier le dossier en question.

[102] Questionnaire rempli le 15 juin 1957.

il a une cousine. Il apprend qu'il faut patienter des mois, peut-être des années, pour obtenir une réponse positive de l'ambassade. «*Je n'avais pas la patience d'attendre*», nous a-t-il expliqué. Il se décide alors pour le rapatriement et s'embarque pour la Hongrie le 1er juin 1959. Peu après son retour, la responsable du Service secours aux enfants déplore que le jeune homme n'ait parlé à personne de son projet[103]. En parcourant les archives de la CRS, nous avons constaté que d'autres jeunes ont tu leur projet de retour. Au sujet de l'une de ces jeunes, la section neuchâteloise de la Croix rouge déplore: «[F.] *a fait des démarches auprès de la Légation de Hongrie, afin d'être rapatriée, ceci sans nous prévenir. Nous sommes très peinés de ce premier retour derrière le rideau de fer.*»[104]

Comment expliquer que des jeunes planifient leur retour à la manière d'une évasion, sans en aviser les personnes chargées de leur suivi? Premièrement, il est probable que ces jeunes s'attendent, s'ils confient leur projet, à être retenus en Suisse, voire amenés dans une maison d'éducation, comme c'est souvent le cas lorsqu'ils ne sont plus motivés à travailler et hésitent à regagner la Hongrie. Une autre raison de taire leur projet: certains de ces jeunes ont contracté des dettes en Suisse. Quitter le pays rapidement leur permet de s'y soustraire. C'est le cas d'István Borsodi qui avait un cours de langue à rembourser de sa poche au moment de son départ.

Enfin, il est également possible que les revenantes et revenants craignent qu'il leur arrive quelque chose s'ils informent quiconque de leur prochain retour. Les futures et futurs rapatriés sont mal vus par celles et ceux qui restent en Suisse. Ces personnes sont souvent considérées comme des traîtres et l'on craint, avec raison, qu'elles rapportent des informations sur leurs compatriotes en Occident.

En Suisse, cet enjeu – les menaces qui pèsent sur les rapatriées et rapatriés *avant* leur départ en Hongrie – est apparu au grand jour dans la presse à travers un fait divers: le 6 décembre 1957, László Méry, un jeune réfugié qui s'apprêtait à rentrer en Hongrie, est assassiné à Berne. Méry avait effectué une demande de rapatriement en octobre 1957 et la légation venait de l'informer du succès de sa requête. En raison de la fin tragique de cette histoire, elle se trouve, au contraire des autres, fort documentée aux archives[105].

---

[103] Lettre au consulat américain, 3 juin 1959.

[104] Cas de F., lettre de la Section neuchâteloise à la Croix-Rouge suisse, Service Secours enfants, 26 mars 1958, CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 121*.

[105] CH-BAR# E2200.50-01#1969/235# 233*.

La presse donne de nombreux détails sur la victime : un ouvrier dans une fabrique de matières plastiques qui, le soir de son meurtre, fêtait son départ en Hongrie en compagnie d'autres réfugiés après avoir empoché son dernier salaire. Ses amis le décrivent comme parfaitement apolitique et n'ayant comme seul motif de retour que le mal du pays[106]. Le suspect, un autre réfugié, invoque dans un premier temps des motifs politiques pour expliquer son geste. Selon ses dires, Méry était sur le point de rentrer avec des informations compromettantes sur sa personne. À la fin de l'enquête, le meurtrier avoue qu'il a tenté d'embrouiller les policiers suisses en inventant cette histoire d'espionnage et que le vol était son seul mobile[107]. Selon nous, cette thèse – le meurtre pour éviter que Méry ne livre des éléments compromettants sur le meurtrier – n'est pas aussi fantaisiste qu'elle en a l'air. La collecte d'informations sur la diaspora hongroise dans le pays d'accueil avant un rapatriement est une pratique courante.

Même si on ne sait pas si Méry a effectué ce genre de collecte, il semble, d'après une de ces lettres (la seule conservée aux archives), qu'il était assez prévoyant :

« *Chers parents*[,]

Je vous fais savoir que je vais bien, ce que je vous souhaite aussi de tout mon cœur[.]

Chère Maman, je te fais savoir que je suis allé au Consulat hongrois et que j'ai rempli le formulaire de rapatriement. Au même moment, il y avait deux gars qui partent ce soir à 18h[.]

Ils m'ont promis de passer chez vous parce qu'ils n'habitent pas loin de Csepel [ndlr. ville industrielle proche de Budapest] *Demain j'amène les photos passeport et peut-être que dans 6 semaines ce sera mon tour de rentrer*[.] *Il n'y a pas de raison de se faire de souci parce que je préfère être 6 mois en prison là-bas que de rester encore une demi-année ici*[.] *Écrivez-moi s'il vous plaît en détail comment le type est rentré et aussi sa fiancée. Écrivez-moi tout s'il vous plaît pour que je sache à quoi m'attendre. J'étais tellement bête que ce n'est plus normal, je ne sais pas ce qui m'arrivera si je dois rester encore*[.] *Je pense que je deviendrai fou.*

Mais je termine maintenant ma lettre et vous embrasse.

votre fils Laci »[108]

---

[106] « Qualifiziertes Geständnis im Berner Mordfall Méry », *Der Bund*, 31 janvier 1958 ; « Laszlo Farkas hat Laszlo Méry allein getötet », *Berner Tagblatt*, 27 février 1958.

[107] CH-BAR#E2200.50-01#1969/235# 233*.

[108] Lettre de László Méry non datée, traduction du hongrois, CH-BAR#E2200.50-01# 1969/235# 233*.

Ces lignes mettent en évidence l'incertitude et le grand mal-être qui ronge ce réfugié. Elles laissent également planer un doute : Méry sous-entend qu'il aurait fait une « *bêtise* ». S'agit-il de sa fuite en Occident ? Ou de quelque chose qui s'est passé en Suisse ? Mais ce fait divers témoigne surtout d'un élément important : les stratégies des candidates et candidats au retour pour réduire l'incertitude que comporte leur rapatriement. Cette incertitude les pousse à l'action. Certaines et certains d'entre eux se renseignent sur les possibles conséquences de leur geste en mobilisant des réseaux et/ou des connaissances déjà rentrées au pays et s'enquièrent du sort de celles et ceux qui rentrent. Nous pouvons ici souligner le rôle de messager des revenantes et revenants qui renseignent parfois, une fois rentrés, des parents de réfugiés. L'un de nos témoins, Áron Szücs, a pu demander à deux de ses amis avant leur rapatriement d'aller voir ses parents et de leur dire que tout allait bien[109].

Beaucoup changent d'avis en cours de route. Ces revirements sont souvent corollaires aux difficultés rencontrées en Suisse. Pour conclure sur cette incertitude qui habite nombre de candidates et candidats au retour, arrêtons-nous encore sur le parcours d'une veuve que nous nommerons Magdolna Szekér[110]. Contrairement à Méry, elle n'est pas issue des classes populaires et elle n'est pas décrite comme apolitique. Au contraire, ses lettres aux autorités suisses démontrent son aversion du régime communiste et font référence à son mari « *mort en héros de la chrétienté* ». Seule avec ses deux enfants, elle peine à joindre les deux bouts, d'autant qu'après quelques mois d'entretien, le Comité d'aide aux réfugiés hongrois explique à la Division de police qu'il ne peut plus aider la famille. Les services sociaux la jugent incapable de s'occuper de ses enfants. Elle demande pour la première fois son rapatriement en décembre 1957 puis déclare à la Police des étrangers de Berne :

> « *J'avais l'intention de rentrer en Hongrie car il ne m'était pas possible de vivre avec mes deux enfants* […]. *Si je peux les voir deux fois par semaine, je vais rester très volontiers en Suisse. J'ai en fait peur de rentrer en Hongrie, parce que d'après ce que je sais, je suis sur la – ainsi nommée – liste noire. Ce qui va se passer avec moi si je rentre, vous pouvez vous l'imaginer.* »[111]

[109] Entretien avec Áron Szücs, Berne, 5 septembre 2018.

[110] Son cas se trouve dans le fonds regroupant les dossiers individuels de la Division de police : CH-BAR#E4264#N.

[111] Déclaration du 28 février 1958 à la Police des étrangers de Berne, CH-BAR#E4264#2016/117.

À la fin du mois de mars 1958, elle raconte à la légation hongroise son entretien avec un responsable de la Police des étrangers de Berne :

> « *M. G. m'a harcelée de questions, si je voulais vraiment être rapatriée en Hongrie. Il a ajouté que je devais bien réfléchir, car même si je rentre en Hongrie, mes enfants doivent rester en Suisse. Puis, il a commencé à me dire qu'il serait mieux de rester en Suisse, que je recevrais un appartement, et du travail, qu'on s'occuperait de mes enfants, etc. L'âme bouleversée, j'ai interprété ses paroles que si je continuais à maintenir mon intention d'être rapatriée, cela pourrait avoir certaines conséquences.* »[112]

Elle se ravise et la Police des étrangers lui fournit une place d'aide dans un hôpital et un appartement. Elle espère ainsi regagner la garde de ses enfants, sans succès. Ces derniers sont placés sous tutelle. Le 28 mars, elle redemande son rapatriement, probablement pour pouvoir les récupérer. Elle explique aux autorités suisses que le personnel de la légation lui a assuré que « *rien ne l'empêchait de rentrer avec* [ses] *enfants* »[113]. Le 20 avril 1958, elle écrit une longue lettre à la Division de police. Selon nous, ses dires sont assez sincères, car il n'y a plus d'enjeu. Cette femme s'apprête à rentrer en Hongrie et la lettre ne peut atterrir dans les mains de fonctionnaires hongrois. La lettre en dit long de son désespoir alors qu'elle espérait trouver une « *nouvelle patrie* » en Suisse. Déclinant par la même occasion une convocation de la Division de police, elle revient en détail sur son parcours. Elle explique avoir d'abord été engagée comme aide de cuisine dans un hôpital. Ne gagnant que 80 CHF par mois, elle quitte cette place « *pour en chercher une meilleure* », ce qui lui vaut, explique-t-elle, d'être catégorisée comme « *arbeitscheu* » (réfractaire au travail) par le Comité d'aide aux réfugiés hongrois. Sa fille est alors placée dans un centre d'observation pour jeunes et elle déménage à Saint-Imier où on lui trouve une nouvelle place ainsi qu'un appartement sans fenêtre avec un seul lit. Son fils est placé à l'école, mais il ne comprend pas un mot de français. Elle déplore : « *On disait que je pouvais avoir un deuxième lit seulement si je payais plus. On ne m'a pas communiqué mon salaire mais on m'a dit que ça dépendait de mon rendement.* » De retour à Interlaken, elle dit avoir été emmenée de force dans un hôpital psychiatrique, d'où elle s'échappe et rejoint une amie hongroise. Son fils est placé dans une famille. Elle conclut :

> « *En tant que femme hongroise emplie du désir de liberté et prête à travailler, je ne peux me contenter de mon destin. Mon fils est à Interlaken et ma fille est*

[112] Procès-verbal adressé le 28 mars à la légation hongroise, CH-BAR#E4264#2016/117.
[113] Déclaration du 28 mars 1958 à la Police des étrangers de Berne, CH-BAR#E4264#2016/117.

également placée dans un lieu inapproprié, je suis restée seule et sans logement, je ne peux vivre ainsi. Je rentre dans ma patrie malgré la vie morne et oppressante, nous serons au moins ensemble […]. *J'aimerais* […] *une place de travail décente et un endroit où je peux éduquer mes enfants. C'est parce que je ne peux obtenir cela ici que je suis forcée à rentrer vers un destin incertain.* […] *Le retour est mon plus grand souhait après de nombreuses et profondes déceptions.* »[114]

Parallèlement à ces reproches probablement sincères, il n'est selon nous pas exclu qu'elle ait volontairement différé son retour pour collecter des informations sur les dérives des autorités suisses, les mesures envers celles et ceux qui aspirent à changer de place de travail, les faveurs qu'elles donnent aux réfugiées et réfugiés lorsque ceux-ci menacent de rentrer en Hongrie. Elle pourra également à son retour raconter en détail comment on l'a séparée de ses enfants, et les menaces à son encontre si elle se décidait à rentrer en Hongrie. Il semble que le fait de différer son retour n'est pas toujours le résultat d'incertitudes, mais aussi un moyen pour les revenantes et revenants de faire des expériences utiles pour leur futur interrogatoire en Hongrie, et peut-être, dans certains cas, de les conforter dans leur décision.

6.4 De la prison à la frontière

Réfugié interné…

Dans le chapitre consacré à l'arrivée des réfugiées et réfugiés en Suisse, nous avons brièvement évoqué une mesure prise par les autorités envers les Hongroises et Hongrois de 1956 que les autorités considéraient comme « *indésirables* » : l'internement administratif. Une grande partie des personnes qui sont passées par des établissements de travail, des maisons d'éducation et d'autres institutions sont ensuite rentrées en Hongrie. Ces deux enjeux sont en partie liés. Pour les comprendre, il est utile de détailler un parcours de l'un de ces rapatriés.

Ferenc Majoros est arrivé début décembre 1956 en Suisse à l'âge de 16 ans[115]. Originaire du comitat de Zala, il a suivi une formation de sellier chez son père à côté de l'école obligatoire. Dès 1954, il gère quasiment seul l'atelier

[114] Lettre au responsable de l'assistance aux réfugiés hongrois, 20 avril 1958, traduction de l'allemand (langue originale de la lettre), CH-BAR#E4264#2016/117.

[115] Il s'agit d'un pseudonyme. Son cas se trouve dans le fonds regroupant les dossiers individuels de la Division de police : CH-BAR#E4264#N. Ainsi que celui de la Croix-Rouge :

de son père, malade[116]. Une fois en Suisse, il est placé à Fribourg comme apprenti chez un sellier et donne « *satisfaction à son employeur* »[117]. Mais, en juillet 1957, il quitte la Suisse pour se rendre en France, ce qui constitue une grave erreur aux yeux des fonctionnaires de la Division de police qui peinent à accepter que les réfugiées et réfugiés abandonnent leur emploi : il est déjà stigmatisé. Après avoir travaillé dans une maroquinerie à Lyon et obtenu un permis de séjour, il revient dans le canton de Fribourg au cours de l'été 1958. Il est à nouveau employé chez son maître d'apprentissage, mais peu de temps après, Ferenc Majoros prend le chemin de l'Allemagne « *sans crier gare* »[118]. Dans une lettre à la Croix-Rouge, il explique pourquoi :

> « *Ici en Suisse, j'ai travaillé 16 mois chez mon chef. Il m'a promis de me laisser passer l'examen de fin d'apprentissage après 3 ou 4 mois. Cette promesse est restée lettre morte et je suppose que c'est parce qu'ainsi, il doit moins me payer.* »[119]

De retour à Fribourg au printemps 1959, il se serait rendu chez son ancien patron et aurait emporté, selon la Division de police, du matériel ainsi que le carnet de commandes du sellier. Le cas est alors signalé aux autorités fribourgeoises qui proposent son internement. Dans la directive d'internement, la Division de police explique qu'il est « *mécontent de son sort en Suisse. Son emploi serait trop pénible et il estime n'être pas suffisamment rétribué pour son travail* »[120]. Outre le vol – qui n'est pas suivi de mesures pénales – on l'accuse d'avoir une « *mauvaise influence sur ses compatriotes* »[121]. Nous avons pu constater dans beaucoup de cas que les accusations de vol ne semblent pas très solides. Il s'agit selon nous d'un prétexte. Si le vol est invoqué en premier lieu, il est suivi d'autres remarques sur le comportement de la personne. La cause numéro un de l'internement nous paraît être l'abandon d'une place de travail, intolérable aux yeux des fonctionnaires et autres bénévoles ou personnel d'œuvres d'entraide. Les mœurs jugées déviantes s'avèrent également jouer un rôle important dans les décisions d'internement.

CH-BAR#J2.15-02 # 1979/92 #. Si la cote n'est pas mentionnée, les documents sont issus de ce fonds.

116 Lettre de Ferenc Majoros au Service secours aux enfants de la Croix-Rouge, 6 juillet 1959.

117 Directive d'internement signée par R. Tschäppät, 23 juillet 1959.

118 Police de sûreté, audition de trois réfugiés hongrois placés dans le canton de Fribourg, 17 mars 1959, CH-BAR#E4264#2016/117 #.

119 Lettre à la Croix-Rouge, traduction de l'allemand, 6 juillet 1959.

120 Directive d'internement signée par R. Tschäppät, 23 juillet 1959.

121 Directive d'internement signée par R. Tschäppät, 23 juillet 1959.

La déclaration d'internement est assortie d'une conclusion qu'on retrouve quasiment mot pour mot dans chaque dossier de réfugiées et réfugiés en passe d'être enfermés :

> « *On constate que malgré les multiples démarches en faveur de* […], *sa conduite vue dans son ensemble, et ses actes permettent de conclure qu'il ne veut pas s'adapter à l'ordre établi dans le pays qui lui a offert l'hospitalité ou qu'il n'en est pas capable.* […] *il n'a actuellement pas la possibilité de se rendre légalement dans un autre pays. Enfin, son refoulement n'est pas non plus indiqué.* »[122]

On invoque les articles 14 et 15 de la Loi sur le séjour et l'établissement des étrangers qui stipulent que si l'étranger n'est pas expulsable – Ferenc Majoros est « *protégé* » de l'expulsion par son statut de réfugié – il peut être interné sur décision du DFJP « *en vertu des prescriptions sur la police des étrangers* » (*fremdenpolizeiliche Internierungen*). Le réfugié est alors « *interné jusqu'à nouvel ordre* » à la Maison des Prés-Neufs à Orbe et fait l'expérience, comme tant de Suisses et Suissesses, de ce qui fait la particularité des internements administratifs : une peine qui ne dit pas son nom et qui n'a pas de durée déterminée.

Ferenc Majoros demande alors de l'aide au CICR. Il ne se plaint pas de son internement mais du fait que, contrairement à d'autres réfugiés et malgré ses demandes répétées, il n'obtienne aucune aide matérielle et n'ait à peine de quoi se vêtir : « *On m'a interné car j'avais abandonné mon lieu de travail* […]. *Presque depuis 3 ans, je me trouve en Suisse et jusqu'à présent, je n'ai reçu aucune aide matérielle. Je n'ai pas de vêtements ni de chaussures* »[123].

Après quelques semaines, le directeur de l'établissement signale à la Division de police que le « *ressortissant hongrois* » – on a abandonné le terme de réfugié – « *se livre à des pratiques homosexuelles* ». Il demande son transfert dans un établissement qui propose des chambres à un lit et où il puisse être « *enfermé à clé pendant la nuit* »[124]. Il aurait rencontré un interné suisse avec qui, selon le chef de la Maison des Prés-Neufs, il entretient une relation. Après les plaintes d'autres hommes « *dégoûtés* » par le comportement des deux « *éléments de trouble* », on condamne Ferenc Majoros à quinze jours de cachot[125]. Il

---

[122] Directive d'internement signée par R. Tschäppät, 23 juillet 1959.

[123] Lettre (en hongrois) au CICR, 1er septembre 1959.

[124] Lettre de R. Tschäppät à la Maison des Prés-Neufs, 28 août 1959 ; Lettre du chef de la Maison des Prés-Neufs à la Division de police, 24 août 1959, CH-BAR#E4264#2016/117 #.

[125] Rapport du chef de la Maison des Prés-Neufs, 4 décembre 1959.

n'est pas exclu que l'internement ait été prononcé aussi parce qu'on se doutait de son orientation sexuelle. Précisons que l'homosexualité a été dépénalisée en 1942 entre adultes consentants, mais qu'elle demeure un motif d'internement administratif[126].

À la fin de l'été, le jeune homme s'informe des procédures à réaliser pour être rapatrié en Hongrie. Il aurait reçu un courrier d'un parent qui l'encourageait à rentrer. Les réfugiées et réfugiés internés sont autorisés par la police suisse à sortir d'un établissement pour une seule raison : s'ils se rendent à la légation hongroise pour demander leur rapatriement. C'est ce que fait Majoros en septembre 1959. À son grand dam, la Division de police constate quelques semaines plus tard que le réfugié « *semble avoir changé d'avis* »[127]. En novembre, le jeune Hongrois envoie une lettre à la Police des étrangers. Il y fait son autocritique, dit « *regretter* » d'avoir quitté son employeur et ne pas avoir « *mesuré les conséquences de* [son] *acte* » :

> « *Je me trouve seul, loin de ma famille et je n'ai personne pour me conseiller. Je trouve le temps long en plus d'une atmosphère où la plupart des hommes âgés sont alcooliques. Cette ambiance, ainsi que le travail n'est pas très profitable pour moi vu mon jeune âge.* […] *Je ne sais à qui m'adresser* […]. *Je vous demande de prendre en considération ma demande* […] *: Je désirerais à nouveau travailler dans mon métier de sellier et si possible dans une ville. Je parle le français* […]. *Je ne désire pas quitter la Suisse et ne demande qu'à me racheter par une conduite irréprochable.* »[128]

La réponse de la direction de Police, de la santé publique et des affaires sociales de Fribourg est implacable : « *Nous ne sommes pas disposés à le reprendre* […]. *Par contre, nous ne voyons pas d'inconvénient à ce qu'il soit autorisé à travailler dans un autre canton, assez éloigné du nôtre.* »[129] Peut-être sensibilisée par la lettre de l'interné mais surtout désireuse de placer le réfugié, la Division de police tente de convaincre le Bureau des étrangers de Fribourg

[126] Cela expliquerait la mention citée précédemment selon laquelle il aurait « *une mauvaise influence sur ses compatriotes* ». Delessert Thierry, *« Les homosexuels sont un danger absolu » : homosexualité masculine en Suisse durant la Seconde Guerre mondiale*, Lausanne : Éditions Antipodes, 2012, p. 9. Concernant la thématique homosexualité et internement, on se rapportera aux travaux de Kevin Heiniger.

[127] Lettre de R. Tschäppät au Bureau cantonal des étrangers de Fribourg, 11 décembre 1959.

[128] Lettre à M. le Chef de la Police fédérale des étrangers depuis la Maison des Prés-Neufs, 12 novembre 1959, CH-BAR#E4264#2016/117 #.

[129] Lettre de la Direction de la police, de la santé publique et des affaires sociales, 26 novembre 1959, CH-BAR#E4264#2016/117 #.

de le « *reprendre* ». À la suite de ce que la Division de police qualifie d'« *indiscipline (pratiques homosexuelles)* », le Hongrois est transféré à Bellechasse fin 1959. Finalement, il semble que Ferenc Majoros ait au cours de l'automne choisi de confirmer sa demande de rapatriement. Le 15 décembre, il reçoit une invitation de la légation qui l'informe qu'il a obtenu son certificat de retour. Il est libéré de Bellechasse le 8 janvier 1960 pour se rendre à Berne et rentre en Hongrie le lendemain[130].

… et poussé vers la sortie

À ce stade de l'analyse, il convient de s'arrêter sur la *décision* du rapatriement dans le cadre précis de l'internement administratif en nous appuyant sur plusieurs cas en plus de celui de Ferenc Majoros[131]. Pourquoi, et dans quelles circonstances, ces réfugiées et réfugiés choisissent-ils de se tourner vers la Hongrie ? Les autorités envisagent l'internement principalement en réaction à un phénomène inattendu : le refus d'une frange de la population réfugiée de travailler une fois en Suisse. Certaines personnes le justifient par la pénibilité du travail. D'aucuns se plaignent également d'un salaire trop bas et espèrent changer d'entreprise pour un meilleur salaire. Ainsi, au-delà des griefs avérés ou non, le fait que ces réfugiées et réfugiés quittent la place que les autorités leur ont attribuée semble constituer le facteur crucial dans le processus de décision d'internement administratif. Comme mesure punitive, mais peut-être aussi parce qu'on croit à l'efficacité des méthodes comme l'éducation par le travail. Aux plaintes tangibles des entreprises qui déplorent l'absentéisme de leurs employées et employés s'ajoutent un certain nombre d'arguments : alcoolisme présumé, mœurs jugées déviantes, soupçon de prostitution, accumulation de dettes, tentatives de suicide. Si les acteurs changent selon les cas, le processus qui mène à l'internement est la plupart du temps similaire : signalement à la Division de police par une autorité cantonale ou une personne chargée de l'aide aux réfugiés, avertissements et menaces lors d'une convocation de la personne à Berne dans les locaux de la

[130] Lettre de R. Tschäppät au Bureau cantonal des étrangers de Fribourg, 12 janvier 1960.

[131] Nous avons consulté en détail onze dossiers de personnes (neuf hommes et deux femmes) internées ou sur le point de l'être et nous avons également vu d'autres dossiers, non pris en compte pour la rédaction, mais qui ont corroboré qualitativement nos hypothèses. Les dossiers ont été choisis de manière aléatoire (dans le fonds de la Division de police CH-BAR#E4264#2016/117 #) et pour des raisons de confidentialité, les cotes ne sont pas transmises de manière précise.

Division de police, renvoi de l'entreprise, accusations ou plaintes concernant son comportement, internement. Il n'est pas rare que les personnes fassent plusieurs séjours en alternance, avec une peine de prison de courte durée à la suite d'un jugement ou avec un séjour dans un établissement médical. Souvent, leur parcours se termine par un rapatriement. Dans ce processus, il faut relever le rôle central de la Division de police du DFJP. C'est elle qui prononce l'internement qui, comme nous l'avons expliqué plus haut, recouvre plusieurs buts : isoler les réfugiées et réfugiés « *indésirables* » des autres, les soustraire de la vue des Suisses, les mener à une prise de conscience.

Début 1957, un collaborateur de la Division de police relève : « *Nous n'avons certes pas mis des réfugiés sous pression mais l'un ou l'autre que nous devions menacer d'envoyer dans une colonie de travail s'est décidé à rentrer en Hongrie.* »[132] Le personnel de la Division juge déjà ces retours salutaires. Progressivement, la mesure d'internement devient une méthode pour dégoûter les personnes jugées indésirables et les pousser à demander leur rapatriement. En décembre 1957, une note confidentielle trahit cette politique :

> « *M. Tschäppät relève que sur les 13 000 réfugiés hébergés en Suisse, 7 % sont peu intéressants. L'on saisit alors la première occasion de les interner dans des établissements pénitentiaires où ils travaillent sans salaire. En règle générale, ils manifestent alors plus ou moins vite le désir d'être rapatriés en Hongrie.* »[133]

La Division de police, qui, la plupart du temps, finance leur séjour, a tout intérêt à ce que les réfugiées et réfugiés ne restent pas trop longtemps dans les établissements. Elle s'efforce de trouver des solutions pour qu'ils en sortent : demander aux cantons qu'ils les « *reprennent* » ou faire pression sur les personnes internées pour qu'elles rentrent en Hongrie. Ainsi, il n'est pas rare que la Division de police leur souffle l'option du rapatriement.

Bien sûr, il ne s'agit pas d'une politique concertée et officielle. Nous remarquons cette stratégie dans les dossiers d'internés au détour de petites phrases, souvent adressées au Département politique pour qu'il presse la légation hongroise lorsqu'une demande est en attente. Dans plusieurs directives d'internement, on trouve la phrase « *Si X a la possibilité ou le souhait de rentrer en Hongrie, il/elle sera tout de suite libéré* ». Parfois, l'espoir de les voir

[132] « Zur Frage der Aufnahme weiterer ungarische Flüchtlinge », 12 mars 1957, traduction de l'allemand, CH-BAR#E4280A#1998/296# 191*.

[133] Note du Département politique, entretien du 14 décembre 1957, traduction de l'allemand, CH-BAR#E2001E#1972/33 #.

quitter la Suisse est exprimé par les polices cantonales, à l'instar du chef de la police des Grisons en décembre 1957 :

> « *Nous espérons que pendant la durée de son internement, des moyens et des voies seront trouvés pour pouvoir expulser K. de la Suisse, en tous les cas, nous n'aurions vraiment pas grande envie* […] *de nous occuper à nouveau de cet élément.* »[134]

Mais il arrive également que ce soit la légation hongroise qui demande à la Division de police de faire en sorte que telle ou telle personne internée puisse se rendre à Berne, ce que les autorités s'empressent de faire ! Il arrive même qu'on autorise des fonctionnaires de la légation à se rendre dans l'établissement où des réfugiées et réfugiés sont placés. Enfin, la Division de police suggère parfois l'option du retour à la personne internée. Tschäppät écrit par exemple au directeur de Bellechasse où sont internés quatre ressortissants hongrois :

> « *Les trois derniers ont exprimé à diverses reprises le désir de retourner en Hongrie.* […] *Nous vous saurions gré d'informer les intéressés que leur demande de rapatriement peut être formulée immédiatement à l'adresse de la Légation de Hongrie. Ces requêtes peuvent être adressées à nos services si le règlement de votre établissement l'exige et nous le transmettrions sans retard à la représentation étrangère. Toute correspondance relative au rapatriement peut être adressée à nos services* […]. *Il va de soi que la possibilité du rapatriement demeure également ouverte à K. H. que nous vous prions d'aviser par la même occasion.* »[135]

Il relève aussi que la Division de police peut envoyer une interprète si l'interné a besoin d'explications et fournit même sa ligne téléphonique directe. L'un de ces réfugiés, dans une lettre à la Division de police, se dit très « *décontenancé* » par ces diverses sollicitations :

> « *Je leur réponds qu'aussi longtemps que l'étoile rouge brille au-dessus de la Hongrie, je ne reviens pas. Tout le monde est fâché que je ne veuille pas quitter la Suisse. Je vous demande à nouveau ma libération et une réponse.* »[136]

---

[134] Lettre de la Direction de police des Grisons à la Division de police du DFJP, 9 décembre 1957, traduction de l'allemand.

[135] Lettre de la Division de police à la direction de Bellechasse, 4 mars 1958.

[136] Lettre de K. F. à la Division de police, 16 avril 1958, traduction de l'allemand, langue originale de la lettre. Ce réfugié finira par fuir en Allemagne.

Il semble que l'auteur de cette lettre ait participé à l'Insurrection et son retour en Hongrie pourrait avoir de très lourdes conséquences. Même chose pour l'un de ses compatriotes, choqué des mesures d'internement. En 1962, il adresse même une plainte à la Commission européenne des droits de l'homme :

> « *Aujourd'hui le 30 novembre, "on" m'a communiqué que le Conseil de district de Zurich a pris la décision de m'interner pour deux ans, et cela, sans jugement de tribunal, sans défense. Je dépose plainte contre la Suisse pour : privation arbitraire de la liberté, barbarie, pression, crime contre les droits humains et demande un dédommagement et qu'on me donne la liberté de pouvoir quitter ce pays !* »[137]

Mais plus encore, il se plaint d'être poussé au retour : « *Les autorités suisses veulent me forcer à rentrer en Hongrie !* » et termine la lettre par un cri du cœur : « *J'aimerais vivre dans un pays où la liberté est vraiment liberté.* »[138] Inquiets, les fonctionnaires de la Division de police ont alors recours au service juridique du DFJP. Ils sont aussitôt rassurés : la plainte pourrait aboutir si la Suisse avait avalisé l'accord sur les droits de l'homme, ce qui n'est pas le cas[139]. Le jeune hongrois plusieurs fois interné depuis son arrivée en Suisse en 1956 finit par demander son rapatriement :

> « *Si je dois aller en prison, je veux savoir pourquoi !? C'est la raison pour laquelle je rentre dans ma patrie, en prison, où les hommes sont encore malgré tout des hommes, plutôt que de me laisser exploiter dans ce pays sans que je puisse me défendre. Ici, c'est la pire dictature que j'ai connue dans ma vie. Qu'on veuille me mettre en prison* […] *et ça a seulement un but : main-d'œuvre gratuite* […] *Plutôt 5 ans de prison en Hongrie que 2 ici !* »[140]

Mais son rapatriement est refusé par Budapest et il doit rester en Suisse. De là, il essaie par tous les moyens de faire entendre l'injustice des internements répétés. Il alerte le journal *Blick* sans succès ; la rédaction du journal avertit même les autorités de cette tentative[141].

---

[137] Lettre de K. L. à la Commission des droits de l'homme, 1er décembre 1962, traduction de l'allemand.

[138] Lettre de K. L. à la Commission européenne des droits de l'homme, 1er décembre 1962.

[139] Lettre du Service juridique à la Division de police, 6 juin 1963.

[140] Lettre de K. L. à la Division de police, 6 décembre 1962, traduction de l'allemand.

[141] Lettre de la Police des étrangers de Zurich au Conseil de district de Zurich, 6 décembre 1962.

Une réalité à moitié tue

Ces internements et leurs conséquences – le rapatriement dans la plupart des cas – sont-ils thématisés dans la presse ? Dans un article « bilan » du 15 novembre 1957, la *NZZ* explique : « *Parmi ces réfugiés, comme parmi tous les hommes et dans toutes les communautés, il y a des asociaux, des paresseux, des personnes difficilement éducables ou même des criminels.* »[142] Comme c'est souvent le cas dans ce genre d'articles, on ajoute que ce groupe atteint un pourcentage de 7 % des réfugiés et qu'il serait donc négligeable. Puis, renchérit l'article, « *on s'occupe des indésirables* » de la même manière que des Suisses[143].

Les « *indésirables* » sont aussi dénoncés par les associations d'exil hongroises. Au cours du printemps 1958 plusieurs condamnations et incidents impliquant des réfugiés hongrois défraient la chronique en Suisse. Un groupe de Hongroises et Hongrois qui gravitent autour de ces associations d'exil se réunit à Genève et transmet un communiqué à la presse helvétique. En se distanciant de leurs « *congénères indésirables* », ceux-ci préconisent de ne plus avoir « *la moindre indulgence "envers des gens si peu reconnaissants"* […] *la période d'adaptation étant dépassée* » et jugent « *inadmissible qu'une minorité, par leur activité criminelle, porte préjudice aux réfugiés honnêtes et travailleurs* »[144]. On parle ici de criminels de droit commun. Quant à celles et ceux sous le coup d'internements « *en vertu des prescriptions sur la Police des étrangers* » – c'est-à-dire l'équivalent de l'internement administratif – on les évoque très peu dans l'espace public. C'est seulement en 1959 que la presse sera plus explicite au sujet du sort de ces Hongrois. Le chef de la Section « réfugiés » de la Division de police, Reynold Tschäppät est amené à s'exprimer sur le sujet en réponse à différents appels, à nouveau émis par des Hongrois, en faveur de mesures sévères contre leurs compatriotes « *qui entachent la réputation* »[145] des réfugiés

[142] « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957.

[143] On ajoute que la police ne peut avoir recours à des internements. Soit le journaliste n'est pas au courant des pratiques de la Division de police, soit il entend par là qu'aucun camp n'a été instauré spécialement pour eux.

[144] (Corr. part.), « Les réfugiés hongrois et leurs congénères indésirables », *Feuille d'avis de Lausanne*, 8 mai 1958. Des discours similaires se distilleront dans la presse en 1958 et en 1959 : « Gegen kriminelle Ungarnflüchtlinge scharf zugreifen », *Berner Tagblatt*, 25 mai 1958 ; « 95 Prozent sind erfreulich », *Berner Tagwacht*, 23 janvier 1959 ; « À propos des réfugiés hongrois », *Journal de Genève*, 25 mai 1958.

[145] « Seit 1957 wurden einige hundert Ungarn interniert », *Die Tat*, 17 août 1959.

en général. Au cours de cette année, différents articles mentionnent la présence en Suisse de « *voyous* » parmi les Hongrois[146].

La réponse de la Division de police est relayée dans la presse germanophone : « *Nous nous sommes toujours efforcés de chercher les raisons d'un tel comportement. Il est évident que beaucoup de jeunes abandonnés moralement ont rejoint la Suisse et malgré tous les efforts, seule une petite partie d'entre eux a pu être amenée sur une bonne voie.* »[147] Et le journaliste de citer Reynold Tschäppät : « *Des éléments ensauvagés ont besoin, si les méthodes douces restent sans effet, d'une main ferme. Ils ne s'améliorent peut-être pas mais une mesure adaptée peut avoir un effet décourageant.* » Puis, on explique au lectorat : « [La Division de police] *a interné quelques centaines de Hongrois depuis début 1957. Certains ont alors préféré rentrer dans leur patrie. On leur a payé le voyage de retour. Pour beaucoup, l'internement avait représenté une leçon.* »

L'article se termine par une promesse et un appel à la population :

> « *Quoi qu'il en soit, nous allons continuer à nous démener avec intransigeance avec les éléments réfractaires, dans l'intérêt de l'ordre public, pour protéger nos concitoyens et pour le bien des réfugiés loyaux. Finalement, la tâche initiale demeure : la réalisation d'un devoir humanitaire qui ne peut être solutionné que par les autorités et la population.* »

Cette déclaration est suivie d'une réponse dans le *Népszabadság*, l'organe du parti communiste hongrois. Sous le titre « Mieux vaut tard que jamais », le journal hongrois ironise sur les supposés « combattants de la liberté » accueillis en Suisse :

> « *Nous comprenons naturellement l'amertume et la déception des autorités suisses de police mais nous voulons leur rappeler que les nouveaux habitants des prisons et autres camps d'internés ne sont pour la plupart pas pour la première fois dans ce type de lieu.* »[148]

---

[146] L'expression est du ministre suisse à Budapest ; il explique que ce type d'articles donne du grain à moudre à la propagande hongroise contre la Suisse. Lettre à la Division politique, 15 avril 1959, CH-BAR#E2001E#1972/33# 6808*.

[147] « Seit 1957 wurden einige hundert Ungarn interniert », *Die Tat*, 17 août 1959. *Der Bund* avait déjà mentionné quelques mois auparavant l'internement de quelques centaines de Hongrois : *Der Bund*, 10 avril 1959

[148] Traduction du hongrois par le Département politique, traduction de l'allemand par l'autrice. « Besser später als nie », *Népszabadság*, 19 août 1959.

Et le journal de rappeler l'un des arguments de la propagande contre les réfugiés de 1956 selon laquelle les « *contre-révolutionnaires* », en ouvrant les prisons, ont libéré des cambrioleurs, des voleurs, des criminels et des prostituées devenues d'un jour à l'autre des « combattants de la liberté » accueillis avec les honneurs en Occident et échappant à leur peine par la même occasion.

Là où on pouvait s'attendre à ce que la propagande hongroise dénonce les pratiques suisses, des internements arbitraires et sans jugement, elle se focalise au contraire sur la composante prétendument criminelle de l'émigration de 1956. En Suisse comme ailleurs, le temps n'était décidément pas encore venu de dénoncer les pratiques d'internement administratif.

Ce constat nous mène à la manière dont la presse communiste, suisse et hongroise, décrit les réfugiées et réfugiés et plus particulièrement, comment elle interprète les rapatriements.

6.5 La vision de la presse communiste en Hongrie et en Suisse

« Nous étions de sales étrangers »

La légation suisse à Budapest envoie régulièrement au Département politique fédéral des traductions d'articles de journaux hongrois qui critiquent la Suisse[149]. Sur trente-quatre articles répertoriés entre juillet 1957 et mai 1960, une douzaine rapportent des témoignages de réfugiées et réfugiés rentrés ou sur le point de retourner en Hongrie depuis la Suisse[150]. Les

[149] Les articles sont issus de deux fonds : CH-BAR#E2200.50-01#1969/84# 114* et CH-BAR#E2001E#1972/33# 6808*.

[150] Ces articles sont traduits du hongrois à l'allemand par le Département politique, nous reprenons ici leurs titres allemands : « Brief aus der Schweiz », *Népszabadság*, 26 juillet 1957 ; « Vera Nagylaki lernte in Zürich Politik », *Népszabadság*, 14 septembre 1957 ; « Wir waren nur "schmutzige Fremde" : Heimgekehrte Dissidenten erzählen über ihre westliche Abenteuer », *Magyar Nemzet*, 17 janvier 1958 ; « Hat er sein Glück gefunden ? », *Népszabadság*, 19 mars 1958 ; « In die Heimlosigkeit ? », *Népszabadság*, 4 mai 1958 ; « Sie haben Heim gefunden », *Népszava*, 6 juillet 1958 ; « Heute in der Schweiz : Unter der Herrschaft Gendarmeriehauptleuten », *Népszabadság*, 17 juillet 1958 ; « Vielgereiste Leute », *Népszabadság*, 12 août 1958 ; « Ein Augenzeuge über Banditenangriff in Bern », *Népszabadság*, 29 août 1958 ; « 56 Tage in der Sahara », *Népszabadság*, 10 octobre 1958 ; « Professor Kapus ist heimgekehrt », *Népszabadság*, 15 octobre 1958 ; « Eine Botschaft aus der Schweiz », *Népszabadság*, 25 mai 1960.

critiques émanent surtout du *Népszabadság*, organe du Parti et quotidien le plus lu en Hongrie. Cette quinzaine d'articles date principalement de 1958, une année particulièrement conflictuelle entre la Suisse et la Hongrie sur le plan diplomatique.

Nous avons vu que ce type de textes fleurit en Hongrie déjà en 1955 lors du coup d'envoi de la campagne de rapatriement et qu'ils réapparaissent massivement dès 1957 sur la base des témoignages de revenantes et revenants[151]. L'échantillon des récits qui portent sur des rapatriées et rapatriés de Suisse se veut varié : une étudiante, un monteur, un médecin, de jeunes paysans de la Transdanubie sont notamment mis à contribution. Il va de soi qu'il existe des centaines de témoignages de ce type qui concernent d'autres pays occidentaux. En outre, il s'agit là de coupures des principaux journaux nationaux mais le témoignage de notre témoin István Borsodi atteste que ces procédés ont aussi cours à un échelon régional. Après une visite dans les locaux de la police de la ville où il avait choisi de retourner, des journalistes locaux sonnent chez lui :

> « *Ils m'ont demandé ce que j'ai fait en Suisse. Je les intéressais, car j'étais rentré de l'Ouest. J'ai décrit ce que j'avais fait, mais mon témoignage ne leur a pas plu. Ils ont écrit par exemple dans le journal que j'ai bu du faux cacao, que la qualité de la nourriture n'était pas bonne. En Hongrie, on n'avait même pas de cacao et ils m'ont fait dire que j'ai bu du faux cacao en Suisse !* »[152]

D'autres personnes, conscientes que leur témoignage pourra donner une bonne image d'eux, sont plus zélées et témoignent d'elles-mêmes des dysfonctionnements des sociétés capitalistes auprès de journalistes. Les articles de ce genre provoquent des réactions au sein du Département politique et de la Division de police, réactions que nous ne pouvons pas développer ici en détail. La liste des querelles entre Budapest et Berne est longue[153].

Lorsque les attaques sont particulièrement virulentes, des enquêtes sont menées par Berne sur les personnes qui ont témoigné d'un mauvais traitement en Suisse. Le résultat de l'enquête, s'il permet de décrédibiliser le témoignage de la ou du réfugié, sert parfois de base à des remontrances aux diplomates hongrois. Les responsables de l'accueil et notamment le chef de la Division de police Reynold Tschäppät sont particulièrement agacés par les témoignages de

---

151 Voir *supra*, Chapitre 5 (Des efforts redoublés. La campagne de rapatriement post-1956).

152 Entretien avec István Borsodi, Szeged, 28 décembre 2015.

153 Pour les détails : Keresztesy Peter, *Les réfugiés hongrois comme facteur de tension dans les relations hungaro-suisses…*

personnes rapatriées ou sur le point de l'être. Au sujet d'un réfugié qui s'est plaint depuis le territoire suisse auprès du journal hongrois *Népszabadság* de se sentir « *malade de l'âme* », le chef de la Division de police ironise : « *Espérons que sa "maladie de l'âme" le décidera à rentrer dans son "pays chéri".* »[154]

Comme l'ensemble de cette propagande, le but est de mettre en évidence la supposée perte des illusions des dissidentes et dissidents au contact de l'« *Ouest doré* ». Les articles critiques envers la Suisse révèlent les interprétations des retours par les journalistes hongrois. Nous avons identifié trois thématiques dans les discours qui portent sur les rapatriements : les conditions de vie en Suisse, les agissements des responsables de l'accueil, l'attirance de la Hongrie.

Les commentaires sur les conditions de vie en Suisse visent à démontrer au lectorat que la vie à l'étranger ne serait pas mieux qu'en Hongrie. Comparée à d'autres pays, la Suisse semble être particulièrement attaquée sur ce registre. Elle est décrite ironiquement comme « *le pays béni* » (*gelobtes Land*) et comme le berceau d'un capitalisme d'État où le patronat règne en maître et exploite les ouvriers. Un des « *dissidents* » se plaint : « *Le travail est dur, la paie misérable.* »[155] Un apprenti boucher raconte avoir travaillé dix à quatorze heures par jour pour une paie qui ne lui permettait aucun extra. Le loyer ou les habits de travail lui étaient en outre directement déduits de son salaire. La presse relève également le déclassement professionnel qu'auraient vécu beaucoup de dissidentes et dissidents, contraints de travailler comme des larbins, plongeurs ou balayeurs. On critique également le système de santé – géré par des assurances privées qui réclament des contributions exorbitantes. Le professeur Kapus, un éminent médecin, aurait été quant à lui déçu par la vie en Suisse après son engagement dans un hôpital de Bâle. Il dénonce les carences du système de santé et des politiques sociales. Plus rarement, le système fiscal est aussi critiqué. La taxe annuelle, équivalente à un mois de salaire, est jugée trop haute[156].

Le deuxième groupe de critiques concerne des agissements précis, soit des responsables de l'accueil, soit des Hongroises et Hongrois les plus politisés, émigrés avant 1956 – souvent estampillés « fascistes » qui mettraient des obstacles sur la route des personnes qui aspirent au retour. On relaie inlassablement les dires d'anticommunistes hongrois ou suisses qui essayent

[154] Dans la marge de cette remarque moqueuse, le fonctionnaire du Département politique note « *quel esprit !* » critiquant la boutade de Tschäppät. Lettre de R. Tschäppät au Département politique, 28 mai 1958, traduction de l'allemand, CH-BAR#E2001E#1972/33# 6808*.
[155] *Magyar Nemzet*, 17 janvier 1958.
[156] *Magyar Nemzet*, 17 janvier 1958 ; *Népszabadság*, 19 mars, 10 et 15 octobre 1958.

d'intimider les candidates et candidats au retour : « *Vous pouvez encore réfléchir !* […] *Une fois sur le territoire hongrois, vous allez être rouée de coups, on vous prendra vos bagages et on vous jettera en prison* »[157] aurait dit par exemple un responsable de la Police des étrangers à une candidate au retour. On essayerait d'acheter celles et ceux qui montrent des velléités de rentrer par des petits privilèges pour les faire changer d'avis[158]. Les différentes associations d'exilés sont la principale cible de la presse hongroise (associations des combattants de la liberté mais aussi comités d'aide aux Hongrois), elles empêcheraient les jeunes de rentrer en les faisant adopter ou en les plaçant dans des maisons d'éducation. Un article particulièrement véhément accuse l'une de ces associations de traite de femmes via le témoignage d'une réfugiée[159]. On vilipende également les associations estudiantines qui obligent les étudiantes et étudiants hongrois à y adhérer. Une universitaire rapatriée brocarde la Police des étrangers, qui serait de mèche avec les associations d'exilés, se signalant mutuellement celles et ceux qui ne s'engagent pas, aussitôt taxés de communistes[160]. Le message distillé est que cet arrière-fond idéologique a des répercussions très concrètes sur le vécu des réfugiées et réfugiés. Ainsi, des articles relèvent qu'une fois que les Hongroises et Hongrois n'étaient plus utiles pour la propagande et passée la vague de sympathie à leur égard, elles et ils étaient en quelque sorte abandonnés à leur sort, chargés seuls de se débrouiller dans ce monde étranger et hostile : « *Ils ont été accueillis avec du chocolat, célébrés comme réfugiés politiques, jusqu'à ce que la propagande capitaliste l'ait jugé utile. Ensuite est venu le quotidien.* »[161]

Enfin, les articles décrivent à la fois le mal du pays et le manque des proches qui tenaillent les dissidentes et dissidents, le sentiment de se sentir « *étranger* » et la « *froideur* » de la société suisse[162]. Des réfugiés se plaignent d'être devenus de simples « *étrangers* »[163] qui, au moindre faux pas, risquent d'être congédiés de leur travail. Des phrases telles que « *nous étions de sales*

[157] *Népszabadság*, 14 septembre 1957.
[158] *Népszabadság*, 10 octobre 1958.
[159] *Népszabadság*, 17 juillet 1958. Cette réfugiée a été internée en Suisse. Selon elle, des exilés horthystes seraient responsables de ces internements qui viseraient à empêcher le retour de ceux qui souhaitent rentrer. La Police des Grisons réalise alors une enquête pour vérifier ses dires et met en évidence le comportement « *douteux* » de cette femme – qui, selon l'enquête, se prostituerait, CH-BAR#E2001E#1972/33 #.
[160] *Népszabadság*, 26 juillet et 14 septembre 1957.
[161] *Népszabadság*, 10 octobre 1958.
[162] *Magyar Nemzet*, 17 janvier 1958 ; *Népszabadság*, 4 mai 1958.
[163] *Magyar Nemzet*, 17 janvier 1958.

étrangers» ou «*c'est triste d'être étranger*»[164] témoignent de cette tendance. Ce sentiment est souvent accompagné de mots nostalgiques sur la Hongrie. Un technicien dentiste raconte : «*Le soir avec ma femme, on ne parle de rien d'autre que comme c'était mieux à la maison*» ou les articles insistent sur ce que les réfugiées et les réfugiés ne trouvent pas en Suisse : l'ouverture d'esprit, l'accès facilité à la culture, l'atmosphère spirituelle et amicale. Nous ne pouvons affirmer que ce ressentiment, le mal du pays conjugué avec l'hostilité envers les étrangers, est particulièrement présent dans la propagande qui concerne la Suisse par rapport à d'autres pays. Toujours est-il que ce *leitmotiv* apparaît de manière évidente dans les portraits de rapatriés de Suisse dans *Ceux qui reviennent*. L'un d'eux raconte : «*J'avais l'impression qu'ils* [les collègues de travail] *me méprisaient car je n'étais pas du pays.* […] *Je ne me sentais pas à l'aise parmi eux.*»[165]

Après ce pic de 1958, les articles sur les rapatriées et rapatriés se font toujours plus rares dans la presse hongroise. Au cours de l'année 1959, son message sur les dissidentes et dissidents en Suisse déplace son curseur – non plus sur celles et ceux qui rentrent – mais sur les «*réfugiés criminels*»[166], avant de se pacifier progressivement dès les années 1960. Les articles contiennent alors de moins en moins d'accusations : une évolution parallèle à celle du régime Kádár qui se veut plus conciliant envers les Hongroises et Hongrois de l'étranger.

«Les réfugiés sont en train de faire une expérience pénible : celle du capitalisme»

Dans l'immédiat de 1956, la presse hongroise n'est pas seule à mettre l'accent sur les rapatriements. La presse communiste occidentale représentée en Suisse par les organes du Parti du Travail (PdT), relaie également volontiers le phénomène du rapatriement.

La répression de l'Insurrection de Budapest avait entraîné une déferlante de critiques et d'attaques contre le PdT qui se retrouvait totalement isolé. Le parti voit dans l'omniprésence de la «*question hongroise*» dans les discours du «*camp bourgeois*» une manière de décrédibiliser tous les combats du PdT et estime que la mobilisation des réfugiés hongrois fait partie de cette

[164] *Népszabadság*, 12 août 1958.
[165] Szabó Miklós, *Ceux qui reviennent*…, Budapest : Pannonia, 1961, p. 74.
[166] *Népszabadsá*g, 11 avril et 19 août 1959.

manœuvre politique anticommuniste. Nous avons déjà évoqué la position du *Vorwärts* et de la *Voix ouvrière* face aux réfugiées et réfugiés hongrois et à leur accueil. « *Hystérie* », « *Hetze* » (chasse aux sorcières), « *Klamauk um die Ungarnhilfe* » (tam-tam autour de l'aide à la Hongrie), les mots en disent long sur l'agacement de la presse communiste par l'attention « *intéressée* » du camp bourgeois portée aux réfugiés. Le discours de la *Voix ouvrière* et du *Vorwärts* oscille entre trois principaux pôles. D'abord, les journaux mettent en évidence l'accueil différencié dont les Hongrois bénéficient par rapport à d'autres réfugiés (notamment de la Seconde Guerre mondiale) et aux travailleurs étrangers contraints de dormir dans les salles d'attente des gares[167]. Le soin qui est porté aux Hongrois est souvent mis en opposition à l'abandon de « *nos pauvres* » mais aussi des enfants d'ouvriers qui, contrairement aux réfugiés, n'ont souvent pas accès aux hautes écoles, aux écoles de commerce et aux universités[168]. Ensuite, les deux journaux du PdT font maintes remarques sur le profil des réfugiés. Certes, ces remarques sont souvent atténuées par des phrases qui reconnaissent qu'on ne devrait pas généraliser mais les critiques sont virulentes et le ton cynique. Les journalistes relèvent qu'il y a en Suisse des « *héros de la Liberté d'un drôle d'acabit* », « *criminels* », « *blousons noirs* », « *paresseux* », « *arrogants* », « *difficiles* » : les mots dénoncent – plus qu'ils ne fustigent les réfugiés eux-mêmes – la complaisance « *aveugle* » du camp bourgeois à l'égard des Hongrois qui pour certains, rappellent les journalistes, sont des évadés de prison[169].

Après quelques semaines, un thème apparaît régulièrement sans tout à fait éclipser les deux autres : le rapatriement des réfugiés[170]. La *Voix ouvrière* et le *Vorwärts* racontent que beaucoup décident de rentrer en Hongrie ou hésitent à le faire. Enfin un message intéressant pour le Parti du Travail :

> « *Les événements en Hongrie ont été l'occasion inattendue pour ces journaux* [ndlr. les journaux liés au Parti radical] *de publier une avalanche de fausses nouvelles, qui n'ont naturellement pas été démenties. L'on a parlé à satiété des Hongrois asservis et affamés. Mais aujourd'hui que l'on voit les Hongrois,*

[167] *Vorwärts*, 5 décembre 1956, 29 mars et 5 avril 1957.

[168] *Vorwärts*, 4 décembre 1956, 11 janvier 1957 ; *Voix ouvrière*, 27 décembre 1956, 15 février 1957.

[169] *Voix ouvrière*, 8 janvier, 15 janvier, 8 février 1957 ; *Vorwärts*, 11 janvier, 24 janvier, 15 février 1957.

[170] Il semble qu'avant les événements de 1956, la *Voix ouvrière* avait déjà pour habitude de rapporter les rapatriements dans le Bloc de l'Est. Elle relevait le silence de la presse du camp bourgeois sur ces retours « Les 5 Tziganes ont regagné leur pays », *Voix ouvrière*, 9 octobre 1956.

qu'on analyse leur mode de vie et surtout, lorsqu'on les questionne, l'on doit se rendre à l'évidence que leur liberté individuelle et collective était beaucoup plus étendue que la nôtre et que les cantines d'usines ou d'entreprise leur offraient largement et à bas prix les moyens d'apaiser leur faim. […] *Aussi ne soyons pas étonnés si nos hôtes hongrois après avoir goûté "le paradis suisse" sont de plus en plus convaincus que la vie dans leur pays était préférable et que plus d'une centaine ont déjà pris le chemin du retour. Et pourtant, l'on n'avait reculé devant aucun sacrifice pour leur plaire.* […] *Tout cela* […] *surtout par pure propagande contre le communisme.* »[171]

Tout en exprimant une certaine sympathie pour ces réfugiées et réfugiés qui aspirent au retour vers une démocratie populaire, les organes du PdT décrivent longuement leurs motifs. Comme dans la presse hongroise, les messages touchent principalement trois thématiques : les conditions de vie en Suisse, les agissements des responsables de l'accueil, l'attirance de la Hongrie. À cela s'ajoutent des arguments basés sur le profil des candidats au retour et les conditions de leur fuite, absents, semble-t-il, dans la presse hongroise.

Le fait que beaucoup de Hongrois seraient partis « *sur un coup de tête* », manipulés ou effrayés par la propagande occidentale expliquerait en partie leur retour quelques semaines plus tard[172]. Certains auraient également quitté la Hongrie en « *quête d'aventure* ». On relève enfin que la grande majorité des rapatriés sont des jeunes qui ont regretté de s'être lancés dans cette virée[173].

Comme dans la presse hongroise, l'argument le plus souvent mobilisé est la déception qu'auraient connue bon nombre de fugitifs une fois arrivés en Suisse ou en Occident. « *Les réfugiés sont en train de faire une expérience pénible : celle du capitalisme* » clame la *Voix ouvrière*[174]. Précisons que les articles prennent aussi en compte des récits de réfugiés déçus au Canada, en République dominicaine – où ils auraient été réduits quasiment à l'esclavage –, en Belgique, en RFA et en France[175]. Les deux journaux estiment que « *la*

[171] « Valais. Malgré les journaux bourgeois, la vérité se fait jour », *Voix ouvrière*, 16 février 1957.
[172] « Gyorgy, Joseph, Karely (20 ans). Même à pied, nous retournerons en Hongrie », *Voix ouvrière*, 16 février 1957.
[173] « 700 Ungarnflüchtlinge bereits heimgekehrt », *Vorwärts*, 5 avril 1957 ; « Gyorgy, Joseph, Karely (20 ans). Même à pied nous retournerons en Hongrie », *Voix ouvrière*, 16 février 1957 ; « Ungarische Flüchtlinge wieder daheim », *Vorwärts*, 24 janvier 1958.
[174] « Gyorgy, Joseph, Karely (20 ans). Même à pied, nous retournerons en Hongrie », *Voix ouvrière*, 16 février 1957.
[175] « Die meisten Flüchtlinge wollen wieder in ihre Heimat zurück », *Vorwärts*, 1er décembre 1956 ; « Menschenhandel mit ungarischen Flüchtlingen », *Vorwärts*, 6 décembre 1956 ;

plupart des Hongrois […] *ne vont pas vouloir éternellement rester en Suisse*»[176]. On avance plusieurs explications d'ordre sociétal pour cerner le phénomène du rapatriement. D'abord, les réfugiés auraient été tellement gâtés les premiers jours que certains d'entre eux ne s'attendaient pas à devoir travailler ensuite[177]. Le *Vorwärts* lie aussi les retours à l'évolution du regard porté sur eux. De la pitié, leurs protecteurs sont passés au jugement : ils devenaient des «*étrangers enquiquineurs*» (*Lästige Ausländer*) ou même des «*communistes*», dès qu'ils formulaient la moindre revendication, telle que demander des habits de protection pour leur travail en usine ou encore lorsqu'ils refusaient de payer des soins médicaux qu'ils pensaient gratuits, comme en Hongrie. Le *Vorwärts* dénonce la sévérité des autorités envers les réfugiés qui «*osent*» changer de place de travail : ceux-ci deviennent en un rien de temps «*indésirables*»[178]. Beaucoup auraient été déçus de l'attitude des patrons ou des autorités envers eux, mais aussi et surtout, nous l'avons déjà évoqué, des conditions de travail en Suisse. Le *Vorwärts* relève régulièrement leur difficulté à s'adapter au rythme de travail helvétique, jugé effréné[179]. Le journal se moque au passage de la presse bourgeoise qui fait le même constat, alors qu'elle a, «*pendant des années*», répandu l'idée que les ouvriers sous les démocraties populaires étaient quasiment réduits à l'état d'esclave par le rythme imposé. Maintenant, elle reconnaît que le rythme du travail suisse est inhabituel pour les ouvriers hongrois. Ce n'est pas qu'ils soient paresseux, explique le *Vorwärts*, c'est plutôt notre système qui en demande trop aux travailleurs, dit en substance le journal. La pression et la surveillance constante des supérieurs au sein de l'usine ou de l'entreprise auraient par ailleurs agacé plus d'un Hongrois[180]. L'un d'entre eux, interrogé par le *Vorwärts*, s'exclame : «*Les Suisses ne connaissent rien*

«Flüchtlingsnöte», *Vorwärts*, 18 janvier 1957 ; «Ungarische Flüchtlinge wieder daheim», *Vorwärts*, 24 janvier 1958.

176 «"… wenig gewöhnt an unsern Lebensrhythmus"», *Vorwärts*, 15 février 1957.

177 «Auf den Spuren der ungarische Flüchtlinge in der Schweiz», *Vorwärts*, 1er février 1957 ; «"… wenig gewöhnt an unsern Lebensrhythmus"», *Vorwärts*, 15 février 1957 ; «Même à pied nous retournerons en Hongrie», *Voix ouvrière*, 16 février 1957.

178 «Ungarische Flüchtlinge wieder daheim», *Vorwärts*, 24 janvier 1958.

179 On utilise les termes «Arbeitstempo», «unser Hetztempo», ou encore «Arbeitsnormen» pour désigner le rendement particulièrement élevé demandé par les patrons en Suisse.

180 «Zürich. Unser Arbeitstempo wird den Ungarn ungewohnt sein», *Vorwärts*, 8 décembre 1956 ; «St-Galler Brief», 4 janvier 1957 ; «Auf den Spuren der ungarische Flüchtlinge in der Schweiz», *Vorwärts*, 1er février 1957 ; «"… wenig gewöhnt an unsern Lebensrhythmus"», *Vorwärts*, 15 février 1957 ; «Gespräche mit ungarischen Flüchtlingen. Viele Irregeführte und Desillusionierte wollen zurück in ihre Heimat», *Vorwärts*, 18 octobre 1957 ; «Ungarische Flüchtlinge wieder daheim», *Vorwärts*, 24 janvier 1958.

d'autre que travailler et dormir. »[181] Beaucoup ne sont pas habitués à travailler pour des privés, d'où, estime le *Vorwärts*, leur difficulté à accepter les ordres de riches patrons. La pénibilité du travail et la longueur des journées sont également mentionnées. Quant au salaire, des Hongrois disent gagner moins que les Suisses et les loyers, les impôts, les assurances, sont jugés hors de prix. La culture demeurerait inaccessible à beaucoup d'entre eux. Le déclassement professionnel ou les « *promesses non tenues* » sont aussi vus comme des motifs d'explication des retours par les communistes suisses. D'une manière plus marginale, on relève la difficulté de se faire aux langues et aux coutumes. Enfin, un élément que nous avons déjà rencontré dans la presse hongroise, également présent dans les analyses de la presse non communiste : l'isolement dont souffriraient les réfugiés les pousserait à se tourner vers la Hongrie[182]. Si, comme dans la presse hongroise, le mot « racisme » n'apparaît jamais, il est décelable dans deux analyses du *Vorwärts* qui explique que certains réfugiés se sentent « *défavorisés* » ou « *méprisés* », comme des « *êtres inférieurs* », des « *étrangers* », ou comme « *pas du pays* »[183].

Deuxième *leitmotiv* : les obstacles qui seraient mis sur la route de celles et ceux qui veulent retourner de l'autre côté du Rideau de fer. Le *Vorwärts* ne cesse de dénoncer les « *"Lumières"* »[184] dispensées par le DFJP et le camp bourgeois à celles et ceux qui expriment le souhait de rentrer en Hongrie. Elle remarque un élément que nous avons effectivement constaté : les privilèges accordés à celles et ceux qui hésitent à rentrer, et critique la « *mauvaise foi* » des acteurs de l'accueil qui racontent des « *mensonges* » aux réfugiés pour qu'ils ne rentrent pas. Ces menaces n'auraient rien à voir avec des préoccupations humanitaires et entreraient en contradiction avec la neutralité suisse[185].

---

[181] « Gespräche mit ungarischen Flüchtlingen. Viele Irregeführte und Desillusionierte wollen zurück in ihre Heimat », *Vorwärts*, 18 octobre 1957.

[182] « Brief aus dem Baselbiet », *Vorwärts*, 8 février 1957 ; « Valais. Malgré les journaux bourgeois, la vérité se fait jour », *Voix ouvrière*, 16 février 1957 ; « Même à pied nous retournerons en Hongrie », *Voix ouvrière*, 16 février 1957 ; « Gespräche mit ungarischen Flüchtlingen. Viele Irregeführte und Desillusionierte wollen zurück in ihre Heimat », *Vorwärts*, 18 octobre 1957 ; « Ungarische Flüchtlinge wieder daheim », *Vorwärts*, 24 janvier 1958.

[183] « 700 Ungarnflüchtlinge bereits heimgekehrt », *Vorwärts*, 5 avril 1957 ; « Gespräche mit ungarischen Flüchtlingen. Viele Irregeführte und Desillusionierte wollen zurück in ihre Heimat », *Vorwärts*, 18 octobre 1957.

[184] « 700 Ungarnflüchtlinge bereits heimgekehrt », *Vorwärts*, 5 avril 1957.

[185] « Gespräche mit ungarischen Flüchtlingen. Viele Irregeführte und Desillusionierte wollen zurück in ihre Heimat », *Vorwärts*, 18 octobre 1957 ; « 700 Ungarnflüchtlinge bereits heimgekehrt », *Vorwärts*, 5 avril 1957 ; « St-Galler Brief », 4 janvier 1957 ; « Flüchtlingsnöte »,

Enfin, en opposition aux difficultés rencontrées en Suisse, les deux journaux mettent en évidence les acquis en Hongrie comme les huit heures réglementaires et la pause de midi rémunérée[186]. Le PdT se bat alors pour la semaine de quarante-quatre heures en Suisse. Dans une longue analyse qui compile des témoignages de rapatriées et rapatriés, le *Vorwärts* rapporte la prise de conscience d'un Hongrois au Canada. Ce dernier explique que l'amélioration générale des conditions sociales en Hongrie ces dernières années a fait que les Magyars ont élevé leurs exigences. Selon lui, beaucoup d'entre eux, qui ne se considéraient pas du tout comme des partisans du régime, se posent aujourd'hui la question : « *Suis-je devenu communiste ?* », car ils regretteraient le système qu'ils ont quitté[187]. Toujours dans le cadre de portraits de rapatriées et rapatriés, le *Vorwärts* rapporte à deux reprises qu'en Hongrie le congé maternité est payé à 100 % et dure plusieurs mois. Les frais liés à la grossesse et la maternité sont entièrement pris en charge par l'État, de même que les frais médicaux en général. Les allocations familiales sont en outre bien plus généreuses qu'en Suisse. La *Voix ouvrière* rapporte les propos de jeunes Hongrois :

> « *Sans doute, tout n'est pas parfait en Hongrie, mais celui qui travaille avait de quoi se nourrir.* […] *Vous pouvez le dire qu'en Hongrie, c'est l'homme qui compte. On fait tout pour sa santé. Ici, c'est tout le contraire.* »[188]

Par rapport à la presse hongroise, nous constatons quelques menues différences. La *Voix ouvrière* et le *Vorwärts* ne parlent quasiment pas du mal du pays, peu de la vie des rapatriées et rapatriés après le retour et pas du tout du rôle de la diaspora hongroise d'avant 1956 dans les entraves au retour. En revanche, on est encore plus bavard et précis sur les dysfonctionnements du système suisse.

Un tout autre son de cloche résonne dans la presse non communiste à la même époque.

Vorwärts, 18 janvier 1957 ; « "… wenig gewöhnt an unsern Lebensrhythmus" », *Vorwärts*, 15 février 1957 ; « Ungarische Flüchtlinge wieder daheim », *Vorwärts*, 24 janvier 1958.

186 « Gespräche mit ungarischen Flüchtlingen. Viele Irregeführte und Desillusionierte wollen zurück in ihre Heimat », *Vorwärts*, 18 octobre 1957 ; « Ungarische Flüchtlinge wieder daheim », *Vorwärts*, 24 janvier 1958.

187 « Ungarische Flüchtlinge wieder daheim », *Vorwärts*, 24 janvier 1958.

188 « Même à pied nous retournerons en Hongrie », *Voix ouvrière*, 16 février 1957.

6.6 Le paradis se mérite

La vision de la presse suisse…

Si les rapatriements occupent une place relativement importante dans les colonnes des journaux d'obédience communiste, il en va tout autrement dans la presse bourgeoise ou sociale-démocrate, où les interprétations de ces retours de migration se distillent au compte-gouttes. Est-ce de l'indifférence, de l'incompréhension ou un tabou – les rapatriements s'apparentant à un phénomène peu flatteur pour la Suisse ? Probablement un peu des trois. Parmi les journaux que nous avons consultés, seuls deux articles de fond sont entièrement consacrés au rapatriement de Hongroises et Hongrois depuis la Suisse[189]. Le premier est un reportage du magazine *Die Woche* réalisé par le photographe Rob Gnant dans le camp pour rapatriés à St. Margrethen en février 1957 (Fig. 4). Le second est un résumé des motifs de retour basé sur une expertise de la Division de police de 1959[190].

Quelques interprétations des rapatriements apparaissent néanmoins dans les colonnes qui documentent l'accueil des réfugiées et réfugiés hongrois en Suisse. Comment la presse explique-t-elle ces retours ? Les focales divergent de celles de la presse communiste. Nous pouvons les répartir en trois groupes : l'appel au retour, le profil des rapatriées et rapatriés (deux éléments quasiment absents des analyses de la presse d'extrême gauche) et troisièmement, un élément déjà mentionné mais abordé de manière tout autre par la presse bourgeoise, les difficultés rencontrées en Suisse.

Un premier type de discours particulièrement présent dénonce l'exhortation au retour du régime Kádár, une propagande perçue comme la cause principale du rapatriement de réfugiées et réfugiés. Le 30 novembre 1956, la *NZZ* dénonçait déjà : « *Le gouvernement hongrois se donne beaucoup de mal pour endiguer la vague d'émigration.* […] *Parallèlement, Budapest s'emploie à pousser les réfugiés au retour.* »[191] En

[189] Outre les journaux habituellement feuilletés (*L'Illustré*, *La Feuille d'avis de Lausanne*, *L'impartial*, *La Feuille d'avis de Neuchâtel*, *La Liberté*, *Le Journal de Genève*, *Die Tat*, *Neue Zürcher Zeitung*, *Ostschweiz*), nous avons glané quelques articles dans un fonds du Département politique : CH-BAR# E2200.50-01#1969/84# 112*.

[190] « Warum kehren Ungarnflüchtlinge heim », *St Galler Tagblatt*, 3 janvier 1959. Comme il s'agit d'un article issu d'un rapport d'une collaboratrice de la Division de police, nous l'aborderons dans le sous-point suivant qui porte sur la vision des expertes et experts.

[191] « Die Massenflucht aus Ungarn », *Neue Zürcher Zeitung*, 30 novembre 1956.

avril 1957, *L'Illustré* interprétait « *le chantage des lettres familiales écrites sous dictée de la police en Hongrie* » comme un motif majeur de rapatriement[192]. On dénonce régulièrement la fausseté de ces « *appels de* […] *parents, père ou mère soi-disant gravement malade* », tout comme on vilipende les agissements de la légation pour « *gagner* » des rapatriés[193]. Face à cette campagne, les autorités suisses seraient impuissantes : elles peuvent « *mettre en garde mais en aucune façon empêcher le départ* »[194]. Si, contrairement au *Vorwärts* et à la *Voix ouvrière*, les journaux ne transmettent jamais précisément les conditions de l'amnistie, ils relèvent que certains réfugiés rentrent pour éviter d'être dépossédés ou par peur des conséquences de leur dissidence sur la vie de leurs proches[195]. Ces éléments qui servent le message anticommuniste sont évidemment absents des analyses du *Vorwärts* ou de la *Voix ouvrière*. Le thème du rapatriement apparaît donc comme un moyen de dénoncer les agissements du régime Kádár. Une analyse de *Die Tat* qui, pour une fois, donne la parole aux réfugiées et réfugiés, résume :

> « *Quelques jeunes gars m'expliquaient, les larmes aux yeux, qu'ils auraient en Suisse de bons emplois et de bons revenus, mais qu'il est de leur devoir de soutenir leurs parents en Hongrie, lesquels subissent la pression des communistes. "On leur reprend leur appartement et si je ne reviens pas, ils ne reçoivent plus la petite pension et ils se retrouvent complètement démunis". "Mon père écrit que la mère allait mourir de chagrin, si je ne revenais pas". C'étaient là des explications de très jeunes gens et il nous est malheureusement impossible de vérifier si de telles lettres avaient été écrites directement sous la menace. Évidemment, nous avons essayé de leur faire comprendre ce qu'il se passerait en cas de retour, mais les gars pensaient quand même échapper à la rétorsion d'une manière ou d'une autre.* »[196]

---

192 « Beaucoup s'en vont », *L'Illustré*, 4 avril 1957.

193 « "Generalstabschef" der Flüchtlinge. Wir sprechen mit Dr. Reynold Tschäppät », *PTT Union*, 18 janvier 1957 ; « Die ungarischen Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 7 février 1957 ; « Das Leben der Ungarnflüchtlinge in Schaffhausen », *Schaffhauser Nachrichten*, 15 février 1957 ; « Les réfugiés hongrois à La Chaux-de-Fonds », *L'Impartial*, 2 mai 1957.

194 « Les réfugiés hongrois à La Chaux-de-Fonds », *L'Impartial*, 2 mai 1957.

195 « Problème résolu », *Feuille d'avis de Lausanne*, 16 janvier 1957 ; « Ungarische Frauen im Rampenlicht », *Berner Tagblatt*, 14 février 1957 ; « Malgré de nombreuses difficultés, dix mille Magyars s'adaptent peu à peu à nos conditions de vie », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 7 février 1957 ; « Unsere Aufgabe ist nicht beendet », *Die Tat*, 31 mars 1957 ; « Erfahrungen mit den Ungarnflüchtlinge », *Die Tat*, 8 février 1957.

196 « Blick in ein Betreuungslager ungarischer Flüchtlinge », *Die Tat*, 28 janvier 1957.

Les journaux ont donc tendance à se focaliser sur la « perfidie » de l'appel au retour. Ils interprètent presque constamment les retours à la lumière de cette propagande et décrivent volontiers les rapatriés comme des personnes « bernées » par la campagne. Outre les avertissements à dispenser aux réfugiés pour éviter qu'ils ne rentrent, certains commentaires préconisent leur (bonne) intégration comme remède aux rapatriements. La *NZZ* souligne régulièrement l'importance de cette intégration (cours de langue, conférences sur « *notre* » pays, suivi individualisé, etc.). Si on ne met pas en place de telles mesures, avertit-elle en janvier 1957, « [il peut] *arriver qu'ils se sentent* […] *à tel point abandonnés qu'ils souhaitent rentrer en Hongrie malgré tous les dangers…* »[197]

Un an après l'arrivée des premiers Hongroises et Hongrois, la *NZZ* laisse entendre que ces appels incessants du régime perturbent leur intégration[198]. Durant l'été 1958, lors de la polémique autour de délits perpétrés par des réfugiés hongrois, cette question refait surface. Une assemblée est alors convoquée à Zurich par la Fédération des associations hongroises et l'Union syndicale suisse pour enrayer un problème jugé préoccupant : le chômage parmi les réfugiées et réfugiés hongrois qui serait dû, entre autres, à un déficit d'image de ces derniers auprès des employeurs. Le communiqué rend compte d'un double danger :

> « *Il est regrettable que des* […] *mauvaises expériences avec les travailleurs hongrois soient généralisées et que pour cette raison, de nombreux braves gens doivent rester sans revenu. La détresse de ces chômeurs est grande et il demeure le danger que des réfugiés décident, précisément à cause de cette détresse, de retourner en Hongrie, là où – contrairement à ce qu'assurent les agents de Kadar – un destin amer les attend.* »[199]

Dans ce type d'articles, le rapatriement est perçu autant comme un péril que comme une sorte d'échec qui fait l'affaire de la propagande communiste.

Un deuxième groupe de motifs de rapatriement avancé par la presse suisse a trait aussi bien au profil des réfugiées et réfugiés (et plus particulièrement aux

---

[197] W. R., « Die Eingliederung der ungarischen Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 23 janvier 1957. L'article est également repris dans le *St. Galler Tagblatt*, 23 janvier 1957.
[198] « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957.
[199] « Die Probleme der ungarischen Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 11 juillet 1958. L'USS ouvre alors une permanence pour les Hongrois au chômage. L'article dénonce l'instrumentalisation des « *malentendus* » par des agitateurs communistes et préconise des mesures comme l'abandon de demande de caution ou l'obtention facilitée du permis d'établissement pour ceux qui font preuve « *d'un bon comportement* ».

rapatriées et rapatriés) qu'aux raisons ou aux circonstances de leur fuite vers l'Ouest. Il arrive que la presse fasse mention de la jeunesse d'une majorité des candidats au retour dont le déficit de maturité les empêcherait de considérer les dangers qu'ils encourent[200]. Certains commentaires laissent entendre que beaucoup de fugitifs étaient peut-être partis très (trop) rapidement sous l'effet de la panique à la suite de l'Insurrection. *L'Illustré* voit le rapatriement comme le « *retour à l'acceptation de leur destin après la peur panique de novembre 1956* »[201], alors que *L'Impartial* interprète : « *Certains sont venus presque malgré eux, entraînés par le courant.* »[202] On suppose également que certains hommes sont partis sans leur famille dans l'espoir de la faire venir par la suite ; ce vœu non réalisé, ils se seraient résignés à prendre le chemin du retour[203]. Autre interprétation assez isolée et selon nous erronée, celle proposée par la *Gazette de Lausanne*. Le journal constate un taux de retours assez haut en Suisse : 7 % en octobre 1957 par rapport aux 4 % de retour depuis la France où le sort des Hongrois ne serait pourtant « *pas toujours enviable* » :

> « *L'explication de ce fait est simple : la Suisse a ouvert la première ses portes devant le flot de réfugiés et les premiers transports contenaient beaucoup de "faux réfugiés", c'est-à-dire des communistes qui fuyaient la révolution victorieuse. Ceux-ci, une fois "le danger" passé, retournèrent.* »[204]

Il n'est pas rare que la presse dépeigne de manière assez négative ces revenantes et revenants. Pour le quotidien socialiste *La Sentinelle*, il s'agirait en majorité d'« *éléments indisciplinés* » qui choisissent le rapatriement pour « *se soustraire au contrôle de la police en Suisse* »[205].

---

[200] W. R., « Die Eingliederung der ungarischen Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 23 janvier 1957 ; « Blick in ein Betreuungslager ungarischer Flüchtlinge », *Die Tat*, 28 janvier 1957.

[201] « Beaucoup s'en vont », *L'Illustré*, 4 avril 1957.

[202] « Les réfugiés hongrois à La Chaux-de-Fonds », *L'Impartial*, 2 mai 1957.

[203] « Les réfugiés hongrois en Suisse », *La Sentinelle*, 17 mars 1959.

[204] « Les réfugiés dans le miroir de la statistique », *Gazette de Lausanne*, 26-27 octobre 1957. Notre analyse quantitative a montré qu'il n'y a proportionnellement pas plus de rapatriées et rapatriés dans le premier contingent que dans les autres : Robert Tiphaine, *Des migrant·e·s et des revenant·e·s. Une histoire des réfugié·e·s hongrois·es en Suisse (1956-1963)*, thèse de doctorat en histoire contemporaine, Université de Fribourg (Suisse), Annexe M14 : « Réfugiées et réfugiés ; rapatriées et rapatriés selon le contingent d'arrivée ».

[205] « Les réfugiés hongrois en Suisse », *La Sentinelle*, 17 mars 1959.

Enfin, le troisième type d'interprétation des rapatriements : le retour comme conséquence d'un mal-être dans le pays d'accueil. Selon les journalistes, celui-ci peut provenir du mal du pays, du manque des proches, d'une non-intégration, de difficultés rencontrées en Suisse, de déceptions. Certains articles pointent également l'absence de liens sociaux et les difficultés de s'intégrer[206]. Nous avons vu que de nombreux appels sont distillés dans la presse justement pour que les Suisses s'ouvrent aux réfugiés et leur offrent plus que de la charité. Un seul article de notre échantillon fait le lien entre la « *froideur* » présumée des Occidentaux ou des Suisses et le rapatriement de réfugiées et réfugiés. Il s'inscrit dans un moment précis, au printemps 1957, lors de l'appel à la remobilisation voulue par le camp bourgeois après les premiers hiatus apparus dans la presse. *L'Impartial* rapporte ainsi que 18 000 Hongrois seraient rentrés. « *Leurs motifs ? "Vous nous avez donné des couvertures, des pullovers, des baraques. Mais vous ne nous laissez pas pénétrer dans vos cœurs ni dans vos maisons. Nous sommes toujours restés des étrangers, c'est pourquoi nous partons"* »[207]. Le phénomène de déception ressort des commentaires sur les rapatriements : déception liée aux conditions de travail jugées trop dures, mais surtout liée au salaire qu'on imaginait mirobolant[208]. À travers le portrait de l'une de ces revenantes et revenants, *Die Woche* résume :

> « *Elle s'était imaginé le "Paradis capitaliste" autrement. Des fausses représentations de la vie à l'Ouest l'avaient poussée à fuir vers l'Ouest libre. Elle fut très étonnée lorsqu'elle a dû prendre conscience que la "voiture pour tous" demeure, aussi en Suisse, un rêve.* »[209]

À première vue, ce texte a l'air d'une analyse de la presse communiste. Mais là où un article de la *Voix ouvrière* ou du *Népszabadság* arguerait que les réfugiés sont des victimes de la propagande de Radio Free Europe qui leur

---

[206] « Malgré de nombreuses difficultés, dix mille Magyars s'adaptent peu à peu à nos conditions de vie », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 7 février 1957 ; « Les réfugiés dans le miroir de la statistique », *Gazette de Lausanne*, 26-27 octobre 1957 ; « Blick in ein Betreuungslager ungarischer Flüchtlinge », *Die Tat*, 28 janvier 1957.

[207] « Les réfugiés hongrois à La Chaux-de-Fonds », *L'Impartial*, 2 mai 1957.

[208] « Erfahrungen mit den Ungarnflüchtlinge », *Die Tat*, 8 février 1957 ; « Beaucoup s'en vont », *L'Illustré*, 4 avril 1957 ; « Les réfugiés hongrois à La Chaux-de-Fonds », *L'Impartial*, 2 mai 1957 ; « Les réfugiés dans le miroir de la statistique », *Gazette de Lausanne*, 26-27 octobre 1957 ; « Les réfugiés hongrois en Suisse », *La Sentinelle*, 17 mars 1959 ; « Le problème des réfugiés », *La Liberté*, 7 février 1957.

[209] « Auszug aus dem falsch verstandenen Paradies. 249 Ungarn in der Schweiz wählten die Kadar-Herrschaft », *Die Woche*, 11 février 1957.

aurait vendu la vie facile de « *l'Ouest doré* », *Die Woche* pointe du doigt… le régime communiste : « *Le communisme a éduqué les jeunes dans la croyance d'un paradis terrestre.* […] *La déception fut grande.* »[210]

Die Woche est un magazine hebdomadaire illustré qui accueille de grands noms du photojournalisme suisse. Ses reporters privilégient les sujets sociaux et d'actualité. Dépendant d'une maison d'édition d'obédience catholique, le magazine ne peut cependant proposer des analyses véritablement indépendantes, surtout lorsque la guerre froide entre en ligne de compte. Auteur des photographies du reportage sur les candidates et candidats au retour à St. Margrethen, Rob Gnant témoignera des années plus tard de ce « *tabou* » en évoquant, à titre d'exemple, un reportage sur une délégation de femmes soviétiques de passage en Suisse, lequel n'a jamais pu être publié en raison de la censure de la direction du magazine. Il n'était pas question de présenter les régimes communistes sous un bon jour[211]. Au printemps 1957, le reportage sur les revenantes et revenants déçus de la Suisse, s'aligne sur ce principe (Fig. 4).

Son texte très anticommuniste a été rédigé par un certain Tibor Kovacs, un Hongrois probablement exilé avant 1956. Dans *Die Woche* – qui rejoint d'autres journaux dans leur analyse –, le rapatriement représente un échec dont les réfugiés seraient les premiers responsables, parce qu'« *asociaux et incapables de s'adapter* »[212]. Cette vision n'était pas celle du *Vorwärts* ou de la *Voix ouvrière* qui cherchaient d'autres facteurs, comme les (mauvaises) conditions de travail en Suisse. La légende de l'une des photos de *Die Woche* qui représente un enfant dans les bras de sa mère souligne l'erreur que les réfugiés seraient en train de faire : « *Toi petit, tu ne sais pas encore ce que signifie : Liberté. Ta mère t'emmène vers ton pays où tu n'apprendras jamais le sens d'un mot souvent mal utilisé "Liberté".* »[213] Malgré sa ligne résolument humaniste, *Die Woche* n'est pas tendre avec les candidats au retour et insiste sur les « *fausses illusions* » qu'ils se seraient faites sur la Suisse. Sur un ton particulièrement moralisant, l'auteur de l'article juge :

> « *Le fait que 249 d'entre eux se sont décidés à rentrer dans leur pays, administré par les Soviets de manière draconienne, peut d'abord paraître étonnant. Mais*

[210] « Auszug aus dem falsch verstandenen Paradies. 249 Ungarn in der Schweiz wählten die Kadar-Herrschaft », *Die Woche*, 11 février 1957.

[211] Pfrunder Peter, Gasser Martin, *Fokus 50er Jahre, Yvan Dalain, Rob Gnant und « Die Woche »*, Zurich : Limmat Verlag, 2003, p. 157 et 161.

[212] « Auszug aus dem falsch verstandenen Paradies. 249 Ungarn in der Schweiz wählten die Kadar-Herrschaft », *Die Woche*, 11 février 1957.

[213] « Auszug aus dem falsch verstandenen Paradies. 249 Ungarn in der Schweiz wählten die Kadar-Herrschaft », *Die Woche*, 11 février 1957.

Die letzten heimkehrwilligen Ungarn aus der Schweiz, 79 an der Zahl, werden von Soldaten des Betreuungsdetachements auf den Bahnhof von St. Margrethen geführt. Einige von ihnen haben ein rot-weiß-grünes Abzeichen an den Rockaufschlag geheftet, werden sie es auch in Ungarn tragen, wo Hammer und Sichel wieder den Platz der nationalen Embleme eingenommen haben? Sie behaupten es . . .

Du Kleiner, du weißt noch nicht, was das bedeutet: Freiheit. Deine Mutter führt dich in die Heimat zurück, wo du den wahren Sinn des viel mißbrauchten Wortes »Freiheit« nie lernen wirst (Bild unten, bei der Verteilung des Reiseproviants). – Ein 14jähriger Knabe, Joska, reist auch nach Ungarn zurück (Bild oben). Aus eigenem Entschluß. Seine Mutter, die zusammen mit seinen neun Geschwistern in Ungarn geblieben war, hat ihn in mehreren Briefen angefleht, heimzukehren. Aber etwas anderes hat ihn bewogen, diesen folgenschweren Schritt zu tun: Zusammen mit andern Ungarkindern arbeitete er in einer Lausanner Metzgerei. Eines Tages wurde eine Kleinigkeit gestohlen; ein jüngerer Gefährte Joskas war der Dieb. Da dieser sich nicht meldete, wurden alle Kinder kollektiv mit Arrest bestraft. In seiner kindlichen Ehre gekränkt, beschloß Joska, sich für die Heimschaffung anzumelden. Möge dieser Ehre in der Heimat nie beklommenen widerfahren, stolzer kleiner Joska!

249 Ungarn in der Schweiz wählten die Kadar-Herrschaft

Aufnahmen Rob Gnant
Interview Tibor Kovacs

Budapest

Die Woche Nr. 7 vom 11-17.2.1957

Auszug aus dem falsch verstandenen Paradies

11 000 flüchtige Ungarn fanden in der Schweiz Aufnahme. Daß sich nun 249 von ihnen entschlossen haben, nach ihrem von den Sowjets drakonisch verwalteten Heimatland zurückzukehren, mag zunächst erstaunen. Aber im Grunde genommen ist nichts Außergewöhnliches daran. Die Schweiz und der Westen überhaupt behaupteten nie, die freie Welt sei mit einem Paradies gleichzusetzen. Die Vorteile und Wohltaten der Freiheit müssen, wie alle irdischen Gaben, erarbeitet und verdient werden. Einige Ungarn – allerdings eine verschwindende Minderheit, muß man sagen, wenn man den Prozentsatz von etwas weniger als zweieinhalb ausgerechnet hat – kehren nun zu dem zurück, wovor sie vor zehn Wochen geflohen sind, zum kommunistischen Arbeiter-»Paradies«. Dieser Entschluß läßt sich, wenn nicht rechtfertigen, so doch wenigstens erklären: Der Kommunismus hatte die jungen Leute im Glauben an ein irdisches Paradies erzogen. Als sie es im Herrschaftsbereich der Sowjets nicht verwirklicht sahen, hofften sie, es im freien Westen zu finden. Die Enttäuschung war groß. Selbstverständlich sind unter den 249 Heimkehrern auch solche, die unter jedem Regime mit den bestehenden Institutionen in Konflikt geraten, weil sie eben asozial und nicht anpassungsfähig sind. Da ist zum Beispiel der Fall des György Ban, eines ehemaligen Sprechers von Radio Budapest, den unser ungarischer Mitarbeiter vor der Abfahrt im Bahnhof St. Margrethen interviewt hat. György Ban ist nie Freiheitskämpfer gewesen. Am ersten Tag der ungarischen Revolution verließ er seinen Posten, um nicht für die Aufständischen arbeiten zu müssen. Nach der Unterdrückung der Revolution trat er wieder in den Dienst der Sowjets, mußte aber von ihnen mehrmals Rügen entgegennehmen, weil er zu oft und zu tief ins Glas geschaut hatte. Aus beleidigtem Ehrgefühl warf er seinen Herren den Bettel vor die Füße, stotterte in seiner Wut etwas Antikommunistisches und mußte untertauchen. Abgekürzt kann man seine Geschichte folgendermaßen formulieren: Aus Jähzorn geriet er in die Bahn des flüchtigen, antikommunistischen Patrioten. Auf die Frage unseres Mitarbeiters, wie er sich nach seiner Rückkehr nach Ungarn wieder die Gunst der Sowjets erkaufen wolle, sagte György Ban kaltlächelnd: »Ich werde ihnen erzählen, daß ich immer ein treuer Kommunist war!« Und er wird nicht lügen . . .

Sie hatte sich das »kapitalistische Paradies« anders vorgestellt. Falsche Vorstellungen vom Leben im Westen hatten sie bewogen, nach der freien Welt zu fliehen. Sie war ganz erstaunt, als sie feststellen mußte, daß »das Auto für jedermann« auch in der Schweiz ein Wunschtraum bleiben muß. – Es ist eben nicht zu übersehen, daß der kommunistische Materialismus da und dort – zum Glück nur in seltenen Fällen – auch die Gesinnung von Flüchtlingen so beeinflußt hat, daß sie die geistigen Werte der freien Welt nicht zu schätzen wissen und infolge materieller Unzulänglichkeiten am Westen ire werden.

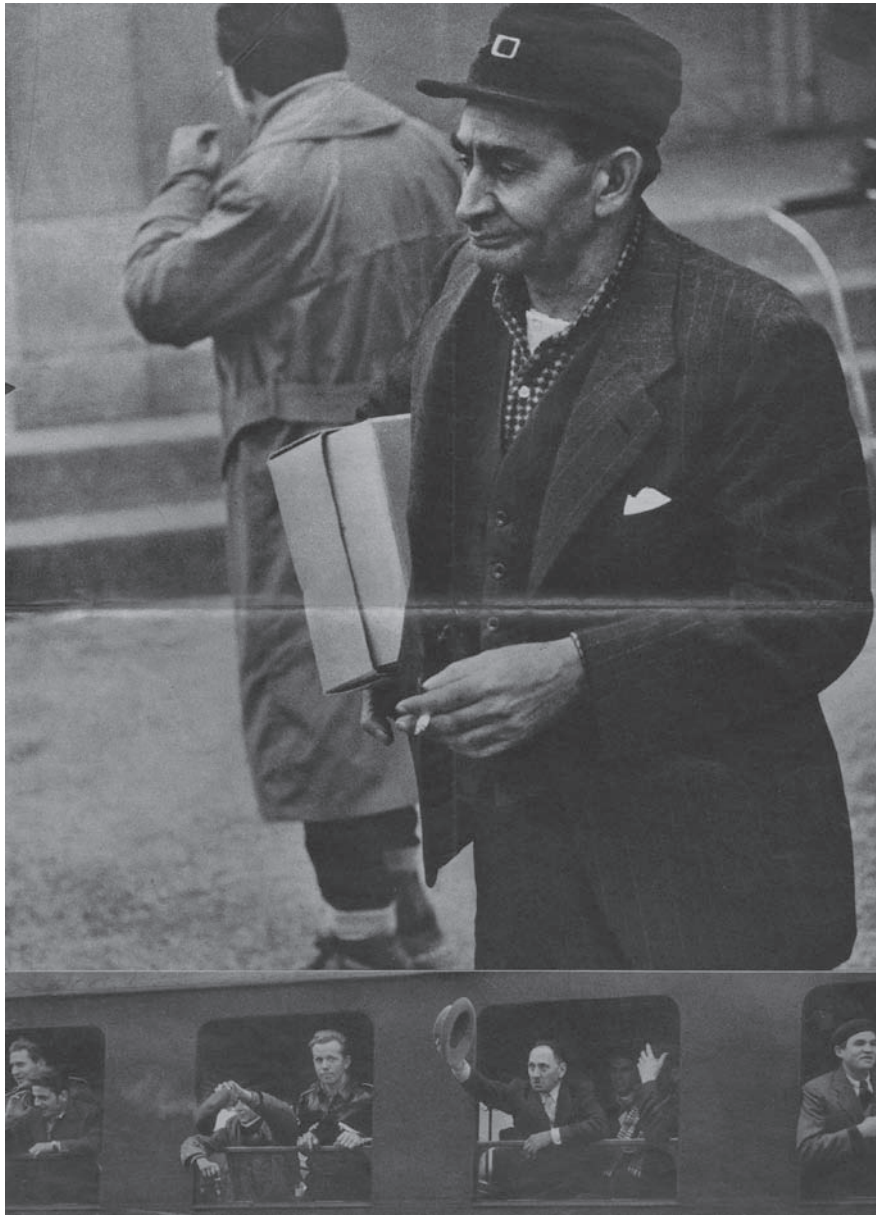
Der Inhalt von Koffern und Paketen bildet hoffentlich nicht das einzige gute Andenken an den Westen, das die Ungarn aus der Schweiz mit nach Hause nehmen. Er möge ihnen aber über die Schwierigkeiten der ersten Zeit in ihrer wirtschaftlich ruinierten Heimat hinweghelfen. Der Verkauf von einem Kilo Kaffee auf dem schwarzen Markt in Ungarn bringt 1000 Forint ein, und das langt für den Lebensunterhalt während eines Monates.

Die Arbeit war ihm zu schwer. Dieser Mann beschwert sich, man hätte ihm in der Schweiz zugemutet, in einer Maschinenfabrik zu arbeiten. Dafür sei er nicht nach dem Westen geflohen . . . Er hat sich wohl keine Gedanken darüber gemacht, als was man ihn im Ungarn Kadars anstellen wird. Nach neuesten Berichten leidet das Land unter Arbeitslosigkeit. – Ein anderer Rückkehrer, den wir begreiflicherweise nicht photographiert haben, verriet uns, er reise nur deshalb nach Ungarn zurück, um von neuem zu fliehen, diesmal mit Frau und Kind, die beim ersten Fluchtversuch von den Russen erwischt worden waren.

Der Zug hat sich in Bewegung gesetzt und verläßt den Bahnhof von St. Margrethen. In Buchs werden die beiden Wagen mit den heimkehrenden Ungarn für die Fahrt durch Österreich verriegelt und erst wieder an der ungarischen Grenze geöffnet werden. Mögen die Reisenden in ihrer Heimat nicht ein zweites Mal enttäuscht werden . . .

Eidg. Politisches Departement
Information und Presse

Fig. 4. « Auszug aus dem falsch verstandenen Paradies. 249 Ungarn in der Schweiz wählten die Kadar-Herrschaft », *Die Woche*, 11 février 1957, Archives fédérales, Berne.



au fond, il n'y a rien d'extraordinaire là-dedans. La Suisse et l'Ouest n'ont jamais affirmé que le monde libre soit comparable au paradis. Les avantages et les bienfaits de la liberté doivent, comme tout don terrestre, s'acquérir à la sueur de son front et se mériter. »[214]

Cet article révèle un mépris face à ces personnes qui ne seraient pas capables de rentabiliser la chance qu'elles ont eue d'arriver en Suisse. Le discours du «*paradis qui se mérite*» offre un fort contraste avec les interprétations du *Vorwärts* et de la *Voix ouvrière* qui clament que la Suisse n'a rien d'un paradis.

Cette analyse sera reprise de manière légèrement différente quelques années plus tard par la frange la plus anticommuniste de Suisse. Le journal du politicien bernois Peter Sager, *Der Klare Blick*, consacre en 1963 un dossier sur les émigrants des pays communistes et sur le retour d'une partie d'entre eux vers la dictature communiste. Il explique le taux relativement élevé de retours au sein de l'émigration de 1956 par le fait que, contrairement aux Allemands de l'Est par exemple qui n'expérimentaient pas de grand décalage en arrivant en RFA, les Hongrois devaient fournir, selon le journal, de grands efforts pour s'adapter. Réussir ce pari, interprète *Der Klare Blick*, ne serait pas donné à tout le monde[215].

…et le regard expert

Jusque-là, nous avons abordé des analyses visibles dans le domaine public. Mais que disent les personnes impliquées dans le suivi des Hongroises et Hongrois au sujet des rapatriements ? Nous avons traqué les études souvent confidentielles des responsables de l'accueil ainsi que des expertises plus tardives. Outre les sources administratives, les mémoires de fin d'études en travail social documentent l'arrivée des réfugiées et réfugiés. Leurs autrices – il s'agit exclusivement de femmes – demeurent assez avares en commentaires sur le phénomène du rapatriement, perçu comme marginal[216]. Certains motifs mentionnés sont analogues à ceux relevés par la presse. D'autres ne ressortent

[214] « Auszug aus dem falsch verstandenen Paradies. 249 Ungarn in der Schweiz wählten die Kadar-Herrschaft », *Die Woche*, 11 février 1957.

[215] « Kadars Kniffe mit der Emigration », *Der klare Blick*, 14 août 1963.

[216] Il est possible aussi que les étudiantes n'aient pas connaissance du phénomène. Généralement, elles composent un échantillon et réalisent des interviews avec les réfugiées et réfugiés ou leur envoient des questionnaires. Celles et ceux qui sont rentrés en Hongrie n'entrent donc pas en ligne de compte. Elles abordent çà et là la question en donnant surtout toutes les raisons pour

nullement dans les journaux. Nous avons choisi de les traiter de manière chronologique plutôt que thématique, car les interprétations semblent s'affiner avec le temps.

Dans l'immédiat de 1956, quelques rares commentaires filtrent dans les rapports confidentiels. En janvier 1957, un rapport du chef suppléant de la Division de police Oscar Schürch adressé au conseiller fédéral Markus Feldmann mentionne pour la première fois le fait qu'une « *série de réfugiés exprime le souhait de rentrer en Hongrie* »[217]. Les raisons de ces retours ne seraient « *pas univoques* ». Il en émet deux principales : le souhait de retourner vers les proches restés en Hongrie et le mal-être ressenti dans un environnement étranger. En mars 1957, Reynold Tschäppät, le responsable de la Section « réfugiés » de la Division de police, note de manière confidentielle que certains réfugiés se sont décidés à rentrer « *quand ils ont vu qu'ils ne pouvaient pas simplement faire ce qu'ils voulaient mais qu'ils devaient s'insérer dans un certain ordre, certes libéral* »[218]. Pendant cette première phase, les rares commentaires mettent surtout en avant à la fois le mal du pays et les difficultés rencontrées en Suisse.

Au printemps 1958 – alors qu'on dénombre trente à trente-cinq rapatriements par mois – les responsables des œuvres d'entraide suisses estiment la question suffisamment importante pour la mettre à l'ordre du jour de leur réunion au sein de l'OCSAR. On invite même Anita Buss, la collaboratrice du DFJP chargée d'auditionner les candidates et candidats au retour pour qu'elle transmette son analyse. Elle précise d'abord que si le gros des retours a surtout eu lieu pendant les délais de l'amnistie, des réfugiés se présentent encore régulièrement à la légation hongroise pour retourner dans leur patrie. Contrairement aux analyses fournies dans la presse suisse non communiste, Anita Buss met presque exclusivement en évidence des motifs liés aux difficultés rencontrées en Suisse. En tête, le découragement. Certaines personnes, voyant leur situation matérielle et professionnelle stagner, estiment selon elle que les efforts à fournir pour s'« *assimiler* » et améliorer leur destin sont trop grands. D'autres sont dans une situation financière difficile. Elle explique en outre que certaines personnes, menacées ou sous le coup d'une décision d'internement,

---

lesquelles les Hongroises et Hongrois *ne rentrent pas* chez eux. Voir par exemple : Zürni Heidi, *Ungarische Flüchtlingsmütter in der Schweiz…*, p. 45-46.

[217] Rapport d'Oscar Schürch à Markus Feldmann, p. 4, 14 janvier 1957, CH-BAR#E4001D*1973/125# 1434*.

[218] Reynold Tschäppät, Zur Frage der Aufnahme weiterer ungarische Flüchtlinge, 12 mars 1957 (destinataire inconnu), CH-BAR#E4280A#1998/296#191*.

préfèrent prendre le chemin de la Hongrie. Buss précise encore que parmi ces personnes, on trouve des femmes qui ne parviennent pas à obtenir un revenu suffisant parce qu'elles n'ont pas la possibilité de placer leur enfant dans une crèche ou un foyer de jour. Enfin, elle mentionne les familles entières qui décident de rentrer, parce qu'isolées et ne parvenant pas à joindre les deux bouts. Le seul facteur explicitement critique envers la société suisse est l'essoufflement de la population relevé par Buss : « *l'atmosphère de cordialité qui a entouré le réfugié hongrois au début a disparu.* »[219]

Qu'en est-il des deux autres groupes de motifs de rapatriements décelés dans la presse, ceux liés à l'attraction de la Hongrie et au profil des rapatriées et rapatriés ? Ils s'avèrent minoritaires dans l'analyse de la spécialiste. Tout juste Anita Buss relève que nombre de Hongrois sont partis « *en quête d'aventure* » ou sur un coup de tête et n'ont pas la volonté nécessaire pour faire leur vie ici.

Quelques dossiers de réfugiées et réfugiés de la Division de police malheureusement difficiles à localiser contiennent des notes à la main sur leurs motifs de retour, probablement rédigées par Anita Buss elle-même. Il est possible qu'elle ait pris ces notes lors d'entretiens avec des personnes prêtes à rentrer en Hongrie et en prévision de son intervention dans la réunion de l'OCSAR. Ses écrits sont donc particulièrement intéressants. Ils révèlent souvent des situations douloureuses. Pour l'un de ces réfugiés, Buss a noté que c'est le « *cœur lourd* » que cet homme d'une trentaine d'années décide de rentrer au pays face à l'impossibilité de mener une carrière en Suisse[220]. Les revenantes et revenants n'ont aucun intérêt à transformer la réalité, leur décision est prise et ils n'ont pas de comptes à rendre aux autorités suisses comme ils en auront en Hongrie. Ces personnes mettent en avant que les conditions de vie se valent des deux côtés du Rideau de fer. Parfois, la fonctionnaire note que la décision a été difficile à prendre. Elle relève par exemple au sujet d'un comédien probablement impliqué dans l'Insurrection de 1956 qui vivote en Suisse grâce à une place de machiniste dans un théâtre de Berne :

« [J.] *rentre* […], *la décision lui est lourde, mais il espère pouvoir quand même jouer en Hongrie, même si c'est en province.* »[221] Certaines raisons ne seront pas explicitement redites dans l'expertise transmise à la réunion de l'OCSAR et elles

[219] Protokoll der 7. Sachbearbeiterkonferenz der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, Berne, 16 mai 1958, AfZ-SFH : 571 (A).

[220] Annotation sur la déclaration de retour volontaire de G. H., 22 avril 1958, CH-BAR#E4264#2016/117 #.

[221] Note du 21 avril 1958, CH-BAR#E4264#2016/117 #.

sont souvent plurielles. Un mécanicien de Sulzer à Winterthour estime, d'après Buss, que la vie en Suisse n'est fondamentalement pas meilleure qu'en Hongrie :

> « [T.] *rentre parce qu'il trouve que la vie ici n'est pas meilleure, il a en outre un fils en Hongrie. Ses parents ont besoin de sa coopération. Il est parti parce qu'il avait toujours entendu comme la vie serait belle à l'étranger. Il s'est acheté une moto et rentre avec en Hongrie.* »[222]

Un paysan des environs du lac Balaton explique qu'il ne veut plus vivre à l'étranger et ne craint pas les mesures de rétorsion. Les motifs individuels (parents laissés en Hongrie) sont souvent complétés d'arguments économiques[223].

Quelques mois plus tard, à l'automne 1958, Anita Buss fournit un nouveau rapport cette fois-ci destiné aux autorités suisses (DFJP et DPF), apparemment soucieuses de connaître les motivations des candidats au rapatriement vers l'autre côté du Rideau de fer[224]. Cette expertise est publiée dans la presse mais de manière assez isolée[225]. L'autrice constate en préambule que le nombre des rapatriements a nettement reculé depuis juillet 1958, sans doute en raison des exécutions des meneurs de la Révolution, dont Imre Nagy et Pál Maléter. Cette nouvelle aurait fait l'effet d'un électrochoc parmi les réfugiées et réfugiés qui hésitaient à condamner unilatéralement le régime Kádár. Comme dans ses conclusions fournies à l'attention de l'OCSAR, la collaboratrice de la Division de police met l'accent sur les « *difficultés matérielles* » et les « *échecs* » rencontrés en Suisse qui poussent une partie des personnes à rentrer. Dans le rapport, elle relève qu'ils sont plus enclins à décrire en détail leurs raisons de retour que par le passé. L'autrice nomme différentes insatisfactions : le salaire jugé trop bas, les attentes suisses exagérées en matière de discipline et de rendement, la nécessité qui leur a été imposée en Suisse de vivre à la campagne, la situation immobilière. Enfin, certains se plaindraient « *même* » de « *l'attitude antipathique de la population* ». Dans le même ordre d'idée, elle relève que plus d'un réfugié se sent encore comme un « *corps étranger* » dans la société.

---

222 Note du 8 mai 1958, CH-BAR#E4264#2016/117 #.

223 Note du 28 avril 1958, CH-BAR#E4264#2016/117 #.

224 Anita Buss, Erfahrung mit ungarischen Rückwanderern in den letzten drei Monaten, 25 septembre 1958, CH-BAR# E2001E#1972/33#6808*.

225 Nous l'avons retrouvée seulement dans le *St. Galler Tagblatt* qui s'y est peut-être intéressé du fait que tous les rapatriées et rapatriés passaient par Buchs dans le canton de Saint-Gall et estimait utile de fournir des explications du phénomène à son lectorat. « Warum kehren Ungarnflüchtlinge heim ? », *St. Galler Tagblatt*, 3 janvier 1959.

À cela s'ajoute le mal du pays, le manque des proches, la solitude, l'hésitation devenue insupportable entre rester et rentrer et aussi, un motif inédit, des sentiments « *patriotiques* » qui soufflent aux candidats au retour que leur place est en Hongrie. Le profil des rapatriés – jugé typique des réfugiés dans leur ensemble – est mobilisé pour expliquer le phénomène des rapatriements : dans leur majorité, les réfugiés ont « *un niveau de formation relativement bas* » et il s'agit souvent de jeunes partis « *spontanément* » de Hongrie. De la même manière, ils seraient « *impulsifs* » dans leur décision de rentrer. Anita Buss laisse entendre que la plupart des rapatriées et rapatriés n'étaient pas impliqués dans le soulèvement. Elle relève qu'« *ils bagatellisent leur retour* », car, disent-ils, ils n'ont rien à se reprocher. D'autres, qui ont échoué, « *au niveau professionnel ou dans leur comportement* », chercheraient une issue de secours. Anita Buss, fait ici allusion à celles et ceux qui ont été internés dans un établissement de travail ou une autre institution. Ces personnes, estime l'experte, se sentent mal traitées en Suisse et espèrent être favorisées une fois rentrées en Hongrie vu l'admiration portée pour les rapatriés de l'Ouest. Dans l'article du *St. Galler Tagblatt* qui aborde les grandes lignes de ce rapport, on ajoute les effets de la propagande massive diffusée par le régime Kádár. Il est intéressant de voir que cet élément est relevé dans l'expertise sans pour autant être interprété comme déterminant. De la même manière, si Buss mentionne le phénomène des lettres des proches qui appellent les réfugiés au retour, elle juge leur impact minime. Nous pouvons constater ici la nécessité pour le journal de « *compléter* » un rapport qui s'apparente à première vue aux analyses des feuilles d'obédience communiste. Pourtant, Anita Buss n'a rien d'une partisane du régime Kádár ! Issue d'une famille profondément anticommuniste en exil, elle s'efforce selon nous de transmettre un rapport au plus proche de la réalité.

L'expertise du psychiatre Emil Pintér peut, en revanche, être jugée comme plus orientée mais éclairante par ce qu'elle dit des rapatriées et rapatriés. Lui-même réfugié hongrois, il a réalisé une vaste étude sur le devenir de ses compatriotes dans les années 1960. Pintér s'est vraisemblablement rapproché du régime Kádár dans les années 1960. En témoigne sa présence aux événements organisés par la légation hongroise de Berne. Sa vision très critique de la Suisse et parfois, des réfugiées et réfugiés reflète souvent le message du régime. Il explique que la « *Suisse traite les réfugiés plus durement qu'un régime totalitaire* », lorsque, par exemple, les autorités retirent le statut de réfugié à une personne qui a effectué une visite en Hongrie[226]. Et, comme l'a résumé l'un de nos témoins, qui avait connaissance de cette étude : « *il voulait à tout*

[226] Pintér Emil, *Wohlstandsflüchtlinge…*, p. 116.

prix montrer qu'on était malade!»[227] Le psychiatre signale que jusqu'à 1963, les Hongroises et Hongrois étaient statistiquement trois fois plus sujets aux mesures d'internement que les Suisses. Au cours de l'année 1957, ils étaient même six fois plus représentés que les ressortissants helvétiques. Dans une enquête réalisée en 1966, la *NZZ* cite en partie les analyses du psychiatre. La question de l'assimilation des réfugiés hongrois est alors soulevée et jugée comme «*seulement en partie*» réussie. Les internements et les retours sont mis sur le même pied : les deux phénomènes résulteraient d'un échec en matière d'assimilation. Les Suisses auraient aussi leur part de responsabilité, se focalisant sur les dons matériels là où les réfugiés «*labiles*» auraient eu besoin de contacts humains[228].

Dans une vaste étude publiée en 1969, le même psychiatre consacre un petit chapitre aux *Heimkehrer* (ceux qui rentrent au pays). Il distingue deux types de retour en fonction de la temporalité post-1956. La décision de rentrer (comme la décision d'émigrer) est multifactorielle, explique-t-il. Selon lui, elle dépend principalement des raisons du départ lors de l'Insurrection et du moment où la personne fait le choix de rentrer en Hongrie. La plupart de ceux qui ont opté pour le rapatriement immédiatement après 1956 seraient ceux qui ont quitté la Hongrie dans une certaine panique. Il rejoint ici l'analyse de Buss : celles et ceux qui rentrent, du moins dans l'immédiat de 1956, seraient partis de Hongrie sans réfléchir aux conséquences de leur acte. Les retours plus tardifs seraient, eux, plutôt motivés par les difficultés rencontrées en Suisse : le chômage, les conflits, les problèmes financiers, le déclassement professionnel, l'isolation sociale, la langue et le mal du pays. Il insiste sur le profil des rapatriés. D'abord, il explique que le rapatriement ne signifie pas forcément que la personne a quitté la Hongrie en 1956 pour des motifs apolitiques. Le passé joue, selon lui, un rôle mineur dans la décision. Comme *Die Woche*, il juge le rapatriement comme corrélé avec la «*capacité d'assimilation*» des réfugiés dans le pays d'accueil et estime qu'il a surtout à voir avec la situation «*existentielle et morale*» *actuelle* des réfugiés[229].

Son vocabulaire est à la fois imprégné des discours sur la «*surpopulation étrangère*» qui commençaient à fleurir dans le sillage des initiatives Schwarzenbach et à la fois des expertises psychiatriques de l'époque[230]. Selon lui, si les éléments

[227] Entretien avec Béla Márai, Genève, 12 octobre 2013.

[228] «Die Eingliederung der ungarischen Flüchtlinge in der Schweiz», *Neue Zürcher Zeitung*, 5 novembre 1966.

[229] Pintér Emil, *Wohlstandsflüchtlinge…*, p. 116-120.

[230] Dans son livre, il propose même une liste des qualités que devrait avoir le «*migrant*» (p. 110).

« *labiles et hystériques* » sont sujets à la tentation du rapatriement, c'est rarement le cas chez « *les pires asociaux, les bagarreurs, alcooliques, paresseux, négligents* » qui désirent, eux, rester en Suisse. S'il voit le retour comme une forme de « *régression* », elle peut occuper les pensées des personnes les plus sensées. Preuve en est, selon le psychiatre, qu'à peu près tous les exilés rêvent la nuit de leur retour.

En conclusion, les motifs relevés dans les expertises évoluent avec le temps. Si les analyses tendent à devenir plus fines, elles sont toujours fortement imprégnées d'un contexte, que ce soit celui de la guerre froide, puis des années Schwarzenbach. Elles s'éloignent néanmoins progressivement des interprétations obnubilées par les « perfidies » du régime Kádár pour mettre en avant des facteurs individuels et collectifs liés principalement à la situation des réfugiées et réfugiés dans la société d'accueil qu'a été la Suisse des années 1950 et 1960.

« Je rentre juste »

À ce stade de l'analyse, il nous semble utile de confronter ces visions, spécifiques au contexte helvétique, à une étude internationale sur le phénomène du rapatriement, certes plus précoce. Radio Free Europe réalise en 1957 une série d'enquêtes sur les réfugiées et réfugiés qui retournent en Hongrie. Il figure en préambule de l'un des rapports que les informations qui y sont contenues sont destinées à l'usage interne et ne doivent en aucun cas être rapportées à l'antenne ou dans la presse. Cela augmente, à notre sens, l'intérêt de cette étude. Les auteurs du rapport détaillent d'abord les ressorts de la propagande hongroise déjà débutée en 1955 « *avec des résultats très mitigés* »[231]. Le but de ces enquêtes est de comprendre les raisons de ce que les auteurs nomment la *redefection* : le retour en pays communiste après une défection. Les expertises donnent crédit à la déception de ne pouvoir émigrer outre-mer comme cause de rapatriement : « *Ils sont déçus de l'Ouest, particulièrement des États-Unis, ils ne voient aucun espoir pour l'avenir, sauf en rentrant chez eux.* »[232] L'annonce en mai 1957 que les États-Unis n'accepteraient plus de réfugiées et réfugiés hongrois sauf celles et ceux qui présentent certaines qualifications utiles ainsi que les personnes qui ont déjà de proches parents sur leur sol, avait provoqué des grèves de la faim dans des camps de réfugiés et des protestations écrites

[231] Redefection Propaganda and Procedure, 6 avril 1957, traduction de l'anglais, OSA : 300-40-1 :258.
[232] First survey (for may) on hungarian redefection, juin 1957, traduction de l'anglais, OSA : 300-40-1 :258.

y compris auprès de Radio Free Europe, émettrice, selon les protestataires, de « *promesses non tenues* ». Selon le rapport, il s'agit du motif numéro un des *redefectors*, ces Hongroises et Hongrois qui choisissent de retourner de l'autre côté du Rideau de fer. Ce facteur n'est étonnamment pas présent dans les analyses suisses que nous avons consultées. En revanche, un aspect relevé dans les sources aussi bien internationales que suisses est le désir de réunir les familles démantelées : après avoir constaté que leurs proches ne pourraient les rejoindre, enfants, parents, femmes ou hommes se décident à rentrer. Le mal du pays fait aussi l'unanimité dans toutes les analyses. Le personnel de RFE pointe également les effets très négatifs de l'attente dans les camps ou les mauvaises conditions d'accueil en général. Comme dans les sources suisses, les auteurs du rapport s'étonnent légèrement que les *redefectors* ne semblent pas toujours craindre les conséquences de leur retour. Les auteurs concluent :

> « *Les événements mondiaux ne semblent pas avoir influencé les décisions en faveur ou contre le rapatriement alors qu'il serait très logique que les événements en Hongrie (par ex. nouvelles condamnations, arrestations massives à Budapest, etc.) aient eu des effets sur les décisions.* »[233]

Ce constat est surtout vrai pour 1957 : nous avons vu que les exécutions des meneurs de la Révolution en 1958 ont fait infléchir les retours. Une autre étude réalisée au cours de l'été 1957 enquêtait sur les motifs de retour cette fois depuis la France. Elle confirme leur diversité, relevée dans les autres expertises. Le rapporteur liste différents cas qui mettent en avant, outre des motifs particuliers, l'étonnante confiance des réfugiées et réfugiés en leur avenir. Un homme rentre vers sa femme qui lui a envoyé un certificat qui stipule que son employeur le reprendrait et qu'il ne sera pas puni pour sa conduite en octobre. Une famille équipée de raquettes de tennis espère pouvoir les vendre à prix d'or en Hongrie. Une jeune fille de 19 ans explique son choix ainsi : « *Je n'ai plus connu de vraie fête depuis que j'ai quitté Pest.* »[234] L'auteur des interviews rapporte qu'une autre jeune fille, nurse en France, peine à donner les raisons précises de son retour : « *Je rentre juste* », confie-t-elle à l'enquêteur. La conclusion du rapport en dit long sur l'incompréhension qui devait être celle du personnel de RFE face au phénomène du retour : « *Tout cela illustre*

[233] Survey (for june) on hungarian redefection, juillet 1957, traduction de l'anglais, OSA : 300-40-1 :258.

[234] Departure of a group of redefectors, RFE News Bureau, 13 août 1957, traduction de l'anglais, OSA : Digital 1956 Archives, RFE/RL Collection. En ligne : http://w3.osaarchivum.org/digitalarchive/rferl_eii/index.html (21 septembre 2018).

que les gens ne rentrent pas pour des raisons politiques, ils ne sont simplement pas conscients du sort qui les attend, malgré tous les avertissements. »[235]

En Suisse aussi, ces rapatriements étonnent, on les qualifie d'« *obscurs* »[236]. Nul doute que ces rapatriées et rapatriés posaient une énigme aux journalistes, aux responsables de l'accueil, aux spécialistes de l'Europe de l'Est ou aux psychiatres. Que les raisons soient à classer dans les trois catégories que nous avons proposées (profil du candidat, raisons liées au pays d'origine, situation dans le pays étranger), ces retours ne sont pas faciles à interpréter. Le mal du pays et le manque des proches sont peut-être les seuls motifs qui font l'unanimité dans toutes les analyses. Le climat de guerre froide imprègne constamment les interprétations. En ce sens, nous pouvons relever le rôle attribué à la propagande des uns et des autres, constamment décriée par le camp adverse. Ainsi, si les discours hongrois jugent la propagande occidentale (RFE, etc.) responsable de la fuite prétendument irraisonnée de quelque 200 000 compatriotes dans l'erreur, les discours occidentaux condamnent à leur tour les effets de la propagande hongroise, au moins en partie responsable des rapatriements – jugés déraisonnés – de ces réfugiées et réfugiés.

6.7 Après le retour

Un traitement différencié et arbitraire

Une fois en Hongrie, les rapatriées et rapatriés risquent des mesures de rétorsion concrètes. Nous avons voulu en cerner la nature. Cette question s'est avérée périlleuse : d'une part, il n'existe quasiment ni enquête ni littérature sur le sujet, d'autre part, dans le peu de sources sur les retours, on lira tout et son contraire.

La propagande communiste de l'immédiat de 1956 insiste sur les craintes qu'ont les candidates et candidats au retour et clame que celles-ci n'ont pas lieu d'être. La presse non communiste dresse au contraire un tableau effrayant de ce qui arriverait aux réfugiés retournés dans « *l'enfer* » hongrois. Beaucoup ne seraient toujours pas rentrés dans leur famille plusieurs semaines après leur arrivée en Hongrie[237]. En voyant des enfants repasser la frontière en direction

[235] Departure of a group of redefectors, RFE News Bureau, 13 août 1957, traduction de l'anglais, OSA : Digital 1956 Archives, RFE/RL Collection. En ligne : http://w3.osaarchivum.org/digitalarchive/rferl_eii/index.html (21 septembre 2018).
[236] « Erfahrungen mit den Ungarnflüchtlinge », *Die Tat*, 8 février 1957.
[237] « Unsere Aufgabe ist nicht beendet », *Die Tat*, 31 mars 1957.

de l'Est, une reporter du *Figaro* s'exclame : « *Que deviennent les adolescents qui sont rendus à la Hongrie ? C'est un véritable cauchemar qui continue à me poursuive. J'en étais obsédée.* »[238] Quant au reportage de *Die Woche*, il laisse entendre que les rapatriés ont tout de même une petite marge de manœuvre à leur retour, lorsqu'ils se retrouveront face aux autorités de leur pays. Le journal rapporte ainsi les propos d'une personne en partance pour la Hongrie qui explique la stratégie qu'il adoptera face aux fonctionnaires du régime : « *Je vais raconter que j'ai toujours été un fidèle communiste !* »[239] Comme l'ont montré des historiens tels que Nicolas Werth, beaucoup de citoyennes et citoyens de dictatures socialistes sont rompus à l'exercice du récit autobiographique qu'ils doivent livrer et/ou connaissent ces pratiques. Nos revenantes et revenants également avaient, pour certains, appris à maîtriser l'art de construire et de lisser leur identité pour répondre aux attentes des autorités communistes[240].

Pour jauger des risques qu'encourent les rapatriées et rapatriés, il faut distinguer plusieurs moments. Tout d'abord, le temps de l'amnistie, qui s'étend jusqu'au 1er avril 1957. Rappelons que le gouvernement promet que les Hongroises et Hongrois ne seront pas condamnés pour avoir franchi la frontière illégalement. Cela laisse entendre que les autorités pardonnent la fuite, mais aucunement la participation au soulèvement. L'évocation de deux personnes au profil distinct mais rentrées au cours de la même période permet de mettre en évidence cette différence de traitement. Dans le cadre de leur enquête sur la jeune insurgée Jutka Sponga, Eszter Balázs et Phil Casoar ont rencontré un ancien réfugié qui avait côtoyé la jeune fille : Mihály Mlinárcsik. Ce dernier raconte sa fuite vers l'Autriche, puis vers la Suisse :

> « *Nous avons donc décidé d'aller voir comment c'était de l'autre côté de la frontière* [en Autriche]*, notre imagination s'était enflammée, pourquoi pas nous puisque des centaines de milliers de personnes étaient déjà parties.* […] *ensuite on verrait, si la situation tournait mal chez nous, nous resterions à l'étranger.* »[241]

Après quelques semaines passées à Neuchâtel, Mlinárcsik décide de rentrer chez ses parents. Il prend alors le chemin de la Hongrie avec un camarade.

---

238 « Voyage au bout de la détresse. Un marché aux esclaves comme dans l'antiquité », *Le Figaro*, 20 juin 1957.

239 « Auszug aus dem falsch verstandenen Paradies. 249 Ungarn in der Schweiz wählten die Kadar-Herrschaft », *Die Woche*, 11 février 1957.

240 Werth Nicolas, *Être communiste en URSS sous Staline*, Paris : Gallimard & Julliard, 1981.

241 Casoar Phil, Balázs Eszter, *Les héros de Budapest*…, p. 103-105.

L'un de nos témoins Bálint Basilides, qui les a connus, se souvient que tout le monde à Neuchâtel, y compris les autres réfugiées et réfugiés, se faisait un sang d'encre pour les jeunes : qu'allait-il advenir d'eux une fois rentrés ?[242] Dans la ville de province où il habitait, Mlinárcsik a connu une seule mesure de rétorsion : le directeur de son lycée technique refuse de réintégrer le « *renégat* ». Hormis cette punition, Mlinárcsik affirme avoir pu ensuite mener une vie normale. D'après certains témoignages, d'autres revenantes et revenants au contraire ont été autorisés à réintégrer l'école ou la place de travail qu'ils avaient quittée. Mais il est difficile de savoir si en contrepartie, ils ont dû rendre des services aux autorités tels que travailler en tant qu'informateur au sein de leur école ou de leur entreprise.

Quasiment au même moment et également depuis Neuchâtel, une réfugiée, Katalin Havrilla, se décide à rentrer. Elle veut absolument rejoindre son fiancé resté à Budapest. Contrairement au jeune Mlinárcsik, elle était impliquée dans l'Insurrection et, bien que n'ayant probablement jamais tiré un coup de feu, elle a été photographiée une arme à la main. D'abord libre, elle sera ensuite rattrapée par les enquêtes, puis arrêtée et exécutée en 1959. Il semble que son cas ne constitue pas une exception[243].

Passé le délai de l'amnistie d'avril 1957, les revenantes et revenants risquent jusqu'à six mois de prison pour le simple délit d'avoir franchi la frontière. Ce sont du moins les informations du ministère de l'Intérieur envoyées à tous les consulats en 1959[244]. Cette deuxième période (1957-1959) correspond à la phase de répression la plus ferme. Alors même que le régime diffuse l'idée que les rapatriées et rapatriés sont les bienvenus, il apparaît que la plupart d'entre eux non seulement ne bénéficient d'aucun pardon mais au contraire subissent les conséquences d'une « *vengeance sans merci* »[245]. Même les personnes non politisées qui n'ont pas pris part à l'Insurrection sont surveillées, interrogées et souvent recrutées par la police politique[246]. En revanche, il ne semble pas qu'elles soient systématiquement incarcérées.

Les personnalités connues à l'image de Miklós Szabó ont l'avantage de pouvoir être instrumentalisées. Nul doute que ces rapatriées et rapatriés

---

[242] Entretien avec Bálint Basilides, Keszthely, 12 décembre 2015.

[243] Casoar Phil, Balázs Eszter, *Les héros de Budapest*…, p. 75, 102, 105-107. Elle est nommée Kati Stickler dans quelques témoignages comme ceux rapportés par Sebestyen Victor, *Budapest 56*…, p. 383-384.

[244] Szabó Juliet, « "…s várja eltévedt fiait is."… », p. 198.

[245] Lénárt András, « Fluchtgeschichten von 1956er Jugendlichen »…, p. 475.

[246] Szabó Juliet, « "…s várja eltévedt fiait is."… », p. 209-210.

« VIP » – recrutés dans les milieux politique, intellectuel, artistique, sportif – grâce à leur retour, sont non seulement valorisés mais aussi privilégiés par le régime. Il arrive tout de même que certaines personnalités jugées trop anticommunistes voient leur demande de retour refusée[247].

Il semble que les jeunes, mineurs au moment du soulèvement de 1956 et pour autant qu'ils n'y aient pas participé, ont eux aussi été traités avec une relative clémence. C'est ce que nous a confirmé le seul rapatrié que nous avons pu rencontrer. István Borsodi – qui n'a pas pris part à l'Insurrection et qui est rentré en 1959, rongé par le mal du pays – n'a pas été interné. Après avoir donné une interview pour un journal local sur le pourquoi de son retour, il dit avoir pu poursuivre normalement sa vie et sa carrière professionnelle. Il a même pu voyager en Suisse dans les années 1980 en touriste avec son épouse et lui montrer les lieux par lesquels il était passé, comme la Caserne de Lausanne. Mais il explique également que ses adresses précédentes (dont son adresse suisse) étaient notées sur ses papiers, ce qui a pu, estime-t-il, le péjorer, par exemple, dans la recherche d'un appartement[248]. Aux tracasseries administratives, il faut ajouter la méfiance généralisée envers les rapatriées et rapatriés. Valorisés dans la propagande, ceux-ci sont souvent considérés par la population comme des agentes et agents du régime. Néanmoins, chaque revenante et revenant est – théoriquement du moins – assisté à son retour par la Croix-Rouge hongroise qui s'efforce de lui trouver une place de travail et un logement[249].

En 1959, la Ligue des droits de l'homme présente un rapport très alarmiste sur la situation des rapatriés. La presse occidentale s'en fait alors l'écho de ces nouvelles et évoque même des « *camps de concentration* » et de déportation vers l'Union soviétique[250].

Les autorités suisses, qui laissent régulièrement rentrer des réfugiées et réfugiés vers la Hongrie, décident alors de se renseigner. Une commission du Conseil des États est chargée de l'enquête auprès de la représentation helvétique à Budapest. La réponse de l'ambassade se veut plutôt rassurante. Certes, les rapatriés sont interrogés, souvent enfermés pour quelques heures au camp de Kistarca au sud-est de Budapest, mais ils sont la plupart du temps rapidement libérés. Ils peuvent cependant rencontrer des obstacles dans leur

[247] Pintér Emil, *Wohlstandsflüchtlinge…*, p. 117. Entretien avec Nóra Szekér, 12 décembre 2015.
[248] Entretien avec István Borsodi, Szeged, 28 décembre 2015.
[249] Szabó Juliet, « "…s várja eltévedt fiait is."… », p. 208.
[250] « Rückkerhrer wurden in Ungarn für Propagandazwecke missbraucht », *Basler Nachrichten*, 8 avril 1959.

vie professionnelle. Dans sa réponse, le diplomate stipule expressément que ces informations ne doivent pas tomber dans le domaine public[251]. Cette précision montre que la Suisse officielle laisse délibérément circuler les rumeurs dans la presse sur le traitement des dissidentes et dissidents dans les pays communistes alors que ses autorités savent qu'elles sont exagérées. De l'autre côté du Rideau de fer, on voit ces accusations (arrestations, déportations, etc.) comme un moyen pour les Occidentaux de « *faire quelque chose contre l'aspiration – grandissante – des fugitifs au retour* »[252].

Après 1959, le rapatriement représente une entreprise nettement moins risquée qu'auparavant. Il semble que les réfugiées et réfugiés de retour risquent principalement des ennuis administratifs et bien sûr d'être étroitement surveillés[253]. En 1963, dans sa grande enquête sur l'émigration (et la rémigration), même le très anticommuniste *Der klare Blick* ne se risque pas à des conclusions alarmistes[254].

En conclusion, nous pouvons dire que les risques de représailles lors du retour diffèrent largement selon le profil de la personne (mineur ou adulte, participation ou non à l'Insurrection) et le moment du retour (pendant les délais de l'amnistie ou ultérieurement). Si l'amnistie est très relative, cela ne signifie pas que les conséquences du retour sont systématiquement dramatiques. Néanmoins, même une personne qui n'a pas du tout participé aux événements de 1956 n'est pas sûre de pouvoir vivre une vie normale après son retour. Cette dimension aléatoire génère une incertitude et participe en quelque sorte à la punition réservée aux dissidentes et dissidents. C'est d'ailleurs l'un des principes d'un régime dictatorial : personne ne sait exactement la nature des représailles qui l'attendent. Nous avons constaté cette incertitude dans le peu de documents que les candidates et candidats au retour ont laissés, comme les différentes lettres citées plus haut.

Les mots de la romancière Nina Yargekov résument bien cette idée :

> « *Les choses étaient floues, avec le temps la dictature s'était amollie, vos parents eux-mêmes ne savaient pas trop ce qu'ils risquaient mais ce qu'ils ne savaient pas trop qu'ils risquaient, ils préféraient ne pas le risquer.* »[255]

---

[251] Lettre du secrétaire général Kohli à la Division de police (lettre à l'attention du Conseiller aux États Haefelin), 27 avril 1959 sur les risques qu'encourent les rapatriés, CH-BAR#E2001E#1972/33# 6808*.

[252] *Népszabadság*, 11 avril 1959.

[253] Interrogatoires de personnes rapatriées depuis la Suisse, ÁBTL : 3.15.-0-167, 50.

[254] « Kadars Kniffe mit der Emigration », *Der klare Blick*, 14 août 1963.

[255] Yargekov Nina, *Double nationalité…*, p. 234.

Dès 1963, explique l'historienne Juliet Szabó, les « *cinquante-sixards* » sont traités de manière « *neutre ou indifférente* ». Les autorités cessent même de mentionner leur séjour à l'étranger sur leurs papiers. Les artisans du rapatriement tels que le personnel de l'Union mondiale des Hongrois estiment qu'il y a de bonnes chances pour que les 150 000 réfugiées et réfugiés à l'étranger ne rentrent plus[256]. Le régime travaille dès lors principalement à l'image du pays auprès de la diaspora hongroise en Occident. On continue néanmoins jusqu'à 1989 à solliciter des personnalités pour les faire revenir[257].

La romancière Sophie Képès raconte ce type de stratégies dans un récit au sujet de son père, architecte qui accepte une invitation à Budapest dans les années 1970 :

> « *L'amnistie accordée aux insurgés fugitifs ne l'avait pas ramené là-bas. Il avait flairé le piège. De même cette invitation à participer à un congrès prétendu international, tous frais payés par le gouvernement hongrois, lui avait d'abord paru suspecte.* »

Au moment de dire à la jolie hôtesse chargée de son accueil qu'il sait bien que c'est le comité d'organisation qui l'envoie, celle-ci lui rétorque : « *J'avoue que je tiens particulièrement à vous faire renouer des liens avec ce pays. Enfin, vous n'ignorez pas que les Hongrois détestent qu'un des leurs les abandonne.* »[258]

Revenantes et revenants sous surveillance

Une fois rentrés en Hongrie, les revenantes et revenants sont interrogés par la police. Une partie des protocoles de ces interrogatoires sont conservés aux Archives de la Sécurité d'État à Budapest (ÁBTL). Nous avons consulté ceux qui concernent les rapatriements depuis la Suisse[259]. Ceux-ci montrent que les rapatriées et rapatriés étaient plus ou moins bien vus par les autorités selon

[256] Szabó Juliet, « "…s várja eltévedt fiait is."… », p. 209.

[257] Papp István, « Hungarian Emigration and state security », in Gyarmati György, Palasik Mária (éd.), *Big brother's miserable little grocery store : studies on the history of the Hungarian secret services after World War II*, Budapest : Historical Archives of the Hungarian State Security, 2012, p. 271-286.

[258] Képès Sophie, *Un automne à Budapest*, Paris : Éditions du Seuil, 1984, p. 47.

[259] *Állambiztonsági Szolgálatok Történeti Levéltára*/Archives historiques de la Sécurité d'État, Budapest. Pour les spécificités et les biais de ces documents, voir *supra*, Introduction : III. Méthodes et sources.

leurs dires et leur attitude. Il est difficile de jauger le devenir des personnes et les désagréments qu'elles subissent une fois rentrées, car les dossiers ne rendent pas explicitement compte de ce qu'il en advient.

Nombre de revenantes et revenants demeurent fichés bien après leur témoignage. Les personnes qui échappent à ce « *contrôle opératif* », c'est-à-dire à la surveillance, sont généralement celles qui n'ont pas participé au soulèvement, qui donnent quelques noms de connaissances qui souhaitent également rentrer ou encore qui montrent leurs remords et qui n'ont aucun antécédent politique. Le fait d'appartenir à la classe ouvrière ou d'avoir des enfants restés en Hongrie peut également jouer en leur faveur. Il s'agit là d'un profil type mais il n'y a pas vraiment de règles : il arrive que des personnes qui semblent absolument « *inoffensives* » soient malgré cela soumises au contrôle opératif. Certaines sont interrogées plusieurs fois, deux ou trois années après leur retour. L'écrasante majorité reçoit une amnistie en 1963 et la clôture simultanée du dossier montre que beaucoup ne sont plus soumis au « *contrôle opératif* » à partir de cette année-là[260].

Des questions heuristiques demeurent seulement en partie élucidées : pourquoi ne retrouve-t-on qu'un peu plus d'une centaine de dossiers de revenantes et revenants depuis la Suisse alors que le nombre effectif des rapatriements jusqu'à 1963 s'élève à près de 2 000 ?

Trois hypothèses – qui ne s'excluent pas mutuellement – peuvent être relevées. D'abord, le caractère aléatoire de la répression pourrait expliquer que tout le monde n'a pas été interrogé : certaines personnes seraient passées entre les mailles du régime. Il est également probable que la police politique se préoccupait surtout des Budapestoises et Budapestois qui représentent une écrasante majorité parmi les personnes interrogées. Cette sélection réduit considérablement l'échantillon conservé. Pour autant, cela ne veut pas dire que les revenantes et revenants de province n'étaient pas surveillés par le régime, via des antennes locales du Parti ou de la police. Il est possible que des protocoles soient conservés dans des archives régionales. Enfin, il n'est pas exclu qu'une partie des dossiers aient été détruits[261].

Parmi la centaine de dossiers conservés aux Archives de la Sécurité d'État à Budapest, nous avons sélectionné ceux de personnes rentrées jusqu'à

[260] Dossiers de rapatriées et rapatriés depuis la Suisse, ÁBTL : 3.15.-0-167, 48, 50, 51 et 52.

[261] Ces hypothèses ont été élaborées sur la base d'une discussion avec l'une des archivistes des ÁBTL Annamari Kőrös, 11 janvier 2016.

la fin 1963 et nous avons dû éliminer les plus illisibles. Un échantillon de 84 dossiers a été ainsi retenu (60 hommes et 24 femmes).

Il ressort de notre analyse que la plupart de ces rapatriées et rapatriés sont nés dans les années 1930 (cela correspond aussi à la moyenne d'âge de la vague de 1956), reviennent à Budapest et sont estampillés d'origine « ouvrière » et « agraires-prolétaires », c'est-à-dire les classes favorisées par le régime. Il n'y a dans cet échantillon que trois personnes dont la classe d'origine est répertoriée comme « intellectuelle », un « koulak », deux enfants d'employés, trois personnes issues de familles d'entrepreneurs.

La majorité n'a pas participé à la « *contre-révolution* ». Malgré le traitement de faveur théoriquement accordé aux personnes mineures, il y a parmi les interrogées et interrogés une poignée de personnes qui avaient moins de 18 ans en 1956. La plupart sont rentrées en Hongrie entre 1957 et 1959 (63 personnes sur 84). Parmi ces personnes, 21 ont rejoint le pays alors que l'amnistie était en vigueur. Le fait même qu'elles soient interrogées et pour certaines, surveillées une fois rentrées, témoigne une fois encore du caractère tout relatif de l'amnistie. À quelques exceptions près – que nous mentionnerons le cas échéant – nous n'avons pas décelé de grandes différences entre les discours de cette période et ceux du début des années 1960.

Dans les interrogatoires, les personnes sont sommées de donner les raisons non seulement de leur exil mais également celles de leur retour en Hongrie. Certains discours sont biaisés car les revenantes et revenants ont tendance à reprendre à leur compte les *leitmotivs* de la propagande hongroise dans le but d'être bien vus par les autorités. Pour autant, ces témoignages se sont avérés intéressants.

Pour que leur histoire soit crédible, les réfugiées et réfugiés consignent toutes les difficultés qu'ils ont connues. Celles-ci semblent rarement fantaisistes. Nous postulons que les motifs évoqués comportent un noyau de vérité, d'autant qu'ils corroborent souvent les dires du rapport d'Anita Buss.

« On croyait qu'à l'Ouest ce serait mieux ». Expliquer l'exil

Il nous a semblé tout d'abord utile d'analyser les discours des rapatriés concernant les motifs de leur fuite en Occident[262].

[262] Dossiers de rapatriées et rapatriés depuis la Suisse, ÁBTL : 3.15.-0-167, 48, 50, 51, 52 et 54. Pour éviter d'alourdir le texte de notes, nous n'avons pas précisé pour chaque élément, le dossier

Une première série de raisons touche à l'environnement quitté. Nous pouvions nous attendre à ce que beaucoup fassent leur *mea culpa*. Mais, dans notre échantillon, seules quatre personnes décrivent leur fuite comme le résultat d'une grande faute personnelle explicable, disent-elles, par de l'« *immaturité* », de l'« *imprudence* » ou encore des « *mauvaises fréquentations* ». Certains traduisent leur regret par des phrases telles que « *je ne m'explique pas pourquoi je suis parti* » ou « *je n'avais aucune raison de partir, j'avais un travail* ». En revanche, beaucoup mettent la faute sur un tiers pour expliquer leur dissidence. Une quinzaine de personnes disent avoir été « *entraînées* » ou « *convaincues* » soit par la foule (l'expression « *hystérie collective* » est utilisée plusieurs fois), soit par une personne précise, un frère, une connaissance ou une amie. Plusieurs femmes font part aux autorités du fait qu'elles ont suivi leur mari malgré elles. Quatre personnes jouent la carte de l'honnêteté et expliquent leur fuite par la peur des représailles. Un ancien gradé des Croix fléchées explique qu'il craignait de nouvelles mesures de rétorsion. Il sera effectivement emprisonné quatre mois à son retour. Un lieutenant de l'armée horthyste, né en 1911, invoque le même motif. Lui sera en revanche épargné après son rapatriement en 1962. Le motif de la peur des représailles est généralement avancé par des personnes d'origine non prolétaire, à l'instar d'une femme issue d'une famille d'employés qui explique s'être compromise pendant la « *contre-révolution* » auprès de son patron et avoir redouté des représailles. Une autre série de raisons touche le cadre familial ou la santé. Un vieil homme explique qu'il a rejoint la Suisse pour faire soigner sa tuberculose. Cinq personnes argumentent qu'elles voulaient quitter une situation familiale difficile, principalement un mari avec qui elles ne s'entendaient pas. Il s'agit là aussi de correspondre au discours officiel qui vise à dépolitiser l'exil de 1956. Quelques personnes disent d'emblée que leurs raisons ne sont *pas* politiques.

Une deuxième série de raisons, plutôt dominante, est liée à l'attraction de l'extérieur. Ils sont cinq à mettre la faute sur la propagande occidentale. « *J'avais entendu des appels à la radio que l'Occident nous plairait* » explique un jeune manœuvre rentré en avril 1957. Il semble que cet argument soit exclusivement mobilisé par les personnes issues des milieux les plus modestes. Selon nous, l'invocation de ces promesses d'une vie meilleure entendues sur les ondes est probablement basée sur une véritable expérience même si elle correspond tout à fait à ce que souhaitent entendre les fonctionnaires de la

où nous l'avons trouvé ni évidemment les noms des personnes. Le manuscrit original de la thèse sur la bibliothèque numérique réro doc donne un référencement plus précis. Les citations sont traduites du hongrois par nos soins.

Sécurité d'État. Dans douze cas, sans invoquer directement la propagande occidentale, les revenantes et revenants mentionnent l'espoir d'une meilleure vie en Occident et/ou la curiosité pour expliquer leur fuite. Une femme née en 1932, rentrée de Suisse en 1959, résume ses raisons et celles de son mari ainsi : « *On croyait qu'à l'Ouest ce serait mieux.* » Un fils d'entrepreneur insiste, lui, sur le désir plus général de « *voir le monde* ». Ces motifs sont souvent invoqués par les personnes qui n'étaient pas issues du milieu prolétaire, une femme demandant son retour confesse : « *Je voulais une fois dans ma vie voir l'étranger.* » On lie parfois ce voyage à une situation familiale. Six personnes expliquent qu'elles souhaitaient rejoindre ou revoir un proche, des parents à l'étranger. « *Cela faisait douze ans que je n'avais pas vu mon père et ma mère, établis en RFA* » explique une jeune femme âgée de 20 ans en 1956. Parmi ces personnes, on compte aussi une femme née en 1932 qui avait rejoint son mari quelques mois après l'exode : « *J'aimais mon mari et je l'ai rejoint.* » Il est sans doute plus facile de désigner une personne restée à l'étranger comme responsable de sa dissidence : de cette manière, la tierce personne impliquée reste à l'abri de représailles. Mais la raison la plus couramment mentionnée est leur « *désir d'aventure* », expression qui apparaît une vingtaine de fois dans les interrogatoires. Dans ce cas de figure aussi, les rapatriées et rapatriés s'accordent sur le contenu du discours officiel hongrois.

« Mon mal du pays était immense ». Expliquer le retour

Les 84 revenantes et revenants sont également interrogés sur les raisons de leur retour en Hongrie. Nous avons classé les arguments des rapatriées et rapatriés en deux groupes : ceux basés sur l'attraction de la Hongrie – ou le regret de l'avoir quittée – et ceux qui ont trait à leur vie en Suisse.

Les arguments basés sur l'attraction d'une meilleure vie possible en Hongrie sont minoritaires. Deux personnes racontent leur espoir de connaître un meilleur destin en se rapatriant, à l'image d'un ouvrier né en 1929 rentré de Brienz en 1958 avec sa femme : « *Je préfère recommencer ma vie à zéro à la maison.* »

Le cas d'un homme en dit long des situations désespérantes que les rapatriées et rapatriés cherchent à améliorer. Une fois le couple exilé, sa femme n'a cessé de lui reprocher d'avoir voulu quitter le pays. Le couple connaît en Suisse de nombreuses difficultés y compris relationnelles. En 1960, le mari fait sa demande à la légation mais ne sera autorisé à rentrer avec sa femme

qu'en 1962. « *Je rentrais parce que je pensais qu'à la maison la paix familiale reviendrait* » explique-t-il aux autorités. Sept personnes mentionnent qu'elles ont eu vent de l'amnistie et/ou que leurs proches les ont rassurés sur leur avenir en Hongrie si elles rentraient. Cet argument intervient principalement au cours de l'année 1957. Parmi ces personnes, seules deux mentionnent précisément la réception de lettres, dénoncée – nous l'avons relevé plus haut – par les observateurs suisses. Certaines confessent aussi s'être renseignées auprès d'amies et amis en Hongrie pour savoir ce qui arrivait aux dissidentes et dissidents de retour. Une majorité connaît d'ailleurs des personnes déjà rentrées. Lors de la question les invitant à donner des noms de dissidentes et dissidents connus hors des frontières, beaucoup nomment des personnes déjà rentrées.

Dans cette catégorie, il convient de signaler un autre motif assez intéressant car il n'est généralement pas du tout pris en compte, ni dans les analyses contemporaines des rapatriements, d'un côté ou de l'autre du Rideau de fer, ni dans les interprétations plus tardives. Une quinzaine de personnes expliquent que, dès leur fuite en Occident, elles avaient l'intention de rentrer. En d'autres termes, elles n'avaient pas l'intention de *dissider*. Ces personnes décrivent leur fuite comme un concours de circonstances ou comme un projet à court terme.

D'autres au contraire expriment leur regret d'avoir quitté la Hongrie, regret intervenu quelques jours, mois ou années après leur fuite. Cet argument intervient surtout dans un contexte conjugal ou familial. Un homme rentré en 1957 dit avoir regretté d'être parti sans sa femme, qu'il voulait initialement quitter. Mais ce motif est rarement accompagné d'explications comme en témoignent les dires d'un homme âgé de 22 ans en 1956 qui conclut sans plus de détails : « *J'ai regretté d'être parti.* »

Le deuxième type de motifs – les arguments basés sur des problèmes rencontrés en Suisse ou à l'étranger – est dominant. Ce déséquilibre s'explique par le fait que les rapatriées et rapatriés avaient tout à gagner en décrivant leur dégoût de la vie de l'Ouest. Pour autant, nous distinguons deux types de discours : la stratégie délibérée de dénigrer l'Occident et la description détaillée de problèmes rencontrés durant l'exil. Pour le premier groupe, nous constatons que rares sont celles et ceux qui reprennent mot pour mot les arguments de la presse communiste. Trois personnes s'insurgent contre « *le mauvais traitement* » réservé aux réfugiées et réfugiés, la manière « *honteuse* » dont les Hongroises et Hongrois seraient « *traités* », voire « *exploités* » en Occident. Un autre interrogé insiste sur le fait qu'il ne supporte pas le capitalisme et reprend

un *leitmotiv* de la propagande : « *Je suis devenu communiste là-bas.* » Outre ces poncifs classiques des discours de propagande autour du rapatriement, une deuxième stratégie souvent utilisée par les revenantes et revenants consiste à se plaindre de la vie à l'étranger. Une trentaine de personnes avancent ce motif pour expliquer leur retour. « *Je ne pouvais pas m'habituer/m'adapter à la vie là-bas* » est sans conteste la locution la plus courante. Viennent ensuite des formules telles que « *Je me sentais étranger* », « *On reste tout le temps vu comme des étrangers* », « *Je ne trouvais pas ma place en Occident* » ou encore « *Nous détestions la vie à l'étranger* ». Souvent, cette vie « *de solitude* » est comparée à la vie en Hongrie. « *J'ai vite compris que la vie n'était pas meilleure là-bas* » se défend l'un des rapatriés. « *Ce n'était pas si bien qu'à la maison* » plaide un autre. Un réparateur automobile qui avait laissé femme et enfants en Hongrie explique : « *C'est seulement à l'étranger qu'on sait vraiment ce qu'est la maison.* » Notons que cet argument du dégoût devient de plus en plus récurrent.

Ces formules semblent imprégnées de la propagande que les réfugiées et réfugiés avaient eu tout le loisir d'entendre avant leur défection en 1956. En revanche, une certaine honnêteté transparaît dans le récit des détails qui concernent à la fois les manques et les problèmes concrets qu'ils et elles ont rencontrés en Suisse. C'est en ce sens que ces interrogatoires révèlent bel et bien des éléments de réponse sur les motivations des rapatriées et rapatriés.

Concrètement, ils sont une vingtaine à décrire des déceptions d'ordre professionnel, matériel, sentimental aussi. Un jeune manœuvre placé dans une fabrique de liqueur à Bienne se plaint : « *Je n'étais pas satisfait des conditions de travail.* » Il n'est pas le seul à témoigner de conditions de travail trop dures et du caractère policier des fabriques suisses. Ainsi, une jeune mère, ouvrière de la fabrique de chaussures Bally à Schönenwerd, arrivée avec son mari en 1956 s'étend un peu plus longuement sur le sujet :

> « *Le salaire couvre tout juste les besoins. Il n'y a pas de liberté de changer d'entreprise. Tout dépend du bon vouloir de l'employeur. Si quelqu'un ne travaille pas pendant deux semaines, la police est avertie. Nous sommes traités comme des personnes dangereuses.* »

L'argument qui revient le plus fréquemment est la difficulté de joindre les deux bouts. Un polisseur raconte : « *Le salaire est tellement bas que je ne pouvais pas vivre convenablement* », tout comme une mère célibataire qui se plaint des « *conditions difficiles* » et de ne pouvoir gagner assez pour entretenir sa fille. Un mécanicien rentré en 1962 explique qu'il n'était pas possible d'entretenir sa famille avec un seul salaire. Ils et surtout elles sont quelques-unes à expliquer

leur retour par des déboires conjugaux ou sentimentaux. Une femme qui a rejoint son mari en Suisse raconte son désespoir : non seulement il avait quitté le pays sans elle mais en plus, il était déjà avec une autre femme quand elle l'a rejoint.

Plusieurs personnes révèlent plus généralement le manque de perspectives professionnelles. Un homme, déserteur en 1956, argue qu'il « *n'était pas content de* [sa] *place* » et ne se « *voyait aucun avenir en Suisse* ». Sachant que cette personne a été internée en Suisse, nous pouvons relever l'absence dans notre échantillon de la mention de l'internement. Il est cependant possible que des expressions comme « *je ne trouvais pas ma place* », utilisée par ce même réfugié, désignent en termes sibyllins l'internement administratif.

De même, personne ne fait mention d'un phénomène répandu parmi les revenantes et revenants : l'accumulation de dettes. Ces derniers ont sans doute tendance à gommer ce genre de problèmes rencontrés en Suisse. Dans leur cas, le rapatriement représentait une sorte d'issue de secours. Ces occultations volontaires laissent penser que les rapatriées et rapatriés craignent de compromettre leur réputation auprès des fonctionnaires de Budapest en révélant ce passé. Un autre thème absent est l'évolution de la situation en Hongrie. Dès 1961, la vie dans ce pays est devenue nettement plus supportable. Or, personne ne fait référence à cette évolution vers le dégel. Selon nous, cette lacune montre qu'ils et elles ont tendance à éluder le cadre politique dans lequel leur rapatriement s'inscrit.

Motif phare, le mal du pays est un argument qui a trait aussi bien à l'attraction de la Hongrie qu'à un certain mal-être expérimenté à l'étranger, dans le cas de ce groupe, en Suisse. Ils et elles sont 27 à expliquer leur retour par cette nostalgie, à travers des phrases telles que « *Mon mal du pays était immense* » ou « *Je me languissais de rentrer en Hongrie* ». Une quinzaine de réfugiées et réfugiés mettent en avant le manque des proches pour expliquer leur retour. C'est particulièrement évident pour celles et ceux qui ont laissé leurs enfants en Hongrie. Mais cela peut aussi bien être une « *chère mère* » ou un père âgé et malade.

Si l'emploi récurrent des arguments du mal du pays et du manque des proches témoigne sans doute d'une réalité, il confirme également l'hypothèse que les rapatriées et rapatriés ont tendance à dépolitiser au maximum tout autant leur exil que leur retour.

Il s'agit maintenant, au-delà des discours, de cerner mieux encore les motifs de rapatriement et de comprendre qui sont les personnes qui optent pour le retour dans la Hongrie de Kádár.

6.8 Les revenantes et revenants

Leur profil

Le rapport statistique officiel hongrois KSH (resté secret jusqu'en 1991) qui détaille la population des réfugiées et réfugiés de 1956 est peu bavard sur le profil des rapatriées et rapatriés. Il porte sur la seule période de l'amnistie, soit jusqu'en mai 1957 et sur les données de 11 447 personnes. Le rapport nous apprend que ce groupe est composé de trois quarts d'hommes et qu'il s'agit surtout de jeunes entre 15 et 24 ans (près de 40 %). Après l'Autriche, c'est la Belgique qui arrive au rang du pays le plus « quitté » jusqu'en mai 1957 (15 % de revenantes et revenants), suivie de la Hollande et de la Suisse (chacun environ 7 %). La majorité de ceux dont la profession est connue exerce des métiers « *physiques* » (74 %) pour seulement 10 % de professions dites « *intellectuelles* »[263].

Un second rapport secret du ministère des Affaires étrangères – cette fois-ci qualitatif – réalisé par les autorités hongroises en 1961 donne quelques indications sur les motifs de retour des rapatriées et rapatriés dont on évalue le nombre à près de 40 000[264]. La principale raison du retour selon les fonctionnaires est le mal du pays. Les difficultés d'apprentissage de la langue du pays d'accueil et le manque de perspectives sont également cités. Dans de nombreux cas, estime-t-on, les revenantes et revenants ont connu une grande déception face au monde capitaliste. Le rapport s'inquiète de la diminution progressive de leur nombre alors que des mesures de clémence sont prises en leur faveur. On mentionne en premier lieu comme raison du non-retour l'effet de la propagande occidentale qui atteindrait beaucoup plus facilement les cercles dissidents que la propagande magyare. D'autant que, les autorités hongroises, reconnaît-on, n'étaient longtemps pas très favorables aux candidates et candidats au rapatriement pour des questions de sécurité intérieure. On relève en outre que des réfugiées et réfugiés sont empêchés de rentrer surtout pour des raisons financières : ils n'ont pas les moyens de payer le voyage de retour. On en dit très peu sur celles et ceux qui optent pour le rapatriement.

---

[263] KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról. Az illegálisan külföldre távozott személyek főbb adatai, 1956. Október 23–1957. Április 30 [Rapport de l'Office central statistique hongrois sur l'émigration clandestine de 1956. Principaux chiffres des personnes ayant illégalement quitté la Hongrie du 23 octobre 1956 au 30 avril 1957], 8. Az illegálisan külföldre távozottak hazatérése [8. Le rapatriement des personnes ayant illégalement rejoint l'étranger], *Regio*, 4, 1991, p. 198-199.

[264] Présentation préparatoire à une séance plénière du MSZMP. Az 1961-ig Magyarországra visszatértek számát a magyar hatóságok kb. 40 ezerre teszik [les autorités hongroises évaluent le nombre de rapatriés vers la Hongrie jusqu'à 1961 à environ 40 000], 15 juin 1961. MNLOL : M-KS 288. f. 5/232. ő. e.

Qui sont ces personnes ? Nous avons tâché de le savoir sur la base d'un échantillon de 1 000 cartes issues du fichier central de l'Office central suisse d'aide aux réfugiés (OCSAR)[265].

Pour comprendre en quoi se différencient les « revenantes et revenants » du groupe de base des « arrivantes et arrivants de 1956-1957 », il nous fallait prendre en compte les deux populations. Parmi ces 1 000 personnes – les arrivantes et arrivants donc – 179 sont des revenants, c'est-à-dire des personnes dont le retour en Hongrie a été consigné par les fonctionnaires de l'OCSAR[266]. Notre échantillon correspond dans les grandes lignes aux réalités proportionnelles des séjours, des émigrations et des retours des statistiques de l'OCSAR, ce qui confirme sa fiabilité[267]. Même si le nombre de 179 personnes (dont 129 hommes) peut paraître restreint, il s'est avéré suffisant pour notre analyse. En effet, au fil de la saisie, des tendances se sont rapidement dessinées, notamment selon certaines caractéristiques des personnes, que nous avons ensuite pu associer à des facteurs d'incitation au retour : le moment du rapatriement, la tranche d'âge, le lieu d'origine en Hongrie et le niveau de qualification.

Une tendance très claire concerne le moment de leur retour (graphique 1). Comme King l'affirmait dans ces principes concernant la migration de retour, nous pouvons remarquer ci-dessous que le gros des rapatriements compris dans notre échantillon a lieu peu après l'émigration[268].

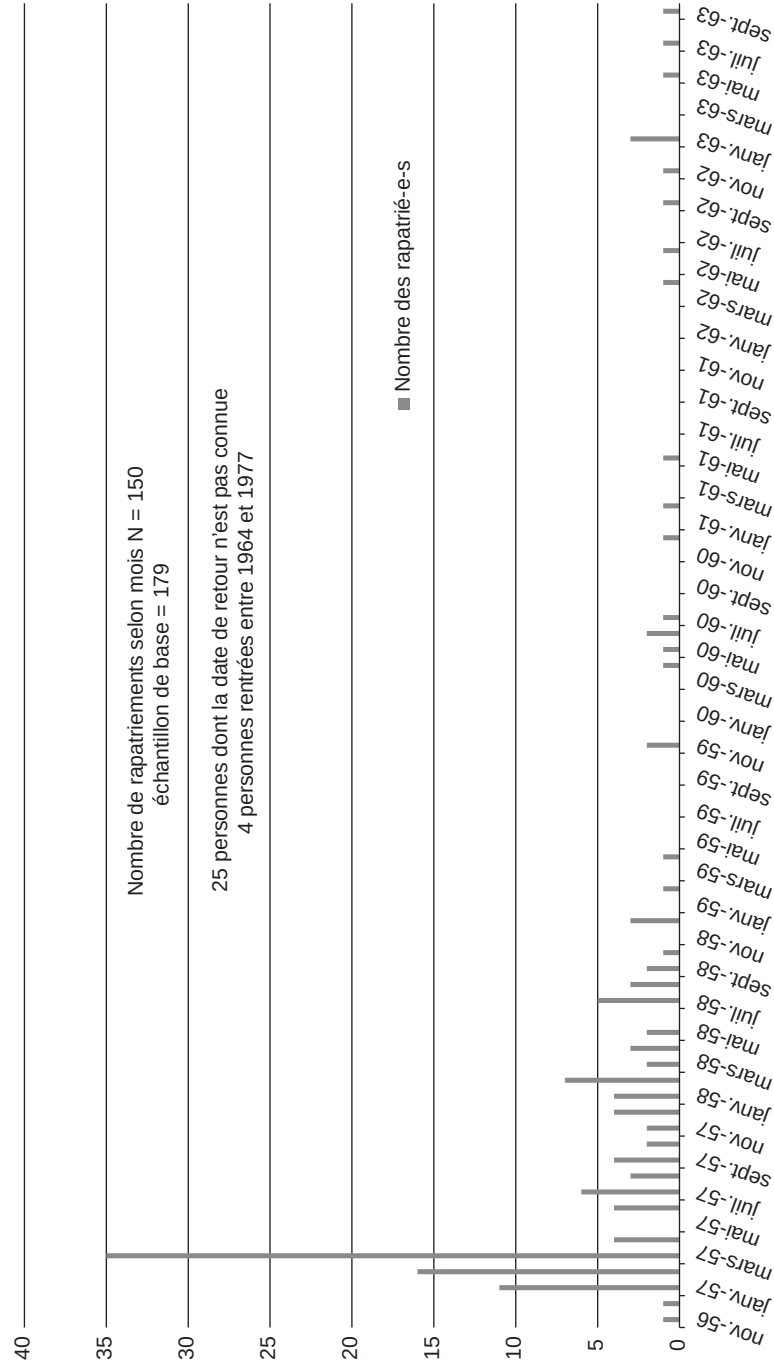
---

[265] Sur ces 1 000 cartes sélectionnées de manière aléatoire, 179 sont celles de rapatriées et rapatriés. Elles sont issues de la cartothèque de l'OCSAR : AfZ-SFH : Zentrale Flüchtlingskartei der Schweizerischen Flüchtlingshilfe (Karthothek) : (sans cote). Plus de détails concernant la méthode dans : Introduction (Méthodes et sources). Dans les graphiques présentés dans les pages suivantes, nous avons à chaque fois consigné d'abord les données concernant le groupe de personnes rapatriées puis celles des arrivantes et arrivants (rapatriés inclus). Nous avons soumis les variables catégorielles de notre base de données au test χ 2 qui a confirmé que les différences constatées entre les deux groupes et présentées dans notre texte sont significatives. Je remercie Anna Reiche pour son aimable contribution dans la réalisation de ce test.
Les annexes statistiques ont été retirées pour cette édition mais elles sont consultables dans le manuscrit original de la thèse, en ligne sur la bibliothèque numérique réro doc.

[266] Les retours « tardifs » (années 1970 et 1980) ne sont souvent pas consignés. D'autres n'ont pas été formellement comptabilisés en tant que tels. Anita Buss a pu nous confirmer que souvent, « *on ne savait pas que les gens rentraient* » car ils ne s'annonçaient pas. Entretien avec Anita Buss, Berne, 9 mars 2017.

[267] Robert Tiphaine, *Des migrant·e·s et des revenant·e·s. Une histoire des réfugié·e·s hongrois·es en Suisse (1956-1963)*, thèse de doctorat en histoire contemporaine, Université de Fribourg (Suisse), Annexe M1 : « Destination des réfugiée et réfugié depuis la Suisse. Confrontation de notre échantillon aux statistiques de l'OCSAR ».

[268] King Russell, « Generalizations from the History of Return Migration »…, p. 7-56. Voir annexe B.



Graphique 1 : Moment du retour[269].

[269] Robert Tiphaine, *Des migrant-e-s et des revenant-e-s…*, Annexe M10 : « Moment du retour ».

D'après ce tableau, le gros des rapatriements intervient peu après l'émigration. Nous associons ce résultat à l'impact du contexte hongrois, en particulier des risques de sanctions pour les revenantes et les revenants. Les trois amnisties édictées en leur faveur par le régime (1957, 1961, 1963) semblent influencer les décisions, en particulier la première, valable jusqu'à la fin mars 1957, ainsi que l'indiquent le pic des retours en mars et leur recul dès avril. Après cette date, le durcissement du régime au printemps 1958 peut aussi expliquer la chute des rapatriements volontaires. Anita Buss le relevait dans son rapport : les exécutions de meneurs de la Révolution en juin 1958 ne sont pas étrangères à ce changement. Si elle est toujours présente, la question des risques au retour semble parfois être négligée par les réfugiées et les réfugiés. Ils croient en la possibilité de négocier avec les autorités.

Les jeunes de 0 à 19 ans représentent 34 % des rapatriées et rapatriés de notre échantillon[270]. Parmi eux, on trouve une écrasante majorité de jeunes non accompagné (98 %). Ils ne dépendent pas des décisions de leurs parents restés en Hongrie et bénéficient donc d'une certaine marge de manœuvre. Nous avons voulu savoir ce qui les motivait à rentrer en confrontant sources quantitatives et qualitatives. Rappelons que les jeunes nés après le 1er octobre 1938 ne subissent théoriquement pas de représailles à leur arrivée. Il nous a donc semblé intéressant de croiser le moment du retour avec l'âge des personnes. D'après le tableau ci-dessous (graphique 2), il semble effectivement que les personnes nées après le 1er octobre 1938 – c'est-à-dire théoriquement à l'abri de représailles même après l'amnistie d'avril 1957 – rentrent, dès ce moment-là, plus volontiers que les personnes qui ne bénéficient pas de cette protection.

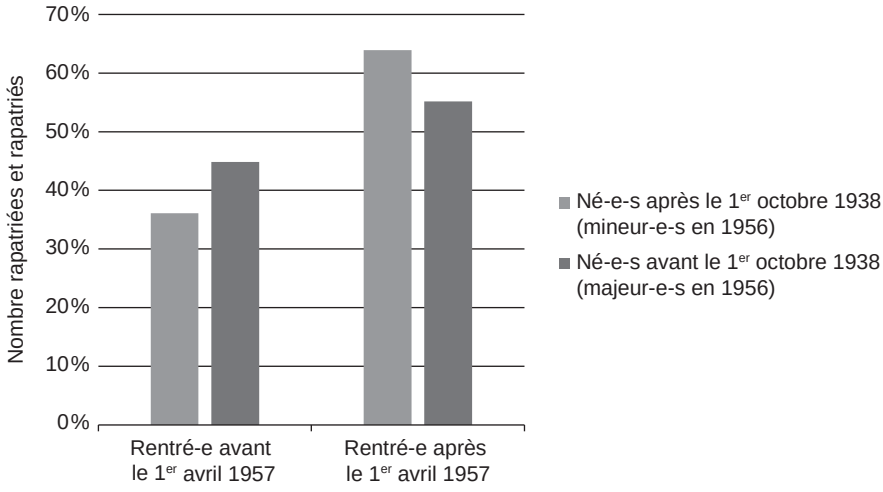
Outre cette relative sécurité au retour, de nombreux autres facteurs poussent les jeunes à rentrer, même après avril 1957. Nous l'avons vu dans le cas d'István Borsodi, il existe pour cette catégorie de réfugiées et réfugiés des moyens de négocier leur avenir avec les autorités hongroises et les risques à l'arrivée semblent sensiblement moins lourds que pour les adultes[271].

Nous avons pu déceler certaines déceptions propres à cette catégorie de la population, difficiles à quantifier, mais bien présentes dans les sources. Les dossiers individuels conservés dans des archives suisses montrent que beaucoup de jeunes étaient placés en apprentissage – une filière très valorisée en Suisse – alors qu'ils exprimaient plutôt leur intérêt pour les études ou pour travailler en fabrique et ainsi envoyer rapidement de l'argent à leur famille.

---

[270] Robert Tiphaine, *Des migrant·e·s et des revenant·e·s…*, Annexe M16 : « Réfugiées et réfugiés, rapatriées et rapatriés selon l'âge à l'arrivée ».

[271] Entretien avec István Borsodi, Szeged, 28 décembre 2015.



Graphique. 2 : Rapatriement des personnes mineures confronté à celui des adultes[272].

Leurs ambitions, particulièrement celles des filles, semblent souvent peu écoutées à l'image de cette jeune Hongroise qui espérait devenir « *capitaine ou pilote* » placée comme apprentie coiffeuse[273]. Certes extrême, cet exemple montre que les jeunes filles hongroises faisaient ainsi l'expérience d'un « Monde libre » avec une barrière de taille : le patriarcat. Elles se retrouvent face à un manque de perspectives en Suisse, non pas en raison de l'origine de classe de leurs parents – comme cela pouvait être le cas dans une dictature communiste –, mais à cause de leur sexe[274].

[272] Robert Tiphaine, *Des migrant·e·s et des revenant·e·s…*, Annexe M11 : « Âge à l'arrivée et moment du retour ».

[273] Cas de E. (1941). Questionnaire de la Croix-Rouge, 26 février 1957, CH-BAR#J2.15-02#1979/92# 120*.

[274] Concernant les discriminations envers les femmes en général, au début de notre analyse, nous avons supputé que les femmes, peut-être déçues des possibilités professionnelles, restreintes pour elles en Suisse, auraient tendance à prendre plus facilement le chemin du retour. Cela ne semble pas être le cas. En revanche, les femmes seules ont tendance à moins rester en Suisse que les hommes et préfèrent non pas rentrer en Hongrie mais émigrer vers un second pays d'asile, au Canada, aux États-Unis ou en Australie. Cela pourrait s'expliquer par le peu de débouchés professionnel qui existent pour elles en Suisse. Robert Tiphaine, *Des migrant·e·s et des revenant·e·s…*, Annexe M3 : « Destination des réfugiées et réfugiés seuls en fonction du sexe ».

Nous avons aussi voulu vérifier un facteur qui pourrait favoriser les retours : le lieu d'origine des rapatriées et rapatriés. À partir des informations consignées par le personnel de l'OCSAR, nous avons effectué deux codages, l'un définissant le type de lieu (capitale/province/autres), l'autre sa distance d'avec l'Autriche et la Yougoslavie, principales portes de sortie en 1956 (ouest de la Hongrie/Budapest et banlieue/autres).

Des études ont démontré que beaucoup d'émigrantes et d'émigrants de 1956 étaient originaires de la Transdanubie, c'est-à-dire la partie occidentale de la Hongrie. Ces analyses relativisaient ainsi le caractère politique de cet exode, étant donné que les événements de 1956 n'ont pas vraiment touché la région. D'autant que ces zones jouxtent la frontière autrichienne et représentent un cadre propice à l'émigration[275]. Dans notre échantillon, environ 32 % des réfugiées et réfugiés en Suisse viennent de l'ouest de la Hongrie. Or, la proportion de personnes rapatriées issues de cette même région (proche des frontières autrichienne et yougoslave) est encore plus importante (41 %)[276]. En revanche, les hommes et les femmes originaires de Budapest ou de l'est hongrois sont moins représentés parmi le groupe des revenantes et revenants que parmi les arrivantes et arrivants (graphiques 3.1 et 3.2).

Au paramètre géographique, on peut ajouter le type de lieu (capitale/province) (graphiques 4.1 et 4.2). Là aussi, on constate un décalage entre les deux groupes, l'origine provinciale étant davantage représentée chez les revenantes et les revenants (65 %) que chez les réfugiées et réfugiés en général (54 %).

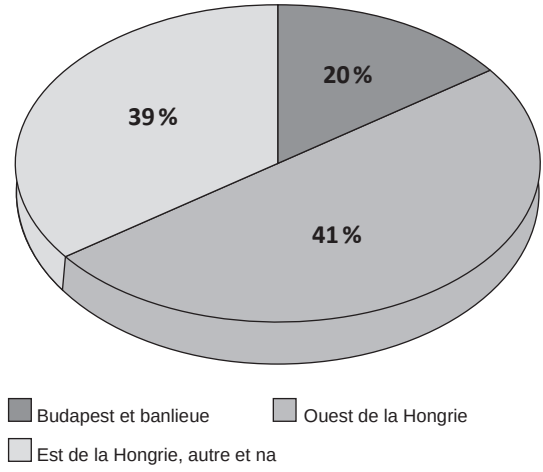
Cette disparité peut selon nous s'expliquer par la différence des risques à l'arrivée.

Celles et ceux qui habitent à quelques mètres ou kilomètres de la frontière autrichienne pourront à leur retour arguer qu'ils ont suivi la masse, un argument beaucoup moins soutenable si l'on vient de l'autre bout de la Hongrie. Il n'est par ailleurs pas exclu, comme le supputent certaines sources, que les personnes originaires des zones frontières sont parties avec plus de désinvolture que les autres, quitte à regretter leur choix ensuite. Par rapport au type de lieu, nous pouvons avancer qu'un rapatriement comporte moins de risques en province, où les mailles du régime étaient moins resserrées, que dans la capitale.

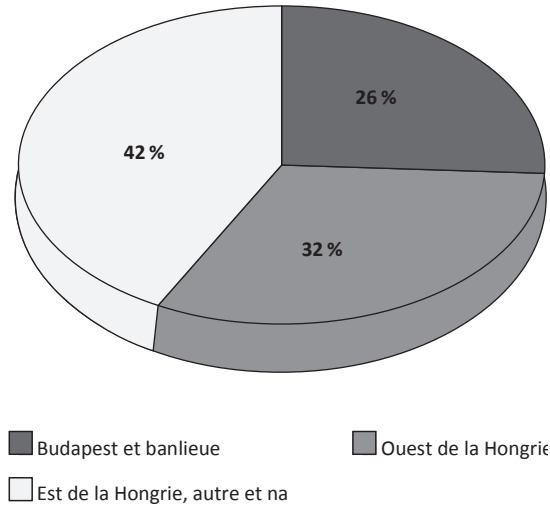
---

[275] Dufoix Stéphane, « La réfraction : 1956 en exil », in Collectif, *Communisme*, n° 88-89 - *La Révolution hongroise de 1956. Nouvelles Approches*…, p. 110.

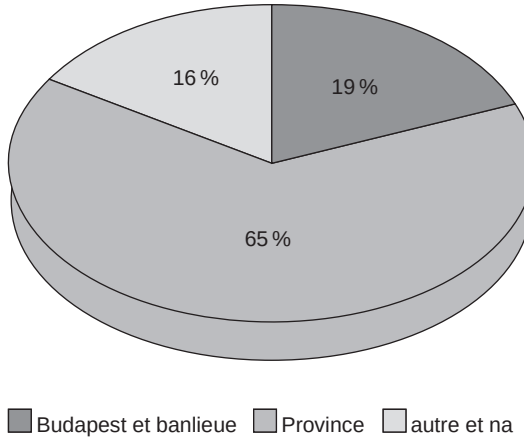
[276] C'est-à-dire neuf comitats à l'ouest de Budapest : Győr-Moson-Sopron, Vas, Zala, Somogy, Veszprém, Barany, Tolna, Fejér, Komárom-Esztergom. Il s'agit des lieux de naissance et non de séjour.



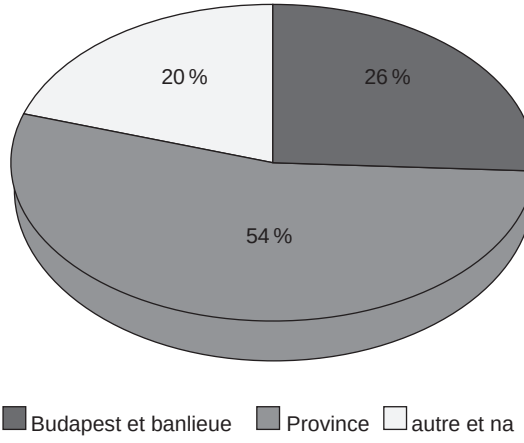
Graphique 3.1 : Lieu de naissance des rapatriées et rapatriés.



Graphique 3.2 : Lieu de naissance des réfugiées et réfugiés.
En fonction de la région géographique (proximité ou non avec la frontière).



Graphique 4.1 : Lieu de naissance des rapatriées et rapatriés.



Graphique 4.2 : Lieu de naissance des réfugiées et réfugiés.
En fonction du type d'environnement (capitale ou province)[277].

[277] Robert Tiphaine, *Des migrant·e·s et des revenant·e·s…*, Annexe M12 : « Origine des réfugiés et rapatriés ».

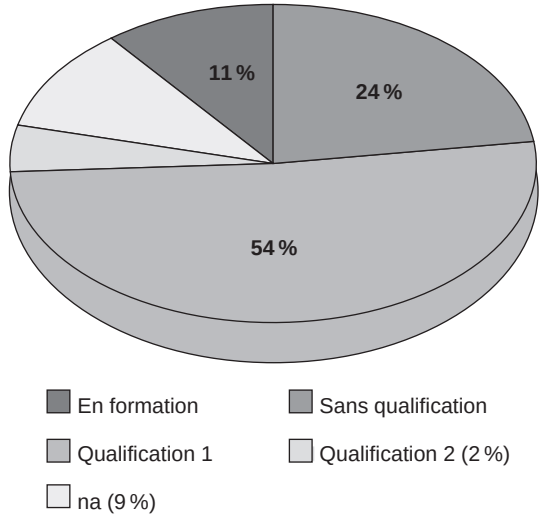
Enfin, nous avons cherché à saisir l'impact du niveau de qualification des personnes sur leur propension à rester en Suisse ou à repartir. Le rapport officiel hongrois KSH de 1957 mentionnait un taux élevé de personnes qui exerçaient des métiers dits « physiques » parmi les rapatriées et rapatriés. Nous avons voulu vérifier ce postulat pour les personnes rapatriées depuis la Suisse, qui offrait aux ouvrières et ouvriers un salaire sensiblement plus élevé qu'en Hongrie. La composition professionnelle de cette population a été détaillée à l'aide d'un codage. Les catégories de métiers ont été regroupées en trois degrés de qualification auxquels s'ajoutaient les enfants et les personnes en formation (graphiques 5.1 et 5.2)[278]. Nous avons pu constater que les métiers non qualifiés sont davantage représentés parmi le groupe revenant (24 %) que parmi le groupe arrivant (18 %).

Une différence est également visible pour les professions hautement qualifiées. Si ces ingénieures et ingénieurs, médecins, juristes (etc.) représentent 6 % des arrivantes et arrivants, ils ne représentent plus que 2 % des rapatriées et rapatriés. Les raisons de ce décalage semblent assez évidentes : cette élite comprend un nombre considérable d'ennemies et ennemis du régime qui n'ont aucun intérêt à rentrer. Nous avons vu que ce type de profil est par ailleurs valorisé en Suisse et en quelque sorte privilégié via différents réseaux académiques ou privés.

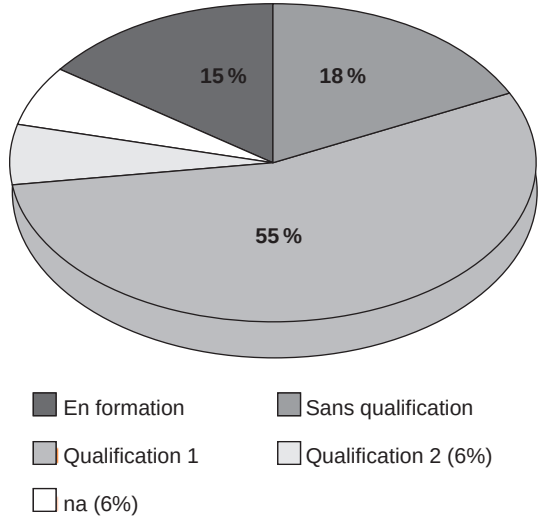
Finalement, un portrait-robot de la personne rapatriée se dégage. La plupart du temps, il s'agit d'un homme (70 % des revenantes et revenants) arrivé seul en Suisse (38 %) et rentré seul (39 %)[279], souvent originaire de l'ouest de la

[278] **Sans qualification :** manœuvres et ouvrières et ouvriers non qualifiés ; métiers non qualifiés hors ouvrières et ouvriers et manœuvres (serveurs, etc.) ; ménagères ; conducteurs et conductrices, chauffeurs et chauffeuses.
Qualification 1 : métiers de l'enseignement (hors arts et sport), sciences humaines, éducation et journalisme ; artisans commerçants et métiers traditionnels ; ouvrières et ouvriers qualifiés et professions techniques ; les soins ; second œuvre et bâtiment ; emplois de bureau et services publics ; mineurs ; fonctionnaires ; professions créatives et sportives ; paysans, forestiers, jardiniers.
Qualification 2 : métiers hautement qualifiés dans les professions techniques ; professions médicales et sciences dures (non techniques) ; sciences humaines, droit, économie, finance.
Plus de détails dans les annexes du manuscrit de thèse (Annexe M15 : « Réfugiées et réfugiés ; rapatriées et rapatriés selon les catégories de métiers et le niveau de qualification »). Les paysans et paysannes, les chauffeuses et chauffeurs, ainsi que les mineurs de fonds sont bien représentés parmi les rapatriées et les rapatriés.

[279] L'un de nos codages visait à rendre compte des configurations conjugales et familiales à l'arrivée et au retour. Il ne semble pas y avoir de grandes différences à ce niveau-là entre les deux groupes. Le codage confirme la grande proportion d'hommes seuls parmi les revenants. Parmi les femmes rapatriées, elles sont 34 % à être arrivées avec leur conjoint et 26 % à avoir rejoint la Suisse seules. Là, encore cela ne diffère pas des réfugiées dans leur ensemble.



Graphique 5.1 : Rapatriées et rapatriés selon niveau de qualification.



Graphique 5.2 : Réfugiées et réfugiés selon niveau de qualification.

Hongrie (41 %), la plupart du temps de province (47 %) qui exerce un métier qualifié ou non (78 %) mais très rarement hautement qualifié.

Nous souhaitons maintenant insérer ces constats dans une analyse plus compréhensive des parcours de migration également réalisée à partir de notre échantillon.

Des raisons sociales plutôt que politiques : l'exemple des couples

L'analyse des retours de migrantes et migrants permet de questionner de manière nouvelle les motivations de départ et surtout de souligner les dynamiques du projet migratoire. Loin de décider une fois pour toutes, les personnes réévaluent, à différents moments, les coûts-bénéfices de la migration et examinent les options disponibles. Notre analyse microhistorique permet de révéler cette temporalité des processus de décision individuels dans un cadre familial et également conjugal.

Dès le début de la saisie des données dans la base, un élément a retenu notre attention : assez fréquemment, des femmes et des hommes étaient signalés comme mariés mais les données de leur conjointe et conjoint n'apparaissaient nulle part et ils n'étaient pas signalés comme membres accompagnants. Ces femmes et ces hommes étaient partis sans leur épouse ou époux. Soit dans le but de la ou le quitter, soit en espérant la ou le faire venir en Occident, soit encore – et il s'agit d'une hypothèse qui n'est jamais mentionnée dans la littérature – en souhaitant partir *pour un temps* et revenir en Hongrie. Dans l'idée de voir « *de l'autre côté* » ou encore de gagner de l'argent et de le ramener au pays. À notre connaissance, il ne semble pas que l'argent des rapatriées et rapatriés était confisqué à leur retour en Hongrie[280]. L'une de nos témoins, Josette Szabó, a attiré notre attention sur cette option, en expliquant que celui qui allait devenir son époux partait en Suisse dans l'idée de revenir en Hongrie après quelque temps. Elle dit au sujet de son mari et de certains de ses compatriotes : « *Ils étaient très tristes parce qu'ils ont compris qu'ils* [ne] *pouvaient pas rentrer. La plupart, c'est après coup qu'ils ont su.* »[281]

[280] First survey (for may) on hungarian redefection, juin 1957, OSA : 300-40-1 :258.
[281] Entretien avec Josette Szabó, Hévíz, 13 décembre 2015.

Nous avons tâché d'évaluer la récurrence des cas de figure où les personnes sont parties sans conjointe et conjoint[282]. Dans notre échantillon, environ 10 % des réfugiées et réfugiés arrivés en Suisse avaient laissé une ou un conjoint en Hongrie avec une majorité d'hommes. Ce pourcentage doit être en réalité plus élevé : certaines personnes s'annonçaient célibataires à l'arrivée sans que ce soit forcément le cas. Toujours est-il que, parmi le groupe des revenantes et revenants, ils et elles sont le double, soit un peu plus de 20 %, à avoir laissé mari ou femme au pays. Cela signifie que les personnes qui ont laissé leur partenaire en Hongrie auront plus tendance à rentrer. Nous envisageons trois cas de figure qui expliquent leur retour : soit ces personnes regrettent d'avoir quitté leur famille, soit elles sont dans l'impossibilité de faire venir leur conjointe et conjoint, soit encore, dès le départ, elles n'avaient pas *l'intention* de rester. Sur les fiches de l'Office central suisse d'aide aux réfugiés, la mention : « *souhaite travailler en Suisse puis rentrer en Hongrie* » tend à valider cette hypothèse. Dans la première partie de cette recherche, nous avons vu que beaucoup de personnes sont parties en raison de l'opportunité qui s'est présentée de voguer vers d'autres horizons ou de changer de vie. L'une de nos témoins, Emese Pósfay, relate l'existence de ce type de cas en Argentine, où elle s'était portée volontaire pour aider « *des pauvres diables* » dans l'exil. Elle explique : « *Il y avait pas mal d'hommes qui avaient quitté le pays en disant à leur femme qu'ils allaient "acheter des cigarettes".* » Certains, explique-t-elle, ont été « *rattrapés par leur conscience* », souvent très peu de temps après leur arrivée dans le « Monde libre »[283]. De tels regrets ou l'intention du retour avant même le départ peuvent sans doute expliquer les nombreux cas de séjours extrêmement courts en Occident. L'amnistie ne peut être le seul facteur qui explique des changements de projets si radicaux. Sinon, comment expliquer qu'une ou un réfugié arrive en décembre et reparte en Hongrie début février, un cas de figure assez fréquent ? L'exil, comme le retour, est souvent tributaire de motifs liés à la situation personnelle, conjugale ou familiale.

En consultant les fiches, nous avons pu constater que le rapatriement semble être la cause ou la conséquence d'une rupture. De nombreux couples arrivés en Occident, mariés ou annoncés comme tels, se disloquent durant

[282] Robert Tiphaine, *Des migrant·e·s et des revenant·e·s…*, Annexe M5 : « Réfugiées et réfugiés, rapatriées et rapatriés avec conjoint resté en Hongrie » ; Les statistiques hongroises montrent d'ailleurs qu'1/5e des femmes mariées parmi la vague de 1956 ont quitté le pays sans leur mari : Murber Ibolya, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956… », p. 22.

[283] Entretien avec Emese Pósfay, Genève, 7 novembre 2014.

l'exil. Il arrive que la femme soit enceinte au moment de l'arrivée ce qui laisser deviner un départ en lien avec cette grossesse (peut-être hors mariage ou désapprouvée par la famille, etc.)[284]. Dans le cas des jeunes, il arrive qu'on mentionne « *a fui avec une amie* » ou avec « *son fiancé* ». Nous avons constaté l'arrivée de couples très jeunes ou encore des couples dont les conjoints n'étaient pas de la même confession. Dans la Hongrie rurale de 1956, ces relations sont couramment désapprouvées par les parents. Bien souvent, ces couples ou l'un des partenaires rentrent en Hongrie. Ce type d'exemples montre encore une fois l'importance des facteurs sociaux ou liés au vécu des individus dans les décisions de retour.

La prépondérance de motifs « *personnels et sociaux* » plutôt que « *politiques ou économiques* »[285] dans les décisions de retour correspond à l'un des principes du géographe Russell King concernant les migrations de retour. Dans notre cas d'étude, il n'est pas rare que des réfugiées et réfugiés hongrois optent pour le rapatriement volontaire en dehors de toute amnistie politique et sans grande perspective économique à leur retour. En ce cas, le retour s'apparente à un acte *politisé* plutôt que politique. Souvent, le manque d'informations sur les fiches nous empêchait de dégager des enjeux généraux. Chaque cas étant singulier, nous nous heurtions aux limites de ces sources qui ne donnent jamais de motif explicite de retour. Dans un seul cas, un fonctionnaire de l'OCSAR a noté « *fort mal du pays* ». Cette expression « valise » peut en fait induire une expérience décevante de l'exil, un facteur important de retour.

et des déceptions ?

Nous avons pu établir que ce sont aussi les obstacles rencontrés dans le pays d'accueil qui incitent les émigrantes et les émigrants à reconsidérer leur choix. Dans son rapport pour le DFJP en 1958, Anita Buss relève un phénomène qui touche certaines personnes et familles optant pour le retour en Hongrie : la difficulté de joindre les deux bouts[286]. Cet élément revient également souvent dans le discours des rapatriées et rapatriés face à la police

[284] Robert Tiphaine, *Des migrant·e·s et des revenant·e·s…*, Annexe M6 : « Réfugiées enceintes à l'arrivée ».

[285] King Russell, « Generalizations from the History of Return Migration »…, voir Annexe B.

[286] Anita Buss, Erfahrung mit ungarischen Rückwanderern in den letzten drei Monaten, 25 septembre 1958, CH-BAR#E2001E#1972/33#6808*.

magyare, une fois de retour. Nous envisageons cette difficulté dans un groupe de raisons que nous avons essayé de déceler dans les fiches de l'OCSAR : la *déception* de certaines et certains réfugiés après quelques semaines, mois ou années en Suisse. Ce sentiment peut naître face à l'apparition d'obstacles dans leurs projets migratoire, professionnel, personnel. Ainsi, à ce stade de l'analyse, nous nous proposons d'ausculter ces obstacles potentiels rencontrés dans le pays d'accueil.

Tout d'abord, pour vérifier les dires de Buss, nous avons tâché de regrouper les personnes qui rentraient avec toute leur famille en Hongrie, une trentaine de personnes sur nos 179 revenantes et revenants. Ce sont majoritairement des ménages au revenu probablement modeste où le chef de famille est par exemple manœuvre, chauffagiste, peintre en bâtiment, couturier, boucher, technicien, ou encore tisserand. Les femmes de ce groupe sont quant à elles notées comme étant ménagères, manœuvres, tisseuses, vendeuses. Ces familles ont été placées dans les grands bassins industriels suisses que sont Schönenwerd, Bienne ou Winterthur. Avec plus de trois enfants pour la plupart, les couples peuvent difficilement compter sur le travail rémunéré de la mère. En 1957, les crèches sont rares en Suisse et une alternative en matière de garde est difficilement accessible à des familles étrangères isolées. Un reportage du *Schweizer Wochen Zeitung* – un hebdomadaire illustré zurichois très anticommuniste et axé sur les thèmes de société – donne en février 1957 la parole à huit réfugiées et réfugiés. Le *leitmotiv* de l'article : la Suisse serait ouverte aux critiques formulées par « *nos hôtes* ». Ce témoignage, certes fragmentaire, complète le tableau des problèmes des Hongroises et Hongrois rencontrés en Suisse. Les auteurs de l'enquête ont posé une double question à des ouvrières et ouvriers hongrois : « *Qu'est-ce qui vous plaît particulièrement en Suisse/Qu'est-ce qui vous déplaît ?* »[287] Les désagréments rencontrés en Suisse sont liés à la précarité des logements (parfois, des baraques), la durée de travail plus longue qu'en Hongrie, la complexité du système et la cherté des assurances sociales ainsi que l'accès difficile aux soins. Deux autres personnes mentionnent le manque d'ouverture des Suisses et la difficulté de nouer des contacts. Peu décelables dans nos fiches, ces problèmes du quotidien peuvent représenter des facteurs de retour.

Un autre type de déception concerne le projet migratoire des individus. Nous avons montré que les Hongroises et Hongrois ne rêvent généralement pas de rester en Europe mais espèrent rejoindre les États-Unis, le Canada, l'Australie. Sans se baser sur des chiffres, l'enquête de RFE met en évidence

[287] Höhn Robert, Sulzer Bruno, « Ungarn sehen unser Land ! », *Schweizer Wochen Zeitung*, 21 février 1957.

la corrélation entre l'aspiration déçue de ne pouvoir rejoindre l'Amérique et le choix du rapatriement[288]. Cette affirmation se vérifie-t-elle dans notre échantillon ? Dans certaines de nos fiches, les souhaits d'émigration sont mentionnés. D'autres espoirs sont également notés : « *souhaite se former en Suisse* » ; « *souhaite travailler en fabrique* » ; « *aimerait étudier l'architecture* », etc. Nous avons tâché de classer et de quantifier ces souhaits pour comprendre si ces attentes non satisfaites peuvent avoir un impact sur les décisions de rentrer en Hongrie. Il semble que oui. Parmi le groupe de base de 1 000 réfugiées et réfugiés arrivés en Suisse, 90 % n'expriment pas de souhaits particuliers (ou du moins, leur demande n'est pas consignée sur leur fiche). Parmi les revenantes et revenants, ils sont plus nombreux à exprimer un espoir précis. Sur les 1 000 arrivées et arrivés, ils sont 4 % à notifier le désir d'émigrer outre-mer contre 7 % chez les revenantes et revenants[289]. Il semble donc que pour certaines et certains, le retour en Hongrie représente une alternative à l'émigration outre-mer, et surtout, une option en cas de non-réalisation du projet migratoire.

Nous avons également voulu savoir si les déceptions n'étaient pas aussi d'ordre professionnel. Russell King, dans ses principes sur les migrations de retour, expliquait que les obstacles liés à l'ascension professionnelle dans le pays d'accueil pouvaient favoriser le retour dans le pays d'origine[290]. Il est ici plus difficile d'avancer des hypothèses fiables.

Souvent, seule la profession apprise a été notifiée et la place de travail attribuée aux futures et futurs revenants n'a pas eu le temps d'être consignée. S'il y en a une, il est extrêmement difficile d'évaluer si elle correspond soit au domaine de spécialisation du réfugié, soit à ses aspirations. En d'autres termes, il n'est pas possible de savoir si la personne a connu une déception au niveau professionnel. Ainsi, nous ne pouvons ici avancer de conclusion par rapport à cette question n'ayant à disposition que des sources qualitatives déjà évoquées (interrogatoire ÁBTL, etc.). Nous avons aussi tâché d'évaluer si les femmes qui exerçaient des métiers traditionnellement masculins ont tendance à rentrer en raison d'un éventuel déclassement professionnel ou parce qu'elles se sont rendu compte que leurs possibilités en termes de carrière sont plus restreintes

[288] First survey (for may) on hungarian redefection, juin 1957, OSA : 300-40-1 :258.

[289] Si ce pourcentage doit être appréhendé avec précaution car il s'appuie sur un nombre restreint de personnes, ce constat est corroborée par les expertises, notamment de RFE. Robert Tiphaine, *Des migrant·e·s et des revenant·e·s…*, Annexe M7 : « Souhaits des réfugiées et réfugiés mentionnés sur les fiches ».

[290] King Russell, « Generalizations from the History of Return Migration »…, voir Annexe B (Point 12).

en Suisse que dans la Hongrie communiste. C'était le cas de l'une de nos témoins, Mária Szőregi, mécanicienne et employée comme simple manœuvre une fois en Suisse[291]. Malgré un codage relativement précis, cette tendance n'a pas pu être établie avec certitude[292]. Là encore, nous nous heurtions au silence partiel des sources, peu bavardes sur la situation des femmes et notamment sur leurs qualifications. Ainsi, dans de nombreux cas, aucune profession n'était consignée. Il est possible que le personnel de l'OCSAR, peinant à s'imaginer une femme mécanicienne ou tourneuse, notait simplement « ouvrière » ou encore « ménagère » si elle avait des enfants. Du moment qu'elle est mariée, son profil professionnel n'intéresse pas les autorités et les œuvres d'entraide, son cas étant considéré comme classé.

Un autre facteur potentiel de déception, cette fois-ci plus étayé, est représenté par le lieu de placement des réfugiées et réfugiés dans l'immédiat de leur arrivée, souvent dans des petites villes ou encore dans des villages. Plusieurs témoins, comme Magdolna Horváth, avaient attiré notre attention sur le désespoir qu'a connu une frange de la population réfugiée de 1956 en découvrant leur nouveau lieu de vie[293]. Beaucoup ne voulaient pas habiter dans un village. En conséquence, nous avons effectué un codage qui prend en compte le lieu de placement des réfugiées et réfugiés. Nous avons évalué si le leur point de chute est une ville (Zurich, Genève, Lausanne, Bâle, Lucerne, Berne, Saint Gall) ou non, et jaugé si les personnes envoyées dans des zones rurales avaient plus tendance à rentrer, déçues du nouveau lieu de vie qui leur avait été attribué[294]. Cela semble être le cas. Dans notre échantillon, les réfugiées et réfugiés sont près de 64 % à avoir été placés dans des petites villes et à la campagne à leur arrivée en Suisse. Ce taux s'élève à près de 76 % chez les personnes qui ont ensuite décidé de rentrer en Hongrie. Il se peut donc qu'une ou des insatisfactions quant à leur lieu de placement jouent un rôle dans le rapatriement.

En 1966, un article en trois volets de la *NZZ* portant sur l'assimilation des réfugiés hongrois met en évidence ce décalage : « *Dans nos villages, sous le* contrôle *attentif, parfois bienveillant, parfois critique* des voisins [les réfugiés hongrois] *se sentaient mal à l'aise.* » Et la *NZZ* de désigner, comme si souvent, le communisme comme principal responsable des a priori des réfugiés face à la paysannerie : « *Le communisme considère la paysannerie autosuffisante,*

[291] Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015.
[292] Robert Tiphaine, *Des migrant·e·s et des revenant·e·s…*, Annexe M8 : « Professions de femmes ».
[293] Entretien avec Magdolna Horváth, Delémont, 22 juillet 2015.
[294] Robert Tiphaine, *Des migrant·e·s et des revenant·e·s…*, Annexe M9 : « Placement des réfugiées et réfugiés en milieux urbains et ruraux (en Suisse) ».

traditionaliste comme un adversaire dangereux et entreprend tout, dans un état communiste, pour transformer les paysans indépendants en prolétaires dépendants. »[295] Le journal présentait un tableau qui quantifiait la tendance des réfugiées et réfugiés hongrois à rejoindre les villes. Zurich accueillait 2 300 Hongrois en 1957 et pas moins de 3 970 en 1965. Les cantons ruraux comme Uri, Schwyz, Obwald et Nidwald étaient par contre presque totalement désertés par les Hongrois et Hongroises entre les mêmes dates.

Certaines et certains ont donc pris une décision plus radicale en renonçant à rester en Suisse, peut-être bridés dans leur mobilité, sans possibilité de changer d'employeur, de lieu de travail ou de rejoindre une ville.

6.9 « *Le mal du pays a ses propres lois qui n'ont rien à voir avec la raison* »

Impossible à jauger de manière quantitative, le mal du pays joue pourtant souvent un rôle dans le retour, comme nous l'avons montré au cours de cette recherche. Nous avons choisi de l'aborder non comme phénomène sociologique, mais plutôt comme objet de discours. Des deux côtés du Rideau de fer, il est mobilisé pour diffuser différents messages.

En Suisse d'abord. En constatant que des Hongroises et Hongrois rentrent dans leur pays pourtant malmené par le régime de Kádár, un journaliste suisse conclut en 1957 : « *Le mal du pays a ses propres lois qui n'ont rien à voir avec la raison.* »[296] Le retour est vu comme un acte irraisonné, un peu fou. Dans son étude sur l'état psychiatrique des réfugiés hongrois, Emil Pintér rédige quelques pages sur les causes et les effets du mal du pays qu'il tente de quantifier. Vieillies, ses théories esquissent le mal du pays comme un état de faiblesse. Il cite ainsi Karl Jaspers qui voit ce phénomène comme une « *réaction typique* » des individus « *à la constitution faible, dégénérés* »[297]. Pintér conclut que les personnalités instables, sujettes à la dépression, inclineront naturellement vers des crises de nostalgie. Dans les représentations de l'époque, si le rapatriement est souvent assimilé à la conséquence d'un échec, le mal du pays apparaît lui comme une faiblesse, cause de cet échec.

---

[295] « Die Eingliederung der ungarischen Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 5 novembre 1966.

[296] « Ein Jahr Ungarnflüchtlinge », *Bünder Tagblatt*, 7 novembre 1957.

[297] Jaspers Karl, *Heimweh und Verbrechen*, Leipzig : Vogel, 1909, p. 35, cité dans Pintér Emil, *Wohlstandsflüchtlinge…*, p. 97.

Mais le mal du pays est aussi vu en Suisse comme un outil de propagande. En 1964, après l'amnistie générale décrétée par le gouvernement Kádár, deux concerts sont organisés par la légation hongroise à Genève et à l'Hôtel Bellevue de Berne dans le cadre d'une tournée de célèbres chanteuses et chanteurs d'opérette hongroise. La représentation diplomatique envoie des invitations aux Hongroises et Hongrois d'origine établis à Berne. L'Union des associations hongroises en Suisse (SMESZ) s'insurge aussitôt de cette invitation et prescrit un boycott de ce concert à leurs membres. La presse suisse se fait le relais de cet appel et dénonce un essai par le régime communiste d'amadouer les réfugiés hongrois et de les toucher dans le plus émotionnel des registres : « *celui de l'amour de la patrie.* »[298] Un fonctionnaire du Département politique qui commente les enjeux de l'événement doit se rendre à l'évidence : il ne sera pas possible d'annuler les concerts.

> « *D'un côté, il s'agit d'une vraie prestation artistique, d'un autre côté, les autorités hongroises ont de toute évidence le but d'inculquer le mal du pays aux Hongrois vivant en Suisse. L'action s'inscrit dans le cadre plus large de la distribution généreuse de visas entre la Hongrie et l'Ouest.* »[299]

Dans ce contexte, le mal du pays est perçu comme instrumentalisé par le régime communiste.

Quid du mal du pays vu depuis la Hongrie ? Le mal du pays associé au retour (possible ou impossible) est au cœur d'enjeux politico-culturels, jusqu'à aujourd'hui.

Dès l'exode de 1956, le régime Kádár joue sur la corde de cette émotion pour tenter de faire revenir les dissidentes et dissidents. Au cours de l'été 1956, une version hongroise de la chanson de Dean Martin – un chanteur issu de l'émigration italienne aux USA – *Memories are made of this* est régulièrement émise sur les ondes de Radio Budapest. Connu sous le nom de *Honvágy-dal* (la chanson du mal du pays), le morceau est adapté par l'artiste juif István Gommermann et interprété par sa compagne Ida Boross. Son refrain donne le ton : « *Loin, si loin est ma patrie, ah si seulement je pouvais la revoir une fois.* »[300] La chanson est diffusée à la radio le 23 octobre, juste avant l'explosion de violence. Pendant que 200 000 Hongroises et

---

[298] « Ein verfängliches Konzert », *Der Bund*, 23 mars 1964.

[299] Antonio Janner, chef de section au Département politique, Konzerte ungarischer Opernsänger in Genf und Bern : Besuchnotiz, 28 février 1964, CH-BAR# E4280A#1998/296# 774*.

[300] « *Oly távol messze van hazám, Csak még egyszer láthatnám* […]. » En ligne : https://www.youtube.com/watch?v=z6DHhpv2ee4 (4 décembre 2018).

Hongrois quittent le pays, elle passe en moyenne dix fois par jour sur les ondes et représente ainsi une sorte de pan culturel de l'amnistie… jusqu'à ce qu'Ida Boross et István Gommermann quittent eux-mêmes le pays pour Israël, puis les États-Unis. La chanson est alors rayée des programmes hongrois. Ironie du sort, elle est même récupérée par RFE comme hommage à l'Insurrection. D'une chanson décrivant la patrie perdue et qui devait pousser les Hongroises et Hongrois à retourner en terre communiste, elle devient le symbole patriotique d'un pays où l'on ne peut plus rentrer tant que les communistes le dominent[301].

Le mal du pays est constamment mobilisé par la propagande des démocraties populaires pour amadouer les dissidentes et dissidents : il représente une base avec laquelle peut composer le régime, non seulement pour les faire revenir mais aussi, dès les années 1960, pour créer du lien au-dessus du Rideau de fer.

Nous avons montré dans ces deux derniers chapitres qu'à la fin 1956, le gouvernement Kádár s'efforce de gagner un tant soit peu de crédibilité notamment via les décrets d'amnistie envers les fugitifs et fugitives. Nous venons d'analyser comment ces mesures se répercutent dans le cas précis de la Suisse. La question du rapatriement est ainsi au cœur d'enjeux idéologiques et diplomatiques dans l'immédiat de 1956 et au-delà.

On ne peut imaginer de geste plus politisé que le rapatriement vers l'Est. Pour autant, les enjeux du retour s'inscrivent surtout dans deux sociétés, plutôt que dans deux modèles idéologiques dépeints par les journalistes de l'époque. Les rapatriements sont surtout le fait de personnes qui doivent composer avec les deux sociétés que le contexte géopolitique a séparées par des discours et des frontières physiques.

Un film récent résume bien l'imbrication des différentes échelles d'analyse dont nous avons tenu compte : le pays d'origine, le pays d'accueil et la situation personnelle. *A berni követ* [L'ambassadeur de Berne] thématise un fait historique : une fusillade dans l'ambassade hongroise à Berne en août 1958 provoquée par deux réfugiés hongrois de 1956. La question du retour y apparaît en toile de fond principalement dans deux séquences du film[302].

---

[301] Herbert Ulrich, « Memories are made of Heimweh. Eine sentimentale journey durch das Jahr 1956 », in Kochanowski Jerzy, Puttkamer Joachim von, *1956 : (Nieco) inne spojrzenie = eine (etwas) andere Perspektive*, Varsovie : Wydawnictwo « Neriton », 2016, p. 168-170.

[302] Szász Attila, *A berni követ*, Hongrie, 76 min., 2014. Voir sur le sujet : Odehnal Bernhard, « Politthriller in Bern », *Tages-Anzeiger*, 4 mars 2014.

La première met en scène József Marjai, l'ambassadeur hongrois à Berne en 1958. Particulièrement engagé dans la campagne en faveur des rapatriements, celui-ci explique son combat à un interlocuteur étranger :

> « *C'est une guerre. Nous menons une guerre pour l'âme des immigrants. Nous, une bonne partie d'entre nous, avec nos modestes dispositifs pour agir, pendant que la Suisse, avec le pouvoir des milieux politiques industriels qui profèrent des mensonges, provoque et utilise de sales procédés.* »[303]

À l'attaché qui lui demande combien d'« *immigrants* » sont retournés en Hongrie depuis la Suisse, Marjai répond : « Beaucoup, *1 000, 1 200. Et ce sera plus. Car chaque Hongrois est important pour nous, nous allons nous battre pour chacun d'entre eux s'il le faut.* »

Dans une seconde scène qui se déroule également avant l'attaque, un couple de réfugiés hongrois entre deux âges est assis face à un employé de la légation qui examine leur demande de rapatriement. Le mari tient le *Népszabadság* à la main, journal officiel du Parti socialiste ouvrier hongrois. Le couple exprime son souhait de rentrer :

> « [La femme] – *Nous sommes partis avec tous les autres.*
>
> [L'homme] – *Quand les frontières étaient ouvertes.*
>
> [La femme] – *Nous avons le mal du pays.*
>
> [L'homme] – *Ils* [ndlr. les Suisses] *nous méprisent.*
>
> [La femme] – *Un Hongrois ne peut être qu'un ouvrier ou un alcoolique ici.* »[304]

Le fonctionnaire leur explique que « *rien ne les empêche de rentrer* » mais qu'ils seront arrêtés pour franchissement illégal de la frontière. Après leur avoir dit qu'ils risquent trois à six mois de prison, il leur demande s'ils veulent tout de même opter pour le rapatriement. Ils répondent par l'affirmative. Immédiatement après cette scène, les deux jeunes assaillants sonnent au portail et se font passer pour des candidats au retour afin de pénétrer dans le bâtiment.

Ces dialogues sont marqués par la combinaison de la dimension idéologique des retours (importance symbolique des retours pour le diplomate) et les raisons très terre à terre du retour (conditions de la fuite en 1956, mal du

[303] *A berni követ*, min. 4:05 à 5:11, traduction du hongrois.
[304] *A berni követ*, min. 4:05 à 5:11 et 5:20 à 5:50.

pays, malveillance des Suisses, conditions rudes de l'exil). Loin de s'exclure, les deux questions se conjuguent, notamment dans les stratégies du couple. S'ils mettent en avant des raisons sociales, l'homme montre de quel bord politique il est en arborant le *Népszabadság*, le journal du Parti.

Abordée au cours de ce chapitre, la question des appels au retour par des proches des réfugiées et réfugiés est assez symptomatique de cette imbrication d'enjeux idéologiques et sociaux. Certains parents appellent leurs proches au retour, comme nous avons pu l'observer dans le cas des jeunes. Ces appels sont dénoncés et considérés comme ceux du régime par les commentaires suisses. On les mobilise souvent pour expliquer les rapatriements. Mais ils ne semblent pas jouer un grand rôle dans les retours. Une fois en Hongrie, au cours des interrogatoires menés par la police, certaines personnes mentionnent aussi le besoin de s'occuper d'enfants ou de parents âgés restés en Hongrie sans que ceux-ci ne les appellent forcément au retour.

Cette conjugaison récurrente perturbe d'ailleurs l'analyse des motivations de retour. Chaque personne a conscience de l'environnement politisé dans lequel elle évolue mais, la plupart du temps, l'élude pour ne pas éveiller les soupçons. Plus rarement, la personne utilise le contexte pour améliorer sa situation, quand elle clame, par exemple, son aversion du capitalisme.

La guerre froide oppose non seulement des conceptions politiques, mais aussi et surtout des modes de vie. Les réfugiées et réfugiés comme les revenantes et revenants ont eu l'occasion de comparer ces modes de vie et leurs discours se font le reflet de cette confrontation. Mais la réalité est bien plus complexe que ces simples dimensions. Mille et un paramètres individuels et sociétaux s'y ajoutent et touchent aux attentes et aux déceptions des réfugiées et réfugiés à leur arrivée ou plus tard pendant leur exil.

Conclusion

Au moment de clore cette recherche, attardons-nous un instant sur Jean et Sandor, les personnages du roman d'Agota Kristof évoqués en introduction. Lorsque Sandor demande à Jean pourquoi il ne rentre pas en Hongrie, celui-ci répond : « *Je ne peux pas. Tout le village se moquerait de moi. J'ai promis la fortune à tous.* » Il invoque également le devoir qu'il a de continuer à envoyer de l'argent à sa famille restée là-bas, quand bien même sa femme l'a quitté pour un autre. Même si le roman ne dit pas si Jean finira par rentrer, il y a dans son récit un éventail de *raisons* de rentrer (sollicitations et manque des proches, chômage) mais aussi des *obstacles* au retour (peur du regard des compatriotes restés au pays, volonté d'envoyer de l'argent à sa famille). Ces paramètres sont à l'origine de dilemmes auxquels sont confrontés plus d'un ou une migrante. Ils sont au cœur de cet ouvrage.

Les résultats de cette étude peuvent être répartis en trois volets concernant : les réfugiées et réfugiés de la guerre froide, les discours sur le rapatriement, les raisons du rapatriement. Nous allons relever certaines limites de notre analyse et proposerons des pistes de recherches futures.

Réfugiées et réfugiés de la guerre froide

Tout d'abord, cette étude a reconstitué les facteurs qui ont mené aux événements de 1956 et a mis en évidence les raisons qui ont décidé quelque 200 000 personnes à quitter l'environnement dans lequel elles vivaient jusque-là. Le spectre de leurs motivations est extrêmement large et leur exil

s'accompagne souvent du désir de retour, que la situation du pays change drastiquement (comme ce sera le cas en 1989) ou non.

De l'autre côté du Rideau de fer, dès leur arrivée en Autriche, ces personnes sont vues comme des transfuges qui ont fait un pas définitif vers le Bloc occidental. Passées dans le « Monde libre », elles sont choyées par les organisations d'aide aux réfugiés, les autorités et la société civile. Nous avons mis en évidence à quel point, en 1956, l'Europe de l'Ouest fait preuve de cohésion en matière de politique d'asile. Le consensus pour accueillir les réfugiées et réfugiés, voire pour empêcher leur retour vers l'Est est tel qu'il permet des financements considérables en vue de leur intégration, qui se veut durable.

Mais nous avons montré que l'enthousiasme, lié à la forte médiatisation du soulèvement de 1956 et à la sympathie quasi unanime pour ses représentants s'essouffle vite. Cet accueil est forgé de bonne volonté, de compassion, mais aussi de condescendance, de paternalisme, parfois, de mépris et de beaucoup de malentendus. Le malentendu principal porte sur les attentes. Attentes des réfugiées et réfugiés sur leur avenir et attentes des personnes aidantes vis-à-vis d'eux. Ces enjeux sont rarement pris en considération dans les recherches existantes sur la vague de 1956. L'un des hiatus les plus marquants est sans doute l'aspiration d'une majorité de personnes à émigrer outre-Atlantique. Un souhait souvent mal compris, particulièrement en Suisse. En plein boom économique, le pays n'est, au contraire de ses voisins, pas en reconstruction. Dans ce contexte, les autorités tout comme la société civile ont du mal à envisager que des personnes « *échappées de l'enfer* » ne souhaitent pas rester dans leur « *paradis* ».

Certaines inégalités concrètes ont été dévoilées. Certes, ces réfugiées et réfugiés de la guerre froide sont généralement bien traités par les autorités autrichiennes, suisses et dans le monde occidental en général. Mais au cours de leur insertion rapide, voire précipitée, sur le marché du travail, il y a des « gagnants » et des « perdants » qui s'efforcent d'améliorer leur situation. En premier lieu, il vaut mieux être un homme avec une formation technique parlant une langue nationale qu'une femme (qualifiée ou non) si on veut être placé dans de bonnes conditions.

Ensuite, nous avons montré que celles et ceux qui ne se plient pas aux normes peuvent le payer très cher. Plusieurs centaines de réfugiées et réfugiés ont été internés sans jugement pénal parce qu'ils et elles refusaient de travailler à certaines conditions, que leur comportement était jugé inadéquat ou encore parce qu'ils et elles s'écartaient des mœurs en vigueur de la société extrêmement conservatrice de la Suisse des années 1950.

Les discours dans les médias helvétiques sur la vague de 1956 appellent les Suisses à la patience et à l'indulgence envers les Hongrois tout en donnant une image globalement positive de leur comportement. Ces discours d'apaisement sont en partie dictés par les autorités, les œuvres caritatives et les exilées et exilés hongrois d'avant 1956 qui avaient à cœur de diffuser une bonne image des nouveaux arrivants.

Étrange époque que la guerre froide où les réfugiées et réfugiés qui fuient le communisme sont encensés dans les médias pour leur comportement exemplaire, mais où les « *éléments indésirables* » de cette diaspora sont stigmatisés sans ambages dans des sources confidentielles telles que rapports, protocoles de réunions des organisations d'aide aux réfugiés, etc. L'enfermement de ces personnes dans différents établissements vise, entre autres, à les soustraire à la société. Une étude plus vaste sur ces internements « *en vertu des prescriptions sur la Police des étrangers* » serait nécessaire. Une Commission indépendante d'experts, mandatée par le Conseil fédéral, a publié en 2019 les résultats de quatre années de recherche sur les internements administratifs en Suisse[1] et un Programme national de recherche s'emploie actuellement à étudier les mesures coercitives à des fins d'assistance d'hier et d'aujourd'hui[2]. Or, les mesures analogues qui ont touché les réfugiées et réfugiés après 1945 ne sont pour l'heure pas abordées comme thème distinct dans ce vaste travail de mémoire[3]. Cette occultation est peut-être due en partie à l'idéalisation des réfugiées et réfugiés de la guerre froide menant à la figure de l'« *exilé modèle* », évoquée dans notre introduction.

Dans les deux premières parties de notre recherche, nous avons montré que ce « *mythe des réfugiés hongrois* » s'est construit en fonction du contexte. En 1976, un documentaire de la télévision alémanique nommé *Sobotich, Szöllösy, Antos : geboren in Ungarn*… présentait trois portraits d'anciens réfugiés

[1] Les résultats des recherches ont été publiés en 2019 en dix volumes qui comprennent une synthèse disponible dans les trois langues : Commission indépendante d'experts (CIE) Internements administratifs, *La mécanique de l'arbitraire : internements administratifs en Suisse 1930-1981 : rapport final*, Zürich & Neuchâtel & Bellinzona : Chronos Verlag & Éditions Alphil & Edizioni Casagrande, 2019.

[2] PNR 76 « Assistance et coercition – passé, présent et avenir ».

[3] Le cas des réfugiés hongrois est néanmoins mentionné dans Commission indépendante d'experts (CIE) Internements administratifs, *« … Je vous fais une lettre » : retrouver dans les archives la parole et le vécu des personnes internées*, Zürich & Neuchâtel & Bellinzona : Chronos Verlag & Éditions Alphil & Edizioni Casagrande, 2019, p. 107-108.

hongrois aux téléspectateurs et téléspectatrices[4]. Le premier – Sobotich – a tout de l'« *exilé modèle* » : il s'exprime en dialecte suisse allemand, il est sportif, il a ouvert avec succès son propre garage et vit paisiblement dans un pavillon de la banlieue zurichoise avec sa femme suisse et ses deux enfants, sans s'intéresser le moins du monde à ce pays qu'il a quasiment oublié, la Hongrie. Le parcours du deuxième réfugié interviewé – Szöllösy – est plus nuancé. Il a connu de nombreuses difficultés surtout d'ordre professionnel, refuse de payer des impôts jugés exorbitants et envisage de rentrer en Hongrie. Le troisième réfugié – Antos – est présenté comme un doux rêveur ou, c'est selon, comme un mouton noir : il travaille de manière épisodique, il est resté longuement sans emploi de son propre gré. Il pense également rentrer en Hongrie. Sans détailler les polémiques que ce documentaire a suscitées[5], l'effort des réalisateurs est assez remarquable : certes caricaturaux, ces portraits ont au moins l'avantage de révéler l'hétérogénéité de la diaspora hongroise en Suisse.

Cette vision pleine de nuances des années 1970 a été, à force de commémorations, simplifiée par les médias et la Suisse officielle au-delà de 1989. Fluctuante, nous avons constaté que l'image de ces réfugiées et réfugiés de la guerre froide s'éloigne bien souvent des réalités sociales, que ce soit dans l'immédiat de 1956, lorsque ces derniers sont présentés en héros ou en 2016, lors du soixantième anniversaire de 1956 – où ils s'apparentent à des migrantes et migrants à la culture supposée « *proches de la nôtre* » qui se seraient parfaitement intégrés. Comme si le premier portrait, celui de *Sobotich* avait écrasé les autres.

Dans ce contexte, une figure qui contredit ce modèle n'a pas vraiment sa place : celui ou celle qui rentre vers l'Est, ou, comme nous avons choisi de l'appeler, le ou la « revenante ».

Discours sur le retour

La troisième partie de cette recherche s'employait à éclairer le rapatriement de réfugiées et réfugiés de la vague de 1956 : un phénomène jusque-là ignoré par la recherche. Il s'agissait en premier lieu de cerner les discours que suscite ce phénomène. Aussi bien l'émigration, l'immigration, que le retour sont sujets à des analyses contemporaines des deux côtés du Rideau de fer.

[4] Gödrös Mátyás, Liebi Erich, Piccard André, « Sobotich, Szöllösy, Antos : geboren in Ungarn… », Schweizer Fernsehen DRS, 18 octobre 1976.

[5] Sur le sujet : Tréfás David, « Der Zugang der ungarischen Diaspora… », p. 115-132.

Du côté hongrois, on observe différentes attitudes face aux réfugiées et réfugiés, dont l'image de traîtres domine les analyses de l'immédiat après 1956. Les commentaires issus de la Hongrie et de la sphère communiste se veulent en revanche bienveillants envers les rapatriées et rapatriés, ces compatriotes qui ont été dans l'erreur pour un temps seulement. D'autant qu'ils ont l'avantage de délivrer un message que la presse et les autorités communistes vont largement exploiter : l'Occident ne serait pas le paradis imaginé.

Dans le camp occidental, les réfugiées et réfugiés sont d'abord perçus comme des héros car assimilés aux « combattants de la liberté » qui ont osé s'attaquer aux chars soviétiques. Dans un second temps, les journaux occidentaux, bien souvent de concert avec les autorités chargées de l'accueil, donnent généralement une image positive des réfugiées et réfugiés. Et cela, face à des critiques qui émanent de l'opinion concernant leur comportement. Le rapatriement d'une partie des Hongroises et Hongrois de 1956 n'est que peu commenté. Les rares analyses livrées en disent plus sur le poids de la guerre froide que sur les motifs réels des candidates et candidats au rapatriement. Il arrive que les textes les plus anticommunistes mentionnent ces retours pour appeler le lectorat à ne pas se démobiliser dans l'accueil des exilés. Un commentaire de Bernard Béguin dans le *Journal de Genève* résume cette idée :

> « *Tout réfugié qui préfère le rapatriement en pays totalitaire à l'accueil du monde libre est une défaite comptabilisée en lettres de feu, et il ne faut plus se dissimuler que la liste s'allonge* […] *de ceux qui ont cédé à la nostalgie de leur ancien foyer, parce que nous n'avons pas su leur en donner un nouveau.* »[6]

Dans ce contexte, le retour est perçu tantôt comme le résultat d'un échec dont les sociétés occidentales seraient responsables – *on n'a pas su assez bien accueillir ces personnes* – tantôt comme un revers dont les réfugiés sont les seuls responsables. Ils seraient passés à côté d'une énorme opportunité. C'est par exemple le message du reportage du journal *Die Woche* qui explique en substance que *le paradis se mérite* et que ceux qui rentrent ne sont pas à la hauteur : des moutons noirs ou des faibles en somme[7]. Il est en revanche très rare que les journalistes remettent en question la société suisse ou s'efforcent vraiment de comprendre ce qui a pu décevoir ces personnes. Par exemple, les conditions de travail effectivement très dures au sein des fabriques suisses des années 1950 et le peu de protection syndicale dont jouissent les

[6] Béguin Bernard, « Perdrons-nous la bataille de Hong-Kong ? », *Journal de Genève*, 11 octobre 1957.

[7] Voir chapitre 6 (Le paradis se mérite) et Fig. 4.

ouvrières et ouvriers de cette époque. Cette critique de la société occidentale est seulement l'apanage de l'extrême gauche qui s'échine à en dénoncer les dysfonctionnements.

Dans le cas de 1956 et des réfugiées et réfugiés hongrois, à l'Ouest comme à l'Est, on cherche à faire ressortir un message de ces migrations à contresens. Mais y en a-t-il vraiment un ?

Côté Ouest, ils représentent un affront idéologique relativement tabou et, si on en parle, c'est un moyen de dénoncer les pratiques des régimes communistes comme l'appel au retour. Les autorités et les responsables de l'accueil considèrent généralement avec étonnement celles et ceux qui veulent rentrer dans leur pays. Côté Est, certes les retours sont valorisés mais l'instrumentalisation de ces migrations côtoie la méfiance. Cette suspicion des deux côtés du Rideau de fer est évoquée dans un roman allemand des années 1980, où un *Sauteur de mur* passe d'un côté de l'autre du mur de Berlin sans motif concret :

> « *Là-haut Kabe resta un moment sous les projecteurs braqués par les patrouilles de l'Ouest, aussitôt accourues, il demeura sourd aux appels des agents de qui tentaient in extremis de lui faire comprendre où était l'Est et où était l'Ouest, puis il sauta du côté Est. Dans l'autre État allemand, la police arrêta Kabe pour violation de frontière. Pendant les heures d'interrogatoire qu'il dut subir, Kabe ne trahit aucune intention politique précise, ni même la claire volonté d'un séjour définitif. Quand on demanda qui l'avait envoyé, il répondit qu'il était venu de sa propre initiative et qu'il avait seulement voulu aller de l'autre côté.* […] *Ses interrogateurs ne purent expliquer cette étrange inversion dans l'orientation du saut, que par une éventuelle araignée logée sous le crâne de Kabe. Ils le menèrent à la clinique psychiatrique de Buch.* […] *Dans les feuilles publiées à l'Est, on hésitait entre les qualificatifs de "provocateur" ou de "chômeur au désespoir"; un magazine de l'Ouest tâchait d'évaluer la somme que les services secrets de l'Est avaient pu verser à Kabe.* »[8]

Nous croyons que cette absence d'idéologie est justement une clé de compréhension des rapatriements.

Nos recherches ont porté principalement sur la presse suisse et hongroise. Or, il serait pertinent de comparer les lignes rhétoriques au sein du Bloc de l'Est et, peut-être, à différentes phases. Elles forgent cette guerre froide

[8] Traduction : Nicole Casanova. Schneider Peter, *Le sauteur de mur*, Paris : B. Grasset, 1983, p. 44-45.

culturelle dont l'étude est souvent dans l'ombre de l'histoire géopolitique. Ces discours sont accompagnés de politiques censées favoriser les rapatriements. L'histoire de ces différentes politiques est encore à faire. Il s'agit d'autant d'« *espaces perméables entre les deux blocs* » évoqués en introduction. Certes, les revenantes et revenants demeurent une minorité mais en bousculant ainsi le logiciel guerre froide, ils invitent à interroger les sociétés Est et Ouest dans toute leur complexité.

Dans le cas de notre objet de recherche, le poids de l'idéologie sur les pays d'émigration et d'accueil est tel que non seulement les politiques d'asile se construisent largement en fonction de ce contexte, mais également les politiques de retour. Pendant la guerre froide, ce sont essentiellement l'Union soviétique et les démocraties populaires qui entreprennent des politiques d'appel au retour, alors que les autorités des pays d'accueil du « Monde libre » s'efforcent, généralement, de freiner les retours vers l'Est, perçus avec méfiance et comme autant de petites défaites idéologiques. Or, aujourd'hui, ce sont principalement les pays d'immigration qui appliquent des mesures qui visent à favoriser le retour de personnes immigrées, déboutées, voire réfugiées. Certes, l'article 33 de la Convention de Genève interdit le refoulement des réfugiées et réfugiés qui en ont obtenu le statut[9]. Mais les expulsions et les retours forcés, avec des conséquences souvent dramatiques, sont aujourd'hui massivement pratiqués envers celles et ceux qui n'obtiennent pas l'asile, notamment depuis la Suisse[10].

Pendant la guerre froide, des deux côtés du Rideau de fer, ce sont des questions aussi bien idéologiques qu'économiques qui dictent les dynamiques de ces politiques migratoires. Et comme aujourd'hui, l'accueil ou le non-accueil, l'absence ou la présence des politiques de retour des réfugiées et réfugiés dépendent essentiellement des intérêts des États, qu'ils soient liés à l'économie, à l'image du pays d'accueil, à la propagande.

---

[9] Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, *Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés*, dite *Convention de Genève*, 1951, art. 33 : Défense d'expulsion et de refoulement.

[10] « Rapport 2017/18 d'Amnesty International ».
En ligne : https://www.amnesty.org/fr/latest/research/2018/02/annual-report-201718/ (20 décembre 2018).

Pourquoi rentrer ? Pourquoi ne pas rentrer ?

Notre recherche avait comme objectif principal de comprendre les raisons des rapatriements. Comme au moment de l'émigration, les facteurs de décision peuvent s'additionner. Dans notre analyse, nous avons classé ces facteurs en trois groupes : les raisons liées au pays d'origine ou à l'environnement quitté, les raisons liées aux conditions ou aux raisons de la fuite, les raisons liées au pays d'accueil ou plus généralement à l'environnement d'arrivée.

Le premier groupe qui désigne les raisons liées au pays d'origine est une forme de *pull* inversé : l'attirance de la Hongrie. Une frange des émigrantes et émigrants de 1956 a cru à l'amnistie et aux promesses de pardon du régime Kádár ou ont simplement confiance. Plus qu'une confiance en leur pays d'origine, il s'agit plutôt d'une confiance en eux. Si elle est toujours présente, la question des risques au retour semble parfois être négligée par les individus. Ils croient en la possibilité de négocier avec les autorités. Cette confiance transparaît dans l'enquête du magazine *Die Woche* qui rapporte les propos d'un des revenantes et revenants : « *Je leur raconterai que j'ai toujours été un fidèle communiste.* »[11] ou encore dans les conclusions d'Anita Buss, la collaboratrice du Département de justice et police suisse. Nous avons constaté que le contexte politique – qui se tend en 1958 et se détend dès 1961 – a une influence sur le fléchissement ou l'augmentation des retours. Les réfugiées et réfugiés se tiennent informés d'une part par la presse mais surtout par les parents et connaissances restées au pays. Nous avons expliqué comment les efforts du gouvernement hongrois pour faire revenir au moins certains compatriotes sont contrebalancés par le zèle suisse à les renseigner des dangers qui les guetteraient si d'aventure ils rentraient. Mais l'étude du vécu des personnes une fois rentrées en Hongrie est malheureusement demeurée fragmentaire. Nous avons pu souligner le caractère aléatoire du traitement auquel les revenantes et revenants sont soumis. Des recherches plus conséquentes sur le devenir de ces personnes seraient nécessaires. Cette enquête pourrait s'étendre au-delà de la Hongrie et également au-delà de l'année 1963, qui dans le cas de ce pays, correspond à un dégel durable. Les chronologies sont différentes pour chaque démocratie populaire et nous n'avons pas pu proposer d'analyse comparative du destin des rapatriées et rapatriés. Une histoire des retours vers l'Est reste à faire.

[11] Voir chapitre 6 et Fig. 4.

Le deuxième groupe de raisons a trait aux circonstances de l'exode. L'opportunité de fuir facilement et rapidement en Occident, particulièrement si l'on habite à proximité de l'Autriche ainsi que la quasi-certitude d'y être bien accueilli ont constitué des facteurs d'émigration. Ce départ parfois précipité a pu être regretté par la suite. Il faudrait également ranger dans cette catégorie la décision de parents d'envoyer leurs enfants en Occident pour leur offrir un meilleur avenir. Ces paramètres conditionnent les rapatriements.

Il y a aussi dans cette vague des personnes qui ont quitté une situation conjugale ou familiale insatisfaisante. Cette fuite échappatoire s'accompagne parfois de remords. Nous avons également voulu montrer que l'exil, dès le départ de Hongrie, est parfois pensé comme provisoire. Un paramètre jusque-là non pris en compte dans la littérature secondaire. C'est en ce sens que l'analyse du phénomène du retour apporte quelque chose aux recherches menées sur l'exode de 1956 en général. L'interprétation de l'exode hongrois qui a prévalu est que les émigrantes et émigrants ont quitté la Hongrie avec la ferme intention de demander l'asile et de rester en Occident. Selon cette interprétation, ces derniers n'envisagent aucunement le retour sauf en cas de changement de régime tel qu'il a eu lieu en 1989. Or, de nombreux témoignages dans les archives ou dans le cadre de nos entretiens suggèrent que beaucoup n'avaient pas l'intention de rester en Occident. Au moment de quitter la Hongrie, une frange de l'émigration de 1956 n'était pas toujours consciente du caractère irrévocable de ce geste et que le retour en Hongrie pourrait être synonyme de danger. L'une de nos témoins, Josette Szabó, – l'épouse suisse d'un réfugié – met en évidence ce paramètre en évoquant la prise de conscience de son mari une fois en Suisse : « *Il s'est rendu compte qu'il n'était plus possible de retourner en Hongrie.* »[12] D'autres sont partis simplement avec l'espoir que la situation se calmerait et qu'ils rentreraient aussitôt. Qui savait alors comment la situation allait évoluer ? D'autres encore sont partis sans leur famille avec l'intention de travailler, d'économiser, puis de rentrer.

Dans leurs analyses qui portent sur le retour, si Radio Free Europe ou les responsables de l'accueil ne prennent pas en compte ce motif c'est peut-être parce que, selon leur grille de lecture, on ne quitte que définitivement le monde communiste. Les sources institutionnelles montrent que la situation évolue très vite pour les fugitifs et fugitives de 1956, devenus quasiment automatiquement réfugiés dans le « Monde libre ». Une prise de conscience

[12] Entretien avec Josette Szabó, Hévíz, 13 décembre 2015.

du danger potentiel en cas de retour en Hongrie explique sans doute en partie le succès de l'amnistie jusqu'au 1er avril 1957. S'ils laissent passer ce délai, beaucoup d'entre eux peuvent craindre, avec raison, de rentrer.

Ces décrets d'amnistie prononcés par le gouvernement hongrois bousculent peut-être les intentions des émigrées et émigrés, mais beaucoup semblent, dès leur exil, en proie à des hésitations : faire leur vie dans le pays où ils ont la possibilité d'émigrer, ou rentrer. En partie décomposé en 1955 et 1956 – le Rideau de fer est alors, suivant les endroits, très aisé à franchir physiquement dans un sens comme dans l'autre ; il redevient hermétique dès 1957. Dans les théories des migrations de retour, les auteurs mettent en évidence deux cas de figure : le retour issu d'intentions originales (*original intentions*) et d'intentions révisées (*revised intentions*)[13]. Si jusque-là, pour ce qui concerne la vague de 1956, on peinait à concevoir que certaines personnes soient parties dans l'idée de revenir assez rapidement, notre analyse tend à montrer que les deux types d'intentions coexistent au sein de la vague de 1956.

Les raisons liées à l'environnement d'arrivée regroupent les déceptions et les aléas qu'ont pu rencontrer les émigrées et émigrés une fois en exil. Il s'agit cette fois d'une sorte de *push* inversé. Le manque de perspectives, la stagnation, les frustrations mais aussi la difficulté de s'intégrer sont autant de facteurs qui ont poussé certaines personnes à se risquer au retour. En rentrant en Hongrie, elles espéraient sans doute retrouver un réseau et une société dont, au moins, elles connaissaient mieux les règles. Si la plupart de nos témoins ne sont pas allés jusqu'à rentrer, ils nous ont raconté leurs déceptions liées à la vie de tous les jours en terre helvétique. Souvent très jeunes, ils se sont heurtés à un conservatisme, certes également présent en Hongrie mais qui dans l'exil et dans la société très sclérosée de la Suisse des années 1950 leur paraissait difficilement supportable. Certains nous ont confié qu'ils étaient épris de « *liberté politique* » mais aussi désireux de gérer leur vie comme ils l'entendaient, ce qui n'était pas toujours possible là où ils avaient été placés. Il y a bien un décalage entre les attentes au moins en partie forgées par les discours de Radio Free Europe et la réalité du quotidien à l'Ouest. Dans une enquête réalisée en 1966 par la Télévision suisse, un réfugié explique : « *Nous pensions que l'Occident était vraiment un paradis* [et que] […] *notre liberté de mouvement serait plus grande.* » Le reporter demande à un autre réfugié, ouvrier à Genève, s'il a été déçu une fois en Suisse : « *Naturellement nous on a pensé, beaucoup de jeunes, on pensait que quand on arrivait à l'Occident, on travaillerait très peu* […] *et on aura la vie*

[13] Bartram David, Poros Maritsa, Monforte Pierre, *Key Concepts in Migration*, Los Angeles (etc.) : SAGE, 2014, p. 121-124 (« Return Migration »).

belle… !» Lorsque le reporter lui demande si ce n'était pas «*tout à fait le paradis*» qu'il imaginait, le réfugié secoue la tête en riant[14].

Le manque de liberté de mouvement revient régulièrement dans les sources qui décrivent les déceptions au contact de l'Occident. Cette forme d'immobilité pouvait d'ailleurs rappeler aux réfugiées et réfugiés des obstacles analogues expérimentés dans la dictature. De manière générale, la *déception* est une raison, ni tangible ni objective, difficilement vérifiable mais elle transparaît régulièrement dans les sources.

Les enjeux liés aux internements appartiennent également à cette catégorie. Les réfugiées et réfugiés hongrois sont internés en partie au moins pour les mêmes raisons que les Suisses et les Suissesses : mœurs jugées déviantes, réticences à travailler là où les autorités les ont placées, etc. Ces personnes rencontrent ainsi d'immenses obstacles et, pour certaines, entrent dans un cercle vicieux au sein duquel l'option du rapatriement apparaît comme une sortie de secours. Un réfugié qui s'était plaint des pratiques d'internements administratifs suisses à la Commission européenne des droits de l'homme résume cette option dans une phrase lapidaire : «*Plutôt rentrer en Hongrie que d'être interné en Suisse.*»[15] Dans ce cas, le rapatriement correspond au vœu des autorités suisses qui considèrent ces cas comme doublement dérangeants : ils entachent la réputation de la population réfugiée et risquent de vivre aux frais de la collectivité. Ainsi, cette décision est conditionnée tant par des facteurs sociétaux que par des injonctions des autorités. Certaines et certains réfugiés vont à l'encontre de ce vœu des autorités et s'opposent au rapatriement. Parfois, sans qu'on aille jusqu'à l'internement, des revenantes et revenants fuient une situation problématique en Suisse : la précarisation du permis de séjour, des dettes, une situation amoureuse et conjugale déplaisante, etc.

Enfin, le phénomène d'attente – grand absent des théories sur les migrations de retour – joue un rôle. Peter Gatrell a récemment défini l'histoire du déplacement comme une «*histoire des lieux – de départ et d'arrivée, parfois de voyages multiples, et aussi d'immobilités*»[16]. Une attente prolongée peut être déterminante dans la décision du retour. Elle cause justement de la *déception*. Nous avons montré que beaucoup de Hongroises et Hongrois étaient partis avec un espoir : émigrer outre-mer. L'annonce en mai 1957 que les États-Unis n'accepteraient plus de transfuges à moins qu'ils ne présentent certaines qualifications professionnelles utiles ou qu'ils aient déjà des parents sur place,

[14] «Les Hongrois en Suisse», *Continents sans visa*, Télévision suisse romande, 6 octobre 1966.
[15] Lettre de K. L. du 16 octobre 1962, CH-BAR#E4264#2016/117 #.
[16] Gatrell Peter, *The Making of the Modern Refugee*…, p. 289.

avait provoqué des grèves de la faim et des protestations. Face à la déception de ne pas pouvoir rejoindre l'eldorado, certaines personnes ont préféré rentrer.

***

Nous avons insisté sur le mal du pays, motif qui apparaît dans les interprétations des deux régimes confondus. Cette émotion est bien sûr centrale mais elle ne nous semble pas pour autant représenter un motif de retour à part entière, surtout dans les premiers mois de l'exil. Vu les dangers que la décision du rapatriement est susceptible de causer, même très fort, ce mal du pays s'accompagne d'autres insatisfactions dans le pays d'accueil ou d'espoirs quant à la vie après un retour en Hongrie.

L'opposition de valeurs sociales affichées par les deux systèmes politiques domine les interprétations et obnubile les contemporains. Elle confirme le poids du contexte politique et la nécessité d'en tenir compte dans l'étude de migrations, quelles qu'elles soient. Mais en définitive, le contexte politique de la guerre froide masque en partie les aspects sociaux et la complexité des situations. Les raisons données par Agota Kristof, Emil Pintér, Anita Buss, *La Voix ouvrière*, *Die Woche* ou Miklós Szabó représentent un vaste panel de considérations émotionnelles, culturelles, sociales et politiques mais ont comme point commun de révéler une réalité : la migration comme synonyme de dilemmes et de choix lourds de conséquences. Que ce soit lors d'une émigration ou d'un retour, on espère quitter une situation critique et un lieu donné. Cette situation peut être une guerre, des persécutions, une dictature, une situation familiale insatisfaisante, un travail décevant, un avenir bouché, un quotidien morne… Ce lieu peut être la Hongrie communiste, et même la Suisse des Trente Glorieuses.

Épilogue : Ton Grand Retour

« En 1991, 1992, la Yazigie s'est stabilisée. Elle est une jeune démocratie agitée et impulsive, mais une démocratie tout de même. Toujours rien. Pourtant, cette fois, vos parents ont le choix. Fini le piège territorial. Ils auraient pu rentrer. Mais non. Rigidification de la quarantaine ? Refus de perdre la face ? Effet de gel ? Plus on attend le bus et plus on l'attend, quand cela fait une heure qu'on poireaute repartir à pied revient à admettre qu'on avait pris la mauvaise décision, que l'attente était absurde, alors on persévère, on reste dans l'attente coûte que coûte. Ou bien ils ont réalisé qu'ils préféraient être des Yaziges de l'étranger, en exil l'amour de la patrie est toujours plus ardent. »

Yargekov Nina, *Double nationalité*, Paris : Pol Éditeur, 2016, p. 236.

La dimension culturelle, voire philosophique du retour et de la tentation du retour est, encore aujourd'hui, très présente dans la littérature et les productions artistiques des pays d'Europe centrale. Elle offre une clôture à notre recherche.

L'écrivain d'origine tchèque Milan Kundera interroge régulièrement cette attirance du retour. Dans *L'ignorance*, il relève que la *nostalgie* (une

combinaison des mots grecs *nóstos* [retour] et *álgos* [souffrance]) signifie souvent « *seulement la tristesse causée par l'impossibilité du retour au pays* »[1]. Situation dans laquelle se sont retrouvées nombre de Hongroises et Hongrois dès 1956. Cette nostalgie pourra bientôt, au moins en partie, être soignée. Dès les années 1960, celles et ceux qui avaient obtenu la nationalité de leur pays d'accueil, pour autant que leur dossier ne soit pas trop lourd, peuvent *voyager* en Hongrie, certes potentiellement avec la peur au ventre.

Qu'en est-il après 1989, lorsqu'il n'y a plus de barrière au rapatriement ? La question du retour en Hongrie et dans les ex-démocraties populaires change alors de paradigme. Les dissidentes et dissidents en exil sont officiellement valorisés et certains d'entre eux prennent part au tournant démocratique. Ils peuvent récupérer leur nationalité. Depuis la Suisse, ils sont plusieurs centaines de Hongroises et Hongrois à être retournés dans le pays qu'ils avaient fui en 1956, attirés, entre autres, par la perspective d'une retraite attractive vu la différence du coût de la vie entre la Suisse et la Hongrie[2].

Kundera aborde avec son sens de l'ironie le « *Grand Retour* », une question qui tarabuste son héroïne Irena après la chute du Mur. Son amie, française, lui suggère qu'elle pourrait rentrer *maintenant*.

> « *"Mais si je rentre dans mon pays, nous ne nous verrons plus", dit Irena, pour mettre son amie dans l'embarras.* […] *"Ma chère, j'irai te voir ! C'est promis, c'est promis !"* […] *"Ce sera ton grand retour." Et encore une fois : "Ton grand retour."*
>
> *Répétés, les mots acquirent une telle force que, dans son for intérieur, Irena les vit écrits avec des majuscules : Grand Retour. Elle ne se rebiffa plus : elle fut envoûtée par des images qui soudain émergèrent de vieilles lectures, de films, de sa propre mémoire et de celle peut-être de ces ancêtres : le fils perdu qui retrouve sa vieille mère, l'homme qui revient vers sa bien-aimée* […] *; Ulysse qui revoit son île après des années d'errance ; le retour, le retour, la grande magie du retour.* »[3]

---

[1] Kundera Milan, *L'ignorance*, Paris : Folio, 2005, p. 8-9.

[2] Sur le sujet : Difélix Laurence, « Quand les réfugiés hongrois retournent au pays », *Babylone*, Radio suisse romande, 23 novembre 2014. En ligne : https://www.rts.ch/play/radio/babylone/audio/quand-les-refugies-hongrois-retournent-au-pays?id=6288292 (31 janvier 2019).
En 2012, on dénombrait 1 919 ressortissantes et ressortissants suisses résidant en Hongrie, dont 943 de plus de 65 ans : Auslandschweizerstatistik 2012 nach Wohnländern und Konsularkreisen. EDA, Auslandschweizerbeziehungen.

[3] Kundera Milan, *L'ignorance…*, p. 9-10.

Mais se peut-il que des exilées et exilés ne souhaitent pas rentrer ? Et que cet « *esprit de retour* »[4] soit un fardeau ? C'est ce qu'exprime Irena :

> « *Ils* [ndlr. les Français] *avaient fait vraiment beaucoup pour moi. Ils ont vu en moi la souffrance d'une émigrée. Puis le moment est venu où je devais confirmer cette souffrance par la joie de mon retour. Et cette confirmation n'a pas eu lieu.* »[5]

Dans la postface du livre, l'essayiste François Ricard souligne le second exil que vivent les personnes qui rentrent dans leur pays d'origine après une absence plus ou moins prolongée. Ce retour ne met pas fin au premier exil, il le rend « *encore plus définitif* » car les personnes rapatriées ne sont plus les mêmes qu'au moment du départ et ne sont plus considérées comme avant par la société, les parents, les amies et amis qu'elles ont quittés.

D'aucuns iront même jusqu'à dire : « *L'émigration est difficile, mais le retour est pire.* »[6]

[4] Lénárt András, « Fluchtgeschichten von 1956er Jugendlichen »…, p. 465.
[5] Kundera Milan, *L'ignorance*…, p. 194.
[6] Entretien avec le sociologue d'origine tchécoslovaque Zdenek Strmiska, 16 janvier 1997, cité dans Dufoix Stéphane, « Le retour des exilés », *Hommes et migrations*, hors dossier, 216, 1998, p. 86.

Annexes

A. *La pratique suisse de l'asile à l'époque récente* (annexe du Rapport Ludwig)

Rapport du Département fédéral de justice et police du 7 mars 1957

(P. 394)

L'ACCUEIL DE RÉFUGIÉS HONGROIS

Depuis l'afflux de réfugiés provoqué par les événements survenus en 1948 dans l'Est de l'Europe, le nombre des arrivées de réfugiés a été en constante régression. Certes, il y eut toujours des fugitifs qui franchirent clandestinement notre frontière, mais ceux qui venaient directement de leur pays d'origine étaient de plus en plus rares. La plupart des réfugiés qui cherchaient à être accueillis en Suisse étaient las d'attendre, dans un de nos Etats voisins, une occasion d'émigrer outre-mer, ou essayaient de quitter pour d'autres motifs le pays qui leur avait accordé asile. En tout état de cause, il ne s'agissait pas de personnes dont la vie et l'intégrité corporelle étaient menacées à leur dernier lieu de résidence. Plus nombreux furent les étrangers qui, entrés régulièrement en Suisse munis de pièces de légitimation nationales, déclarèrent à un moment donné ne plus pouvoir retourner dans leur patrie. Il est évident que tous ces cas devaient être examinés avec soin.

Mais le Conseil fédéral ne se contenta pas de cette attitude plutôt passive. Au contraire, il invita à diverses reprises, ces dernières années, des réfugiés qui se trouvaient dans différents pays, y compris le Proche et l'Extrême-Orient, à venir se fixer à demeure sur notre sol. Ainsi, des réfugiés âgés ou malades qui n'étaient plus à même de se créer une situation — cas dits «sociaux» — furent accueillis en Suisse à titre durable, soit entièrement à la charge de la Confédération, soit avec la participation financière des institutions suisses d'aide aux réfugiés. La Suisse put ainsi apporter une contribution appréciable à la solution du problème des «cas difficiles», qui préoccupe tant le haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

La situation se modifia brusquement lorsqu'au début de novembre 1956, les tragiques événements de Hongrie contraignirent des milliers de Hongrois à se réfugier en Autriche. Le 5 novembre, le haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés adressa un pressant appel à de nombreux Etats, les invitant à accueillir sur leur territoire une partie des réfugiés hongrois arrivés en Autriche, dont le nombre dépassait déjà 10 000. Le lendemain, le Conseil fédéral décida d'offrir l'hospitalité à 2000 réfugiés et, dans la nuit du 8 novembre déjà, le premier train comprenant environ 500 personnes franchissait notre frontière. Mais l'afflux des fugitifs en Autriche ne cessa de s'accroître. Le 13 novembre, il y en avait 27 000. Le Conseil fédéral porta dès lors à 4000 le contingent des réfugiés à admettre en Suisse, de sorte que les convois purent se poursuivre au même rythme.

(P. 395)

Dans le courant du mois de novembre, la masse des réfugiés déferlant sur l'Autriche prit des proportions inquiétantes. Bien que quelques autres pays, suivant l'exemple de la Suisse, eussent décidé d'en accueillir, le nombre des réfugiés hongrois, vers fin novembre, excédait déjà 80 000, dont 15 000 seulement avaient pu se rendre dans d'autres Etats. Derechef, l'Autriche demanda instamment que son fardeau fût allégé. Considérant que l'aide la plus efficace consistait à reprendre rapidement à ce pays un contingent aussi élevé que possible de réfugiés, le Conseil fédéral décida, le 27 novembre, d'admettre encore en Suisse 6000 réfugiés pour un séjour temporaire, dans l'espoir qu'ils pourraient ensuite émigrer. Ces réfugiés furent amenés dans notre pays au rythme de près de 500 par jour.

Le Conseil fédéral ne subordonna l'accueil des réfugiés à aucune condition. Il leur suffisait, pour être englobés dans le contingent, de désirer venir en Suisse. Cette manière de procéder différait sensiblement de la pratique suivie jusqu'alors notamment par les Etats d'outre-mer, qui consistait à sélectionner les réfugiés selon des critères déterminés. L'exemple de la Suisse engagea divers autres Etats à ne pas opérer un choix proprement dit. Un train sanitaire que le Conseil fédéral mit à la disposition de la Croix-Rouge suisse recueillit en Autriche 500 personnes environ, malades et blessés accompagnés de leurs familles, et les transporta dans notre pays.

Outre les 10 300 réfugiés environ arrivés chez nous par ces convois, la Suisse accueillit d'autres groupes moins importants invités par différentes institutions et, surtout, de nombreuses personnes auxquelles des autorisations d'entrée individuelles avaient été accordées. Le nombre des réfugiés hongrois venus dans notre pays, de 10 500 qu'il était au début de décembre, augmenta dès lors à plus de 11 000 jusqu'à fin janvier 1957.

La Croix-Rouge suisse fut chargée d'organiser les convois à destination de la Suisse. Elle assura aussi l'hébergement des 4000 premiers réfugiés et pourvut à tous leurs besoins; elle les logea dans des maisons de vacances, des auberges de jeunesse, des pensions et des hôtels. La Croix-Rouge et ses sections accomplirent d'excellent travail, encore qu'il fallût, par la force des choses, improviser à maints égards. Pour accueillir le contingent de 6000 réfugiés, il fut nécessaire de mobiliser les détachements d'assistance du service territorial de l'armée. Les casernes étaient heureusement disponibles à cette époque de l'année, de sorte que l'on put renoncer à aménager des locaux de fortune pour offrir un toit à ces 6000 personnes. Les réfugiés malades ou blessés furent hospitalisés à l'établissement sanitaire militaire de La Lenk, où des troupes du service de santé, spécialement mises sur pied à cet effet, leur prodiguèrent des soins. Ainsi les détachements d'assistance récemment constitués eurent pour la première fois l'occasion d'accomplir une tâche concrète. De l'avis général, ils subirent cette épreuve de façon excellente.

(P. 396)

Dès l'abord, le Conseil fédéral considéra que les 4000 premiers réfugiés en tout cas devaient rester le moins longtemps possible dans des centres d'hébergement et qu'il y avait lieu de les intégrer au plus vite dans la communauté suisse. Grâce à l'élan de générosité du peuple suisse tout entier, il devait être possible de procurer travail et logement aux réfugiés capables de gagner leur vie et de venir en aide à ceux qui avaient besoin d'être assistés. Il incomba à la division de la police du département fédéral de justice et police d'assurer, conjointement avec les institutions d'aide aux réfugiés affiliées à l'office central suisse d'aide aux réfugiés, l'installation des réfugiés. Mais la division de la police se rendit compte dès le début que cette tâche ne pouvait être accomplie qu'avec la collaboration active des cantons et des communes. Elle préconisa dès lors la création d'offices de coordination et de placement comprenant, outre des délégués des autorités cantonales compétentes, des représentants des institutions d'aide aux réfugiés et de la Croix-Rouge.

Par la suite, de tels offices furent constitués pratiquement dans tous les cantons, de même que dans de nombreuses communes; ils étaient généralement dirigés soit par les autorités d'assistance soit par l'office du travail ou la police des étrangers, qui, en coopération avec les autres milieux intéressés, entreprirent l'intégration rapide des réfugiés. Comme les réfugiés placés dans les centres d'hébergement n'étaient pas répartis uniformément sur l'ensemble du territoire suisse, la division de la police proposa un système de péréquation que les cantons approuvèrent dans un esprit généreux. Certaines difficultés se produisirent au début; elles étaient dues surtout au fait que les offres d'hospitalité en faveur de familles avec enfants étaient beaucoup plus nombreuses que celles qui s'adressaient à de jeunes réfugiés isolés, alors que ces derniers représentaient la majorité des personnes accueillies.

Le Conseil fédéral avait chargé le département politique d'engager auprès du haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés des démarches tendant à l'émigration des 6000 réfugiés admis en Suisse à titre temporaire. Toutefois, il se révéla que ces derniers ne pourraient guère poursuivre prochainement leur voyage à destination de pays d'outre-mer, qui n'acceptent, pour la plupart, que des réfugiés se trouvant en Autriche. Mais, par ailleurs, il ne pouvait être question de laisser les réfugiés hébergés dans les casernes attendre indéfiniment une occasion de départ. Le Conseil fédéral décida dès lors, le 10 décembre, que pour l'instant ces réfugiés seraient aussi installés en Suisse, de la même façon que les premiers 4000. Les efforts visant à procurer une possibilité d'émigration aux réfugiés doivent toutefois être poursuivis.

Après la quarantaine à laquelle les réfugiés furent soumis, la division de la police prit immédiatement les dispositions nécessaires pour assurer leur intégration. Les représentants des cantons approuvèrent libéralement et

(P. 397)

dans un très bref délai le plan de répartition des réfugiés se trouvant dans les casernes. Le placement de ceux-ci n'était toutefois pas possible sans un recensement quelque peu précis de leurs qualifications professionnelles. Ce travail, qui dut être confié à des spécialistes en la matière, exigea un certain temps. D'autre part, il était pratiquement exclu de procurer des emplois aux réfugiés quelques jours avant Noël ou Nouvel-An. L'activité de la division de la police dut, pour l'essentiel, se borner, à ce moment-là, à faire sortir des casernes toutes les personnes qui avaient des relations en Suisse et pour lesquelles un logement était préparé. Il s'agissait avant tout de donner à un nombre de familles aussi grand que possible la faculté de passer les fêtes de fin d'année dans leur propre foyer.

Mais une difficulté inattendue se produisit: de nombreux réfugiés refusèrent d'accepter un travail sous prétexte qu'ils voulaient émigrer outre-mer; ils faisaient état d'assurances qui leur auraient été données avant leur départ d'Autriche et selon lesquelles leur venue en Suisse n'entraverait pas la réalisation de leurs projets. Il serait oiseux de déterminer si et par qui des promesses ont été faites aux réfugiés à ce moment-là. Comme le séjour en Suisse du groupe des 6000 réfugiés ne devait être que temporaire, il est concevable qu'on leur ait laissé entrevoir la faculté de repartir de notre pays à destination d'Etats d'outre-mer. Il fallut par la suite beaucoup de patience et d'innombrables discussions pour convaincre les réfugiés qu'ils auraient autant de chances d'émigrer, voire davantage, s'ils prenaient un travail en Suisse, ne serait-ce que temporairement. Après la fermeture du camp de La Lenk, le dernier petit groupe d'indécis finit lui aussi par admettre qu'un certificat de travail émanant d'un employeur suisse ne pouvait que favoriser une émigration éventuelle. On ne saurait prédire combien de réfugiés se rendront finalement outre-mer lorsqu'ils en auront la possibilité; ce nombre dépendra de différentes circonstances. Nous présumons qu'il sera beaucoup moins élevé qu'il ne fallait l'admettre primitivement.

Les casernes devaient être libérées pour des cours militaires, en partie au début de janvier, mais en tout cas jusqu'à la fin de janvier. Il aurait en soi été possible de transférer alors les réfugiés dans d'autres locaux de fortune. Mais il en serait résulté des difficultés insurmontables, car les réfugiés n'auraient pu y être logés, tant s'en faut, d'une façon aussi convenable que dans les casernes. En outre, un tel transfert aurait naturellement occasionné des frais considérables. La division de la police dut dès lors faire face à une situation extrêmement délicate: il s'agissait de placer les réfugiés à un rythme assez rapide pour que les casernes fussent libérées à temps. Elle put heureusement compter sur la compréhension des autorités cantonales et communales, qui, par un immense effort, contribuèrent à mener à bien cette tâche. A fin janvier 1957, les casernes étaient évacuées. Deux cent soixante-dix réfugiés seulement, qu'il n'avait pas encore été possible de placer individuellement, durent être transférés dans le camp de La Lenk, où l'éta-

(P. 398)

blissement sanitaire militaire avait entre-temps été dissous. Quinze jours plus tard, ce camp était également liquidé et, pratiquement, tous les réfugiés logés de façon individuelle.

S'il ne s'était agi que de procurer une occupation appropriée à des travailleurs, le problème aurait peut-être été moins ardu. Mais, indépendamment des difficultés de langue, les services chargés de l'aide aux réfugiés devaient tenir compte de facteurs d'ordre psychologique. De plus, le nombre des adolescents réfugiés est extrêmement élevé. Il n'était pas aisé de régler judicieusement leurs cas, de leur trouver des places d'apprentissage, d'organiser leur assistance sociale. Le problème des étudiants retint également l'attention des autorités, ainsi que celle des associations estudiantines et des organismes universitaires. L'aptitude des candidats aux études fut examinée dans un camp spécial pour étudiants; ceux qui remplissaient les conditions requises furent répartis entre les différentes universités. Cinq cents réfugiés en chiffre rond peuvent continuer leurs études en Suisse.

Les genres de professions exercées par les réfugiés favorisèrent leur placement, car ils sont en majorité des ouvriers. Mais d'autre part, il n'y a guère parmi eux de travailleurs agricoles entrant en ligne de compte pour occuper des emplois chez des agriculteurs de notre pays. De même, on ne trouve chez les réfugiés que peu de main-d'œuvre appropriée pour le service de maison et surtout pour l'hôtellerie. Il est également difficile, d'une manière générale, de placer les réfugiés dans des régions campagnardes, car le plupart étaient habitués à vivre en ville et même dans la grande ville. Si pratiquement tous les réfugiés hongrois capables de travailler ont néanmoins obtenu un emploi, on le doit avant tout aux efforts inlassables des offices cantonaux et communaux chargés de leur intégration. Au cours d'une conférence de presse, le haut-commissaire adjoint des Nations Unies pour les réfugiés, M. Read, citoyen américain, a déclaré que le fait d'avoir réussi, dans un délai aussi court, à installer en Suisse les 11 000 réfugiés hongrois accueillis chez nous tenait presque du miracle. Nous ne voudrions pas aller si loin, ni parler de miracle; il sied cependant de relever que ce résultat n'a pu être atteint que parce que le peuple suisse, dans un élan de générosité unique en son genre, a pris sa tâche à cœur et que toutes les autorités intéressées, qu'elles soient fédérales, cantonales ou communales, y ont collaboré avec un zèle exemplaire.

Tous les problèmes n'ont évidemment pas été réglés par la dissolution des camps et le premier placement des réfugiés. Il reste au contraire maintes questions à résoudre. A la date du 15 février, les institutions d'aide suisses groupées au sein de l'office central suisse d'aide aux réfugiés se sont chargées de l'assistance sociale et morale des réfugiés. Si ces derniers ont besoin de secours financiers, les institutions d'aide s'occuperont d'eux et leur viendront en aide, à moins que des tiers ne le fassent. En vertu de l'arrêté fédéral du 26 avril 1951 concernant la participation de la Confédération aux frais

(P. 399)

d'assistance de réfugiés, la division de la police rembourse aux institutions d'aide 60 pour cent des secours qu'elles ont versés. Ce sont donc cette division et les institutions d'aide qui prendront soin des réfugiés, selon le système de collaboration qui s'est révélé judicieux jusqu'à présent. Il n'est cependant pas question de mettre à l'écart les nombreux milieux qui, jusqu'ici, se sont préoccupés de façon désintéressée du sort des réfugiés hongrois. Au contraire, le Conseil fédéral estime important que le patronage des réfugiés soit assuré, à l'avenir également, par des milieux aussi étendus que possible de notre population.

Les réfugiés hongrois accueillis en Suisse peuvent y rester aussi longtemps qu'ils le désirent, à condition, bien entendu, qu'ils se comportent correctement. Aucune pression ne doit être exercée sur eux, ni pour les faire émigrer, ni pour qu'ils rentrent en Hongrie. Mais s'ils se décident de leur plein gré pour l'une ou l'autre de ces solutions, il convient de les aider à réaliser leurs projets. Jusqu'à fin février, 430 réfugiés environ ont demandé, pour différentes raisons, à rentrer dans leur patrie. La division de la police a organisé leur retour et en a assumé les frais.

Les nouveaux réfugiés hongrois sont soumis aux mêmes dispositions légales que les réfugiés arrivés en Suisse à une époque antérieure. En particulier, ils relèvent de la loi fédérale du 26 mars 1931/8 octobre 1948 sur le séjour et l'établissement des étrangers et notamment de la convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, que les chambres fédérales ont approuvée le 14 décembre 1954. Selon l'article premier de la convention, le terme «réfugié» s'applique, sous certaines conditions, à toute personne qui a dû fuir par suite d'événements survenus avant le 1er janvier 1951. La genèse de cette disposition montre clairement que les réfugiés hongrois remplissent les conditions requises, car leur fuite a sa source dans le conflit qui s'est élevé entre le peuple hongrois et le régime politique qui existe en Hongrie depuis 1948. Le haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés partage cette opinion, et la plupart des Etats contractants en Europe ont déclaré, lors de la récente session du comité exécutif du haut-commissariat, qu'ils appliquaient la convention également aux nouveaux réfugiés hongrois.

Après leur installation, les réfugiés sont renseignés d'une manière adéquate sur leur statut juridique. Leur livret pour étrangers est muni d'un avis rédigé en langue hongroise. Par ailleurs, le journal pour les réfugiés «Hirado», édité par les quotidiens de Zurich, joue un rôle important dans l'information des réfugiés.

L'intégration des réfugiés hongrois dans notre communauté a mis deux mondes en présence. Des difficultés étaient donc inévitables. Il faudra beaucoup de patience et d'égards de la part de notre population pour que cette cohabitation se révèle à la longue fructueuse. Le Conseil fédéral a la conviction que le peuple suisse entend faire preuve de la compréhension

(P. 400)

nécessaire et qu'il ne se laissera pas influencer par des récits grossissant les faits, ni par de faux bruits. Quelques incidents fâcheux, qu'il n'est pas question de vouloir dissimuler, ne peuvent ternir l'impression favorable qui, dans l'ensemble, se dégage de la présence des réfugiés hongrois dans notre pays. Le peuple suisse et ses autorités sauront réagir aux tendances de certains milieux, qui cherchent systématiquement à créer des difficultés, à dénigrer les réfugiés ou à diffamer ceux qui s'occupent d'eux. L'œuvre de secours généreuse que le peuple suisse a entreprise en faveur d'êtres humains en détresse ne doit pas être troublée par des menées de ce genre, dont le but est apparent. Le Conseil fédéral se fie au jugement sain du peuple suisse qui, conscient de sa mission, aura à cœur, même une fois passée la première vague d'enthousiasme, de persévérer dans son aide patiente en faveur de ces déshérités.

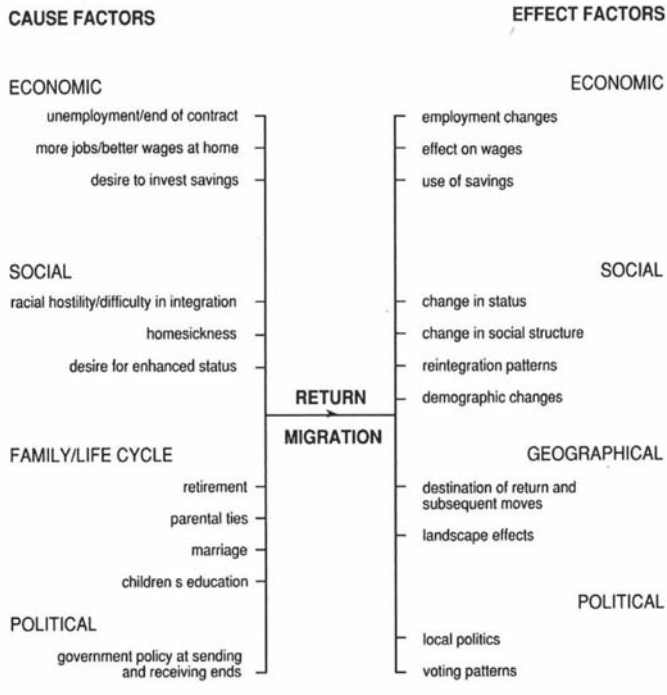
Berne, le 7 mars 1957.

11634

Ludwig Carl, *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés de 1933 à nos jours*, Berne, 1957, p. 394-400.

B. Le modèle théorique de King

Causes et effets de la migration de retour



King Russell, « Generalizations from the History of Return Migration », in Ghosh Bimal (éd.), *Return migration: Journey of Hope or Despair?*, Genève : United Nations, 2000, p. 7-56 (schéma, p. 14).

Les quatorze points de King

Russel King met en évidence quatorze tendances qu'il nomme «*propositions*» liées au phénomène du retour à la fois de réfugiées et réfugiés et de migrantes et migrants. Les voici en substance :

1) Pour chaque phase de migration, il y aura des retours dans la mesure où le retour est possible et désiré.
2) La plupart des émigrés partent avec le désir de rentrer au pays, même si les souhaits initiaux ne seront pas toujours réalisés.
3) La tendance de retour est plus grande peu après l'émigration. Plus la personne reste longtemps à l'étranger, moins elle sera portée sur le retour, si l'on excepte la possibilité de retraite dans le pays d'origine.
4) Le retour est plus probable si la destination d'immigration est proche.
5) Les flux de retours seront plus conséquents si la situation sociale et économique des pays d'origine est analogue à celle du pays d'accueil.
6) La vague de retour sera plus restreinte si les raisons de l'émigration sont majoritairement dues à des facteurs négatifs ou *push* depuis le pays d'origine.
7) Le retour varie en fonction des conditions économiques dans le pays d'accueil ; il représente un phénomène répandu pendant les périodes de crises et plutôt rare en période de prospérité.
8) Les mêmes facteurs sont valables en fonction de l'évolution économique du pays d'origine.
9) Ainsi, les retours vont varier en fonction des conditions sociales et économiques des deux espaces d'origine (législations et politiques hostiles envers l'immigration, racisme, etc.) et d'arrivée (restauration de la démocratie, stabilité sociale, etc.).
10) Cependant, à l'échelle individuelle, ce seront les motifs personnels et sociaux (plutôt que politiques ou économiques) qui auront le plus grand impact dans les décisions de retour.
11) Plus les liens avec le pays d'origine sont forts, plus la probabilité de retour est haute, à condition qu'il n'y ait pas de sanctions au retour.
12) Le taux de retour sera plus élevé si les personnes sont freinées dans leur mobilité depuis le pays d'arrivée et rencontrent des obstacles dans l'ascension professionnelle. Le taux de retour sera plus restreint si les personnes rencontrent des sanctions liées à la honte et à l'échec dans le pays d'origine.

13) Cependant, des généralisations concernant le « succès » ou l'« échec » sont difficiles à opérer, *not least* parce que les critères sont différents entre le pays d'origine et d'accueil.

14) Finalement, les *returnees* tendent à être plus âgés que les émigrés et cela a des conséquences démographiques sur le pays d'origine.

King Russell, « Generalizations from the History of Return Migration », in Ghosh Bimal (éd.), *Return migration: Journey of Hope or Despair?*, Genève : United Nations, 2000, p. 7-56.

C. réfugiés hongrois (1956-1957) : mouvement global et situation au 30 juin 1960

	Directement depuis la Hongrie	Depuis l'Autriche	Depuis la Yougoslavie	Total émigration depuis la Hongrie, l'Autriche et la Yougoslavie	En % (sur total n = 200 610)	«Rang» en nombre de réfugiés accueillis au niveau international
Pays de premier asile						
Autriche	179 660					
Yougoslavie	19 880					
Total	**199 540**					
Europe						
Belgique	180	3 470	2 390	6 040	3,0	9
Danemark	0	1 180	200	1 380	0,7	15
France	0	10 240	2 460	12 700	6,3	6
RFA	0	14 320	1 150	15 470	7,7	4
Italie	0	3 850	240	4 090	2,0	10
Pays-Bas	120	3 570	90	3 780	1,9	11
Norvège	10	1 250	360	1 620	0,8	14

	Directement depuis la Hongrie	Depuis l'Autriche	Depuis la Yougoslavie	Total émigration depuis la Hongrie, l'Autriche et la Yougoslavie	En % (sur total n = 200 610)	«Rang» en nombre de réfugiés accueillis au niveau international
Suède	0	6 070	1 290	7 360	3,7	8
Suisse	na	12 140	750	12 890	6,4	5
Grande-Bretagne	760	20 710	290	21 760	10,8	3
Total Europe	1 070	76 800	9 220	87 090	43,4	
Outremer						
Argentine	0	910	100	1 010	0,5	18
Australie	0	10 340	1 520	11 860	5,9	7
Brésil	0	1 010	630	1 640	0,8	13
Canada	0	25 620	1 770	27 390	13,7	2
Israël	0	1 900	170	2 070	1,0	12
Nouvelle Zélande	0	1 030	80	1 110	0,6	17
Afrique du Sud	0	1 330	na	1 330	0,7	16
USA	0	38 820	2 600	41 420	20,6	1
Venezuela	0	710	70	780	0,4	19
Total outremer	0	81 670	6 940	88 610	44,2	
Autres pays	0	3 690	50	3 740	1,9	
Total	200 610	158 470	16 160	179 440	89,4	

Tableau simplifié par l'autrice. Hidas Peter, « Arrival and Reception: Hungarian Refugees, 1956-1957 », in Adam Christopher, Egervari Tibor, Laczko Leslie, Young Judy (éd.), *The 1956 Hungarian Revolution: Hungarian and Canadian perspectives*, University of Ottawa Press: Ottawa, 2009 (Table 10.4: Hungarian Refugees: Overall Movements and Situation, October 1956-June 1960. Report of the Statistical Office of the United Nations High Commissioner for Refugees, National Archives, Canada, RG 25, 86-87/336, vol. 160, File 5475-EA-4-40).

D. Portraits des témoins

Remarques sur l'anonymisation : En règle générale, nous avons attribué un pseudonyme à chaque témoin. Néanmoins, pour certaines personnes qui ont une visibilité publique, nous avons cru bon, avec leur accord, de laisser leur vrai nom. Ces personnes sont signalées ci-après par un *.
Remarques méthodologiques : ces portraits ont été réalisés sur la base des dires des personnes interviewées sauf si une autre source est mentionnée. Les entretiens étaient conduits avec une méthode semi-directive. L'autrice est consciente des biais relatifs à la reconstruction de leur mémoire et à la construction de leur récit, que ce soit dans ces portraits, reconstitués par ses soins, ou dans les citations utilisées dans le manuscrit. La langue de l'entretien est spécifiée en fin de portrait, et l'autrice précise si leur témoignage était enregistré ou non. Elle leur a demandé au préalable leur accord. Dans le manuscrit, les phrases, si elles ont été exprimées dans une autre langue, ont été traduites en français par l'autrice.

***Basilides, Bálint** est né à Budapest en 1944 dans une famille de l'*intelligentsia* ou, comme il l'exprime lui-même, du « Tout Budapest ». Son père est cinéaste, sa mère céramiste et écrivaine. L'une des tantes de Bálint était une chanteuse célèbre, l'une des premières interprètes du fameux compositeur Béla Bartók. Le père de Bálint est d'origine aristocrate, sa mère est issue de la grande bourgeoisie protestante. Après la Seconde Guerre mondiale, la fortune familiale s'est envolée principalement en raison de l'inflation. Le couple divorce en 1949. Dès lors, Bálint vit seul avec sa mère et sa sœur dans un quartier chic de Buda. En 1956, les mouvements d'opposition dans les milieux intellectuels et étudiants donnent de grands espoirs à la famille. Mais l'annonce de la seconde attaque

soviétique anéantit les espérances de démocratisation et d'ouverture. La mère de Bálint se rend avec ses deux enfants dans l'hôtel de la capitale où sont logés les journalistes étrangers. Elle trouve un correspondant d'un journal allemand prêt à l'emmener. La famille doit se faire passer pour celle du journaliste. Bálint et sa sœur ont la consigne de ne pas ouvrir la bouche pendant le voyage. La famille parvient finalement en Suisse, à Neuchâtel le 11 novembre 1956. Le groupe dont elle fait partie, logé dans un premier temps au Chanet, compte un certain nombre de combattantes et combattants de l'Insurrection, jeunes gens de Csepel ou des quartiers pauvres de Budapest. Phil Casoar et Eszter Balázs – qui ont mené une enquête sur l'une de ces insurgées, Jutka, précisément atterrie à Neuchâtel – décrivent bien dans leur livre *Les héros de Budapest* le destin de ce groupe, d'où filtrait une certaine violence. Bálint Basilides en a quelques souvenirs, qu'il raconte dans une autobiographie à paraître sous le titre *Le ciel bleu au fond du puits*. Il a 12 ans et une nouvelle vie commence pour lui. Il doit apprendre le français et, très vite, pour aider sa mère, fait différents petits boulots. La famille est de longues années durant « encadrée » par le pasteur de la localité et connaît des difficultés. La mère de Bálint souffre de nombreux maux. Outre la difficulté de mener sa vie comme elle l'entend à Neuchâtel, elle fait plusieurs séjours en clinique psychiatrique avant de se suicider en 1965. Bálint a pu revoir son père en 1968 alors qu'il était en déplacement aux Jeux olympiques de Grenoble. Son père avait insisté pour passer une soirée avec ses enfants qu'il n'avait pas revus depuis leur exil en 1956. Il décède quelques mois plus tard.
Après un début d'apprentissage abandonné – « *la vie de bureau* » n'étant pas fait pour lui, dit-il – Bálint devient éducateur. Il rencontre sa future femme, Marcelle, avec qui il déménage à Lausanne. Il veut devenir pasteur mais change finalement d'orientation et accède au poste de cadre dans différentes entreprises. La famille réemménage à Neuchâtel, avant, dans les années 1990, de se faire construire une maison proche du lac Balaton. Marcelle et Bálint vivent aujourd'hui en Hongrie où ils mènent une retraite très active.
L'entretien a eu lieu à Keszthely, le 12 décembre 2015.
Langue : français.
Enregistrement approuvé.

Borsodi, István est né en 1942. Il habite en 1956 à Tapolca chez sa tante dans l'ouest de la Hongrie. La mère d'István étant décédée, son père, imprimeur de Szolnok, l'a envoyé là-bas, car il ne pouvait assumer seul l'entretien de son fils. Pendant les « *événements* », il voit des centaines de personnes se diriger vers la frontière autrichienne, à quelques kilomètres de là. Lors de notre entretien en 2015, en pleine « *crise des réfugiés* » et quand plusieurs centaines d'entre eux

passent par la Hongrie, il résume : « *C'était comme maintenant avec les migrants, sauf que c'était des Hongrois.* » Il se décide à partir lui aussi, car dit-il, il ne se sentait pas bien chez sa tante et c'était une occasion inespérée de « *sortir* ». Il n'a que 14 ans. Il rejoint la frontière en stop jusqu'à Szombathely, où il peut prendre le train. On est au début de l'exode, la fuite est encore aisée. Une fois à Graz, il entend une annonce pour la Suisse. L'idée de rester proche de la Hongrie lui plaît. István Borsodi se rappelle encore de son arrivée en Suisse, les applaudissements « *des gens qui venaient nous saluer* », explique-t-il, dans chaque gare où le train spécial faisait halte. Il a conservé la première carte postale destinée à sa famille « *Je suis à Bière, je me sens bien, j'embrasse tout le monde* » écrit-il. De Lausanne, il rejoint Fribourg où il a l'occasion d'étudier deux mois intensivement l'allemand et le français. István Borsodi espère pouvoir débuter des études, mais le prêtre responsable de son suivi est formel : un apprentissage est mieux adapté. Il rejoint alors Chiètres pour devenir mécanicien. Il garde malgré tout un bon souvenir de cette période. Son maître d'apprentissage lui prête son vélo et il fait de grandes excursions dans toute la région avec ses deux amis, de jeunes réfugiés hongrois non accompagnés, comme lui. Mais le mal du pays et surtout le manque des proches commencent, dit-il, à le ronger. Ce d'autant plus que sa tante lui écrit depuis la Hongrie que les jeunes rapatriés bénéficient d'une amnistie. Également désireux de le voir rentrer au pays, son père lui assure qu'« *ils ont promis qu'*[il] *pourrait étudier* », rapporte István Borsodi. Celui-ci fait une première visite à la légation où il est très bien accueilli : « *Ils étaient visiblement contents de compter un jeune de plus qui voulait rentrer* » raconte-t-il. Mais il hésite tout de même à rejoindre sa cousine aux États-Unis. Il fait les démarches en ce sens mais l'ambassade américaine l'avertit que l'obtention d'un visa d'émigration peut durer plusieurs années. Il se décide alors à rentrer vers sa famille en Hongrie en 1959.

Avec le recul, il voit ce retour comme une grosse erreur. « *Comme j'étais parti très jeune, je ne me rendais pas compte de l'écart économique entre les deux pays.* » Il rejoint son père à Szolnok. Il est interrogé deux fois par la police locale mais ne subit aucune mesure de rétorsion. Il peut faire des études techniques et gravit les échelons jusqu'à devenir responsable régional du contrôle de qualité dans les stations d'essence de l'entreprise pétrolière et gazière MOL. Il fait connaissance de sa femme et déménage à Szeged. Le couple pourra effectuer plusieurs voyages à l'étranger, dont en Suisse en 1985 où – en montrant à sa femme les lieux où il a séjourné – il boucle la boucle.

L'entretien a eu lieu à Szeged, le 28 décembre 2015 en présence de Tibor Söregi.
Langue : allemand et hongrois.
Enregistrement approuvé.

***Böröcz, József** (1922-2016). Il est à l'origine du *Verband der ungarischen christlichen Arbeitnehmer der Schweiz* (VUCAS/ *Svájci Keresztény Magyar Munkavállalók Szövetsége* [SKMMSZ]) dont les archives sont aujourd'hui conservées aux « Sozialarchiv » à Zurich. Cet ancien soldat de l'armée hongroise, prisonnier en Allemagne à la fin de la guerre et émigré en Suisse en septembre 1947, travaille comme tailleur et vendeur dans une boutique chic de Zurich. Cela lui permet de rencontrer une riche clientèle et, grâce à son carnet d'adresses, de faire engager des dizaines de réfugiés hongrois dans les entreprises de ses clients. József Böröcz était le charismatique président du VUCAS de 1962 à son décès en 2016.
En 1969, ce « *syndicat non marxiste* » et intégré dans le réseau anticommuniste suisse mène une entreprise d'envergure portant le nom de « Ungarn für Ungarn ». L'Union fait venir, grâce à une permission spéciale de la Confédération, plus de 500 réfugiés hongrois au cours des années 1970 et 1980 (de Hongrie ou de pays limitrophes). Le VUCAS se porte alors garant de ces personnes. Dès 1969, le VUCAS s'est particulièrement engagé pour la naturalisation des réfugiés hongrois en dispensant des cours et des brochures destinées à la préparation de l'examen que requéraient certains cantons. Mais il propose aussi une aide concrète dans la vie de tous les jours des nouveaux arrivants, par le biais de cours d'allemand, etc. En 1970, le VUCAS ne compte pas moins de 800 membres[1]. Cette entreprise s'est réalisée grâce au vaste réseau de Böröcz qui intervenait régulièrement auprès des acteurs institutionnels suisses et qui trouvait lui-même un emploi aux nouveaux arrivants. Dans les cercles de réfugiés hongrois, Böröcz était une personne incontournable et une figure connue. D'aucuns se souviennent de ce personnage haut en couleur qui avait toujours sur lui des bulletins de versement qu'il distribuait partout où il allait.
L'entretien a eu lieu à Zurich, le 4 octobre 2013.
Langue : allemand.
Enregistrement approuvé.

Gémes, Péter est né en 1934 à Budapest. Il est élevé par sa mère et sa tante, une diaconesse soucieuse de l'éducation religieuse de son neveu. C'est elle qui envoie Péter dans une école réformée à Kecskemét où il débute sa scolarité en internat. De 1950 à 1954, il entame une formation au Technikum de Budapest, avant de réaliser son service militaire entre 1954 et 1955. À son

[1] Parragi László, *Schlussbericht über die Archivierungsarbeiten, 50 Jahre Dokumentensammlung der VUCAS-SKMMSZ. Verzeichnis im Schweizerischen Sozialarchiv* : AR 470, Zürich, 14 mars 2009.

retour et jusqu'à l'Insurrection, il est engagé comme technicien sur machine à Kőbánya, dans la banlieue de Budapest. Il s'engage dans le Conseil ouvrier qui prend le contrôle de la fabrique dès les premiers jours de l'Insurrection, participe à l'élaboration d'une liste des communistes «*staliniens*» qu'on ne voulait plus voir travailler au sein de la fabrique. Après l'échec de la Révolution, il se rend compte qu'il est en danger en raison de ses activités récentes. Il décide de fuir et parvient à rejoindre Vienne où il loge chez un ami. Comme il parle un peu allemand, au moment de choisir sa destination, il opte pour la Suisse. Après quelques jours dans la caserne de Bière, ce jeune homme de 22 ans est quasiment recruté par la société industrielle chimique Geigy. Il y travaille pendant toute sa carrière, également aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Il se marie en 1961 avec une Suissesse, elle aussi employée dans l'entreprise, et fait le maximum pour se fondre dans la société suisse. Raison pour laquelle il ne parle pas hongrois à ses enfants. Il entretient un rapport ambigu à son pays, développe une mauvaise conscience et se sent en quelque sorte «*coupable*» d'être parti, mais explique qu'il n'a jamais voulu rentrer. Il est très ému en évoquant les trois femmes qu'il a dû quitter en 1956, sa mère, sa sœur, sa tante.
L'entretien a eu lieu à Bâle le 1er avril 2015.
Langue : allemand.
Enregistrement approuvé.

Horváth, Magdolna est née en 1931 à Budapest dans une famille de huit enfants. Après sa maturité, elle travaille dans un bureau de poste de Budapest, où elle rencontre son futur mari. Le couple se marie en 1954. Il est appareilleur-monteur. Pendant les événements de 1956, son mari décrète : «*Si les Russes reviennent, je ne resterai pas.*» Depuis Budapest, ils parviennent ensemble à prendre le train en direction de la frontière. Après cela, ils peuvent monter dans un camion. Ils arrivent à Steiermark le lendemain. Magdolna Horváth souhaiterait rejoindre les États-Unis, d'autant que sa sœur y est déjà, mais son mari choisit la Suisse, un pays plus accessible. Le couple arrive à la caserne de Sion. Si elle se dit heureuse d'avoir trouvé asile en Suisse, Magdolna Horváth raconte aujourd'hui avec franchise toutes les difficultés qu'elle a connues. Tout d'abord, le jeune couple est placé à Saint-Ursanne, «*où il y avait à peine l'eau et l'électricité*». Ne connaissant jusque-là que Budapest, l'arrivée dans la bourgade est un choc pour Magdolna : «*Nous attendions une ville.*» Elle est placée comme ouvrière non qualifiée dans une fabrique, alors qu'elle espérait pouvoir travailler à la poste comme en Hongrie (beaucoup de Hongrois – principalement des hommes – sont engagés par les PTT). Deuxième choc. Le travail en fabrique est

très dur. La réfugiée souffre alors de ce qu'elle décrit comme un effondrement nerveux : elle doit séjourner deux semaines en clinique psychiatrique. À la suite de cela et, semble-t-il selon leur vœu, le couple est placé à Delémont, où Magdolna Horváth travaille dans une fabrique de papier. « *À Delémont, c'était déjà mieux* », dit-elle. En 1962, le couple donne naissance à une fille et reçoit la visite de la mère de Magdolna en 1963. Six mois après l'accouchement, elle reprend le travail, cette fois dans une fabrique de lettres de machines à écrire. L'horizon s'éclaircit peu à peu, d'autant que la sœur de Magdolna l'a rejointe en Suisse. Mais l'attente est longue jusqu'à la naturalisation qui permet au couple d'enfin retourner en Hongrie, en 1971. Magdolna raconte leur frustration lorsqu'ils ont appris qu'en Allemagne, les réfugiées et réfugiés obtenaient la naturalisation après 6 ou 7 ans. Grâce à leur travail acharné, Magdolna et Ferenc peuvent progressivement améliorer leur situation et même se bâtir une maison dans les années 1970. Aujourd'hui veuve, Magdolna Horváth vit encore à Delémont. Le couple se rendait souvent à Bâle, le large Rhin leur rappelant le Danube. Il existait par ailleurs un magasin hongrois tenu par un couple d'anciens chimistes où Magdolna se plaisait à faire ses emplettes. Elle décrit aujourd'hui sa fuite comme le bon choix : « *En Suisse, nous avons eu une vie bien plus tranquille que nous l'aurions eue en Hongrie.* » Si elle a plusieurs fois hésité à rentrer en Hongrie, Magdolna Horváth a toujours résisté à cette tentation. Mais, dit-elle, « *Je demanderai peut-être qu'on mette mes cendres en Hongrie* ».
L'entretien a eu lieu à Delémont, le 22 juillet 2015.
Langue : allemand.
L'interviewée n'a pas souhaité être enregistrée.

Kemény, Gábor est né en 1932 dans une famille de médecins à Buda devenus anticommunistes. Il fréquente des écoles religieuses. Après son baccalauréat en 1951, il s'inscrit en faculté de médecine. En possession d'armes et soupçonné d'activisme politique, il est arrêté le 18 septembre 1953. En 1956, il se réfugie rapidement en Autriche, puis en Suisse à l'annonce de l'arrivée des Soviétiques. D'abord logé à Zurich chez une famille, l'étudiant en médecine rejoint Genève. Détenteur d'une bourse, il apprend au moment de sa naturalisation qu'il est censé la rembourser. Révolté par cette injustice, il proteste avec succès contre cette mesure : lui et d'autres anciens étudiants hongrois à Genève ne devront pas rembourser le montant. Kemény a été très actif dans les associations d'exil hongroises. Il nous raconte avoir voulu élaborer un attentat contre Nikita Khrouchtchev lors de sa venue à Genève en 1959 puis, avec ses comparses, avoir renoncé à la dernière minute. Dans les années 1990, Kemény reçoit la Croix d'officier de l'Ordre du mérite pour ses nombreuses activités menées

contre le régime communiste. Libéral et nationaliste convaincu, Gábor Kemény est aujourd'hui un proche du premier ministre hongrois Viktor Orbán.
Les entretiens ont eu lieu à Genève, les 11 et 31 octobre 2014.
Langue : français.
L'interviewé n'a pas souhaité être enregistré.

Király, Edit (1944-2020) est née à Dorog. La famille déménage dans le comitat de Zala d'où les parents sont originaires. Le père est employé dans une société hungaro-américaine. En 1949, lorsque la compagnie est étatisée, il se met à son propre compte comme mécanicien. En 1956, tout allait bien pour la famille, qui n'avait aucunement l'intention de quitter le pays. La société de son père s'occupait des véhicules de toute la région, y compris ceux du régiment de l'armée hongroise stationnée aux alentours. Mais, pendant les événements, le père d'Edit prend part au comité révolutionnaire de la ville et il est élu à sa tête. Dès le 4 novembre, les membres du Conseil sont pourchassés : la caserne est pillée et la police cherche les coupables. Le père d'Edit est le seul membre du comité qui n'a pas encore fui à l'Ouest ; il risque d'en être le bouc émissaire. Alors, la famille se met en route vers la Yougoslavie car les possibilités pour l'Autriche sont désormais réduites. La famille parvient à rejoindre le pays d'accueil, passe de nombreux mois dans différents camps et espère rejoindre les USA ou un pays neutre comme la Suède ou la Suisse. Elle obtient l'asile en Suisse qu'elle rejoint en août 1957. Edit Király a alors 16 ans et elle est heureuse de trouver un foyer. La famille est logée à Berne, on a trouvé un emploi pour son père, à General Motors et pour son frère, également mécanicien, à Ostermundigen. Edit Király ne souhaite aucunement rester à la maison comme le suggère la Police des étrangers : elle travaillera deux ans dans la fabrique de chocolat Wander AG. En Hongrie, elle avait commencé des études d'économie. Dans le cadre d'un concours, elle obtient la possibilité de suivre une formation chez des ingénieurs hongrois pour apprendre le métier de dessinatrice, formation qu'elle réalise à côté du travail en fabrique. Elle est ensuite employée à Gfeller où, raconte-t-elle, elle était la première femme au bureau technique. Elle y reste trente-cinq ans, puis travaille cinq ans à son propre compte. Edit Király se marie en 1965 avec un autre réfugié hongrois ; il travaillait alors comme magasinier dans la Migros de son quartier. Le couple a eu un fils et trois petits enfants. Edit Király est décédée en juin 2020.
Les entretiens ont eu lieu à Berne, les 17 et 22 août 2018.
Langue : allemand.
Enregistrement approuvé.

***Kiss, Gabriella** est traductrice et interprète établie à Genève. Elle est arrivée « *légalement* » en 1947 en Suisse chez une amie de sa mère où elle ne pensait rester que quelques semaines. Conséquence de la progressive prise de pouvoir des communistes, sa famille devient « *ennemie de classe* » et son père, avocat, ne peut exercer son métier. Une fois en Suisse, Gabriella décide de rester car elle n'a, selon ses dires, aucun avenir en Hongrie. Ses parents ne pouvant plus lui envoyer de l'argent, elle doit travailler (ménage, garde d'enfants) pour financer son séjour en Suisse. Elle demande alors l'asile à la Confédération suisse, qu'elle peine à obtenir. Après des années difficiles, où elle n'est aidée que de manière sporadique, Gabriella Kiss reçoit une bourse de l'entraide étudiante (financée par la Banque Pictet et Radio Free Europe) pour étudier les sciences politiques à l'Institut des hautes études internationales. Elle obtient sa licence en 1954 mais, dit-elle, « *il n'y avait pas beaucoup de possibilités pour les femmes* ». Elle travaille donc « *dans le social* » et comme traductrice et interprète jusqu'à sa retraite. Ses parents et son frère la rejoindront en 1957. Elle est régulièrement mobilisée par les autorités genevoises et suisses comme interprète et travaille également pour Caritas.
Les entretiens ont eu lieu à Genève, les 24 octobre et 7 novembre 2014.
Langue : français.
L'interviewée n'a pas souhaité être enregistrée.

Konrád, Sándor décrit sa famille comme « *ouverte sur l'Europe* », qui appartenait à une certaine élite intellectuelle catholique. Il fuit la Hongrie fin 1956 avec la ferme intention de faire des études en Suisse, comme son père l'avait fait, dans la prestigieuse EPFZ. Devenu ingénieur, il est employé à Siemens à Zurich, puis il rejoint Genève pour travailler au sein d'un Institut de recherche industrielle. Sándor Konrád vit avec enthousiasme les débuts des circuits intégrés et de la technologie informatique : « *Parfois, on restait toute la nuit au bureau pour avancer dans nos recherches.* » Après cette intense période, il rejoint un autre poste à Neuchâtel, puis à nouveau à Genève chez une entreprise d'électronique spécialisée en télécommunication où il poursuit sa carrière.
Membre de l'Association des Hongrois de Genève au moment du début de notre recherche, il nous a donné de nombreuses adresses de connaissances qui gravitent autour de la vie associative hongroise.
L'entretien a eu lieu à Fribourg, le 2 juillet 2013.
Langue : français.
Enregistrement approuvé.

Kovács, Imre est né à Györ. Il a seize ans lorsqu'il décide de quitter la Hongrie avec son frère, déserteur à l'automne 1956. «*Je voulais voir le monde*», explique-t-il. Avec un groupe de vingt à trente personnes, il rejoint Mosonmagyaróvár en bus, puis marche dans la nuit. Imre Kovács se souvient de l'arrivée à Buchs, la désinfection et la douche, et estime la mesure tout à fait justifiée: «*C'était très bien! Très suisse. Aujourd'hui, on ne fait plus ça avec les réfugiés qui arrivent de partout!*»
Après deux semaines de repos, il est employé comme ouvrier dans une fabrique de textile dans le canton de Saint-Gall. Il y reste pendant un an, le temps, dit-il, d'apprendre la langue et le dialecte. Il effectue alors le Technikum du soir à Zurich et gravit progressivement les échelons en tant que dessinateur technique. Il devient suisse quinze ans après son arrivée. Même s'il est tenté de retourner en Hongrie, il se retient: «*Il y en a qui sont rentrés, j'en ai connu, mais ils ont perdu leur statut de réfugié. Je ne voulais pas perdre mon papier.*» Il travaille ensuite pendant plusieurs années pour des entreprises suisses en Irak, puis en Afrique du Sud, aux États-Unis, avant de retourner en Hongrie dans les années 1990 où il vit aujourd'hui avec sa compagne.
L'entretien a eu lieu à Győr, le 20 décembre 2015 en présence de Tibor Söregi.
Langue: allemand et hongrois.
Enregistrement approuvé.

Mándy, László est né en 1934. Son père, ramoneur, avait une petite entreprise dont il a été exproprié en 1949. Il vend alors sa maison et, grâce aux conseils d'un voisin avocat, peut en acheter une autre aux environs de l'aéroport de Budapest. Le père reste estampillé comme ancien entrepreneur et représente donc un ennemi aux yeux du régime. C'est pour cette raison que son fils László ne peut s'inscrire à l'Université. Il réalise alors un apprentissage d'électromécanicien dans la capitale. En 1956, il travaille au montage dans une fabrique de la banlieue de Budapest. Il se décide à fuir la Hongrie avec un ami pendant les événements de 1956. Une fois en Suisse, il s'établit à Bienne où il occupe différentes places de travail en tant qu'électromécanicien. Il se marie avec une Suissesse en 1964 et obtient la nationalité suisse en 1974. László Mándy coupe progressivement les ponts avec la Hongrie, surtout depuis la mort de ses parents.
L'entretien a eu lieu à Bienne, le 21 juillet 2015.
Langue: allemand (dialecte).
Enregistrement approuvé.

Márai, Béla est originaire des environs de Sopron. Au début des années 1950, il obtient une bourse d'État pour étudier l'économie (en commerce extérieur) à Budapest. Grâce à ce pécule, il peut se payer une place dans une chambre où sont logés six à huit autres étudiants de province. Il raconte aujourd'hui avec passion l'effervescence qui régnait dans les milieux estudiantins au cours de l'année 1956. Il quitte la Hongrie le 19 novembre 1956 et rejoint la Suisse. De la caserne de Lucerne, il part à Zurich en janvier 1957. C'est là que les réfugiés hongrois qui souhaitent étudier sont auditionnés. Après avoir passé les tests avec succès, Béla Marai, rassuré, peut choisir sa filière : il craignait de ne pas pouvoir continuer ses études en économie. Il est admis à l'Université de Saint-Gall. Dans le cadre de son cursus, il réalise un stage de six mois à Genève dans une compagnie d'assurances puis dans une banque à La Haye en 1959. Il obtient ensuite une bourse pour apprendre le français à Genève. Il revient à Saint-Gall en 1960 et réussit sa licence. Attiré par Genève, il est accepté à l'Institut des hautes études internationales et reçoit une nouvelle bourse pour réaliser une étude sur l'intégration économique de pays de Centre Afrique. Béla Márai réalise ainsi sa carrière, grâce aux instruments d'encouragement à la recherche. « *Il y avait de l'argent !* » résume-t-il. Dans le même temps, il s'engage corps et âme dans la politique d'exil via l'Union des étudiants hongrois libres (UFHS). Il est engagé dans une société d'industrie chimique pour réaliser des études de marché en Afrique. Puis, il travaille vingt-cinq ans dans la planification pour une fabrique de cosmétique.

Béla Márai dit ne pas avoir eu vraiment de mal du pays. « *Je me suis plongé dans mes études et j'étais trop heureux de voir le monde, de vivre dans le "Monde libre".* » Il a pu accueillir plusieurs fois ses parents à Genève et retourner en Hongrie, une fois naturalisé suisse, en 1972. Il se souvient des tracasseries administratives lors des visites en Hongrie – il fallait s'annoncer chaque fois qu'on changeait de localité – et d'avoir un jour été refoulé à la frontière parce qu'il avait oublié dans une poche de sa sacoche des coupures de journaux qui ridiculisaient Kádár. S'il n'a jamais songé au retour définitif, Béla Marai dit s'être continuellement informé de l'évolution de la situation politique en Hongrie : « *Je lisais aussi bien la presse communiste qu'anticommuniste.* » Il prônait, dans ses engagements, un certain dialogue avec les intellectuelles et intellectuels restés en Hongrie communiste, ce qui lui a valu de lourdes critiques des cercles hongrois les plus anticommunistes. L'ancien réfugié garde des liens forts avec la Hongrie et vit une retraite très active. Il écrit beaucoup et participe à différents projets culturels, économiques et historiques dans les deux pays.

Les entretiens ont eu à Genève, les 28 juin et 12 octobre 2013.
Langue : français.
Enregistrement approuvé.

Müller, Zita est née au début des années 1930 à Győr. Elle est la cadette d'une fratrie de sept enfants et dit ne pas savoir grand-chose sur l'histoire de sa famille. Avec sa mère et ses frères et sœurs, elle émigre en Autriche pendant la Seconde Guerre mondiale, avant de rentrer en Hongrie au moment où elle était le théâtre des derniers affrontements entre Russes et Allemands. Leur maison de Győr avait été occupée pendant leur absence. La mère a perdu son premier mari avant le conflit, puis le second, mort sur le front en Russie. Une fois rentrée à Győr, la mère de Zita Müller travaille dans des bains, avant d'être envoyée en prison sans que sa fille n'ait jamais su pourquoi. Sa grand-mère et ses frères s'occupent d'elle. Après l'école obligatoire, elle s'inscrit à l'école d'ingénieur où elle étudie quatre ans. Il y avait quelques femmes qui, d'après les dires de Zita Müller, n'étaient pas considérées d'égal à égal par les hommes. Elle effectue plusieurs stages, mais n'a pas encore de place fixe quand la Révolution éclate. Impliqué dans les combats, son frère lui propose – à elle et son amie, qu'il courtise – de fuir avec lui. Ses deux autres frères et leurs familles quittent également la Hongrie. Une fois en Suisse, elle est placée comme dessinatrice d'outillage à Paillard SA. Elle y rencontre son futur mari, un Suisse. Elle arrête de travailler jusqu'à la scolarisation de ses deux enfants et retravaille, cette fois dans un bureau d'architecte. À sa retraite, elle se consacrera pleinement à sa passion de toujours, la peinture. Elle réalise de nombreuses expositions en Suisse et en Hongrie.
Les entretiens ont eu lieu le 29 mai (entretien téléphonique) et à Fribourg, le 6 juillet 2015.
Langue : français.
Enregistrement approuvé.

Nagy, Gyula grandit dans le 1er arrondissement à Buda. Son père, juriste et officier, travaille pour le ministère de la Guerre sous le régime Horthy. Enfant, Gyula Nagy est témoin de scènes de guerre traumatisantes. Il vit la fin des affrontements, caché dans une cave pendant plusieurs mois. Une fois le régime communiste en place, la famille devient « ennemie de classe », mais, grâce aux hautes qualifications du père de Gyula Nagy, qui est également ingénieur, elle souffre moins que d'autres membres de cette élite : elle n'est pas déportée à la campagne et le père peut continuer à travailler sous le nouveau régime. Dans les années 1950, le « *kader* » (pedigree des personnes en fonction de leur classe d'origine) très défavorable de Gyula Nagy est compensé par l'engagement et le courage de ses parents qui feront des pieds et des mains pour que leurs enfants obtiennent une

bonne formation. C'est également cette « *débrouillardise* » qui permet à Gyula de quitter la Hongrie à la fin décembre 1956. Son père lui trouve un faux passeport et organise sa fuite : de Budapest à Győr en bus, puis en train jusqu'à Sopron. Après quatre ou cinq heures de marche, il arrive à Deutschkreuz. Le réfugié passe ensuite par le camp de Traiskirchen où son propre père avait reçu sa formation d'officier, avant de rejoindre Vienne. Le jeune homme se voit bien rester dans la capitale autrichienne mais depuis Budapest, son père – par l'intermédiaire d'un directeur d'une école primaire en Suisse rencontré dans le cadre de l'action du CICR en Hongrie – fait en sorte que le jeune réfugié soit invité à l'EPFZ. Le jeune Gyula rejoint donc la Suisse où il loge dans la maison familiale de ce directeur et peut débuter les cours de préparation d'entrée dans la prestigieuse haute école. Il passe avec succès les dix-sept examens à la fin de l'été 1957 et commence des études de physique. Au bout d'un certain temps, Gyula Nagy supporte mal sa dépendance envers son protecteur et ne se sent pas libre de ses opinions et de ses mouvements. Il quitte alors la maison cossue du directeur, emménage en ville et fait différents petits boulots pour financer lui-même ses études et ainsi, comme il le dit lui-même « *prendre son destin en main* ». Il réalise ensuite une brillante carrière de physicien, d'abord comme chercheur au CERN à Genève, puis dans le privé à Paris, et enfin à Budapest, après 1989.
Les entretiens ont eu lieu dans le canton de Zurich, les 23 mars et 18 mai 2018.
Langue : allemand et français.
Enregistrement approuvé.

***Pósfay, Emese** est née dans une famille calviniste. Son père – un juge qui a prononcé nombre de peines contre des militants communistes – craint les représailles des Soviétiques. La famille émigre donc de la Hongrie en 1945 vers un camp de déplacés où elle restera quatre ans. Emese Pósfay rejoint l'Argentine et vit au sein d'une « *colonie* » hongroise. Parfaitement bilingue espagnol-hongrois, la jeune femme traduit des dépêches de RFE pour la presse argentine et occupe différents postes de secrétaire. En 1956, elle participe à l'accueil des « *nouveaux* » réfugiés en Argentine. Elle déménage à Genève avec son mari pasteur en 1971 à la suite d'une demande de la Fédération mondiale luthérienne. Choquée d'entendre que les enfants de réfugiés ne maîtrisent pas toujours le hongrois, elle organise des cours de langue pour les enfants d'émigrées et émigrés. Un appel est alors lancé à l'église Saint-Boniface où les Hongroises et Hongrois ont l'habitude de se retrouver et une quarantaine de parents se manifestent. Avec une autre femme de pasteur, elle monte une

école hongroise qui vise à inculquer aux jeunes déracinés des rudiments de la culture et de la langue hongroise. Un jour, raconte-t-elle, elle reçoit un coup de téléphone de l'ambassade de Berne qui assure pouvoir lui fournir du matériel pour l'aider dans son travail. Méfiante, elle préfère ne pas se compromettre et l'école reste celle des enfants de dissidentes et dissidents. Elle réalise d'ailleurs le matériel didactique toute seule. À Genève, il y a pourtant aussi une autre communauté, celle des quelques employées et employés hongrois de l'ONU ou d'autres organisations, qui évolue dans une sphère sans contact avec les réfugiées et réfugiés. Cette séparation est également valable pour les enfants. Le souvenir de ce type de sollicitation est très présent dans le récit d'Emese Pósfay. Active dans les réseaux hongrois anticommunistes en Amérique du Sud, elle dit avoir souvent repéré des « *tentatives d'infiltration* » des communistes dans certains événements culturels.
L'entretien a eu lieu à Genève, le 7 novembre 2014.
Langue : français.
L'interviewée n'a pas souhaité être enregistrée.

Révész, **Katalin** grandit au bord du lac Balaton dans une famille juive très religieuse. Elle admire beaucoup son père, personnage connu dans la région, qui organise de nombreux événements sportifs très suivis par les locaux et les touristes. Chez les Révész, on parle yiddish et la mère de Katalin n'a pas le droit d'exposer son corps sur la plage. Ses grands-mères portent des perruques. Katalin Révész n'est en revanche pas très croyante. Ses parents gèrent l'hôtel d'une ville côtière : une immense bâtisse de cinquante chambres. À 12 ans, ses parents l'envoient à l'École juive de Budapest car ils s'inquiètent du fait que leur fille est « *peu religieuse et se comporte en petite sauvage* ». La jeune fille passe ainsi quatre ans dans le pensionnat. À seize ans, elle commence l'Académie commerciale, où elle apprend le métier de secrétaire. La traque des Juifs avant et pendant la Seconde Guerre mondiale a des répercussions tragiques dans sa famille, dont une grande partie est déportée et assassinée. Elle et son père survivent dans un camp de travail, et sa mère dans le ghetto de Budapest. Les parents de sa meilleure amie, Anita, sont assassinés dans les camps de la mort. Anita survit également, mais perd ses orteils, gelés, dans une marche entre Auschwitz et Birkenau. La famille retourne ensuite au bord du lac Balaton et croit pouvoir rouvrir son hôtel. Il fonctionne quelques mois comme cantine pour les troupes russes. Katalin croit en l'honnêteté de ceux qui ont libéré le pays des nazis. Elle apprend le russe et dit avoir été prise d'affection par un chef militaire russe qui lui offre même un vélo.

Elle explique que c'est aussi lui qui a essayé de convaincre ses parents de vendre leur hôtel pendant qu'il en était encore temps. En vain, la famille en est dépossédée au début des années 1950. Eux qui ont déjà été, leur vie durant, stigmatisés comme Juifs se retrouvent étiquetés cette fois-ci comme bourgeois, car anciens propriétaires. Toute la famille déménage à Budapest, où ils possèdent un appartement. Son père travaille dans un tea-room largement au-dessous de ses compétences. En raison de son « *origine bourgeoise* », Katalin ne peut accéder à l'Université.
À son arrivée à Lausanne, elle retrouve une communauté juive qui jouera un grand rôle dans sa vie et dans la suite de son parcours. Elle vit de différents emplois mais elle ne se sent pas très bien en Suisse. Elle s'inscrit au consulat américain pour rejoindre une tante aux États-Unis. En Suisse, la chambre qu'elle habite est chère, froide et sa logeuse ne la laisse pas cuisiner. En outre, son problème est le même qu'en Hongrie : elle n'est pas mariée et peine à vivre dans des conditions décentes et satisfaisantes, d'autant qu'elle est seule et éloignée de sa famille. Elle reçoit finalement l'autorisation d'émigrer aux USA, après quatre ans d'attente. En 1961, juste avant de partir à New York, elle rencontre son futur mari. Après avoir travaillé une année comme secrétaire aux États-Unis, elle décide de rentrer en Suisse, où elle se marie avec un ancien militaire de carrière.
L'entretien a eu lieu à Lausanne, le 10 juillet 2015.
Langue : français.
Enregistrement approuvé.

***Sasvári, László** s'est réfugié en Suisse en 1980. Dans les années 1970, il est le seul avocat de Budapest à ne pas participer aux séminaires organisés par les juristes du Parti. Dans le collimateur du secrétaire du Parti, il est surveillé par la police politique, empêché de déplacements et se sent bientôt menacé. Il demande alors l'asile en Suisse. Ne maîtrisant pas le français, il ne trouve d'autre choix que de travailler comme vendeur dans un kiosque jusqu'à sa retraite. Il vit difficilement l'exil mais peut enfin vivre librement sa foi et l'inculquer à ses enfants. Toute la famille est très engagée dans la vie des associations hongroises, au niveau cantonal, puis national. László Sasvári était le dernier président de l'Union des associations hongroises en Suisse. Grâce à lui et à son fils, toutes les archives de l'Union et de son antenne vaudoise ont pu être sauvées et sont désormais consultables aux « Sozial Archiv » à Zurich.
L'entretien a eu à Lausanne, le 1er juin 2013 en présence de Tibor Söregi.
Langue : hongrois.
Enregistrement approuvé.

Szabó, Josette est née à Lausanne. En 1956, la Suissesse est encore très jeune mais elle se souvient aujourd'hui encore de la sympathie que suscitaient les réfugiés hongrois. Sa famille accueille deux jeunes réfugiées, tandis qu'elle-même fréquente souvent le foyer hongrois à la place Chaudron. Elle y rencontre son futur mari en 1962, un mécanicien réfugié de 1956, avec qui elle partage la passion du sport (gymnastique et natation). Elle n'a pas encore 18 ans et suit l'école de commerce.
Son mari est originaire de Transylvanie (ex-territoire hongrois en Roumanie). En 1943, ses parents et leurs six enfants déménagent à Keszthely avec septante bovins et seize chevaux. À l'âge de 14 ans, le futur mari de Josette se rend à Budapest pour devenir mécanicien de précision. Il a 20 ans en 1956. Il fait partie de différents réseaux opposés à l'occupation soviétique et « *donne des coups de main* » pour l'équipement technique de radios clandestines. En 1956, il fait 140 kilomètres à vélo pour rejoindre la frontière avec onze amis. Une fois en Suisse, il est engagé comme mécanicien par une entreprise dont le chef a habité en Hongrie. Désireux de se former, il suit le Technikum du soir mais ne parvient pas à obtenir le diplôme, son employeur ne lui laissant pas de congé pour réviser. Peu après s'être marié, en 1962, il monte sa propre entreprise avec l'aide de son épouse. Elle se remémore les difficultés liées à cette situation. Le couple doit payer chaque mois 1 670 francs pour rembourser un prêt protêt. Un petit retard de paiement pouvait avoir des conséquences graves : « *C'était très difficile mais on y est arrivés.* » Un établissement de soutien aux petites entreprises l'aide : la société de cautionnement pour les petits artisans dont le mari de Josette était à l'époque – dit-elle non sans fierté – le seul bénéficiaire étranger. Une fois devenu Suisse, en 1967, l'ancien réfugié demande le visa pour pouvoir se rendre en Hongrie et revoir ses proches. À l'été 1968, cette première tentative est avortée : il est stoppé à la frontière, son nom étant sur une liste noire. Le couple apprend qu'il s'agissait en fait d'un homonyme, un cousin éloigné également à l'étranger qui en 1956 avait brûlé des drapeaux rouges. En 1969, la famille peut cette fois se rendre en Hongrie auprès de la famille du mari de Josette au bord du lac Balaton. Josette « *tombe amoureuse* » de la région. Au début des années 1970, le couple désire quitter la Suisse pour d'autres horizons. Après plusieurs mois de réflexion, ils choisissent finalement d'émigrer… en Hongrie. Josette se souvient aujourd'hui encore des innombrables tracasseries administratives côté suisse et hongrois, et aussi de l'incompréhension de sa famille et de ses amis en Suisse. En 1975, la famille déménage donc de l'autre côté du Rideau de fer et monte son entreprise au bord du lac Balaton. Certes, les petits artisans ne sont pas bien vus, mais le couple s'insère parfaitement dans la société et le Parti « *les laisse tranquilles* ».

Parfaitement intégrée, Josette se souvient de quelques accrochages, notamment lorsque son mari, lors d'une soirée publique raconte, légèrement éméché, la souffrance qu'il a connue en exil. Ce type de discours passe très mal chez celles et ceux qui regardent parfois avec jalousie les émigrantes et émigrants et qui estiment avoir bien plus souffert durant les années de plomb qui ont suivi 1956. Même après la mort de son mari dans les années 2000, Josette reste en Hongrie où elle gère, avec l'aide de ses enfants, l'exploitation familiale. Elle nous a reçus dans sa maison avec du jus de pomme (elle a pu « *récolter 500 kilos de pommes cette année* ») et des bricelets (car elle a « *sa machine, comme les petits Suisses* », précise-t-elle).
L'entretien a eu lieu à Hévíz, le 13 décembre 2015.
Langue : français.
Enregistrement approuvé.

Szücs, Áron est né en 1937 dans un village à proximité de Sopron et de la frontière autrichienne. Fils de paysans « *ennemis du peuple* », car propriétaires et de surcroît anticommunistes, il rejoint Budapest en 1955 pour y commencer une formation dans le domaine de la circulation et du transport, mais il aurait préféré étudier l'économie à l'Université. Il se rallie au mouvement de protestation des étudiantes et étudiants. À la nouvelle de la seconde intervention soviétique, il décide de gagner l'Autriche car il craint la répression : « *La moitié du village savait que j'avais participé au soulèvement.* »
Il rejoint un village frontalier autrichien avant d'être acheminé à Traiskirchen. Depuis là, il a la possibilité de se rendre en Suisse. Il est ensuite placé comme manœuvre dans une fabrique de tracteurs. Il espère étudier mais ce n'est pas possible. Il accepte alors de faire un apprentissage de mécanicien automobile chez Amag à Berne. Il passe également le permis de conduire et travaille comme chauffeur de taxi. Il finance lui-même ses études et peut enfin commencer un cursus en économie nationale. Áron Szücs se souvient de la sympathie durable des Suisses pour les réfugiés hongrois : « *Si je disais que j'étais un réfugié hongrois, je recevais le double de pourboire.* » Il travaille ensuite dans différentes entreprises, s'établit et fonde une famille à Berne.
Aujourd'hui, Áron Szücs raconte avec émotion son exil ; il ne pensait pas partir définitivement en 1956.
L'entretien a eu lieu à Berne, le 5 septembre 2018.
Langue : allemand.
Enregistrement approuvé.

Szőregi, Mária est originaire de l'ouest de la Hongrie. Sous le régime Horthy, ses parents et grands-parents étaient domestiques, des ouvriers agricoles sans terres ni droits. Après la guerre et la prise de pouvoir du Parti communiste, la jeune Mária Szőregi est spectatrice de nombreux changements : « *Aux paysans, ils ont dit "maintenant, vous allez travailler pour vous".* » Elle comprend que les Juifs, déportés pendant la guerre par les autorités hongroises et les Allemands, dont deux de ses amies, ne reviendront jamais.
L'école devient mixte et l'institution tenue par des nonnes n'existe plus. Mária Szőregi est encore d'avis aujourd'hui que tout n'était pas à jeter dans le système communiste. Le fait que certains membres de sa famille puissent rêver d'une ascension sociale est totalement inédit. La jeune fille rejoint Budapest et devient mécanicienne, après trois ans d'apprentissage. Elle travaille à la réparation d'avions militaires. Elle se marie en mars 1956. Le couple a une petite chambre sans chauffage ni eau courante, « *mais on s'en fichait, on était heureux* », se souvient-elle.
Pendant l'Insurrection, le couple reste dix jours terré chez la tante de Mária qui lui explique ce qui se passe : « *Si Nagy est au pouvoir, les Russes vont partir.* » « *On n'avait jamais fait de politique* », explique-t-elle. C'est la famille de son mari qui incite le couple à partir. Selon elle, son beau-frère avait transporté des blessés aussi bien insurgés que soviétiques vers l'hôpital. Mária Szőregi résume ainsi son exil : « *Mon mari a dit "on part", on part.* » Le groupe parvient à rejoindre la frontière en faisant une halte chez les parents de Mária Szőregi. « *On a donné tout notre argent aux passeurs* » se souvient-elle. Une fois de l'autre côté du Rideau de fer, la famille rejoint rapidement la Suisse. À Genève, le couple travaille d'abord chez Hispano. Ils auront deux enfants et attendront patiemment d'obtenir leur passeport à Croix blanche pour retourner en Hongrie. Son beau-frère et sa belle-sœur décident dans les années 1970 de rentrer définitivement en Hongrie. Mária Szőregi vit ensuite différentes souffrances et déconvenues sur le plan professionnel et personnel. Dans les années 1990, le couple vivote avec 1 000 francs par mois. Malade, son mari désire à tout prix retourner en Hongrie. Son souhait se réalise en 1998, mais il meurt quelques semaines après le déménagement. Veuve, Mária revient à Genève vers ses enfants et petits-enfants.
Les entretiens ont eu lieu à Vernier, les 10 et 17 juin 2015.
Langue : français.
Enregistrement approuvé.

Tóth, Zoltán est né en 1933 dans la Transylvanie devenue roumaine en 1919, parmi une famille de médecins. Alors qu'il est âgé de 8 ans, toute la famille déménage à Budapest. Il étudie les sciences économiques à Budapest entre 1951 et 1955. En 1956, il apprend que les frontières sont

poreuses : « *Le monde entier était ouvert devant nous.* » Il pense aller aux États-Unis mais en Autriche, il reçoit une brochure sur l'Université de Genève par des représentants de l'association genevoise d'aide à la Hongrie. Arrivé par le premier contingent, il est d'abord logé dans un hôtel à Montreux et rejoint Genève où, par rapport à la Hongrie, « *tout ce qui était commercial était différent* ». Zoltán Tóth est hébergé par une grande famille de Genève et n'est pas affilié à une œuvre d'entraide. Il savait déjà un peu le français à l'arrivée et, pour financer ses études, il travaille dans une agence de voyages. Après les études, il obtient une place à la commission économique des Nations unies. Il est chargé de faire des résumés d'articles sur l'économie hongroise. En 1959, il passe dans le privé et mène une carrière dans une société pétrolière. Il a l'occasion de se rendre dans sa ville natale en passant par la Yougoslavie. En 1971, lui et sa femme également réfugiée, se naturalisent. Ils peuvent pour la première fois retourner à Budapest. Aujourd'hui, il porte un regard lucide sur l'accueil extraordinaire des réfugiés hongrois dont il se souvient avec émotion. « *On était privilégiés vu le contexte idéologique. Après cette période, on a commencé à dire "Ah, ce n'est pas un réfugié politique, c'est un réfugié économique !" et alors je me suis demandé où me situer et je pense que je suis un peu entre les deux.* »

Les entretiens ont eu lieu à Genève, les 27 septembre 2013, 11 octobre 2014 et 4 novembre 2016.
Langue : français.
Enregistrement approuvé.

E. Notices biographiques et index des personnes citées (sauf témoins)

Andropov, Iouri Vladimirovitch (1914-1984)

Ambassadeur à Budapest en 1956. Il succède à Brejnev à la tête de l'URSS en 1982. Malade, il ne reste à la tête de l'URSS que quinze mois.

..... 86

Bircher, Heinrich (1910-1978)

Colonel et délégué de la Croix-Rouge suisse à Vienne en 1956.

..... 246

Biszku, Béla (1921-2016)

Ministre de l'Intérieur sous le gouvernement Kádár de 1957 à 1961. Partisan d'une ligne dure envers les émigrées et émigrés de 1956, il s'opposera à une quelconque amnistie en leur faveur.

..... 301

Bognár, József (1917-1996)

Politicien et économiste hongrois, membre du Parti des petits propriétaires. József Bognár est ministre de l'Information entre 1946 et 1947, puis membre du gouvernement entre 1949 et 1953. Le 27 octobre 1956, il est nommé comme ministre dans le gouvernement Nagy. Répudié par Kádár, il refait surface en 1961 à la tête de l'Institut des relations culturelles où il reste jusqu'en 1969. Dès lors, il travaille sans relâche à l'amélioration de l'image de la Hongrie de Kádár

particulièrement auprès des émigrées et émigrés de 1956. Source : Macher Anikó, « Hungarian Cultural Diplomacy 1957-1963 : Echoes of Western Cultural Activity in a Communist Country », in Gienow-Hecht Jessica, Donfried Mark C., *Searching For A Cultural Diplomacy*, s.l. : Berghahn Books, 2013, p. 103.
..... 300

Boissier, Léopold (1893-1968)

Effectue des études de droit qui le mènent à une carrière de diplomatique à Berne, à Rome et à Londres. Il est nommé président du CICR (1955-1964) et gère l'aide humanitaire pendant la crise hongroise. Toléré par les Soviétiques (au contraire par exemple de la commission spéciale de l'ONU, chargée d'enquêter sur la Hongrie), le CICR est la seule organisation internationale autorisée à pénétrer sur le territoire après l'Insurrection et pourra distribuer aux victimes des biens recueillis en Occident.
..... 144

Boross, Ida (1923-2002)

Chanteuse hongroise, réfugiée en 1956 en Israël, puis aux États-Unis.
..... 406, 407

Bruckner, Zoltán (?-?)

Réfugié hongrois, il a la délicate mission en 1957 de recruter des réfugiées et réfugiés prêts à s'engager pour la CIA en rentrant en Hongrie et en récoltant des informations. Source : Gémes András, « "Schade, schade, immer Spionage!" »…, p. 207-242.
..... 294

Buss, Anita (1930)

Arrivée à l'âge de 14 ans en Suisse avec sa mère et son père, attaché militaire chargé par l'état-major hongrois de prendre contact avec les alliés sur le territoire helvétique, quelques mois avant l'arrivée des Allemands à Budapest. Après la victoire des Alliés, ses parents craignent d'être arrêtés s'ils retournent en Hongrie. Ainsi, sans toutefois obtenir l'asile, ils restent en Suisse avec les difficultés liées non seulement au déclassement que connaît le père mais aussi à la nécessité de régulariser leurs papiers. Cette précarité conduit les parents d'Anita Buss à émigrer en Argentine, avant de revenir en Suisse une fois que leur fille est en mesure de garantir le financement de leur entretien. Anita Buss est placée en 1945 dans un Institut pour jeunes filles à Fribourg. Grâce à l'enseignement de sœurs étrangères, elle acquiert l'anglais, le français et l'allemand. Fin 1956,

la Division de police du DFJP l'engage comme interprète dans les entretiens menés aussi bien par la Division de police que la Police des étrangers. Elle réalise ensuite un diplôme en travail social et travaille à la Section « réfugiés » de la Confédération. Son travail de diplôme est basé sur son expérience à la Division de police en 1956. Un document précieux pour notre recherche. Source : Entretiens avec Anita Buss, Berne, 11 avril 2016 ; 9 mars 2017.
..... 21, 191, 192, 194, 243, 244, 313, 369, 370-373, 383, 392, 401, 402, 418, 422

Dénes, Tibor (1907-1983)

Historien de la littérature et du théâtre formé à la Sorbonne et à Berlin au début des années 1930. Il choisit de retourner en Hongrie. En 1956, il fait partie des intellectuels « dissidents » qui gravitent autour du Cercle Petőfi. Il s'exile en Suisse à l'automne 1956. Source : « Le roman français d'un écrivain hongrois », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 1er avril 1958.
..... 222, 240

Déry, Tibor (1894-1977)

Écrivain hongrois exclu du Parti communiste en 1953. Acteur des protestations de 1956 et auteur la même année de *Niki, l'histoire d'un chien*, une satire qui dénonce les années Rákosi, il est emprisonné puis amnistié en 1960. Il poursuit sa carrière ensuite.
..... 74, 76, 298

Dulles, John Foster (1888-1959)

Diplomate et homme politique américain. Républicain, il est secrétaire d'État des États-Unis entre 1953 et 1959 dans le gouvernement du président Dwight D. Eisenhower.
..... 90

Farkas, Mihály (1904-1965)

Principal auxiliaire d'Ernő Gerő. Farkas fait ses armes dans l'appareil soviétique. Il se retrouve aux commandes de la police politique ainsi que du ministère de la Défense de 1948 à 1953 sous Mátyás Rákosi.
..... 72

Feldmann, Markus (1857-1958)

Originaire d'un milieu protestant conservateur. Très engagé dans le développement du Parti des paysans, artisans et bourgeois, il est élu conseiller

national (1935-1945 et 1947-1951) avant de devenir conseiller fédéral en charge du DFJP succédant au très controversé Eduard von Steiger. Il est président de la Confédération en 1956. Il a laissé un témoignage précieux en rédigeant tout au long de de sa carrière son *Journal*, édité *post mortem* en cinq tomes : Sidler Roger, Moser Peter (éd.), *Markus Feldmann Tagebuch…*
..... 185, 207, 210-212, 220, 309, 315, 369

Eperjesi, Ferenc (?-?)

Membre du Parti indépendant des petits propriétaires exilé puis retourné en Hongrie en 1955.
..... 265

Gergely, Ágnes (*1933)

Écrivaine, journaliste et traductrice hongroise.
..... 92

Gerő, Ernő (1898-1980)

Politicien hongrois. Réfugié en URSS dans les années 1920, il prend part à la guerre d'Espagne et travaille comme agent du *Komintern*. Principal collaborateur de Rákosi, il est nommé en 1956 à la tête du Parti, à la surprise générale de l'opposition qui s'attendait à un réformiste. C'est, entre autres, ce mécontentement qui mène des milliers de personnes à manifester contre le pouvoir en octobre 1956.
..... 61, 72, 76, 77, 79-81, 84

Gnant, Robert (1932-2019).

Photographe et cinéaste suisse. Son œuvre – d'une grande importance pour le photojournalisme suisse – est conservé à la Fotostiftung de Winterthour.
..... 360, 365

Gomułka, Władysław (1905-1982)

Homme politique polonais, il est élu premier secrétaire du comité central en octobre 1956.
..... 58, 79

Gommermann, István (?-?)

Compositeur hongrois qui a adapté en hongrois la chanson de Dean Martin *Memories are made of this* en 1956. Elle devient la *Honvágy-dal* dans la mémoire collective : la chanson du mal du pays.
..... 406

Hammarskjöld, Dag (1905-1961)
Secrétaire général des Nations unies de 1953 à 1961.
..... 268

Hanoun, Marcel (1929-2012)
Cinéaste, photographe et écrivain français.
..... 283

Helmer, Oskar (1887-1963)
Syndicaliste, homme politique autrichien, ministre de l'Intérieur en 1956.
..... 143, 151, 156, 171

Heuven Goedhart, Gerrit Jan van (1901-1956)
Haut-commissaire aux Nations unies pour les réfugiés, dès 1951 jusqu'à son décès en juillet 1956.
..... 143

Horthy, Miklós (1868-1957) ; hortystes, horthysme
Principal dirigeant de la Hongrie entre 1920 et 1944. Il prend le pouvoir à la suite de l'effondrement de l'Autriche-Hongrie et de l'écrasement du régime communiste d'inspiration léniniste de Béla Kun (1919). Sa politique contre-révolutionnaire, nationaliste, puis antisémite, est basée sur la révision du traité de Trianon et sur le rêve de redonner sa grandeur à la Hongrie. Le régime laissait néanmoins quelques brèches de liberté notamment au niveau culturel, du moins avant le tournant à droite des années 1930. Pour un aperçu de l'entre-deux-guerres et du régime Horthy : Molnár Miklós, *Histoire de la Hongrie…*, p. 342-365. Voir aussi Horel Catherine, *L'Amiral Horthy*, Paris : Perrin, 2014.
..... 61, 110, 122, 208, 241, 261, 384, 453, 459,

Hotz, Hedy (?-?)
Formée à Boston comme travailleuse sociale entre 1925 et 1928, elle a été entre 1955 et 1965 directrice administrative de l'Office central suisse d'aide aux réfugiés (OCSAR). Source : Wicki-Vogt Maja, « "Wir waren so erfüllt von unserem Helfenmüssen, dass wir auch andere mitrissen" – Frauenpolitik im Dienst der Flüchtlingshilfe vom zweiten Weltkrieg bis heute », 14 juin 1995, http://majawicki.ch/archive/3856 (18 juillet 2017).
..... 196

Hoveyda, Amir (1919-1979)

Politicien iranien, délégué au HCR en 1957.

..... 275

Irmay, François (Ferenc) (1914-?)

François Irmay a effectué des études de vétérinaire à Budapest sans pouvoir les finir en raison de son entrée à l'académie militaire. Officier d'état-major pendant la Seconde Guerre mondiale, il est fait prisonnier deux ans en Union soviétique. Libéré en 1947, il fuit la Hongrie en 1949, grâce à l'intervention de sa future épouse, Hélène Aeschlimann, infirmière suisse de la Croix-Rouge à Budapest. Peinant à faire reconnaître sa maturité en Suisse, il travaille de longues années comme assistant-vétérinaire, réalise huit semestres à l'Université de Berne avant d'obtenir son doctorat et sa naturalisation en novembre 1956, sans que sa maturité soit reconnue. Il devient malgré tout chef du laboratoire vétérinaire cantonal en 1954 puis obtient l'équivalence du diplôme fédéral après avoir dû faire des examens d'histoire et de géographie suisses en remplacement d'une maturité. Sources : Dossiers des Agrégations de la Ville de Neuchâtel (1956-1960) ; entretien avec son fils, François Irmay, Yverdon, le 7 mars 2013 ; CH-BAR#E3300C#1988/32 # 236* (Bundesamt für Gesundheitswesen) Irmay F., Dr., Neuenburg, 1958.

..... 238, 240, 244

Járay, József (1913-1970)

Chanteur d'opéra hongrois, exilé en Suisse en 1949 puis rentré en Hongrie en 1955 dans le cadre de l'amnistie.

..... 265

Jdanov, Andreï (1896-1948)

Politicien qui a joué un grand rôle dans la politique culturelle soviétique pendant la guerre froide, il est connu pour son discours de septembre 1947 confirmant la division entre USA et URSS.

..... 63

Kádár, János (1912-1989) ; kadarisme, kadariste

Dirigeant hongrois. Mécanicien originaire de Rijeka, il entre au parti communiste hongrois clandestin en 1932. Son parcours résume une partie des vicissitudes et des contradictions de la vie politique hongroise du XX^e^ siècle. Kádár est l'un des rares cadres du Parti à être réellement originaire de la classe ouvrière, ce qui lui a donné une forme de légitimité survivant à toute épreuve. Secrétaire adjoint

du Parti au sortir de la guerre, il devient ministre de l'Intérieur puis il est arrêté et emprisonné en isolement total jusqu'en 1954. L'historiographie mentionne souvent le fait qu'il a été torturé. Lendvai et d'autres historiens affirment le contraire : « *Déprimé, humilié, au bout du rouleau, il signa les confessions qu'on lui avait imposées sans qu'on ait besoin de recourir à la torture.* » D'abord rallié à Nagy pendant l'Insurrection, il est retourné par le Kremlin et prend les rênes du gouvernement début novembre 1956 en participant à l'écrasement de l'Insurrection et à l'élimination de Nagy. Son destin est irrémédiablement lié à celui de Nagy. Kádár essaie dans un premier temps d'obtenir une démission de Nagy en 1957. Ce dernier refuse imperturbablement de coopérer avec Kádár dont il disait qu'il était « *né assis entre deux chaises* ». Pour finir, Kádár sera l'artisan de l'exécution de Nagy en 1958 alors que les Soviétiques se prononçaient pour octroyer une amnistie à Nagy. Kádár préférait un « *martyr mort qu'un rival vivant* ». Il reste ensuite le principal dirigeant de la Hongrie quasiment jusqu'à la fin du régime en instaurant une dictature toujours plus « molle ». Il meurt le 6 juillet 1989, le jour même de la réhabilitation posthume de Nagy prononcée par la Cour suprême. Pendant son règne, son image évolue positivement. De nombreux Hongrois ont versé une larme le jour de sa mort et il était, en 2005, la deuxième personnalité de l'histoire hongroise la plus appréciée parmi la population.

..... 18, 36, 37, 43, 54, 58, 61, 69, 82, 84, 87-89, 98-100, 104, 107, 108, 116, 119, 120, 130, 135, 144, 145, 154, 159, 160, 225, 245, 254, 256, 268, 271, 275-277, 280, 284, 287, 289, 295, 297, 299-301, 308, 310, 315, 319, 323, 354, 360, 361, 362, 371, 372, 374, 405-407, 418, 452

Kaegi, Werner (1901-1979)

Historien moderniste professeur à Bâle et théologien protestant.

..... 236

Kárpáti, György (*1935).

Joueur de l'équipe nationale hongroise de water-polo, il prend part en 1956 aux Jeux olympiques et à la finale contre l'URSS désignée comme le « *bain de sang de Melbourne* » en raison des bagarres qui l'ont émaillée. Il choisit de rentrer en Hongrie en 1957. Dans une interview tardive, il explique que c'est avant tout « *parce qu'il était amoureux* » qu'il est rentré. La presse hongroise utilise son histoire comme celle d'autres sportifs « revenants » pour mettre en évidence les « *nombreux retours* » en Hongrie. Source : Sportduelle - Ungarn vs. Sowjetunion, Production Arte, 11 mai 2010.

..... 290

Khrouchtchev, Nikita (1894-1971)

Premier secrétaire du Parti communiste de l'Union soviétique de 1953 à 1964.
..... 57, 74, 75, 79, 85, 271, 448

Kopp, Elisabeth (*1936)

Politicienne suisse, membre du Parti radical et première femme à accéder au Conseil fédéral (en 1984).
..... 23, 250

Kristof, Agota (1935-2011)

Née à Csikvánd dans une famille dont le père est instituteur. En 1944, la famille s'installe à Kőszeg, petite ville toute proche de la frontière autrichienne. Peu avant les événements de 1956, elle se marie avec son professeur de lycée, János Beri. Le couple a une fille âgée de quelques mois quand János Beri décide de fuir à l'Ouest dans le sillage des événements de 1956. Comme Agota Kristof le dit elle-même, elle arrive donc «*par hasard*» en Suisse. Son mari obtient une bourse pour étudier à l'Université; quant à elle, elle doit travailler comme ouvrière dans l'horlogerie avant de pouvoir véritablement apprendre le français, langue qui sera dès 1970 sa langue d'écriture (qu'elle définit comme «*langue ennemie*»). Dans ces livres traduits dans le monde entier, le décor où évoluent ses protagonistes s'avère souvent très terne, comme dans *Hier* (Paris: Éditions du Seuil, 1995) qui décrit le morne quotidien des exilées et exilés employés dans une fabrique. Elle dira plus tard à ce sujet: «*Quand nous sommes arrivés en Suisse en 1956, je voulais parler de la vie des réfugiés, de mes compatriotes, de la souffrance des Hongrois en exil, des suicides, du travail à l'usine. Tout ce que j'ai vécu finalement.*» (Kristof Agota, Interview par Philippe Savary, *La Matricule des Anges*, n° 14, 1995-1996). Ses livres, rédigés dans un français brut et dépouillé de tout artifice, seront traduits ensuite en hongrois, sous sa supervision.
..... 16, 17, 124, 153, 215, 217, 218, 411, 422

Lindt, Auguste (1905-2000)

Occupe différents postes importants au Département politique dès 1946 et dans les organisations onusiennes. Il est nommé Haut-commissaire pour les réfugiés en 1957 et restera à ce poste jusqu'en 1960, moment de sa nomination comme ambassadeur suisse à Washington.
..... 148, 163, 164, 272

Ludwig, Carl (1889-1967); rapport Ludwig

Juriste et politicien libéral, auteur d'un rapport intitulé *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés de 1933 à nos jours.* Commanditée par le

Conseil fédéral, l'enquête de Ludwig vise à faire la lumière sur la politique d'asile pratiquée par la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale. Les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France avaient publié en 1954 des pièces relatives aux pourparlers entre la Suisse et l'Allemagne. Sur cette base, le *Schweizerische Beobachter* attribue alors l'idée de signaler avec un tampon « J » les passeports des Juifs dans le troisième Reich au chef de la Division fédérale de la police Heinrich Rothmund. À la suite de cette dénonciation, M. Oprecht, conseiller national-socialiste dépose une interpellation qui demande au Conseil fédéral si cette affirmation est exacte. Il demande également au Conseil fédéral de présenter aux chambres un rapport sur la ligne de conduite suivie par la Confédération dans le traitement des réfugiés depuis 1933. Commandité par le Conseil fédéral, le rapport de Carl Ludwig est assez critique envers les mesures prises par les autorités pour endiguer l'arrivée de réfugiées et réfugiés juifs qui fuient le génocide. Alors président du Don suisse pour les victimes de la guerre (1948-1959), Carl Ludwig mène une enquête solide qui débouche sur un rapport de 400 pages. Achevé en 1957, le rapport est affublé à la dernière minute d'une annexe portant sur l'accueil des réfugiées et réfugiés hongrois dans le but de mettre en évidence le changement de cap de la Suisse officielle (ce texte est présenté en Annexe A). Le rapport n'a pas entraîné, sur le moment, un vrai travail de mémoire ou des excuses. Il n'est accessible, dans son entier, au grand public qu'en 1966. Sources : Holenstein André, Kury Patrick, Schulz Kristina, *Schweizer Migrationsgeschichte…* ; Hubáček Aleš, « Der Bericht Ludwig (1957) in der Retrospektive »…, p. 345-367. Le rapport est en ligne : http://www.thata.net/rapportcarlludwig1957complet.pdf (19 mars 2018).

..... 24, 25, 179, 232, 429,

Lyssy, Rolf (*1936)

Réalisateur suisse connu pour avoir réalisé un des plus grands succès de cinéma en Suisse, la comédie *Les Faiseurs de Suisse* [*Die Schweizermacher,* 1978] qui raconte les péripéties de fonctionnaires zélés enquêtant sur des candidates et candidats à la naturalisation.

..... 51

Major-Zala, Lajos (1930-2006)

Homme de lettres issu d'une famille de forgerons à Kerkateskánd, aujourd'hui Tormafölde (Hongrie). Lajos Major débute des études en foresterie à Sopron. Profondément anticommuniste et patriote, il balaie la demande de l'un de ses professeurs de diriger une organisation d'étudiants

communistes. Puis, il prend la parole et contredit un conférencier qui évoquait la nécessité d'adhérer à l'expansion du socialisme dans le monde pour abroger les nations et les frontières. Exclu de l'Université en 1948, il retourne dans sa région d'origine et trouve une place de stagiaire dans le domaine forestier. Lors des dernières élections libres de 1949, il refuse de participer à la campagne en faveur du Parti communiste local, ce qui lui vaut d'être poursuivi. Il parvient alors à atteindre la frontière yougoslave où il est interné puis déplacé à Kočevje dans l'actuelle Slovénie pour y travailler. De là, il essaie de rejoindre l'Autriche mais il ne parvient pas à fuir, il est emprisonné plusieurs fois. Il passe finalement la frontière et se rend en Suisse où il obtient l'asile en 1950. Il rejoint Fribourg pour y effectuer des études en germanistique et en français et travaille comme ouvrier pour financer ses études. Parallèlement à ses riches activités d'écrivain et de poète à Fribourg où il rejoint le groupe d'artistes « Mouvement », il travaille comme attaché médical. Il a publié de nombreux recueils de poèmes et de souvenirs. Sources : Entretien avec sa fille Sieglinde Major, Fribourg, le 25 octobre 1957 ; CH-BAR#E4260D#1994/125 # 307* Major Lajos, 1930, 1950-1958 ; Lajos Major-Zala, poète, *Fribourg Illustré*, 4 mai 1977.

..... 69, 239, 240

Malenkov, **Gueorgui** (1901-1988)

Succède à Staline au poste de président du Conseil des ministres. Il est rapidement éclipsé par Nikita Khrouchtchev.

..... 72, 74

Marjai, József (1923-2014)

Diplomate, ambassadeur en place en Suisse entre 1956 et 1958. Il fait ensuite carrière au ministère des Affaires étrangères, comme ambassadeur à Prague et à Moscou (1976-1978). Malgré ses liens avec Kádár, il est considéré dans l'historiographie hongroise comme un esprit indépendant, n'hésitant pas à donner son avis même s'il ne correspond pas au discours du Parti. En Suisse, on se souvient de Marjai car c'est lui qui était à la tête de l'ambassade en juillet 1958 lors d'une attaque armée qui a fait un mort parmi les assaillants. Cet incident a fait couler beaucoup d'encre et les Hongrois reprochaient à la police bernoise de ne pas être intervenue pour empêcher l'attaque. C'est probablement Marjai lui-même qui a tiré sur les assaillants. Source : Odehnal Bernhard, « Politthriller in Bern », *Tages-Anzeiger*, 4 mars 2014.

..... 310-312, 318, 408

Marosan, György (1908-1992)

Homme politique hongrois, victime des purges du début des années 1950, réhabilité pendant l'été 1956.

..... 100

Matz, Johanna (*1932)

Actrice autrichienne particulièrement engagée dans la collecte de fonds en 1956.

..... 137

Mikoyan, Anastas (1895-1978)

Homme politique et diplomate soviétique, vice-Premier ministre de l'URSS entre 1955 et 1957. Parmi les onze hommes du Praesidium soviétique, Mikoyan sera le seul membre en 1956 à s'opposer clairement à une offensive en Hongrie en ne cessant de répéter qu'il s'agit d'une erreur.

..... 303

Milosevic, Olga (?-?)

Représentante de la Croix-Rouge yougoslave au sein du HCR en 1956. Elle en est la secrétaire générale de 1947 à 1963. Elle reçoit la médaille Henry Dunant en 1985.

..... 163

Mindszenty, József (1892-1975)

Évêque et opposant de la première heure à la prise de pouvoir des communistes en Hongrie. Le 26 décembre 1948, le cardinal Mindszenty est arrêté et inculpé de trahison. Libéré en 1956, il se réfugie à l'ambassade américaine de Budapest et y restera locataire pendant quinze ans. Il peut quitter la Hongrie en 1971.

..... 66, 77, 86

Nagy, Imre (1895-1958)

Dirigeant hongrois, figure politique de l'Insurrection de 1956. Serrurier de profession, il est mobilisé dans l'armée austro-hongroise pendant la Première Guerre mondiale et il est fait prisonnier pendant deux ans en Russie où il est convaincu par le marxisme. Il rentre en Hongrie en 1918 mais retourne en URSS en 1926. Il y effectue des études en agriculture. Pendant son séjour, il travaille à Radio Moscou pour le compte des émissions en langue hongroise et rentre en Hongrie après la Seconde Guerre mondiale. Il adopte souvent des

positions contraires à la ligne du Parti, ce qui lui vaut son exclusion en 1949. Il est réintégré au gouvernement en 1953 pendant le dégel mais il est à nouveau écarté en 1955 en raison de son réformisme. Rappelé au pouvoir par le camp insurgé en octobre 1956, il se détache de Moscou en proclamant notamment la neutralité de la Hongrie. L'entrée des chars le 4 novembre marquera la fin de l'espoir Nagy, il est capturé puis exécuté en 1958 pour haute trahison. En acceptant de faire son autocritique, il aurait probablement eu la vie sauve. L'exécution de Nagy n'était pas inéluctable ; le Kremlin, alors soucieux de son image, a, en juin 1958, même insisté pour le gracier. C'est Kádár lui-même qui estime la peine de mort nécessaire. Son ré-enterrement solennel le 16 juin 1989 auquel assistent des centaines de milliers de personnes sera le prélude au tournant démocratique. Des documents, plus tard avérés faux, le désignaient comme agent du NKVD. Après des recherches approfondies, l'historien János Rainer a pu démontrer que Nagy, comme la plupart des dirigeants, a rendu des services à l'organisation sans être un agent à proprement parler. Nagy est aujourd'hui renié par le gouvernement Orbán qui s'emploie à effacer son rôle dans les commémorations officielles de 1956 et vient de déboulonner son effigie devant le parlement. L'enjeu historiographique autour de la figure de Nagy a une grande actualité.
..... 58, 59, 61, 69, 71-77, 80-88, 93, 97, 98, 119, 120, 161, 295, 371, 459

Nagy, László (1921-2009)

Journaliste hongrois, immigre en Suisse en 1947 pour se faire soigner de la tuberculose par l'intermédiaire d'un médecin suisse, dont il connaissait l'épouse hongroise. Collaborateur à Radio Free Europe, il se crée un réseau en Suisse et devient correspondant pour le *Journal de Genève*. C'est en cette qualité qu'il pourra se rendre en Hongrie pendant les événements de 1956 et réaliser de remarquables reportages. Il fait plusieurs conférences sur les événements hongrois en Suisse romande et intervient également au sujet des réfugiés. Par la suite, il écrit nombre d'analyses sur l'Europe centrale pour des journaux suisses et internationaux avant de faire carrière dans le mouvement scout international dès les années 1960. Sources : CH-BAR#E4320B#1991/69 # 1685* Nagy Laszlo, 1921, 1947-1959 ; László Nagy, *L'art de rebondir : le tour du monde en 80 ans*, Genève : Georg, 2003.
..... 240, 243, 244

Nasser, Gamal Abdel (1918-1970)

Second président de la République d'Égypte de 1956 à sa mort. Il proclame la nationalisation du canal de Suez en octobre 1956, ce qui entraîne

l'intervention armée d'une coalition franco-britano-israëlienne aussitôt condamnée par les USA.
..... 85

Nixon, Richard (1913-1994)

Homme d'État américain républicain, 37e président des États-Unis. En 1956, il est vice-président des USA auprès de Dwight D. Eisenhower.
..... 90, 151

Petitpierre, Max (1899-1994)

Homme politique suisse, élu au Conseil fédéral en 1944. À la tête du Département politique, il s'efforce de sortir la Suisse d'un certain isolement diplomatique à la suite de sa position ambiguë pendant la Seconde Guerre mondiale. Pendant la guerre froide, il inaugure une politique étrangère qui se veut guidée par les principes de « neutralité, solidarité et universalité ».
..... 24

Pintér, Emil (1929-2018)

Psychiatre d'origine hongroise réfugié en Suisse en 1956 où il réalise sa carrière. Il devient directeur du Sanatorium de Kilchberg dès 1970. Pintér réalise plusieurs études sur les réfugiées et réfugiés hongrois, puis tchécoslovaques de 1968. Interdit d'exercer en Suisse à la suite d'accusations d'abus sexuel sur des patientes, il retourne en Hongrie dans les années 1990 et occupe la fonction de président de l'Association des Suisses de Hongrie. Source : Gisler Priska, « Von Unholden, schlechten Vätern, Sittenstrolchen und den ganz normalen Chefbeamten in der Verwaltung… : die mediale Konstruktion von sexueller Belästigung im Sittlichkeitsdiskurs der NZZ 1963-1996 », *Rosa : die Zeitschrift für Geschlechterforschung*, 13, 1996, p. 27-30.
..... 36, 115, 308, 372, 405, 422

Pfeiffer, Nicolas (1887-1979)

Issu de l'aristocratie hongroise, Nicolas Pfeiffer effectue des études de théologie à Fribourg dans les années 1910 et il y revient en exil après la prise de pouvoir du Parti communiste. Il s'occupe dès 1956 de la coordination de la mission hongroise en Suisse et il est responsable de l'accueil des réfugiées et réfugiés dans le canton de Fribourg. Source : *La Liberté*, 5 mars 1962.
..... 236, 329

Plancherel, Michel (1885-1967)

Mathématicien fribourgeois, professeur à l'EPFZ en 1956 et colonel dans l'armée suisse.

..... 239

Pongrácz, Gergely (1932-2005)

Combattant du groupe de Corvin pendant l'Insurrection hongroise.

..... 91

Preminger, Otto Ludwig (1905-1986)

Réalisateur américain d'origine autrichienne.

..... 137

Puja, Frigyes (1921-2008)

Homme politique hongrois.

..... 303

Rajk, László (1909-1949)

Homme politique hongrois. Il a combattu pendant la guerre civile espagnole, il est emprisonné en France jusqu'en 1941 puis il retourne en Hongrie où il devient secrétaire du Parti communiste clandestin qui fomente la résistance. Considéré comme un staliniste dur, il est ministre de l'Intérieur en 1946 et chef de l'ÁVH avant de tomber en disgrâce et d'être exécuté en 1949 pour trahison. On lui reproche des accointances avec les USA et la Yougoslavie de Tito. Réhabilité en octobre 1956, son enterrement officiel sera le prélude de l'Insurrection.

..... 61, 64, 69, 75, 77

Rajk, Júlia (1914-1981).

Activiste politique, veuve de László Rajk exécuté en 1949. Après la disgrâce de son mari, elle passe cinq années en prison et s'engage dans l'opposition pro Nagy. Prisonnière comme lui en Roumanie, elle n'est pas ramenée en Hongrie comme les hommes de l'opposition, où la plupart seront exécutés. Source : Pető Andrea, « Hongrie 1956, Júlia Rajk ou le pouvoir du deuil »…, p. 151-163.

..... 75, 77

Rákosi, Mátyás (1892-1971) ; rákosisme, rákosiste

Issu d'une famille de marchands juifs ruinée, il devient marxiste pendant la Révolution russe et suit de près la prise de pouvoir de Béla Kun. Sa

première visite à Moscou ponctuée d'une rapide entrevue avec Lénine date de 1921 et a été élevée au rang de mythe par la propagande. Il travaille dès lors pour le *Komintern* en sillonnant l'Europe grâce à ses six faux passeports. Repéré pour son activité politique, il passe huit ans dans les geôles du régime horthyste. Il y apprend le russe et s'efforce de propager le marxisme auprès de ses codétenus. Il est libéré par l'URSS dans d'étranges conditions : Rákosi est échangé en 1940 contre des drapeaux hongrois de 1849, butin des armées du tsar en possession de l'URSS que le régime Horthy récupère. Après la guerre, il devient le secrétaire général du Parti communiste. Ses douze ans de règne sont marqués par les actions de cet homme, « *l'un des politiciens les plus cultivés, les plus polyglottes, mais aussi les plus immoraux de l'histoire récente de la Hongrie* » (Lendvai, *Les Hongrois : mille ans d'histoire*, p. 516). Artisan de la stalinisation de la Hongrie, il se qualifie lui-même de meilleur élève de Staline et met en place un culte de la personnalité agressif autour de Staline et de lui-même. En 1956, il fuit en Union soviétique. Exclu du parti communiste en 1962, il écoule sa retraite dans la République kirghize.
..... 61, 66, 68, 72, 74-77, 84, 89, 91, 109, 115, 119, 121, 122

Read, James Morgan (1908-1985)

Haut-commissaire adjoint pour les réfugiés en 1956.
..... 143, 145, 179

Renschler, Walter (1932-2006)

Politicien suisse élu au Conseil national en 1967 pour le compte du Parti socialiste. En 1956, il est particulièrement engagé dans l'accueil des étudiants.
..... 250

Sager, Peter (1925-2006)

Politicien bernois, membre du parti des paysans, artisans et bourgeois (PAB puis UDC) de 1945 à 1991, très impliqué dans les mouvements anticommunistes suisses et internationaux. Il constitue à Berne une bibliothèque spécialisée sur l'Europe de l'Est dès 1948 (Bibliothèque suisse de l'Europe de l'Est dès 1997).
..... 368

Schmid, Karl (1907-1974)

Recteur de l'EPFZ en 1956.
..... 239

Schürch, Oscar (1914-1992)

Chef de la Section «réfugiés» (1940-1954) sous la direction du très controversé Heinrich Rothmund, après avoir été son conseiller juridique (1939). Il est ensuite chef suppléant de la Division de police (1955-1957), puis chef de la Division (1959-1980). Il joue un rôle majeur dans l'accueil des réfugiées et réfugiés de 1956.

..... 185, 194, 207, 211, 235, 246, 248, 369

Schwarzenbach, James (1911-1994)

Politicien zurichois, élu au Conseil national en 1967, il est à l'origine de plusieurs initiatives xénophobes qui visaient à limiter le nombre d'étrangères et étrangers en Suisse. L'initiative «contre l'emprise étrangère» de 1970 est rejetée de peu par le peuple dans un climat politique et sociétal très tendu. On parle des «années Schwarzenbach» pour désigner cette époque (fin des années 1960-début des années 1970) où les discours anti-immigration et racistes s'affirmaient de manière décomplexée dans la société, notamment en raison de leur légitimation sur le plan politique.

..... 251, 373, 374

Sebes, István (1906-1966)

Diplomate hongrois qui occupe une position dirigeante aux Affaires étrangères entre avril 1956 et août 1959. Ambassadeur de Hongrie à Vienne dès 1964.

..... 268

Silva, Peer de (1917-1978)

Chef de station de la CIA à Vienne en 1956. Il est notamment chargé de coordonner la collecte d'informations auprès des réfugiés hongrois.

..... 294

Stefanović, **Svetislav** (1910-1980)

Ministre de l'Intérieur de la République fédérative socialiste de Yougoslavie en 1956-1957.

..... 276

Tito, Josip Broz (1892-1980)

Principal dirigeant de République fédérative socialiste de Yougoslavie. Après sa rupture avec l'URSS de Staline en 1948, le pays opte pour la neutralité et se place aux avant-postes du mouvement des non-alignés.

..... 64, 74, 99, 161, 163, 164, 167, 275, 276

Truman, Harry (1884-1972)

33e président des États-Unis en fonction de 1945 à 1953.

..... 63, 260

Tschäppät, Reynold (1917-1979)

Issu d'une famille modeste et militante socialiste du canton de Berne.
Son père est licencié de la Poste en 1918 en raison de sa participation à la Grève générale. Après des études de droit, Reynold Tschäppät entame une carrière politique en tant que socialiste siégeant au Grand Conseil bernois entre 1951 et 1963, au Conseil national entre 1963 et 1979. Il devient président de la Ville de Berne dès 1966. Il occupe, dès 1944, différents postes à la Section « réfugiés » du DFJP avant d'en devenir le vice-directeur en 1956.

..... 185, 192, 194, 211, 212, 311, 317, 318, 323, 324, 330, 345, 346, 348, 349, 351, 369

Varga, Tibor (1921-2003)

Violoniste et chef d'orchestre. Réfugié en Valais en 1956.

..... 27

Vincent, Jean (1906-1989)

Homme politique suisse, adhère au Parti communiste en 1924. Élu au Grand Conseil genevois (1936-1940 [alors exclu en raison de l'interdiction du PC] et 1945-1986) et au Conseil national (1947-1980). Dans l'impossibilité de désavouer l'intervention soviétique en 1956, il s'efforce dans ses analyses d'apporter une vision nuancée des événements. Il restera fidèle à la ligne du PdT mais critique cette fois ouvertement l'intervention des troupes russes à Prague en 1968.

..... 208

Weiss, Paul (1907-1991)

Juriste autrichien spécialiste et artisan du droit international des réfugiés. Interné dans le camp de concentration de Dachau en 1938, il parvient à s'exiler en Grande-Bretagne. Après la guerre, il sera l'un des auteurs de la Convention de Genève de 1951.

..... 142

Sources et bibliographie

1. Sources consultées

1.1 Fonds d'archives

ÁBTL : Állambiztonsági Szolgálatok Történeti Levéltára [Archives historiques de la Sécurité d'État] Budapest

3.15.-0-167, dossiers 48, 50, 51, 52, 54 75 et 92 : Svájcból amnesztiával hazatértek (personnes rapatriées avec amnistie depuis la Suisse).

ACIMADE-BDIC : Archives du Comité inter mouvements auprès des évacués (CIMADE) Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) Nanterre

F delta 2149/2157, Service Hongrois, 1956-1959.

F delta 2149/1201, Secrétariat général Hongrois, correspondance, rapports (1956-1960).

AEG : Archives de l'État de Genève
Genève

1968 va 1.20.13 : Office cantonal de placement, contrôle de la main-d'œuvre étrangère et saisonnière, placement de réfugiés hongrois, 1956-1959.

AEV : Archives de l'État du Valais
Sion

3510-1984/33 Service de l'industrie, du commerce et du travail, Réfugiés (1956-1979)

9.1.1 Réfugiés hongrois : Correspondance générale, rapports et séances (1957-1963).

9.1.2 Liste de réfugiés hongrois.

9.1.3 Réfugiés hongrois : placement (1956-1959).

AfZ-SFH : Archiv für Zeitgeschichte (AfZ) der Eidgenössische Technische Hochschule, Schweizerische Flüchtlingshilfe/ Organisation suisse d'aide aux réfugiés (SFH)-Archiv
Zurich

[sans cote] Zentrale Flüchtlingskartei der Schweizerischen Flüchtlingshilfe (Karthothek).

11 (A), Interne Berichte.

31 a (A), Flüchtlingsregister (Kartothek).

39 (A), Sitzungunterlagen.

54 (A)-57 (A), Vorstandsprotokolle.

571 (A)-576 (A), Protokolle der Sachbearbeiterkonferenzen.

AOFPRA : Archives de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA)
Paris, Fontenay-sous-bois

OFPRA DIR1/2 Rapports d'activité (1952-1977).

AOIM : Archives de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM)
Genève

SIT-00-23 : Europe – Hungrefs, Countries and Statistics.
SIT-00-49 : Hungarian Refugees.
SIT-00-50 : Hungarian Refugees Stories.

AUNHCR : Archives of the United Nations High Commissioner of Refugees (UNHCR)
Genève

Fonds 11, Serie 1, box 328 21/6/ : Repatriation - Hungarian Refugees
GEN 05/1955-10/1960 8 items ARC-2/A42 : General.
AUS 05/1955-09/1965 12 items ARC-2/A42 : Austria.
BEL 09/1954-03/1964 ARC-2/A42.

Fonds 11, Serie 1, box 198 : 21/1-6/ : Hungarian children [2].
GEN 07/1956-05/1961 ARC-2/A41 : General.

CH-BAR : Archives fédérales/Bundesarchiv (BAR)
Berne

E1003 Bundesrat : Verhandlungsprotokolle und Beschlussprotokolle II
1970/344#3* Protokolle der 1.-89. Sitzung, mit Register A-O (1956-1956).

E2001E* Abteilung für politische Angelegenheiten

1972/33#6808* Situation der ungarischen politischen Flüchtlinge in der Schweiz, nach der Oktober-Revolution 1956 in Ungarn, 1957-1960.

Remarque : Les dossiers de personnes contenus dans cette série étant classés par noms, la cote exacte (connue par l'autrice) n'est pas donnée afin de ne pas dévoiler l'identité des personnes.

E2200.50-01* Schweizerische Vertretung, Budapest : Zentrale Ablage (1895-1966), 1895-1966 (Teilbestand)

1969/235#233* Allgemeines und Heimschaffung bzw. Rückkehr nach Ungarn, 1957-1961.

1969/84#114* Zeitungsartikel über die Schweiz in der ung. Presse, 1951-1958.

1969/84#112* Schweizerische Presseartikel über Ungarn, 1948-1958.

E3120C* Schweizerisches Bundesarchiv, Zentrale Ablage

2007/130#528* Koppany Endre Sandor, 1983-1986.

E3300C* Bundesamt für Gesundheitswesen

1988/32#351* Ungarische Flüchtlinge aus Jugoslavien, 1957-1958.

1988/32#236* Irmay F., Dr., Neuenburg, 1958.

E4001D*1973/125# Departementssekretariat des eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements

1425* Mordfall Méry, Laszlo, 1957-1959.

1434* Aufnahme ungarischer Flüchtlinge nach dem Aufstand vom Oktober/November 1956, 1956-1961.

E4003* Departementssekretariat des eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements : Teilregistratur Informations- und Pressedienst

1975/75#79* Ungarische Zeitschrift « Le Trait d'union/Oeesszhang », 1957.

E4260D* Polizeiabteilung : Zentrale Ablage (1957-1979), 1874-1979 (Teilbestand)

1994/125#307* Ungarische Flüchtlinge, 1957.

E4264* Polizeiabteilung : Personenregistratur

2016/117# Niederlassungsangelegenheiten von Ausländern, Aus- und Wegweisungen, Ausweisschriften für Flüchtlinge, Internierungen, 1904-2016 (Serie).

Remarque : La plupart des dossiers contenus dans cette série étant classée par noms, la cote exacte (connue par l'autrice) n'est pas donnée afin de ne pas dévoiler l'identité des personnes.

E4280A# Delegierter für das Flüchtlingswesen

1998/296#190* Befehle - Weisungen - Rundschreiben Generalstabsabteilung / Territorialdienst / Rotes Kreuz. Überholte Weisungen – Band 1 + 2, 1957-1970.

1998/296#191* Korrespondenzen und BRB vom 7. Juni 1957 betr. Aufnahme von 500 ungarischen Flüchtlingen aus Jugoslawien, 1957.

1998/296#774* Propagandistische Tätigkeit der ungarischen Gesandtschaft in der Schweiz, 1957-1979.

1998/296#775* Beschwerde gegen die ungarische Gesandtschaft in der Schweiz, 1958.

1998/296#994* Ungarische Vereine in der Schweiz, 1957-1967.

E4300C-01* Bundesamt für Ausländerfragen

1960/27#66* Kreisschreiben Nr. 783 des Eidg. Justiz- und Polizeidepartements an die Polizeidirektionen der Kantone betr. die fremdenpolizeiliche Rechtsstellung und Behandlung der ungarischen Flüchtlinge, 1956-1957.

E4320B#C.13 Aufenthaltsfragen, Politische Flüchtlinge, 1905-1980

1991/243#3410* Major Lajos, 1930, 1950-1958.

J2.15-02#1979/92 # Schweizerisches Rotes Kreuz : Zentrale Ablage, Ungarn

91* Familienzusammenführungen und Rückführungen, Allgemeines, 1956-1956.

120* Rückkehr, A-H, 1957-1958.

121* Rückkehr, I-M, 1956-1960.

122* Rückkehr, N-Si, 1957-1962.

123* Rückkehr, So-Sz 1956-1960.

HU OSA : Open Society Archives (OSA), Hungary Budapest

300-40-1 RFE/RL (Radio Free Europe/Radio Liberty) Research Institute, Hungarian Unit

Box 258 Emigráció általában [émigration : général]
-Hazatérés [rapatriement], 1955.

-Hazatérés, 1957-1958.
-Hazatérés, 1959-1971.

Box 17, Amnesztia [amnistie]
-1948-1960.
-1961-1969.

OSA : Digital 1956 Archives : http://w3.osaarchivum.org/digitalarchive/ (26 juillet 2018).

MNL OL : Magyar Nemzeti Levéltár Országos Levéltára [Archives nationales hongroises] Budapest

M-k S288

f.5/232 ő. e. Belügyminisztérium és a Külügyminisztérium MNLOL : M-KS 288. f. 5/232. ő. e. Belügyminisztérium és a Külügyminisztérium előterjesztése az MSZMP KB Politikai Bizottságához.

XIX-J-1-j, Ausztria 1945-1964

XII-112, sz. n. (30. Doboz).

XIX-J-1, Svájc 1945-1964

13. doboz
- XII-111, A külföldi Magyarság [l'« élément hongrois » étranger].
- XII-112, Magyar politikai emigráció és menekült kérdes [émigration politique hongroise et question des réfugiés].

14. doboz
- XII-113, Jelentések a fogado orszagban elő magyararságrol [Rapport sur les Hongrois dans les pays d'accueil].

NARA : The National Archives and Records Administration Washington

General CIA Records, CREST (the CIA Records Search Tool) :

Provisional intelligence report, The redefection-repatriation campaign of the soviet bloc, 1955-1957, Central Intelligence Agency, Office of Research and Reports, 28 juin 1957, CIA/RR PR-162.

En ligne :

https://www.cia.gov/library/readingroom/document/cia-rdp79-01093a001200110010-3 (27 juin 2018).

RG 84 Records of the foreign Service Posts of the Department of State, U.S. Mission To The United Nations, Central Subjects. NND 979141-84-1030D, Box 57. Files, 1946-1963. Public Information : Conference to Relief : Children.

UNAG : United Nations Archives Geneva Genève

G.I 30/1 Situation in Hungary (1956-1966) 20496

Jacket 2 (10 décembre 1956-31 janvier 1957) : General and Relief in Hungary.

Jacket 3 (1er février 1957-30 avril 1957) : Situation in Hungary General and Relief in Hungary.

Jacket 4 (20 avril 1957-5 mai 1958) : General and Relief in Hungary.

G.I 30/2 Situation in Hungary (1956-1966) 20533

Jacket 1 (29 octobre-14 décembre 1956) : Relief measures Refugees.

Jacket 2 (11 janvier 1957-11 novembre 1957) : Relief measures in Hungary.

1.2 Sources publiées

Publications officielles, statistiques, études juridiques, sociales et sociologiques contemporaines, enquêtes, expertises, etc.

Baudy Nicolas, *Jeunesse d'octobre : témoins et combattants de la révolution hongroise*, Paris : La Table ronde, 1957.

Bayer Anton, « Die ungarischen Flüchtlingslager in Österreich », *Integration. Bulletin international*, 5/2, 1957, p. 105-110.

Buss Anita, *Aufnahme und Eingliederung der ungarischen Flüchtlinge der Revolution 1956 unter besonderer Berücksichtigung der Arbeit der Eidgenössischen Polizeiabteilung* [travail de diplôme en travail social], Berne, 1968.

Collectif, *La Vérité sur l'affaire Nagy : les faits, les documents, les témoignages internationaux*, *préface d'Albert Camus, postface de François Fejtö*, Paris : Plon, 1958.

Département fédéral de justice et police, *Loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers* (du 26 mars 1931), *Feuille fédérale*, 1931 I 437 (-446), 1er avril 1931. En ligne : https://www.amtsdruckschriften.bar.admin.ch/viewOrigDoc.do?id=10086227 (27 mars 2017).

Département fédéral de justice et police, *Loi fédérale modifiant et complétant la loi sur le séjour et l'établissement des étrangers* (du 8 octobre 1948), *Feuille fédérale*, 1948 III 404 (-410), 14 octobre 1948. En ligne : https://www.amtsdruckschriften.bar.admin.ch/viewOrigDoc.do?id=10091296 (27 mars 2017).

Fryer Peter, *Hungarian tragedy*, Londres : D. Dobson, 1956.

Gfeller Urs, Chevallaz Georges-André, Hocké Jean-Pierre, Kopp Elisabeth (éd.), *Le temps des réfugiés*, Lausanne : Éditions de l'Aire, 1987.

Gleitman Henry, Greenbaum Joseph J., « Attitudes and Personality Patterns of Hungarian Refugees », *The Public Opinion Quarterly*, 25(3), 1961, p. 351-365.

Ginsburgs George, « The Soviet Union and the Problem of Refugees and Displaced Persons 1917-1956 », *The American Journal of International Law*, 51(2), 1957, p. 325-361. En ligne : JSTOR, DOI : https://doi.org/10.2307/2195710.

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, *Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés*, dite *Convention de Genève*, 1951. En ligne : https://www.unhcr.org/fr/4b14f4a62.pdf (24 janvier 2018).

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, Report of the United Nations High Commissioner for Refugees, A/3585/Rev.1, 1er janvier 1958. En ligne : http://www.unhcr.org/excom/unhcrannual/3ae68c710/report-united-nations-high-commissioner-refugees.html (20 juillet 2018).

Hoff Hans, Strotzka Hans, *Die psychohygienische Betreuung ungarischer Neuflüchtlinge in Österreich 1956-1958 : in Verbindung mit einer Anleitung zum Verständnis und zur Betreuung von Menschengruppen in Extremsituationen*, Hollinek, s.e., 1958.

Holborn Louise W., *L'Organisation internationale pour les réfugiés : agence spécialisée des Nations unies, 1946-1952*, Paris : PUF, 1955.

Hollós Ervin, *Kik voltak, mit akartak ?* [Qui étaient-ils, que voulaient-ils ?], Budapest : Kossuth Könyvkiado, 1967.

International Research Associates, *Hungary and the 1956 Uprising: Personal Interviews with 1 000 Hungarian Refugees in Austria*, New York, s.e., 1957.

Koch Lise, *De ungarske Flygtninge i Danmark*, Copenhague : Dansk Flygtningehjaelp, 1964.

Kohler Elisabeth, *Ein Dorf hilft den Ungarn* [travail de diplôme en travail social], Zurich, 1958.

Korom Mihály, « A magyar népi demokrácia első évei, 1944-1948 » [Les premières années de la démocratie populaire hongroise, 1944-1948], *Váloság*, 27(3), 1984, p. 1-9.

KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról. Az illégalisan külföldre távozott személyek főbb adatai, 1956. Október 23 –1957. Április 30 [Rapport de l'Office central statistique hongrois sur l'émigration clandestine de 1956. Principaux chiffres des personnes ayant illégalement quitté la Hongrie du 23 octobre 1956 au 30 avril 1957], *Regio*, 4, 1991, p. 174-211.

Ludwig Carl, *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés de 1933 à nos jours*, Berne, 1957. En ligne : http://www.thata.net/rapportcarlludwig1957complet.pdf (19 mars 2018).

Magyar Népköztársaság Minisztertanácsa Tájékoztatási Hivatala [Office d'information du Conseil des ministres de la République populaire de Hongrie], *Ellenforradalmi erők a magyar októberi eseményekben I-IV* [Les forces contre-révolutionnaires dans les événements d'octobre en Hongrie], Budapest, s. d.

Magyarok Világszövetsége, *Végre itthon!* [Enfin à la maison !], Budapest : Magyarok Világszövetsége, 1955.

Magyarok Világszövetsége, *Hazatértek tanúsítják* [Le témoignage des rapatriés], Budapest : Magyarok Világszövetsége, 1958.

Marie Jean-Jacques, Nagy Balázs, Broué Pierre (éd.), *Pologne-Hongrie : 1956, ou « Le printemps en octobre »*, Paris : EDI/Études et documentation internationales, 1980.

Michener James Albert, *Le Pont d'Andau* (traduction : Grégoire Ladrange), Versailles : Omblage Éditions, 2017 [*The Bridge of Andau*, Londres : Secker & Warburg, 1957].

Mikes George, *La révolution hongroise*, Paris : Gallimard, 1957. [*The Hungarian Revolution*, Londres : A. Deutsch, 1957].

Mikes George, *A Study in Infamy: the operations of the Hungarian Secret Police (AVO) based on secret documents issued by the Hungarian Ministry of Interior*, Londres : Andre Deutsch Limited, 1959.

Nagy Kázmér, *Elveszett alkotmány: vázlat az 1944 és 1964 közötti magyar politikai emigráció kialakulásáról* [La constitution perdue : esquisse du développement de l'émigration politique hongrois entre 1944 et 1964], Munich : Aurora Könyvek, 1974.

Nations unies, *Rapport du Comité spécial pour la question de Hongrie*, New York : Nations unies, 1957.

Nations unies, Résolution 1004 (ES-II), 564e séance plénière, 4 novembre 1956. En ligne : http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/1004(ES-II) (28 février 2018).

Nations unies, Résolution 1006 (ES-II), 571e séance plénière, 9 novembre 1956. En ligne : http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/1006(ES-II) (28 février 2018).

Ott Elisabeth, *Die Eingliederung der alleinstehenden jugendlichen ungarischen Flüchtlinge in Winterthur* [travail de diplôme en travail social], Zurich, 1958.

Pintér Emil, *Wohlstandsflüchtlinge. Eine sozialpsychiatrische Studie an ungarischen Flüchtlingen in der Schweiz*, Bâle & New York : Karger (*Bibliotheca psychiatrica et neurologica*, n° 138), 1969.

Randé Jenő, « Magyarok külfödön » [Hongrois à l'étranger], *Kölpolitika*, (5), 1987, p. 114-126.

Rényi Péter, *Szabad Földről üzenik* [Ils disent du Monde libre], Kossuth Könyvkiadó : Budapest, 1957.

Rougé Bonabes de, « Action de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge en faveur des réfugiés hongrois », *International Review of the Red Cross*, 39(458), février 1957, p. 61-72. En ligne : Cambridge Core, DOI : 10.1017/S0035336100121847.

Ruffieux Monique, *L'adaptation des réfugiés hongrois de 1956, étudiants à Genève* [travail de diplôme en études sociales], Genève, 1965.

Sebode Gerhard, *Ungarische Flüchtlinge in der Bundesrepublik Deutschland: eine Untersuchung an 150 männlichen, 18-30 Jahre alten ungarischen Flüchtlingen des Jahres 1956 über ihr Denken und Fühlen und ihre soziale Einordnung*, Göttingen [Dissertation zur Erlangung der Doktorwürde der Hohen Rechts- und Staatswissenschaftlichen Fakultät, Albert-Ludwigs Universität, Freiburg in Br.], 1964.

Soskis Philip, « The Adjustment of Hungarian Refugees in New York », *The International Migration Review*, 2(1), 1967, p. 40-46. En ligne : JSTOR, DOI : https://doi.org/10.1177/019791836800200103.

Szabó Miklós, *Profession : émigré*, Budapest : Pannonia, 1959.

Szabó Miklós, *Sans feu ni lieu : destins d'émigrés hongrois*, Budapest : Pannonia, 1960.

Szabó Miklós, *Ceux qui reviennent…*, Budapest : Pannonia, 1961.

Vichniac Isabelle, « Le haut-commissaire Lindt souligne l'ampleur des problèmes posés par l'afflux des réfugiés hongrois en Autriche », *Le Monde diplomatique*, février 1957, p. 4.

Weinstock S. Alexander, *Acculturation and Occupation: a study of the 1956 Hungarian refugees in the United States*, La Haye : M. Nijhoff, 1970.

Witcover Jules, « The Role of the ICEM in the Resettlement of Hungarian Refugees », *Research Group for European migration problems*, vol. 6, n° 1, janvier-mars 1958.

Zimmermann Esther, *Eingliederungsprobleme ungarischer intellektueller Flüchtlinge in Basel* [travail de diplôme en travail social], Bâle, 1958.

Zürni Heidi, *Ungarische Flüchtlingsmütter in der Schweiz: eine Abklärung zur Frage « Wie weit ist die Eingliederung von 30 befragten ungarischen Familienmüttern in der Schweiz fortgeschritten? »* [travail de diplôme en travail social], Lucerne, 1960.

Presse

Bibliothèque nationale, Berne (Microfilms et archives)

La Suisse

Neue Zürcher Zeitung

Ostschweiz

Schweizer Wochen Zeitung

Svájci Magyar Hiradó/Uj Hiradó [Courrier hungaro-suisse/Nouveau courrier]

Vorwärts

Voix ouvrière

Schweizerische Osteuropabibliothek, Berne.

Népszabadság [La liberté du peuple]

e-newspaperarchives.ch (anciennement « Presse suisse en ligne ») :
https://www.e-newspaperarchives.ch/?l=fr (10 février 2019)

La Liberté

La Gruyère

Archives de la presse neuchâteloise de 1738 à nos jours :

http://www.lexpressarchives.ch/Olive/APA/SwissSNP_Fr/default.aspx#panel=home (10 février 2019)

Feuille d'avis de Neuchâtel

L'Impartial

Le Temps, archives historiques :

https://www.letempsarchives.ch/ (10 février 2019)

Journal de Genève

Scriptorium (plateforme de journaux et magazines vaudois numérisés par la Bibliothèque cantonale et universitaire) :

https://scriptorium.bcu-lausanne.ch/page/home (10 février 2019)

Feuille d'avis de Lausanne

L'Illustré

Sources audiovisuelles

Bacsó Péter, *A tanú* [Le témoin], Hongrie, 1969.

Bühler Jean, « Réfugiés hongrois », *Instants du monde*, Radio Genève, 28 novembre 1956. En ligne : https://www.rts.ch/archives/radio/information/instants-du-monde/3365813-refugies-hongrois.html (11 avril 2017).

Gardos Péter, [Szamárköhögés] *Coqueluche*, Hongrie, 1987.

« Images d'archives : Helena Homonnay, première femme ingénieure civile en Suisse », *Couleurs locales*, RTS, 27 octobre 2009. En ligne : https://www.rts.ch/play/tv/couleurs-locales/video/images-darchives-helena-homonnay-premiere-femme-ingenieure-civile-en-suisse?id=844463&station=a9e7621504c6959e35c3ecbe7f6bed0446cdf8da (19 avril 2018).

« Les Hongrois en Suisse », *Continents sans visa*, Télévision suisse romande, 6 octobre 1966. En ligne : https://www.rts.ch/archives/tv/information/continents-sans-visa/3436096-les-hongrois-en-suisse.html (12 décembre 2018).

Madame TV, Télévision suisse romande, 6 novembre 1965. En ligne :

http://www.rts.ch/archives/tv/information/madame-tv/3437163-la-seule-femme.html (19 avril 2018).

« Pour les réfugiés hongrois », *Ciné-Journal suisse*, 30 novembre 1956, (0747-3), Fonds film du Ciné-Journal suisse (1940-1975). En ligne : http://www.memobase.ch/#document/SFW_CJS_CGS-CJS_0747-3 (10 février 2019).

« Réfugiés hongrois à Buchs », *Micro partout,* Télévision suisse romande, 9 novembre 1956. En ligne : https://www.rts.ch/archives/radio/culture/micro-partout/6282605-refugies-hongrois-a-buchs.html (11 avril 2018).

Szász Attila, *A berni követ* [L'ambassadeur de Berne], Hongrie, 2014.

Témoignages publiés et romans

Aczél Tamás, Méray Tibor, *La révolte de l'esprit*, Paris : Gallimard, 1962.

Abdai Viktoria, *Alle Wege führen in die Schweiz: Odyssee einer Exil-Ungarin*, Zurich : Sistabooks, 2002.

Bain Leslie Balogh, *The Reluctant Satellites: an Eyewitness Report on East Europe and the Hungarian Revolution*, New York : Macmillan, 1960.

Bánk Zsuzsa, *Le Nageur*, Paris : Points, 2005 [*Der Schwimmer*, Francfort-sur-le-Main : S. Fischer, 2002].

Basilides Bálint, *Le ciel bleu au fond du puits*, à paraître en 2021.

Batthyany Sacha, *Mais en quoi suis-je donc concerné? Un crime en mars 1945 : l'histoire d'une grande famille hongroise* (traduction : Christopher Niels), Paris : Gallimard, 2017 [*Und was hat das mit mir zu tun? Ein Verbrechen im März 1945. Die Geschichte meiner Familie*, Cologne : Kiepenheuer & Witsch, 2016].

Brežná Irena, *L'ingrate venue d'ailleurs* (traduction : Ursula Gaillard), Lausanne : Éditions d'En bas, 2014 [*Die undankbare Fremde*, Berlin : Galiani Verlag, 2012].

Bursten Martin A., *Escape from fear. An Eyewitness Report of the Flight of 200 000 Hungarians and its Aftermath*, New York : Syracuse University Press, 1958.

Carlin James L., *The Refugee Connection: a Lifetime of Running a Lifeline*, Basingstoke & Londres : Macmillan, 1989.

Déry Tibor, *Niki, l'histoire d'un chien*, Belval : CIRCE, 2010.

Fejtö François, *Mémoires : de Budapest à Paris*, Paris : Calmann-Lévy, 1986.

Franck Julia, *Feu de camp* (traduction : Elisabeth Landes), Paris : Flammarion, 2011 [*Lagerfeuer*, Cologne : DuMont Verlag, 2003].

Képès Sophie, *Un automne à Budapest*, Paris : Éditions du Seuil, 1984.

Gaál Károly, Widder Roland, *1956 und das Burgenland: Berichte über die Hilfsaktionen für ungarische Flüchtlinge: eine Dokumentation von Studenten des Fachhochschul-Studienganges « Internationale Wirtschaftsbeziehungen »*, Eisenstadt : Burgenländisches Landesarchiv, 1996.

Kende Pierre (interrogé par Jacques Rupnik), « Traumatisme et référence », in Collectif, *L'Autre Europe*, n° 11-12*, Trente ans d'oppositions,* Paris : L'Âge d'Homme, 1986, p. 3-11.

Kopácsi Sandor, *Au nom de la classe ouvrière : les mémoires du préfet de police de Budapest en 1956*, Paris : Robert Laffont, 1979.

Kristof Agota, Interview par Philippe Savary, *La Matricule des Anges*, n° 14, 1995-1996. En ligne : https://lmda.net/les-numeros (29 septembre 2020).

Kristof Agota, Interview par *Riccardo Benedettini, Music & Literature (features)*, juin 2016 (interview réalisée en juin 1999), En ligne : http://www.musicandliterature.org/features/2016/6/8/a-conversation-with-agota-kristof (29 septembre 2020).

Kristof Agota, *Hier*, Paris : Éditions du Seuil, 1995.

Kundera Milan, *L'ignorance*, Paris : Folio, 2005.

Lasky Melvin J., Bondy François (éd.), *La révolution hongroise : histoire du soulèvement d'Octobre*, avec préface de Raymond Aron, « Une révolution antitotalitaire », Paris : Plon, 1957 [*The Hungarian revolution : the story of the October uprising as recorded in documents, dispatches, eye-witness accounts, and world-wide reactions : a white book*, Londres : M. Secker & Warburg, 1957].

Luka László, *Témoignage désordonné d'un demi-siècle. Entretien biographique avec Luka Laszlo mené par Peter Snee*, polycopié, mai 2003 [Paru en hongrois : Luka László, Balla Bálint, Sneé Péter, *Rendhagyó életút : Luka Lászlóval beszélget Sneé Péter*, Bâle & Budapest : Magyar Napló, 2005].

Márai Sándor, *Mémoires de Hongrie* (traduction : Georges Kassai), Paris : Albin Michel, 2004.

Marès Antoine, « Témoignages d'exilés et de réfugiés politiques d'Europe centrale en France après 1945 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 44(1), 1996, p. 48-54. En ligne : www.persee.fr, DOI : 10.3406/mat.1996.403054.

Métayer Guillaume (éd.), *Budapest 1956 : la révolution vue par les écrivains hongrois : anthologie*, Paris : Le Félin, 2016.

Nagy László, *L'art de rebondir : le tour du monde en 80 ans*, Genève : Georg, 2003.

Némirovsky Irène, *Suite française*, Paris : Denoël, 2004.

Pintér Emil, *Der helvetische Alptraum: die Hassliebe eines ungarischen Arztes zur neuen Heimat*, Zurich : Satyr-Verlag, 1986.

Schneider Peter, *Le sauteur de mur* (traduction : Nicole Casanova), Paris : B. Grasset, 1983.

Sidler Roger, Moser Peter (éd.), *Markus Feldmann Tagebuch 1923-1958*, Bâle : Schweizerische Gesellschaft für Geschichte, Kommissionsverlag Krebs, 2001.

Silva Peer De, *Sub rosa: the CIA and the uses of intelligence*, s.l., Times Books, 1978.

Szücs Anna, *Anatomie d'une décision*, Genève : Encre fraîche, 2020.

Yargekov Nina, *Double nationalité*, Paris : Pol Éditeur, 2016.

2. Littérature secondaire

2.1 Histoire générale et suisse, guerre froide, démocraties populaires

Applebaum Anne, *Rideau de fer : l'Europe de l'Est écrasée, 1944-1956*, Paris : B. Grasset, 2014.

Berstein Serge, Milza Pierre (éd.), *Histoire du XXe siècle : T. 2, 1945-1973, le monde entre guerre et paix*, Paris : Hatier, 2009.

Bischof Anna, Jürgens Zuzana (éd.), *Voices of Freedom – Western Interference?: 60 Years of* Radio Free Europe, Veröffentlichungen des Collegium Carolinum, Bd. n° 130, Göttingen : Vandenhoeck & Ruprecht, 2015, p. 1-14.

Blanc Jean-Daniel (éd.), *Achtung: die 50er Jahre! Annäherungen an eine widersprüchliche Zeit*, Zurich : Chronos, 1994.

Blanchard Véronique, Niget David, Perrot Michelle, Cardi Coline, *Mauvaises filles : Incorrigibles et rebelles*, Paris : Textuel, 2016.

Bottoni Stefano, *Long Awaited West: Eastern Europe Since 1944*, Bloomington : Indiana University Press, 2017.

Chaubet François, Martin Laurent, *Histoire des relations culturelles dans le monde contemporain*, Paris : Armand Colin, 2011.

Defrance Corine, Denis Juliette, Maspero Julia *et al.* (éd.), *Personnes déplacées et guerre froide en Allemagne occupée = Displaced persons and the Cold War in occupied Germany = Displaced persons und Kalter Krieg im besetzten Deutschland*, Bruxelles : P.I.E. & P. Lang, 2015.

Delessert Thierry, *« Les homosexuels sont un danger absolu » : homosexualité masculine en Suisse durant la Seconde Guerre mondiale*, Lausanne : Éditions Antipodes, 2012.

Denis Juliette, « "Ils sont rentrés dans leur patrie". L'URSS face aux personnes déplacées et aux rapatriés lettons, 1946-1950 », in Defrance Corine, Denis Juliette, Maspero Julia *et al.* (éd.), *Personnes déplacées et guerre froide en Allemagne occupée = Displaced persons and the Cold War in occupied Germany = Displaced persons und Kalter Krieg im besetzten Deutschland*, Bruxelles : P.I.E. & P. Lang, 2015, p. 135-154.

Duvanel Laurent, Levy René, *Politique en rase-mottes : mouvements et contestation suisses 1945-1978*, Lausanne : Réalités sociales, 1984.

Ekiert Grzegorz, *The State against Society: Political Crises and Their Aftermath in East Central Europe*, Princeton : Princeton University Press, 1996.

Fejtö François, *Histoire des démocraties populaires. 1. L'ère de Staline, 1945-1952*, Paris : Éditions du Seuil, 1972 [1952].

Fejtö François, *Histoire des démocraties populaires. 2. Après Staline, 1953-1979*, Paris : Éditions du Seuil, 1979 [1969].

Gaddis John Lewis, *The Cold War: A New History*, New York : Penguin Books, 2006.

Germann Urs, « Zur Nacherziehung versorgt. Administrative Versorgung Jugendlicher im Kanton Bern 1942-1973 », *Berner Zeitschrift für Geschichte*, 1/2018, p. 17.

Gilg Peter, Hablützel Peter, « Une course accélérée vers l'avenir 1945-… », in *La nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, Lausanne : Éditions Payot, 2004, p. 771-776.

Grimm Peter, « Verräter, Juden, Jammergestalten. Der Emigrant im Spiegel der konsolidierten Presse », in Peschler Eric A. (éd.), *Das kalte Paradies: Emigration, Integration, Konfrontation*, Stuttgart & Frauenfeld : Huber, 1972, p. 138-149.

Gould-Davies Nigel, « The Logic of Soviet Cultural Diplomacy », *Diplomatic History*, 27(2), 2003, p. 193-214. En ligne : Oxford academic, DOI : https://doi.org/10.1111/1467-7709.00347.

Harfst Phillipp, *Wahlsystemwandel in Mittelosteuropa: strategisches Design einer politischen Institution*, Wiesbaden : VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2007.

Judt Tony, *Postwar: a history of Europe since 1945*, Londres : Vintage Books, 2010.

Kaldor Mary, *The Imaginary War: Understanding the East-West Conflict*, Oxford & Cambridge Mass : B. Blackwell, 1990.

Knight Robert, « National Construction Work and Hierarchies of Empathy in Postwar Austria », *Journal of Contemporary History*, 49(3), 2014, p. 491-513. En ligne : SAGE Journals, DOI : 10.1177/0022009414528257.

König Mario, « Rasanter Stillstand und zähe Bewegung Schweizerische Innenpolitik im Kalten Krieg – und darüber hinaus », in Leimgruber Walter (éd.), *« Goldene Jahre » : zur Geschichte der Schweiz seit 1945,* Zurich : Chronos, 1999, p. 151-172.

Kovrig Bennett, *Of Walls and Bridges: the United States and Eastern Europe*, New York [etc.] : New York University Press, 1991.

Krakovsky Roman, *L'Europe centrale et orientale – De 1918 à la chute du mur de Berlin*, Paris : Armand Colin, 2017.

Kreis Georg, *Kleine Neutralitätsgeschichte der Gegenwart: ein Inventar zum neutralitätspolitischen Diskurs in der Schweiz seit 1943*, Berne & Stuttgart [etc.] : Haupt Verlag, 2004.

Lehmann Maike, « A Different Kind of Brothers: Exclusion and Partial Integration After Repatriation to a Soviet "Homeland" », *Ab Imperio*, 2012, p. 171-211. En ligne : Project MUSE Mission, DOI : https://doi.org/10.1353/imp.2012.0104.

Lendvai Paul *Les fonctionnaires de la vérité : l'information dans les pays de l'est* (traduction : Béatrice Vierne), Paris : Robert Laffont, 1980.

Macher Anikó, « Politique culturelle internationale de la Hongrie de 1957 à 1963 », in Marès Antoine (éd.), *Culture et politique étrangère des démocraties populaires*, Paris : Institut d'études slaves, 2007 (Cultures et sociétés de l'Est 45), p. 169-192.

Marès Antoine, Soubigou Alain, *L'Europe centrale et médiane dans l'Europe du XX^e^ siècl*e, Paris : Ellipses, 2017.

McCauley Martin, *Origins of the Cold War, 1941-1949*, Rev. 3rd ed, Harlow & New York : Pearson Longman, 2008.

Pfrunder Peter, Gasser Martin, *Fokus 50er Jahre*, *Yvan Dalain, Rob Gnant und « Die Woche »*, Zurich : Limmat Verlag, 2003.

Rein Werner, Baltensperger Ernst (éd.), *Die schweizer Wirtschaft, 1946-1986: Daten, Fakten, Analysen*, Zurich : Schweizerische Bankgesellschaft, 1987.

Scott-Smith Giles, *The cultural Cold War in Western Europe, 1945-1960*, Londres : Frank Cass, 2003.

Sellier André, Sellier Jean, *Atlas des peuples d'Europe centrale*, Paris : La Découverte, 1998.

Sellier Jean, Sellier André, *Atlas des peuples d'Europe occidentale*, Paris : La Découverte, 2000.

Soulet Jean-François, *Histoire de l'Europe de l'Est : de la Seconde Guerre mondiale à nos jours*, Paris : Armand Colin, 2011 [2006].

Soutou Georges-Henri, *La guerre froide : 1943-1990*, Paris : Fayard, 2011 [2001].

Tanner Jakob, *Geschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*, Munich : C. H. Beck, 2015.

Walser Anita, *Konrad Farner : erlebter Antikommunismus in der Schweiz* [mémoire de licence en histoire], Freiburg Schweiz, 2007.

Walter François, *Histoire de la Suisse*, t. 5 : Certitudes et incertitudes du temps présent (de 1930 à nos jours), Neuchâtel : Éditions Alphil – Presses universitaires suisses, 2010.

Wandycz Piotr, *The Price of Freedom. A History of East Central Europe from Middle Ages to the Present*, Londres & NY : Routledge, 1994.

2.2 Méthode, théorie, sources d'inspiration, asile et migration (en général)

Ager Alastair, Strang Alison, « Understanding Integration: A Conceptual Framework », *Journal of Refugee Studies*, 21(2), 2008, p. 166-191.

Akoka Karen, « Crise des réfugiés, ou des politiques d'asile ? », *La Vie des idées*, 31 mai 2016. En ligne : http://www.laviedesidees.fr/Crise-des-refugies-ou-des-politiques-d-asile.html.

Akoka Karen, *L'asile et l'exil*, Paris : La Découverte, 2020.

Angoustures Aline, Kévonian Dzovinar, Mouradian Claire (éd.), *Réfugiés et apatrides : administrer l'asile en France (1920-1960)*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2017.

Aprile Sylvie, *Le siècle des exilés : bannis et proscrits de 1789 à la Commune*, Paris : CNRS éditions, 2010.

Bartram David, Poros Maritsa, Monforte Pierre, *Key Concepts in Migration*, Los Angeles [etc.] : SAGE, 2014.

Bigo Didier, « La mondialisation de l'(in)sécurité ? », *Cultures & Conflits*, (58), juin 2005, p. 53-101.

Blanc Guillaume Le, Brugère Fabienne, *La fin de l'hospitalité. L'Europe, terre d'asile ?*, Paris : Flammarion, 2018.

Cerase Francesco P., « Expectations and Reality: A Case Study of Return Migration From the United States to Southern Italy », *International Migration Review*, vol. VIII, n° 2, 1974, p. 245-261.

Cohen Gerard Daniel, *In War's Wake: Europe's Displaced Persons in the Postwar Order*, Oxford & New York : Oxford University Press, 2011.

Croizy-Naquet Catherine, Delissen Alain, « La petite histoire (avant-propos) », *Écrire l'histoire. Histoire, Littérature, Esthétique*, (17), 2017, p. 11-17.

Currle Edda, « Theorieansätze zur Erklärung von Rückkehr und Remigration », *Sozialwissenschaftlicher Fachinformationsdienst soFid*, 2006, p. 7-23.

Dahinden Janine, Rosende Magdalena, Benelli Natalie *et al.*, « Migrations : genre et frontières – frontières de genre », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 26(1), avril 2007, p. 4-14.

Dufoix Stéphane, « Le retour des exilés », *Hommes et migrations*, n° 1216, novembre-décembre 1998 : *Vers une politique migratoire européenne*, p. 79-91.

Dufoix Stéphane, « Fausses évidences. Statut de réfugié et politisation », *Revue européenne des migrations internationales*, 16(3), 2000, p. 147-164. En ligne : www.persee.fr, DOI : https://doi.org/10.3406/remi.2000.1745.

Dufoix Stéphane, *Politiques d'exil : Hongrois, Polonais et Tchécoslovaques en France après 1945*, Paris : Presses universitaires de France, 2002.

Dufoix Stéphane, de Tinguy Anne, Guerassimoff-Pina Carine (éd.), *Loin des yeux, près du cœur : les États et leurs expatriés*, Paris : Presses de Science Po, 2010.

Elie Jerôme, « Histories of Refugee and Forced Migration Studies », in Fiddian-Qasmiyeh Elena, Loescher Gil, Long Katy *et al.*, *The Oxford Handbook of Refugee and Forced Migration Studies*, Oxford : Oxford University Press, 2014.

Fassmann Heinz, Münz Rainer (éd.), *Migration in Europa: Historische Entwicklung, aktuelle Trends und politische Reaktionen*, Francfort-sur-le-Main & New York : Campus Verlag, 1996.

Fischer Nicolas, Hamidi Camille, *Les politiques migratoires*, Paris : La Découverte, 2016.

Frank Matthew (éd.), *Refugees in Europe, 1919-1959: a Forty Years' Crisis?*, Londres : Bloomsbury Academic, 2017.

Galvan Valeria, « The Impact of the Soviet Repatriation Campaign on the Eastern European Émigré Community in Argentina (1955-1963) », *Littera Scripta*, 1, 2017, p. 22-34.

Gatrell Peter, « Population displacement in the baltic region in the twentieth century: from "refugee studies" to refugee history », *Journal of Baltic Studies*, 38(1), mars 2007, p. 43-60. En ligne : https://www.tandfonline.com, DOI : https://doi.org/10.1080/01629770701223536.

Gatrell Peter, *The Making of the Modern Refugee*, Oxford : Oxford University Press, 2013.

Gemie Sharif, *Coming Home?: Conflict and Return Migration in the Aftermath of Europe's Twentieth-century Civil Wars*, Unabridged edition, Newcastle upon Tyne : Cambridge Scholars Publishing, 2013.

Ghosh Bimal (éd.), *Return Migration*: *Journey of Hope or Despair*?, Genève : International Organization for Migration, United Nations, 2000, p. 7-55.

Gomart Thomas, « Quel statut pour le témoignage oral en histoire contemporaine ? », *Hypothèses*, 3(1), 2000, p. 103-111.

Gousseff Catherine, *L'exil russe : La fabrique du réfugié apatride*, Paris : CNRS, 2008.

Green Nancy L., *Repenser les migrations*, Paris : Presses universitaires de France, 2002.

Green Nancy L., « The Politics of Exit: Reversing the Immigration Paradigm », *The Journal of Modern History*, 77(2), 2005, p. 263-289. En ligne : JSTOR, DOI : 10.1086/431815.

Green Nancy L., Weil François, *Citoyenneté et émigration : les politiques du départ*, Paris : École des hautes études en sciences sociales, 2006.

Green Nancy L., Waldinger Roger (éd.), *A Century of Transnationalism: Immigrants and Their Homeland Connections*, Urbana : University of Illinois Press, 2016.

Guerassimoff-Pina Carine, *L'État chinois et les communautés chinoises d'outre-mer*, Paris & Montréal : L'Harmattan, 1997.

Gyáni Gábor, « Migration as a Cultural Phenomenon », *Hungarian Historical Review*, 1, n° 3-4, 2012, p. 275-293.

Haas Hein de, « The determinants of international migration: Conceptualizing policy, origin and destination effects », *IMI Working Paper Series*, 32, 2011.

En ligne : https://www.migrationinstitute.org/publications/wp-32-11 (29 septembre 2020).

Heiss Gernot, Rathkolb Oliver, *Asylland wider Willen*, s. l., Verlag Jugend & Volk, 1995.

Holborn Louise W., *Refugees – A Problem* of *Our Time*: *The Work of the United Nations High Commissioner for Refugees, 1951-1972*, Metuchen, N.J. : Scarecrow Press, 1975.

Kévonian Dzovinar, « Deux siècles de réfugiés : circulations, qualifications, internationalisation », *Pouvoirs*, n° 144(1), 2013, p. 17-32.

King Russell, « Generalizations from the history of return migration », in Ghosh Bimal (éd.), *Return migration: Journey of Hope or Despair?*, Genève : International Organization for Migration, United Nations, 2000, p. 7-55.

Klinthäll Martin, « Refugee Return Migration: Return Migration from Sweden to Chile, Iran and Poland 1973-1996 », *Journal of Refugee Studies*, 20(4), 2007, p. 579-598.

Krattiger Eva, « Entscheidunfähige MigrantInnen: Ein Trugschluss », Fakten statt Mythen // *Des faits plutôt que des mythes*, n° 105 / 12 octobre 2017. En ligne : https://www.migrationscholars.ch/post/entscheidunf%C3%A4hige-migrantinnen-ein-trugschluss (06.01.2021).

Kushner Antony Robin Jeremy, Knox Katharine, *Refugees in an Age of Genocide : Global, National and Local Perspectives during the Twentieth Century*, Londres [etc.] : F. Cass, 2001.

Lee Everett S., « A theory of migration », *Demography*, 3(1), 1966, p. 47-57. En ligne : link.springer.com, DOI : 10.2307/2060063.

Lemercier Claire, Zalc Claire, *Méthodes quantitatives pour l'historien*, Paris : La Découverte, 2008.

Lochak Danièle, « L'intégration comme injonction. Enjeux idéologiques et politiques liés à l'immigration », *Cultures & Conflits*, (64), 2006, p. 131-147. En ligne : journals.openedition.org, DOI : 10.4000/conflits.2136.

Loescher Gilburt Damian, *The UNHCR and World Politics: A Perilous Path*, Oxford [etc.] : Oxford University Press, 2001.

Long Katy, *The Point of No Return: Refugees, Rights, and Repatriation*, 1st edition, New York : Oxford University Press, 2013.

Long Lynellyn D., Oxfeld Ellen (éd.), *Coming home?: Refugees, Migrants, and Those Who Stayed Behind*, Philadelphia : University of Pennsylvania Press, 2004.

Madokoro Laura, *Elusive Refuge: Chinese Migrants in the Cold War*, Cambridge : Harvard University Press, 2016.

Malkki Liisa H., « Refugees and Exile: From "Refugee Studies" to the National Order of Things », *Annual Review of Anthropology*, 24(1), 1995, p. 495-523. En ligne : Annual Reviews, DOI : https://doi.org/10.1146/annurev.an.24.100195.002431.

Marès Antoine, « Exilés d'Europe centrale de 1945 à 1967 », in Marès Antoine, Milza Pierre, *Le Paris des étrangers depuis 1945*, Paris : Publications de la Sorbonne, 1994, p. 129-168.

Marès Antoine (éd.), *Exils d'Europe médiane en France dans la seconde moitié du XX^e siècle*, Paris : Institut d'études slaves, 2017.

Mariot Nicolas, Zalc Claire, *Face à la persécution : 991 juifs dans la guerre*, Paris : O. Jacob, 2010.

Markowitz Fran, Stefansson Anders H., *Homecomings: Unsettling Paths of Return*, s.l., Lexington Books, 2004.

Marrus Michael Robert, *Les exclus : les réfugiés européens au XX^e siècle*, Paris : Calmann-Lévy, 1986 [*The Unwanted: European refugees in the twentieth century*, New York & Oxford : Oxford University Press, 1985].

Matt Susan J., *Homesickness: an American history*, New York : Oxford University Press, 2011.

Menéndez Mario, « Les lois américaines d'immigration et les réfugiés politiques dans la période d'après-guerre : 1948-1958 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 60(1), 2000, p. 57-60. En ligne : www.persee.fr, DOI : https://doi.org/10.3406/mat.2000.403241.

Mikkonen Simo, « Mass Communications as a Vehicle to Lure Russian Émigrés Homeward », *Journal of International and Global Studies*, 2(2), 2011. En ligne : https://jyx.jyu.fi/handle/123456789/27149 (29 septembre 2020).

Mikkonen Simo, Koivunen Pia (éd.), *Beyond the Divide*: *Entangled Histories of Cold War Europe*, New York : Berghahn Books, 2015.

Musset Alain, Vidal Laurent (éd.), *Les territoires de l'attente : Migrations et mobilités dans les Amériques (XIX^e-XXI^e siècle)*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2015. En ligne : http://books.openedition.org/pur/41732 (29 septembre 2020).

Noiriel Gérard, *La tyrannie du national : le droit d'asile en Europe, 1793-1993*, Paris : Calmann-Lévy, 1991.

Nouss Alexis, *La condition de l'exilé : Penser les migrations contemporaines*, Paris : Maison des sciences de l'homme, 2015.

Passerini Luisa, *Women Migrants From East to West: Gender, Mobility and Belonging in Contemporary Europe*, New York : Berghahn Books, 2007.

Petit Véronique (éd.), *Migrations internationales de retour et pays d'origine*, Paris : Centre population et développement, 2007.

Piguet Étienne, « Les théories des migrations. Synthèse de la prise de décision individuelle », *Revue européenne des migrations internationales*, 29(3), 2013, p. 141-161. En ligne : https://remi.revues.org/6571 (29 septembre 2020).

Price Matthew E., *Rethinking Asylum: History, Purpose, and Limits,* Cambridge & New York : Cambridge University Press, 2009.

Richmond Anthony, « Sociological Theories of International Migration: The Case of Refugees », *Current Sociology*, 36(2), 1988, p. 7-25. En ligne : yorkspace.library.yorku.ca, https://yorkspace.library.yorku.ca/xmlui/handle/10315/8016 (29 septembre 2020).

Roberts Glenna, Cipko Serge, *One-way Ticket: The Soviet Return-to-the-homeland Campaign, 1955-1960*, Manotick : Penumbra Press, 2008.

Rosental Paul-André, « Maintien/rupture : un nouveau couple pour l'analyse des migrations », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 45(6), 1990, p. 1403-1431.

Rygiel Philippe, « Du genre de l'exil », *Le Mouvement social*, n° 225(4), novembre 2008, p. 3-8.

Sayad Abdelmalek, *La double absence : Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris : Éditions du Seuil, 1999.

Ther Philipp, *Die Aussenseiter: Flucht, Flüchtlinge und Integration im modernen Europa*, Berlin : Suhrkamp Verlag, 2017.

Thränhardt Dietrich, « Entwicklungslinien der Zuwanderungspolitik in EG-Mitgliedsländern », in Heinelt Hubert (éd.), *Zuwanderungspolitik in Europa*, Wiesbaden : VS Verlag für Sozialwissenschaften, 1994, p. 33-63. En ligne : link.springer.com, DOI : 10.1007/978-3-322-97288-0_2.

Thomson David, *Les revenants : ils étaient partis faire le jihad, ils sont de retour en France*, Paris : Éditions du Seuil, 2016.

Valluy J., « Genèse du "faux réfugié" », *Plein droit*, (69), 2006, p. 19-22. En ligne : Cairn.info, DOI : https://doi.org/10.3917/pld.069.0019.

Vaněk Miroslav, *Around the Globe: Rethinking Oral History with Its Protagonists*, Prague : Karolinum Press, 2013.

Venturas Lina (éd.), *International "Migration Management" in the early Cold War: The Intergovernmental Committee for European Migration,* Corinthe : University of Peloponnese (PDF e-book), 2016. En ligne : https://www.researchgate.net/publication/287197580_International_Migration_Management_in_the_early_Cold_War_The_Intergovernmental_Committee_for_European_Migration (29 septembre 2020).

Vermès Geneviève, « Quelques étapes de la psychologie des peuples (de la fin du XIXe siècle aux années 1950). Esquisse pour une histoire de la psychologie interculturelle », *L'Homme & la Société,* n° 167-168-169(1), 2008, p. 149-161. En ligne : Cairn.info, DOI : https://doi.org/10.3917/lhs.167.0149.

Wyman Mark, *Round-Trip to America: The Immigrants Return to Europe, 1880-1930*, Ithaca : Cornell University Press, 1996.

Zalkalns Lilita, *Back to the Motherland: Repatriation and Latvian Emigres 1955-1958* [thèse de doctorat à l'Université de Stockolm], Stockholm, 2014.

Zieck Marjoleine, *UNHCR and Voluntary Repatriation of Refugees: a Legal Analysis*, La Haye [etc.] : M. Nijhoff, 1997.

2.3 Histoire de la Hongrie, de l'Insurrection, des réfugiées et réfugiés hongrois

Adam Christopher, Egervari Tibor, Laczko Leslie, Young Judy (éd.), *The 1956 Hungarian Revolution: Hungarian and Canadian perspectives*, Ottawa : University of Ottawa Press, 2009.

Arsever Sylvie, « L'après-guerre dans les archives du CICR (4). Hongrie 56 : les enfants otages », *Le Temps*, 18 août 2005.

Bauquet Nicolas, « La révolution hongroise de 1956. Nouvelles sources, nouvelles interprétations », in Collectif, *Communisme*, n° 88-89 - *La Révolution hongroise de 1956. Nouvelles Approches*, Paris : L'Âge d'Homme, 2006-2007, p. 7-31.

Baráth Magdolna, « Attemps to win and break up the hungarian emigration after 1956 », in Mazurkiewicz Anna (éd.), *East Central Europe in exile*, Newcastle upon Tyne: Cambridge Scholars Publishing, 2013, p. 293-310.

Bon Tempo Carl Joseph, *Americans at the Gate: the United States and Refugees during the Cold War*, Princeton : Princeton University Press, 2008.

Borbándi Gyula, *A magyar emigráció életrajza : 1945-1985* [La biographie de l'émigration hongroise : 1945-1985], Berne : Európai Protestáns Magyar Szabadegyetem, 1985.

Borhi László, *Hungary in the Cold War 1945-1956: between the United States and the Soviet Union*, Budapest : Central European University Press, 2004.

Békés Csaba *et al.* (éd.), *The 1956 Hungarian Revolution: a history in documents*, Budapest [etc.] : Central European University Press, 2002.

Békés Csaba, *Az 1956-os magyar forradalom a világpolitikában* [La révolution hongroise de 1956 dans la politique mondiale], Budapest : Institut 1956, 2006, p. 132-133.

Casoar Phil, Balázs Eszter, *Les héros de Budapest*, Paris : Éditions Les Arènes, 2006.

Cellini Amanda, « La réinstallation des réfugiés hongrois en 1956 », *Revue Migrations forcées*, 54, 2017. En ligne : http://www.fmreview.org/sites/fmr/files/FMRdownloads/fr/reinstallation/cellini.pdf (29 septembre 2020).

Collectif, *Communisme 88-89 – La Révolution hongroise de 1956 Nouvelles Approches*, Paris : L'Âge d'Homme, 2006.

Colville Rupert, « Les réfugiés hongrois, 50 ans plus tard », *Réfugiés* (publication UNHCR), n° 144, vol. 3, 2006, p. 4-23.

Congdon Lee, *1956, the Hungarian revolution and war for independence*, Boulder, Colo & Highland Lakes, N.J. & New York : Columbia University Press, 2006.

Csík Sándor, « Die Flüchtlingswelle nach dem Ungarn-Aufstand 1956 in die Bundesrepublik », in Deutsch-Ungarisch Gesellschaft (éd.), *Almanach II* (2003-2004), Berlin, 2005, p. 207-246.

Cseresnyés Ferenc, « The '56 Exodus to Austria », *The Hungarian Quarterly*, vol. 40, n° 154, 1999, p. 86-101.

Cseresnyés Ferenc, « Das international Flüchtlingsrecht und seine Anwendung in Österreich bei den Ungarnflüchtlingen von 1956 », in Murber Ibolya, Fónagy Zoltán (éd.), *Die ungarische Revolution und Österreich 1956*, Vienne : Czernin, 2006, p. 387-409.

Cseresnyés Ferenc, « A nemzetközi menekültjog alkalmazása : Ausztria és az 56'-os menekültek » [Le droit international les réfugiés et son application en Autriche pour les réfugiés hongrois de 1956], *Múltunk*, (1), 2007, p. 172-173.

Dreisziger Nándor, *Church and Society in Hungary and in the Hungarian Diaspora*, Toronto : University of Toronto Press, 2016.

Dövényi Zoltán, Vukovic Gabriella, « Hungary and the international migration », in Fassmann Heinz (éd.), *European migration in the late twentieth century: historical patterns, actual trends, and social implications*, Aldershot : E. Elgar, 1994, p. 187-206.

Dövényi Zoltán, Vukovic Gabriella, « Ungarn und die internationale Migration », in Fassmann Heinz, Münz Rainer (éd.), *Migration in Europa: Historische Entwicklung, aktuelle Trends und politische Reaktionen*, Francfort-sur-le-Main & New York : Campus Verlag, 1996, p. 263-283.

Dövényi Zoltán, « Zeitliche und räumliche Aspekte der Migrationswellen in *Ungarn* 1918-1995 », in Seewann Gerhard (éd.), *Migration und ihre Auswirkungen. Das Beispiel Ungarn 1918-1995*, Oldenbourg : Wissenschaftsverlag, 1997, p. 7-33.

Dufoix Stéphane, « La réfraction : 1956 en exil », in Collectif, *Communisme*, n° 88-89 – *La Révolution hongroise de 1956. Nouvelles Approches*, Paris : L'Âge d'Homme, 2006-2007, p. 107-133.

Engelke Edda, « *Einem besseren Leben entgegen?* »*: ungarische Flüchtlinge 1956 in der Steiermark*, Innsbruck : StudienVerlag, 2006.

Engelke Edda, « Die Aufnahme von Kindern und jugendlichen Flüchtlingen in Österreich 1956/57 », in Mitteleuropazentrum an der Andrássy Universität Budapest (éd.), *Jahrbuch für Mitteleuropäische Studien 2015/2016*: *1956 und die Folgen*, Vienne : New Academic Press, 2017, p. 9-17.

Eörsi László, *Corvinisták 1956 : a VIII. kerület fegyveres csoportjai* [Les gars de Corvin : les groupes armés du 8e arrondissement], Budapest : 1956-os Intézet, 2001.

Fejtö François, *1956, Budapest, l'insurrection : la première révolution anti-totalitaire*, Paris : Complexe, 2006 [1984].

Fink Carole, Hadler Frank, Schramm Tomasz (éd.), *1956: European and Global Perspectives*, Leipzig : Leipziger Universitätsverlag, 2006.

Gati Charles, *Hungary and the Soviet bloc*, Durham : Duke University Press, 1986.

Gati Charles, *Failed Illusions: Moscow, Washington, Budapest, and the 1956 Hungarian Revolt*, Stanford : Stanford University Press, 2006 [*Vesztett illúziók*, Budapest : Osiris Kiadó, 2006].

Gecsényi Lajos, « An der Grenze zweier Machtblöcke, Zu den ungarisch-österreichischen Beziehungen 1945-1965 », in Lengyel Zsolt (éd.), *Ungarn-Jahrbuch*, (27), 2004, p. 269-290.

Gémes Andreas, « "Schade, schade, immer Spionage!" », in Murber Ibolya, Fónagy Zoltán (éd.), *Die ungarische Revolution und Österreich 1956*, Vienne : Czernin, 2006, p. 207-242.

Gémes András, « Political migration in the Cold War: The case of Austria and the Hungarian refugees of 1956-57 », in Isaacs Ann Katherine (éd.), *Immigration and Emigration in Historical Perspective*, Pise : Pisa University Press, 2007, p. 165-182.

Gémes Andreas, *Wie zwei geschiedene Eheleute: österreichisch-ungarische Beziehungen in den 1950er Jahren*, Graz : UPG, unipress Graz, 2010.

Gémes Andreas, « Deconstruction of a Myth? Austria and the Hungarian Refugees of 1956-57 », in *Time, Memory, and Cultural Change,* Vienne : *Institut für die Wissenschaften vom Menschen,* Junior Visiting Fellows' Conferences, 2009, vol. 25 : https://www.iwm.at/publications/5-junior-visiting-fellows-conferences/vol-xxv/deconstruction-of-a-myth/ (29 septembre 2020).

Giraud Henri-Christian, *Le printemps en octobre : une histoire de la révolution hongroise*, Monaco : Éditions du Rocher, 2006.

Gough Roger, *A Good Comrade: János Kádár, Communism and Hungary*, Londres : I. B. Tauris, 2006.

Granville Johanna C., *The First Domino: International Decision Making During the Hungarian Crisis of 1956*, College Station : Texas A&M University Press, 2004.

Granville Johanna, « Of Spies, Refugees and Hostile Propaganda: How Austria dealt with the Hungarian Crisis of 1956 », *History*, 91 (301), janvier 2006, p. 62-90. En ligne : Wiley Online Library, DOI : https://doi.org/10.1111/j.1468-229X.2006.00359.x.

Gyarmati György, « Les causes de l'explosion en Hongrie en 1956 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, (83), 2006, p. 29-39.

Gyarmati György, Palasik Mária, *Big brother's miserable little grocery store: studies on the history of the Hungarian secret services after World War II*, Budapest : Historical Archives of the Hungarian State Security, 2012.

Gyarmati György, *A Rákosi-korszak: rendszerváltó fordulatok évtizede Magyarországon, 1945-1956*, Budapest : ÁBTL-Rubicon, 2011.

Hall Simon, *1956: Welt im Aufstand* (traduction : Susanne Held), Stuttgart : Klett-Cotta, 2016 [*1956, The World in Revolt*, Faber & Faber, 2016].

Haslinger Peter, *Hundert Jahre Nachbarschaft: die Beziehungen zwischen Österreich und Ungarn 1895-1994*, Francfort-sur-le-Main [etc.] : Lang, 1996.

Haslinger Peter, « Zur Frage der ungarischen Flüchtlinge in Österreich 1956-57 », in Seewann Gerhard (éd.), *Migration und ihre Auswirkungen. Das Beispiel Ungarn 1918-1995*, Oldenburg : Wissenschaftsverlag, 1997, p. 147-162.

Haslinger Peter, « Flüchtlingskrise 1956 », in Kochanowski Jerzy, Puttkamer Joachim von, *1956: (Nieco) inne spojrzenie = eine (etwas) andere Perspektive*, Varsovie : Wydawnictwo « Neriton », 2016, p. 125-156.

Herbert Ulrich, « Memories are made of Heimweh. Eine sentimentale journey durch das Jahr 1956 », in Kochanowski Jerzy, Puttkamer Joachim von, *1956: (Nieco) inne spojrzenie = eine (etwas) andere Perspektive*, Varsovie : Wydawnictwo « Neriton », 2016, p. 157-170.

Hidas Peter I., « "Our beloved Hungarians". Hungarian Refugees in Yugoslavia in Transit to Canada », *sympathico*, 2001. En ligne : http://www3.sympatico.ca/thidas/Hungarian-history/Yugoslavia.html (29 septembre 2020).

Hidas Peter I., « Canada and the Hungarian Jewish Refugees, 1956-57 », *East European Jewish Affairs*, 37(1), avril 2007, p. 75-89. En ligne : Taylor and Francis+NEJM, DOI : https://doi.org/10.1080/13501670701197953.

Hidas Peter I., « Arrival and Reception: Hungarian Refugees, 1956-1957 », in Adam Christopher, Egervari Tibor, Laczko Leslie, Young Judy (éd.), *The 1956 Hungarian Revolution: Hungarian and Canadian perspectives*, Ottawa : University of Ottawa Press, 2009, p. 223-255.

Jobbágyi Gábor, « Bloody Thursday, 1956: The Anatomy of the Kossuth Square Massacre », *Hungarian Review*, vol. VIII, n° 5, janvier 2014.

Jobbitt Steven, « Hungarian Martyrs, Refugees, and the Politics of Anticommunism in Salazar's Portugal, 1956-1957 », *Hungarian Cultural Studies*, 9, 2016, p. 137-164. En ligne : ahea.pitt.edu, DOI : https://doi.org/10.5195/ahea.2016.263.

Kastner Georg, *Ungarn 1956 vor der UNO*, Innsbruck : StudienVerlag, 2010.

Kecskeméti Charles, « Morphologie et mécanismes d'une révolution : Budapest 1956 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, (83), 2006, p. 23-28.

Kecskés D. Gusztáv, *La diplomatie française et la révolution hongroise de 1956*, Budapest & Paris & Szeged : Institut hongrois de Paris, 2005.

Kecskés D. Gusztáv, « Collecting money at a global level. The UN fundraising campaign for the 1956 Hungarian refugees », *Eastern Journal of European Studies*, vol. 5, Issue 2, décembre 2014, p. 33-60.

Kecskés D. Gusztáv, « "Eine Geschichte, die die Welt betrifft". Die Aufnahme der ungarischen Flüchtlinge des Jahres 1956 », in Mitteleuropazentrum an der Andrássy Universität Budapest (éd.), *Jahrbuch für Mitteleuropäische Studien 2015/2016*: *1956 und die Folgen*, Vienne : New Academic Press, 2017, p. 45-56.

Kecskés D. Gusztáv, « Les composantes d'une action humanitaire hors du commun : l'accueil en Occident des réfugiés hongrois de 1956 », *Relations internationales*, (172), 2017, p. 127-142. En ligne : Cairn.info, DOI : https://doi.org/10.3917/ri.172.0127.

Kecskés D. Gusztáv, « Humanitárius segítségnyújtás globális méretekben. A Vöröskereszt Társaságok Ligája és az 1956-os magyar menekültek » [Aide humanitaire à l'échelle mondiale. Ligue des sociétés de la Croix-Rouge et les réfugiées et réfugiés hongrois de 1956], *Múltunk*, (4), 2018, p. 74-119.

Kende Pierre, *Le défi hongrois : De Trianon à Bruxelles*, Paris : Buchet Chastel, 2004.

Kende Pierre, « Budapest, 1956 : la révolution confisquée », *L'Histoire*, n° 314, (11), novembre 2006, p. 75 et suivantes.

Kirov Alexander, « Soviet Military Intervention in Hungary, 1956 », in Györkei Jenő, Horvath Miklós (éd.), *Soviet Military Intervention in Hungary, 1956,* with a study by Alexandr M. Kirov and memoirs of Yevgeny I. Malashenko, Budapest : Central European University Press, 1999.

Klimó Árpád von, *Ungarn seit 1945*, Göttingen : Vandenhoeck & Ruprecht, 2006.

Kőrösi Zsuzsanna, Molnár Adrienne, *Carrying a Secret in My Heart…: Children of Political Victims of the Revolution, 1956 Hungary. An Oral History*, Budapest & New York : Central European University Press, 2003.

Kovačević Katarina, « Mađarske izbeglice u Jugoslaviji 1956-57 » [Réfugiés hongrois en Yougoslavie en 1956-1957], *Tokovi historique*, 1-2, 2003, p. 91-124.

Kovačević Katarina, « The *Refugee* Problem in *Yugoslavia* », in Rainer M. János, *The 1956 Hungarian revolution and the soviet bloc countries: reactions and repercussions*, Budapest : The Institute for the History of the 1956 Hungarian Revolution, 2007.

Kovács Attila, « A magyar menekültkérdés kezelése Jugoszláviában, 1956-1957 » [La gestion de la question des réfugiés hongrois en Yougoslavie, 1956-1957], in Bottoni Stefano (éd.), *1956 mint menekültválság. Új olvasatok egy ismert történethez* [1956 comme crise des réfugiés : nouvelles lectures d'une histoire connue], *Világtörténet*, (3), 2016, p. 433-450.

Kovács Éva, « Ungarn und die Errinerung an 1956 : Eine Nation ohne Revolutionsmythen », in Kochanowski Jerzy, Puttkamer Joachim von, *1956 : (Nieco) inne spojrzenie = eine (etwas) andere Perspektive*, Varsovie : Wydawnictwo « Neriton », 2016, p. 193-204.

Kramer Mark, « The Soviet Union and the 1956 Crises in Hungary and Poland : Reassessments and New Findings », *Journal of Contemporary History*, 33(2), 1998, p. 163-214.

Lénárt András, « Fluchtgeschichten von 1956er Jugendlichen », in Murber Ibolya, Fónagy Zoltán (éd.), *Die ungarische Revolution und Österreich 1956*, Vienne : Czernin, 2006, p. 465-495.

Lénárt András, « Emigration from Hungary in 1956 and the Emigrants as Tourists to Hungary », *Hungarian Historical Review*, 1, 3-4, 2012, p. 368-396. En ligne : http://epa.oszk.hu/02400/02460/00002/pdf/EPA02460_hung_his_rev_2012_3-4_368-396.pdf (29 septembre 2020).

Lendvai Paul, *Les Hongrois : mille ans d'histoire* (traduction : Georges Kassai), Lausanne : Les Éditions Noir sur Blanc, 2006.

Lendvai Paul, *Der Ungarnaufstand 1956: eine Revolution und ihre Folgen*, Munich : Bertelsmann, 2006.

Lendvai Paul, *One Day That Shook the Communist World – The 1956 Hungarian Uprising and Its Legacy*, Princeton : Princeton University Press, 2008.

Lepeuple Anne-Chantal, « Radio Europe libre et le soulèvement hongrois de 1956 », *Revue d'Histoire moderne & contemporaine*, 47(1), 2000, p. 177-195.

Litván György, *Die ungarische Revolution 1956: Reform, Aufstand, Vergeltung*, Vienne : Passagen, 1994.

Lomax Bill (éd.), *The Hungarian Workers' Councils in 1956*, New York : Columbia University Press, 1990.

Marès Antoine, « De la relativité des grands événements : l'année 1956 en Europe centrale et la révolution hongroise », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, (83), 2006, p. 4-11.

Mark James, « Society, Resistance and Revolution: The Budapest Middle Class and the Hungarian Communist State 1948-56 », *The English Historical Review*, 120(488), 2005, p. 963-986. En ligne : academic.oup.com, DOI : https://doi.org/10.1093/ehr/cei242.

Markowitz Arthur A., « Humanitarianism versus Restrictionism : The United States and the Hungarian Refugees », *The International Migration Review*, 7(1), 1973, p. 46-59. En ligne : JSTOR, DO I: https://doi.org/10.1177/019791837300700104.

Matthews John P. C., *Explosion: The Hungarian Revolution of 1956*, New York : Hippocrene Books, 2007.

Mink Georges (éd.), *1956, une date européenne*, Lausanne : Les Éditions Noir sur Blanc, 2010.

Mitteleuropazentrum an der Andrássy Universität Budapest, *Jahrbuch für Mitteleuropäische Studien 2015/2016: 1956 und die Folgen*, Vienne : New Academic Press, 2017.

Molnár Miklós, *Budapest 1956: a history of the Hungarian Revolution* (traduction : Jennetta Ford), Londres : G. Allen, 1971.

Molnár Miklós, « La présence de l'histoire », in Kende Pierre, Pomian Krzysztof (éd.), *1956 : Varsovie-Budapest : La Deuxième Révolution D'Octobre*, Paris : Éditions du Seuil, 1978, p. 68-81.

Molnár Miklós, *De Béla Kun à János Kádár : soixante-dix ans de communisme hongrois*, Paris & Genève : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques ; Institut universitaire de hautes études internationales, 1987.

Molnár Miklós, *Victoire d'une défaite : Budapest 1956*, Lausanne : L'Âge d'Homme, 1996 [1968].

Molnár Miklós, *Histoire de la Hongrie*, Paris : Perrin, 2004 [1980].

Molnár Virág, « À la recherche de la maison socialiste idéale dans la Hongrie post-stalinienne », in Ragaru Nadège, Capelle-Pogàcean Antonela (éd.), *Vie quotidienne et pouvoirs sous le socialisme : la consommation revisitée*, Paris : Karthala, 2010, p. 277-348.

Murber Ibolya, « Ungarnflüchtlinge in Österreich 1956 », in Murber Ibolya, Fónagy Zoltán (éd.), *Die ungarische Revolution und Österreich 1956*, Vienne : Czernin, 2006, p. 335-385.

Murber Ibolya, « Az 1956-os magyar események hatása a jugoszláv-magyar kapcsolatok alakulására és a menekültkérdés » [Les effets des événements hongrois de 1956 sur l'évolution et des relations hungaro-yougoslaves et sur la question des réfugiés], *Limes*, 18(3), 2006, p. 71-82.

Murber Ibolya, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », in Mitteleuropazentrum an der Andrássy Universität Budapest, *Jahrbuch für Mitteleuropäische Studien 2015/2016*: *1956 und die Folgen*, Vienne : New Academic Press, 2017, p. 35-43.

Murber Ibolya, Wanner Gerhard (éd.), *Europäische Aspekte zur ungarischen Revolution 1956*, Feldkirch : Rheticus-Gesellschaft, 4, 2006.

Nemes Paul, « The Welcome Refugees. Why the West opened its arms to fleeing Hungarians in 1956 », *Central Europe Revue*, vol. 1, n° 19, 1999.

Niessen James P., « The Culture of Welcome and the January, 1957 Austrian Refugee Quota Proposal », 2016. En ligne : rucore.libraries.rutgers.edu, DOI : https://doi.org/doi:10.7282/T3SX6GFF. (Traduction de James P. Niessen, « A befogadás kultúrája és az 1957. Januári osztrák menekültkvóta-indítvány », in Bottoni Stefano (éd.), *1956 mint menekültválság. Új olvasatok egy ismert történethez* [1956 comme crise des réfugiés : nouvelles lectures d'une histoire connue], *Világtörténet*, (3) 2016, p. 337-356.)

Niessen James P., « Hungarian Refugees of 1956: From the Border to Austria, Camp Kilmer, and Elsewhere », *Hungarian Cultural Studies*, 9, 2016, p. 122-136. En ligne : ahea.pitt.edu, DOI : https://doi.org/10.5195/ahea.2016.261.

Nové Béla, *Patria nostra. '56-os menekült kamaszok a Francia Idegenlégióban* [Patria nostra, jeunes réfugiés de 1956 dans la Légion étrangère], Budapest : Balassi Kiadó, 2016.

Ormos Maria, « Introduction : La Hongrie au XX^e^ siècle », *Guerre mondiale et conflits contemporains*, 200, 2001/9, p. 3-23.

Papp Julien, *La Hongrie libérée : État, pouvoirs et société après la défaite du nazisme (septembre 1944-septembre 1947)*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2006.

Pető Andrea, *Women in Hungarian politics, 1945-1951*, Boulder : East European Monographs, 2003 (East European monographs).

Pető Andrea, « Memories of the 1956 Hungarian Revolution: Narrating Gender and Migration », in Isaacs Ann Katherine (éd.), *Immigration and Emigration in Historical Perspective*, Pise : Pisa University Press, 2007, p. 153-163.

Pető Andrea, *Geschlecht, Politik und Stalinismus in Ungarn: eine Biographie von Júlia Rajk* (traduction : Zsuzsa Rózsáné, Béla Rásky), Herne : G. Schäfer, 2007.

Pető Andrea, *Geschlecht, Politik und Stalinismus in Ungarn: eine Biographie von Júlia Rajk* (traduction : Rózsáné Zsuzsa, Rásky Béla), Herne : G. Schäfer, 2007.

Pető Andrea, « Hongrie 1956, Júlia Rajk ou le pouvoir du deuil », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, (41), 2015, p. 151-163. En ligne : clio.revues.org, url : http://journals.openedition.org/clio/12406 ; DOI : 10.4000/clio.12406.

Puskás Julianna, « Elvándorlások Magyarországról 1945 óta és a magyar diaszpóra néhány jellegzetessége az 1970-es években » [Les émigrations de la Hongrie depuis 1945 et quelques caractéristiques de la diaspora hongroise dans les années 1970], in Molnár János, Orbán Sándor, Urbán Károly (éd.), *Tanulmányok a magyar népi demokrácia negyven évéről* [Études sur les quarante années de la Démocratie populaire hongroise], Budapest : Institut pour l'histoire du parti socialiste et ouvrier hongrois et Institut d'histoire de l'Académie hongroise des sciences, 1985.

Puskás Julianna, Bales Maria, *From Hungary to the United States: (1880-1914)*, Budapest : Akadémiai Kiadó, 1982.

Puskás Julianna, « Magyar menekülők, emigránsok – "DP-k" és "56-osok" 1944-1957 » [Réfugiés et émigrés hongrois – « DPs » et « 56ards »], *Aetas*, 12/2-3, 1996, p. 67-102.

Puskás Julianna, *Ties that Bind, Ties that Divide: 100 Years of Hungarian Experience in the United States*, New York : Holmes & Meir, 2000.

Rainer János M., *Imre Nagy. Vom Parteisoldaten zum Märtyrer des ungarischen Volksaufstands. Eine politische Biographie 1896-1958*, Pederborn : Ferdinand Schöningh, 2006 [*Nagy Imre -Politikai életrajz, vol. 1, 1896-1953,* Budapest : Institut 1956, 1996].

Rainer János M., « Imre Nagy, le penseur et le politique », in Collectif, *Communisme*, n° 88-89 – *La Révolution hongroise de 1956. Nouvelles Approches*, Paris : L'Âge d'Homme, 2006-2007, p. 61-76.

Rákóczy Ferenc (éd.), *Agota Kristof*, Genève : Slatkine, 2009 (*Quarto*, 27, 2009).

Rásky Béla, « "Flüchtlinge haben auch pflichten". Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », Vortrag im Rahmen der Außenstelle Budapest des Österreichischen Ost- und Südosteuropa-Institutes am 12. Oktober 1998 « Österreich-Ungarn? Und gegen wen? », *Kakanienrevisited*, 2001 En ligne : http://www.kakanien.ac.at/beitr/fallstudie/BRasky1.pdf (29 septembre 2020).

Rauchensteiner Manfried, *Spätherbst 1956: Die Neutralität auf dem Prüfstand*, Vienne : Österreichischer Bundesverlag, 1981.

Robert Tiphaine, « Mindennek ellenére. 1956-os menekültek hazatelepülése » [Envers et contre tout. Le rapatriement de réfugiées et réfugiés hongrois de 1956], in Egry Gábor, Takács Róbert (éd.), *Migráció, Emigráció 1956* [Migration, émigration 1956], *Múltunk*, (3), 2016, p. 91-122.

Robert Tiphaine, « Le retour d'exil comme résultat d'une non-intégration ? Discours sur le rapatriement volontaire de réfugié·e·s hongrois·es vers la Hongrie communiste (1956-1961) », in Horváth Krisztina, Szabó Dávid, Tóth Réka, Goudaillier Jean-Pierre (éd.), *Migrations et intégrations*, *Revue d'études françaises*, (21), 2016, p. 27-33.

Romsics Ignác, *Magyarország története a XX. Században* [L'histoire de la Hongrie au XX^e siècle], Budapest : Osiris, 2001 [*Hungary in the Twentieth Century*, Budapest : Corvina, 1999].

Schlesinger Robert, Sunjić Melita H., *Flucht nach Österreich: die zweite Republik in Flüchtlingsporträts*, Vienne : Czernin Verlag, 2001.

Schmidl Erwin A., Engelke Edda, *Die Ungarnkrise 1956 und Österreich*, Vienne : Böhlau Verlag Wien, 2003.

Sebestyen Victor, *Budapest 56 : les 12 jours qui ébranlèrent l'empire soviétique*, Paris : Calmann-Lévy, 2006.

Sós Péter János, *Magyar exodus: Magyar menekültek Nyugaton 1956-1959* [Exode magyar : réfugiés hongrois à l'Ouest 1956-1959], Budapest : Gondolat, 2005.

Stanek Eduard, *Verfolgt, verjagt, vertrieben: Flüchtlinge in Österreich (von 1945-1984)*, Vienne & Munich & Zurich : Europaverlag, 1985.

Stark Tamás, *Magyar foglyok a Szovjetunióban* [Prisonniers hongrois en Union soviétique], Budapest : Lucidus, 2006.

Szabó Ferenc, *Demográfiai problémák biztonságpolitikai vonatkozásai egykor és ma* [Les circonstances en termes de politique de sécurité des problèmes démographiques jadis et aujourd'hui], Budapest : Zrínyi Miklós Nemzetvédelmi Egyetem, 1999.

Szabó Juliet, « "…s várja eltévedt fiait is". Az MSZMP repatriálási és hazalátogatási politikája 1956 és 1963 között » [« en attente des fils égarés ». Politique de rapatriement et de visites au pays par le MSZMP entre 1956 et 1963], *Múltunk*, (1) 2007, p. 187-213. En ligne : http://www.multunk.hu/wp-content/uploads/2017/01/szaboj.pdf (29 septembre 2020).

Szászi Ferenc, « Adatok a magyar kivándorlás történetéhez. 1945-1989 » [Données sur l'histoire de l'émigration hongroise], *Történelmi Szemle*, (3-4), 1993, p. 315-338.

Széchenyi Kinga, *Stigmatized: A History of Hungary's Internal Deportations During the Communist Dictatorship*, Budapest : Helena History Press, 2015.

Szentesi Renáta, « Anschuldigungen gegen Österreich von Seiten der Sowjetunion und der KPÖ während der Ungarnkrise von 1956 anhand österreichischer Quellen », in Murber Ibolya, Fónagy Zoltán (éd.), *Die ungarische Revolution und Österreich 1956*, Vienne : Czernin, 2006, p. 243-282.

Szépfalus István, « A legújabb felismerések az 1956/57-es Magyar menekülthullámról » [Les plus récentes découvertes sur la vague des réfugiés hongrois de 1956-1957], *Limes*, 1, 1998, p. 113-121.

Ungváry Krisztián, *Budapest ostroma* [Le siège de Budapest], Budapest : Corvina, 2009.

Valuch Tibor, *Magyar hétköznapok: fejezetek a mindennapi élet történetéből a második világháborútól az ezredfordulóig* [Quotidien hongrois : chapitres de la vie de tous les jours depuis la Seconde Guerre mondiale au tournant du siècle], Budapest : Napvilág, 2013.

Várdy Steven Béla, *The Hungarian-Americans*, Boston : Twayne, 1985.

varga Eva, « Technische und mentalitätsgeschichtliche Aspekte des Eisernen Vorhangs an der österreichisch-ungarischen Grenze 1949-1956 », in Haslinger Peter, *Grenze im Kopf: Beiträge zur Geschichte der Grenze in Ostmitteleuropa*, Francfort-sur-le-Main : Peter Lang, 1999 (Wiener Osteuropastudien), p. 115-125.

Vonèche Cardia Isabelle, *L'octobre hongrois : Entre croix rouge et drapeau rouge : l'action du Comité international de la Croix-Rouge en 1956*, Bruxelles : Bruylant, 1996.

Wohnout Helmut, « Die Haltung der österreichischen Bundesregierung zu den Ereignissen in Ungarn im Herbst 1956 », in Mitteleuropazentrum an der Andrássy Universität Budapest, *Jahrbuch für Mitteleuropäische Studien 2015/2016*: *1956 und die Folgen*, Vienne : New Academic Press, 2017, p. 97-106.

Zarjevski Yefime, « Trente ans après l'exode : les Hongrois de 1956 », *Réfugiés* (publication UNHCR), n° 25, 1986, p. 35-37.

Zierer Brigitte, *Politische Flüchtlinge in österreichischen Printmedien – dargestellt am Vergleich des Ungarischen Volksaufstandes 1956 und der Revolution in Rumänien 1989* [thèse non publiée], Vienne, 1995.

2.4 Migration et refuge en Suisse, présence des Hongrois en Suisse, la Suisse et 1956

Arlettaz Gérald, Arlettaz Silvia, *La Suisse et les étrangers : immigration et formation nationale (1848-1933)*, Lausanne : Éditions Antipodes & Société d'histoire de la Suisse romande, 2010 [2004].

Arlettaz Silvia, « Immigration et présence étrangère en Suisse. Un champ historique en développement », *Traverse*, 18-1, 2011, p. 193-216.

Arnold Jonas, *Vom Transitprinzip zum Dauerasyl. Die schweizerische Flüchtlingshilfe (1933-1951)* [mémoire de licence en histoire], Freiburg Schweiz, 1997.

Banki Christine, Späti Christoph, « Ungaren, Tibeter, Tschechen und Slowaken. Bedingungen ihrer Akzeptanz in der Schweiz der Nachkriegzeit », in Goehrke Carsten, Zimmermann Werner (éd.), *Zuflucht Schweiz: der Umgang mit Asylproblemen im 19. und 20. Jahrhundert*, Zurich : Verlag Hans Rohr, 1994, p. 369-415.

Bankowski Monika, Urech Hans, Brang Peter (éd.), *Asyl und Aufenthalt: die Schweiz als Zuflucht und Wirkungsstätte von Slaven im 19. und 20. Jahrhundert*, Bâle ; Francfort-sur-le-Main : Helbing & Lichtenhahn, 1994.

Bergier Jean-François, Commission indépendante d'experts Suisse – Seconde Guerre mondiale (éd.), *La Suisse, le national-socialisme et la Seconde Guerre mondiale : rapport final*, Zurich : Pendo, 2002.

Birkás Judit, *Die Ungarnflüchtlinge von 1956 in der Schweiz ihre Aufnahme und Eingliederung* [mémoire de licence en histoire], Bâle, 1983.

Boesiger Andreas, *Die Doppelkrise Suez/Ungarn 1956 und ihre Rezeption in der Schweiz* [mémoire de licence en histoire], Berne, 1991.

Boss Catherine, *Das gelobte Land: Die Geschichte der Flüchtlinge in der Schweiz von den 50er bis in die 80er Jahre mit einem Erklärungsversuch der Fremdenfeindlichkeit* [mémoire de licence], Zurich, 1990.

Bolzman Claudio, *Secondas – Secondos : le processus d'intégration des jeunes adultes issus de la migration espagnole et italienne en Suisse*, Zurich : Seismo, 2003 (Cohésion sociale et pluralisme culturel).

Busset Thomas, *« Va-t'en ! » : accueil de réfugiés et naissance du mythe de la « terre d'asile » en Suisse*, Lausanne : Université de Lausanne/Faculté des lettres/Section d'histoire, 1994 (Histoire et société contemporaines).

Caloz-Tschopp Marie-Claire, *Le tamis helvétique : des réfugiés politiques aux « nouveaux réfugiés »*, Lausanne : Éditions d'En bas, 1982.

Cancela Pauline, « En 1956, on se décarcasse pour les Hongrois », *Le Courrier*, 6 août 2013.

Cattani Alfred, « Erwünschte Flüchtlinge. Ungarn, Tibeter und Tschechoslowaken in der Schweiz », *NZZ Folio*, 08/1991.

Chetail Vincent, Gowland-Debbas Vera, *La Suisse et la protection internationale des réfugiés*, Leyde : Martinus Nijhoff Publishers, 2002.

Genoud Patrick, *Entre solidarité et anticommunisme : les répercussions des événements de Hongrie de 1956 en Suisse et à Genève* [mémoire de licence en histoire], Genève, 2001.

Gillabert Matthieu, Robert Tiphaine, « Écrire l'histoire de l'exil d'Europe centrale en Suisse pendant la guerre froide », in Gillabert Matthieu, Robert Tiphaine (éd.), *Chercher refuge. Les phases d'exil d'Europe centrale pendant la guerre froide/Zuflucht suchen. Phasen des Exils aus Osteuropa im Kalten Krieg*, *Itinera*, 42, 2017, p. 5-19.

Häsler Alfred A., Schwed Philippe, *La Suisse, terre d'asile ? La politique de la Confédération envers les réfugiés de 1933 à 1945*, Lausanne : Éditions Rencontre, 1971.

Heiniger Alix, *Exil antifasciste et politique fédérale du refuge : le camp de Bassecourt (1944-1945)*, Neuchâtel : Éditions Alphil - Presses universitaires suisses, 2010.

Holenstein André, Kury Patrick, Schulz Kristina, *Schweizer Migrationsgeschichte: Von den Anfängen bis zur Gegenwart*, Baden : Hier und Jetzt, 2018.

Hubáček Aleš, « Der Bericht Ludwig (1957) in der Retrospektive », in Goehrke Carsten, Zimmermann Werner (éd.), *Zuflucht Schweiz: der Umgang mit Asylproblemen im 19. und 20. Jahrhundert*, Zurich : Verlag Hans Rohr, 1994, p. 345-367.

Ismelli Claudia, *Die Erinnerung an die Ungarnflüchtlinge in der Schweiz zwischen Selbst- und Fremdwahrnehmung: 1956-2006* [mémoire de licence en histoire], Bâle, 2011.

Kanyo Tamás, *Emigration und Identität Aspekte der Integration 1956er Ungarnflüchtlinge in der Schweiz* [mémoire de licence en histoire], Bâle, 1998.

Kanyo Tamás, « Die Ungarnflüchtlinge von 1956 in der Schweiz », in Collectif, *Jahrbuch für Europäische Geschichte*, 7, 2006, p. 89-100.

Kanyo Tamás, « Die Ungarnflüchtlinge von 1956 in der Schweiz », in Collectif, *Die ungarische Schweiz*, Piliscsaba: Három Holló Alapítvány, 2008, p. 43-51.

Kecskés D. Gusztáv, « Die Aufnahme der 1956er Flüchtlinge aus Ungarn in der Schweiz in internationaler Perspektive », in Gillabert Matthieu, Robert Tiphaine (éd.), *Chercher refuge. Les phases d'exil d'Europe centrale pendant la guerre froide/Zuflucht suchen. Phasen des Exils aus Osteuropa im Kalten Krieg*, *Itinera*, 42, 2017, p. 69-96.

Keresztesy Peter, *Les réfugiés hongrois comme facteur de tension dans les relations hungaro-suisses. Les conséquences diplomatiques d'un acte humanitaire* [mémoire de licence en histoire contemporaine], Fribourg, 2001.

La Barba Morena, Stohr Christian, Oris Michel *et al.* (éd.), *La migration italienne dans la Suisse d'après-guerre*, Lausanne : Antipodes, 2013.

Lanz Rita, *Flüchtlingshilfe zwischen Vergangenheitsbewältigung und nationaler Selbstdarstellung : die Schweiz und die Aufnahme ungarischer Flüchtlinge 1956* [mémoire de licence en histoire], Zurich, 1996.

Lanz Rita, « *Solidarität und Ausgrenzung : die Ungarnhilfe* in der *Schweiz 1956* », *Schweizer Monatshefte: Zeitschrift für Politik, Wirtschaft, Kultur*, 86, 2006, p. 34-37. En ligne : e-periodica, Revues suisses en ligne, DOI : http://doi.org/10.5169/seals-167526.

Lo Verso Fabio, « En 1956, Genève accueille les réfugiés hongrois à bras ouverts », *Tribune de Genève*, 21-22 octobre 2006.

Ludi Regula, « More and Less Deserving Refugees: Shifting Priorities in Swiss Asylum Policy from the Interwar Era to the Hungarian Refugee Crisis of 1956 », *Journal of Contemporary History*, 49(3), 2014, p. 577-598. En ligne : www.zora.uzh.ch, DOI : https://doi.org/10.1177/0022009414528261.

Mahnig Hans (éd.), *Histoire de la politique de migration, d'asile et d'intégration en Suisse depuis 1948*, Zurich : Seismo, 2005.

Maillard Alain, Tafelmacher Christophe, *Faux réfugiés ? : la politique suisse de dissuasion d'asile : 1979-1999*, Lausanne : Éditions d'En bas, 1999.

Matt Peter von (éd.), *Prominente Flüchtlinge im Schweizer Exil: L'exil en Suisse de réfugiés célèbres = Rifugiati illustri nell'esilio svizzero*, Berne : Bundesamt für Flüchtlinge, Medien & Kommunikation, Vertrieb : BBL, Verkauf Bundespublikationen, 2003.

Meunier Marianne, « Agota Kristof, l'absente qui était toujours là », *La Croix*, 28 août 2014.

Michelet Magali, *« Sen a skutečnost » : Rêve et réalité. Une histoire orale de l'exil tchécoslovaque en Suisse après 1968* [mémoire de master en histoire contemporaine], Fribourg, 2018.

Michelet Magali, *Rêve et Réalité d'un exil. Parcours de Tchécoslovaques en Suisse (1968-2018)*, Fribourg : Aux sources du temps présent, 2018.

Mihok Brigitte, « Die ungarische Emigration in die Schweiz im Jahr 1956 », *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, 54(9), 2006, p. 786.

Pancza André, Piguet Étienne, « Les réfugiés hongrois dans le canton de Neuchâtel », *Géo-Regards* (Revue neuchâteloise de géographie), n° 2 : Migrations contemporaines, Neuchâtel : Éditions Alphil-Presses universitaires suisses, 2009, p. 57-73.

Parini Lorena, *La politique d'asile en Suisse : une perspective systémique*, Paris & Montréal : L'Harmattan, 1997.

Parini Lorena, Gianni Matteo, « Enjeux de la politique d'asile en Suisse de 1956 à nos jours », in Mahnig Hans (éd.), *Histoire de la politique de migration, d'asile et d'intégration en Suisse depuis 1948*, Zurich : Seismo, 2005, p. 189-252.

Piguet Étienne, *L'immigration en Suisse : soixante ans d'entrouverture*, Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes, 2013 [2004].

Räber Louis, *Der ungarische Aufstand von 1956: Aufstand und Auswirkungen in der Schweiz* [mémoire de licence en histoire], Zurich, 1983.

Robert Tiphaine, « Magyar menekültek hazatérése Svájcból 1956 után » [Le retour de réfugiées et réfugiés hongrois depuis la Suisse après 1956], in Bottoni Stefano (éd.), *1956 mint menekültválság. Új olvasatok egy ismert történethez* [1956 comme crise des réfugiés : nouvelles lectures d'une histoire connue], *Világtörténet*, (3), 2016, p. 413-431.

Robert Tiphaine, « Les réfugié-e-s hongrois-es de 1956 en Suisse : construction d'un mythe et leçon pour aujourd'hui » / « Die Ungarnflüchtlinge von 1956 in der Schweiz: Konstruktion eines Mythos und was wir heute daraus lernen können », Fakten statt Mythen // *Des faits plutôt que des mythes*, n° 113 / 7 décembre 2017. En ligne : https://www.migrationscholars.ch/post/les-r%C3%A9fugi%C3%A9-e-s-hongrois-e-s-de-1956-en-suisse-construction-d-un-mythe-et-le%C3%A7on-pour-aujourd-hui (06.01.2021). Auf Deutsch: https://www.sachdokumentation.ch/bestand/ds/856 (06.01.2021).

Robert Tiphaine, « La Suisse et la crise de 1956. Solidarité, actions et paradoxes », *Crisis and Communitas*, 9 mai 2020. En ligne : https://crisisandcommunitas.com/crisis/la-suisse-et-la-crise-de-1956-solidarite-actions-et-paradoxes/ (29 septembre 2020).

Schenker Isabelle, « La surface et sa profondeur : Agota Kristof et les autorités », in Matt Peter von (éd.), *Prominente Flüchtlinge im Schweizer Exil: L'exil en Suisse de réfugiés célèbres = Rifugiati illustri nell'esilio svizzero*, Berne, Bundesamt für Flüchtlinge : Medien und Kommunikation, 2003, p. 354-371.

Schulz Kristina, « Die Schweiz der Anderen. Plädoyer für eine zeitgeschichtliche Betrachtung des politischen Asyls », *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte*, 64, 2014, p. 385-405.

Skenderovic Damir, « L'immigration en Suisse, une histoire en lente construction », in Hauser Claude, Milani Pauline, Pâquet Martin, Skenderovic Damir (éd.), *Les sociétés face aux défis de la migration*, Porrentruy & Laval : SJE-Presses de l'Université de Laval, 2014, p. 25-40.

Stadler Peter, *Exil et immigration politiques en Suisse : esquisse d'une vue d'ensemble*, in L'émigration politique en Europe aux XIX^e^ et XX^e^ siècles : actes du colloque organisé per [*sic*] l'École française de Rome (3-5 mars 1988), Rome : École française de Rome, 1991, p. 129-137.

Stäheli Urban, *« Zu Hause, aber nicht daheim » : Akkulturationsverläufe bei Immigranten aus Ungarn in der Schweiz*, Zurich : Volkskundliches Seminar der Universität Zürich, 2006 (Zürcher Beiträge zur Alltagskultur).

Tátrai Infanger Nóra, *Der Sprachgebrauch der Ungarn in der Schweiz: Methoden zur Untersuchung der Mehrsprachigkeit*, Francfort-sur-le-Main & New York : P. Lang, 2003.

Trapletti Omar, *Intégration et vécu migratoire au Tessin : les cas des ressortissants hongrois (1956-1957) et des Bosniaques musulmans (1992-1993)* [mémoire de master en histoire contemporaine], Fribourg, 2008.

Tréfás David, *Die Illusion, dass man sich kennt: schweizerisch-ungarische Beziehungen zwischen 1945 und 1956*, Zurich : Chronos, 2008.

Tréfás David, « Der Zugang der ungarischen Diaspora zur Schweizer Öffentlichkeit von den 1930er bis 1970er Jahren », in Gillabert Matthieu, Robert Tiphaine (éd.), *Chercher refuge. Les phases d'exil d'Europe centrale pendant la guerre froide/Zuflucht suchen. Phasen des Exils aus Osteuropa im Kalten Krieg*, *Itinera*, 42, 2017, p. 115-132.

Vuilleumier Marc, *Immigrés et réfugiés en Suisse : aperçu historique*, Zurich : Pro Helvetia, 1992 [1987].

Wicker Hans-Rudolf, Fibbi Rosita, Haug Werner (éd.), *Les migrations et la Suisse : résultats du programme national de recherche « Migrations et relations interculturelles »*, Zurich : Seismo, 2003 (Cohésion sociale et pluralisme culturel).

Wicki-Vogt Maja, « “Wir waren so erfüllt von unserem Helfenmüssen, dass wir auch andere mitrissen” – Frauenpolitik im Dienst der Flüchtlingshilfe vom zweiten Weltkrieg bis heute », 14 juin 1995. En ligne : http://majawicki.ch/archive/3856 (29 septembre 2020).

Zabratzky George, *Flucht in die Schweiz: ungarische Flüchtlinge in der Schweiz*, Zurich : Orell Füssli, 2006.

Zimmer David, *Ungarn vererben?: intergenerationelle Tradierung von Zugehörigkeit am Beispiel ungarischer Immigranten in der Schweiz*, Berne : P. Lang, 2011.

Table des matières

Note sur l'édition 7

Remerciements 9

Liste des abréviations et remarques 11

Introduction 15
I. Le refuge de 1956 : une histoire plurielle 19
II. Des migrants et des revenants 37
III. Méthodes et sources 45
IV. Structure, questionnement, bornes géographiques et temporelles 53

Première partie : L'émigration

Chapitre 1 Le contexte de l'exode 59
1.1 La « quasi-démocratie » (1945-1948) 60
1.2 La stalinisation (1948-1953) 64
1.3 Après Staline. Le « Nouveau Cours » (1953-1956) 71
1.4 L'Insurrection d'octobre 1956 79
1.5 Un contexte favorisant l'émigration 94

Chapitre 2 L'exode 95
2.1 Les circonstances 96
2.2 Les raisons de fuir la Hongrie 112
2.3 Des réalités et une mémoire mythifiée 130

Deuxième partie : L'immigration

Chapitre 3 Une solidarité de circonstance 135
3.1 L'enthousiasme 136
3.2 De l'« essoufflement » à la recherche de solutions 147
3.3 Une mobilisation unique 168

Chapitre 4 De la frontière vers un nouveau foyer ? 173
4.1 Un accueil fervent 176
4.2 De l'aide au contrôle 187
4.3 « Deux mondes en présence » 220
4.4 Pour que les réfugiées et réfugiés restent 249

Troisième partie : Le retour

Chapitre 5 Retour vers l'Est 255
5.1 « Enfin à la maison ! » : l'appel au retour de 1955 256
5.2 Des efforts redoublés.
La campagne de rapatriement post-1956 267
5.3 Des intérêts pragmatiques et idéologiques 301

**Chapitre 6 Le paradis qui se méritait.
Les rapatriements depuis la Suisse** 307
6.1 Une question politique 309
6.2 Le cas des jeunes 319
6.3 Interlude : incertitudes et stratégies 335
6.4 De la prison à la frontière 340
6.5 La vision de la presse communiste en Hongrie
et en Suisse 350

6.6 Le paradis se mérite 360
6.7 Après le retour 376
6.8 Les revenantes et revenants 389
6.9 « *Le mal du pays a ses propres lois qui n'ont rien à voir avec la raison* » 405

Conclusion 411
Réfugiées et réfugiés de la guerre froide 411
Discours sur le retour 414
Pourquoi rentrer ? Pourquoi ne pas rentrer ? 418

Épilogue : Ton Grand Retour 423

Annexes

A. *La pratique suisse de l'asile à l'époque récente* (annexe du Rapport Ludwig) 429

B. Le modèle théorique de King 437

C. réfugiés hongrois (1956-1957) : mouvement global et situation au 30 juin 1960 441

D. Portraits des témoins 443

E. Notices biographiques et index des personnes citées (sauf témoins) 461

Sources et bibliographie

1. Sources consultées 481

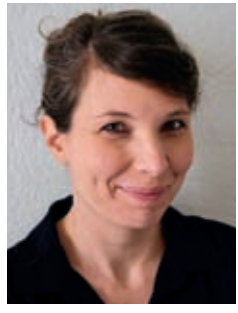
2. Littérature secondaire 497

Achevé d'imprimer
en septembre 2021
pour le compte des Éditions Alphil-Presses universitaires suisses

Responsable de production : Rachel Maeder

Il n'a que 14 ans. En 1956, István Borsodi pense choisir la liberté en traversant le Rideau de fer. Il quitte une Hongrie morose – où la Révolution contre l'occupant soviétique a été écrasée – et rejoint la Suisse. István se souvient de son arrivée en terres helvétiques, des applaudissements, « *des gens qui venaient nous saluer* » dans chaque gare où le convoi spécial faisait halte. Il a conservé la première carte postale destinée à sa famille restée en Hongrie « *Je suis à Bière, je me sens bien, j'embrasse tout le monde* ». Mais, après quelque temps, le mal du pays, l'ennui des proches commencent à le ronger et ses perspectives professionnelles en Suisse sont moins attrayantes que ce qu'il imaginait. Sa tante restée au pays lui écrit que les jeunes rapatriés bénéficient d'une amnistie. En 1959, István Borsodi choisit alors de rentrer dans la Hongrie de János Kádár.

Cet ouvrage retrace l'exode de quelque 200 000 Hongroises et Hongrois de 1956, l'arrivée d'une partie d'entre eux en Suisse, avant d'éclairer le parcours de celles et ceux qui ont décidé de rentrer en Hongrie quelques semaines, mois ou années après leur exil. Ce phénomène migratoire « à contre sens » est au cœur de ce livre. Arrivées dans le « paradis capitaliste » des Trente glorieuses, pourquoi ces personnes choisissent de rejoindre l'« enfer » communiste ?



Tiphaine Robert est historienne et collaboratrice à UniDistance Suisse. Elle a soutenu sa thèse en histoire contemporaine à l'Université de Fribourg en 2019. Une bourse du Fonds national suisse lui a permis d'effectuer deux séjours de recherche à Budapest (Académie hongroise des sciences) et à Paris (EHESS) en 2015-2016. En 2017, elle a coédité un numéro *Itinera* sur les réfugiés d'Europe centrale en Suisse (*Chercher refuge. Les phases d'exil d'Europe centrale pendant la Guerre froide, Itinera*, supplément de la *Revue suisse d'histoire*, 42, 2017). Depuis 2021, elle réalise un post-doc financé par le Fonds national suisse (« L'auto autocrate ? Une histoire politique de la voiture en Suisse (1950-2000) »).

ISBN : 978-2-88930-382-3

9 782889 303823